

PLUiH

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PLH

1. Rapport de présentation
1.1. Diagnostic du territoire
1.2. Justification des choix
1.3. Evaluation environnementale
1.4. Résumé non technique

DOSSIER APPROUVE LE 11/03/2021
EN CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département de l'Aveyron
Decazeville Communauté

DECAZEVILLE COMMUNAUTÉ

artifex

PAYSAGES
études & aménagements urbains



PLUiH

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PLH

1. Rapport de présentation
1.1. Diagnostic du territoire
1.1.1. Livret I : Dignostic stratégique
1.1.2. Livret II : Diagnostic Habitat
1.1.3. Livret III : Etat Initial de l'Environnement
1.1.4. Livret IV : Etat des lieux assainissement

DOSSIER APPROUVE LE 11/03/2021
EN CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département de l'Aveyron
Decazeville Communauté

DECAZEVILLE COMMUNAUTÉ

artifex

PAYSAGES
études & aménagements urbains



PLUiH

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PLH

1. Rapport de présentation
1.1. Diagnostic du territoire
1.1.1. Livret I : Dignostic stratégique

DOSSIER APPROUVE LE 11/03/2021
EN CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département de l'Aveyron
Decazeville Communauté

DECAZEVILLE COMMUNAUTÉ

artifex

PAYSAGES
études & aménagements urbains

A. PREAMBULE 3

I. Cadre législatif 4

II. L'élaboration du PLUi-H 6

B. INTEGRATION TERRITORIALE 7

I. Positionnement régional 8
1. Un territoire à l'articulation d'espaces stratégiques 8
2. Une triple typologie territoriale 9
3. Les bassins de vie du territoire 10
4. Le Pôle d'équilibre territorial et rural Centre Ouest Aveyron 11

II. La communauté de communes Decazeville Communauté 13

III. Articulation du PLU avec les autres plans et programmes 16
1. Le SCoT Centre Ouest Aveyron 17

C. LES ELEMENTS HUMAINS 20

I. Un territoire marqué par son passé industriel 21
1. Une croissance démographique impactée par la crise industrielle 21
2. Les mécanismes accompagnant la perte d'habitants sur le territoire 23

II. Les évolutions sociodémographiques 25
1. Une structure familiale qui évolue vers l'isolement 25
2. Le renouvellement progressif de la population 28
3. Des ménages de plus en plus petits 30
4. Des ménages précaires 31

III. La population active 34
1. Des actifs occupés en diminution 34
2. Un profil des actifs en évolution 35

D. L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT URBAIN 37

I. Les fondements de l'organisation traditionnelle 38

II. Evolution urbaine 40
1. Le modèle traditionnel de développement urbain 40
2. Le développement urbain 42

III. Structuration urbaine 45
1. Les cœurs de ville 45
2. Hameaux et villages (exemples) 69
3. L'habitat ouvrier (exemples) 77
4. Les lotissements (exemple) 81
5. Les grands ensembles (exemple) 83
6. L'urbanisation linéaire (exemple) 85
7. Projet urbain 87

IV. Bilan des documents d'urbanisme en vigueur 89
1. Les documents d'urbanisme 89

E. LES DEPLACEMENTS ET MOBILITES.....91

I. L'impératif de mobilité des actifs.....92

II. Un réseau routier jouant un rôle structurant.....95

III. Les transports en commun en évolution.....98
1. Le réseau régional.....98
2. Le TUB et le TAD.....99
3. Le réseau ferré.....101

IV. L'offre de stationnement.....102

V. Les circulations douces.....104

F. LA STRUCTURE ECONOMIQUE.....105

I. L'attractivité économique.....106
1. Un tissu en reconversion.....106
2. Une offre d'emploi excédentaire.....107

II. Caractéristiques de l'emploi du territoire.....109

III. Les entreprises du territoire.....111

IV. Les sites d'accueil d'activités.....113
1. Les zones d'activités existantes.....114
2. Les zones d'activités en cours de commercialisation.....129

V. Les activités touristiques.....131
1. Les offices de tourisme.....131
2. Les circuits de découverte.....131
3. L'hébergement et la restauration.....134
4. Les attractions et curiosités.....135

G. LES EQUIPEMENTS DU TERRITOIRE.....143

I. L'offre commerciale.....144

II. Les services à la population.....148

III. Le patrimoine public.....151

IV. La couverture internet.....152

V. Le réseau d'eau potable.....154

A. PREAMBULE

I. Cadre législatif

Le Plan Local d'Urbanisme est un document de planification stratégique ayant pour finalité d'élaborer un projet de territoire et par là même fixe les règles d'occupation des sols.

Il a été instauré par la loi SRU en 2000, et a évolué suite aux lois Urbanisme et Habitat (2003), Engagement National pour l'Environnement (ENE 2010) et **pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR 2014).** La loi ENE a promu les plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi)

Aujourd'hui les objectifs de ce document sont traduits dans l'article L101-2 du Code de l'Urbanisme au 01/01/2016 :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi

que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

II. L'élaboration du PLUi-H

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) est un document d'urbanisme qui, à l'échelle d'un groupement de communes (EPCI), établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire considéré.

Le PLUi doit permettre l'émergence d'un projet de territoire partagé déterminant les conditions d'un aménagement du territoire respectueux des principes du développement durable (en particulier par une gestion économe de l'espace) et répondant aux besoins de développement local.

Au 1er Janvier 2017, la communauté de commune Bassin Decazeville Aubin et celle de la Vallée du Lot ont fusionné. Les deux intercommunalités ont lancé la procédure d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal avant la fusion du territoire et ont chacune débattue leur PADD. Après la fusion, le document de planification est réalisé à l'échelle de la nouvelle intercommunalité.

Par délibération en date du 27 septembre 2017, le conseil communautaire a prescrit l'élaboration du PLUi-H. Dans ce cadre plusieurs objectifs ont été définis :

- ✓ Maîtriser l'urbanisation tout en assurant l'équilibre entre renouvellement et développement urbains et la préservation de l'espace rural,
- ✓ Utiliser l'espace de façon économe et équilibrée,
- ✓ Prévenir les risques naturels et/ou technologiques ainsi que les pollutions et nuisances de toutes natures,
- ✓ Protéger l'environnement, notamment les espaces naturels, forestiers ainsi que les paysages,
- ✓ Préserver les activités agricoles et économiques existantes et potentielles,
- ✓ Maîtriser l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables,
- ✓ Répondre aux enjeux de l'habitat, notamment en encourageant les économies d'énergie dans les logements,
- ✓ Valoriser et mettre en valeur l'architecture et le patrimoine.

Ce nouveau document de planification à l'échelle intercommunale se substituera à chaque document de planification communal à compter de son approbation.

B. INTEGRATION TERRITORIALE

I. Positionnement régional

1. Un territoire à l'articulation d'espaces stratégiques

La communauté de communes Decazeville Communauté est située au Nord du département de l'Aveyron à 40 km du pôle Ruthénois et à 26 km du pôle Figeacois qui sont reliés par la RD 840 qui traverse l'intercommunalité.

Cette position est stratégique car elle se situe au cœur de plusieurs pôles : Figeac, Rodez, Villefranche-de-Rouergue et Aurillac.

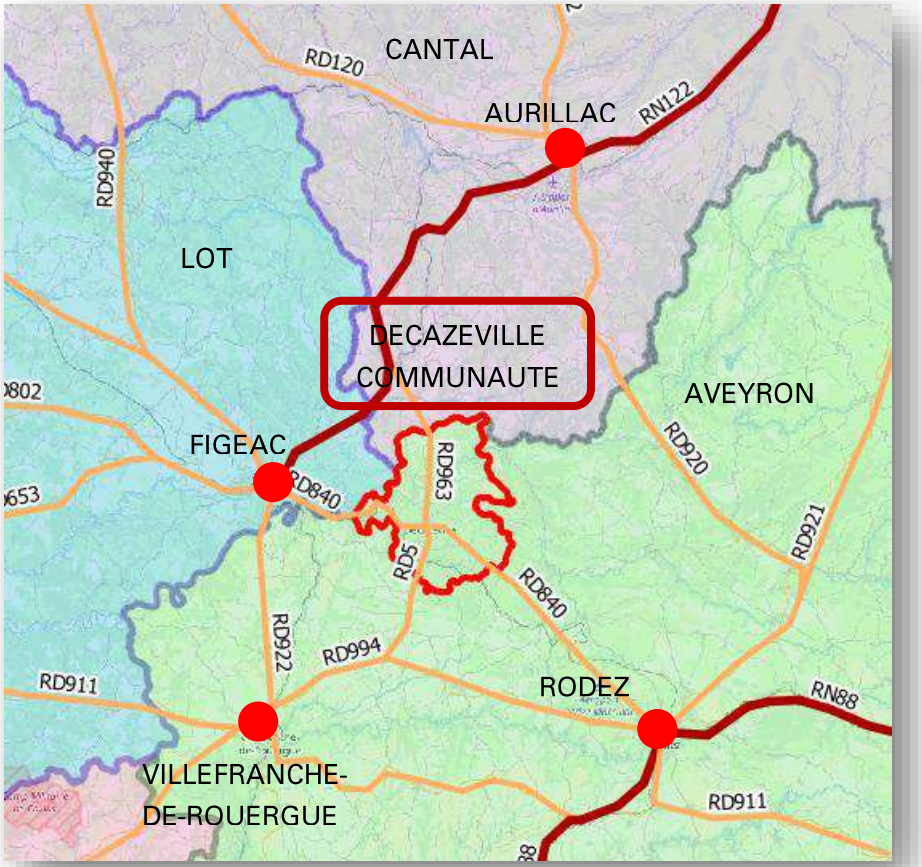


Figure 1 : Positionnement régional de Decazeville Communauté, source OpenStreetMap, réalisation Paysages

2. Une triple typologie territoriale

Decazeville Communauté dispose de trois typologies communales qui différencient encore les anciennes communautés de communes de la vallée du Lot et du Bassin Decazeville-Aubin.

Le Sud de l'intercommunalité est considéré comme un pôle moyen. Cette catégorisation indique que le pôle est un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle de 5 000 à 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci[1].

Cette catégorisation témoigne du lien fort qu'entretiennent les communes de l'ancienne communauté de communes du Bassin Decazeville-Aubin entre elles et des échanges permanents qu'elles ont avec les autres espaces, notamment certaines communes multipolarisées du Nord de la nouvelle intercommunalité dont les actifs se dirigent vers le pôle Decazevillois mais également les pôles Figeacois, Ruthénois et Villefranchois.

Les communes de l'intercommunalité bénéficient d'une position stratégique des communes entre deux pôles régionaux que sont Figeac et Rodez.

Dans ce contexte, plusieurs communes sont multipolarisées (Almont-les Junies, Saint Santin et Bouillac), cela indique que 40 % des actifs occupés de chaque commune travaillent dans plusieurs aires urbaines sans atteindre ce seuil de 40 % avec une seule d'entre elle. Il s'agit ici des pôles de Decazeville, de Figeac et de Rodez. Dans ce cadre, la position au cœur de plusieurs pôles limite la dépendance de la population vis-à-vis d'un seul pôle en termes d'emploi.

Les communes de Boisse-Penchot, Flagnac, Livinhac-Le-Haut et Saint-Parthem quant à elles sont des communes appartenant au pôle de Decazeville, cette catégorisation indique que le seuil de 40 % des actifs

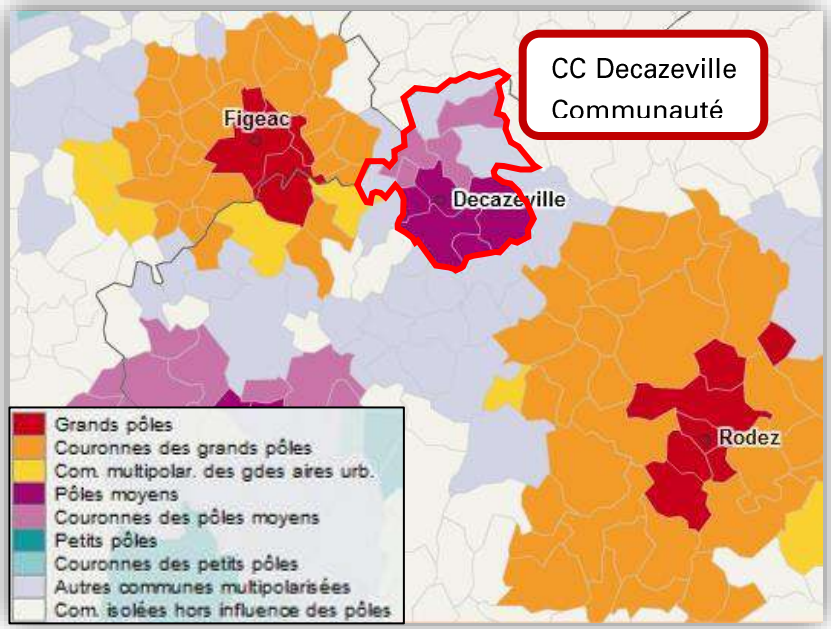


Figure 2 : zonage des typologies communales 2010, source geoclip

[1] Source : Définition INSEE

travaillant hors de leur commune de résidence, dans le pôle ou dans des communes de sa couronne, est atteint.

Ces catégorisations témoignent du lien fort qu'entretient le territoire avec les différents pôles qui l'entourent et des échanges permanents qu'il a avec les autres espaces.

3. Les bassins de vie du territoire

Au sens de l'INSEE « le bassin de vie constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. On délimite ses contours en plusieurs étapes. On définit tout d'abord un pôle de services comme une commune ou unité urbaine disposant d'au moins 16 des 31 équipements intermédiaires. Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, la proximité se mesurant en temps de trajet, par la route à heure creuse. Ainsi, pour chaque commune et pour chaque équipement non présent sur la commune, on détermine la commune la plus proche proposant cet équipement. Les équipements intermédiaires mais aussi les équipements de proximité sont pris en compte. »[2]

La quasi totalité des communes de l'intercommunalité font partie du bassin de vie de Decazeville, ce qui permet à la population d'accéder à des commerces, services et équipements de gamme intermédiaire au sein du bassin de vie. Seule Saint-Santin appartient au bassin de vie de Maurs.

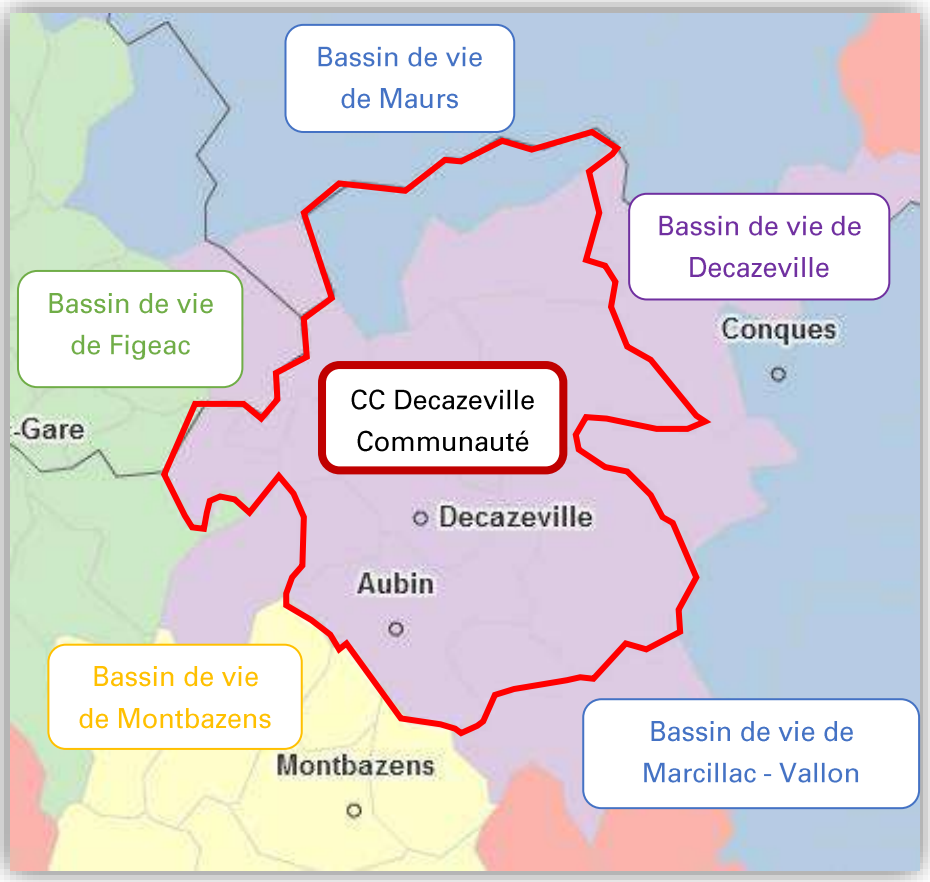


Figure 3 : découpage des bassins de vie 2012, source geoclip

[2] Source : INSEE

Le lien direct dont dispose l'intercommunalité avec d'autres bassins de vie offrant eux-aussi une gamme d'emplois, de commerces et de services à la population locale et l'articulation de la communauté de communes avec le bassin de vie de Maurs permet de limiter la dépendance du territoire vis-à-vis des pôles régionaux tels que Rodez.

4. Le Pôle d'équilibre territorial et rural Centre Ouest Aveyron

Un Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) est un établissement public créé par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014. Ce territoire est constitué par un accord entre plusieurs EPCI à fiscalité propre, au sein d'un seul périmètre d'un seul tenant et sans enclave.

Le PETR Centre Ouest Aveyron a été créé le 21/01/2015, sur un périmètre de 9 communautés de communes.

Malgré la récente création du PETR, il s'accompagne de la mise en place de projets et démarches structurantes au cours de l'année 2015 :

- ✓ Le renouvellement des politiques territoriales :
  - La validation du Contrat Régional Unique avec la Région Midi-Pyrénées et l'engagement d'une première programmation,
  - Validation de la candidature du Gal Centre Ouest Aveyron à l'appel à projet LEADER,
- ✓ La reconnaissance du territoire comme « Territoire à Energie Positive »,
- ✓ La signature d'une convention pour le soutien à la connaissance et à la valorisation du patrimoine du Centre Ouest Aveyron,



Figure 4 : Périmètre su PETR Centre Ouest Aveyron, source : PETR CENTRE OUEST AVEYRON

- ✓ La gestion des dispositifs d'accompagnement des porteurs de projets,
- ✓ Le lancement de l'étude SCOT et la fusion des Syndicats mixtes.

La mise en place de cette structure en 2015 inscrit le territoire de Decazeville Communauté dans une nouvelle démarche de projet à large échelle, notamment dans le cadre de la mise en place du SCoT Centre Ouest Aveyron dont le Syndicat Mixte a été créé par arrêté préfectoral le 7 octobre 2015 et a pris effet le 1er janvier 2016.

II. La communauté de communes Decazeville Communauté

Decazeville-Communauté est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) créé le 1er janvier 2017 de la fusion des communautés de communes de la Vallée du Lot et du Bassin de Decazeville-Aubin.

Elle est composée de 12 communes : Decazeville, Almont-les-Junies, Aubin, Boisse-Penchot, Bouillac, Cransac, Firmi, Flagnac, Livinhac-le-Haut, Saint-Parthem, Saint-Santin, Viviez. Elle s'étend sur 187 km² et compte 19 517 habitants en 2014.

Dans ce cadre, des compétences ont été transférées à l'EPCI :

- ✓ Compétences obligatoires :
  - Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire :
    - Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur,
    - Plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,
  - Actions de développement économique,
    - Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire,
    - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire,
    - Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme
  - Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage,
  - Collecte et traitement des déchets assimilés.

- ✓ Compétences optionnelles
  - Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie,
  - Politique du logement et du cadre de vie,
  - Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire,
  - Action sociale d'intérêt communautaire,
  - Assainissement,
  - Eau,

- ✓ Compétences facultatives :
  - Pour Decazeville Communauté
    - Gestion des milieux aquatique et prévention des inondations,

- En matière de politique de la ville, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire et l'animation des dispositifs locaux de prévention de la délinquance et de réussite éducative,
- Déploiement du réseau d'initiative publique très haut débit : établir et exploiter sur son territoire les infrastructures et des réseaux de communications électroniques, acquérir des droits d'usage à cette fin ou acheter des infrastructures ou réseaux existants, mettre de telles infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants.

- Pour le bassin de Decazeville-Aubin :
  - Organisation de la mobilité et des transports urbains,
  - Création et gestion des équipements touristiques,
- Pour la Vallée du Lot :
  - Organisation de la mobilité et des transports à la demande,
  - Création et gestion des équipements touristiques suivants :
    - Vélo-route voie verte au fil du Lot,
    - Passerelles de Saint-Parthem et de Marcenac,
    - Bateau de promenade et de restauration l'Olt et quais d'embarquements,
    - Espace scénographique TERRA OLT à Saint-Parthem,
    - Espace scénographique du village double à Saint-Santin,
    - Espace d'évocation de l'estofinado à Almont-les-Junies,
    - Aires de camping-cars à Bouillac et Boisse-Penchot,
    - RIS de la Côte des Estaques.

La loi ALUR a fait évoluer les compétences des intercommunalités en matière d'urbanisme. Les communautés de communes existant à la date de la publication de la loi ALUR (26 mars 2014), qui ne sont pas compétentes en matière d'urbanisme, le deviennent à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi, c'est-à-dire le 27 mars 2017.

En 2015 les élus des communautés de communes du Bassin Decazeville Aubin et de la Vallée du Lot ont anticipé ce transfert de compétence en complétant celle de l'aménagement de l'espace par l'élaboration de PLUi dans chaque EPCI.

Cette démarche volontaire de la part des communes composant l'EPCI, implique que la communauté de communes est devenue l'actrice principale de la planification urbaine sur tout son territoire en lieu et place de chaque commune qui exerçait la compétence d'urbanisme jusque-là.

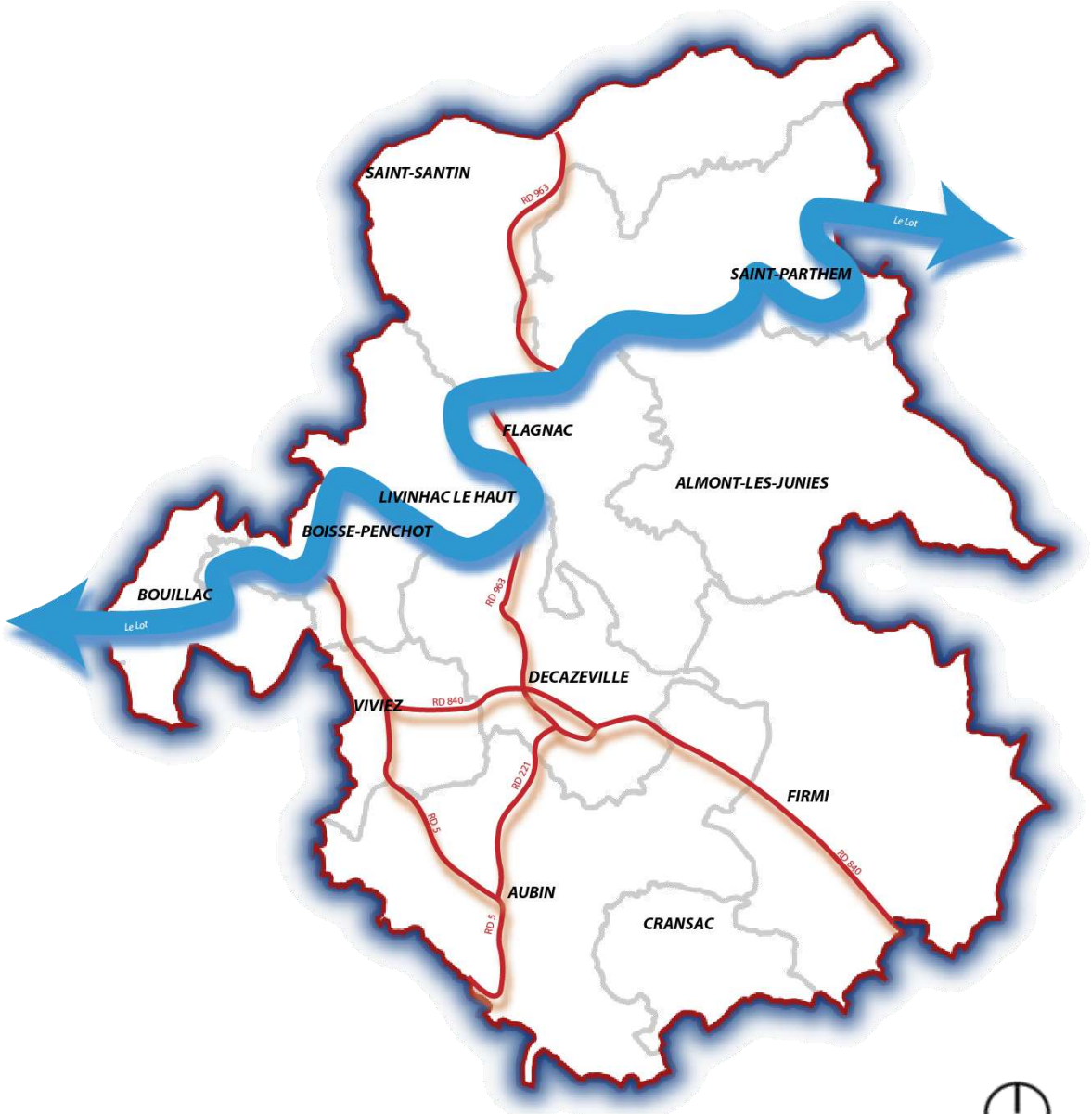


Figure 5 : périmètre de la communauté de communes Decazeville Communauté, réalisation : Paysages

III. Articulation du PLU avec les autres plans et programmes

Principe de compatibilité et de prise en compte, le code de l'urbanisme prévoit une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme ayant un impact sur l'aménagement du territoire ; un rapport de compatibilité en découle.

Ainsi, l'élaboration du PLUi-H de l'intercommunalité devra prendre en compte ou être compatible avec certains documents de portée supracommunale, notamment :

- Principe de compatibilité : Le Scot Centre Ouest Aveyron, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des territoires (SRADDET) et le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), tous en cours d'élaboration.
- Principe de prise en compte : Le SRCE Midi-Pyrénées dans l'attente de la mise en œuvre du SCoT.

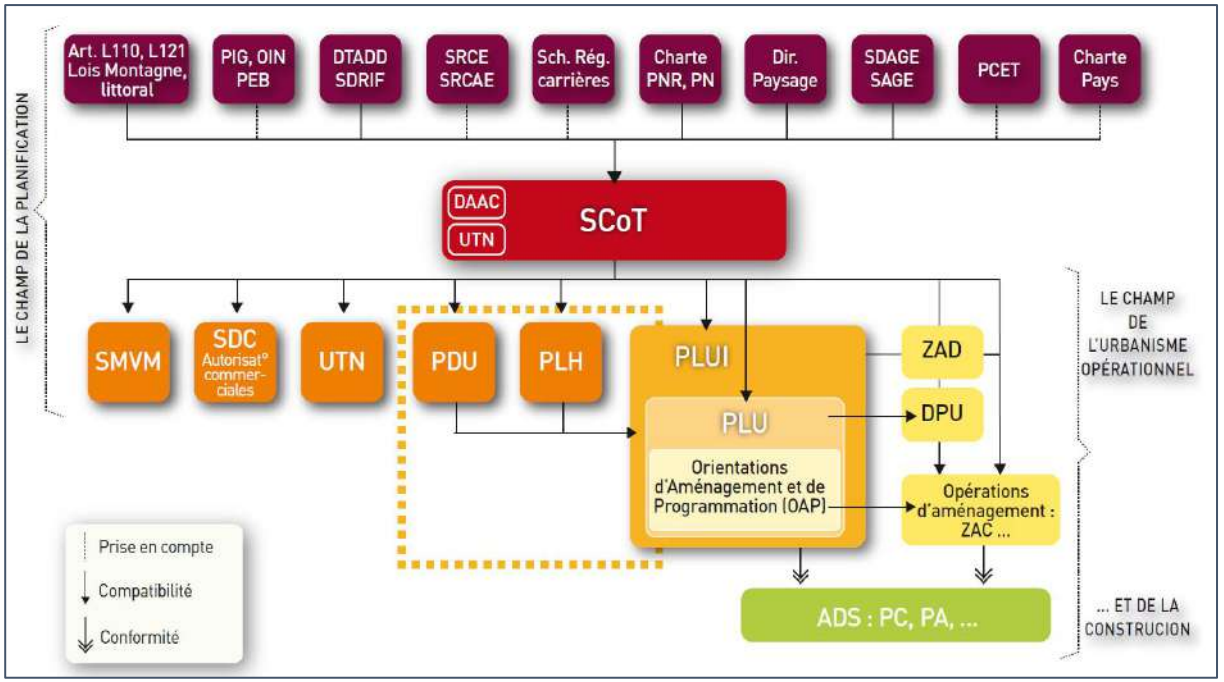


Figure 6 : source mairie conseils

1. Le SCoT Centre Ouest Aveyron

Le SCoT Centre Ouest Aveyron a été approuvé le 06 février 2020. Il a été acté par la CDCI du 18 septembre 2015 et il est établi avec la fusion de trois Syndicats Mixtes Nord-Ouest/ Ouest et Centre Aveyron.

Le périmètre du SCoT regroupe donc trois grandes villes du département que sont Rodez, Villefranche de Rouergue et Decazeville, 16 intercommunalités et une commune nouvelle sont concernées soit 134 communes avec 167 000 habitants.

Le SCoT a été arrêté début Juillet et devrait être applicable sur le territoire début 2021. Le PLUi-H de Decazeville Communauté devant être compatible avec les orientations du SCoT, la compatibilité a été analysée dans la partie « Justification des choix » sur les documents d'arrêt disponibles.

Le projet de territoire s'articule autour de trois axes déclinés en plusieurs orientations :

- Axe 1 : Agir pour rééquilibrer le modèle de développement en s'appuyant sur ses savoir-faire et les richesses de son territoire :
    - Développer l'attractivité du territoire en misant sur l'ouverture et les flux,

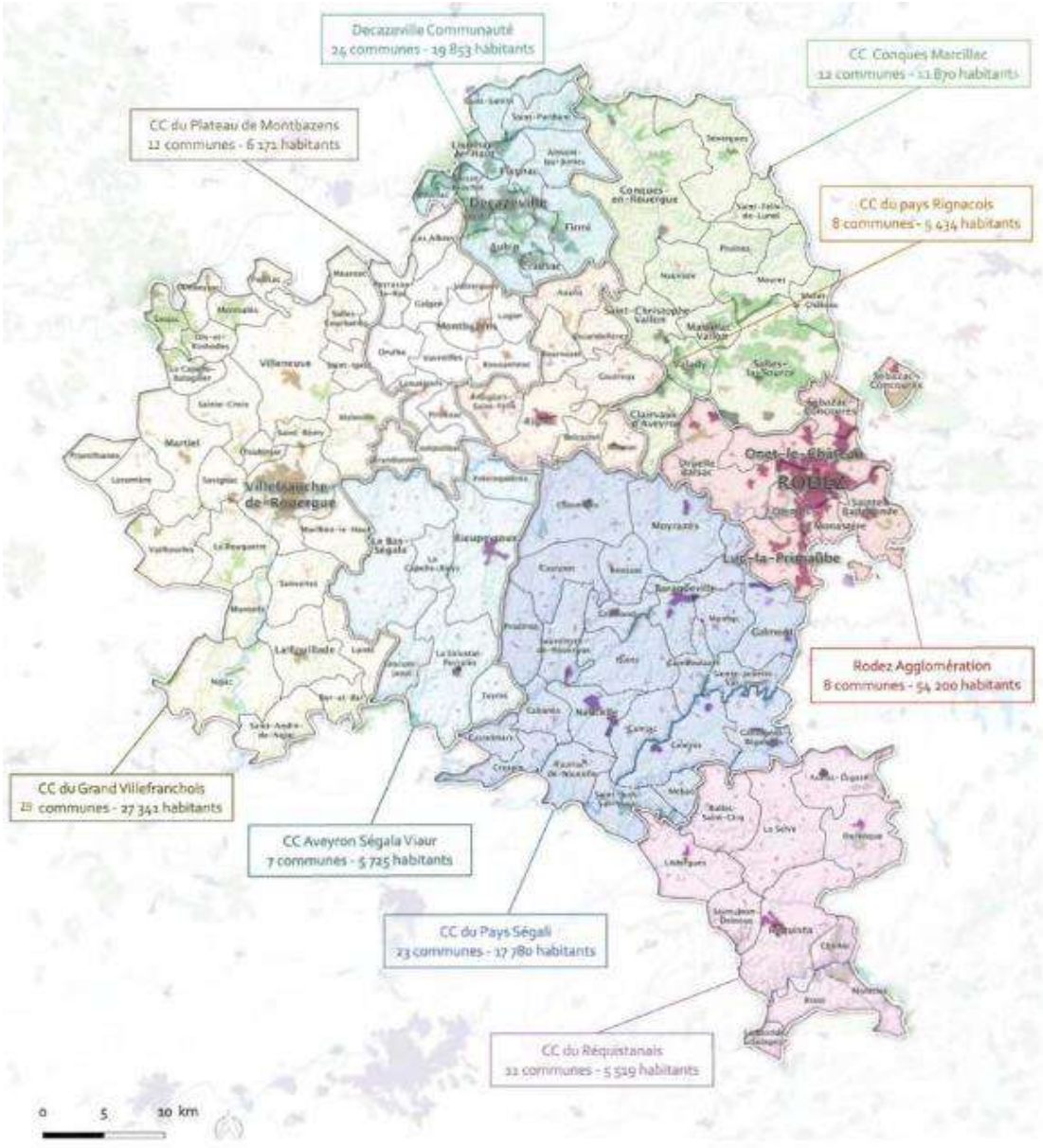


Figure 7 : les périmètres des SCoT de l'Aveyron, source : CCDC

    - Inscrire le territoire à l'heure de l'économie numérique,
    - Soutenir les filières par le développement d'un système de formation et d'enseignement supérieur performant,
    - Développer une politique culturelle pour tout le territoire,
    - Accompagner les mutations de l'économie agricole,
    - Soutenir la compétitivité des entreprises et consolider le tissu économique local par l'innovation et la diversification,
    - Agir fortement pour « mettre en tourisme » le territoire,
- Axe 2 : Une organisation spatiale équilibrée avec un territoire maillé et connecté,
    - Assurer une répartition géographique équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services,
    - Mettre en œuvre un modèle qualitatif de développement urbain,
    - Reconquérir les centres-villes et centres-bourgs,
    - Favoriser les mobilités des personnes et des marchandises tout en maitrisant les impacts environnementaux,
    - Consolider le rayonnement de l'équipement commercial en renforçant les centres et en maitrisant le développement des zones d'activités commerciales périphériques,
- Axe 3 : Gérer durablement les ressources du territoire : un projet qui se fonde sur l'environnement et le cadre de vie,
    - S'engager dans la transition énergétique : vers un « territoire à énergie positive »
    - Valoriser le patrimoine, le paysage et le cadre de vie comme facteurs d'identité pour le Centre Ouest Aveyron,
    - Maîtriser les pollutions et les risques,
    - Assurer la préservation des ressources naturelles, favoriser une gestion durable de la ressource forestière,
    - Assurer la préservation des richesses écologiques,
    - Prévoir les conditions d'une limitation de la production et de la gestion optimisée des déchets.

D'une façon générale, les orientations spécifiques à intégrer dans le cadre du développement de Decazeville Communauté peuvent être de deux ordres :

- Liées au développement urbain :
    - Objectif de consommation maximal de 13 ha pour la création et l'extension des zones d'activités et commerciales,
    - Besoin de nouveaux logements à 2035 : 1 114 logements,
    - Objectif de reconquête de la vacance : 190 logements,
    - Objectifs de construction en renouvellement urbain : 185 logements,

- Objectif de densité de 14 logements/ha pour le pôle (Aubin, Cransac, Decazeville, Firmi et Viviez) et 10 logements/ha pour les villages.
- Renforcer les pôles principaux et leurs villes structurantes (Aubin, Cransac, Decazeville, Firmi et Viviez),
- Objectif de consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers maximal de 78 ha

- Liées à la protection du maillage écologique :
  - Assurer la préservation des richesses écologiques,
  - Protéger les espaces de biodiversité majeurs,
  - Préserver le fonctionnement écologique des espaces naturels et agricoles de qualité.

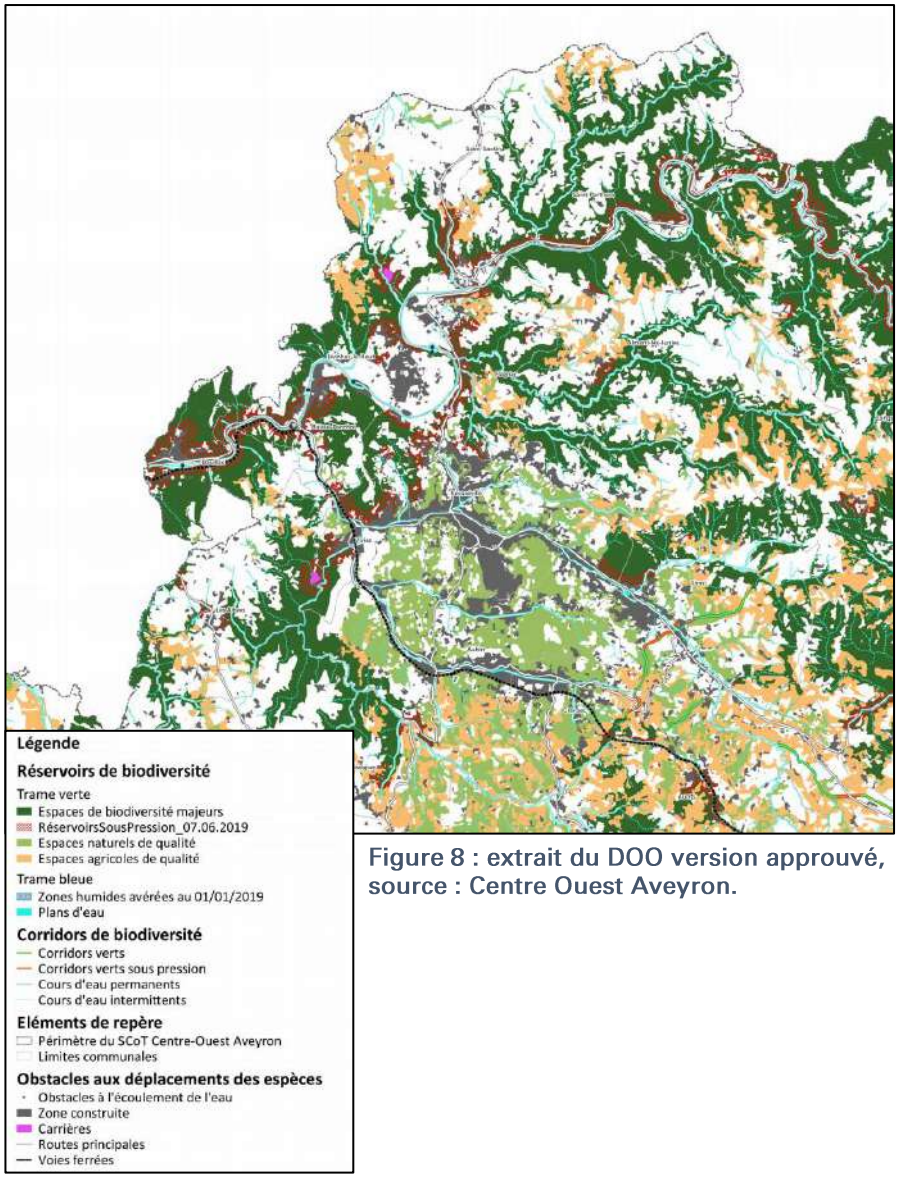


Figure 8 : extrait du DOO version approuvé, source : Centre Ouest Aveyron.

C. LES ELEMENTS HUMAINS

I. Un territoire marqué par son passé industriel

1. Une croissance démographique impactée par la crise industrielle

Si l'on observe la démographie du territoire en prenant en compte les deux siècles passés, trois grandes périodes se dégagent :

- Jusqu'aux années 1830, la population stagne autour de 10 000 habitants.
- En 1832, la commune de Decazeville est créée et s'accompagne du développement industriel qui se traduit par une phase de croissance démographique. Une phase d'augmentation constante de la population s'engage sur plusieurs décennies, elle est liée à l'ouverture de mines dès 1828 sur la commune de Firmi. L'exploitation du charbon permet au bassin de connaitre une croissance démographique importante, le pic de population est atteint en 1911 avec 42 727 habitants,
- A partir des années 1930, la population du bassin ne cesse de diminuer, la crise financière de 1929 marquera le début du déclin et de la récession de l'activité industrielle. Dès 1962, la mine de Cransac est la première de France à fermer, les autres suivront jusque dans les années 1980.

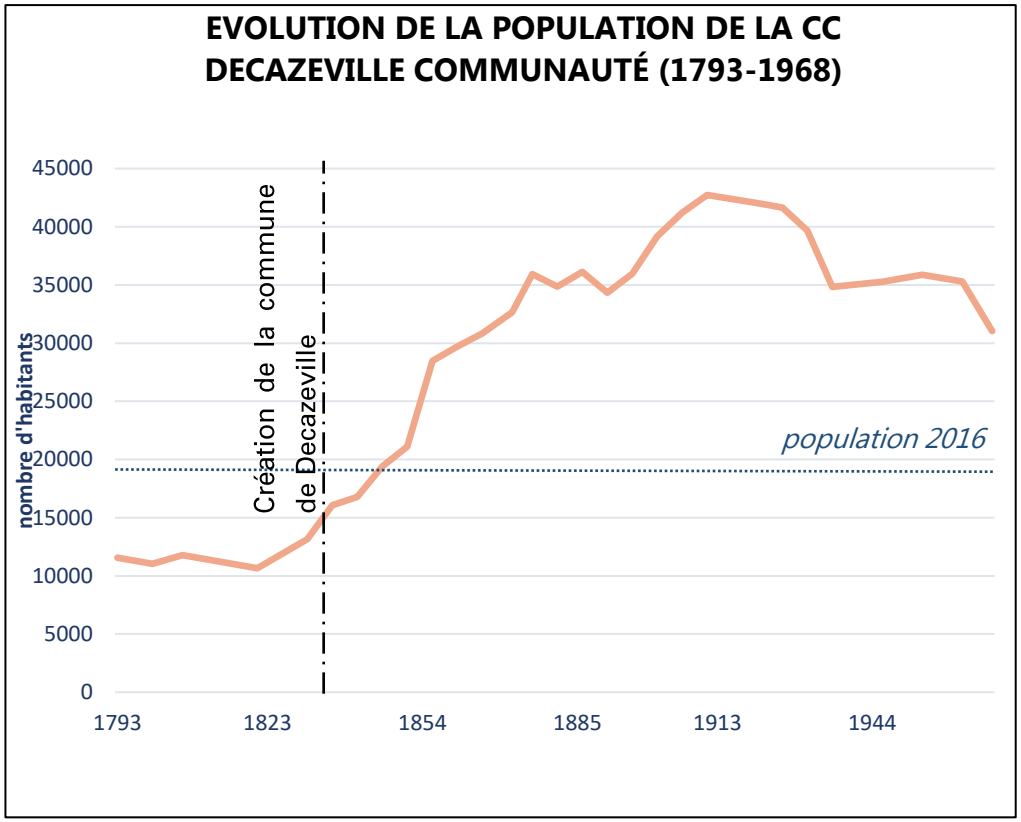


Figure 9 : Evolution de la population de la CCDC de 1793 à 1968, source Cassini.ehess.fr, réalisation Paysages

Depuis les années 1970, la perte d'habitants se poursuit, la population de Decazeville Communauté a chuté de plus de 11 100 habitants en 45 ans, elle a été divisée par 1.7 au regard de son apogée en 1911.

Presque toutes les communes de l'intercommunalité connaissent une perte d'habitants. En effet, l'activité industrielle était présente sur tous les territoires de l'ancienne communauté de communes du Bassin de Decazeville-Aubin. Par conséquent, l'arrêt de l'exploitation minière, puis des activités sidérurgiques ont entrainé un déclin marqué dans le temps où Cransac et Viviez en payent le plus lourd tribut. Même si la reconversion industrielle du bassin est engagée de long terme, elle n'a pas permis d'inverser la tendance.

On constate en revanche que les communes de l'ancienne communauté de communes de la Vallée du Lot, connaissent un déclin démographique plus léger et que la commune de Flagnac est marquée par un certain regain.

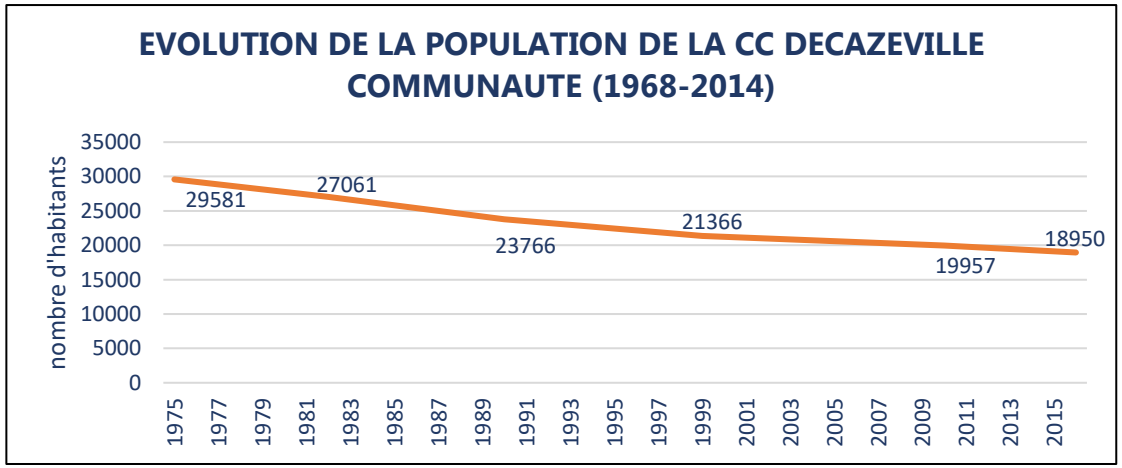


Figure 9 : évolution de la population de 1968 à 2016, source RP INSEE, réalisation Paysages

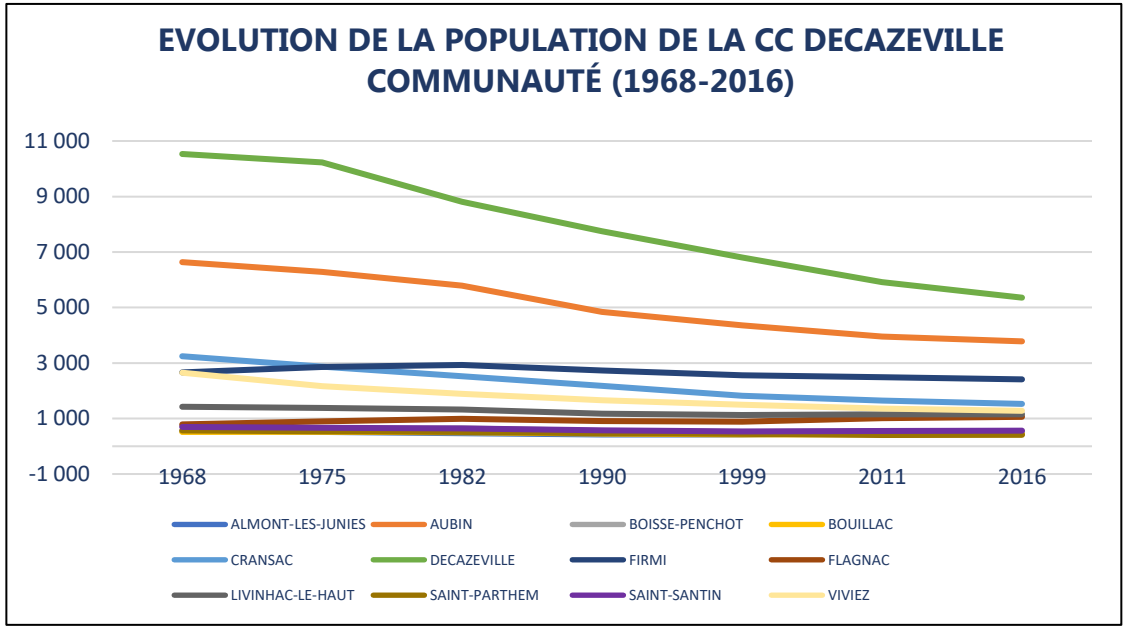


Figure 10 : Evolution des populations communales de 1968 à 2016, source RP INSEE, réalisation Paysages

2. Les mécanismes accompagnant la perte d'habitants sur le territoire

Cette décroissance est la conséquence de la combinaison d'un solde migratoire et d'un solde naturel négatifs sur plusieurs décennies. Le territoire intercommunal connait des vagues de départs de populations successives depuis les années 1930. On peut toutefois noter le ralentissement des migrations sur les dernières périodes. Néanmoins, le solde négatif des migrations résidentielles traduit de la difficile attractivité du territoire.

De plus, le taux de mortalité étant plus important que le taux de natalité, le solde naturel de la communauté de commune connaît une variation annuelle négative inscrite dans le temps. En moyenne, le territoire perd 870 habitants par an depuis 1968, avec un pic aux alentours de 1160 habitants par an dans les années 1980.

La perte d'attractivité territoriale ne s'est pas traduite de la même façon sur l'ensemble de la CCDC. On remarque globalement un solde migratoire plus faible dans les communes du bassin de Decazeville Aubin que dans la vallée du Lot. Entre 1982 et 1990, l'ensemble des communes de la nouvelle intercommunalité connait un solde migratoire négatif. Récemment, Bouillac, Flagnac et Livinhac-le-Haut demeurent les seules communes affichant un solde migratoire positif. Ces communes bénéficient d'une accessibilité facilitée sur l'axe Rodez /Decazeville/Figeac (RD 840) : les populations s'installant sur le territoire semblent attacher une importance sur les accès aux pôles économiques voisins.

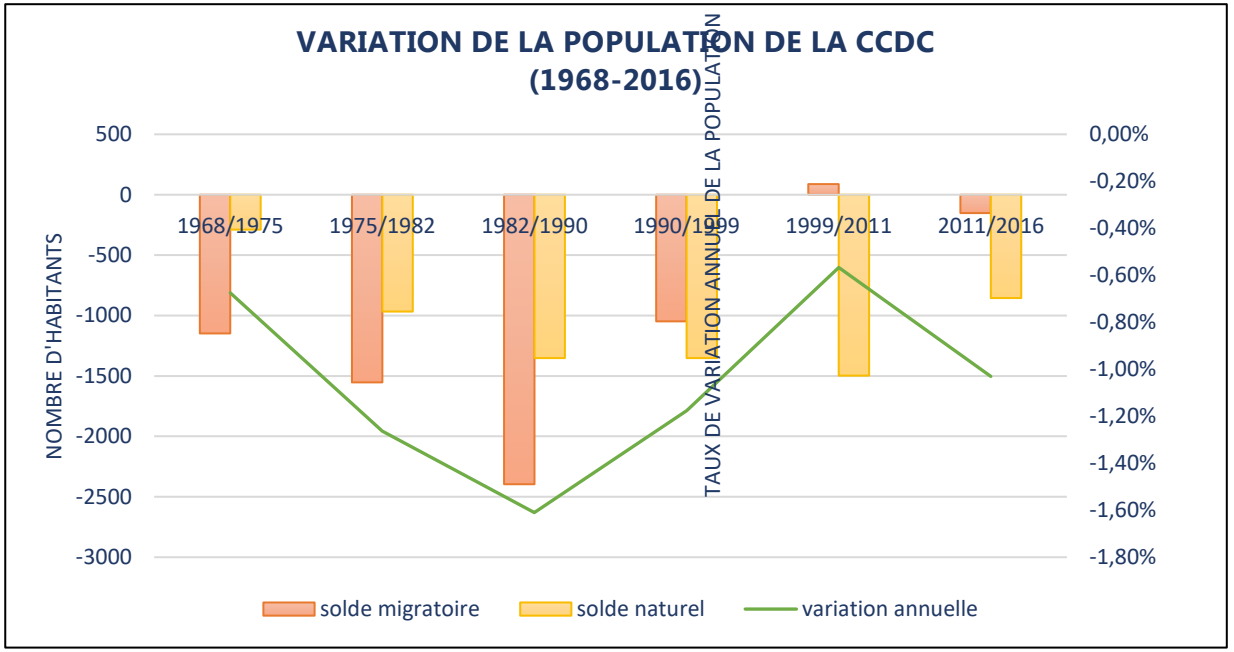


Figure 11 : Variation de la population de Decazeville Communauté entre 1968 et 2016, source RP INSEE, réalisation Paysages

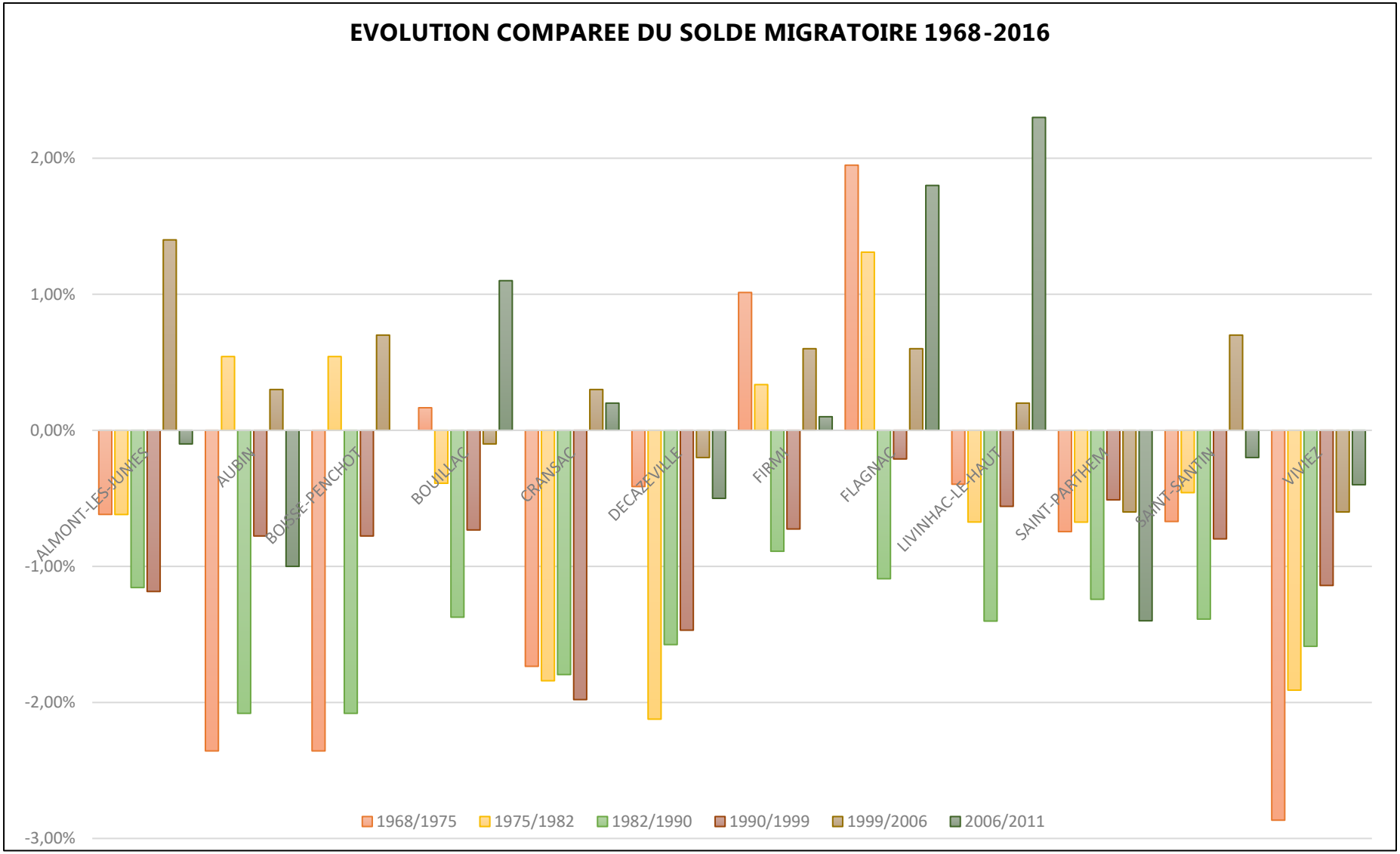


Figure 12 : Variation de la population due au solde migratoire de chaque commune entre 1968 et 2016, source INSEE, réalisation Paysages

II. Les évolutions sociodémographiques

1. Une structure familiale qui évolue vers l'isolement

Decazeville Communauté a perdu 379 ménages entre 1999 et 2014, soit une décroissance de – 3.83 %.

On peut donc identifier deux tendances :

- ✓ Deux catégories gagnent des ménages sur la période :
  - Les personnes seules progressent (+263), cela traduit le vieillissement de la population et le phénomène de décohabitation,
  - Les familles monoparentales gagnent 81 ménages sur la période et atteignent 7 % des ménages.
- ✓ Dans le même temps, les couples régressent, il s'agit probablement des catégories qui quittent le territoire et de la traduction du vieillissement :
  - Les couples sans enfant perdent 216 ménages mais représentent quand même 32.5 % des ménages du territoire,
  - Les couples avec enfants connaissent une forte diminution de plus de 500 ménages. Ils représentent dorénavant 19.4% des ménages.

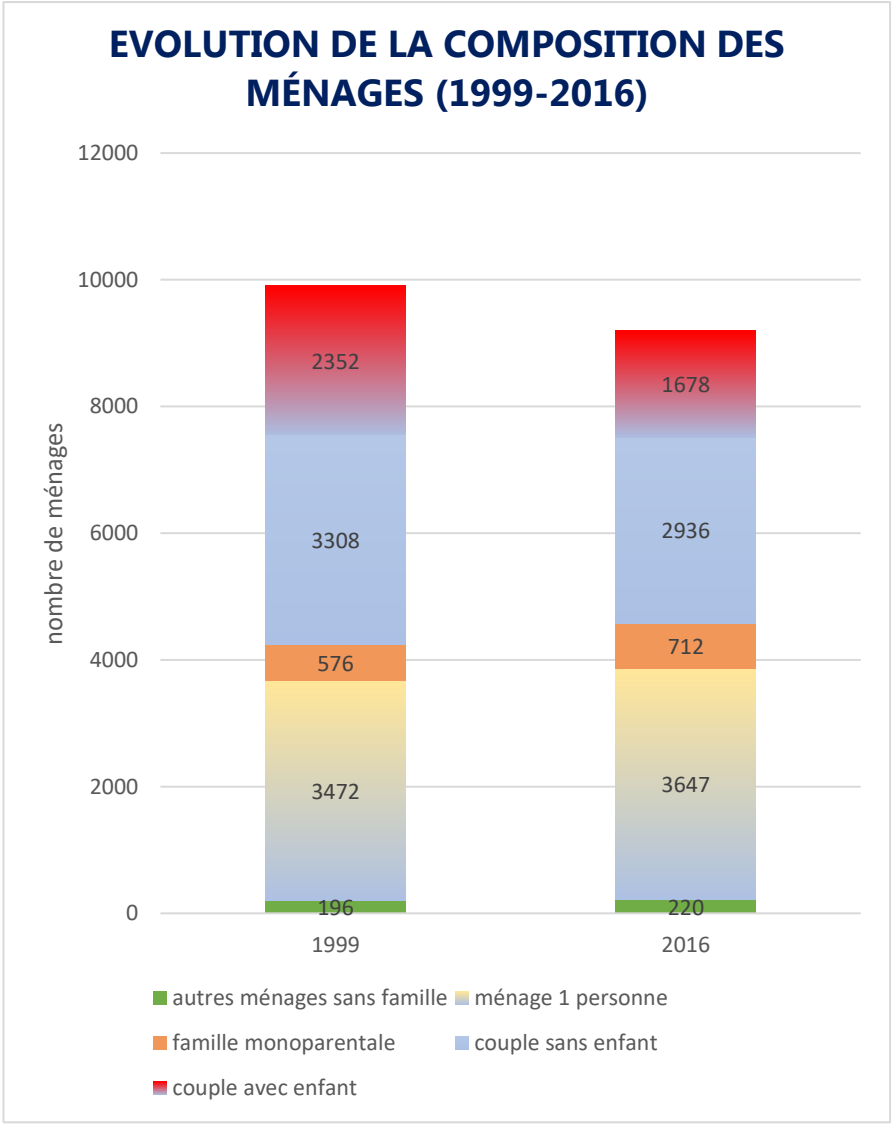


Figure 13 : Composition des ménages de la CCDC entre 1999 et 2016, source RP INSEE, réalisation Paysages

Si l'on compare ces données avec des territoires plus larges, se détachent des spécificités locales :

- √ Les personnes seules sont largement plus présentes dans le territoire de Decazeville Communauté qu'ailleurs,
- √ Les couples avec enfants sont moins bien représentés dans la communauté de communes, on notera un écart de plus de 5 % avec le département.

	Decazeville Communauté	Aveyron	France m.
Ménages d'une personne	39.7 %	35.3 %	34.5 %
Couple sans enfant	31.9 %	32.1 %	27.0 %
Couple avec enfant	18.3 %	23.7 %	27.0 %
Famille monoparentale	7.7 %	6.7 %	8.8 %
Autres ménages sans famille	2.4 %	2.2 %	2.7 %

Figure 14 : Composition des ménages, source INSEE RP 2014, réalisation Paysages

En 2016, Decazeville Communauté compte 3 647 ménages d'une personne, soit 4 ménages sur 10. Cette catégorie traduit le vieillissement de la population avec la moitié des plus de 80 ans vivant seuls et 22 % des 65 à 79 ans, dont une majorité sont des femmes.

Même si ces ménages sont plus concentrés dans les communes urbaines, ce phénomène est marquant sur l'ensemble du territoire au regard des communes voisines.

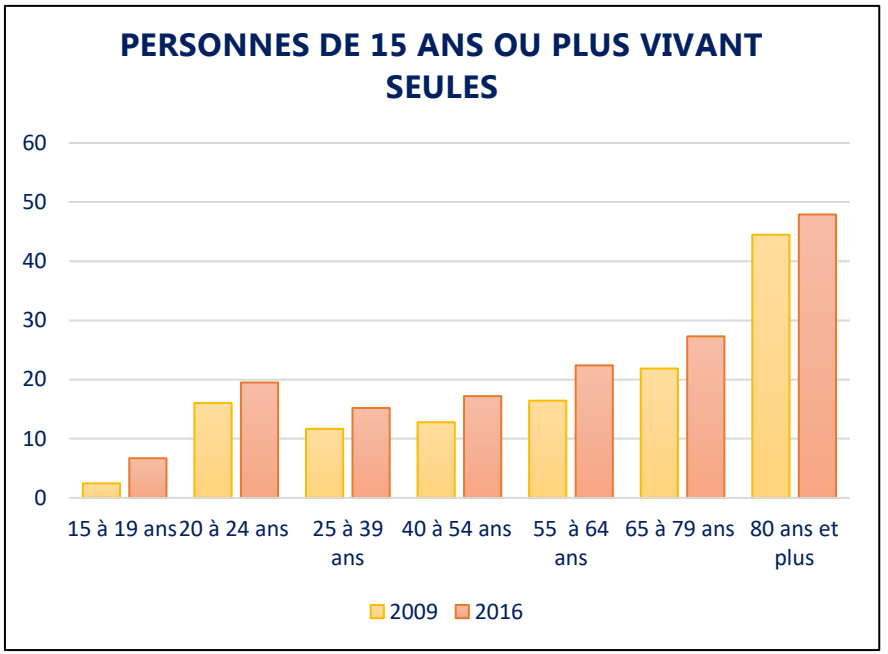


Figure 15 : personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge, source INSEE RP 2008 et RP 2016, réalisation Paysages

En 2014, Decazeville Communauté compte 677 familles monoparentales.

On remarque que la répartition des familles monoparentales sur le territoire n'est pas uniforme. Les plus forts taux se retrouvent sur les communes les plus urbaines offrant davantage de services à destination de ce type de ménages que les communes rurales : crèches, garderies, logements collectifs ou de taille modérée (loyer moins onéreux).

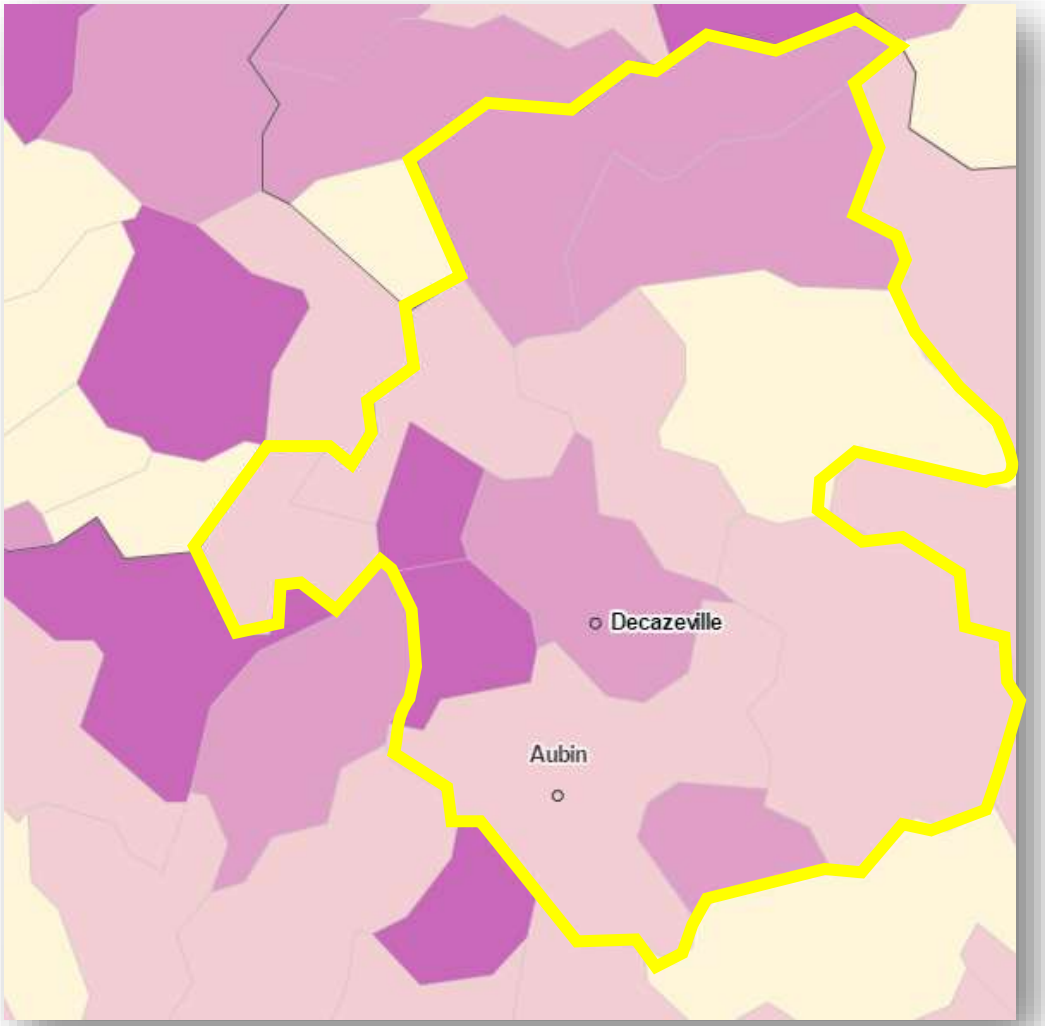


Figure 16 : Part des familles monoparentales en 2013, source Géoclip

2. Le renouvellement progressif de la population

Les vagues de migration sur le territoire ont un impact sur la pyramide des âges. Ainsi, le départ permanent d'habitants sur le long terme a longtemps contribué au déclin et au vieillissement global de la population.

La pyramide des âges présentée compare la composition de la population entre 1999 et 2014, plusieurs constats s'en dégagent :

- ✓ L'ensemble des classes d'âges régressent, sauf les 75 ans et plus. La décroissance la plus marquée concerne les populations participant à la représentation des familles avec enfant (30-40 ans) perdent 1 050 habitants à l'échelle de l'intercommunalité. Les jeunes actifs connaissent une perte de 810 individus.
- ✓ A contrario, les 75 ans et plus ont gagné 320 habitants.
- ✓ Les 0-14 ans sont stables.

Ces évolutions montrent un vieillissement mécanique de la population. Le creusement de la pyramide traduit quant à lui le difficile maintien des jeunes actifs.

La part des plus de 75 ans varie entre les communes qui composent l'intercommunalité : elle varie entre 12.6 % pour Bouillac et 20.6 % pour Livinhac-le-Haut. Ces taux se situent sont conforme à la moyenne départementale qui est de 14 % en 2016. De manière générale, ce sont les communes plus urbaines qui possèdent la part des plus de 75 ans la plus élevé en raison de l'offre de services

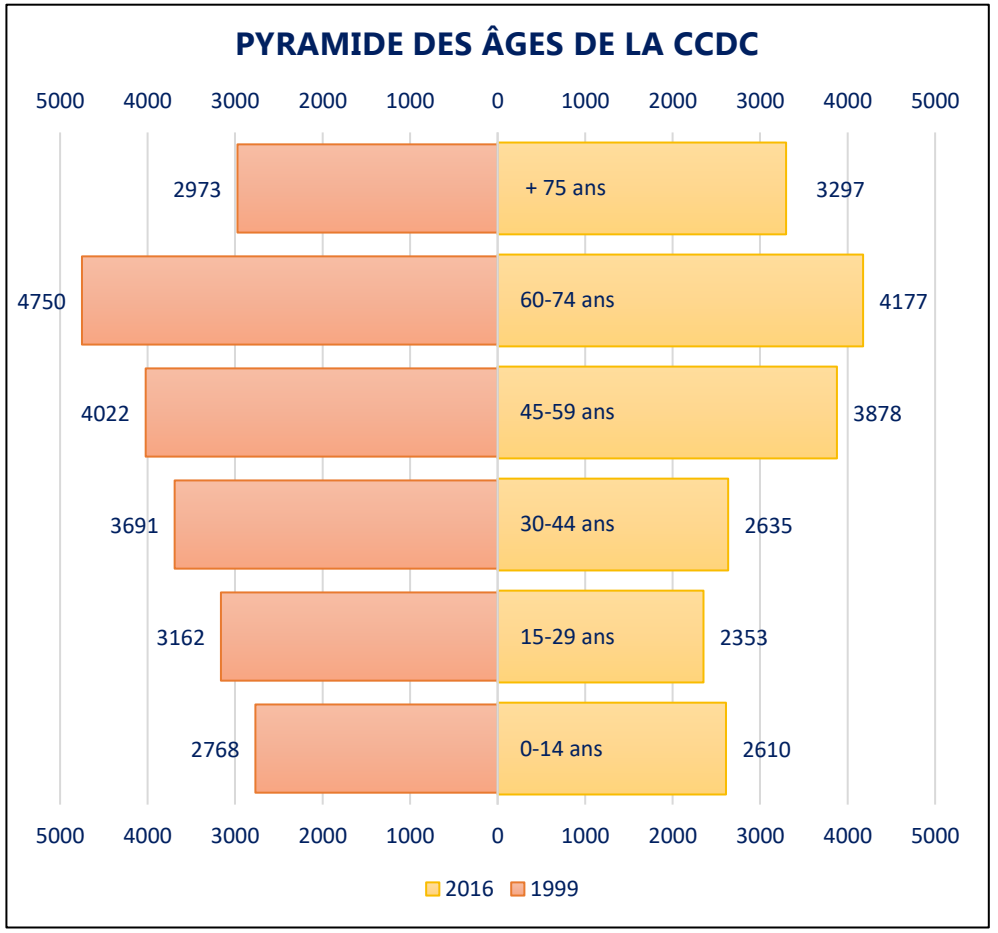


Figure 17 : Comparaison des pyramides des pages de la CCDC en 1999 et 2013, source RP INSEE, réalisation Paysages

développée pour ce public : portage des repas à domicile, médecins, établissements d'accueil, etc.

De plus, l'évolution des plus de 75 ans est différente selon les communes :

- ✓ La part des plus de 75 ans est en progression sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité entre 1999 et 2016,
- ✓ Les communes d'Almont-les-Junies, de Flagnac et de Firmi connaissent une évolution significative mais la part des plus de 75 ans reste assez faible pour ces deux communes,
- ✓ Sur l'ensemble de l'intercommunalité, la part des plus de 75 ans augmente de 25 % et représente 17.4 % de la population intercommunale en 2016.

La présence des structures d'accueil de personnes âgées et de logements ouvriers au sein desquels les ménages n'ont pas encore été renouvelés peuvent expliquer la forte présence des plus de 75 ans à Firmi et Viviez.

Le maintien des populations âgées sur un territoire constitue un atout et témoigne de la qualité des services mis à disposition de la population pour son maintien sur place.

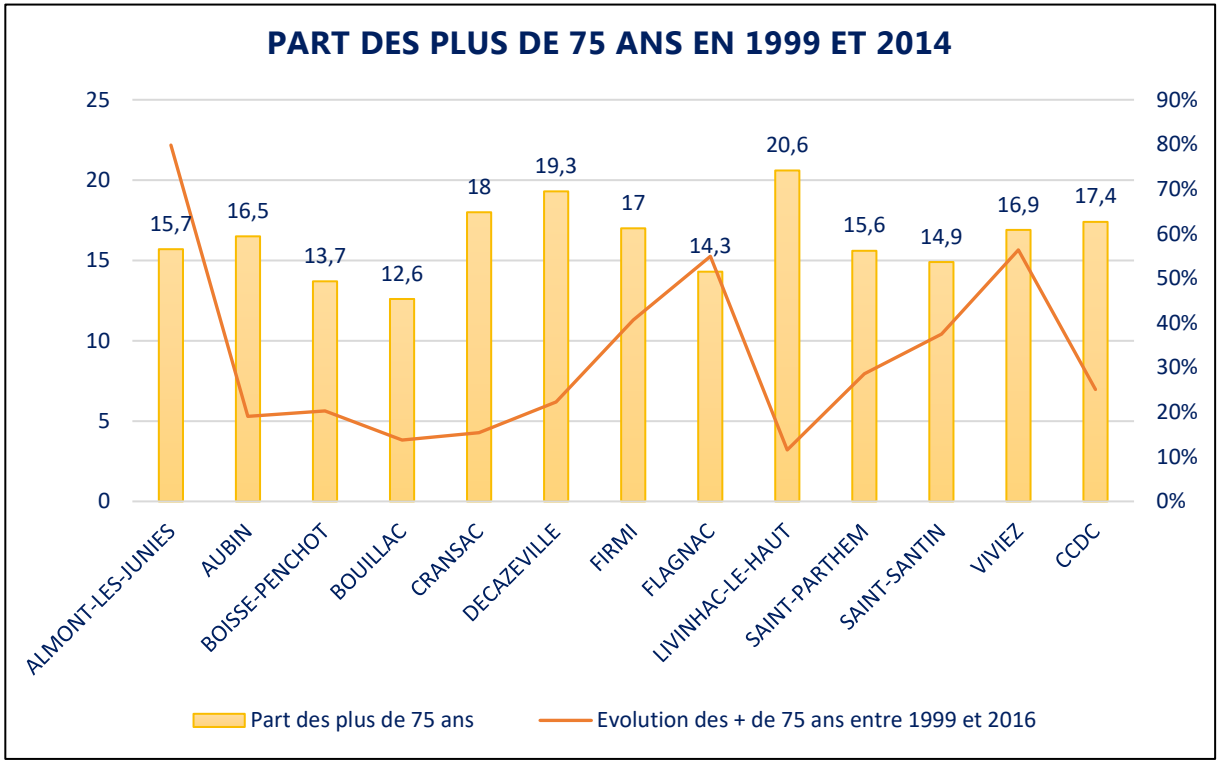


Figure 18 : Part des plus de 75 ans en 2016 et évolution des plus de 75 ans entre 1999 et 2014, source : INSEE RP1999 et RP 2014, réalisation Paysages.

3. Des ménages de plus en plus petits

De façon générale on observe un phénomène de desserrement des ménages sur tous les territoires depuis plusieurs décennies. Ce processus traduit la décohabitation des populations en lien avec des mutations sociales (familles monoparentales, décohabitation intergénérationnelle,...). Cela induit un besoin en logements en augmentation depuis plusieurs décennies pour répondre aux besoins d'une population constante.

En comparant la composition des ménages par commune, on note qu'à la fin des années 1960 tous les territoires étudiés sont composés de plus de 2 à 3 personnes par foyer en moyenne, la commune de Almont-les-Junies, ayant un caractère plus rural compte même 4.9 personnes par logement. Ces données élevées sont caractéristiques des milieux ruraux au sein desquels la cohabitation intergénérationnelle au sein des familles était répandue.

Le phénomène de desserrement des ménages est avéré. Aujourd'hui, la taille de ménages de toutes les communes se situe autour de 2 - 2.5 personnes par logement.



Figure 19 : comparaison de la taille des ménages par commune, source recensements INSEE, réalisation Paysages

4. Des ménages précaires

L'analyse des revenus des ménages traduit une certaine forme de précarité des foyers de Decazeville Communauté. En effet, le revenu médian est le plus faible et l'intercommunalité possède le plus important taux de ménages sous le seuil de pauvreté[4], mais aussi celui des ménages éligibles au logement social, il est même largement supérieur à la moyenne nationale : 70.4 % contre 57.1%.

	CCDC	Aveyron	France
Revenu médian par unité de consommation[3] (INSEE 2013)	18 287	18 670	19 786
Taux de ménages sous le seuil de pauvreté en 2013	21.2%	19.7%	17.1%
Taux de ménages éligibles au logement social (Filocom 2013)	70.4%	63.6%	57.1%

Figure 21 : comparaison territoriale des revenus des ménages, source : Filocom 2013 et INSEE 2013

Sur la communauté de commune Decazeville Communauté, 2 164 ménages sont sous le seuil de pauvreté, soit plus d'un ménage sur cinq. Mais il existe de grandes disparités entre les communes de l'intercommunalité. Decazeville et Cransac sont les communes qui possèdent une plus grande représentation des ménages sous le seuil de pauvreté avec des taux qui atteignent les 28 % pour Decazeville et 26 % pour Cransac. Decazeville est la commune qui recense le plus

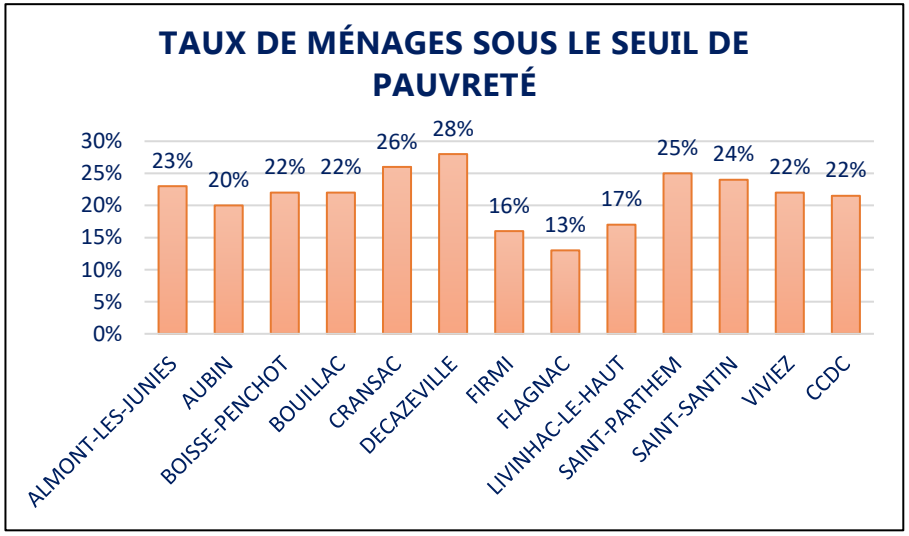


Figure 20 : comparaison communale du taux de ménages sous le seuil de pauvreté, source Filocom 2013, réalisation Paysages.

[3] Définition INSEE : Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

[4] Définition INSEE : un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. La France privilégie en général un seuil de 60 % de la médiane des niveaux de vie.

grand nombre de logements sociaux du territoire pouvant expliquer la concentration de ménages en grande précarité.

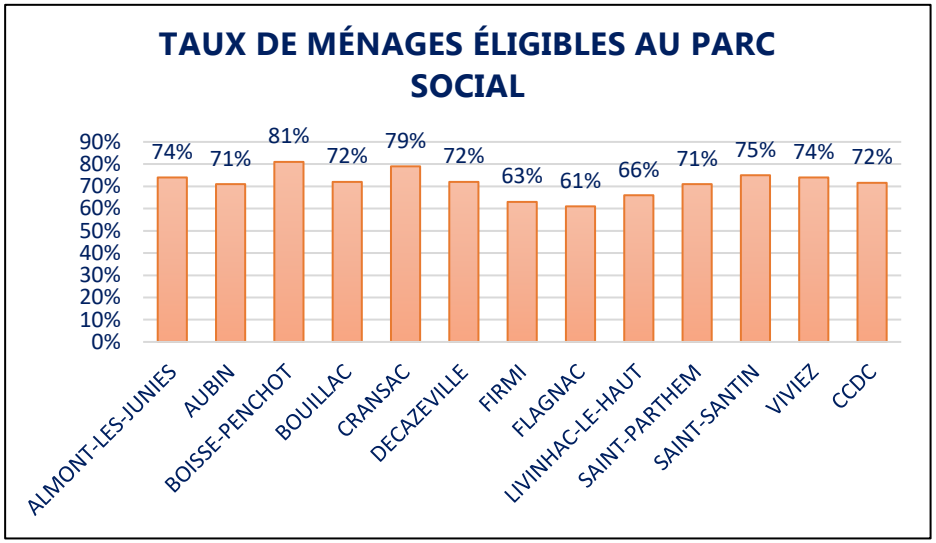


Figure 22 : comparaison communale du taux de ménages éligibles au parc social, source Filocom 2013, réalisation Paysages.

Les communes qui possèdent les ménages ayant les plus hauts revenus des ménages sont les communes de Flagnac (20 151 €), Firmi (19 822 €) et Livinhac-le-Haut (19 345 €) et elles se rapprochent du revenu médian national (19 473€). Ces communes possèdent également les taux de ménages sous le seuil de pauvreté et éligibles au logement social les plus faibles.

Un lien entre le niveau de vie des ménages et le statut d'occupation de leur logement apparaît : les ménages locataires ont des ressources nettement moins élevées que les ménages propriétaires. Ce sont 45.8 % des locataires HLM et 37.9 % des locataires du parc privé qui sont sous le seuil de pauvreté.

	Propriétaires occupants	Locataires HLM	Locataires Privés
Nombre de ménages	6 553	1 081	1 749
Taux de ménages sous le seuil de pauvreté en 2013	13.9%	45.8%	37.9%
Taux de ménages éligibles au parc très social (<60% des plafonds HLM)	26.4%	63.6%	54.6%
Taux de ménages éligibles au parc social (<100% des plafonds HLM)	63.5%	90.7%	85.4%

Figure 23 : Répartition des ménages par statut d'occupation et revenus des ménages, source Filocom 2013, réalisation Paysages

Même si les propriétaires occupants ont des revenus plus élevés, on retrouve une proportion non négligeable de ces ménages en situation de fragilité puisque 14 % se trouvent sous le seuil de pauvreté.

De plus, nous pouvons noter que plus de 8 locataires privés sur 10 sont éligibles au parc social ainsi que 6 propriétaires sur 10. Ces données sont plus élevées que ce que l'on observe au niveau national où 70 % des locataires privés et 44.3 % des propriétaires occupants sont éligibles au parc social.

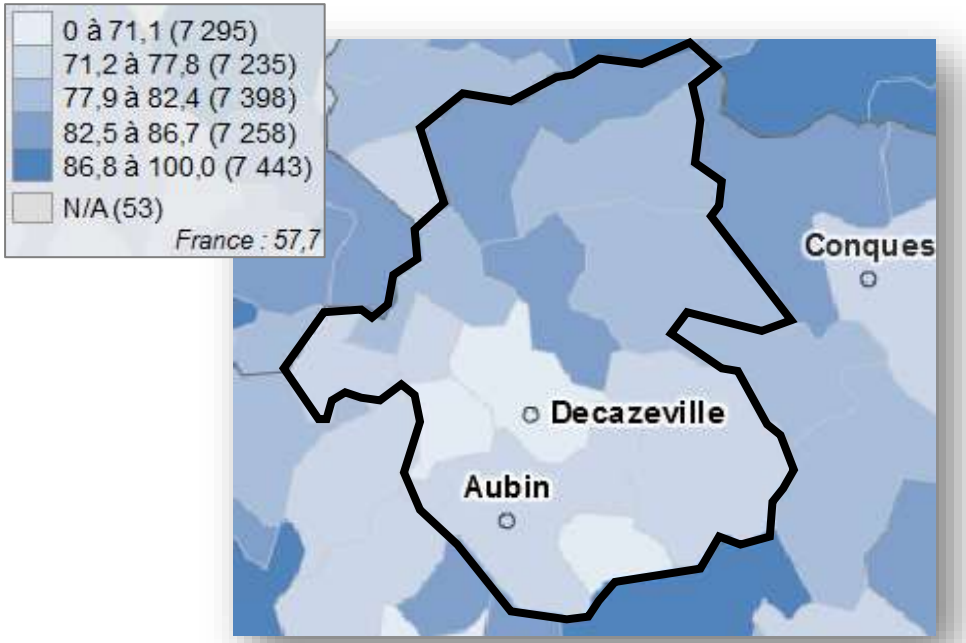


Figure 25 : Part des résidences principales occupées par les propriétaires, source Geoclip.

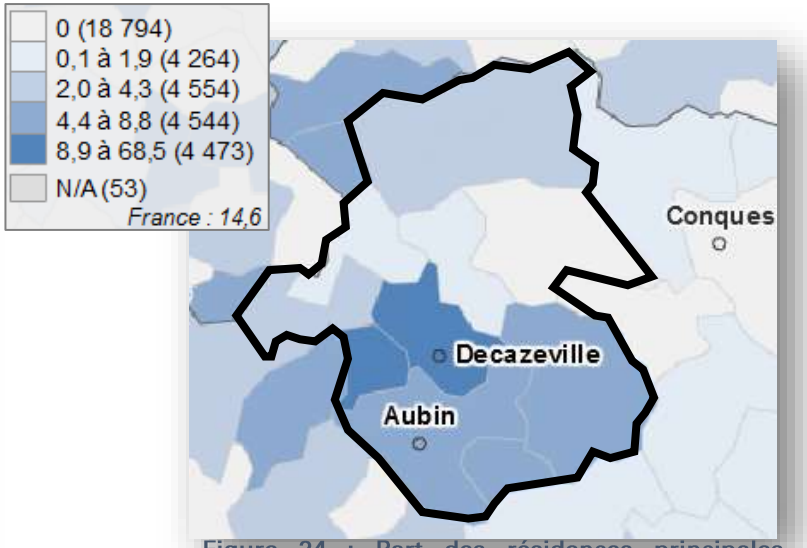


Figure 24 : Part des résidences principales occupées par des locataires, source Geoclip.

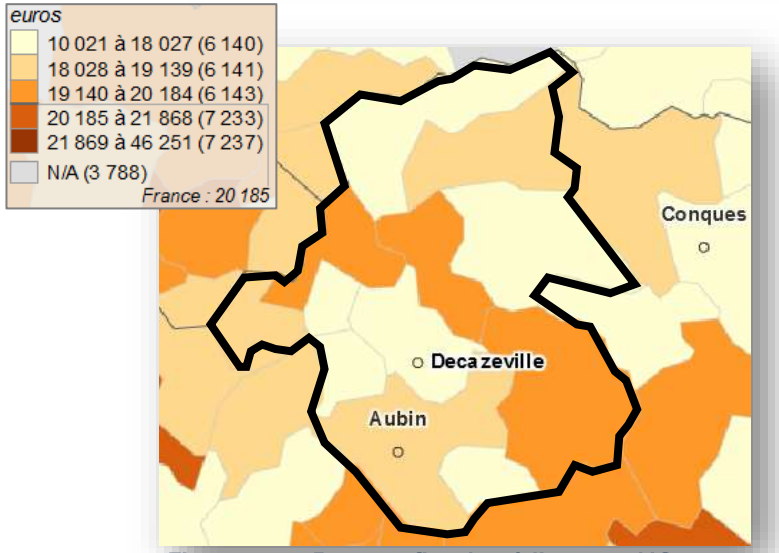


Figure 26 : Revenu fiscal médian par UC, 2013, source Géoclip.

III. La population active

1. Des actifs occupés en diminution

L'évolution de population qu'a connue l'intercommunalité étant négative, elle s'est traduite par une diminution de la population des 15-64 ans (- 16 %) et de fait par une perte des actifs, ils sont 7 175 en 2016 contre 7 983 en 1999. Une analyse affinée de la composition des 15-64 ans fait émerger deux constats :

- ✓ Même si les effectifs diminuent, la part des actifs dans la classe d'âge 15-64 ans progresse et atteint 69.3 % de la population intercommunale. La proportion des actifs ayant un emploi reste stable malgré la perte d'habitant : 58 % en 1999 et 58.7 % en 2016.
- ✓ La représentation des inactifs diminue aussi bien en effectif qu'en proportion : ils étaient 34.8 % des 15-64 ans en 1999 et sont 32.5 % en 2012. Cette diminution des inactifs est notamment due à la perte d'étudiants ainsi qu'à la diminution des autres inactifs.

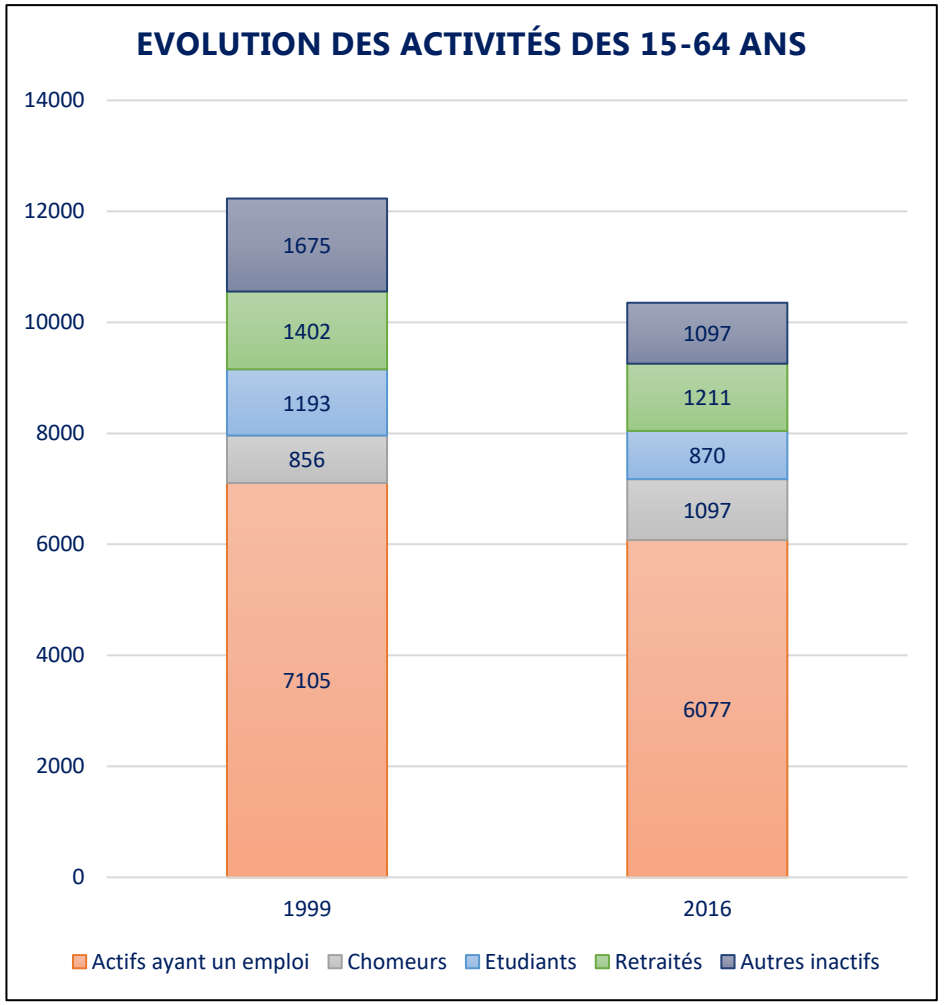


Figure 27 : Activités des 15 à 64 ans dans l'intercommunalité Decazeville Communauté, source INSEE RP 1999 et 2016, réalisation Paysages

2. Un profil des actifs en évolution

Cette évolution de la population active se traduit par des mutations au sein de sa composition. En effet la diminution du nombre d'actifs ne s'est pas toujours opérée selon la répartition des catégories socioprofessionnelles de 1999. Deux constats émergent à l'analyse des catégories socioprofessionnelles de 1999 et 2013 :

- ✓ La catégorie des agriculteurs ainsi que celle des ouvriers sont celles qui diminuent sur le territoire et représentent réciproquement 3 % et 36 % des actifs ayant un emploi en 2013. Cependant, les ouvriers restent la catégorie socioprofessionnelle la mieux représentée sur le territoire.
- ✓ Les autres catégories ont maintenu leurs effectifs pour les artisans, commerçants et chefs d'entreprises, avec même de légères augmentations pour les cadres et professions intellectuelles supérieures ainsi que les employés.

Les catégories socioprofessionnelles les plus représentées demeurent les employés et ouvriers. La concentration des entreprises dans les domaines de l'aéronautique, de l'automobile et de la machine-outil sur le territoire, explique la forte présence de ces catégories, mais également la progression des cadres et professions intellectuelles supérieures.

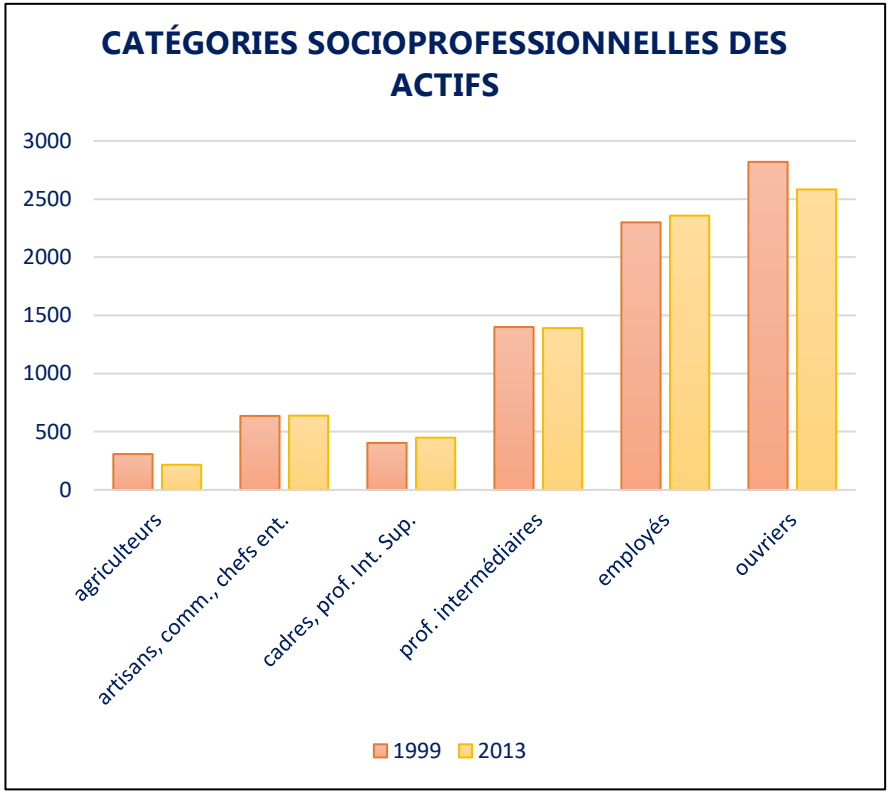


Figure 28 : Répartition des actifs de 15 à 64 ans selon leur catégorie socioprofessionnelle de la CCDC, source : INSEE RP 1999 et 2013, réalisation Paysages

Au sein du territoire, les communes accueillent des profils d'actifs différents :

- ✓ Saint Santin et Saint-Parthem ont un profil agricole et entrepreneurial : près d'un actif sur 4 est agriculteur, et 1 sur 6 est artisan ou commerçant,
- ✓ Toutes les communes accueillent des cadres et professions intellectuelles, Livinhac-le-Haut en accueille le plus tant en valeur qu'en représentation,
- ✓ Les ouvriers constituent la catégorie majeure au sein des actifs d'Almont-les-Junies (40 %), de Viviez (42 %), de Bouillac et Boisse-Penchot (38 %) et de Decazeville (36 %).

Pour les communes d'Aubin, Firmi, Flagnac et Livinhac-le-Haut, la catégorie majoritaire est celles des employés.

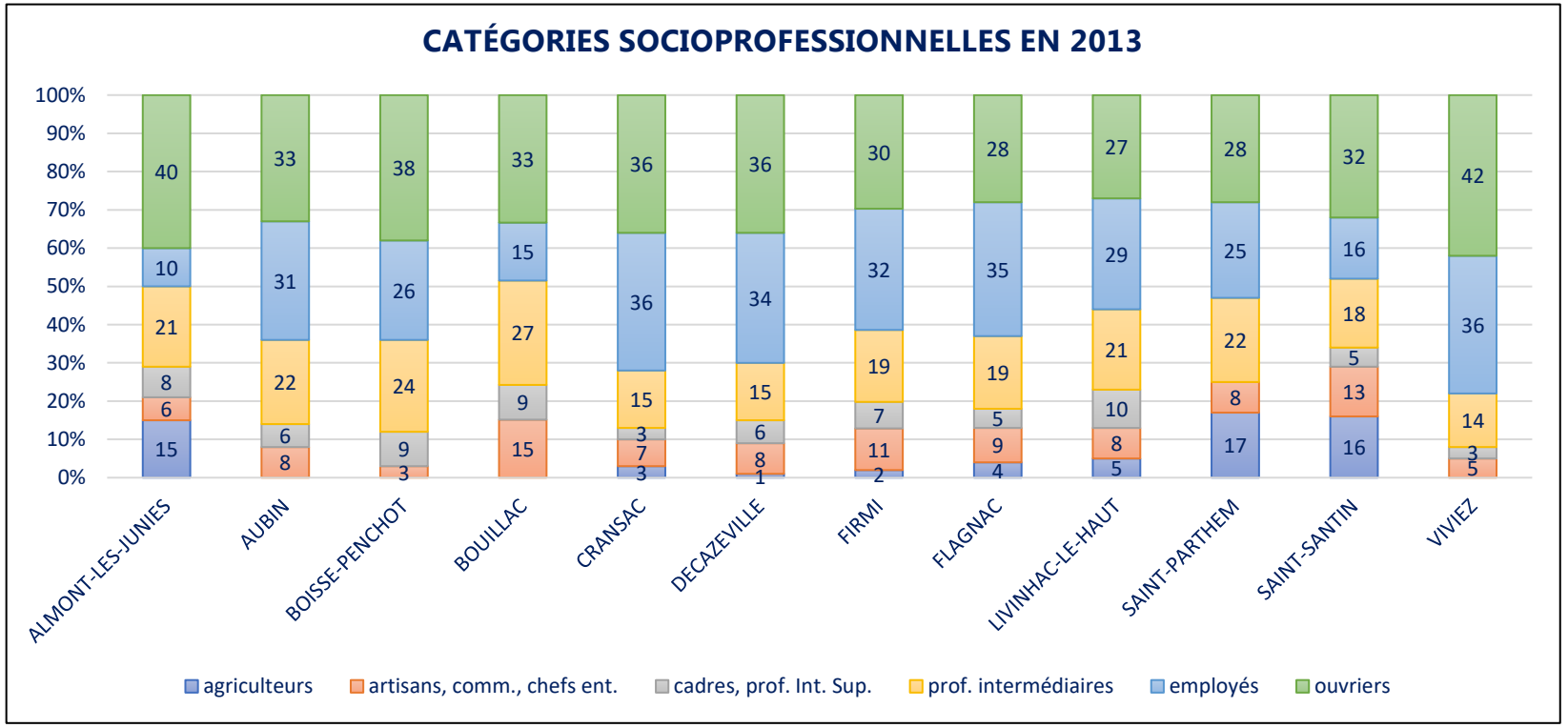


Figure 29 : répartition des plus de 15 ans selon leur catégorie socio-professionnelle, source RP 2013, réalisation Paysages

D. L'organisation et le fonctionnement urbain

I. Les fondements de l'organisation traditionnelle

La structuration originelle du territoire est en lien avec la proximité du Lot, sa tradition agricole et dans un second temps avec le développement de l'activité industrielle du bassin de Decazeville-Aubin. Initialement, ces éléments ont accompagné l'implantation humaine près de la rivière et dans la vallée pour en exploiter les ressources, puis sur les hauteurs pour des questions défensives. Il est fait état de la présence ancienne d'un oppidum à Livinhac-le-Haut, témoignant d'une occupation remontant à l'époque gallo-romaine. Ainsi on trouve sur le territoire les vestiges patrimoniaux de ce passé historique comme les différents châteaux qui ponctuent les hauteurs du territoire (voir analyse patrimoniale).

Au Moyen-Age, le chemin de Saint Jacques de Compostelle Via Podiensis traverse le territoire, il est accompagné d'un certain nombre d'édifices religieux qui suivent le chemin emprunté par les pèlerins.

D'autre part, le site du Fort d'Aubin fut érigé à l'Antiquité sur un éperon rocheux afin de protéger les ressources de la vallée. Mais c'est au Xe siècle que les seigneurs d'Aubin construisirent une forteresse réputée imprenable.

La ville de Decazeville a une histoire particulière puisqu'elle n'a été créée qu'en 1833 suite à l'absorption de Saint-Michel et de plusieurs autres parties de territoire ; Flagnac, Firmi, Livinhac-le-Haut et Aubin. La ville fut créée par le Duc Decaze qui s'intéressait particulièrement au site industriel de Lassalle.

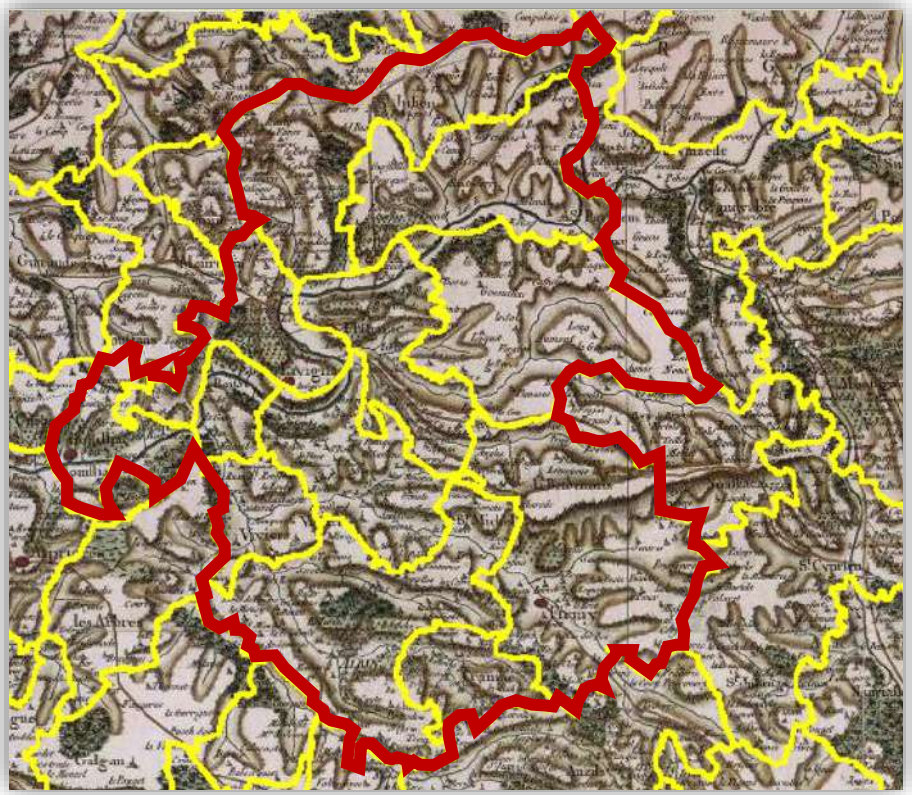


Figure 30 : Cartes Cassini, feuilles 106 et 144, réalisées au XVIIIème siècle, source cassini.ehess

Au Sud du territoire, l'industrie des houillères fut l'activité majeure pour subvenir aux besoins des populations locales, elle structure fortement le territoire et l'implantation humaine avec la création de

véritables quartiers ouvriers et modifie le paysage avec la sortie de terre de terrils ou la création de carrières à ciel ouvert (verses) ou de découvertes.

L'activité sidérurgique participe également à l'essor du territoire grâce à la présence de mines de fer : singularité du bassin par rapport aux autres sites miniers.

Au Nord, c'est l'agriculture qui fut l'activité majeure pour subvenir aux besoins des populations locales. Dans une période plus récente, le territoire s'industrialise en parallèle du développement des exploitations minières du bassin Devazevillois. Ainsi au XIX° une verrerie est construite à Penchot en bordure du Lot, puis la centrale thermique de Boisse-Penchot est aménagée au milieu du XX°. L'industrialisation du territoire et la proximité du bassin minier ont accompagné le développement urbain des XIX° et XX°.

II. Evolution urbaine

1. Le modèle traditionnel de développement urbain

Jusqu'au XIXème siècle, l'urbanisation de la communauté de communes Decazeville Communauté prenait deux formes.

D'une part la tradition agricole du territoire se traduit par l'implantation de hameaux et de fermes au cœur des terres agricoles afin de placer l'agriculteur au centre de son outil de travail dans une époque durant laquelle les déplacements étaient fortement limités. L'implantation de ces bâtis est liée à la topographie privilégiant la plaine du Lot, les plateaux et les lignes de crête.

En parallèle l'industrialisation du territoire s'amorce et commence à transformer l'organisation rurale avec l'aménagement des installations minières et sidérurgiques et l'aménagement de l'habitat nécessaire aux ouvriers de ces sites. Decazeville polarise déjà l'habitat et les équipements.

Au-delà de cette répartition de l'habitat dans le territoire, des centralités existent, il s'agit de cœurs de bourg constitués ou de villages de taille plus modeste.

Les différents cœurs de ville des douze communes du territoire connaissaient une structuration autour d'une centralité, souvent une place accompagnée de l'église de la paroisse.

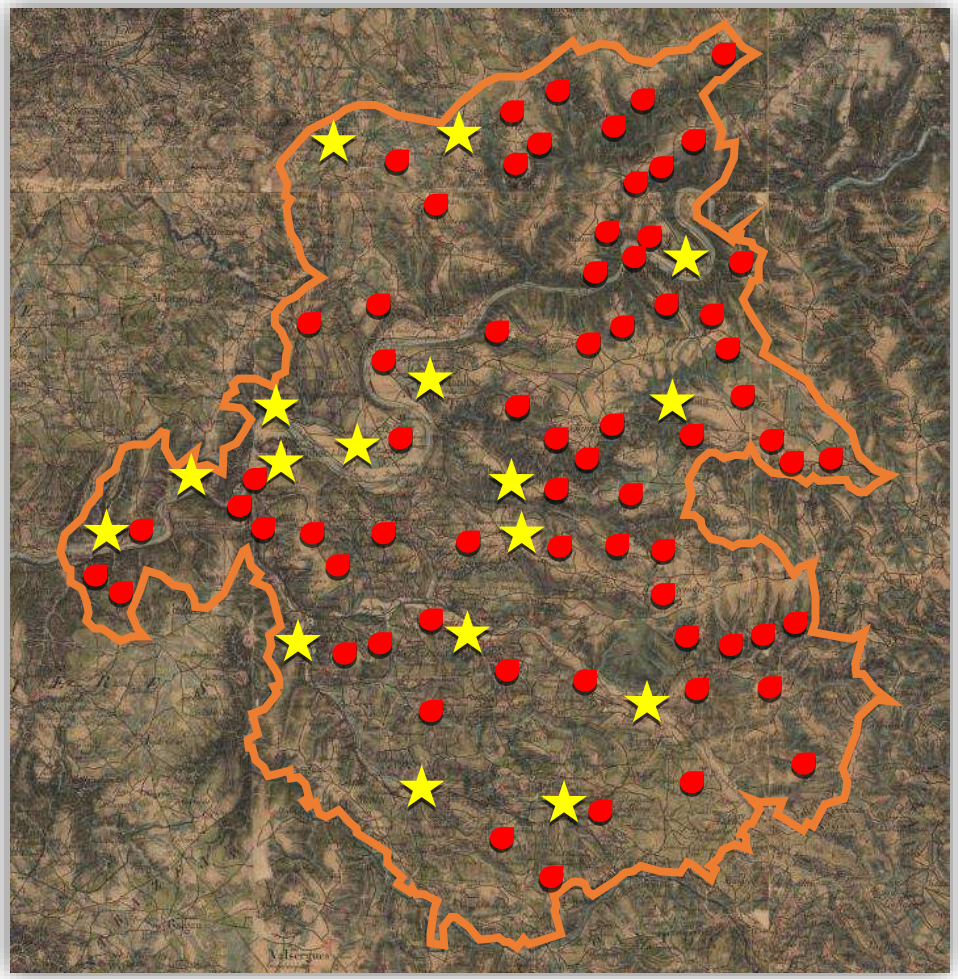


Figure 31 : Urbanisation au XIXème siècle, source carte d'état-major, réalisation Paysages

Boisse-Penchot fait exception, dans la mesure où le développement du centre est lié à celui de la verrerie qui n'est pas encore construite en 1835, ainsi que Decazeville créée en 1935. La multiplicité des hameaux et villages atténue leur rôle de centralité : ces cœurs de ville ont une taille limitée. Concernant Decazeville, Bouillac et Aubin, le développement de leur centralité prend une forme différente, guidée par les déplacements et organisée de part et d'autre d'une voie de communication.

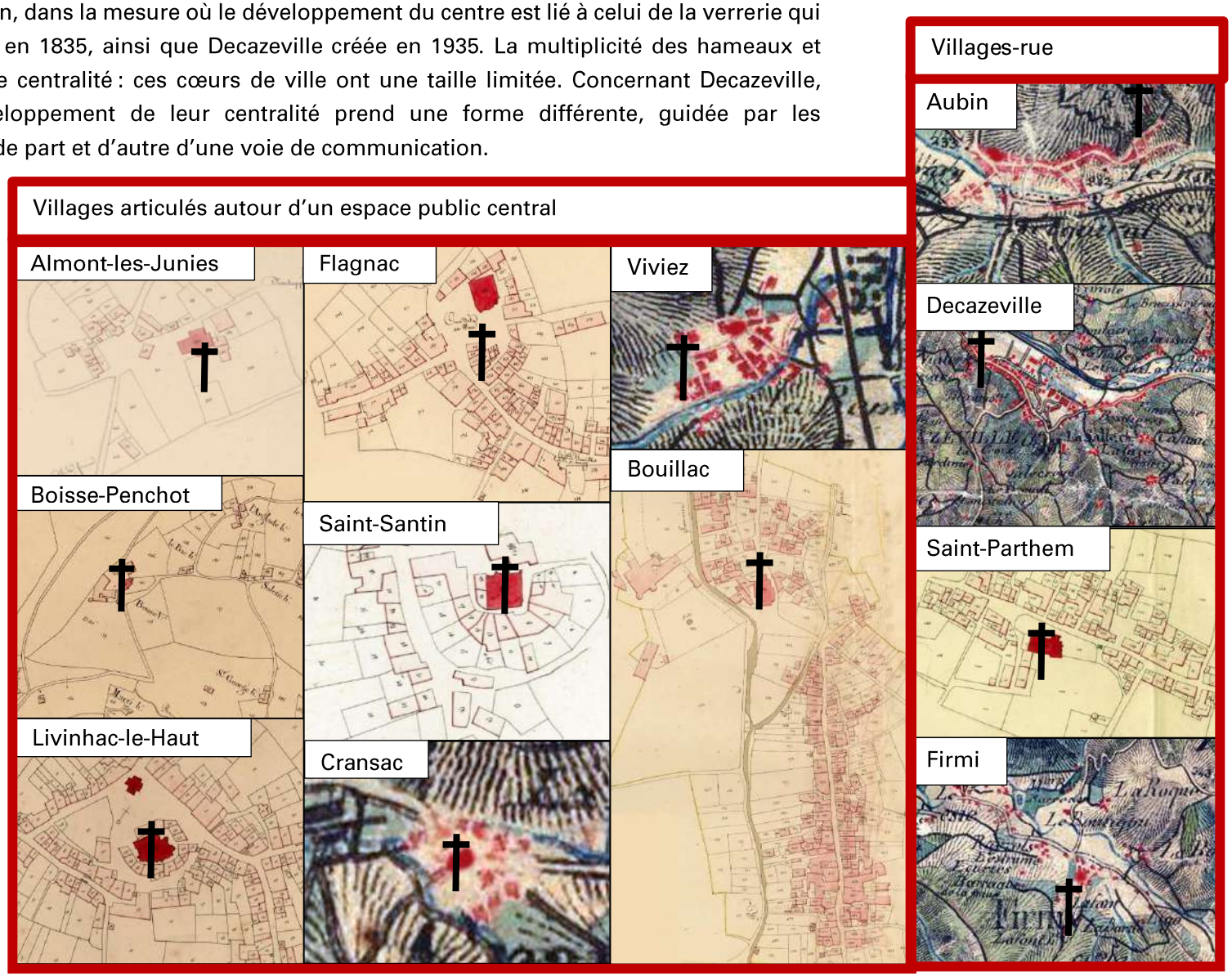


Figure 32 : centres des différentes communes de l'intercommunalité, source : carte d'état-major et cadastre napoléonien, réalisation : Paysages.

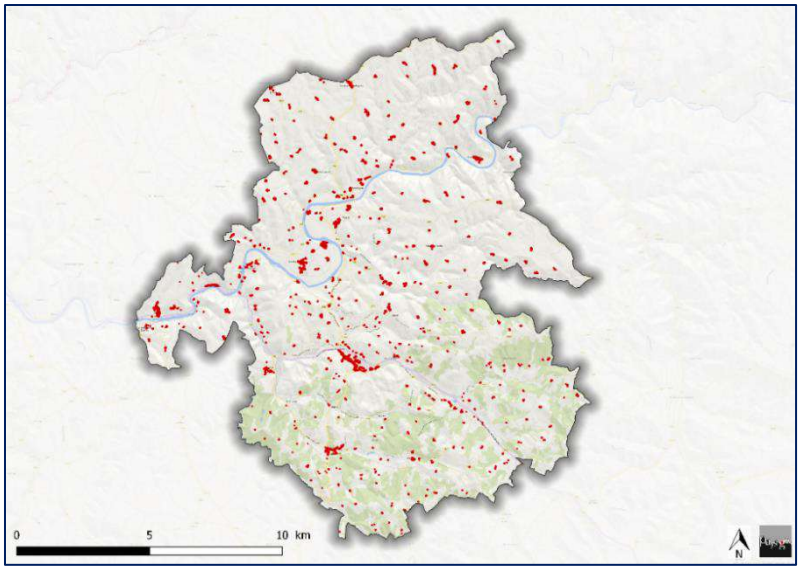
2. Le développement urbain

L'urbanisation à partir du milieu du XIXème prend 3 formes :

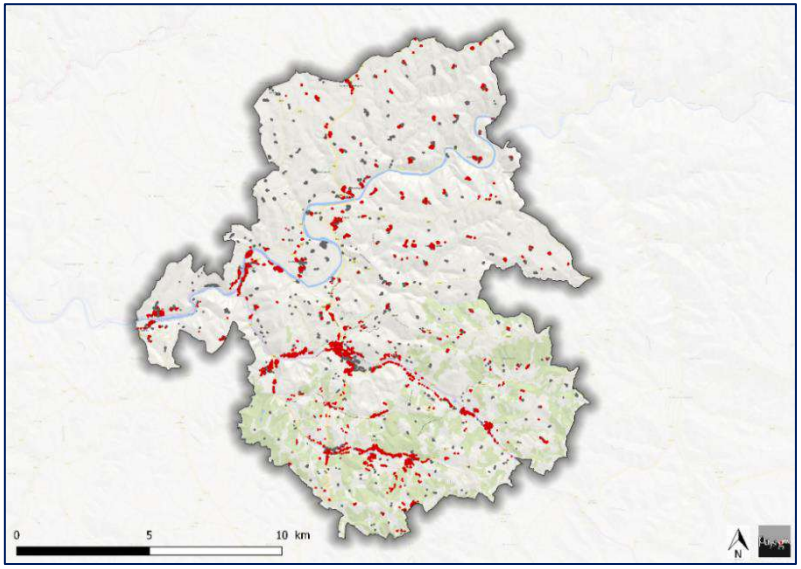
- Les deux pôles en développement : Decazeville et Aubin,
- Les cœurs de bourgs des autres communes de l'intercommunalité,
- Les hameaux et les fermes répartis sur le territoire.

De la seconde moitié du XIXème siècle aux années 1950, trois processus sont à l'œuvre. D'une part l'industrialisation massive du territoire s'accompagne d'installations nouvelles et de l'habitat nécessaire à la main d'œuvre (habitat ouvrier et maisons bourgeoises) ; cela se traduit par l'urbanisation le long de la RD 840 qui relie le centre de Decazeville et celui de Firmi mais aussi le long de la liaison Aubin, Cransac et sur la commune de Boisse-Penchot. Au court de cette période, la ville de Decazeville va particulièrement se développer avec l'installation de plusieurs équipements de l'industrie sidérurgique. L'habitat ouvrier se développement également par lotissements successifs constitués de maisons individuelles jumelées dès les années 1930.

De façon concomitante le caractère agricole se maintient, les hameaux sont confortés de nouvelles fermes, et ce de façon plus prononcée sur les plateaux à Almont-les-Junies, Saint-Parthem, Saint-Santin et Firmi. Enfin, les centres-bourgs s'épaississent dans la continuité du bâti existant.



Urbanisation en 1866, source : carte d'état-major et cadastre napoléonien, réalisation Paysages



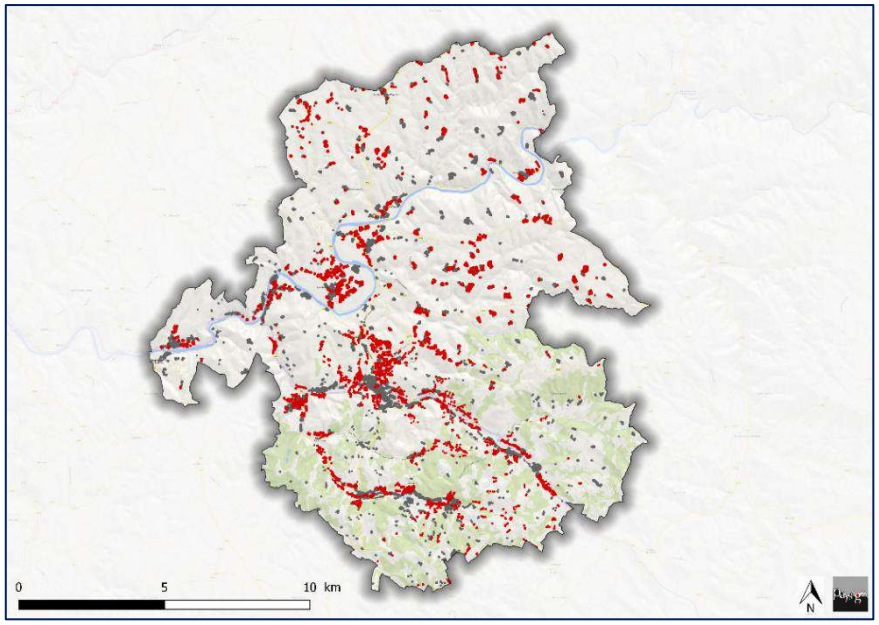
Urbanisation en 1948, source vues aériennes IGN, réalisation : Paysages

La période qui suit, jusque dans les années 1980 va voir certaines évolutions notamment au niveau des bâtis. Elle se traduit par le développement du logement social sous forme d'ensembles d'immeubles collectifs. Les territoires de Decazeville et d'Aubin vont notamment accueillir des grands ensembles organisés en cités : les cités du Baldy, du Trépalou, du Saillenc, Fontvernhes à Decazeville ou encore la cité rue du colonel Fabien à Aubin. L'urbanisation pavillonnaire et linéaire va se développer au cours de la période. Cette dernière sera propice au développement de Aubin, Firmi, Livinhac-le-Haut, Flagnac et Viviez qui vont connaitre une croissance de leur enveloppe urbaine guidée par les axes de communication. Les autres communes connaissent un développement plus dispersé sur le territoire, souvent en confortement des bourgs et des hameaux.

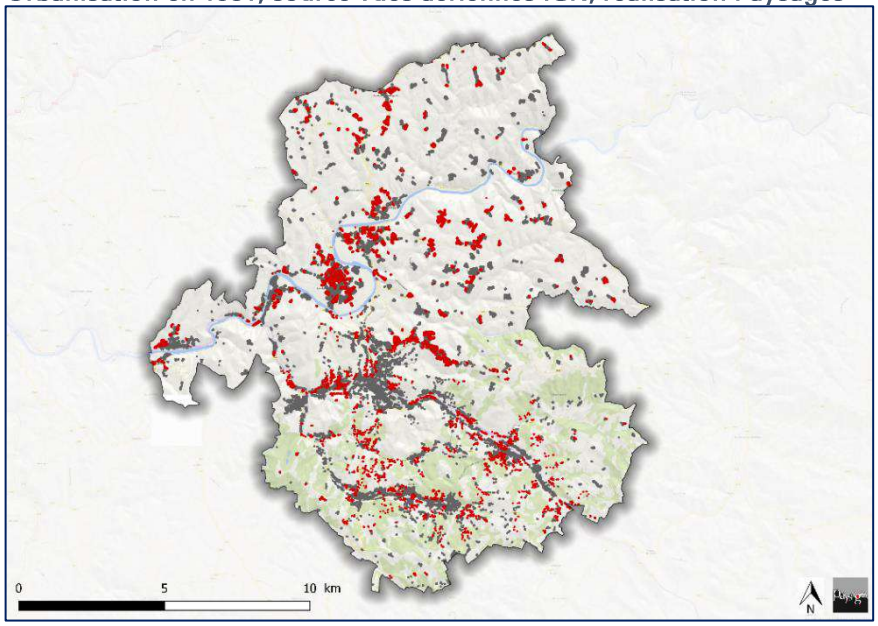
La période plus récente a connu la confrontation de deux tendances sur l'ensemble des communes. D'une part la poursuite des extensions de bourg en lotissements pavillonnaires. D'autre part l'implantation linéaire d'habitations le long des voies. Ces formes urbaines ne participent plus à la structuration d'espaces publics, le bâti est implanté en milieu de parcelle sur des emprises foncières importantes.

Cette période voit également l'apparition des friches industrielles dans le tissu existant, dont la plupart font l'objet de reconquête. Les principales friches industrielles ont été dépolluées et certaines réaménagées comme le site de la Découverte à Decazeville.

La banalisation des espaces et des entrées de ville est confortée par ce modèle urbain. Cette forme d'habitat individuel n'a que peu de choses en commun avec les trames traditionnelles (alignement des constructions, densité …). Elles ont pour effet, en éloignant le bâti des



Urbanisation en 1981, source vues aériennes IGN, réalisation Paysages



Urbanisation en 2016, source vues aériennes IGN, réalisation Paysages

cœurs de ville, d'atténuer le rôle de centralité des bourgs et de surconsommer l'espace agricole.

Au cours de ces différentes périodes d'évolution de l'urbanisation, le bâti est venu conforter les noyaux d'urbanisation historiques, mais a également produit de nouvelles formes urbaines, en particulier les grands ensembles, les lotissements et l'urbanisation linéaire, dont certaines posent question aujourd'hui.

Ainsi le territoire a vu son développement possible par la consommation d'espace et le délaissement des centres anciens au profit des périphéries. Dans ce contexte l'évolution urbaine de 1980 à aujourd'hui a participé de la dévitalisation des centres-villes.

III. Structuration urbaine

1. Les cœurs de ville

Le centre d'Almont-les-Junies

Le centre bourg d'Almont-les-Junies se situe sur un plateau agricole au Nord du Lot.

Le tissu est structuré autour de la place centrale, bien que l'emprunte routière soit perceptible, il s'agit néanmoins d'un lieu de rencontre et de respiration dans le bourg.

La taille des parcelles varie entre 100 à 1200m². Elles s'organisent de part et d'autre des voies qui irriguent le cœur de bourg, et s'élargissent avec l'éloignement de la place.

Le bâti s'est développé le long et entre les voies qui desservent le bourg. Malgré une perception de densité, elle n'atteint que 5 logements par hectare par l'emprise non-négligeable des espaces publics, notamment la place centrale du village.

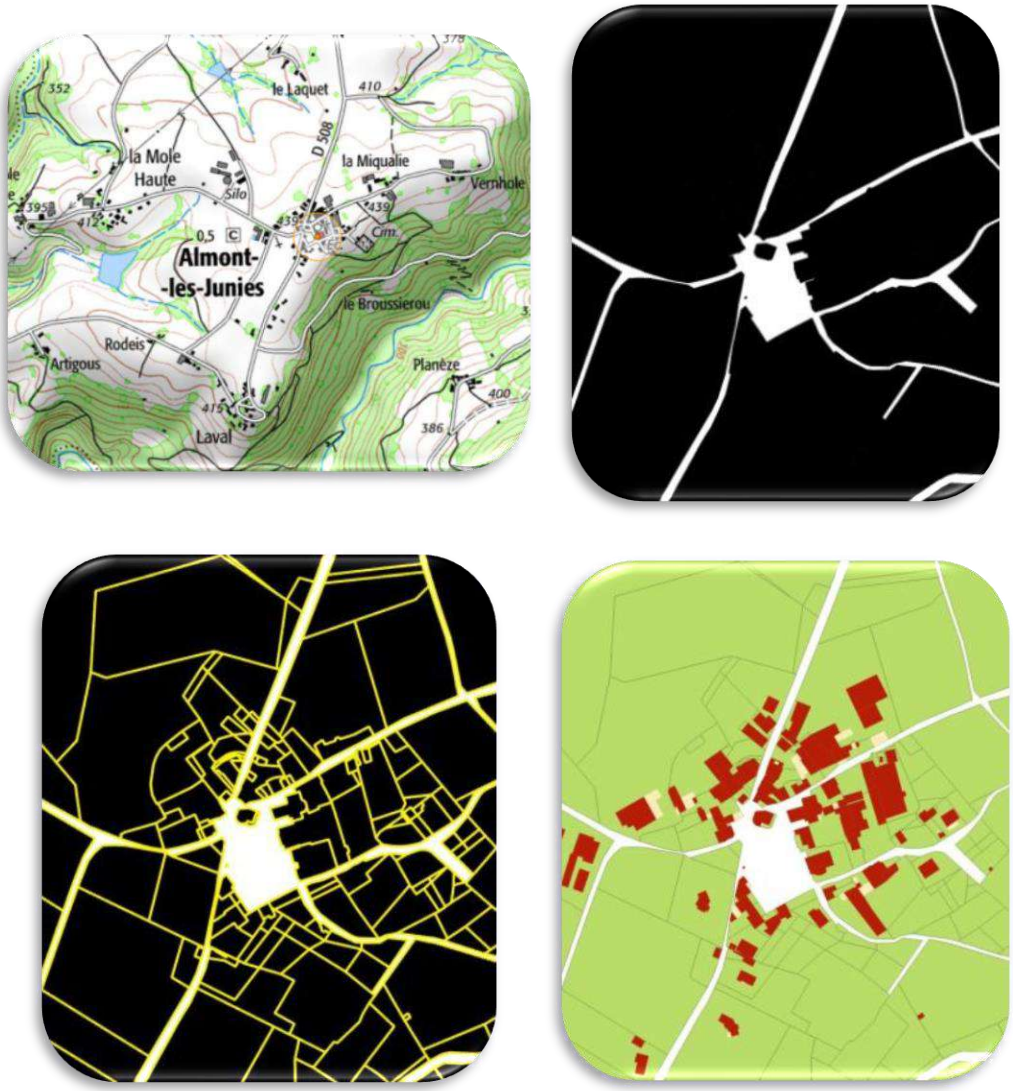
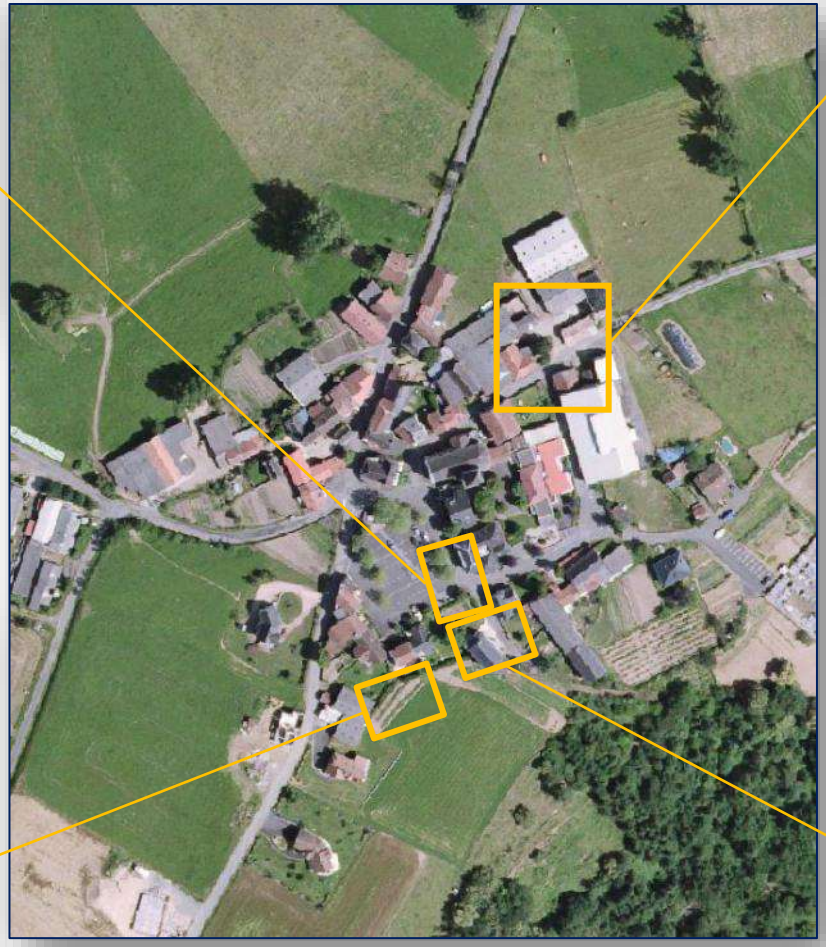


Figure 33 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg d'Almont-les-Junies, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Eglise et école





Activité agricole



Habitat de village

Illustration des différentes formes morphologiques du centre bourg d'Almont-les-Junies, source : BD ORTHO 2013 et Google Street, réalisation Paysages



Mairie

Le centre d'Aubin

Le centre-ville est situé au pied de l'ancien fort. Le noyau ancien est structuré autour d'une place sur la RD 11. La commune est un assemblage de trois villages : le bourg historique, le Gua et Combes.

Les espaces publics sont articulés autour de la place Jean Jaurès qui accueille les fonctions administratives de la cité. La place est irriguée par un réseau de rues et de venelles desservant les zones de logements et de commerces du cœur de ville.

Les parcelles urbanisées sont de faible taille, souvent plus profondes que larges et organisées en lanière sur la voie. Dans les secteurs les plus denses elles peuvent donner sur 2 voies d'accès. Leur taille varie en moyenne entre 100 et 500 m².

Le bâti est dense dans ce tissu : l'implantation à l'alignement de la voie, la continuité bâtie, la hauteur (R+2) et la forte emprise foncière sont autant d'éléments qui accompagnent une densité du cœur de ville située entre 20 et 40 logements à l'hectare

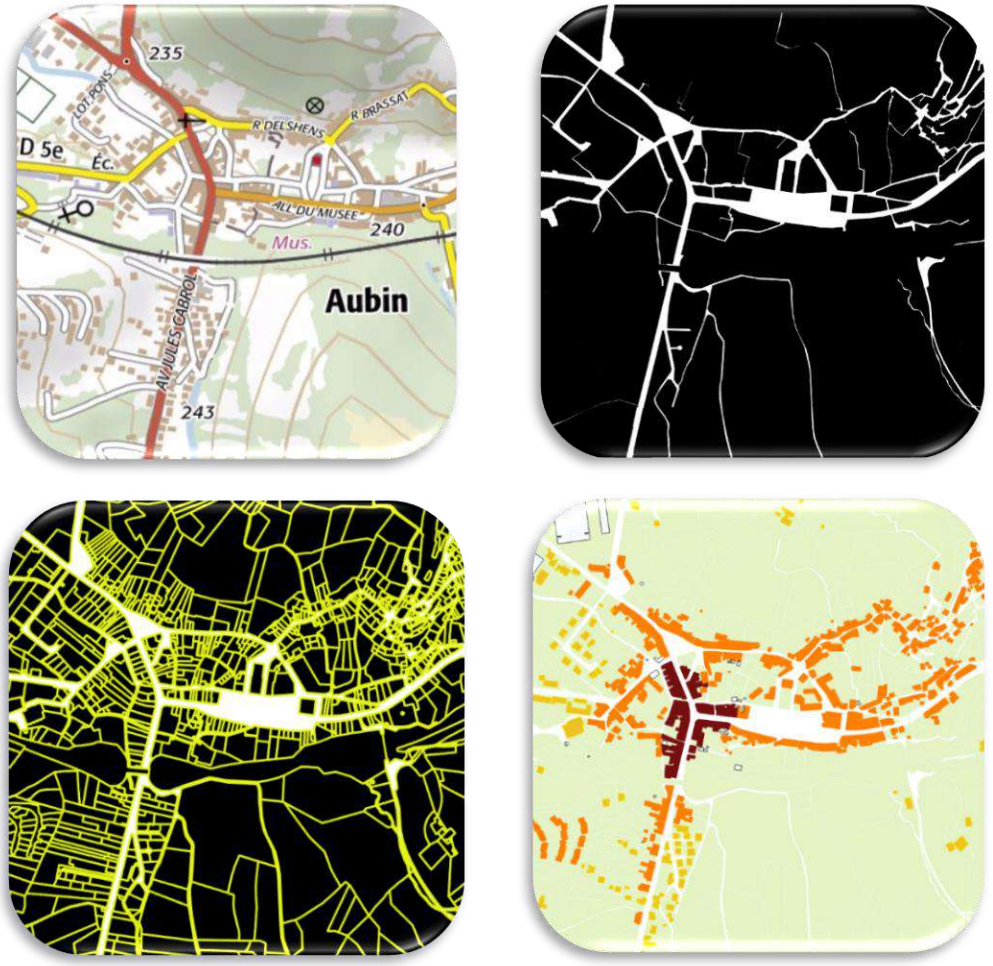


Figure 34 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg d'Aubin, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Mairie



RD 11



Allée du Musée

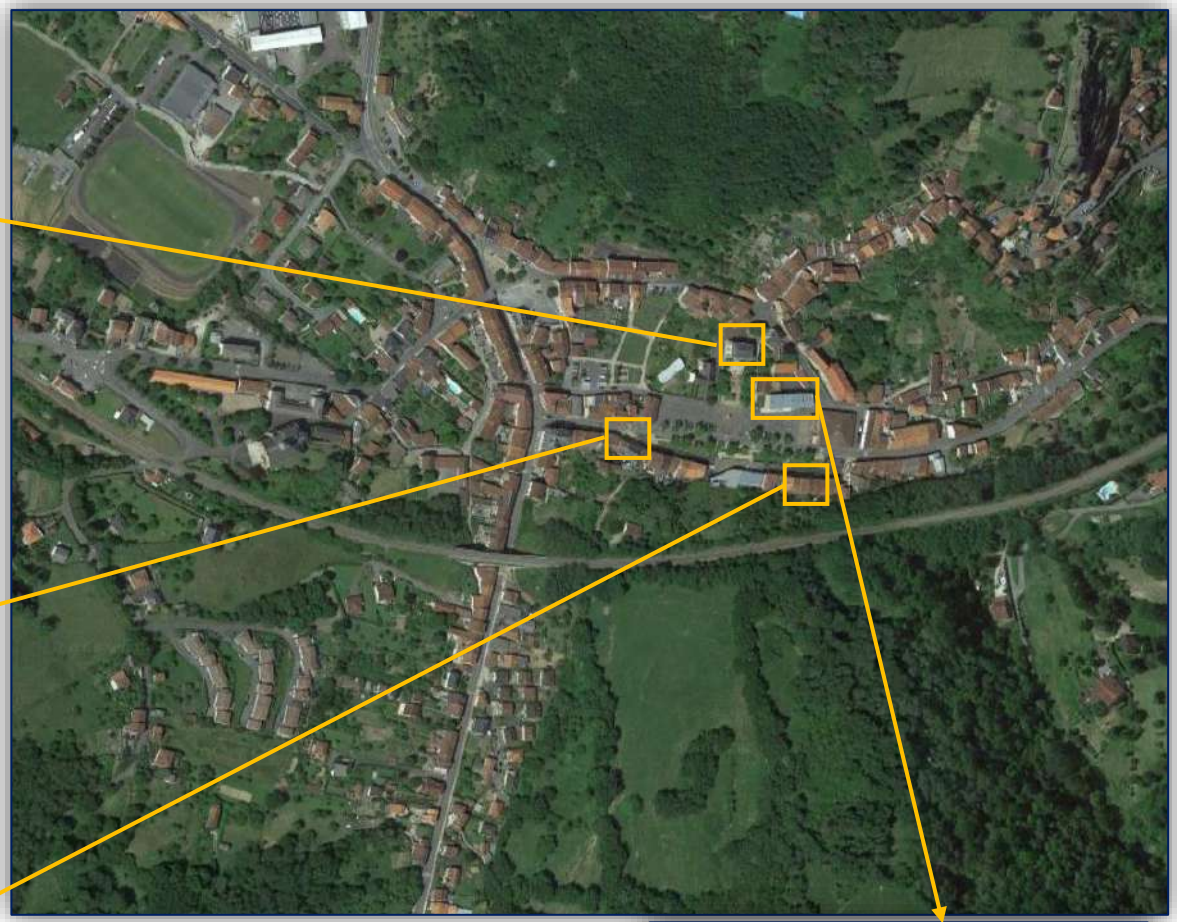


Illustration des différentes morphologies urbaines du centre-bourg d'Aubin, Source : BD ORTHO 2015, Paysages et Google Street, Réalisation Paysages



La Poste

Le centre de Boisse Penchot

Le centre bourg de Boisse-Penchot se situe sur la rive gauche du Lot dans la vallée alluviale.

L'espace public est constitué des voies bordant la vallée et desservant le bâti du centre-bourg. On note l'absence de place centrale, l'impact des axes de circulation est majeur.

Les parcelles sont de faible taille dans le centre-bourg mais elles s'agrandissent par la suite, leur forme varie en héritage de la trame agricole. Les plus petites varient entre 150 et 300 m², les plus grandes atteignent 800 m².

Le bâti est dense à l'intérieur du noyau urbain, les extensions ont recherché la continuité du bâti et les habitations se sont majoritairement implantées à l'alignement créant l'effet de rue et une densité de 7 lg/ha.

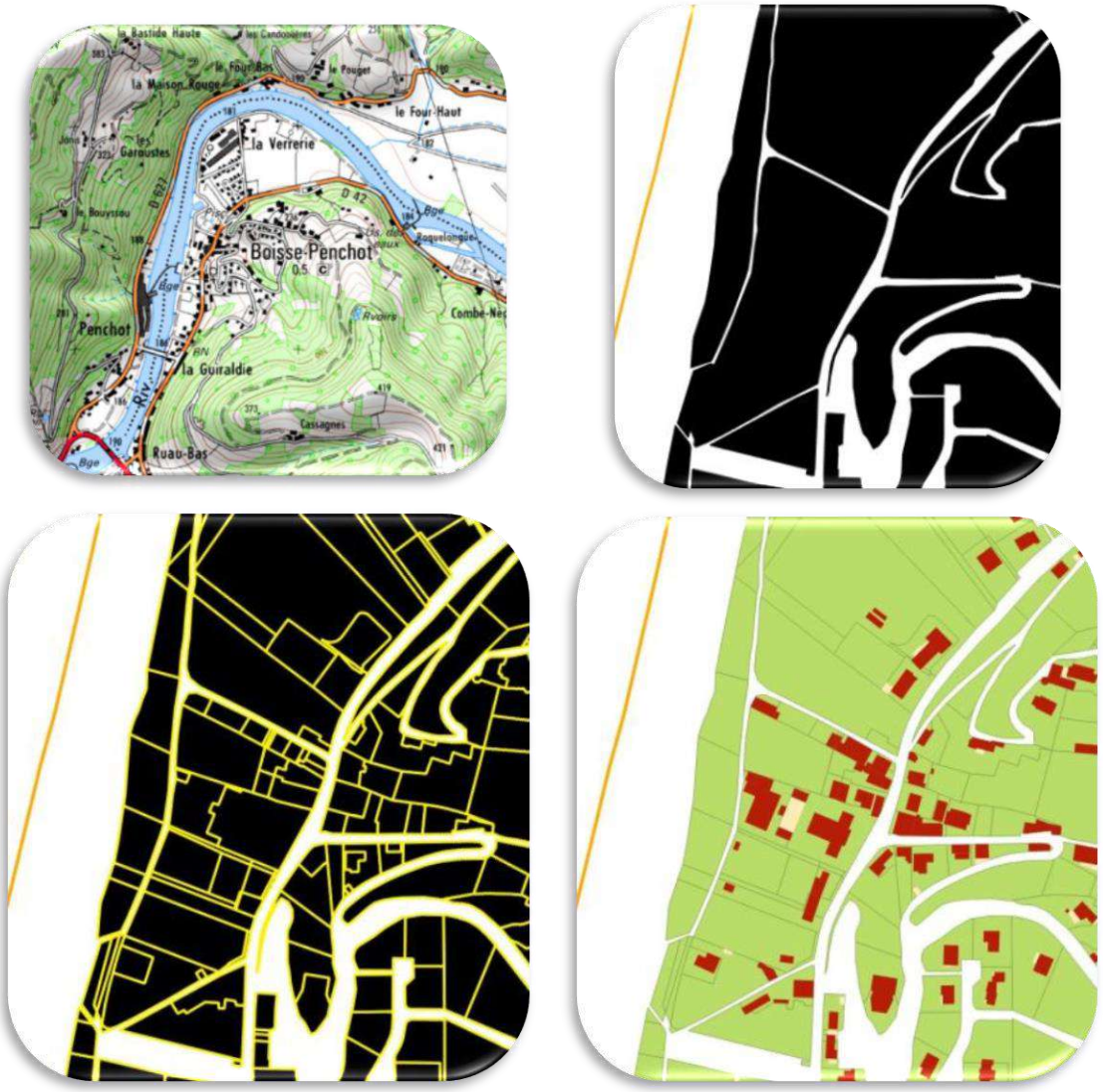


Figure 35 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Boisse-Penchot source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Mairie de Boisse Penchot

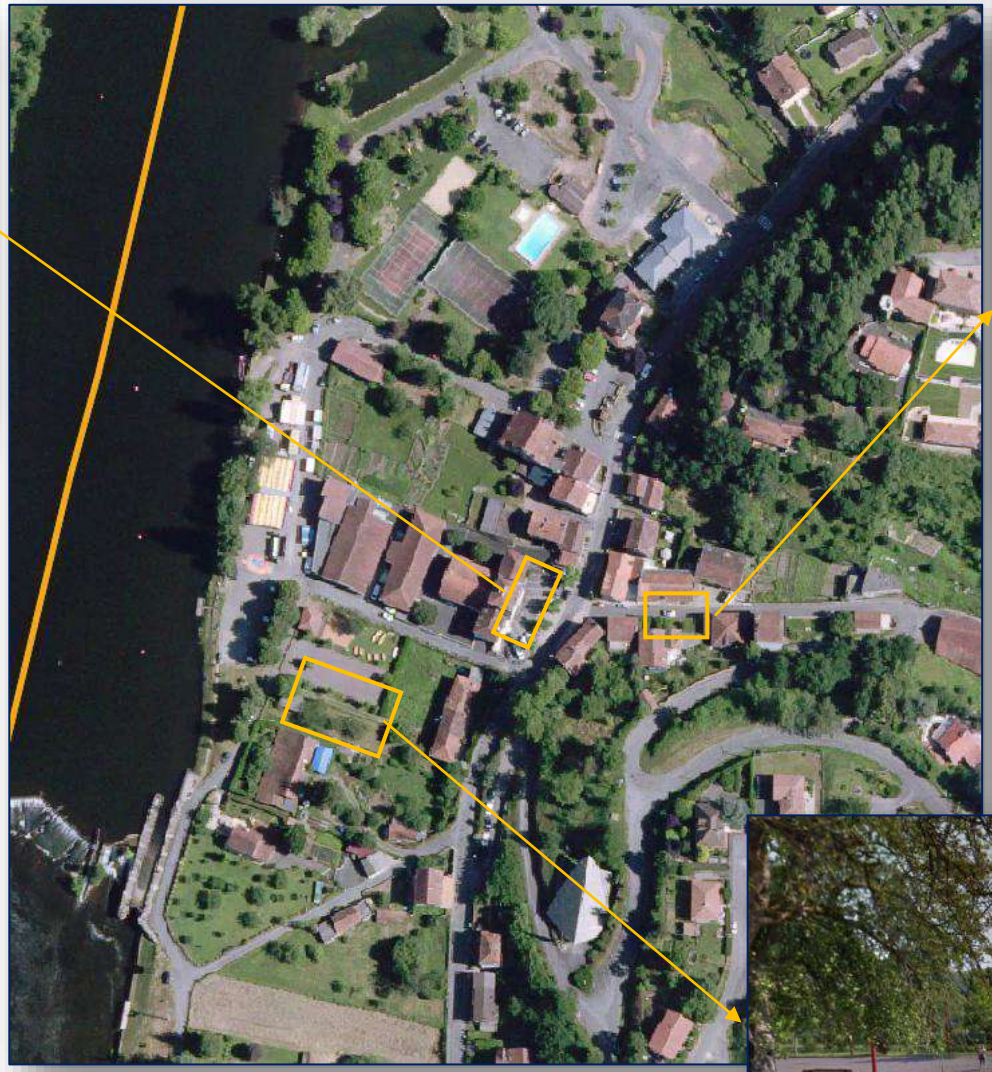


Illustration des différentes morphologies urbaines du centre-bourg de Boisse-Penchot, Source : BD ORTHO 2015 et Google Street, Réalisation Paysages



Rue du château Bas



Aire de jeux le long du Lot

Le centre de Bouillac

Bouillac est située à l'extrémité Ouest de la communauté de commune. Son centre bourg est implanté sur la rive droite du Lot.

Les espaces publics sont essentiellement constitués de rues et de venelles qui desservent le bâti et qui sont structurées autour d'une place centrale : espace public majeur du cœur de ville.

Les parcelles sont de petites tailles variant de 50 à 300 m². Elles sont organisées en lanière de part et d'autre de la rue reliant la route de Conquettes à la RD 840.

Le bâti est dense avec 18 logements à l'hectare. Cela résulte de la continuité du bâti, de la hauteur des constructions et de l'implantation du bâti en alignement sur les espaces publics.



Figure 36 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Bouillac source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Extension urbaine vers le Sud



Illustration des différentes morphologies urbaines du centre de Bouillac, source : BD ORTHO 2013 et Google Street, réalisation Paysages



Eglise



Place en face de l'Eglise

Le centre de Cransac

Cransac est située entre Aubin et Firmi au Sud de la CCDC. Son centre-ville est implanté en bordure de la RD 11 qui relie le centre de Cransac à celui d'Aubin. Il compte des espaces paysagers importants, comme le Parc Thermal.

La place Jean Jaurès constitue l'espace public central, elle accueille la Mairie et est bordée d'équipements publics structurants. La place est à l'articulation entre l'urbanisation longeant la RD 11 jusqu'à Aubin et les versants sud investis plus récemment.

Les parcelles sont organisées de part et d'autre des voies, en lanières et orientées Nord/sud. Dans le noyau le plus dense elles ont une superficie de quelques centaines de m², l'urbanisation plus récente est structurée par un parcellaire plus lâche et plus large.

L'organisation du bâti de façon continue, à l'alignement des espaces publics, en hauteur (R+1 et R+2) et sur une emprise importante, contribue à une densité importante avoisinant 70 lgt/ha pour les espaces plus denses et aux alentours de 25 lgt/ha ailleurs.



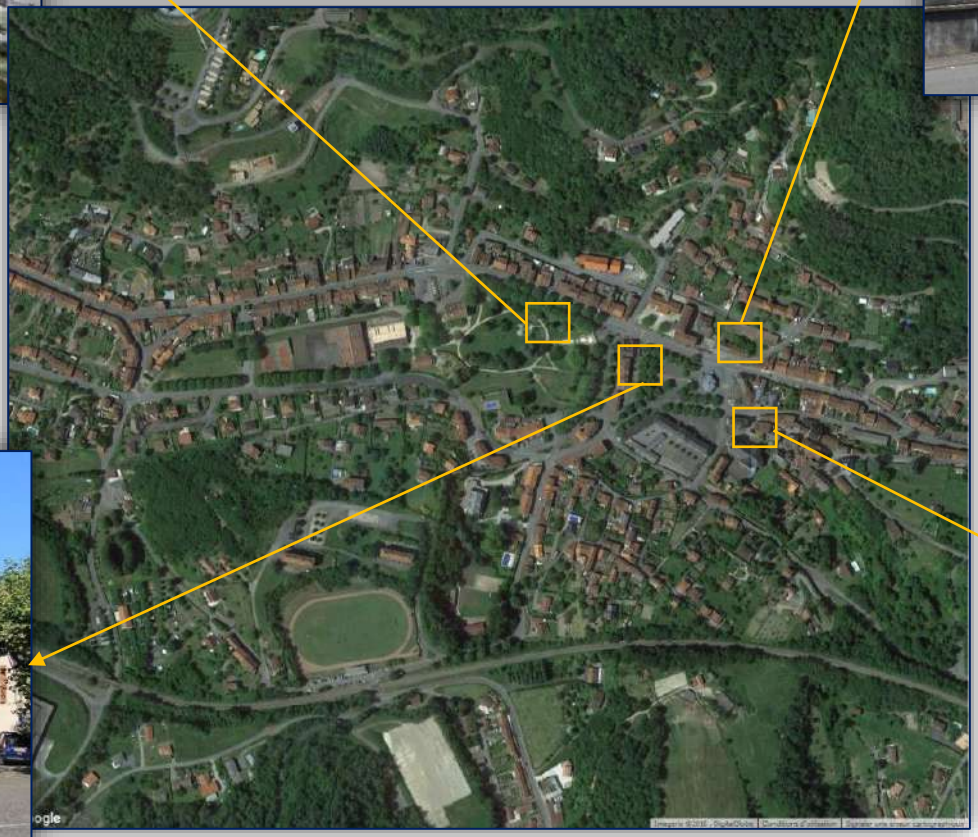
Figure 37 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Cransac, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Parc thermal



Poste





Mairie

Illustration des différentes morphologies urbaines du centre de Cransac source : BD ORTHO 2013, Paysages et Google Street, réalisation Paysages



Eglise

Le centre de Decazeville

Le centre de Decazeville est organisé à la croisée de deux axes structurants : la RD 840 et la RD 963 qui a accueilli les premières formes d'urbanisation du cœur de ville.

Les espaces publics du centre ont, d'une part une fonction routière de transit, en particulier la RD 840, et d'autre part un rôle d'organisation de la vie locale, comme les rues commerçantes ou quelques places constituant des espaces de respiration dans un tissu dense.

Les parcelles les plus petites sont issues du tissu le plus ancien qui borde la RD 963. Avec l'éloignement de l'axe, le foncier s'agrandit, en particulier avec la proximité de la RD 840. Un ensemble foncier de 20 ha jouxte le centre, un ancien site sidérurgique en reconversion.

Le bâti est dense avec une emprise au sol et une hauteur des constructions importantes (R+2 et R+3 en moyenne). Sur les axes principaux des commerces occupent les rez-de-chaussée. La densité approche 70 lgt/ha dans l'hyper-centre.

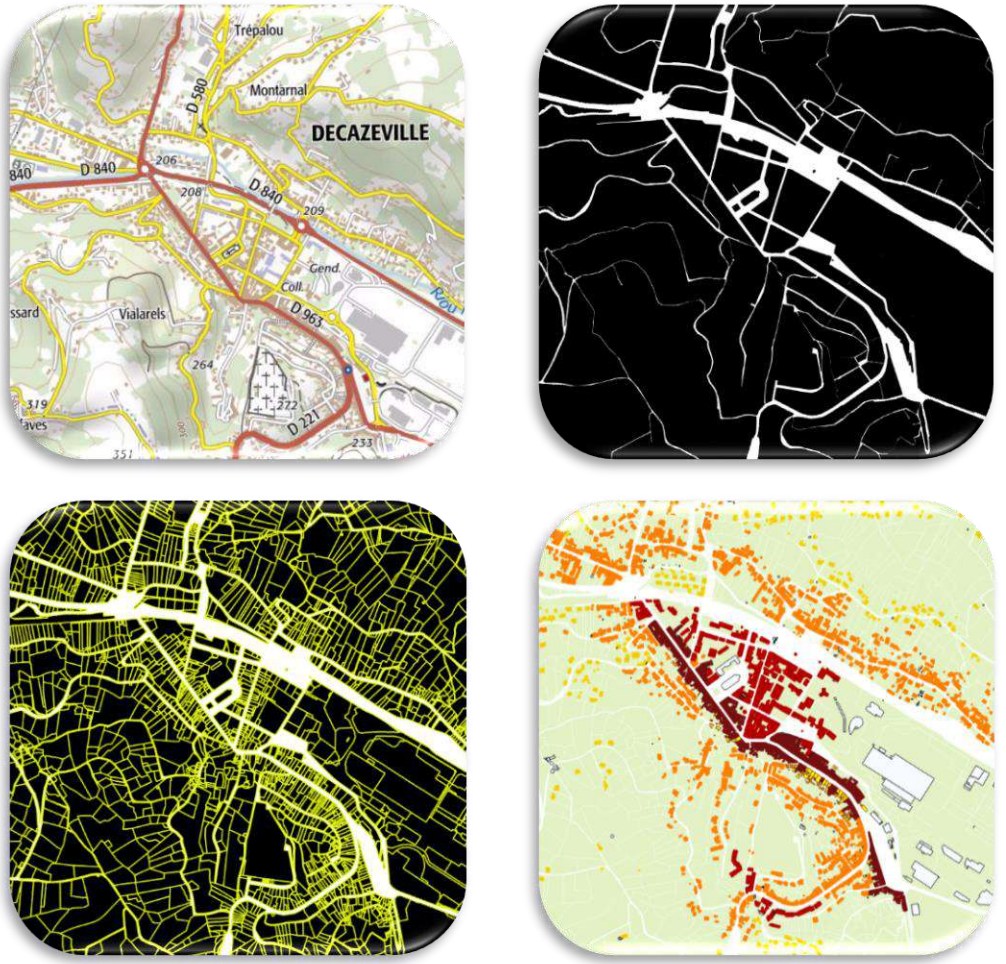


Figure 38 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Decazeville, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Place Wilson



Illustration des différentes formes morphologiques du centre de Decazeville, source : BD ORTHO 2013 et Google Street, réalisation Paysages



Mairie



Passage piétonnier rue Cayrade

Rue Cayrade



Le centre de Firmi

Le centre- bourg de Firmi se situe à l'Est de la CCDC, le long de la RD 21, ancienne route de Figeac à Rodez.

Les espaces publics ont une fonction essentiellement routière, de circulation et de stationnement, sous forme de réseau en étoile depuis le giratoire de la Poste. Des places de taille modérée offrent des espaces de respiration dans le tissu urbain.

Les parcelles de plus faible taille sont organisées autour de l'église, ailleurs elles sont distribuées en lanière le long des voies, elles s'élargissent rapidement avec l'éloignement de la RD 21.

Le bâti est dense aux abords de la Mairie (40 lgt/ha), dans les espaces périphériques, l'emprise au sol et la hauteur diminuent rapidement et font chuter la densité entre 10 et 15 lgt/ha.



Figure 39 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Firmi, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Poste



Maison de retraite



Centre de santé



Place de la mairie



La mairie

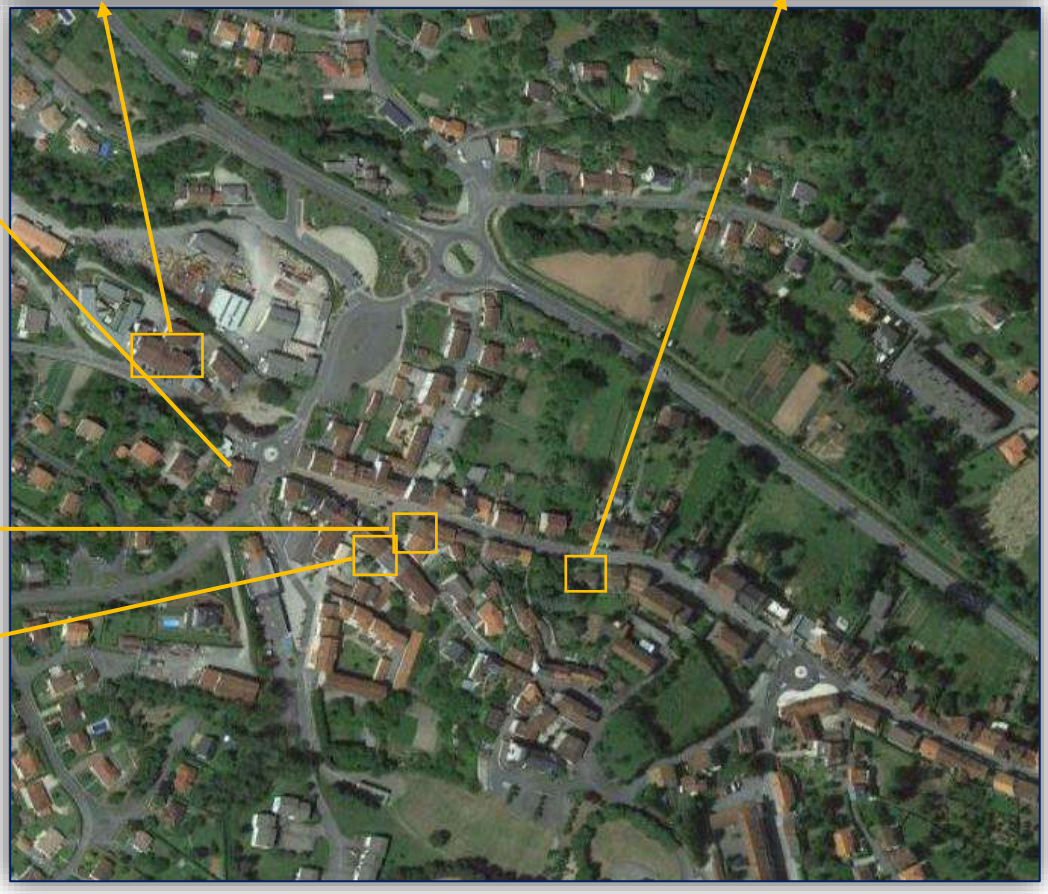


Illustration des différentes morphologies urbaine de Firmi, sources : BD ORTHO 2013, Paysages et Google Street, réalisation Paysages

Le centre de Flagnac

Le centre bourg de Flagnac est situé dans la plaine alluviale du Lot.

Tissu urbain marqué par deux places, leur fonction est essentiellement routière : circulation et stationnement de véhicules.

Les parcelles de petites tailles oscillent entre 60 et 150m². En s'éloignant du centre, la trame issue du découpage agricole accompagne l'agrandissement du parcellaire.

Le bâti est dense avec une emprise au sol et une hauteur des constructions importantes. La densité dépasse 15 logements à l'hectare, pour autant les extensions récentes n'ont pas renforcé la centralité du bourg.

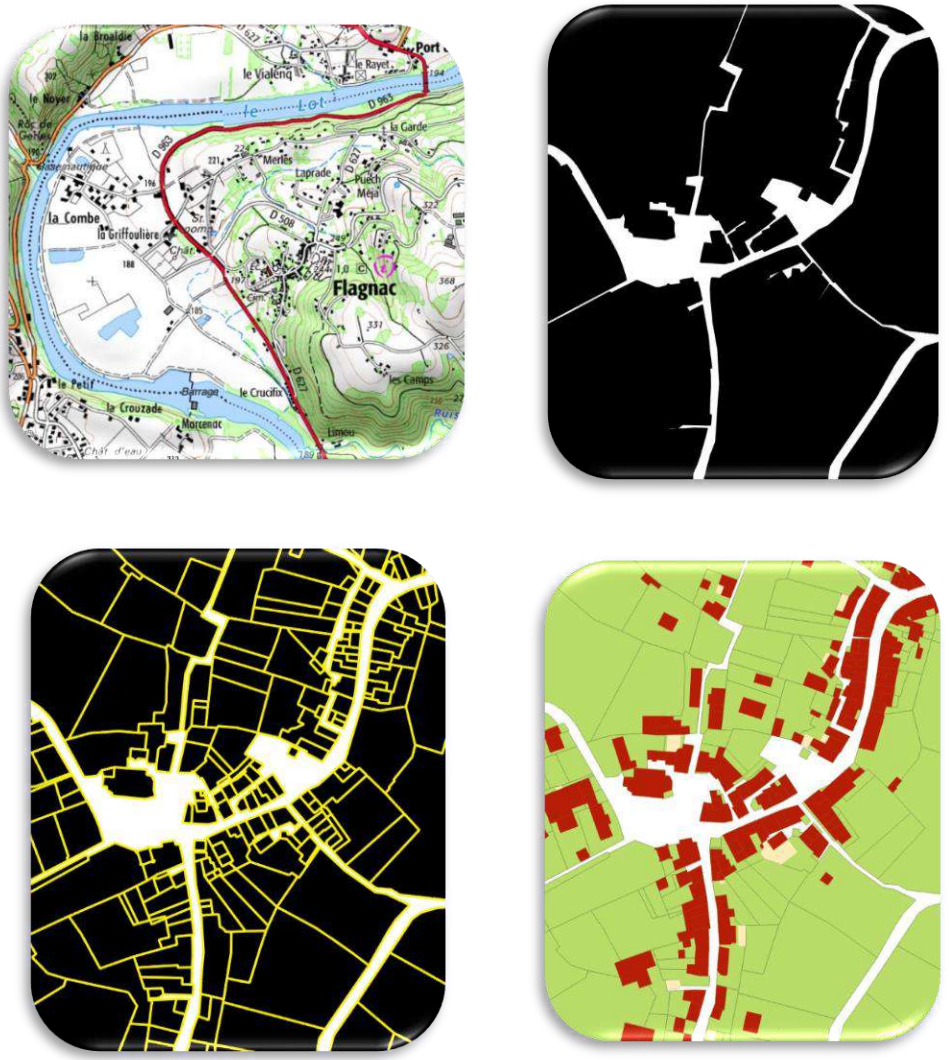


Figure 40 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Flagnac, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Mairie de Flagnac

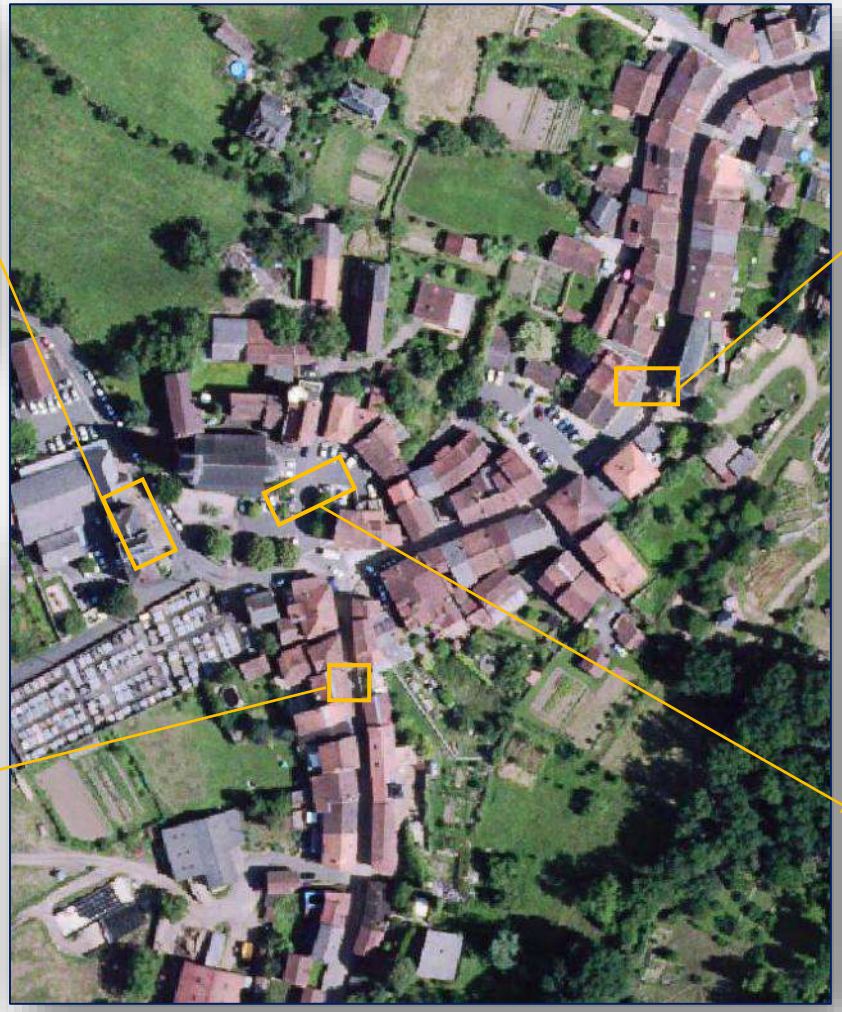


Illustration des différentes formes morphologiques d'un village de la plaine alluviale du Lot, source : BD ORTHO 2013 et Google Street, réalisation Paysages



Extension urbaine le long de la rue de la fontaine



Extension urbaine le long de la rue du lavoir



Place de l'Eglise

Le centre de Livinhac-Le-Haut

Le centre- bourg de Livinhac-Le-Haut se situe dans un méandre du Lot.

L'espace public s'articule autour de la place de l'église et du réseau routier qui se déploie autour de cette centralité.

Les parcelles sont de faibles tailles (50 à 150 m²) au centre du bourg et s'agrandissent en s'éloignant. Elles sont notamment plus grandes dans les lotissements récemment aménagés.

Le bâti est très dense au centre mais les nouvelles formes urbaines en continuité du bourg, tels les lotissements, affichent une densité 3 fois moins importante.

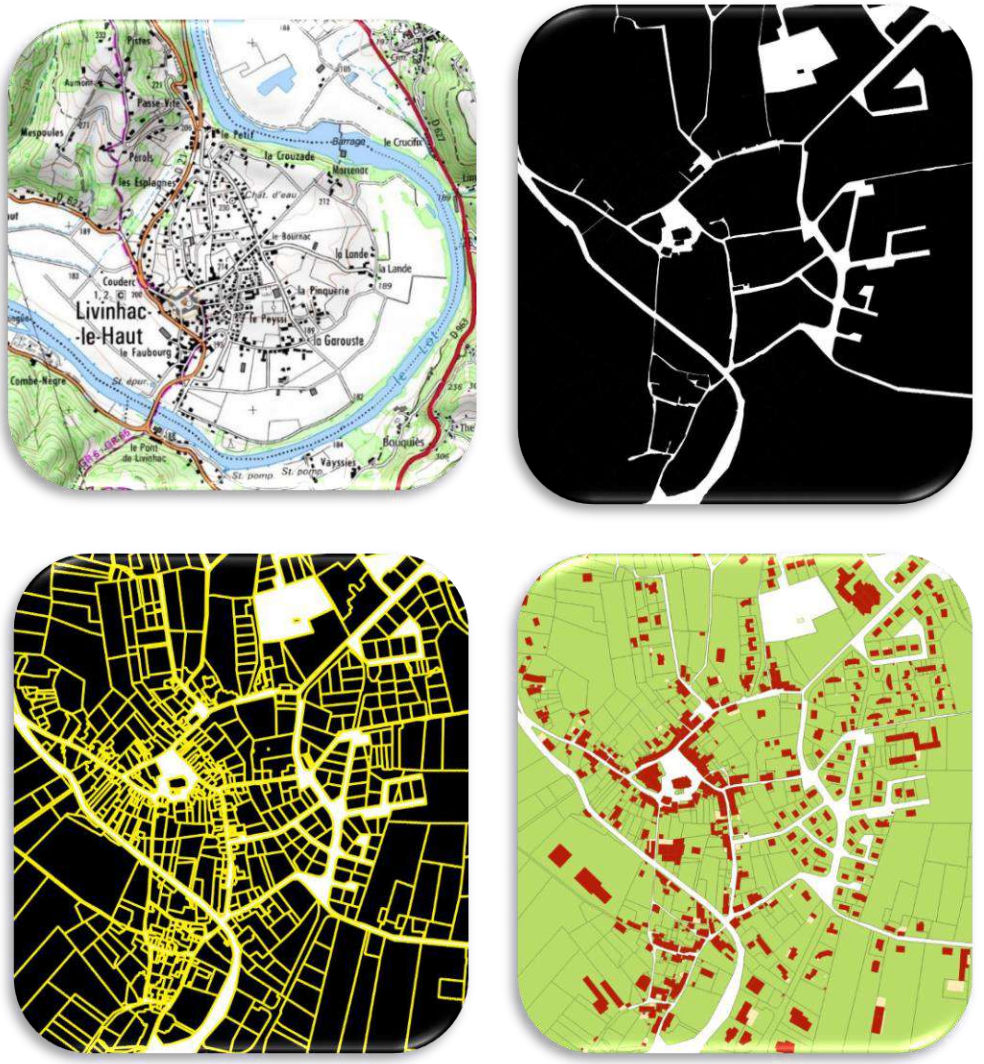


Figure 41 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Livinhac-le-Haut, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Place du 14 juin

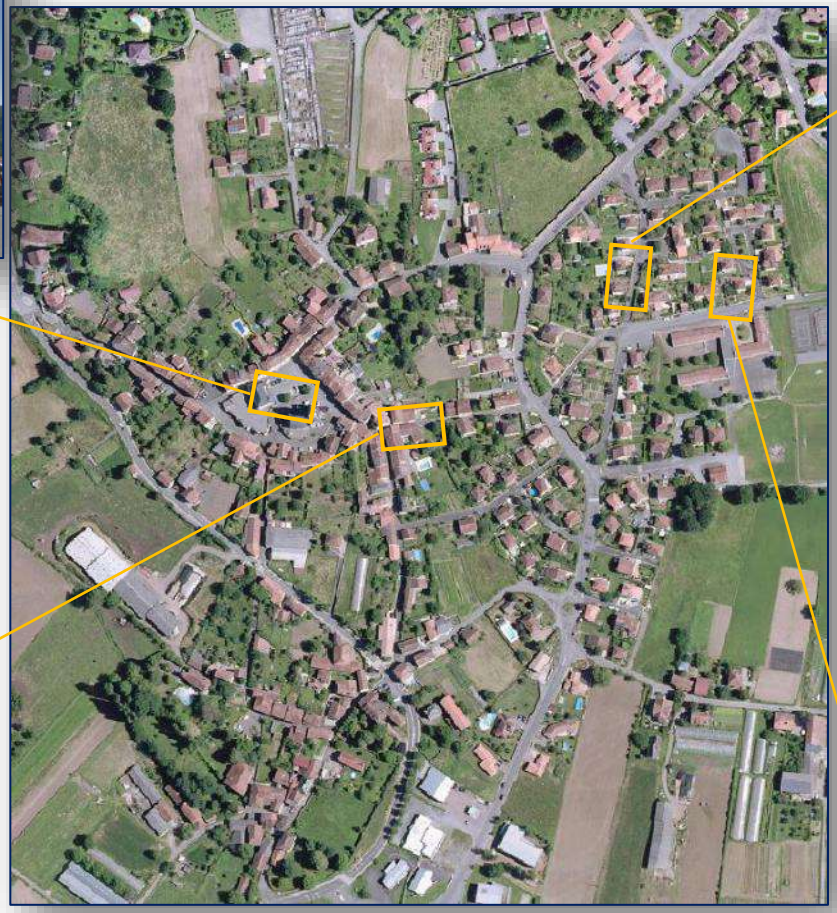


Illustration des différentes morphologies urbaine de Livinhac-le-Haut, sources : BD ORTHO 2013 et Google Street, réalisation Paysages



Rue du 8 mai



Rue du couvent



Impasse des Acacias

Le centre de Saint-Parthem

Saint-Parthem se situe au Nord-Est de la communauté de commune. Son centre-bourg est logé dans un méandre du Lot.

Le cœur de ville sous forme de village-rue accompagne la fonction routière des espaces publics ponctués par des places organisant les fonctions de la cité.

Comme pour les autres communes, les parcelles sont de petites tailles dans le centre puis s'élargissent par la suite car elles sont davantage héritées du découpage agricole. Elles varient de 200 m² à 1700m².

Le bâti s'est développé de part et d'autre d'une voie parallèle au Lot sous forme de village-rue. La continuité du bâti est recherchée et la hauteur des constructions permet d'obtenir une densité de 12 logements par hectare.

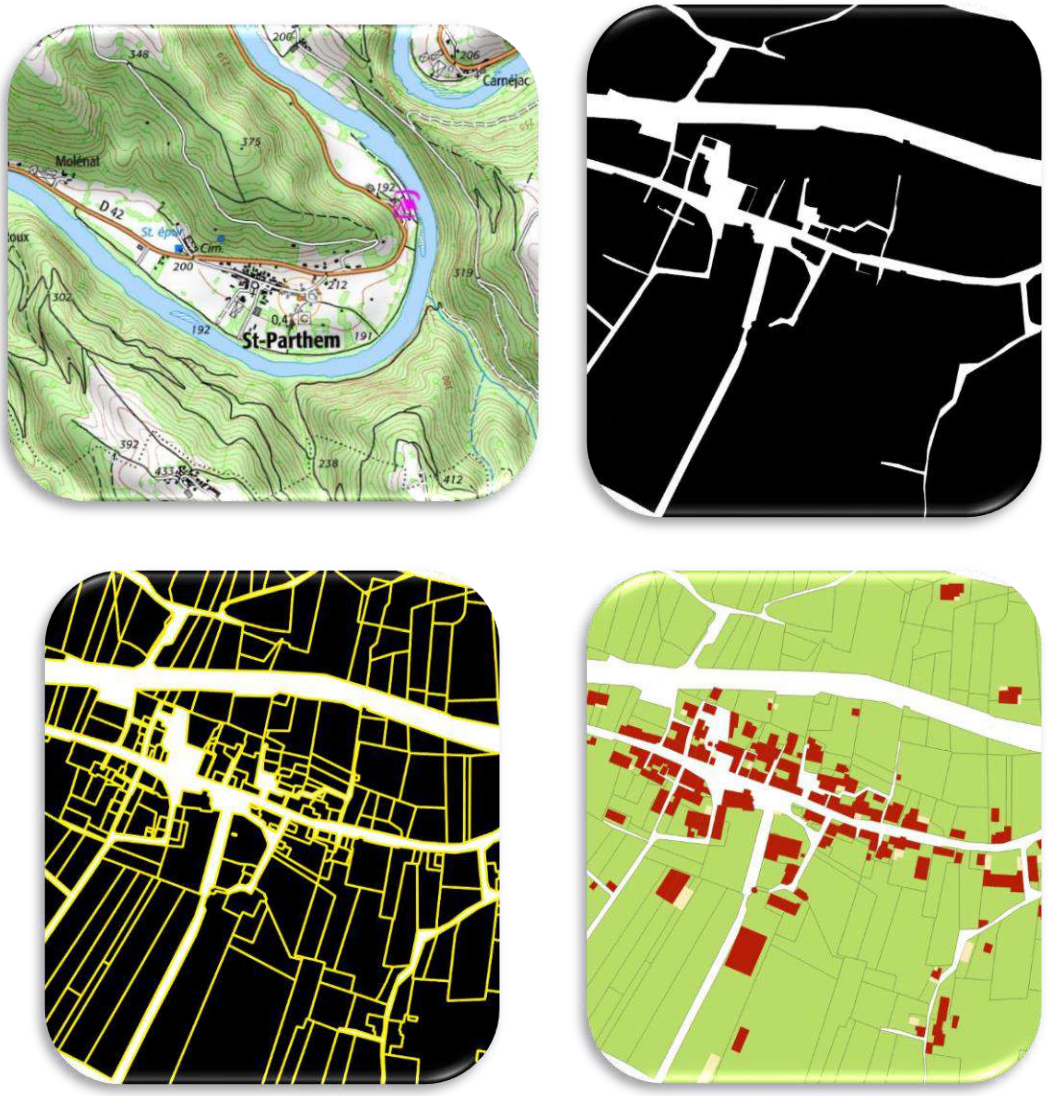


Figure 42 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Saint-Parthem, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Place de l'église



Habitat de bourg à l'alignement avec la voie

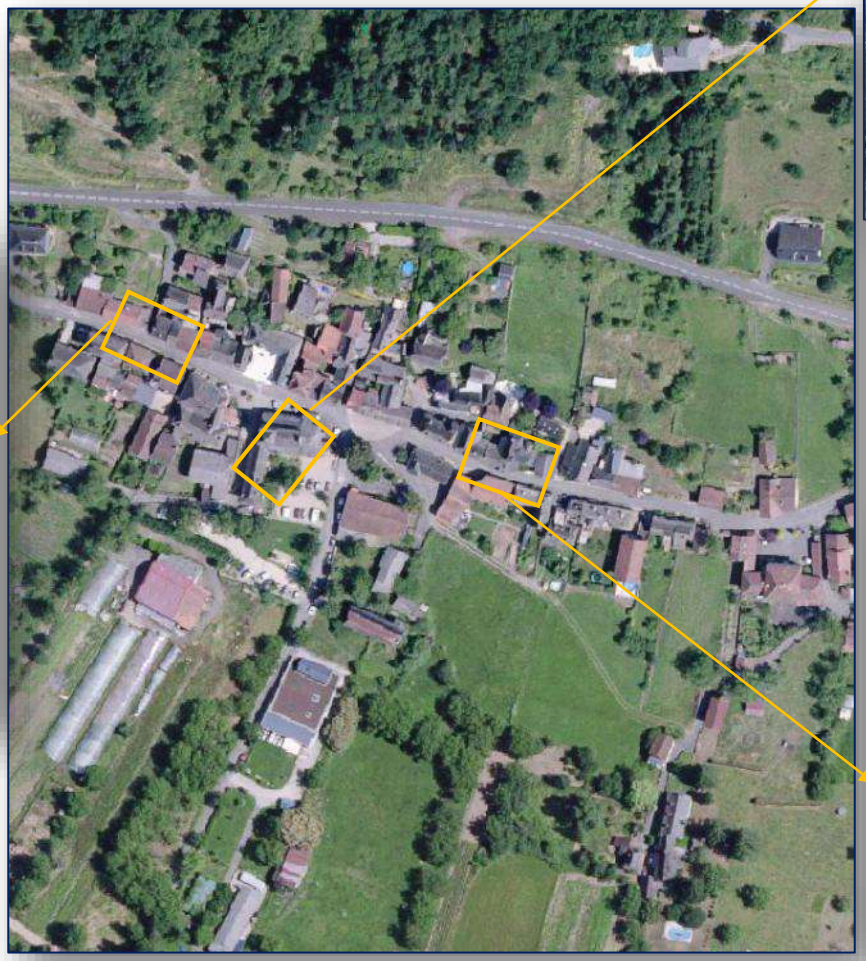


Illustration des différentes morphologies urbaines de centre de Saint-Parthem, source : BD ORTHO 2013 et Google Street, réalisation Paysages



Habitat de bourg à l'alignement avec la voie

Le centre de Saint-Santin

La commune de Saint-Santin se trouve à la frontière avec le département du Cantal. Son centre bourg atypique est double avec d'un côté le centre de Saint-Santin et de l'autre le centre de Saint-Santin de Maurs.

Les axes de communication constituent l'espace public et le lien entre les deux cœurs de ville. La seule place revêt une fonction routière et est notamment dédiée au stationnement.

Les parcelles sont de faible taille dans le centre du village mais s'élargissent rapidement par division de terres agricoles. Leur taille varie entre 50 et 110m² pour les plus grandes.

Le bâti s'est essentiellement développé autour de l'église et des extensions se sont développées de part et d'autre de la RD 272. Le centre a une densité de 15 logements par hectare. Cette densité est élevée grâce la hauteur et à l'alignement des habitations sur la voie et à la continuité du bâti.

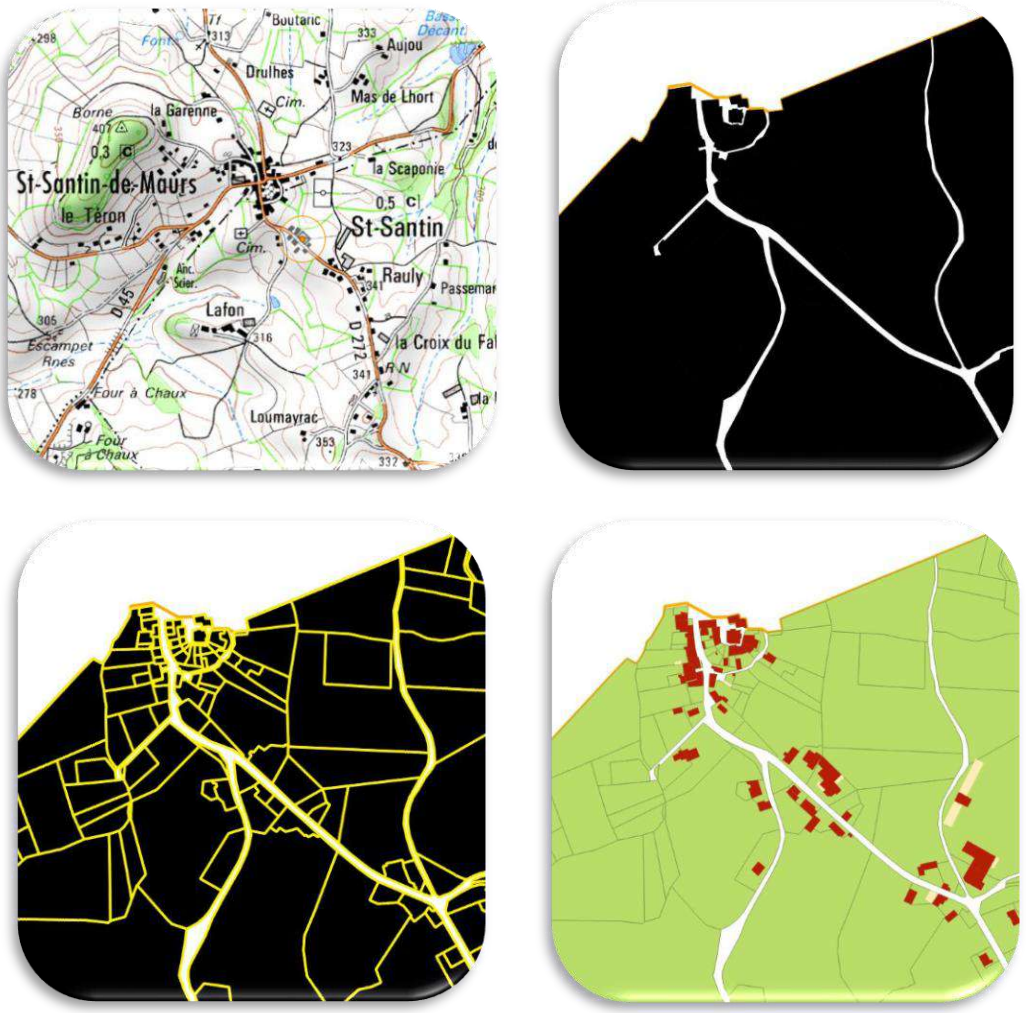
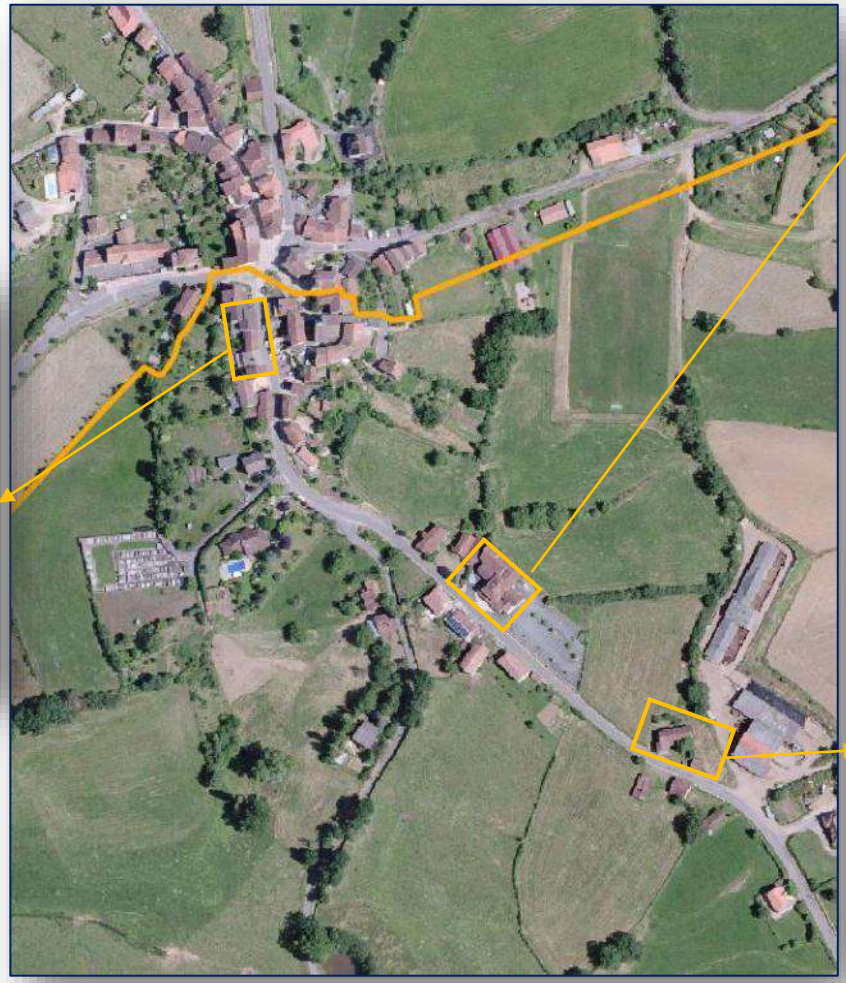


Figure 43 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Saint-Santin, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages

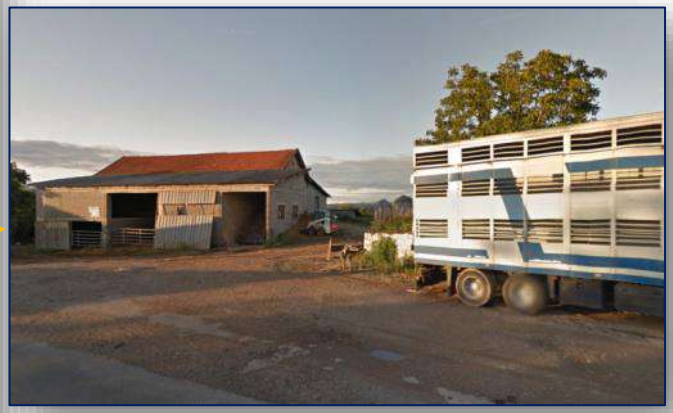


Habitat de village





Mairie



Activité agricole

Illustration des différentes formes morphologiques du centre bourg de Saint-Santin, source : BD ORTHO 2013 et Google Street, Réalisation Paysages

Le centre de Viviez

Le centre-ville historique de Viviez est implanté en bordure du Riou Viou, l'aménagement de la gare et des installations industrielles ont accompagné son développement jusqu'à la voie ferrée vers l'Ouest.

Le cœur de ville est marqué par deux axes routiers : l'avenue Paul Ramadier qui longe le noyau urbain et dessert la gare, et l'avenue Jean-Jaurès qui constitue l'articulation entre le noyau ancien et l'urbanisation plus récente. La requalification des espaces publics a atténué leur perception routière.

Le parcellaire de l'urbanisation la plus ancienne à l'Ouest est plutôt dense est constitué de parcelles de faible taille imbriquées par ilot, les extensions du XIXe s'agrandissent et sont plus structurées par rapport à la voie, en lanière.

L'ilot le plus dense (Jaurès/République) dépasse 50 lgt/ha par la combinaison de la continuité bâtie, d'une forte emprise foncière et de la hauteur des bâtis, ailleurs l'emprise du bâti est plus faible, la densité dépasse néanmoins 30 lgt /ha.

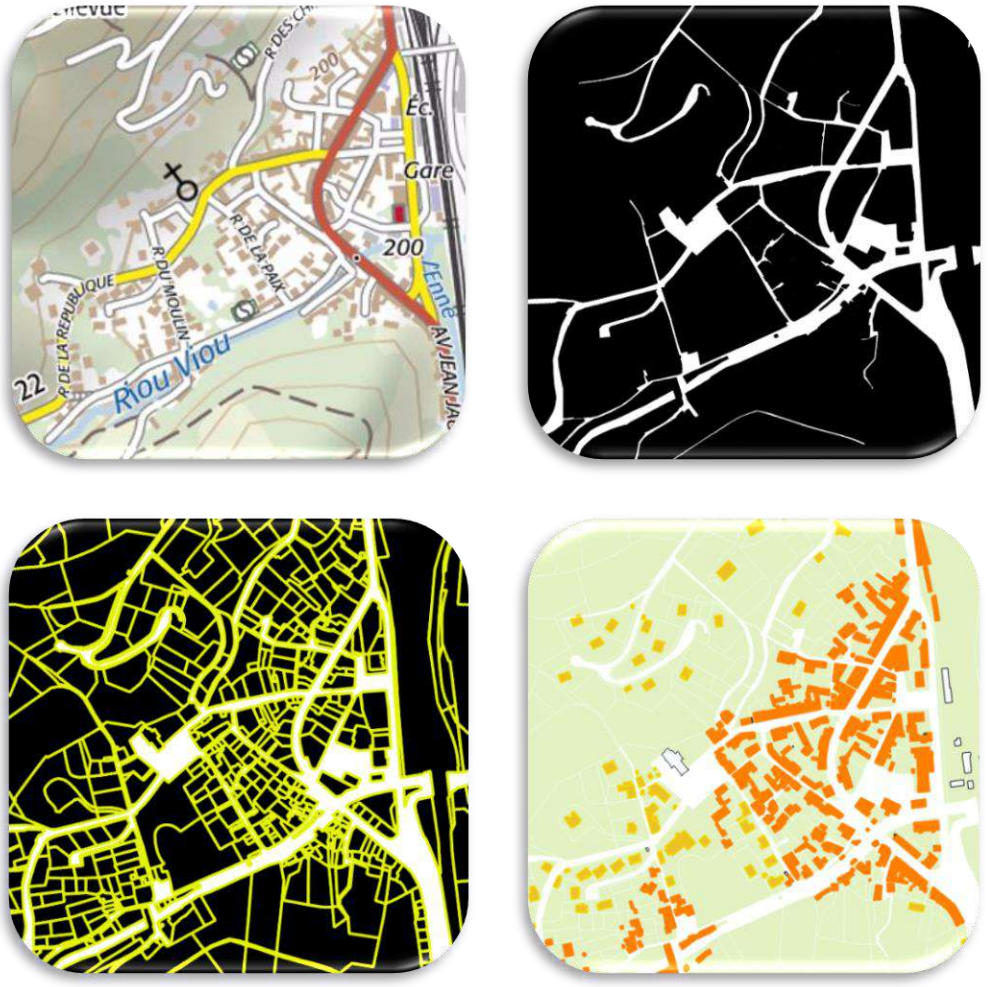


Figure 44 : analyse de morphologie urbaine du centre bourg de Viviez, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Mairie



Avenue de la République



Eglise



Rue des lavoirs

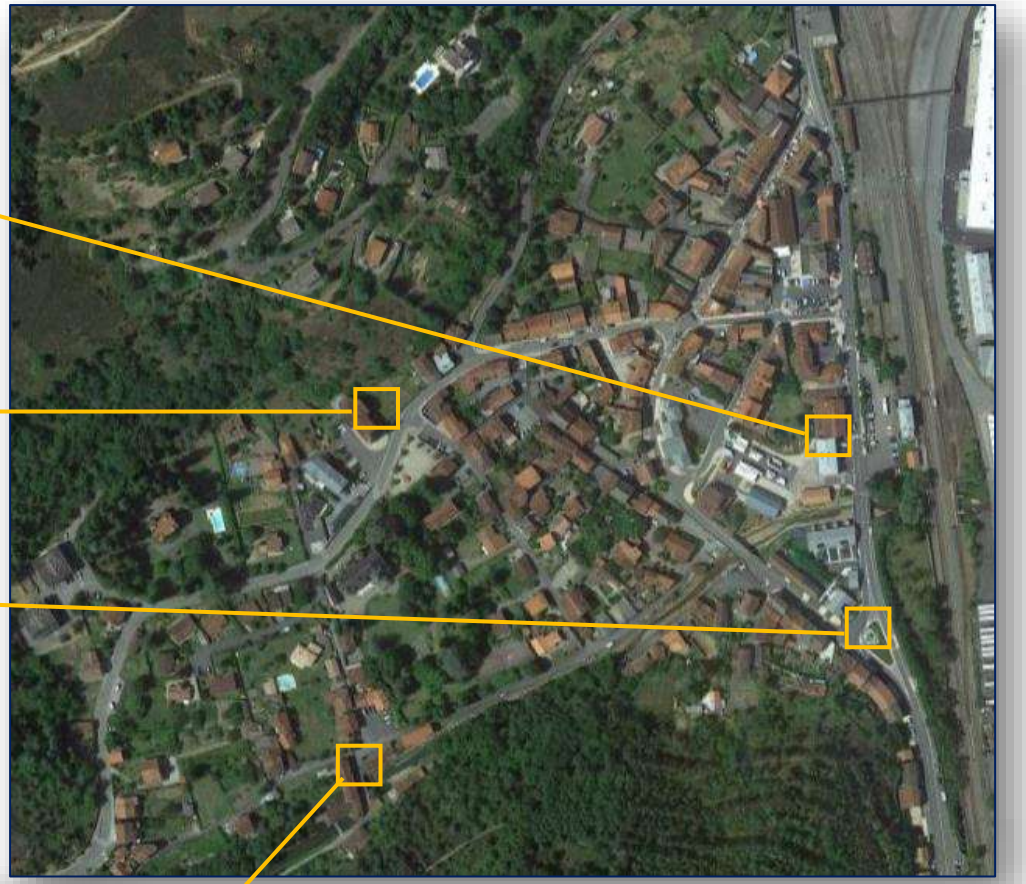


Illustration des différentes morphologies urbaines de centre de Viviez, source : BD ORTHO 2013, Paysages et Google Street, réalisation Paysages

2. Hameaux et villages (exemples)

Le village traditionnel de la Bessenoits

La Bessenoits est un village traditionnel à vocation agricole implanté au Nord de la commune de Firmi.

Le village est organisé autour d'une place principale bordée d'habitat et de l'église, un réseau de ruelles dessert le noyau dense du village.

La trame parcellaire du noyau urbain est de faible taille et distribuée le long des voies, avec l'éloignement du cœur de village, la trame est davantage héritée du découpage de terres agricoles, elle s'élargit rapidement.

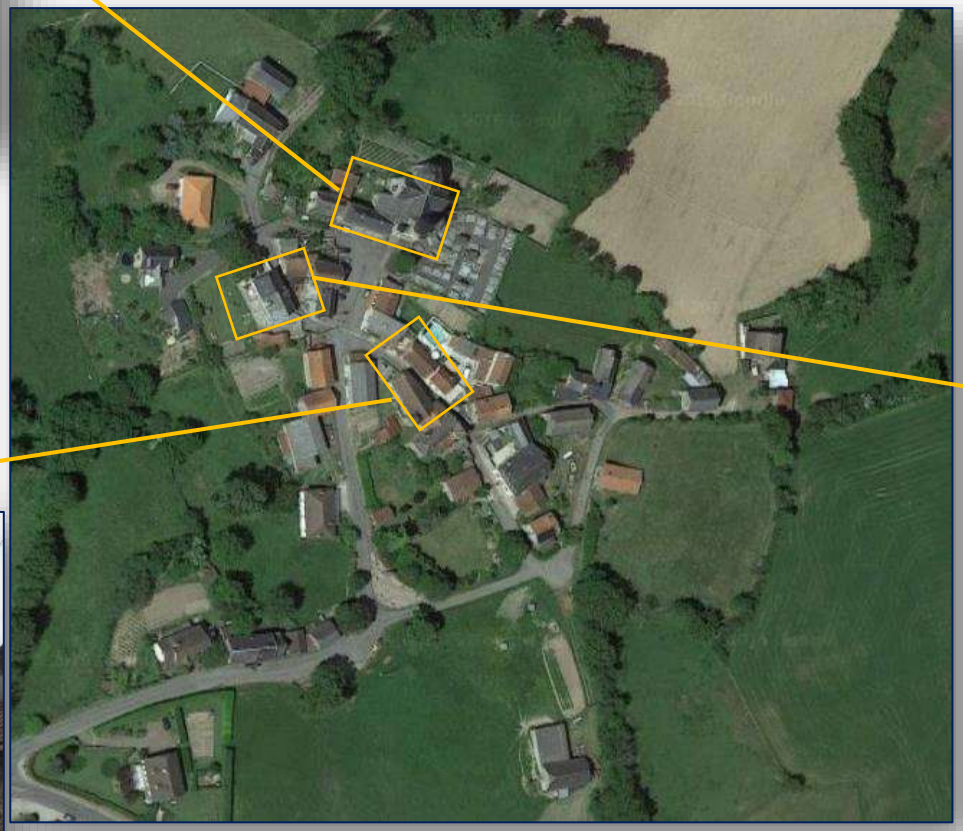
La densité du noyau originel atteint près de 20 lgt/ha, l'élargissement du foncier et l'intermittence du bâti accompagnent la chute de la densité autour de 5 lgt/ha.



Figure 45 : analyse de morphologie urbaine du village de la Bessenoit, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages



Eglise du village





Habitat rénové



Illustration des différentes formes morphologiques du hameau de la Bessenoits
source : BD ORTHO 2013 et Paysages, réalisation Paysages

Le hameau de plateau de Laval

Le Hameau de Laval se situe sur la commune d'Almont-les-Junies sur un plateau agricole.

L'espace public est caractérisé par le réseau routier desservant les différents bâtis.

La taille des parcelles du centre du hameau varie entre 150m² et 600m². La vocation agricole du hameau fait rapidement croitre le parcellaire.

Le bâti s'est implanté autour d'une ancienne ferme déjà présente au XIXe. Des unités d'habitat sont venues conforter le noyau originel, probablement pour loger la main d'œuvre agricole sur place. La densité est de 6 logements à l'hectare.

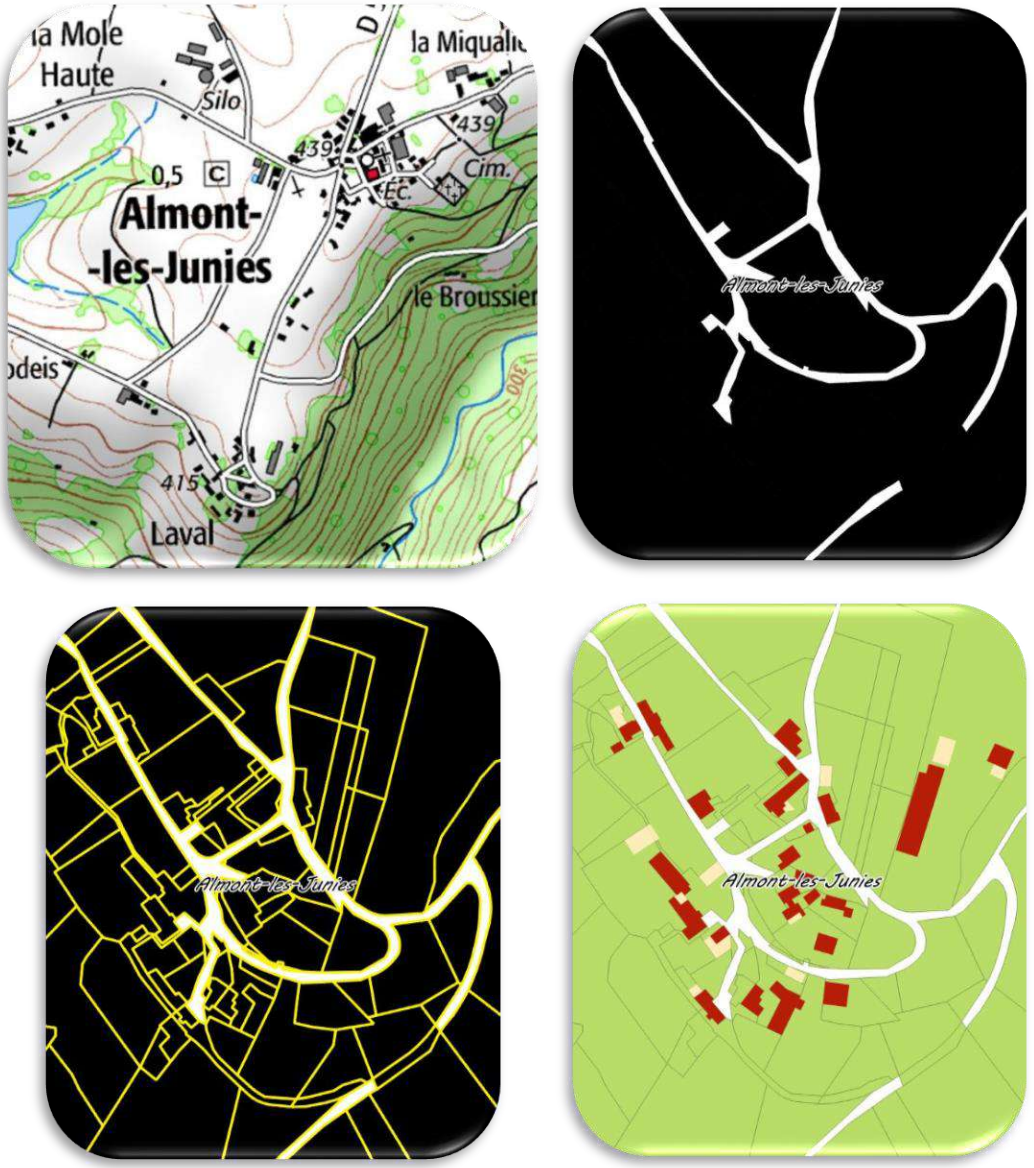


Figure 46 : analyse de morphologie urbaine du hameau de Laval, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages


Habitat récent
Bâtiment agricole
Habitat ancien
Almont-les-Junies

Le village sur coteaux de Saint-Martin de Bouillac

Le hameau de Saint Martin se situe dans la commune de Bouillac sur la rive gauche du Lot à l'Ouest de l'intercommunalité.

L'espace public est constitué de rues et de venelles qui desservent le bâti existant. On peut toutefois noter la présence d'une petite place Les parcelles sont de faible taille dans le centre du hameau puis s'agrandissent en s'éloignant du noyau historique. La taille varie entre 200 et 1000m²

La présence d'une ferme sur le cadastre napoléonien témoigne de l'urbanisation ancienne du hameau. Le bâti est venu s'implanter à l'alignement de la voie mais il est conditionné par la ligne de chemin de fer qui traverse le hameau. La densité est de 7 logements par hectare.



Figure 47 : analyse de morphologie urbaine du village de Saint-Martin de Bouillac, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages







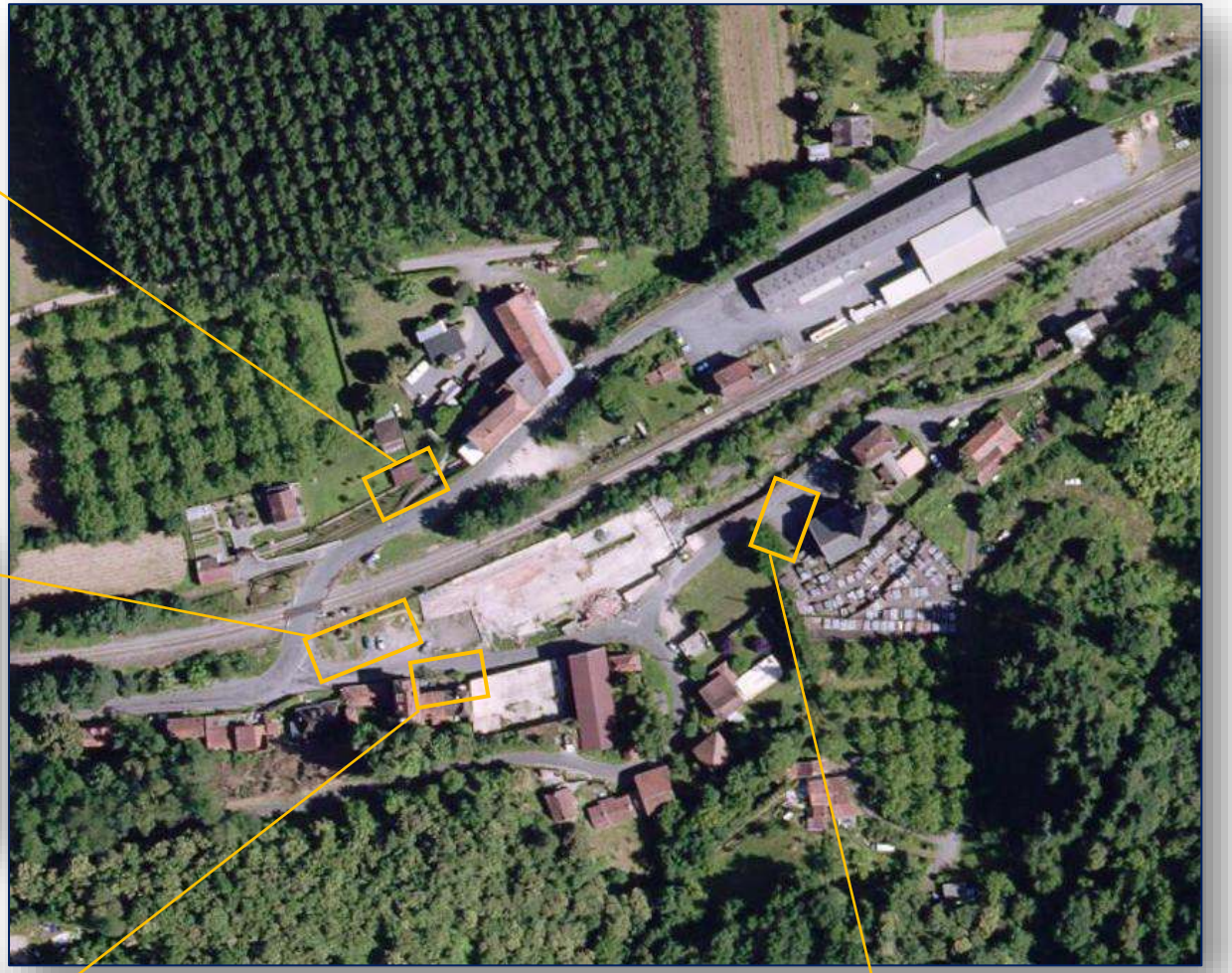


Illustration des différentes morphologies urbaines d'un hameau sur coteaux, source : BD ORTHO 2013 et Google Street, réalisation Paysages



Eglise

Le hameau en belvédère sur le lot de la Borie

Le hameau de la Borie se situe au Nord de la commune d'Almont-les-Junies. Le hameau est en belvédère sur le Lot.

L'espace public est constitué par une voie en impasse desservant le hameau.

Comme pour les autres hameaux étudiés, les parcelles sont optimisées pour le bâti et croissent pour l'activité agricole. La taille varie entre 300 m² et 1300 m².

Le bâti s'est installé autour d'une ferme présente au XIXe. La densité est de 3.5 logements par hectare : cette faible densité s'explique par le fait que l'activité agricole présente sur le hameau est fortement consommatrice d'espace.

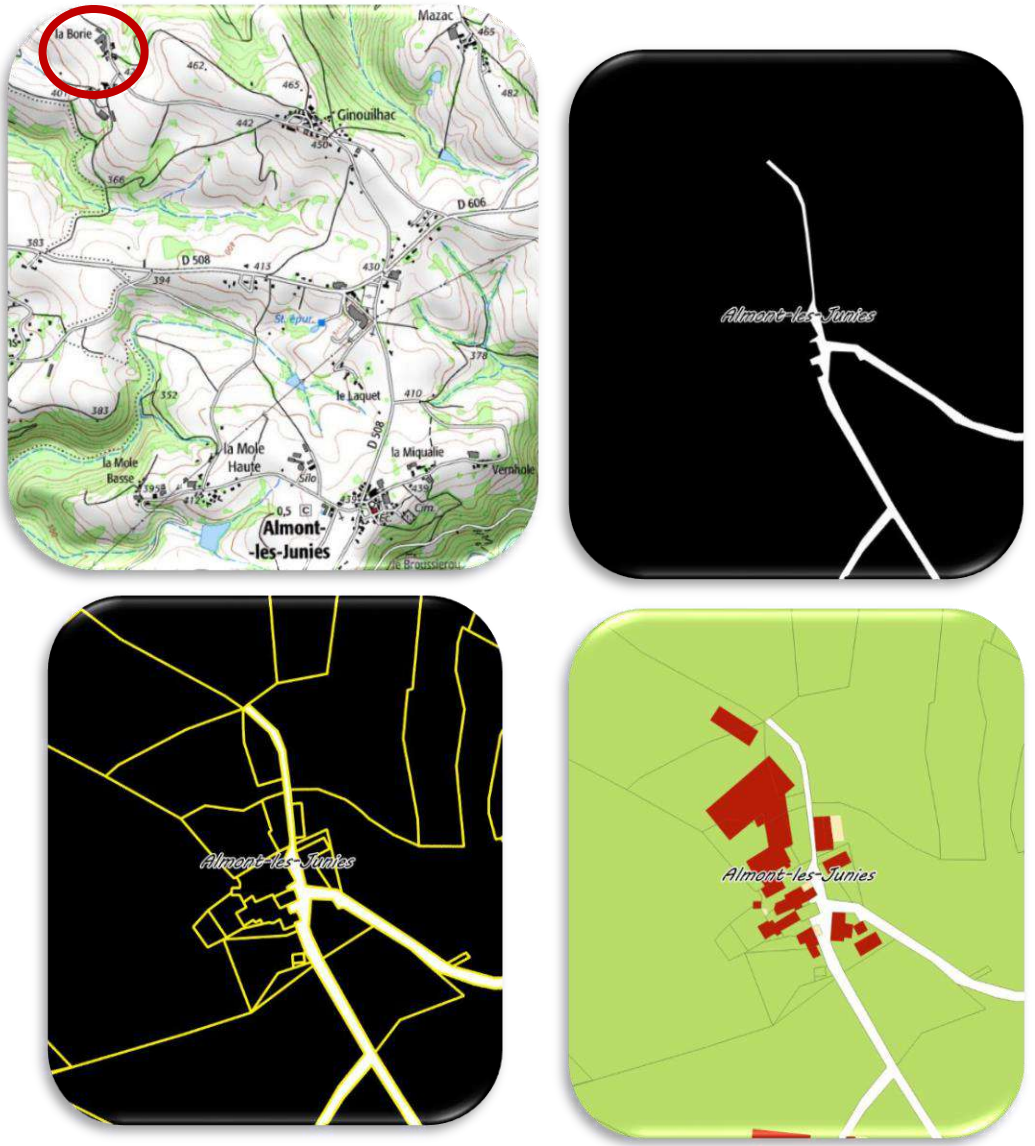


Figure 48 : analyse de morphologie urbaine du hameau de la Borie, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages

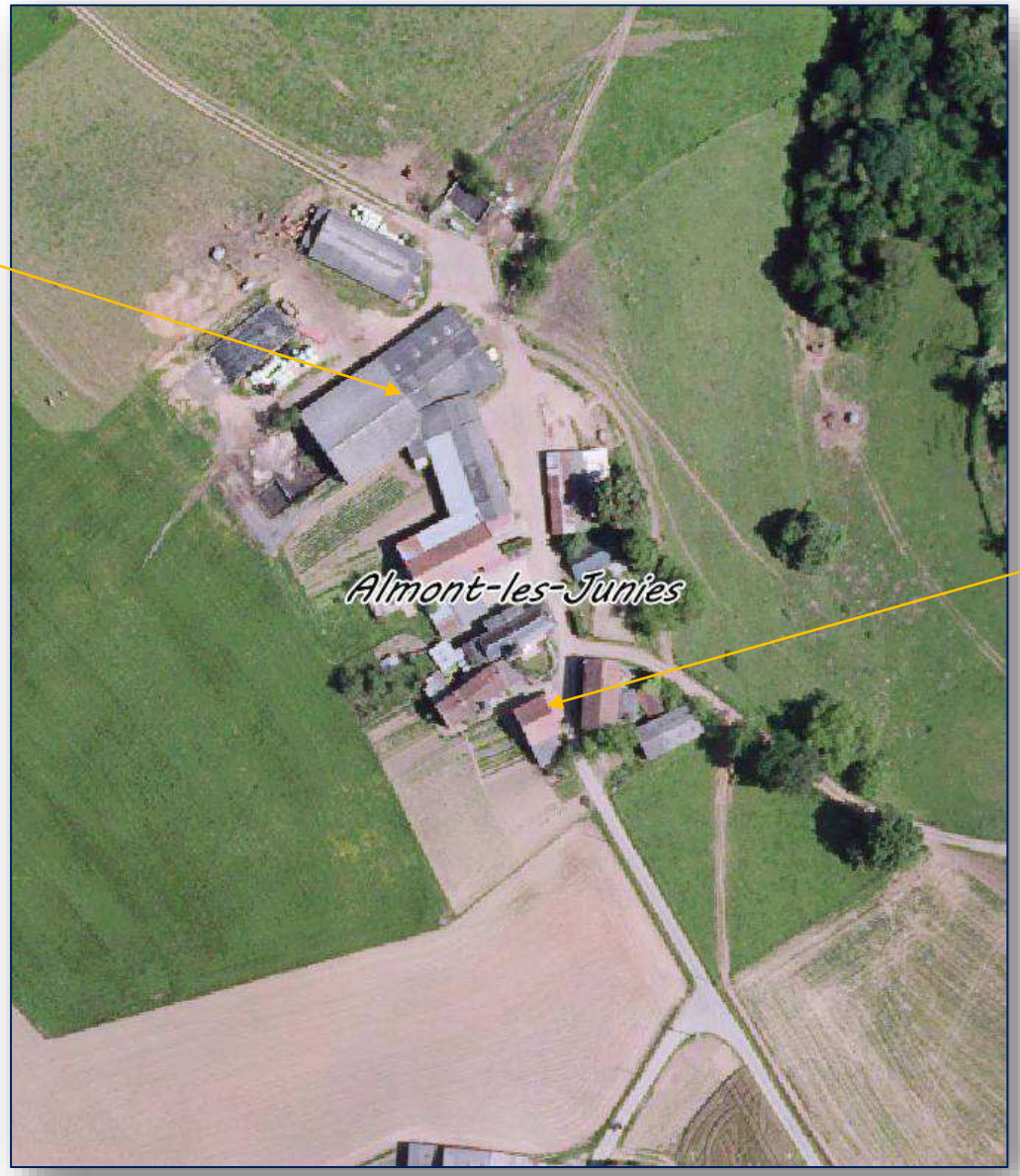


Figure 49 : illustration des différentes morphologies urbaines présentes sur le hameau de la Borie à Almont-les-Junies, source : BD ORTHO 2013, photographies Paysages, réalisation : Paysages

3. L'habitat ouvrier (exemples)

L'Allée des Prades

L'allée des Prades se situe au Nord de la commune de Viviez, elle traverse l'avenue Adam Grange. Il s'agit d'un ensemble d'habitat ouvrier du début du XXe issu de l'industrialisation du bassin, aménagé de part et d'autre de l'ancienne route nationale. L'allée des Prade ne regroupe qu'une partie des maisons ouvrières de Viviez qui sont au nombre de 110 et se retrouvent sur l'allée des Marronniers, du Bourdiquet et des Acacias.

Le tissu urbain est structuré autour d'une voirie centrale qui assure la desserte de l'ensemble des logements. Cette voie joue un rôle de circulation et de stationnement, le faible trafic qu'elle accueille lui confère un rôle d'espace partagé, renforcé par la végétalisation de l'interface bâti/espace public.

Les parcelles sont organisées en lanière de part et d'autre de la voie, leur largeur est standardisée et inférieure à 6m, la profondeur est adaptée au foncier initial, la taille moyenne du foncier varie de 150 m² à 200 m².

Le bâti en individuel continu est implanté avec un recul de 5 m par rapport à la voie, constituant un front bâti et l'effet de rue : la densité atteint 30 lgt/ha. Une opération de rénovation des façades a récemment participé de la requalification de ce tissu en renouvellement.



Figure 50 : analyse de morphologie urbaine de l'allée des Prades, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages











Figure 51 : Illustration des différentes formes morphologiques de l'allée des Prades, source : BD ORTHO 2013, réalisation Paysages

La cité du Jurgail

La Cité de Jurgail se situe au Sud de Cransac, à la limite avec la commune de Rulhe. Il s'agit d'un lotissement aménagé pour la main d'œuvre ouvrière datant probablement de l'après-guerre dont le site a été choisi pour la proximité des infrastructures minières.

La taille des parcelles varie entre 300 et 800 m². Elles sont découpées de part et d'autre de la voie et prennent des formes adaptées au bâti qu'elles accueillent : maisons jumelées ou maisons de ville.

Le bâti est implanté soit à l'alignement, soit avec un recul inférieur à 10 m. La densité est plutôt élevée pour ce type d'ensemble, elle atteint 15 lgt/ha, notamment par une optimisation foncière liée à l'implantation du bâti systématiquement.



Figure 52 : analyse de morphologie urbaine de la cité de Jurgail, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages

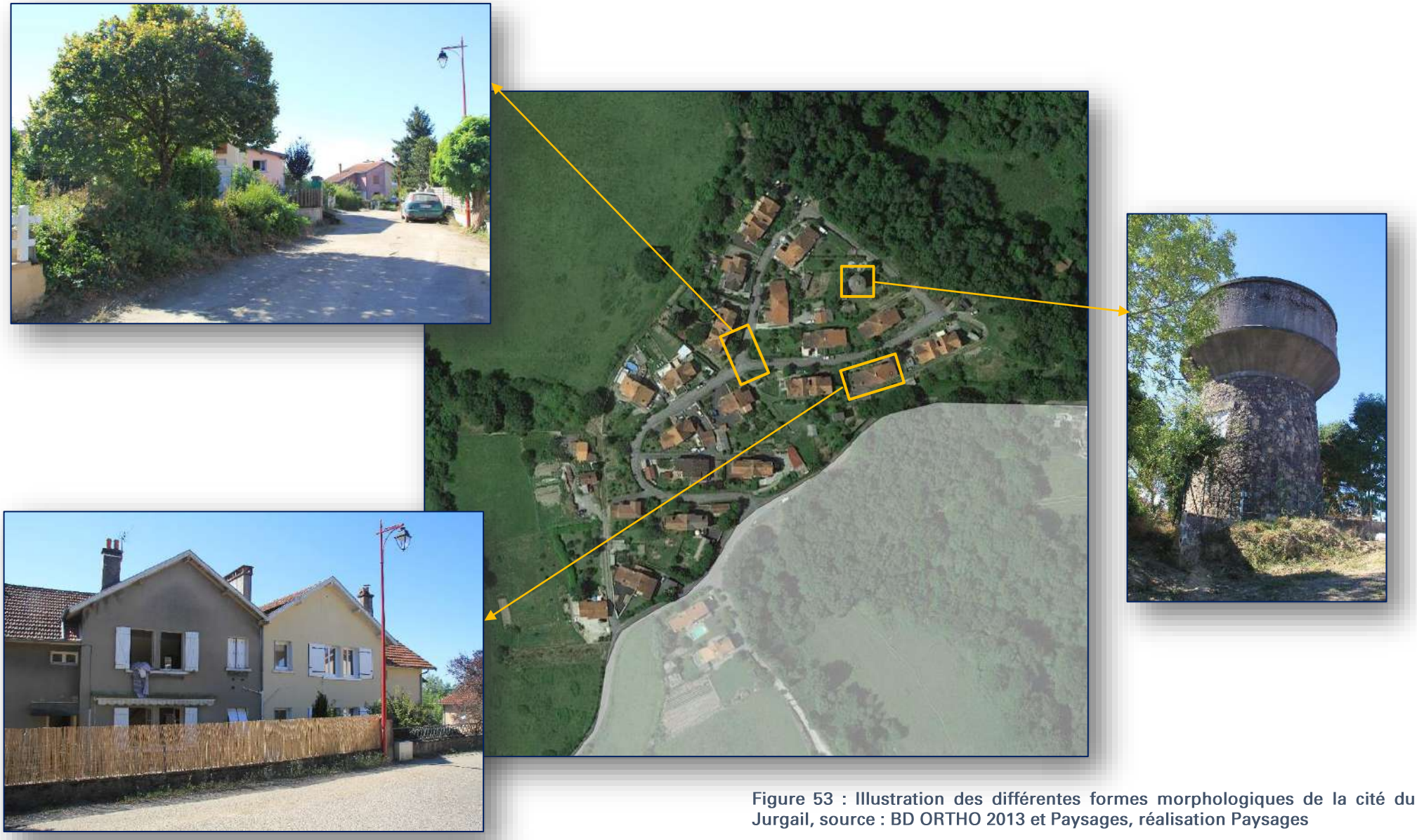


Figure 53 : Illustration des différentes formes morphologiques de la cité du Jurgail, source : BD ORTHO 2013 et Paysages, réalisation Paysages

4. Les lotissements (exemple)

Les Bonnières

Le lotissement rue François Fabié nommé les Bonnières se situe sur les coteaux Nord de la commune de Decazeville en limite avec Flagnac. Il fut aménagé dans les années 1980.

L'espace public est caractérisé par le réseau routier qui dessert l'opération. En interne, les voiries en impasse desservent les espaces bâtis à distance de la voie de bouclage principale.

Les parcelles ont été optimisées aux dépends du réseau viaire, leur forme répond à cette optimisation. La consommation foncière moyenne est de 450 m².

Le bâti individuel est implanté en retrait de 3 à 4 m de la voie, il est souvent de plain-pied et s'accompagne d'un jardin d'agrément en partie arrière. La densité du site est liée à la taille modérée des parcelles, elle atteint 15 lgt/ha.

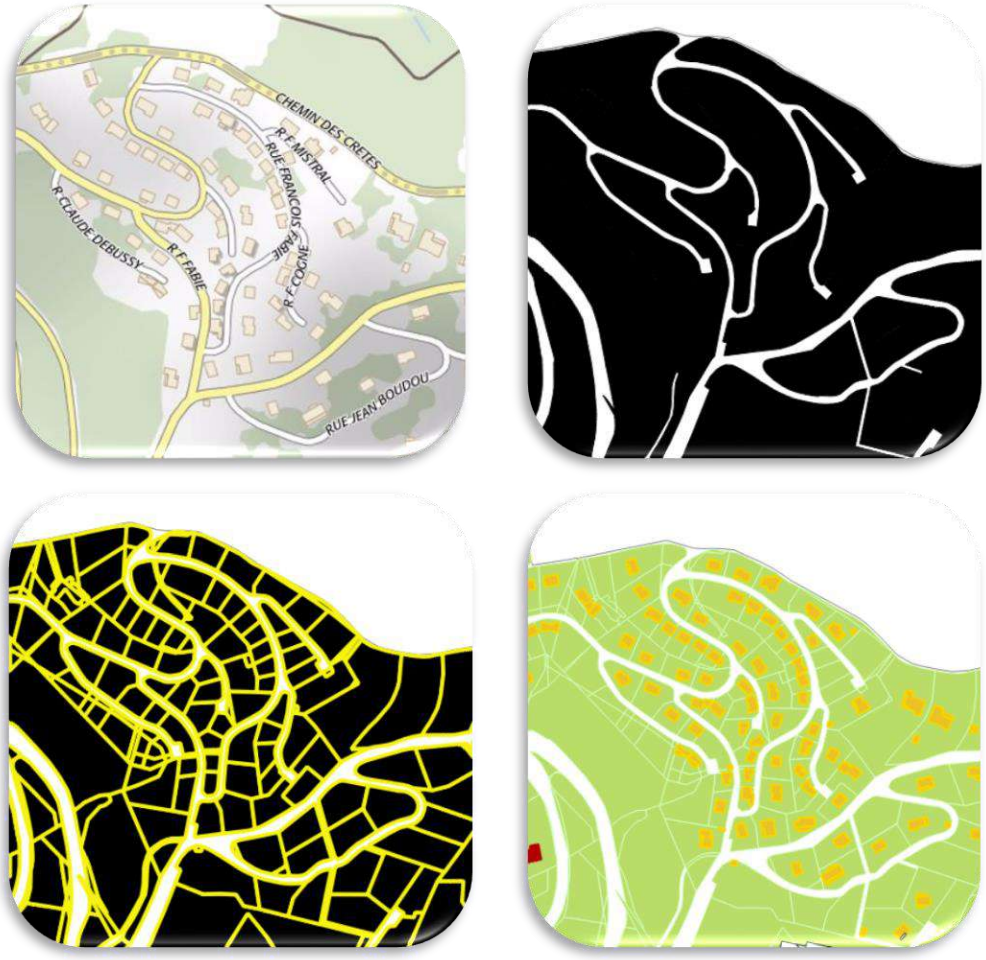


Figure 54 : analyse de morphologie urbaine du lotissement des Bonnières, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages







Figure 55 : Illustration des différentes formes morphologiques de la rue François Fabié source : BD ORTHO 2013, réalisation Paysages

5. Les grands ensembles (exemple)

La cité du Baldy

Au nord du centre-ville de Decazeville à proximité du centre hospitalier se trouve la cité du Baldy, il s'agit d'un grand ensemble groupant des immeubles de logements sociaux datant des années 1960/1970.

L'espace public est caractérisé par le réseau routier interne qui dessert les bâtiments de la cité. Il est complété par des espaces collectifs paysagés de taille importante qui couvrent l'ensemble des espaces non bâtis et non circulés.

Les parcelles sont de taille importante car le découpage parcellaire est spécifiquement lié à l'aménagement du grand ensemble.

Les immeubles de collectifs sont aménagés sur 5 niveaux, pour autant, associés à des superficies importantes dédiées aux espaces verts, ils génèrent une densité moyenne de 20 lgt/ha. Cette forme urbaine n'est plus attractive, une démarche de rénovation urbaine est en cours.

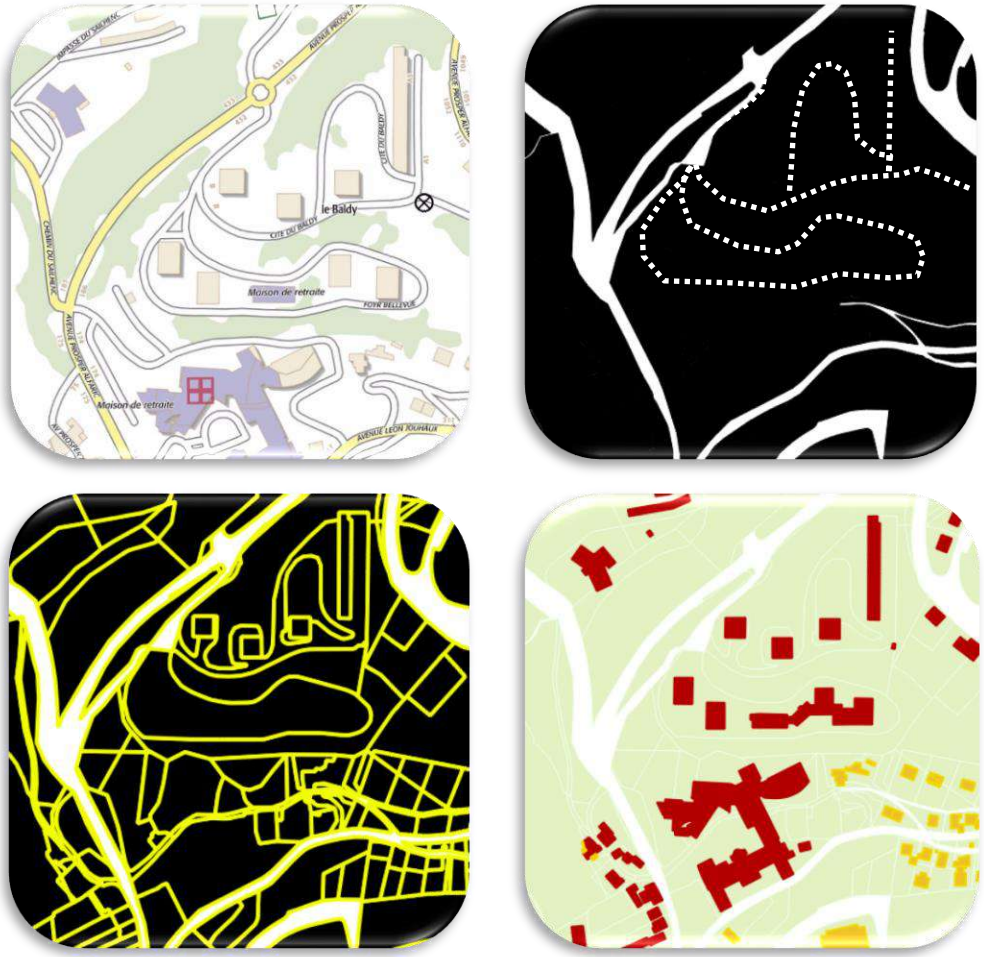


Figure 56 : analyse de morphologie urbaine de la cité du Baldy, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages





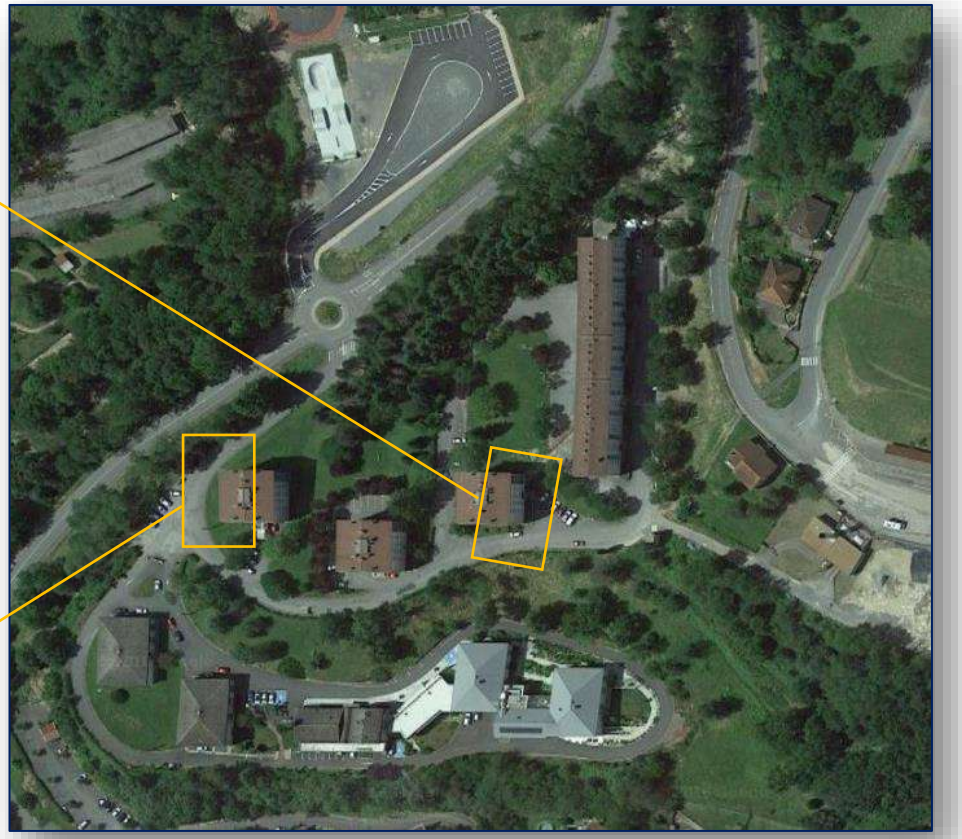


Figure 57 : Illustration des différentes formes morphologiques de la cité du Baldy source : BD ORTHO 2013, réalisation Paysages

6. L'urbanisation linéaire (exemple)

L'avenue du Lycée

Une urbanisation linéaire s'est implantée de part et d'autre de l'avenue du Lycée, RD 5, en entrée de ville d'Aubin.

La voirie départementale demeure le seul espace public. Sa seule fonction est routière, elle est accompagnée de trottoirs de taille réduite : l'aménagement des abords et le trafic permettent difficilement les mobilités actives.

Les contraintes de la topographie du site encaissé entre deux versants et la présence d'un ruisseau ont accompagné le découpage d'un parcellaire peu profond et en largeur sur la voie. Au regard de ces contraintes, la taille des parcelles est variable de 500 à plus de 2 000 m².

Le bâti est implanté en retrait de toute limite. Les accès sont individualisés et ainsi multipliés sur la voie départementale. Cette organisation induit une faible densité d'environ 8 logements à l'hectare.

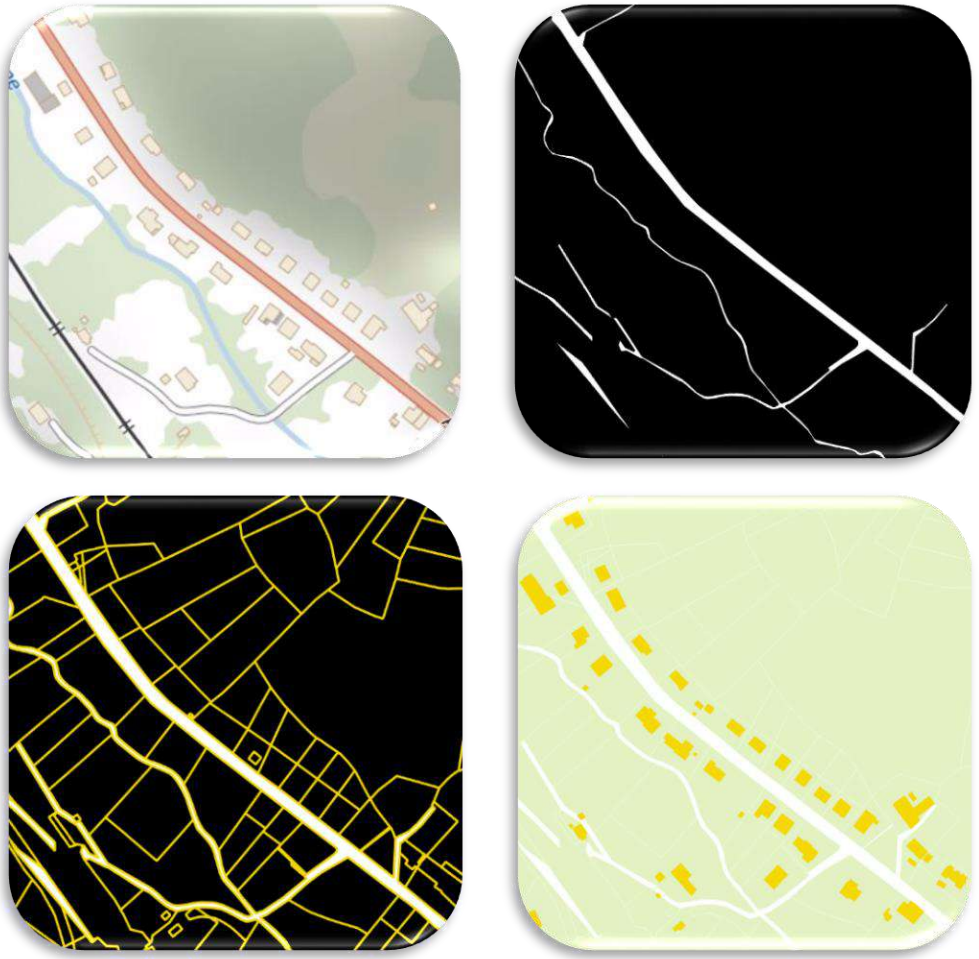


Figure 58 : analyse de morphologie urbaine de la RD 5, source cadastre et Géoportail, réalisation Paysages







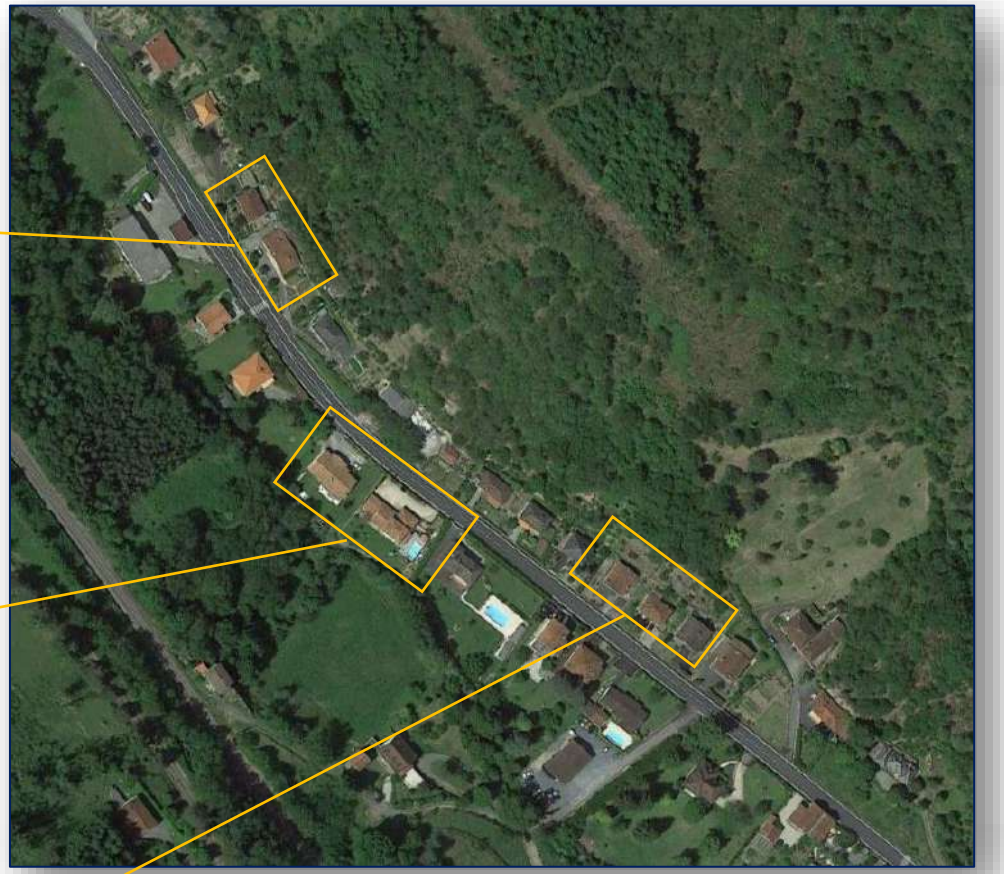


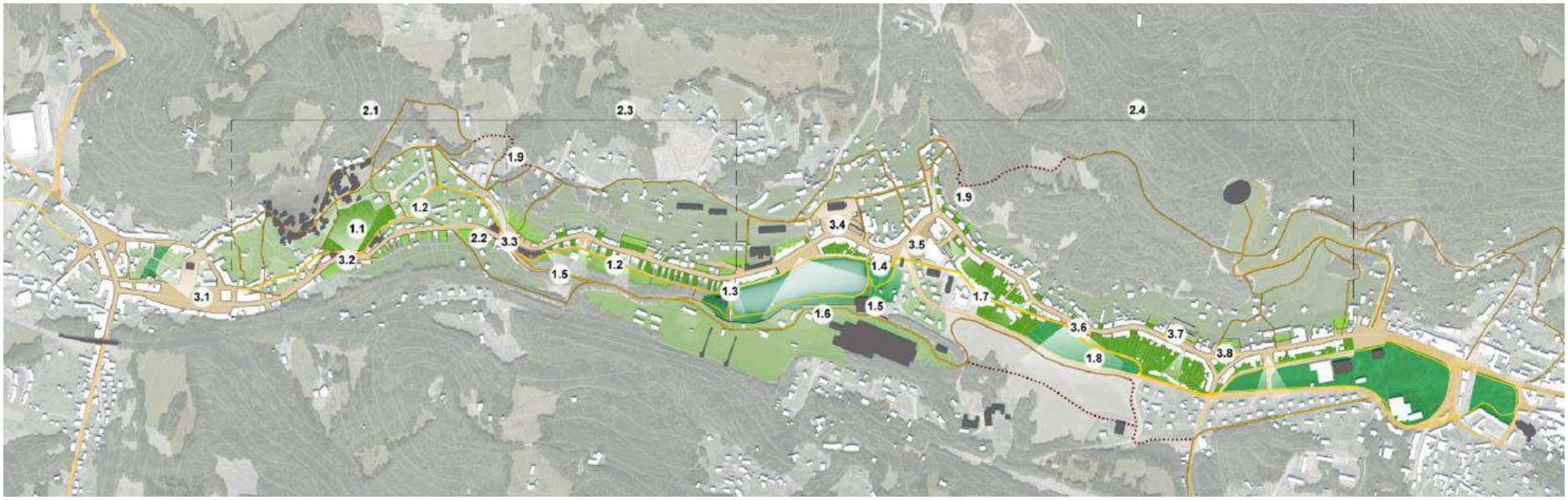
Figure 59 : Illustration des différentes formes morphologiques du l'avenue du lycée source : BD ORTHO 2013, Google street, réalisation Paysages

7. Projet urbain

La liaison Aubin -Cransac

L'urbanisation des villes de Cransac et Aubin se caractérise par un bâti continu le long de la RD 11 traversant la vallée de l'Enne. La liaison Aubin-Cransac est caractérisée par un habitat hérité de l'époque industrielle et minière, populaire, souvent en mauvais état et vacant.

Véritable porte d'entrée sur le territoire, ce secteur donnait une image dévalorisée de la vallée. Cette liaison a fait l'objet d'une étude de la part du cabinet Urbane afin de définir une politique d'action sur la zone.



1 - **Le parc de la vallée**
1.1 Préservation des jardins du Pied du Fort
1.2 Requalification du cheminement sur le ruisseau busé
1.3 élargir et aménager l'accès vers le Lavoir
1.4 créer un accès direct depuis le jardin public du Gua vers le plan d'eau
1.5 valoriser/préserver les accès au plateau
1.6 aménager un cheminement le long du mur de soutènement et assurer son bouclage
1.7 Réaménagement du cheminement du GUA
1.8 Aménagement du Parc de la Cayronie et mise en valeur des jardins en lanières
1.9 Valoriser les promenades et les lieux de repos en belvédère et assurer leur continuité

2 - **Les séquences à restructurer le long de la liaison urbaine Aubin Cransac**
2.1 reprise des trottoirs et des accès depuis la rue / mis en valeur des murs de soutènement et des jardins sur rue
2.2 démolition du hangar / construction de 3 maisons de ville avec jardins (parcelles 185 182 inclus dans PLH)
2.3 Dédensification et création de jardins le long de la rue Jean Moulin et Jules Guesde (du pont de Labro au plan d'eau)
2.4 Aménagement et ouvertures le long de la rue Edouart Vaillant et Anatole France (de la place du Gua au centre de Cransac)

3 - **Les lieux particuliers: aménagement des espaces et restructuration du bâti**
3.1 Réaménagement des espaces publics du centre d'Aubin
3.2 Aménagement d'une terrasse et d'un accès aux jardins du Pied du Fort
3.3 Réaménagement du carrefour du Pont de Labro
3.4 Aménagement autour de l'église Notre-Dame du Gua
3.5 Réaménagement de la place commerciale du GUA
3.6 Aménagement d'un belvédère sur le parc de la Cayronie
3.7 Restructuration de l'ancien garage
3.8 Traitement du croisement entre rue de la Treille haute et rue Anatole France

Figure 60: programme d'actions et de phasage, source URBANE

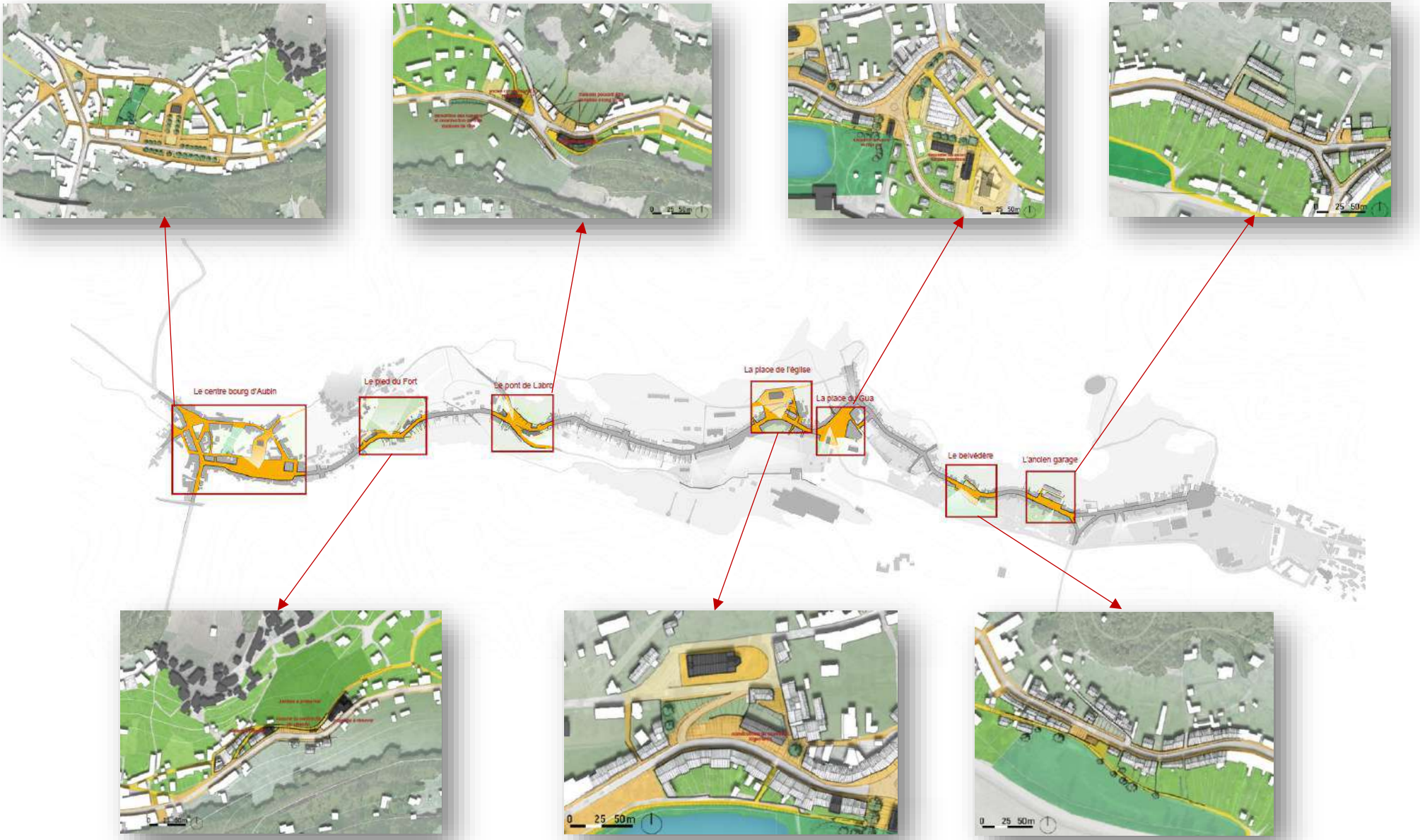


Figure 61 : propositions aménagements, source : Urbane

IV. Bilan des documents d'urbanisme en vigueur

1. Les documents d'urbanisme

Chaque commune s'inscrit dans un processus de planification qui lui est propre :

- ✓ Aucun document d'urbanisme :
  - Seule la commune de Bouillac ne dispose d'aucun document d'urbanisme, l'urbanisation est donc régie par le Règlement National d'Urbanisme.
- ✓ Plan d'Occupation des Sols (POS) :
  - Livinhac-le Haut a approuvé son POS le 29 septembre 2009,
  - Cransac a adopté son document le 29 novembre 2008,
  - Les deux communes étant engagées dans une démarche d'élaboration de PLUi et ayant débattu du PADD avant le 31 décembre 2016, la caducité de leur POS est reportée au 31 décembre 2019.
- ✓ Plan Locaux d'Urbanisme :
  - Almont-les-Junies a approuvé son document le 19 avril 2007,
  - La commune d'Aubin possède un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16 décembre 2011,
  - Le 7 décembre 2009, le PLU de Boisse-Penchot entrait en vigueur,
  - Saint-Parthem dispose d'un PLU en vigueur depuis le 24 octobre 2012,
  - La commune de Saint-Santin a approuvé son PLU le 29 Octobre 2004,
  - Les communes de Decazeville, Firmi et Viviez ont approuvé leur PLU réciproquement le 8 juillet 2015, le 9 mai 2012 et le 29 janvier 2007,
  - La première révision du PLU de Flagnac a été approuvé le 22 aout 2011.

Les différents documents d'urbanisme qui ont accompagné le développement à l'échelle communale arrivent à leurs limites et doivent évoluer en intégrant de nouveaux enjeux de développement. En effet, les Lois Engagement National pour l'Environnement (ENE), Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) mais aussi la Loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) imposent la prise en compte de nouvelles problématiques pour le PLU.

Ainsi, la communauté de commune s'est saisie de la compétence urbanisme et a décidé d'élaborer un document d'urbanisme à l'échelle intercommunale afin de créer un véritable projet de territoire collectif et cohérent.

.

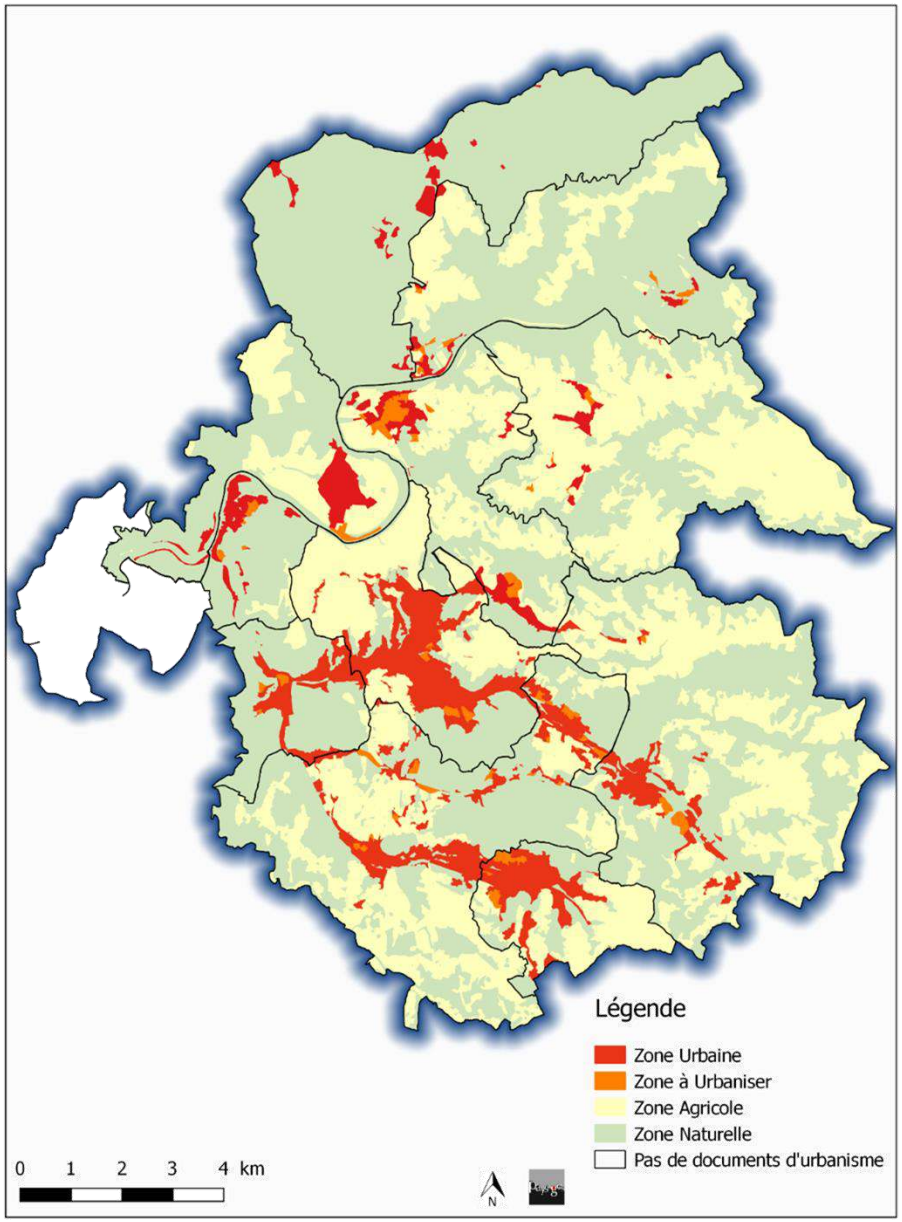


Figure 62 : Carte des différents documents d'urbanisme en vigueur, source CCDC, réalisation Paysages

E. LES DEPLACEMENTS ET MOBILITES

I. L'impératif de mobilité des actifs

Decazeville Communauté dispose d'une offre d'emploi convenable au regard du nombre d'actifs qu'elle compte. Toutefois, cette dernière est quelque peu déséquilibrée et les actifs du Nord de l'intercommunalité disposent d'une offre plus limitée qui les oblige à se déplacer quotidiennement. Ainsi, 64.2 % des actifs de Decazeville Communauté doivent sortir de leur commune de résidence pour exercer leur profession en 2013. Sur les 6 824 actifs du territoire, 2 445 travaillent et résident dans la même commune. Ce chiffre reste largement inférieur au nombre de personnes travaillant dans une autre commune (4 379). Ces derniers se déplacent principalement dans une autre commune de l'intercommunalité.

	2013	%
Ensemble	6824	100,0
Actifs qui travaillent dans la CCDC	5103	74.78
Dont actifs qui travaillent dans la commune de résidence	2445	35.83
Actifs qui travaillent dans le département de résidence	1489	21.82
Actifs qui travaillent dans un autre département	232	3.4

Figure 63 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi et résidant dans la zone, source INSEE, réalisation Paysages

L'analyse des migrations domicile travail à l'échelle communale fait apparaitre que les communes offrant le plus d'emplois comme Decazeville et Viviez sont celles dont les actifs quittent le moins leur commune d'origine pour travailler. Parallèlement, les communes en lien direct avec le pôle figeacois sont celles dont les actifs quittent le plus leur commune d'origine pour travailler. La tendance s'inverse avec l'éloignement des pôles et des axes de communication structurants.

D'une manière générale, on constate que Decazeville Communauté se positionne comme un important pôle d'emploi à l'échelle du SCoT. La communauté de communes est attractive pour les territoires proches, notamment Rignac, Plateau ou encore le plateau de Montbazens. Parallèlement, de nombreux déplacements s'effectuent au sein de la communauté de communes, et vers de grands pôles extérieurs, parmi lesquels Rodez et Figeac.

Concernant les modes de transport pour rejoindre le lieu de travail, sans surprise c'est la voiture qui domine.

La voiture est privilégiée pour 66 % des actifs qui travaillent et résident dans la même commune et pour 94.3 % des actifs qui travaillent hors de leur commune de résidence.

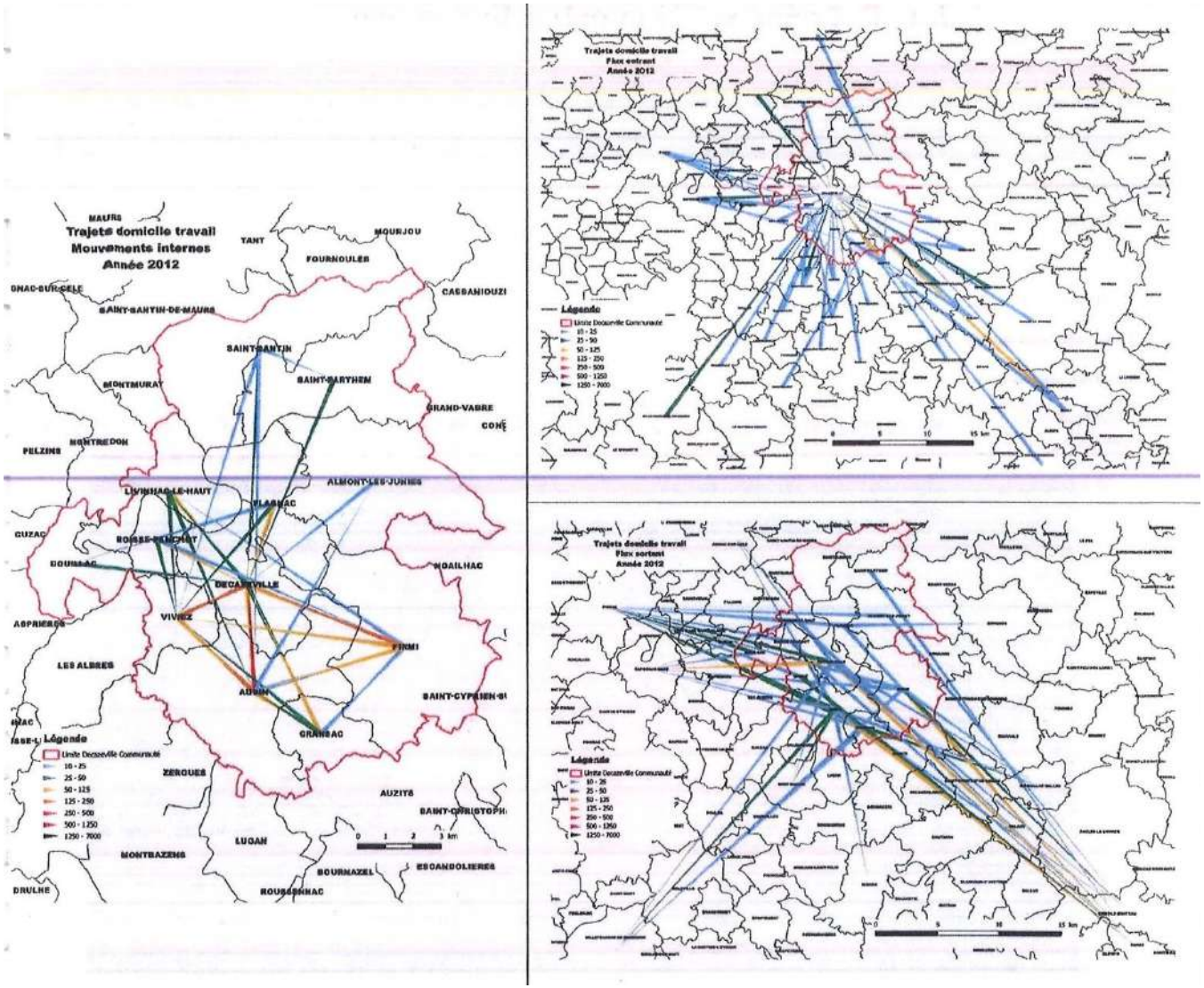


Figure 64 : Les déplacements pendulaires 2012, source Porter-à-Connaissance de l'Etat, DDT12

Au total, les actifs qui prennent la voiture pour se rendre sur leur lieu de travail représentent plus de 8 actifs sur 10 (84.2 %).

Cette utilisation massive de l'automobile se justifie par trois motifs :

✓ Une partie de l'intercommunalité est éloignée des pôles d'emploi ce qui limite l'utilisation des modes de déplacements actifs (marche, vélo),
✓ Une partie du territoire, en particulier les communes de faible taille, dispose d'une offre d'emploi limitée, nombre d'actifs sont obligés de sortir de leur commune pour travailler,
✓ La desserte de transports en commun ne couvre pas les communes rurales.

On peut toutefois noter que la marche à pied est assez présente pour les personnes qui résident et travaillent dans la même commune, cela concerne 21.5 % des actifs.

Enfin 3.9 % des actifs n'ont pas besoin de se déplacer, cela concerne en particulier les agriculteurs et des travailleurs indépendants.

La localisation de l'emploi et la mise en lien des zones d'emploi et des zones résidentielles est essentielle dans la diminution des mobilités et par là même des émissions de gaz à effet de serre.

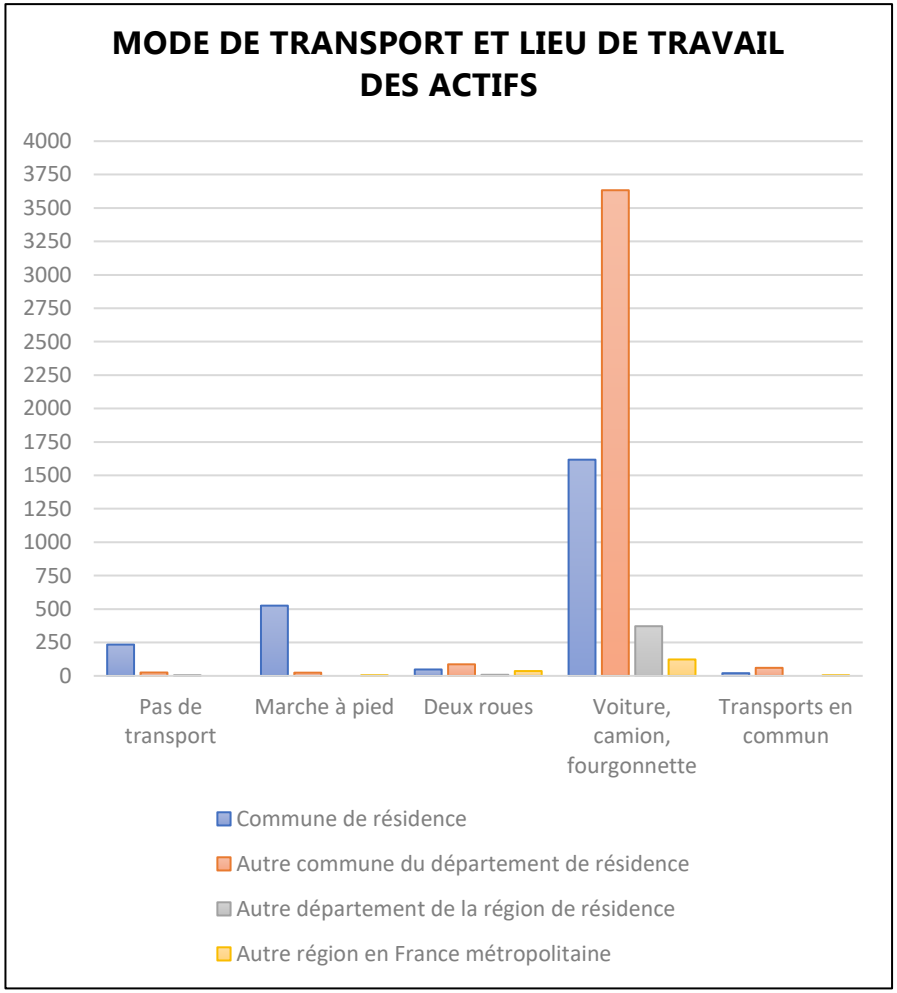


Figure 65 : Lieu de travail et mode de transport des actifs de la CCDC, source INSEE 2014, réalisation Paysages

II. Un réseau routier jouant un rôle structurant

Le réseau routier du territoire se structure principalement autour de deux axes majeurs : un axe Nord / Sud, la RD 963 reliant Decazeville au Cantal, et un axe Est/Ouest, la RD 840 reliant Figeac à Rodez via Decazeville.

Des axes secondaires sont développés autour de ce réseau principal et irriguent le territoire :

- ✓ La RD 502 relie le centre de Firmi à Saint-Cyprien-sur-Dourdou,
- ✓ La RD 53 qui relie le centre de Cransac à la RD 87 plus au Sud,
- ✓ La RD 5 suit un axe Nord Sud pour joindre Viviez à Montbazens,
- ✓ La RD 11 relie Aubin à Saint-Christophe-Vallon en passant par Cransac,
- ✓ La RD 513 suit un axe Ouest/Est et relie Viviez à Firmi,
- ✓ La RD 221 relie les centres de Aubin et Decazeville,
- ✓ La RD 580 passe au centre de l'intercommunalité,
- ✓ La RD 218 relie Agnac à la RD 218 au lieu-dit Pont de Bourran,
- ✓ La RD 42 suit le tracé de la vallée du Lot pour relier Grand Vabre à la RD 963 à Port d'Agrès,
- ✓ La RD 21 passe par la commune de Livinhac-le-Haut et permet de relier le Cantal à la RD 963 et à Decazeville.

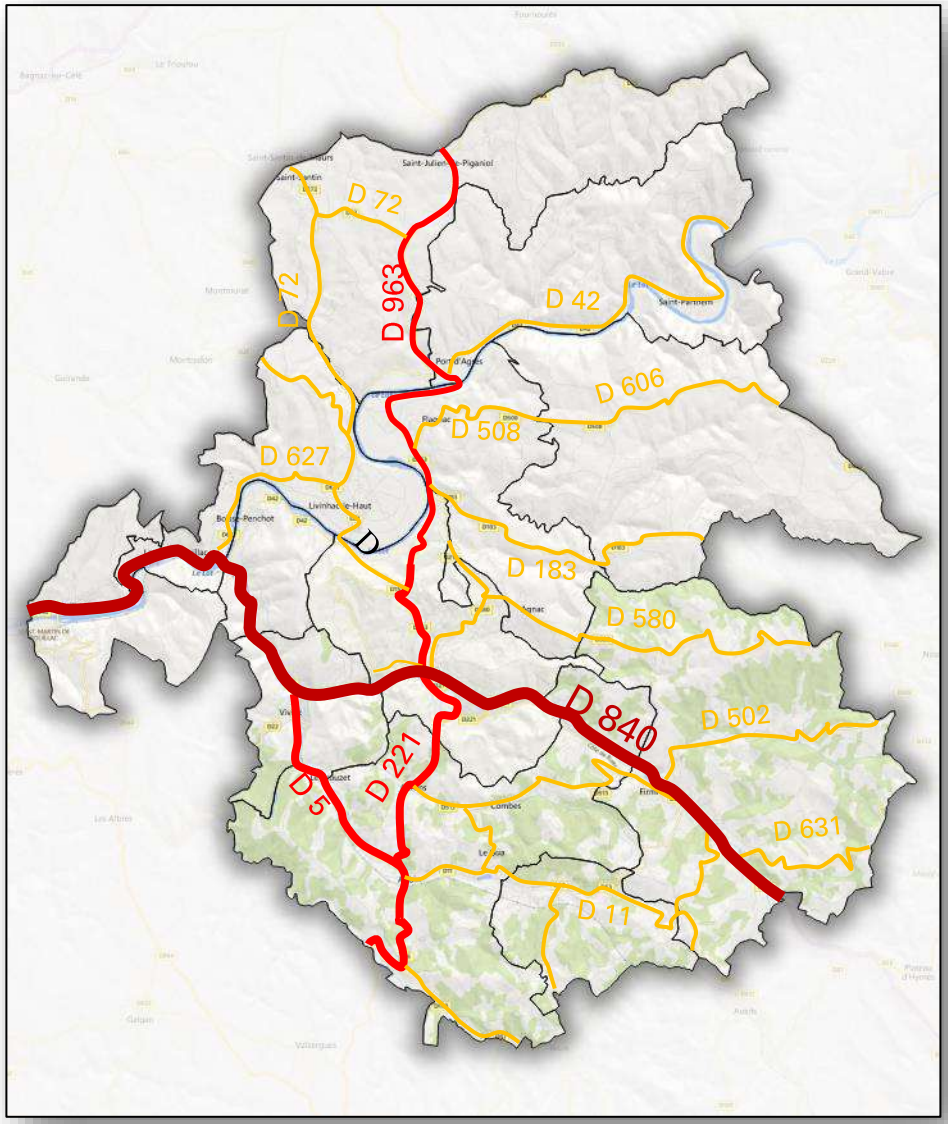


Figure 66 : Réseau routier, réalisation : Paysages

- ✓ RD 606, puis RD 508, est parallèle au tracé de la RD42 et dessert les communes de Flagnac et de Noaillac.

Le réseau secondaire est complété par des voiries communales qui permettent notamment de rejoindre toutes les zones d'habitat depuis le réseau routier principal. Le développement de l'habitat ayant été fortement conditionné par la présence du réseau routier, il revêt une importance majeure pour la desserte locale.

Pour ce qui est de la fréquentation du réseau départemental, les relevés effectués par le Conseil Départemental de l'Aveyron indiquent que le trafic sur la RD840 est important avec 7 926 véhicules par jour, dont une proportion de poids lourds de 11 % (comptage effectué sur la commune d'Aubin en 2014). Un second comptage a été effectué à Bouillac sur la RD 840 et indique un trafic journalier de 5 608 véhicules. Cette fréquentation importante de la RD 840 traversant sept des douze communes de l'intercommunalité traduit la fonction de transit de l'axe aux abords des centre-bourgs.

Les comptages montrent également une forte circulation sur la RD 963 au Nord de Decazeville communauté avec un peu moins de 4 000 véhicules circulant chaque jour sur l'axe et une proportion de poids lourd de 7 %. Au Sud, 3 300 véhicules ont été comptabilisés par jour. Le croisement de ces deux axes structurant au niveau de giratoire de la Vitarelle place Decazeville à un carrefour stratégique à la croisée des voies de transit reliant Rodez à Figeac et Villefranche de Rouergue à Aurillac.

En 2012, la commune de Flagnac était également traversée par 1 018 véhicules circulant sur la RD 508.

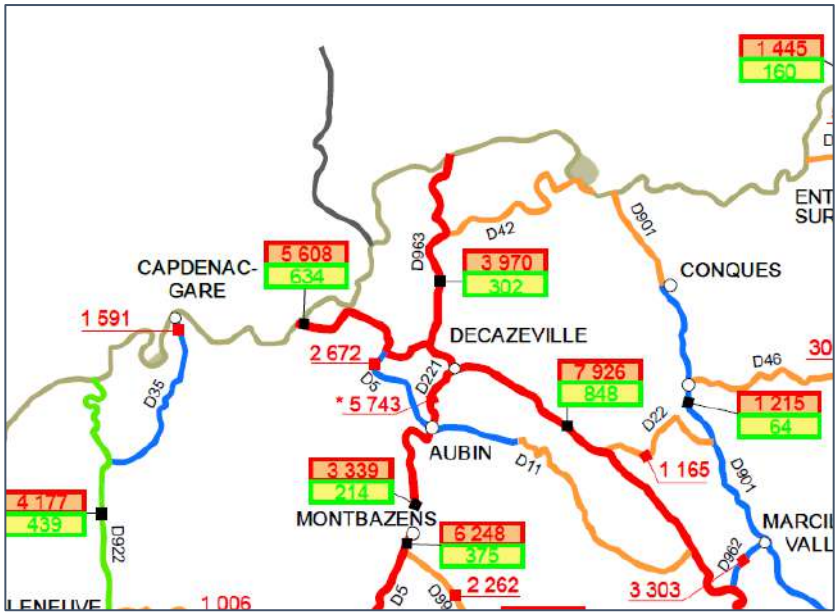


Figure 68: carte des réseaux de transport en commun départemental, source : conseil départemental de l'Aveyron.

Les agglomérations disposant d'une gare TGV les plus proches de la communauté de communes sont relativement éloignées de l'intercommunalité. En effet, les temps de trajets se situent entre 1h40 et plus de trois heures pour la gare TGV la plus éloignée :

- Decazeville – Toulouse : 2h16
- Decazeville – Clermont-Ferrand : 3h05
- Decazeville – Montpellier : 2h35
- Decazeville – Montauban : 1h40

L'impact du trafic sur la qualité de vie des habitants de Decazeville communauté est un enjeu de taille car elle est soumise aux nuisances, en particulier en termes de sécurité et de pollution de l'air et sonore, liées au trafic automobile. La RD 963 et la RD 840 sont les axes principalement visés par ces nuisances et pouvant avoir des incidences au niveau du fonctionnement urbain, notamment du point de vue de la sécurité pour les riverains et autres usagers.

III. Les transports en commun en évolution

1. Le réseau régional

Aujourd'hui, le Nord de l'intercommunalité n'est pas directement desservi par les transports en commun, hormis le ramassage scolaire. Les communes concernées, font partie de l'ancienne communauté de communes de la Vallée du Lot. Toutefois, elles sont proches de la commune de Decazeville et les habitants peuvent utiliser les réseaux de transports de cette commune mis en place par la région (compétence transférée au 1er Janvier 2017).

En effet, deux lignes sont mises en place sur tout le Sud de l'intercommunalité depuis Decazeville et vers les pôles départementaux :

- ✓ La ligne 204 Decazeville-Rodez : deux départs sont proposés avant 8h les jours de la semaine, le trajet du collège de Decazeville à la gare routière de Rodez durent environ une heure, deux horaires de retour sont possibles après 17h. La ligne passe par Firmi au niveau de la place de la République.
- ✓ La ligne 222 Decazeville - Villefranche-de-Rouergue, comme pour la ligne 204 : deux horaires sont proposés avant 8h et deux après 17h. Le trajet dure également une heure. La ligne dessert la commune de Viviez sur trois arrêts et la commune d'Aubin a un arrêt.

Le transport scolaire s'effectue le long de deux axes à destination du collège de Decazeville pour toutes les communes de l'intercommunalité. Le premier relie Bouillac à Firmi et Decazeville, le second relie le collège à Aubin et à la limite du département du Cantal en passant par Flagnac.

Les données liées aux pratiques des actifs locaux en termes de multimodalité ne sont pas disponibles afin de savoir si certains rejoignent Decazeville en voiture pour avoir accès à ces services de transports en commun.

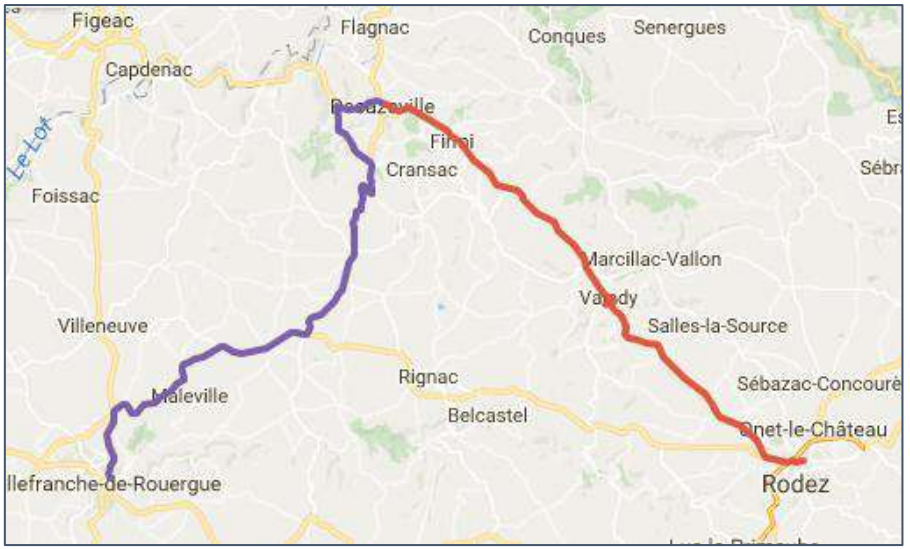


Figure 69 : Comptages routier de la CCDA, source Conseil Départemental de l'Aveyron



Figure 70 : carte du réseau de transport scolaire, source conseil départemental de l'Aveyron

2. Le TUB et le TAD

Deux offres distinctes sont proposées au sein de Decazeville Communauté. L'offre du transport à la demande de l'ancienne CC de la Vallée du Lot et le Transport Urbain du Bassin de la CC du Bassin de Decazeville Aubin qui ne feront pas l'objet d'une fusion. De ce fait, Decazeville Communauté conserve ces deux modes de transport différenciés mais dont la complémentarité vise à être renforcée.

a) Le TUB

Le 25 février 2008, l'ancienne communauté de communes du Bassin Decazeville-Aubin lançait sa première ligne de bus, le TUB. 1 ligne, 25 km de long, 38 arrêts et 14 trajets par jour de 6h51 à 19h34 :

- √ Pour desservir l'ensemble des cinq communes du territoire du Bassin Decazeville-Aubin,
- √ Pour permettre aux habitants de se rendre d'un quartier à l'autre,
- √ Pour permettre aux habitants de se déplacer sur le Bassin aussi bien dans le cadre du travail que des loisirs.

Le 6 novembre 2012, fort du succès indéniable du TUB, les élus ont souhaité mettre en place un nouveau réseau de transport, avec des horaires plus flexibles et des dessertes plus nombreuses pour mieux s'adapter aux besoins des habitants du Bassin, ce qui a donné naissance à une 2ème ligne.

Le transfert de la compétence transports scolaires à la communauté de communes a engendré depuis la rentrée 2013 la création d'une 3ème ligne.

Ce service de transports en cours de perfectionnement (Géolocalisation des bus, nouvelles méthodes de comptage, etc.) est accessible au plus grand nombre par un coût modéré (0.50 € par trajet, 5 € mensuel et 55 € par an), de plus les bus sont accessibles PMR.

La fréquentation annuelle du réseau TUB a progressé de 3.6% entre 2014 et 2015 avec 119 452 montées enregistrées en 2015. Une légère baisse est identifiée en 2016 avec 117 370 trajets comptabilisés.

La répartition de la fréquentation est homogène sur les trois lignes et représente en moyenne 9 9954 montées par mois soit 383 montées/jour.

L'intercommunalité est faiblement desservie par le réseau départemental mais la mise en place d'un réseau de transport en commun local permet aux habitants une mobilité alternative à la voiture.

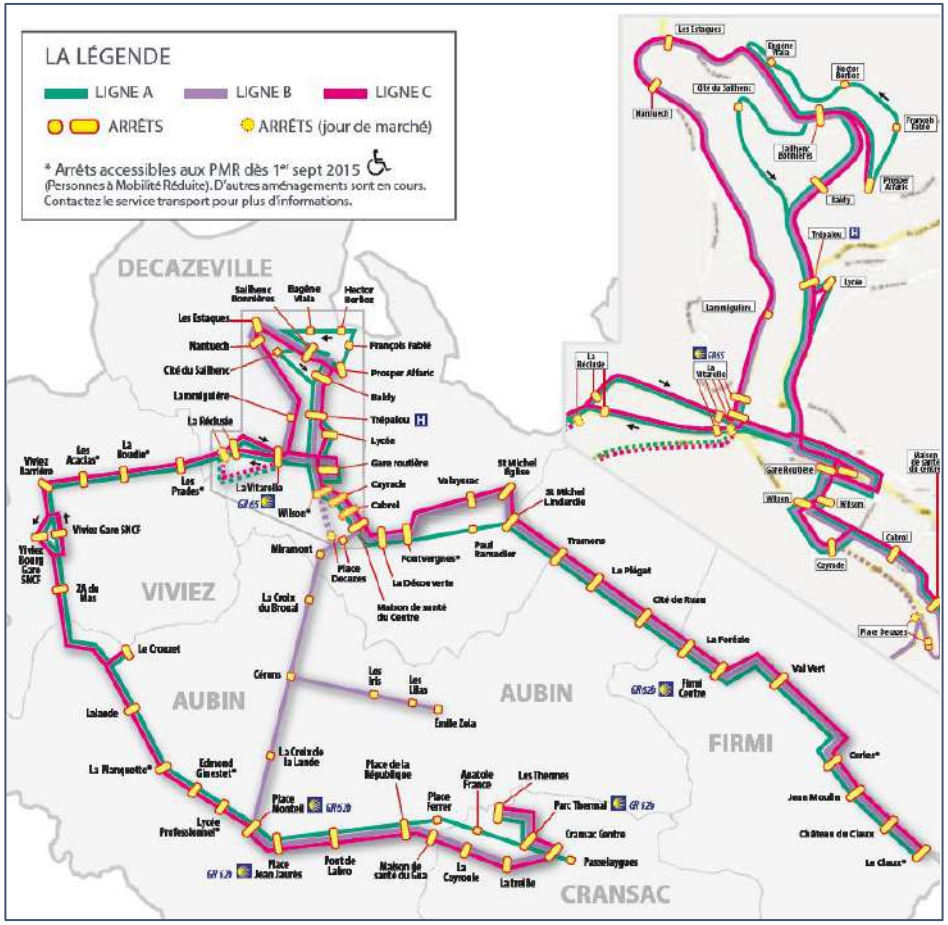


Figure 71 : réseau du TUB, source CCDA

b) Le TAD

Un service de transport à la demande a été mis en place en 2016 à l'échelle de l'ancienne CCVL. Ce dernier fonctionne sur réservation, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

Ce service de transports permet de relier les communes de l'ancienne CCVL à Decazeville pour 3.50 € l'aller et 5 € le l'aller-retour.

3. Le réseau ferré

La gare de Viviez-Decazeville est concernée par deux lignes assurées par la SNCF :

- ✓ Toulouse/Decazeville : trajet effectué en train de la gare Toulouse Matabiau à la gare Villefranche de Rouergue, puis en autocar jusqu'à la gare Viviez-Decazeville, avec possibilité de poursuivre jusqu'à la place Decazes à Decazeville, 1 départ le matin et un retour le soir en semaine.
- ✓ Rodez/Figeac/Brive : trajet en train, 7 départs et retours par jour.

Les gares d'Aubin, Cransac et Saint Martin de Bouillac permettent de renforcer la desserte du territoire.

Les gares de Figeac et de Capdenac Gare, permettant de rejoindre Toulouse, Aurillac et Brive par le train sont situées à une quinzaine de km du territoire et participent à son désenclavement.



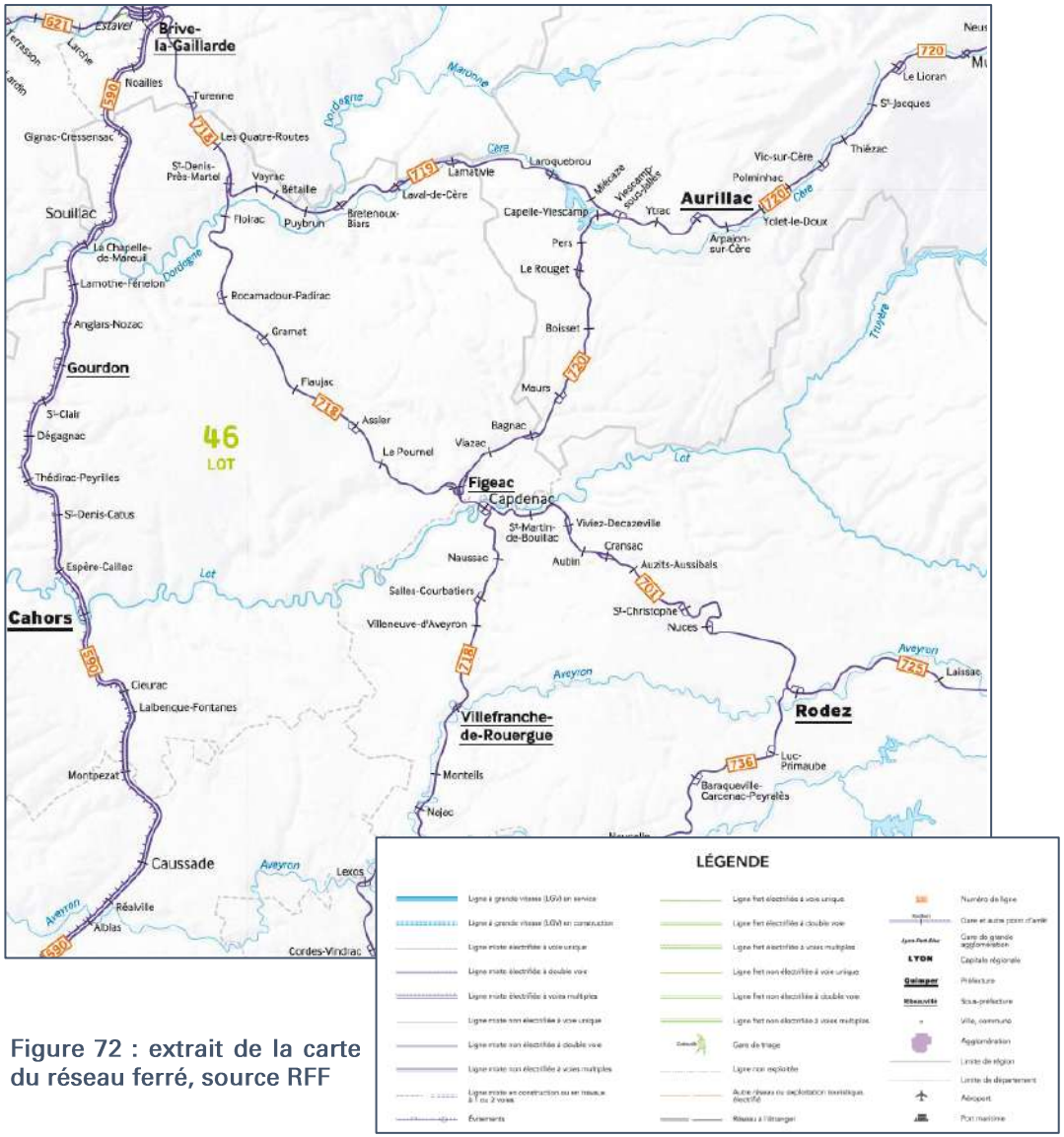


Figure 72 : extrait de la carte du réseau ferré, source RFF

IV. L'offre de stationnement

Le double caractère rural et urbain de l'intercommunalité et la taille importante des parcelles dédiées à l'habitat se traduisent par un stationnement généralisé sur des places matérialisées, hors des voies et à l'intérieur des parcelles privées. Par conséquent, l'intercommunalité possède une bonne offre de stationnement permettant aux habitants de se déplacer et de stationner facilement en centre-ville, mais aussi d'accueillir des populations extérieures.

Des places dédiées au stationnement disponibles sur l'espace public et matérialisées en tant que tel ont été relevées. Des parkings sont situés à proximité immédiate des équipements publics, notamment sportifs et éducatifs et des commerces. Des bandes dédiées au stationnement permettent de répondre aux besoins des habitants à la fois en centres-villes et dans les quartiers. De même les espaces publics du cœur de ville, en particulier les places, accueillent du stationnement par usage bien qu'il ne soit pas toujours formalisé.

Si de nombreuses places sont matérialisées, la largeur des voies incite parfois et par endroit à des pratiques de stationnement directement sur les voies circulées sans pour autant augurer de gêne pour la circulation routière. Donc, au-delà des places matérialisées, des espaces sans marquage peuvent constituer des espaces de stationnement et la capacité de stationnement des bourgs peut donc être envisagée comme supérieure. L'offre de stationnement est bien dimensionnée.



Environ 35 places à Almont-Les-Junies



Espace non matérialisé de 8 places environ à Bouillac



Espace de stationnement non matérialisé de 10 places le long d'une voie de communication environ à Boisse-Penchot



Espace non matérialisé de 15 places à Flagnac



Places non matérialisées à Linvinhac-le-Haut



Parking de 30 places à proximité d'équipements sportifs à Saint Parthem



Places à proximité de la mairie à Saint Santin



Stationnements non matérialisés à Firmi



Stationnement non matérialisé autour d'équipements sportifs à Cransac



Parking à proximité de commerces à Decazeville



Parking à proximité d'équipements publics à Aubin



Stationnements linéaires matérialisés à Viviez

V. Les circulations douces

En 2016, environ 30 % de la population de l'intercommunalité ne possède pas de moyen de transport. Pour répondre aux besoins des habitants, un Plan Global de Déplacements et un Schéma mode doux sont établis à l'échelle de l'intercommunalité. Chacun définit des objectifs précis :

- Plan Global de Déplacements (PGD) :
  - Rendre accessible les services et équipements du Bassin,
  - Encourager les échanges entre les villes du Bassin et leurs habitants
  - Favoriser le développement économique en facilitant l'accessibilité aux zones d'activités
  - Promouvoir une alternative à la voiture particulière
- Schéma mode doux :
  - Créer un réseau d'itinéraires cyclables sécurisés pour les déplacements quotidiens et de loisirs
  - Promouvoir la pratique du vélo et l'intermodalité avec les autres moyens de transports collectifs (bus, train)
  - Développer les places de stationnement 2 roues
  - Développer des actions en faveur des piétons et des Personnes à Mobilité Réduite.

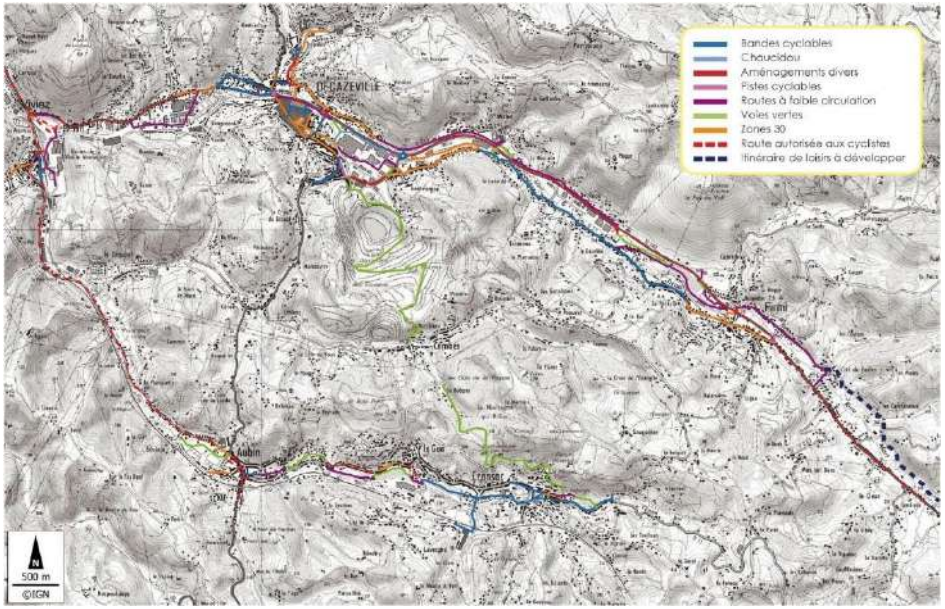


Figure 73 : Carte des futurs aménagements, source CCDC

F. LA STRUCTURE ECONOMIQUE

I. L'attractivité économique

1. Un tissu en reconversion

Decazeville Communauté est catégorisée comme un pôle moyen offrant une gamme d'emploi industriel développée sur le territoire. Son passé industriel lui a conféré une forte attractivité économique, cependant depuis la crise minière et industrielle qu'a traversé le territoire depuis le milieu du XXème siècle, son attractivité a été lourdement impactée en lien avec une lente reconversion.

Des aides à la revitalisation de l'ancien bassin minier ont permis d'accompagner le développement d'entreprises sur le territoire, comme SAM technologie à Viviez. Le siège de la Mécanic Vallée est d'ailleurs basé à Viviez.

La reconversion des activités industrielles est en partie liée au projet de système productif local (SPL) Mécanic Vallée basé sur la coopération et la synergie d'entreprises de l'industrie mécanique, en particulier dans les domaines de l'aéronautique, de l'automobile et de la machine-outil, sur un territoire allant de Brive à Rodez, au sein duquel l'intercommunalité occupe une place centrale.

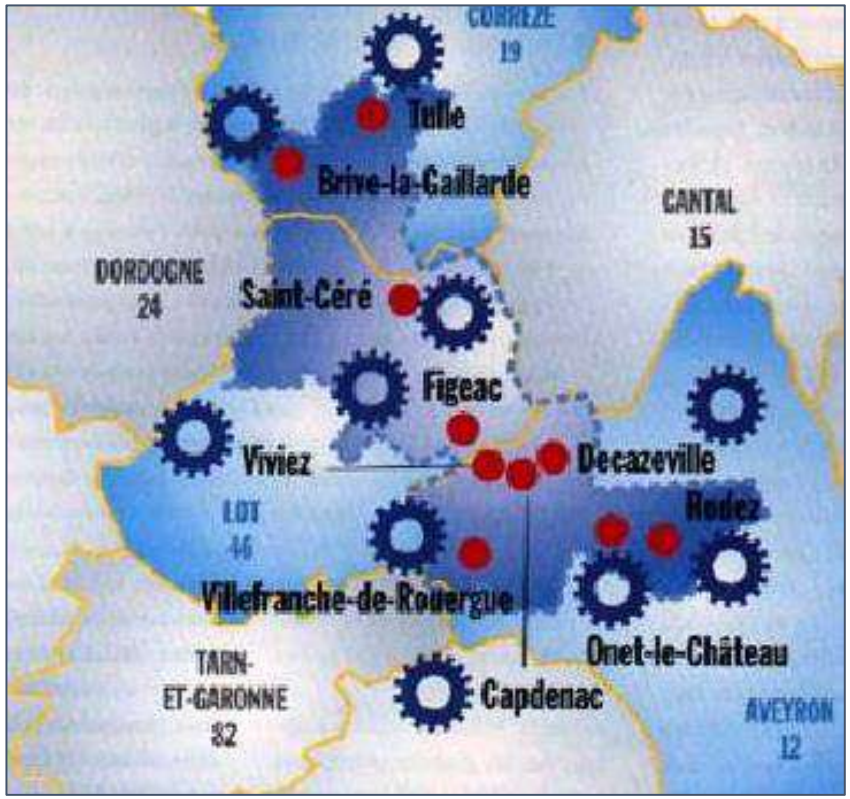


Figure 74 : périmètre de la mécanic vallée, source www.mecanicvallee.com

La Mécanic Vallée compte 200 entreprises et offre 14 000 emplois, son développement est conforté dans le temps depuis plusieurs années.

Différentes entreprises du territoire sont intégrées dans cette synergie (SAM technologies, MTI, UMICORE, STS …). Seules Almont-les-Junies, Saint-Parthem et Saint-Santin ne sont pas concernées par le périmètre de la Mécanic Vallée.

2. Une offre d'emploi excédentaire

En 2013, la communauté de commune offre plus d'emplois qu'elle ne possède d'actifs sur son territoire. Entre 1999 et 2013, l'intercommunalité a perdu 444 emplois. C'est un signe de dégradation de la situation économique avec une régression de la création d'emploi en lien avec la décroissance démographique. Cependant, en 2013, la communauté de communes offre plus d'emplois qu'elle ne possède d'actifs sur son territoire.

Concernant l'indicateur de concentration d'emploi (égal au nombre d'emplois divisé par le nombre d'actifs ayant un emploi et résidant dans la commune), il augmente depuis 1999 signe que le nombre d'actifs ayant un emploi diminue plus rapidement que les emplois créés sur le territoire intercommunal.

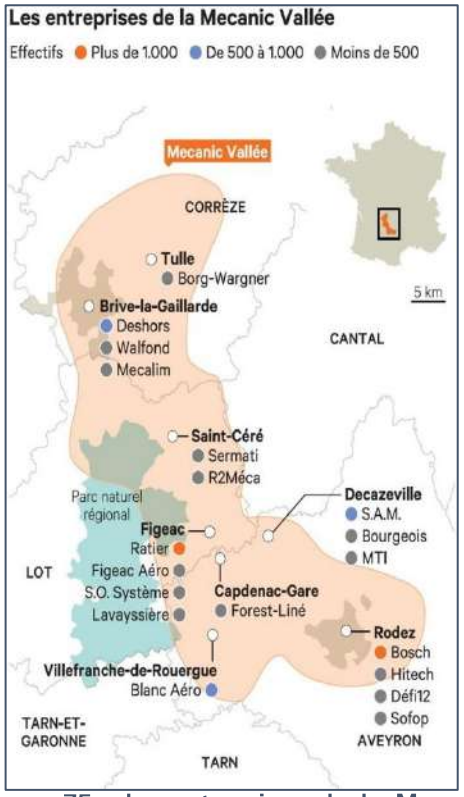


Figure 75 : les entreprises de la Mecanic Vallée, source les Echos, 05/2016

	1999	*2013*
Nombre d'emplois dans la zone	7 209	6 765
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	7 177	6 558
Indicateur de concentration d'emploi	100.4	103.2

Figure 76 : Evolution du nombre d'emplois et d'actifs entre 1999 et 2013, source INSEE, réalisation Paysages

Cependant certaines communes au sein de l'intercommunalité ont des taux beaucoup plus élevés comme c'est le cas de Viviez qui possède un taux de concentration d'emploi de 240 % par le biais des activités industrielles qu'elle accueille. Contrairement à ce phénomène, les communes de Boisse-Penchot et Firmi ont des taux plus faibles qui se situent entre 30 et 60 %. Pour le reste des communes de l'intercommunalité, leurs taux varient entre 40 et 184.2 %.

D'une manière générale l'offre d'emploi du territoire est excédentaire au regard des actifs qui vivent en son sein, c'est particulièrement le cas à Decazeville et Viviez. Ainsi le rayonnement économique du territoire dépasse ses limites en offrant de l'emploi aux actifs des autres espaces.

	Aubin	Cransac	Decazeville	Firmi	Viviez	Almont-les-Junies	Boisse-Penchot	Bouillac	Flagnac	Livinhac-le-Haut	Saint-Parthem	Saint-Santin
Emplois	769	375	3 153	491	1 102	167	63	64	177	221	65	119
Actifs ayant un emploi	1 296	481	1 712	862	459	211	192	168	387	406	143	241
Concentration de l'emploi	59.3	77.9	184.2	57	239.9	79.3	32.8	38	45.7	43.4	45.2	49.2

Figure 77 : Comparaison des taux de concentration de l'emploi en 2013, source INSEE, réalisation Paysages

II. Caractéristiques de l'emploi du territoire

Si l'on s'intéresse de manière plus précise au ratio emplois/actifs par secteur d'activités, de légères différences émergent entre l'offre d'emploi locale et les actifs du territoire :

- ✓ Seuls les secteurs de l'agriculture et de la construction sont à l'équilibre et offrent presque autant d'emplois que le territoire compte d'actifs dans ce secteur d'activité,
- ✓ Les secteurs de l'industrie et des commerces n'offrent en revanche pas assez d'emplois par rapport aux actifs qui travaillent dans le domaine. Ces derniers sont donc contraints de quitter le territoire quotidiennement afin d'exercer leur profession,
- ✓ A l'inverse, le secteur de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale offre 290 emplois de plus et génère par la même occasion des flux entrants d'actifs qui n'habitent pas dans la communauté de communes.

Au niveau des emplois fournis par rapport aux actifs selon leurs catégories socio-professionnelles, on remarque que les catégories les plus représentées sont :

- Les ouvriers : 2 153 emplois pour 2 216 actifs, ce qui donne un ratio emploi/actif de 97 % dans ce secteur,
- Les employés : 1 999 emplois pour 1 936 actifs, ce qui donne un ratio emploi/actif de 103.3 % dans ce secteur,

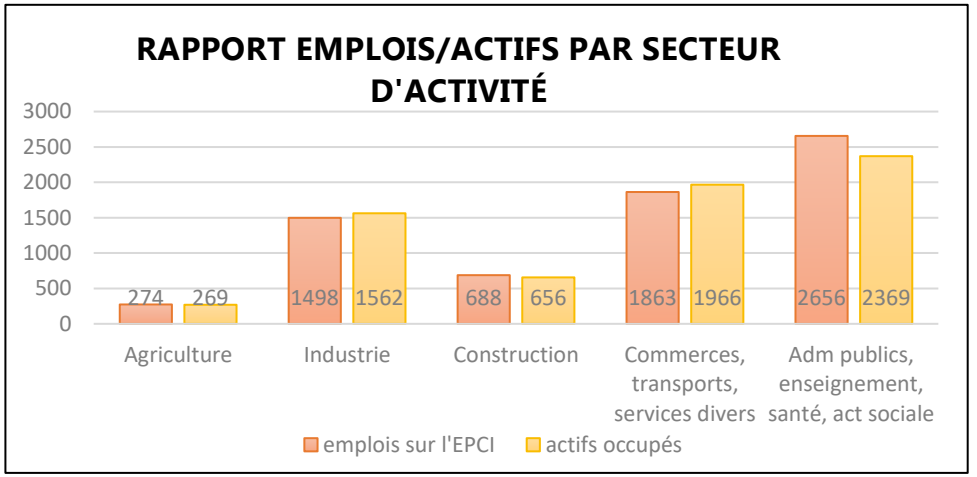


Figure 79 : rapport entre emplois et actifs par secteur d'activités, source RP 2012, réalisation Paysages

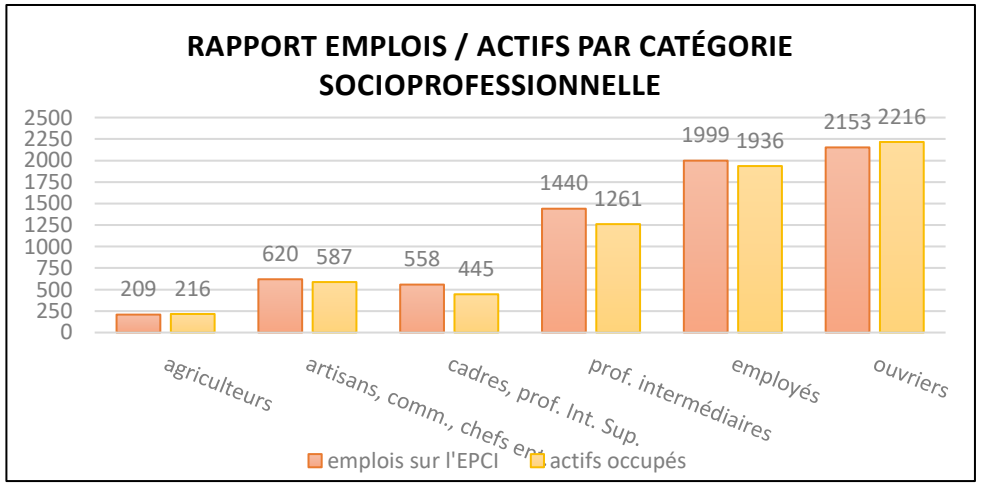


Figure 79 : Répartition des emplois et des actifs par catégorie socioprofessionnelle, source INSEE 2012, réalisation Paysages

- Les cadres et professions supérieures : 1 440 emplois pour 1 261 actifs, ce qui donne un ratio emploi/actif de 114.2 % dans ce secteur,
- Les professions intermédiaires : 558 emplois pour 445 actifs, ce qui donne un ratio emploi/actif de 125.4 % dans ce secteur,
- Les artisans, commerçants : 620 emplois pour 587 actifs, ce qui donne un ratio emploi/actif de 108.6 % dans ce secteur.

Les tendances relevées ici sont toutefois à nuancer, elles sont estimées comme faibles à l'échelle du territoire. Ainsi, on relève ici une bonne adéquation entre les capacités qu'a le territoire à offrir des emplois et les besoins de la population locale en termes d'emplois.

Toutefois, on peut constater que cela ne s'applique pas à l'échelle des communes, où l'inadéquation entre offre d'emplois et actifs est parfois importante. Ainsi, cette dissociation communale entre tissu économique et actifs se traduit par des mobilités pendulaires nécessaires au sein de l'intercommunalité, d'une part pour pourvoir les emplois du territoires et d'autre part pour occuper les actifs locaux. Ainsi les échanges entre les territoires de Decazeville Communauté peuvent être importants, davantage que les échanges en dehors de son périmètre.

De plus, des problèmes liés aux profils des emplois ont été révélés avec des emplois qui restent non pourvus en raison du manque l'inadéquation des formations.

III. Les entreprises du territoire

Au 1er janvier 2015, le nombre d'entreprises de Decazeville Communauté s'élevait à 933. Si l'on s'intéresse aux secteurs d'activités, 32 % des entreprises concernent le secteur du commerce, transport et services divers tandis que les services aux particuliers en représentent 23 %. Les secteurs de la construction et des services aux entreprises représentent respectivement 16 % et 17 % des entreprises. Le secteur de l'industrie représente quant à lui 12 % des entreprises du territoire.

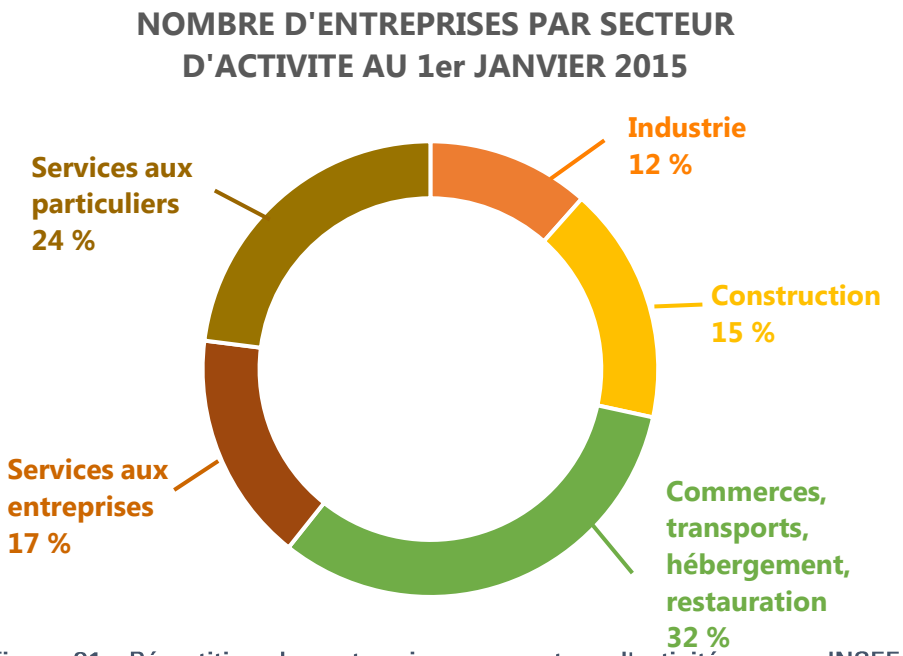


Figure 81 : Répartition des entreprises par secteur d'activité, source INSEE, SIRENE, réalisation Paysages

Si l'on se place du point de vue de l'emploi par secteur d'activité les représentations divergent. Le secteur du commerce, des transports et des services divers n'est plus le plus grand pourvoyeur d'emploi local, il se trouve au troisième rang derrière l'administration publique qui représente 38.6 % des postes salariés (24.1 % pour le commerce). Le secteur de l'industrie représente 28.4 % des postes salariés de l'intercommunalité. Malgré le nombre important d'établissements

	Etablissement actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2014	%	Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2014	%
Ensemble	1 611	100	5 306	100
Agriculture, sylviculture et pêche	138	8.57	27	0.51
Industrie	146	9.06	1 505	28.36
Construction	189	11.73	445	8.39
Commerces, transports et service divers	873	54.19	1 280	24.12
Adm. publique, ens., santé, action sociale	265	16.45	2 049	38.62

Figure 80: Répartition des établissements et des postes salariés par secteur d'activités, source INSEE, CLAP, réalisation Paysages

actifs, l'agriculture offre peu d'emploi avec seulement 27 postes salariés en 2014.

En ce qui concerne la création d'entreprises au cours de l'année 2016, 107 nouveaux établissements ont vu le jour dans le territoire, signe d'une dynamique économique importante. Les ¾ de ces dernières se sont implantées dans le domaine des commerces et services.

Si l'on s'intéresse de plus près aux établissements actifs sur le territoire de Decazeville Communauté, il convient de noter que le tissu économique est structuré de TPE/PME. 1 emploi sur 5 est offert par un établissement de moins de 10 salariés. Toutefois, elle compte quelques entreprises de grande taille. Au total, l'intercommunalité compte en moyenne environ 10 salariés par établissement.

Le territoire compte également des établissements de taille importante, 18 comptent plus de 50 salariés :

- √ Les plus grands établissements sont industriels : les 6 établissements du secteur industriel comptant plus de 50 salariés représentent près de 1 000 postes salariés,
- √ Le secteur des commerces, transports et services compte le plus grand nombre d'établissements et offre le plus large nombre de postes salariés, les 3 établissements dépassant 50 salariés totalisent plus de 250 emplois,
- √ L'administration publique offre près de 900 emplois sur 8 établissements de plus de 50 salariés.

Toutefois, il est important de noter qu'il n'y a aucun rapport de proportionnalité entre la taille des communes et leur dynamique économique, en effet, à titre d'exemple Saint Santin dont la population deux fois moins nombreuse qu'à Flagnac, compte autant d'établissements actifs.

Cependant, on constate une diminution des emplois serviciels. Cet infléchissement des emplois de services de proximité peut influencer le maintien des aménités et nuire à l'attractivité du territoire. Il convient donc de rester vigilent sur ce point et d'agir en faveur du maintien des petits commerces et pôles de proximité afin d'inverser la tendance.

IV. Les sites d'accueil d'activités

Le développement économique fait partie des compétences exercées par la communauté de communes, dans ce cadre elle assure la création et la gestion des 18 zones d'activités réparties sur l'ensemble des 12 communes de l'intercommunalité. Elles sont principalement implantées sur les anciens sites industriels et le long de la RD 840. Après leur requalification et leur réaménagement, les zones de reconversion des friches industrielles ont permis le développement d'activités économiques et/ou l'accueil de nouvelles activités.

La communauté de communes compte aussi 2 ateliers relais :

- Multiple Rural à Saint Julien de Piganiol,
- Centre multi-services à Boisse-Penchot.

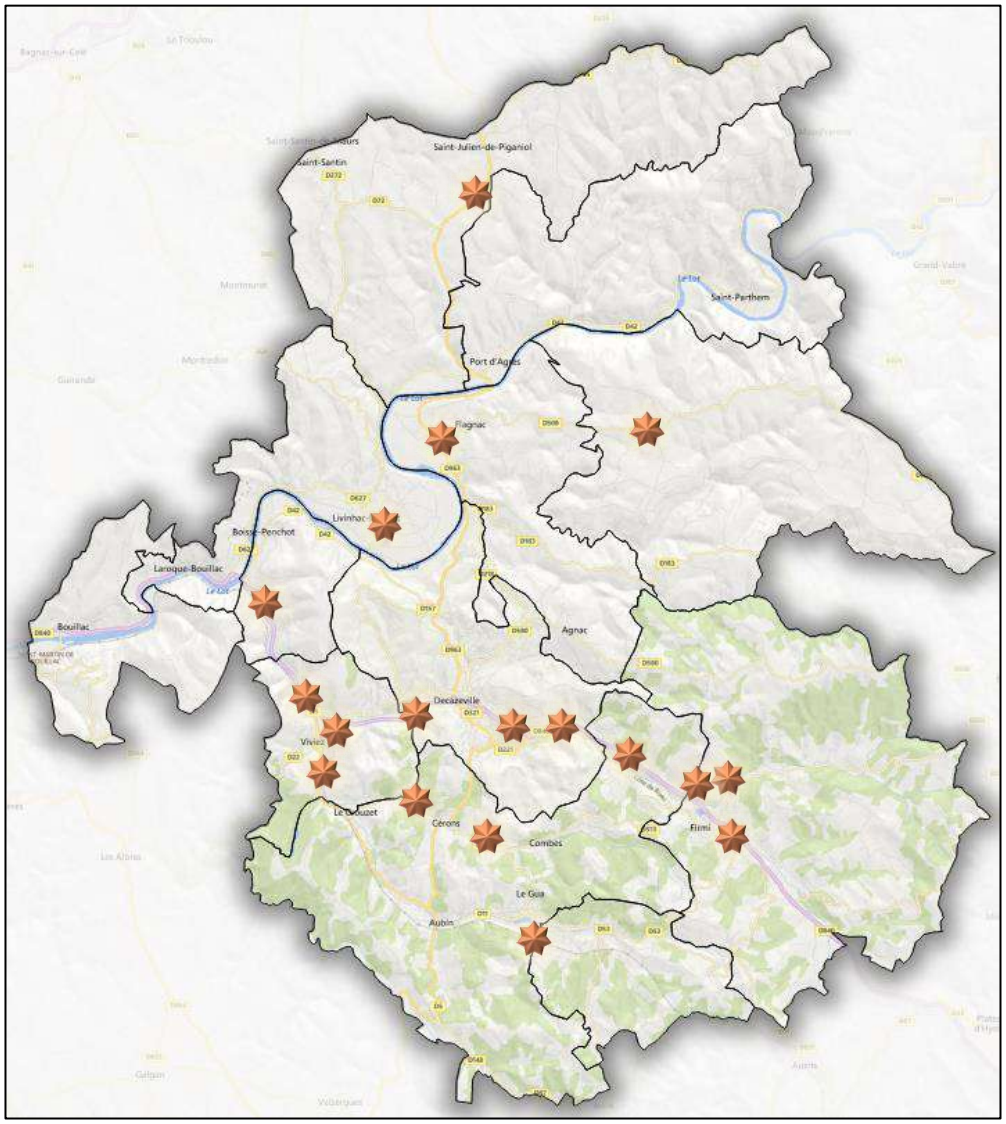


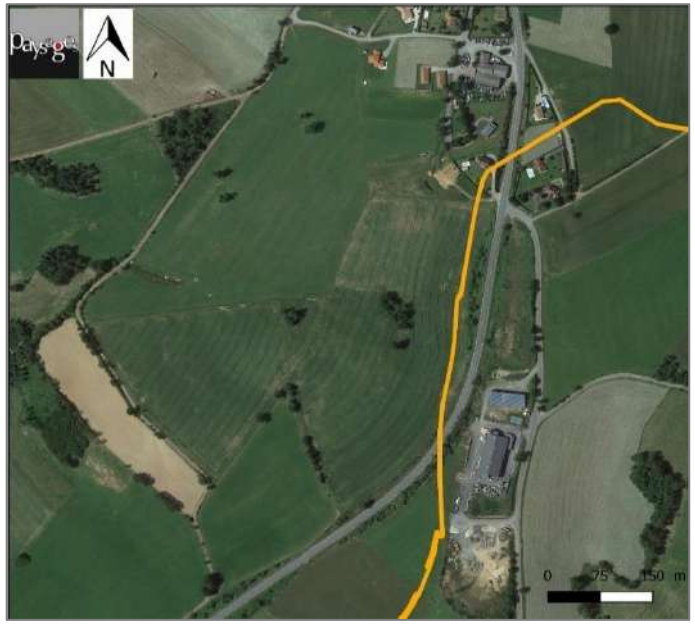
Figure 82 : Positionnement des zones d'activités, source géoportail, réalisation Paysages

1. Les zones d'activités existantes

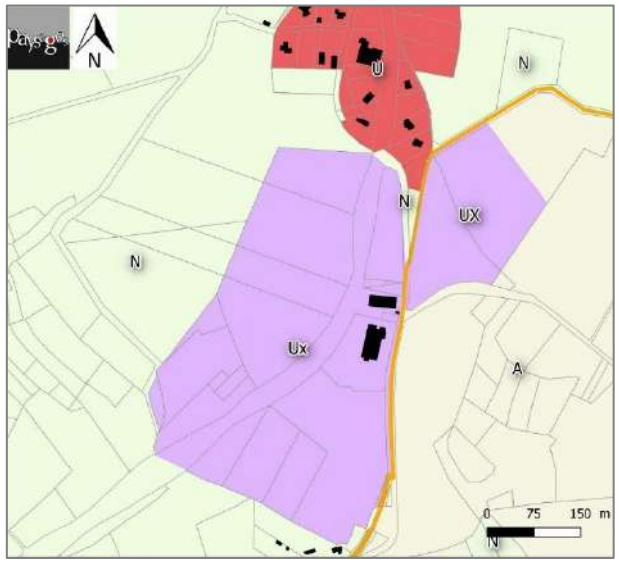
a) Zone d'activités de Saint-Santin

La zone d'activités est située entre Saint-Santin et Saint-Parthem. Elle s'étend sur une surface de 21.7 hectares et comprend deux bâtiments commerciaux.

Zone Ux : Zone où des entreprises industrielles et artisanales pourront s'implanter, sous réserve que les conditions d'équipement le permettent.



Sur ses 21.7 hectares, seuls 3.3 sont occupés. Son taux de remplissage est par conséquent très faible et atteint seulement 15.2 %.





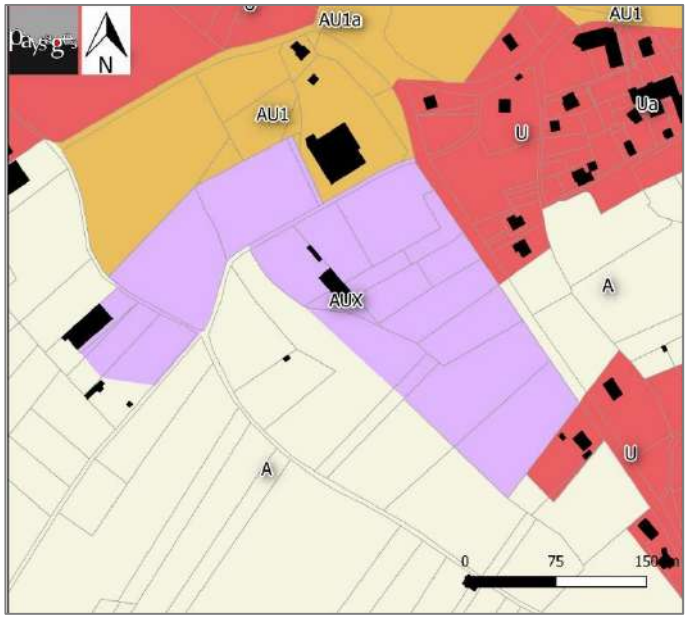
b) Zone de La Sole – Flagnac

La zone d'activités de La Sole est située à Flagnac, le long de la RD 963. Elle s'étend sur une surface de 5.2 hectares et comprend deux bâtiments de services et un commercial. A court terme, la zone va accueillir un projet innovant en agroalimentaire.

Zone AUx : Ouverte à l'urbanisation recouvre un secteur naturel destiné à accueillir des activités artisanales, hôtelières, industrielles de bureaux et de services.

Sur ses 5.2 hectares, seuls 0.5 sont occupés. Son taux de remplissage est par conséquent très faible et atteint seulement 9.6 %.







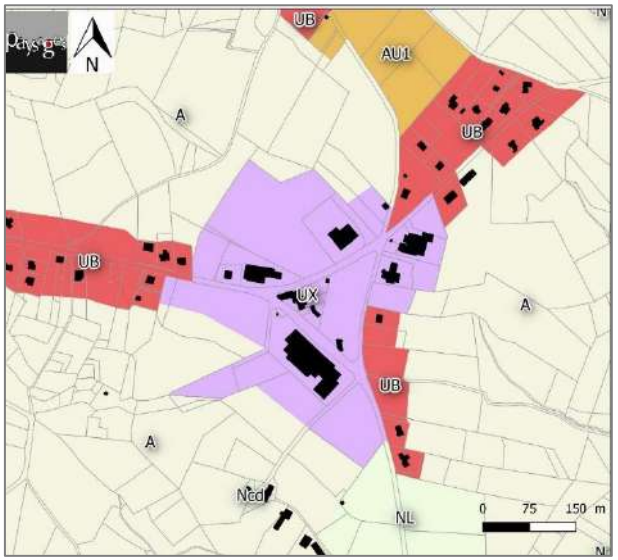
c) Regroupement d'activités à l'étoile d'Almont-les-Junies

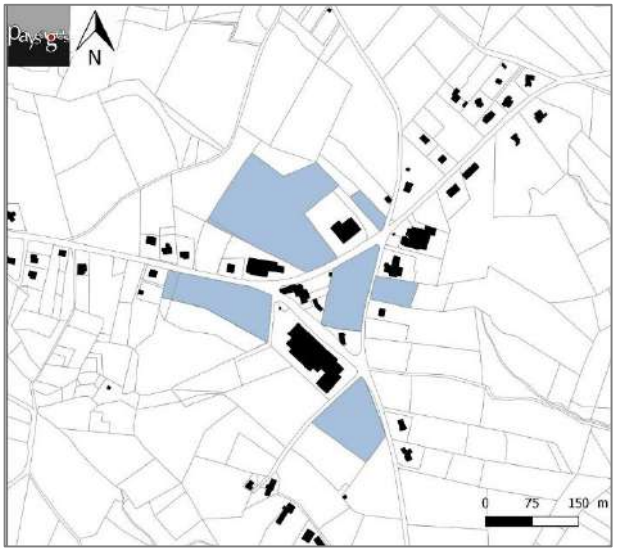
Un regroupement d'activités et de services est située à Almont-les-Junies, de part et d'autre de la RD 508. Cette zone s'étend sur une surface de 11.9 hectares et comprend six bâtiments commerciaux.

Zone Ux : Zone où des entreprises industrielles et artisanales pourront s'implanter, sous réserve que les conditions d'équipements le permettent.



Sur ses 11.9 hectares, seuls 6.6 sont occupés. Son taux de remplissage est par conséquent très faible et atteint seulement 55.5 %.





d) Zone d'activités de Livinhac-le-Haut

La zone d'activités est située au Nord-Est de Linvinhac-le-Haut, au Sud de son centre-bourg de part et d'autre de la rue Vierge Village des Artisans. Elle s'étend sur une surface de 2.43 hectares et comprend 8 bâtiments industriels et commerciaux.

Zone Ux : zone destinée à accueillir des activités d'artisanat, de commerce et de petites industries non nuisantes.

Sur ses 2.43 hectares, 2.09 sont occupés. Son taux de remplissage est par conséquent élevé et atteint les 86 %.





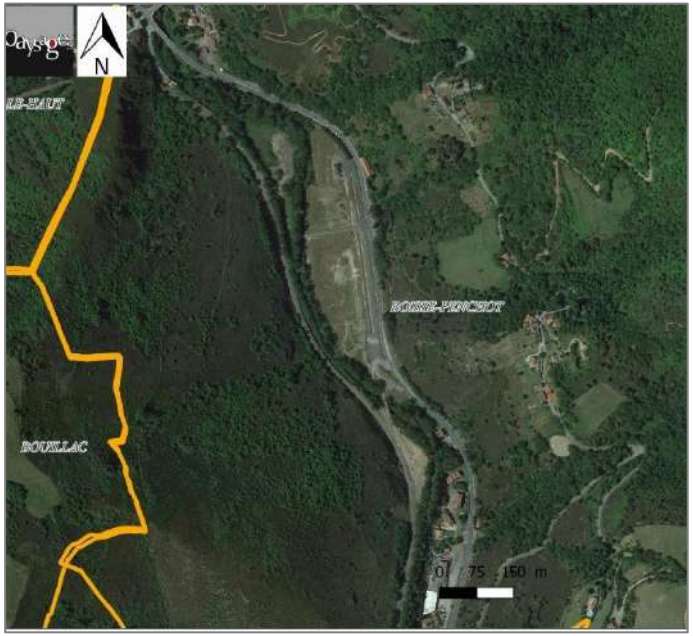


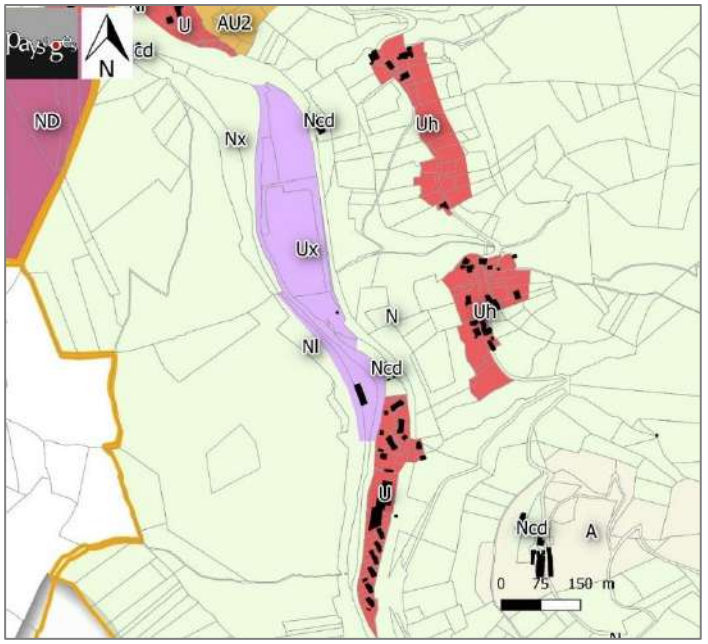
e) Zone d'activités de Boisse-Penchot

La zone d'activités est située l'Ouest de la commune, entre la RD 840 et le Rieu Mort. Elle s'étend sur une surface de 6 hectares et comprend 1 bâtiment commercial.

Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales et industrielles, dans laquelle les capacités des équipements existants ou en cours, permettent la réalisation de constructions et d'installations en rapport avec ces activités.

Sur ses 6 hectares, seuls 0.7 sont occupés. Son taux de remplissage est par conséquent très faible et atteint seulement 12 %.







f) Zone d'activités des Granges - Viviez

La zone d'activités des Granges est située au Nord-Ouest de la commune, le long de la route des Granges. Elle s'étend sur une surface de 5.2 hectares et comprend 16 bâtiments industriels.

Zone Ux : zone qui reconnait les activités. N'y sont autorisés que les bâtiments liés et nécessaires aux activités.

L'ensemble de ses 5.2 hectares sont occupés. Son taux de remplissage est alors optimum.







g) Zones d'activités du Bourg, des Prades et Tuileries et du Mas – Viviez et Decazeville

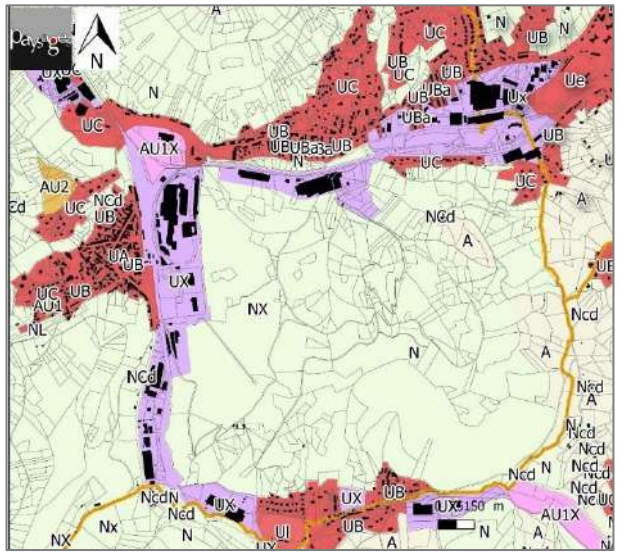
Les zones d'activités sont situées croisement entre la RD 840 et la RD 5 et longent ces deux axes jusqu'à Aubin au Sud et Decazeville à l'Est. Elle s'étend sur une surface de 58.4 hectares.

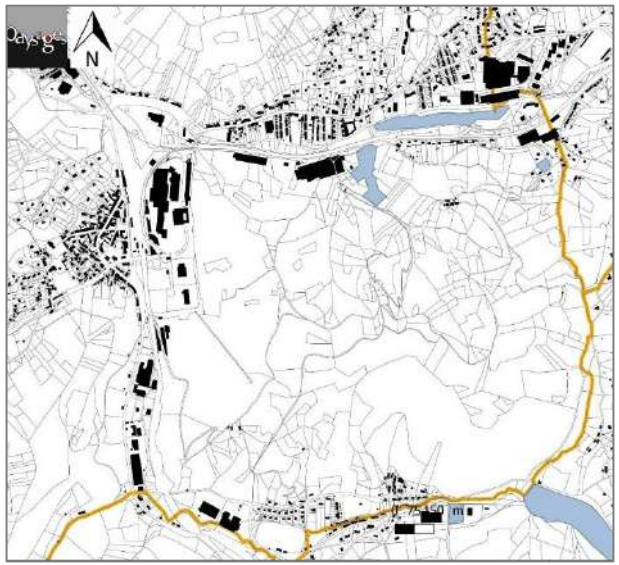
Zone Ux : zone qui reconnait les activités. N'y sont autorisés que les bâtiments liés et nécessaires aux activités.



Zone AU1x : zone recouvrant des terrains issus d'anciennes friches industrielles et d'emprises ferroviaires désaffectées.

Sur ses 58.4 hectares, 55 sont occupés. Son taux de remplissage est par conséquent élevé et atteint les 94 %.



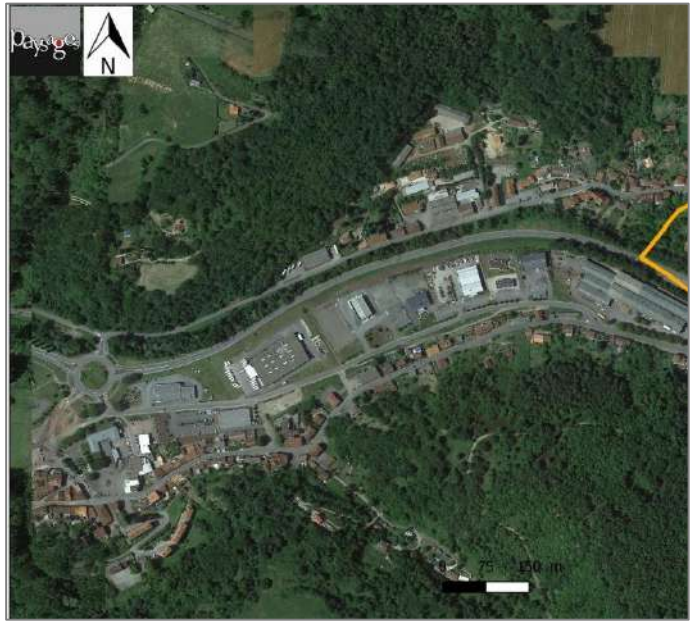


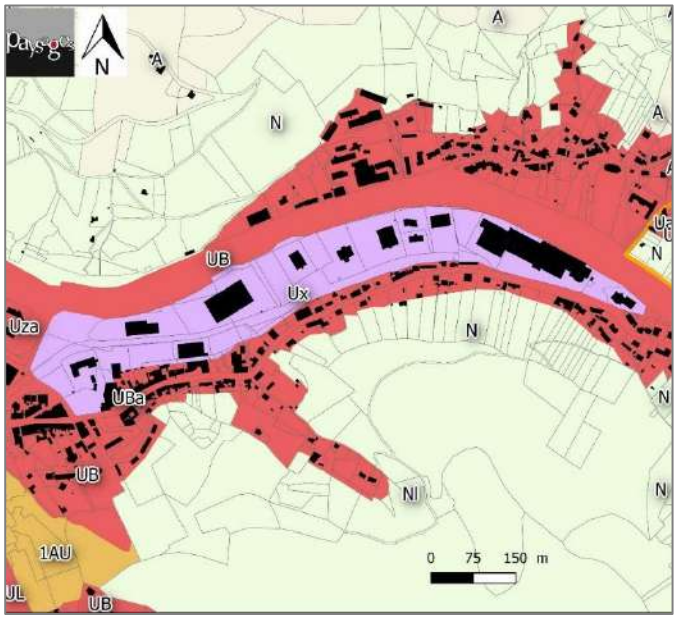
h) Zone d'activités du Combal – Decazeville

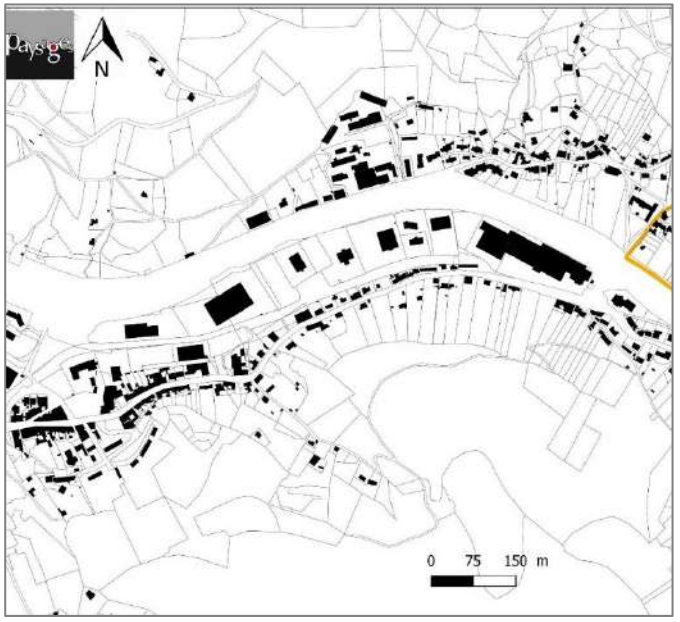
La zone d'activités du Combal est située à l'Est de Decazeville, le long de la RD 840 à proximité d'Aubin. Elle s'étend sur une surface de 11.3 hectares et comprend 15 bâtiments commerciaux.

Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales et industrielles, dans laquelle les capacités des équipements existants ou en cours, permettent la réalisation de constructions et d'installations en rapport avec ces activités.

L'ensemble de ses 11.3 hectares est occupé. Son taux de remplissage est par conséquent optimum.



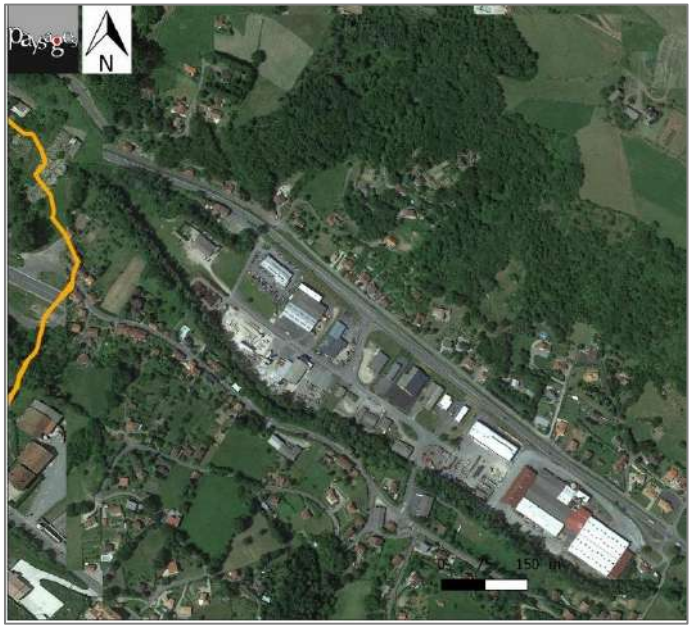




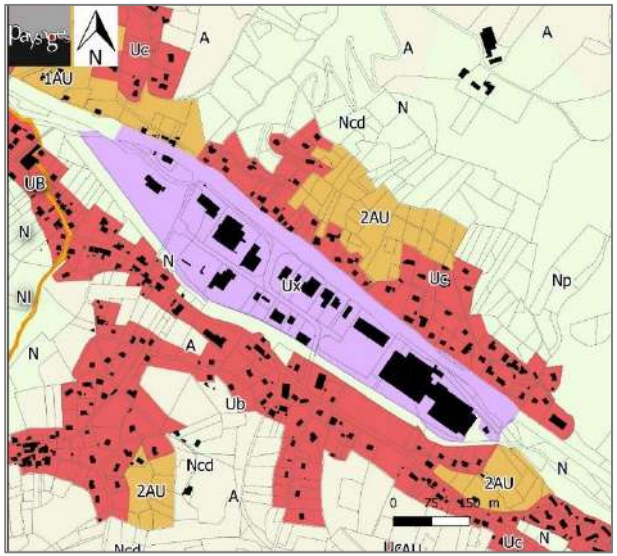
i) Zone d'activités du Plégat – Aubin

La zone d'activités du Plégat est située au Nord-Est de la commune, entre la RD 840 et le Rieu Mort et entre Decazeville et Firmi. Elle s'étend sur une surface de 14.7 hectares et comprend 20 bâtiments industriels et commerciaux.

Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales, industrielles et de commerces, dans laquelle les capacités des équipements existants ou en cours, permettent la réalisation de constructions et d'installations en rapport avec ces activités.



L'ensemble de ses 14.7 hectares est occupé. Son taux de remplissage est par conséquent optimum.



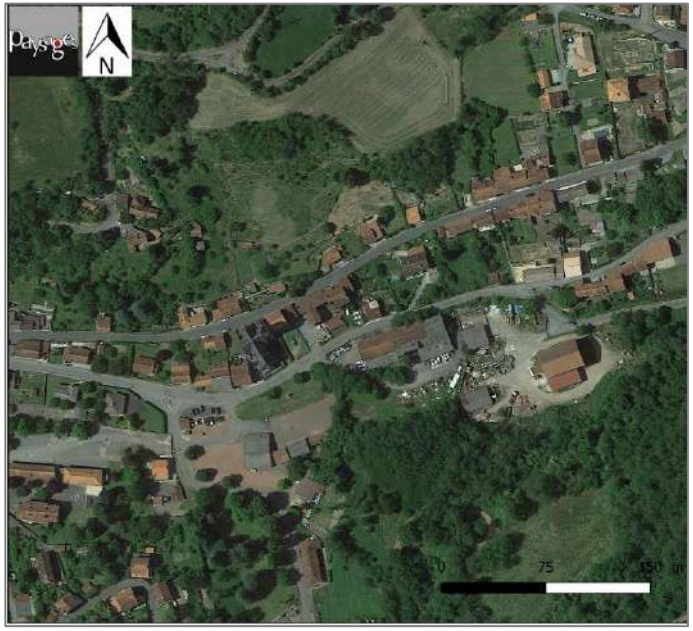


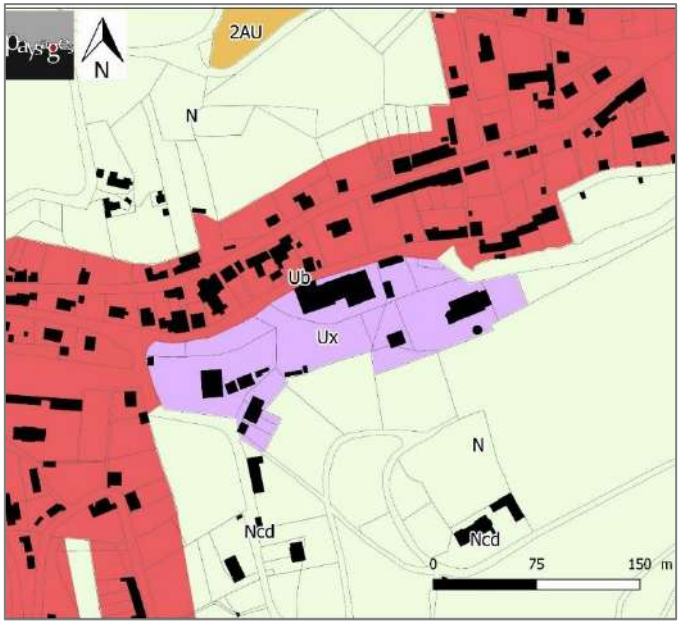
j) Regroupement d'activités de Combes – Aubin

Le regroupement de deux activités industrielles à Combes est située au Nord de la commune, le long de la rue des Bleuets. Elle s'étend sur une surface de 1.6 hectares et comprend 12 bâtiments commerciaux.

Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales et industrielles, dans laquelle les capacités des équipements existants ou en cours, permettent la réalisation de constructions et d'installations en rapport avec ces activités.

Son taux de remplissage est de 100 %.







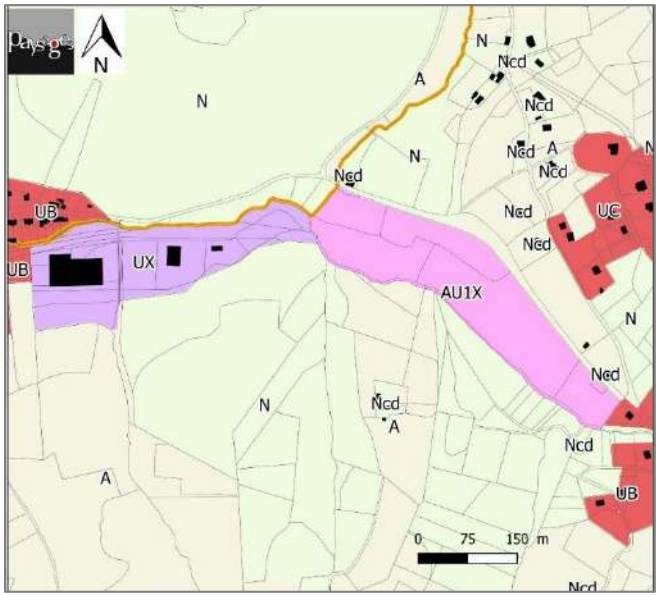
k) Zone d'activités de Ruffiès Crouzet – Aubin

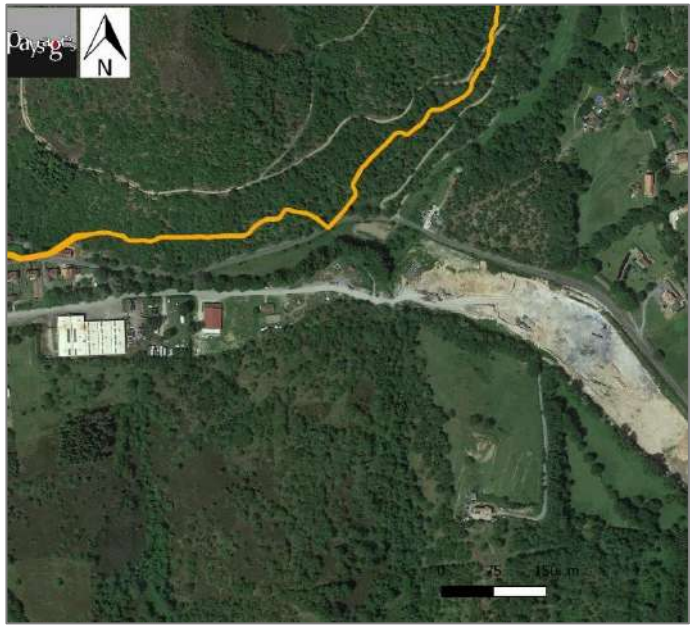
La zone d'activités de Ruffiès Crouzet est située au Nord de la commune, entre la RD 5 et la RD 221. Elle s'étend sur une surface de 9.2 hectares et comprend 3 bâtiments commerciaux.

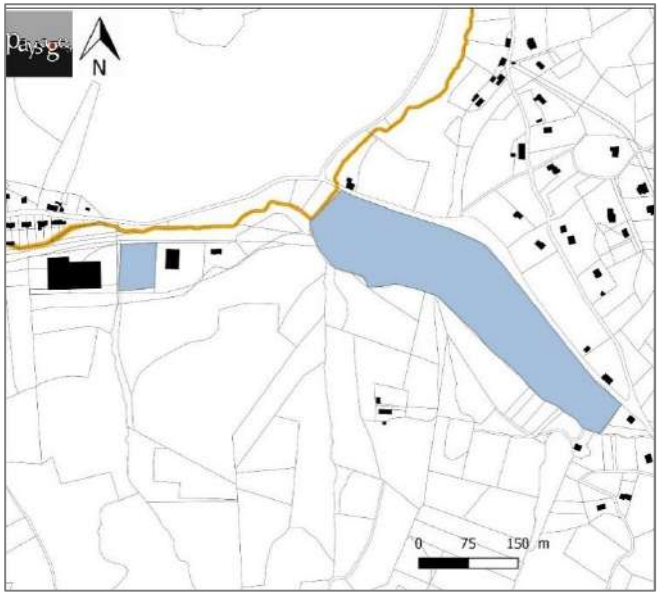
Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales et industrielles, dans laquelle les capacités des équipements permettent la réalisation de constructions en rapport avec ces activités.

Zone AU1X : Cette zone recouvre des terrains à caractère naturel ou agricole, destinés à être ouverts à l'urbanisation à vocation d'activités économiques, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif.

Sur ses 9.2 hectares, seuls 3.8 sont occupés. Son taux de remplissage est par conséquent très faible et atteint seulement 41.3 %.



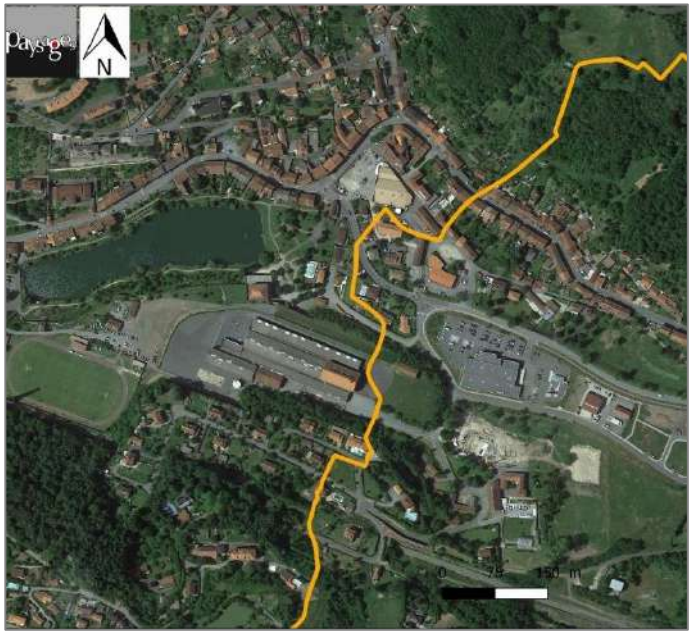




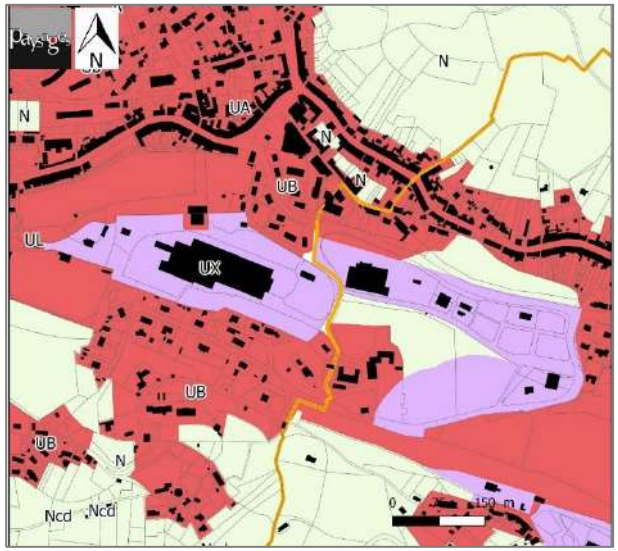
I) Zone d'activités des forges à Aubin – de la Cayronie à Cransac

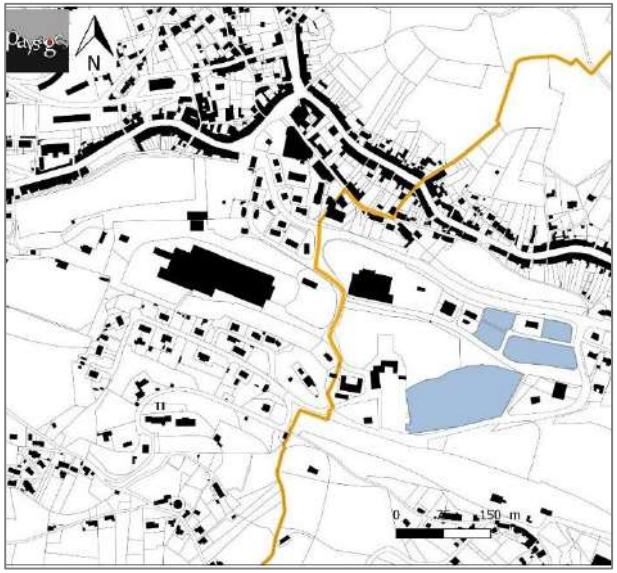
La zone d'activités de la Cayronie est située à cheval sur Aubin et Cransac, le long de l'Enne et de l'avenue du 19 mars 1962. Elle s'étend sur une surface de 11.4 hectares et comprend 13 bâtiments commerciaux.

Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales et industrielles pour la commune d'Aubin et réservée aux activités commerciales à Cransac, dans laquelle les capacités des équipements permettent la réalisation de constructions en rapport avec ces activités.



La zone d'activités dispose d'un taux de remplissage de 81.6 %.



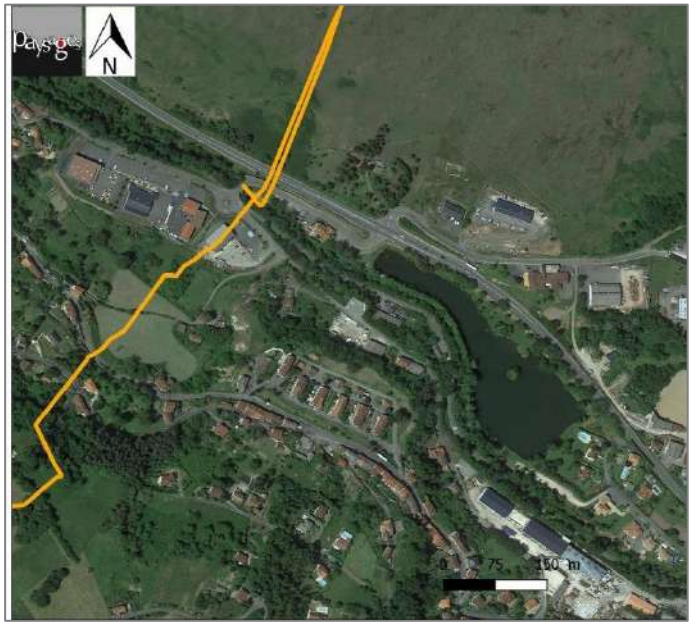


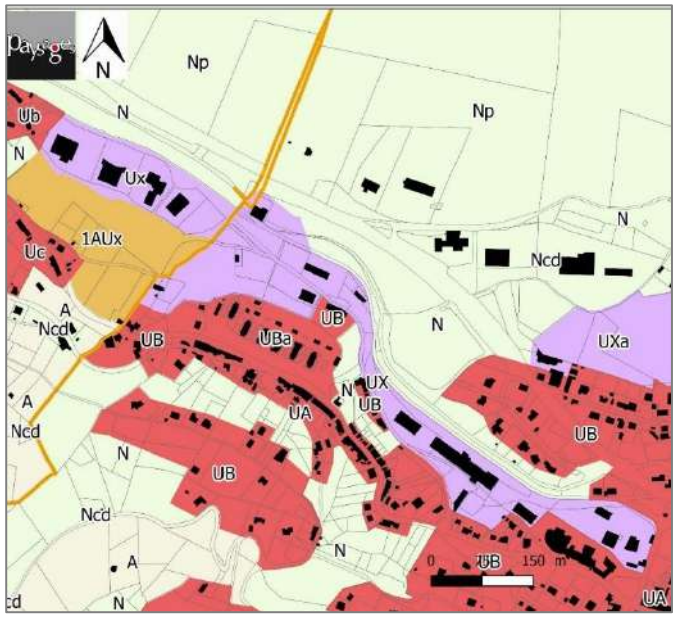
m)Zone d'activités du Ruau – Firmi – Aubin

La zone d'activités du Ruau est située le long du Riou Mort et de la RD 840, entre la rue du ruisseau et la RD 21, et à cheval entre Aubin et Firmi. Elle s'étend sur une surface de 8.3 hectares et comprend 17 bâtiments industriels et commerciaux.

Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales, industrielles et de commerces, dans laquelle les capacités des équipements permettent la réalisation de constructions en rapport avec ces activités.

Elle est occupée à 96.4 % et les parcelles inoccupées sont rares.





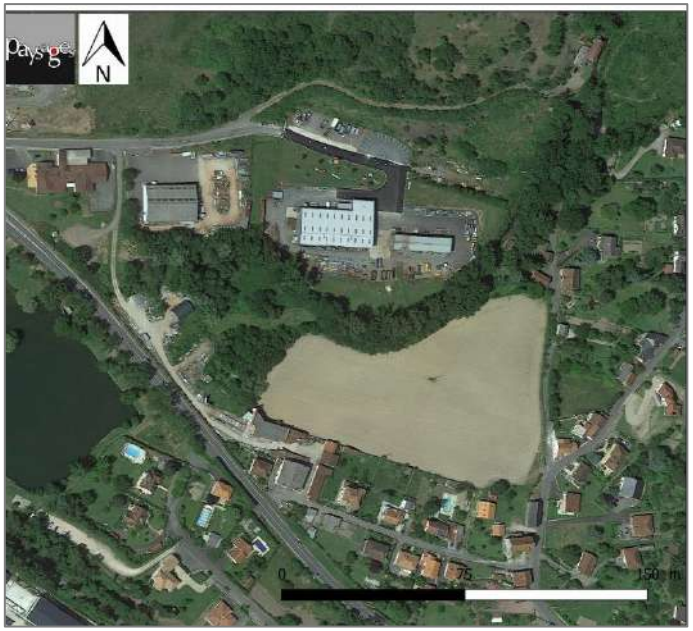


n) Zone d'activités du Puy de Wolf – Firmi

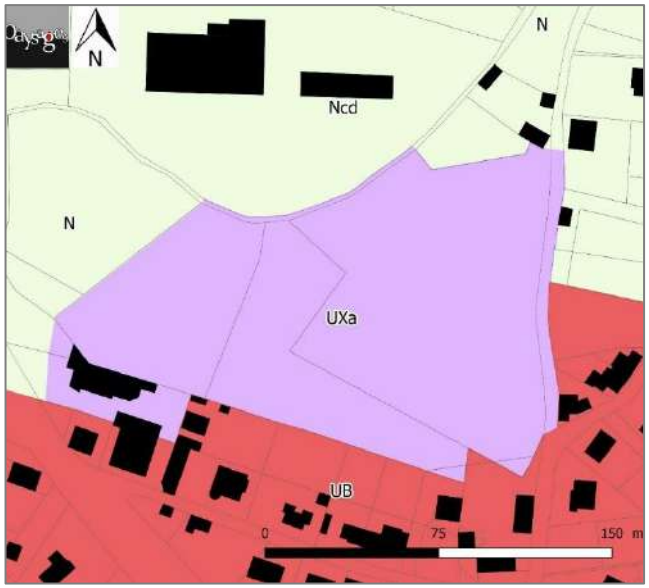
La zone d'activités du Puy de Wolf est située au croisement entre la rue du Bassin et la rue du Moulin, à l'Ouest de Firmi Elle s'étend sur une surface de 2.2 hectares et comprend 1 bâtiment industriel et commercial.

Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales, industrielles et de commerces, dans laquelle les capacités des équipements permettent la réalisation de constructions en rapport avec ces activités.

Sur ses 2.2 hectares, seuls 0.2 sont occupés. Son taux de remplissage est par conséquent très faible et atteint seulement 9 %.



La ZAE du Puy de Wolf s'étend en au-delà de la zone UXa, il s'agit d'une particularité locale due à la proximité immédiate du site Natura 2000 qui a classé une grande partie de la ZAe en zone naturelle.





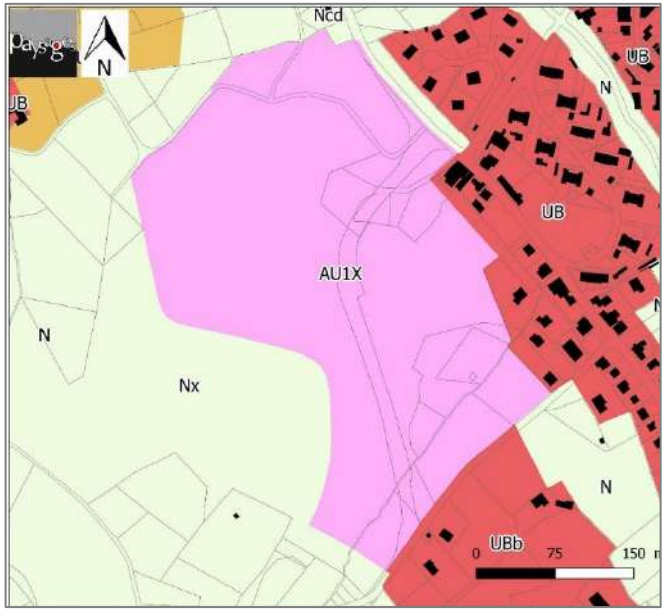
o) Zone d'activités de Cerles – Firmi

La zone d'activités de Cerles est située à l'angle de la RD 840 et de la rue du Mas del Bosc, au sud de Firmi. Elle s'étend sur une surface de 10.5 hectares et comprend 0 bâtiments commerciaux.

Zone Ux : zone réservée aux activités artisanales, industrielles et de commerces, dans laquelle les capacités des équipements permettent la réalisation de constructions en rapport avec ces activités.

Ses 10.5 hectares sont inoccupés et son taux de remplissage est donc nul.







2. Les zones d'activités en cours de commercialisation

Trois zones sont en cours de commercialisation :

- ✓ La zone du centre à Decazeville,
- ✓ La zone de la Cayronie à Cransac,
- ✓ Les zones des Prades et des Tuileries à Viviez,
- ✓ La zone de La Sole à Flagnac.

a) La zone du Centre à Decazeville

Ce site réaménagé sur les anciennes friches industrielles en lien direct avec le cœur de ville bénéficie d'une accessibilité facilitée par la proximité de la RD 840 allie services à la population, loisirs et emploi, il offre du potentiel disponible pour l'accueil de nouvelles activités.



Figure 83 : plan d'aménagement de la zone du centre à Decazeville, source CCDC

b) La zone de la Cayronie à Cransac

Elle est orientée vers les commerces et services à la population (commerce et santé), des lots de taille moyenne sont disponibles sur le site.



Figure 84 : plan d'aménagement de la zone de la Cayronie à Cransac, source CCDC

c) La zone des Prades et des Tuileries à Viviez

En bordure de la RD 840 elle s'articule autour d'un établissement industriel de grande taille, des lots de taille moyenne sont encore disponibles sur le site.





Figure 86: Extrait du livret "Zone d'activités du Bassin - Votre destination pour entreprendre", source CCDC

Au-delà de ces sites d'accueil d'entreprises de grande taille, un accompagnement à la création et au développement d'activités est mené par l'intercommunalité, la pépinière d'entreprises Chrysalis accompagne les jeunes entreprises en termes de conseil mais également en leur proposant un hébergement et des services et équipements adaptés aux structures en développement.

V. Les activités touristiques

1. Les offices de tourisme

Plusieurs offices de tourisme invitent les visiteurs à découvrir un patrimoine riche et diversifié. A Decazeville, Cransac, Flagnac et Aubin. La médiation faite, en particulier sur le patrimoine minier, conjuguée à des investissements de valorisation de ce patrimoine permettent de rendre attractive le territoire.

La création de Decazeville Communauté a donné lieu à la création d'un nouvel office de tourisme communautaire, sous forme d'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial au 01 Avril 2017 dont le siège est situé Cransac (station classée de tourisme).

2. Les circuits de découverte

Le Chemin de Saint-Jacques (*Via Podiensis*), également appelée "Route du Puy", débute au Puy en Velay et mène jusqu'au col de Roncevaux. Il est classé UNESCO sur l'ensemble de son linéaire. C'est l'une des voies les plus fréquentées du pèlerinage chrétien vers Saint-Jacques-de-Compostelle, en Espagne (Galice).

La partie française traverse 8 départements, de la Haute-Loire aux Pyrénées Atlantiques. La portion aveyronnaise du chemin de Saint-Jacques de Compostelle (Circuit de Grande Randonnée, GR65) représente 102 km entre Aubrac et Livinhac-le-Haut et traverse les communes de Decazeville et Firmi. Ce GR traverse la commune de Livinhac-le-Haut (étape) sur près de 5 km et 19,52 km séparent Conques de Decazeville par ce chemin.

Même s'il est difficile d'établir un chiffre précis, environ 15.000 pèlerins traversent chaque année la commune de Livinhac-le-haut (Office de Tourisme de la Vallée du Lot, 2015) dont une partie passe par Decazeville qui dispose de 2 Hôtels, 3 Gîtes d'étape, et environ 3 Chambres d'Hôtes. Un camping est présent sur Cransac mais plus fréquenté par les curistes. Parallèlement, un hébergement spécifique de 3 gites d'étapes ponctue le circuit.

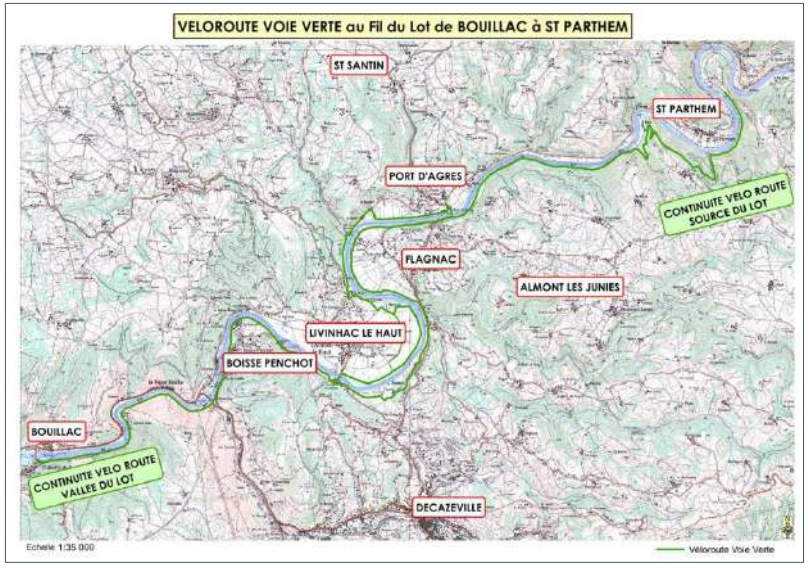


Figure 87 : Projet de Véloroute Voie Verte, 2014

L'ancienne Communauté de Communes de la Vallée du Lot a lancé un projet de **Véloroute-Voie Verte au bord du Lot**, de Grand-Vabre à Bouillac (V86) (29 km + variante 8 km), soumis à enquête publique en 2014 (avis favorable). Cette dernière est toujours en projet.

Une connexion par voie cyclable pourrait relier Viviez à la vallée du Lot, et permettrait une complémentarité entre les communes de Decazeville Communauté, entre le Sud industriel, et le Nord plus rural.

L'ancienne CCVL a également décidé de créer un itinéraire de circulation douce « Au fil du Lot », entre Saint-Parthem (limite Grand-Vabre, à 8km de Conques) et Bouillac, en passant par Saint-Parthem, Port-d'Agrès, Flagnac, Livinhac-le-Haut et Boisse-Penchot.

Ce chemin sécurisé de 29 km, destiné en priorité aux piétons, cyclistes et cavaliers, sera situé sur la rive gauche de la rivière où des chemins ruraux existent sur 80 % du linéaire, et comprendra des passerelles (trois projets à l'étude, permettant d'améliorer le projet de Véloroute-Voie Verte par la possibilité de boucles) : passerelle à Cuzac, en aval de Bouillac (sur un projet de micro-centrale), passerelle à Marcenac (entre Livinhac et Flagnac), passerelle à St-Parthem. En 2012, un chemin de 2 km a été revêtu en rive gauche à Flagnac, entre le port de Lacombe et l'écluse de Marcenac. Entre les ponts de Port d'Agrès et de Livinhac-le-Haut, est également prévu un itinéraire sur la rive droite (8 km), permettant à terme la connexion avec la Véloroute Livinhac-Maurs-Aurillac, déjà créée dans le Cantal (Véloroute V74). Egalement, le prolongement en rive gauche de Bouillac à Capdenac-gare est possible et demandé par les associations locales.

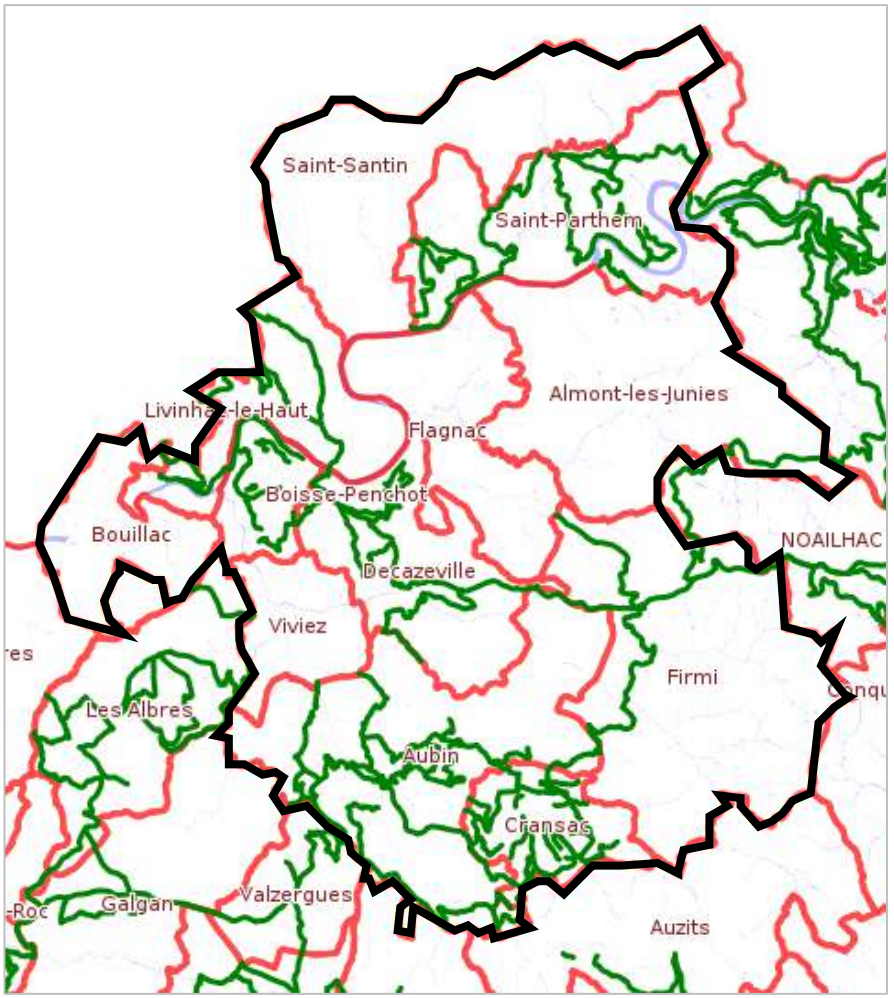


Figure 88: Sentiers de randonnées PDIPR sur l'intercommunalité, source Sirap.

Les cinq communes de l'ancienne CC du Bassin de Decazeville Aubin ont créé un topoguide de randonnées « De Découvertes en découvertes », regroupant 7 itinéraires de longueur et de difficultés variées balisés, à l'échelle de l'intercommunalité. Un parc de 500 ha appartenant à l'intercommunalité offrant des aménagements pour la promenade ainsi qu'un centre équestre est mis à la disposition des promeneurs. Ainsi, la communauté de communes cumule un linéaire important de chemins balisés, parfois rattachés au linéaire de la future Véloroute Voie Verte.

A l'échelle de l'intercommunalité, on constate que presque toutes les communes sont concernées par le **Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée** (PDIPR) de l'Aveyron.

Le Conseil Départemental de l'Aveyron a ouvert à la navigation fluviale une partie du Lot entre Port-d'Agrès et Laroque-Bouillac, sur 10 km. Un bateau à passagers a ainsi été mis en service sur cette portion en 2011, l'Olt (http://www.bateau-olt.com/le-parcours.html). Le long du parcours, s'égrène un patrimoine bâti (châteaux, maisons anciennes, ponts, églises), fluvial (écluse du chenal de Roquelongue, écluse de Marcenac...) et faunistique (héron cendré, cormoran, aigle botté, martin pêcheur...).

De début mai à mi-octobre de chaque année, environ 10 000 personnes profitent de balades thématiques (formule découverte et/ou formule gastronomique avec restaurant à bord) de Port-d'Agrès jusqu'à Boisse-Penchot, en passant par Flagnac et Livinhac-le-Haut (La Dépêche, 2015).



Figure 89 : Plaquette touristique du Bateau l'Olt, 2014, source Office de Tourisme Intercommunal

L'ancienne communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin a engagé une réflexion sur le développement d'un pôle de loisirs et d'un pôle vélo. Ce projet, mis en place pour reconquérir les sites miniers et valoriser son patrimoine et son histoire industrielle s'organise autour de trois composantes :

- Un espace de loisirs,
- Une zone d'hébergements touristiques,
- Un pôle vélo.

3. L'hébergement et la restauration

La commune de Cransac dispose de l'offre en hébergement la plus développée pour répondre à l'accueil de curistes (thermalisme). A l'échelle de Decazeville communauté, l'offre d'hébergement se compose comme suit :

- √ 324 emplacements de Camping,
- √ 124 chambres d'hôtel,
- √ 35 appartements en résidences tourisme,
- √ 105 places en gîtes étapes,
- √ 86 places en gîtes de groupe,
- √ 48 chambres d'hôtes.

Cette offre d'hébergement est complétée des résidences secondaires que compte le territoire, on en dénombre 993 en 2013, dont 254 à Cransac.



Figure 91 : Photo aérienne du Camping "Le Port de Lacombe" de Flagnac, Source : flowercampings.com



Figure 90 : Photo aérienne du Camping "Le Port de Lacombe" de Flagnac, Source : flowercampings.com Camping de la plaine de Saint-Parthem

Concernant la restauration, l'offre est diversifiée avec 23 restaurants, 14 brasseries, 7 restaurations rapides, 4 pizzerias à emporter et 2 salons de thé. La commune de Cransac dispose de 4 restaurants ainsi que d'un casino où il est possible de déjeuner.

Le guide pratique touristique 2015 de la Vallée du Lot renseigne un ensemble d'adresses de restaurants et précise leurs périodes d'ouverture ainsi que leurs spécialités, avec notamment l'« Estofinado » composé de « Stockfish » (morue de Norvège séchée).



Figure 94 : camping municipal, source mairie de Cransac



Figure 94 : Hôtel le MODERNE à Decazeville, source : Hôtel le MODERNE



Figure 94: La Soulière chambre d'hôtes à Aubin, source : Mairie Aubin

Le stockfish est arrivé en Aveyron via les gabarriers qui le remontaient sur le Lot depuis Bordeaux, (alors port de négoce de la morue) dans leurs gabarres. Les bateliers le fixaient à l'arrière du bateau pendant une dizaine de jours. Ce qui permettait au poisson de se réhydrater dans l'eau du Lot. Les bateaux accostaient au port de Bouquiès et les gabariers se restauraient à Linvinhac. C'est ainsi que l'« Estofinado » est devenu le plat des mineurs de Decazeville. Almont-les-Junies est aujourd'hui la capitale de ce plat. Entre 10 et 12 tonnes de stockfish sont consommées chaque année dans la région de Figeac, Decazeville et Villefranche. De plat « des pauvres », l'estofinade est devenue aujourd'hui fleuron de la gastronomie aveyronnaise.

4. Les attractions et curiosités

Histoire locale, médiévale et minière :

Le territoire intercommunal est riche de nombreux musées :

- √ L'**ASPIDB**, Musée du Patrimoine Industriel et Minier, est une association de sauvegarde du patrimoine industriel du bassin Decazeville Aubin.
- √ Le **Musée de la Mine d'Aubin**, créé en 1979, raconte la vie des mineurs.
- √ Le **Musée « Les mémoires de Cransac »**, témoigne de l'histoire locale, de la mine et du thermalisme, promeut la création contemporaine.
- √ Le musée de Géologie de Decazeville, classé musée de France
- √ Nombreux musées et espaces scénographiques,
- √ Les Amis du Vieil Aubin, les Amis du Moulin du Barry Haut de Viviez,
- √ Le **Musée de l'uniforme** de Livinhac-le-Haut (musée militaire associatif) est orienté sur l'histoire de France par l'intermédiaire de collections vestimentaires d'époque,
- √ L'espace scénographique **TERRA OLT**, est basé à Saint Parthem. Celui-ci est orienté sur l'histoire de la Vallée du Lot du début du siècle dernier à nos jours,
- √ L'espace muséographique relatant un quotidien révolu dans le village double de Saint-Santin, au travers d'anecdotes amusantes,
- √ L'espace d'interprétation du stockfish à Almont-les-Junies.

Le dernier **chevalement de mine** présent à la découverte de Decazeville a été rénové. Il s'érige comme un emblème des richesses minières du Bassin.

Parmi les richesses nées de la mine, l'urbanisation liée à ces extractions est de grande qualité, et en partie soignée. Les cheminées des fours à Aubin particulièrement visibles en sont les emblèmes dans la vallée de l'Enne.

L'ancien village d'Aubin est particulièrement étonnant de par sa situation en surplomb et ses monuments (église, statue, chemin de croix...).

Patrimoine, environnement et loisirs :

L'intercommunalité compte de nombreux milieux écologiques spécifiques.

Parmi eux, le **Puy de Volf** (ou de Wolf) est une particularité géologique, détenant de la serpentinite, et également une flore atypique, dont la Doradille de Marante, faisant de lui un site classé Natura 2000.

La Montagne qui brûle, nommée en langue romane, « Puech que Ard », est un phénomène géologique provenant de l'oxydation des pyrites par l'humidité de l'air qui passe au travers des fractures du sol.



Figure 96 : Musée de la Mine d'Aubin
Source : L'Artifex



Figure 95 : Puy de Volf Source : L'Artifex

La présence de houille et les mouvements de terrain dus à l'exploitation minière n'ont fait que favoriser cette combustion.

Les activités de loisirs du territoire intercommunal sont également orientées sur le Lot. On y dénombre une base nautique au camping du Port de Lacambe de Flagnac, ainsi que deux bases de Loisirs (camping Le Roquelongue de Boisse-Penchot et "Les rives du Lot"). Egalement, 4 aires de loisirs, aux équipements plus légers complètent l'offre. Enfin, peuvent être cités la piscine de Boisse-Penchot, le Club d'Aviron de Bouillac, le Port de Lacombe à Flagnac ainsi que les pontons de pêche accessibles aux personnes à mobilité réduite le long des berges du Lot, notamment à Flagnac et Livinhac-le-Haut.

Par ailleurs, le **petit patrimoine rural** des villages et hameaux participe lui aussi à enrichir le potentiel touristique (fontaine, puits, lavoir, pigeonnier, forge, églises, four à pain...).

Plus spécifiquement, les visites du **site de Gironde** (château et points de vue aménagés) et de la commune double de Saint-Santin, intégrés

notamment à la formule « Vallée du Lot Tour » (spécial groupes), complètent le panel touristique intercommunal.

Tourisme thermal :

L'établissement thermal de Cransac offre des soins dans un bâtiment et un cadre prestigieux, mis en valeur par la forêt. La station thermale accueille 2 000 curistes sur le volet bien-être et remise en forme. La station thermale est équipée d'un spa disponible à tous.

La présence de la station a permis l'implantation d'un casino sur la commune en 2015. Après un an de fonctionnement, sa fréquentation était de 65 000 clients.

Par conséquent, le nombre de nuitées sur la commune de Cransac est en constante augmentation depuis 2011. En 2015, la commune a accueilli 52 000 touristes contre 40 000 en 2011.

Ces touristes apportent des ressources non négligeables pour la commune qu'il s'agisse de la taxe de séjour qu'ils génèrent ou de l'activité économique qu'ils accompagnent.



Site de Gironde, Saint-Parthem



Coeur de bourg du village Double Saint Santin d'Aveyron/Saint Santin des Maurs d'Auvergne



Station thermale, source mairie de Cransac.



Casino de Cransac, source Paysages.

Œuvres d'art contemporain :

Decazeville Communauté dispose de 3 œuvres d'art sur les 7 du « Circuit de l'Art dans l'espace public en Aveyron ».

On y retrouve notamment les vitraux de l'église Notre Dame d'Aubin, œuvre du peintre Daniel Coulet et du maître verrier Dominique Fleury. Ces 12 vitraux ont été réalisés entre 1996 et 2006 et *« illustrent des épisodes de la vie de deux personnages qui bénéficient d'une grande dévotion dans la région : le Père Marie Eugène de l'Enfant Jésus, carme fondateur de l'Institut Notre Dame de Vie, et Sainte Emilie de Rodat, fondatrice à Aubin de la Congrégation de la Sainte Famille »*[5].



Figure 97 : Vitraux de Daniel Coulet, source : tourisme-aveyron.com

La Triangulaire de Cransac est quant à elle érigée en trois pôles par l'artiste Joëlle Tuerlinckx suite à une commande passée par la ville de Cransac, la Fondation de France et le Ministère de la culture et de la Communication. Elle est l'aboutissement d'une réflexion sur l'histoire locale et se matérialise par un « Monument-Mémoire » de 34 mètres de hauteur implanté sur l'ancien carreau de la mine, et de deux pôles désignés par Joëlle Tuerlinckx comme « Vitrine Contemporain » et « Vitrine Historique » dans le musée Les Mémoires de Cransac.



Figure 98 : La Triangulaire de Cransac, source tourisme-aveyron.com

La dernière, est le Chemin de Croix peint par Gustave Moreau en 1863. Cette œuvre n'est pas catégorisée comme œuvre d'art contemporaine mais est classée Monument Historique.



Figure 99 : Chemin de Croix de Gustave Moreau, source : tourisme-aveyron.com

Ces œuvres peuvent faire l'objet de visites libres, de visites guidées en groupe toute l'année, et de visites guidées individuelles entre avril et octobre.

Street Art

L'intercommunalité a organisé du 25 mai au 30 Juin son premier festival de Street Art qui a laissé une trace visible et pérenne sur les murs des bâtiments Decazevillois.

[5] Source : Office de tourisme communautaire

Au regard de l'engouement qu'a connu ce festival, l'intercommunalité envisage de renouveler l'opération sur l'ensemble du territoire intercommunal.

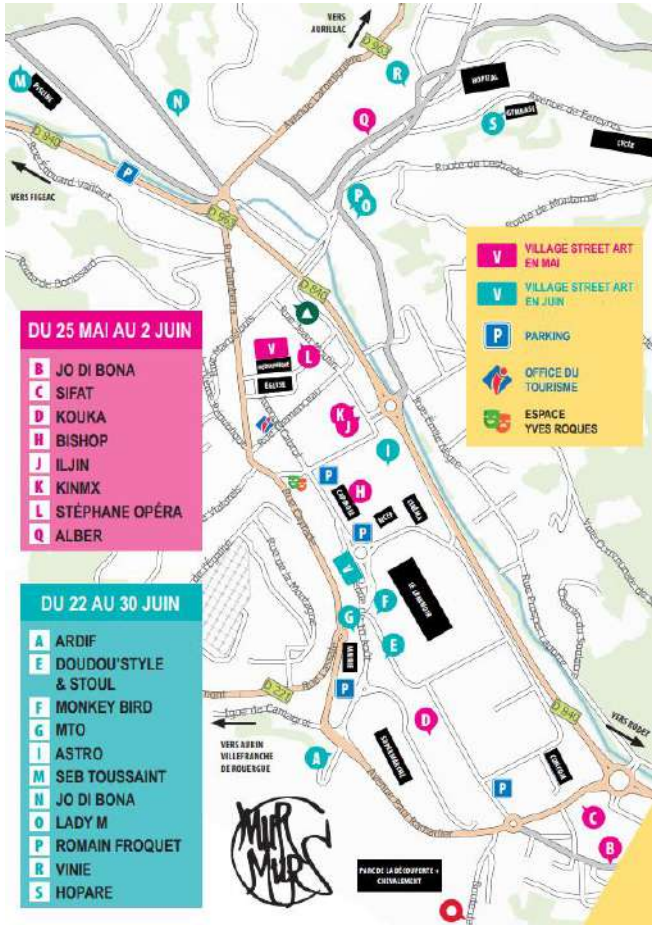
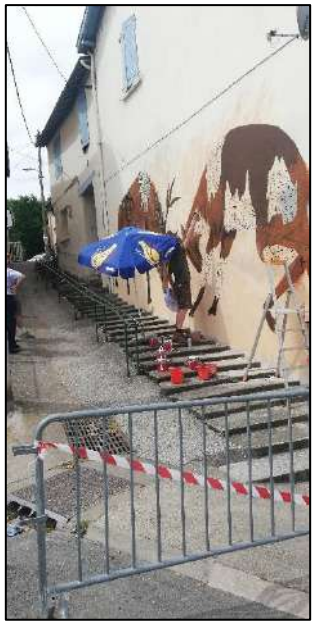


Figure 100 : Localisation des œuvres, source : Decazeville Communauté



Figure 101 : Plaquette d'information du parcours Street Art, source : Decazeville Communauté.












La proximité de la communauté de Conques-Marcillac

La Communauté de Communes Conques-Marcillac est caractérisée par une grande diversité paysagère et la présence de ressources naturelles et culturelles revêtant un attrait fort tant pour les nouveaux habitants que pour les nombreux visiteurs. Le Ségala de Conques, au Nord du territoire, est particulièrement concerné ; maillé de profondes vallées (notamment celles du Lot et du Dourdou) et traversé par le Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle avant son entrée sur le Decazevillois, il abrite en particulier la cité médiévale de Conques.

Conques est déjà reconnu pour la contribution historique de son patrimoine (l'abbaye et le pont romain étant classés au Patrimoine Mondial de l'Unesco), ainsi que pour son attractivité régionale (le territoire de la CCCM étant reconnu Grand Site d'Occitanie). Afin de poursuivre ces démarches de valorisation et de protection sur ce site, les acteurs du territoire portent candidature au label Grand Site de France.

Le PLUi-H de Decazeville Communauté dans sa mise en œuvre peut s'inscrire dans cette même dynamique, notamment sur les voies d'accès menant à Conques. La préservation des paysages, la protection du patrimoine bâti remarquable mais aussi du petit patrimoine, la valorisation des espaces de pleine nature notamment le long de la vallée du Lot, la poursuite de l'aménagement et de la sécurisation du GR 65 ... sont autant d'éléments à intégrer. En effet si le village historique de Conques constitue un point d'appel touristique fort, il doit néanmoins s'inscrire dans un projet d'attractivité touristique plus large au bénéfice de tout l'Aveyron, en se connectant notamment à d'autres polarités touristiques voisines telles que la Vallée du Lot ou encore les Equipements de bien-être/loisir de la commune de Cransac.

Figure 102 : photographies du Street Art, source : Paysages

G. LES EQUIPEMENTS DU TERRITOIRE

I. L'offre commerciale

Decazeville Communauté est catégorisée comme un pôle commercial secondaire à l'échelle du département.

Les commerces recensés en 2012 sont :

- *Almont-les-Junies* : 1 fleuriste,
- *Boisse-Penchot* : 2 épiceries, 1 boulangerie,
- *Bouillac* : 1 épicerie, 1 boulangerie,
- *Flagnac :* 1 supermarché, 1 épicerie, 1 magasin de vêtements,
- *Livinhac-le-Haut* : 1 épicerie, 1 boulangerie, 1 boucherie-charcuterie, 1 librairie, 1 pharmacie,
- *Saint-Parthem* : 1 épicerie,
- *Aubin* : 1 épicerie, 2 boulangeries, 3 boucheries-charcuteries, 1 produits surgelés, 1 librairie, papeterie, journaux, 2 magasins de meubles, 2 fleuristes,
- *Cransac* : 1 supermarché, 1 grande surface de bricolage, 1 supérette, 1 boucherie-charcuterie, 1 librairie, papeterie, journaux, 1 magasin de vêtements, 1 magasin d'articles de sports et loisirs, 1 droguerie, quincaillerie, bricolage, 1 fleuriste, 1 station-service,
- *Decazeville* : 1 Hypermarché, 2 supermarchés, 1 grande surface de bricolage, 3 épiceries, 9 boulangeries, 2 boucheries-charcuteries, 1 librairie, papeterie, journaux, 23 magasins de vêtements, 7 magasins d'équipement du foyer, 5 magasins de chaussures, 2 magasins d'électroménager et de matériel audio-vidéo, 3 magasins de meubles, 3 magasins d'articles de sports et loisirs, 1 droguerie, quincaillerie, bricolage, 2 parfumeries, 2 horlogeries, bijouteries, 4 fleuristes, 2 magasins d'optique, 2 stations-services,
- *Firmi* : 2 boucheries-charcuteries, 1 librairie, papeterie, journaux, 1 magasin d'équipement du foyer, 1 magasin d'articles de sports et loisirs, 1 droguerie, quincaillerie, bricolage, 1 fleuriste,
- *Viviez* : 1 supermarché, 1 grande surface de bricolage, 1 épicerie, 2 stations-services.

Les zones de chalandises alimentaire et non-alimentaire se limitent au territoire intercommunal soit une population d'environ 19 500 habitants pour un potentiel de consommation de 130 Millions d'euros.

Il existe une zone d'influence sur les secteurs de Conques et de Montbazens mais avec des taux d'emprise assez faibles, allant de 10 % en alimentaire à 14 % en non-alimentaire.

Depuis 2009, la zone de chalandise s'est réduite en raison de la réduction de la consommation du secteur de Conques sur l'intercommunalité.

Potentiel de consommation total en M€	
Alimentaire	56 M€
Non alimentaire	74 M€
Equipement de la personne	18 M€
Equipement de la maison	35 M€
Culture et Loisirs	10 M€
Hygiène et Beauté	10 M€
Total	130 M€

Figure 104 : potentiel de consommation en 2017, source : CCI



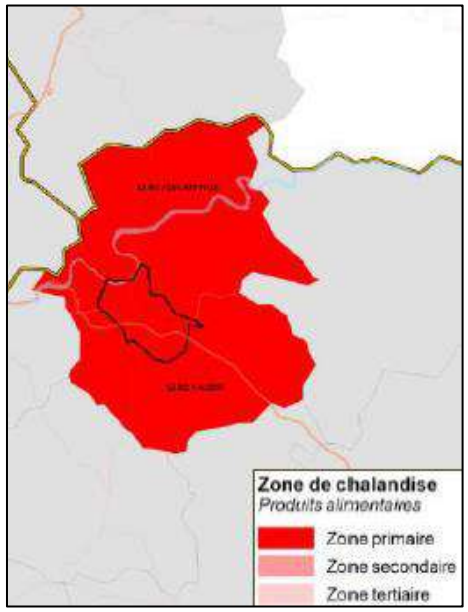


Figure 103 : zone de chalandise de Decazeville Communauté en 2017, source : CCI

En alimentaire, le taux d'évasion atteint 16 % et reste parmi les plus faible par rapport à des territoires comparables mais il s'oscille entre 36 % et 71 % pour le non alimentaire.

L'agglomération de Rodez reste la principale destination des ménages de l'intercommunalité avec 50 % de l'évasion non-alimentaire suivi de la vente à distance.

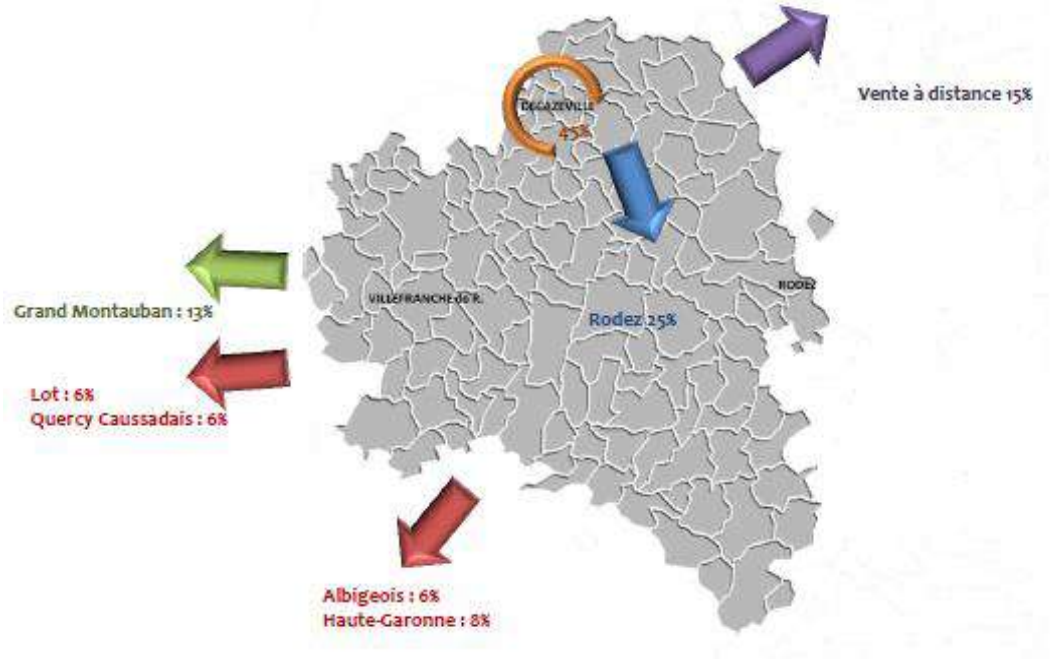


Figure 107 : Destination de l'évasion non alimentaire en 2017, source : CCI

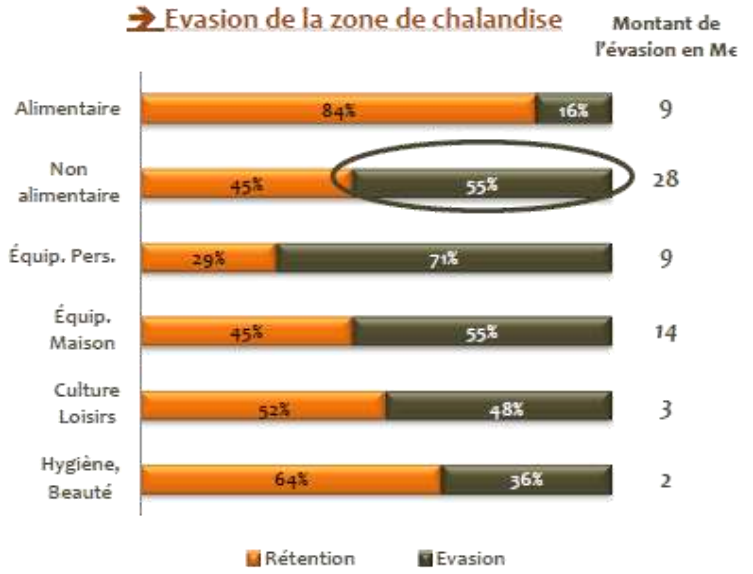


Figure 106 : Evasion de la zone de chalandise en 2017, source : CCI

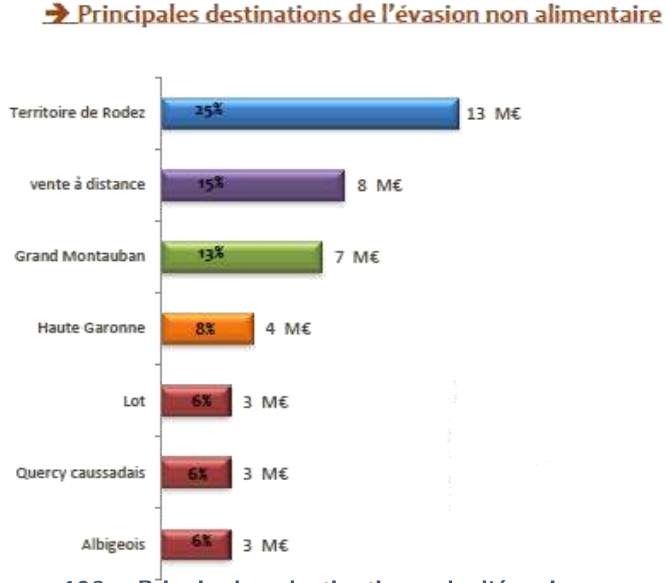


Figure 106 : Principales destinations de l'évasion non alimentaire, source : CCI

Le centre de Decazeville recessent la majorité de l'offre commercial du territoire intercommunal. La CCI a effectué une enquête en mars 2017 qui a révélé 186 cellules commerciales dans le centre dont 52 sont vacantes, soit un taux de vacance de 28 % qui représente un enjeu fort du projet de territoire.

Le centre de Decazeville est caractérisé par une faible part de surface commerciale alimentaire par rapport aux autres pôles de même nature en raison de la proximité de la zone du centre et de son hypermarché.

L'enquête réalisée auprès des consommateurs indique que ceux-ci sont satisfaits de la desserte routière mais que l'esthétisme et l'animation mériterait d'être améliorer afin de renforcer l'attractivité du centre-ville.

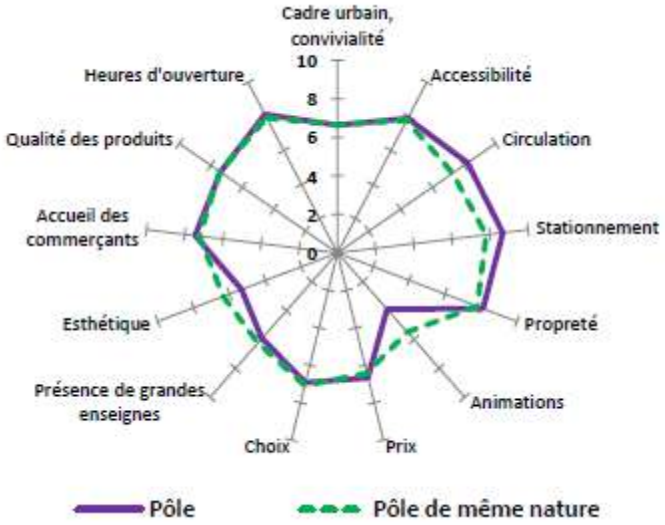


Figure 109 : Satisfaction des usagers du centre de Decazeville en 2017, source : CCI



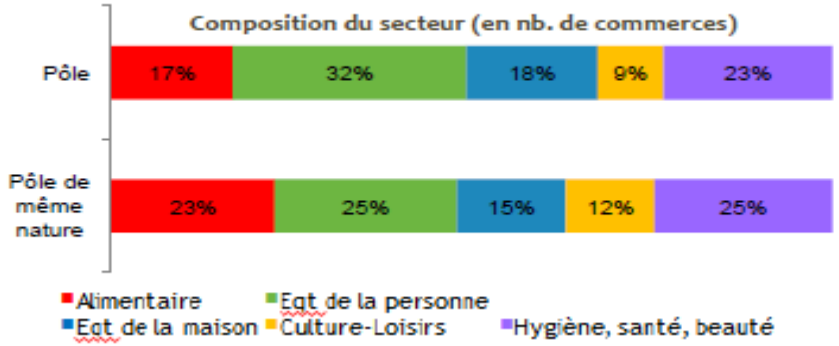


Figure 108 : composition de la zone commerciale du centre de Decazeville en 2017, source : CCI

II. Les services à la population

En 2016, la communauté de commune comptait 770 équipements (commerces, équipements de sports et de loisirs, équipements de tourisme, services aux particuliers, transports et déplacements, enseignement et santé) dont 43 % sont localisés sur la commune de Decazeville.

Cette gamme d'équipements permet d'offrir à la population des services de qualité, pouvant être complétés par les pôles de Rodez et Figeac. On peut toutefois remarquer qu'il existe des différences entre les communes de l'intercommunalité. En effet, le taux d'équipement pour 1 000 habitants varie entre 22.8 pour Almont-les-Junies à 53.7 pour Decazeville.

La population n'est pas dépendante des autres pôles puisqu'elle a accès à des commerces de gamme intermédiaire, notamment alimentaire. Toutefois, les communes du Nord de l'EPCI sont dépendantes de Decazeville, pôle interne de Decazeville Communauté, notamment en ce qui concerne les équipements liés à la santé. La présence d'équipements participe du maintien de la population sur place et de l'attractivité territoriale.

L'offre d'équipements et services devra être cohérente avec l'évolution de la population et de ses besoins. Le PLUi-H devra anticiper et prévoir des équipements de proximité, complémentaires de ceux déjà existants afin de programmer les outils facilitant leur implantation et leur réalisation.

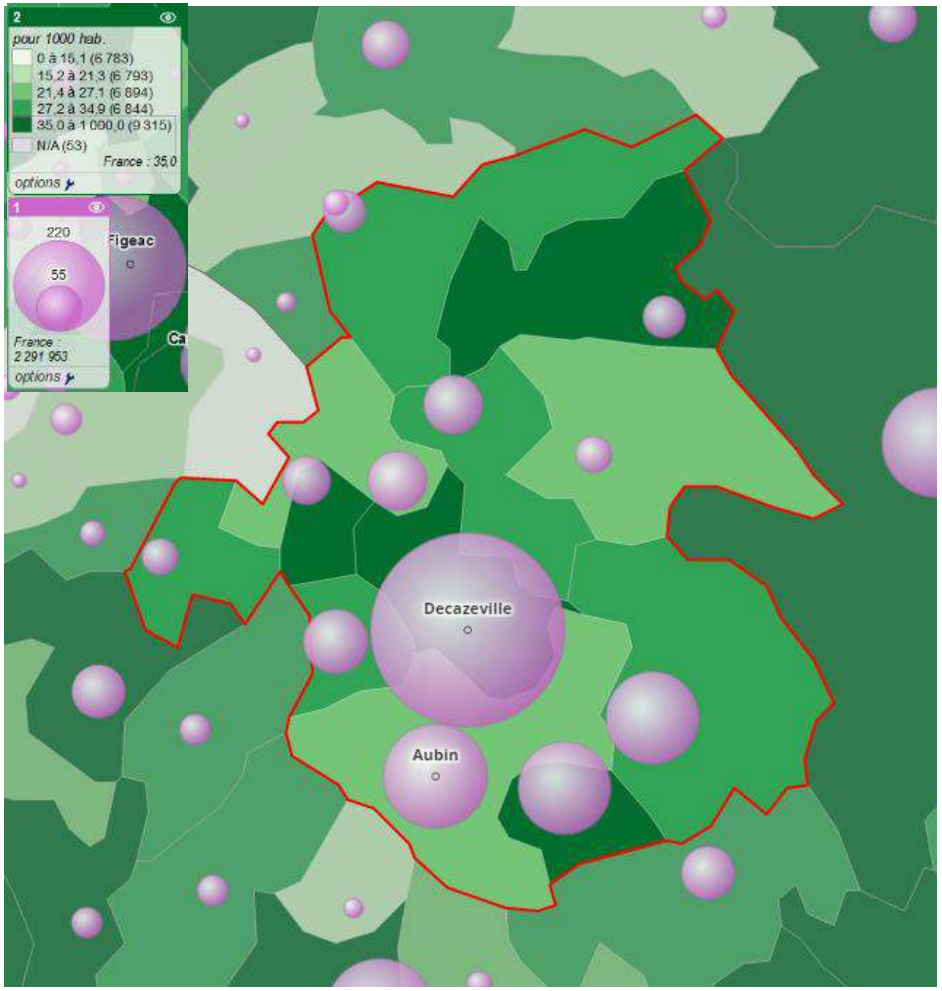
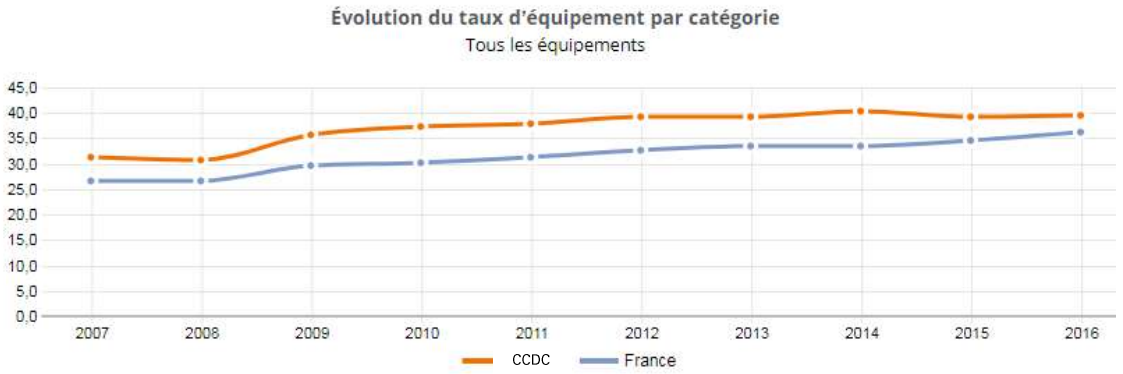
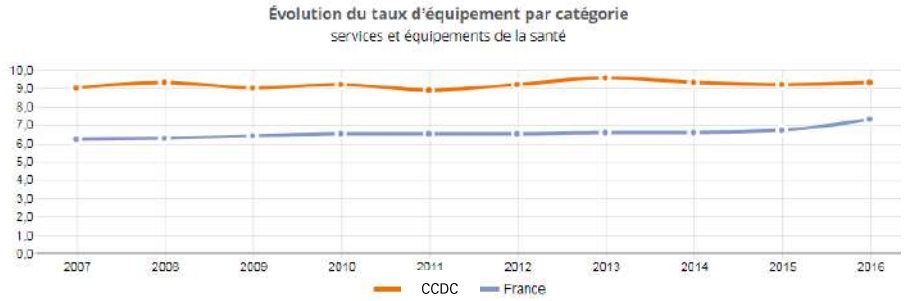


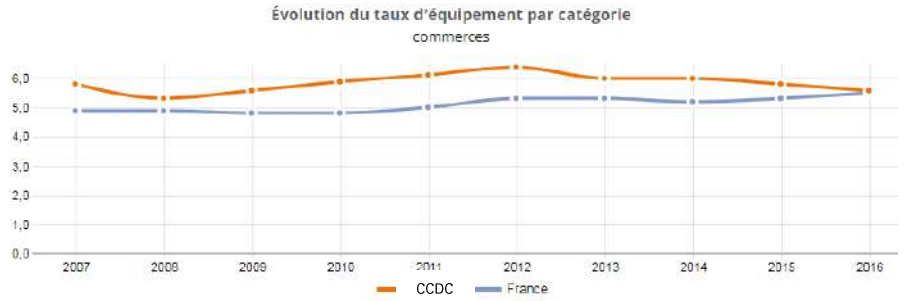
Figure 110 : Nombre d'équipements et taux d'équipements pour les services aux particuliers par commune et en 2016, source Géoclip

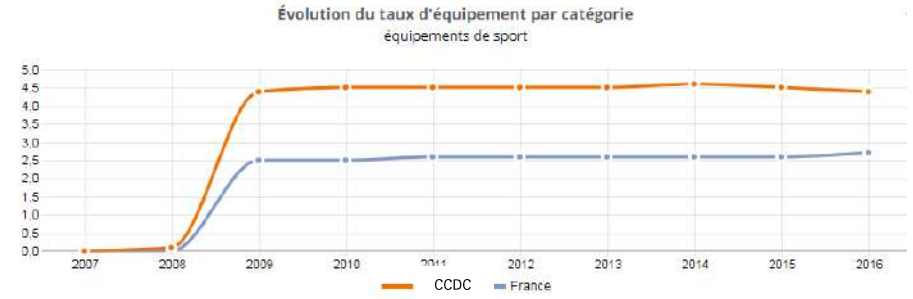
Le taux d'équipement de Decazeville Communauté est en constante progression depuis 2007 passant de 31.3 ‰ à 39.4 ‰ en 2016.

Il est à noter que pour quasiment l'ensemble des catégories des équipements, Decazeville Communauté possède un taux d'équipements supérieur à celui de la France.









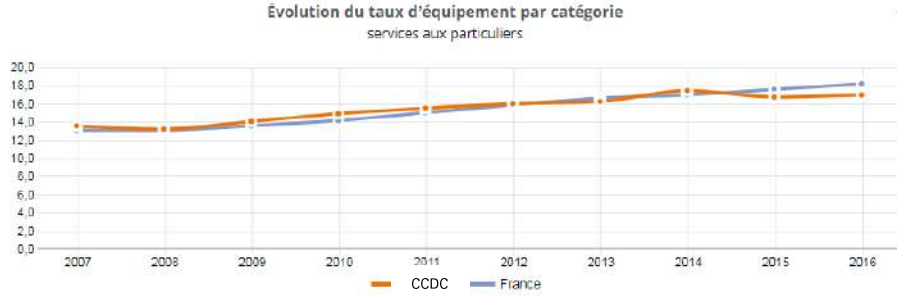
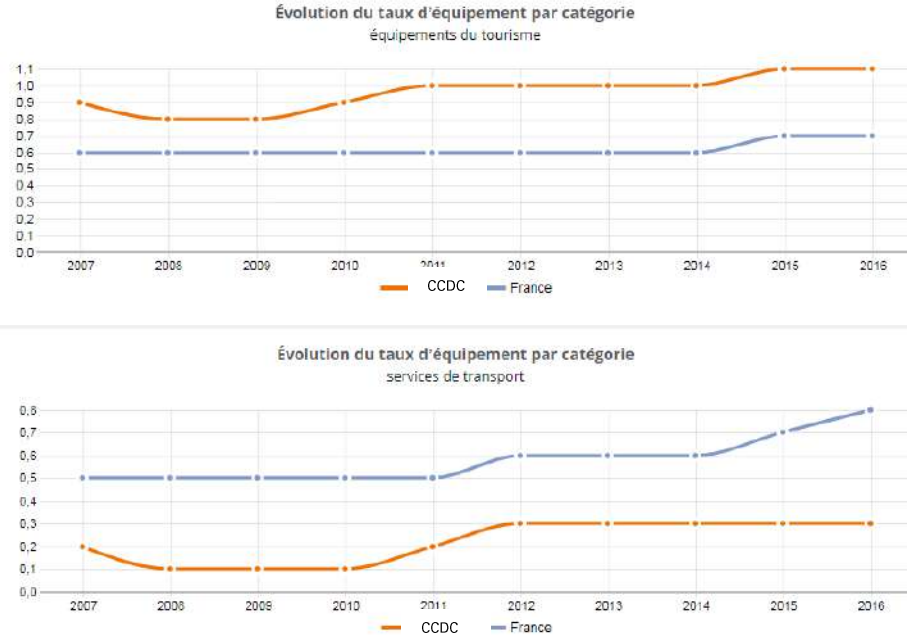


Figure 111 : Evolution du taux d'équipements, source : Géoclip



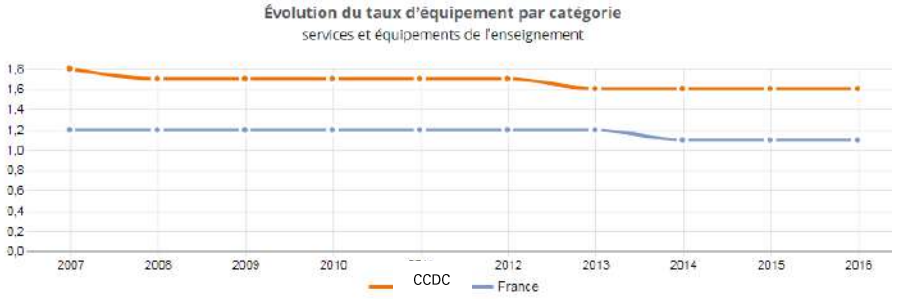


Figure 112 : Evolution du taux d'équipements, source : Géoclip

III. Le patrimoine public

Les communes de l'ex Bassin Decazeville Aubin possèdent des propriétés bâties de différentes vocations, on recense : les Mairies, les écoles, les salles des fêtes, les églises, des bâtiments communaux etc. Ce patrimoine communal est complété par des espaces non bâtis qui ont différentes vocations : cimetières, voiries, etc. D'une manière générale, il semble que les communes disposent de réserves foncières pour réaliser des projets communaux. En plus du patrimoine communal, il faut ajouter le patrimoine intercommunal, départemental et national, principalement répartis au Sud de Decazeville Communauté.

Le patrimoine intercommunal est vaste mais il regroupe surtout les zones d'activités et de loisirs intercommunales et les découvertes liées à l'activité minière. L'Etat possède quelques parcelles dans les espaces boisés mais aussi une parcelle sur laquelle est implantée une usine sur le territoire de Decazeville, il s'agit probablement d'une propriété acquise lorsque l'activité industrielle était fleurissante.

Enfin, les propriétés départementales recensent les voiries gérées par le conseil départemental.

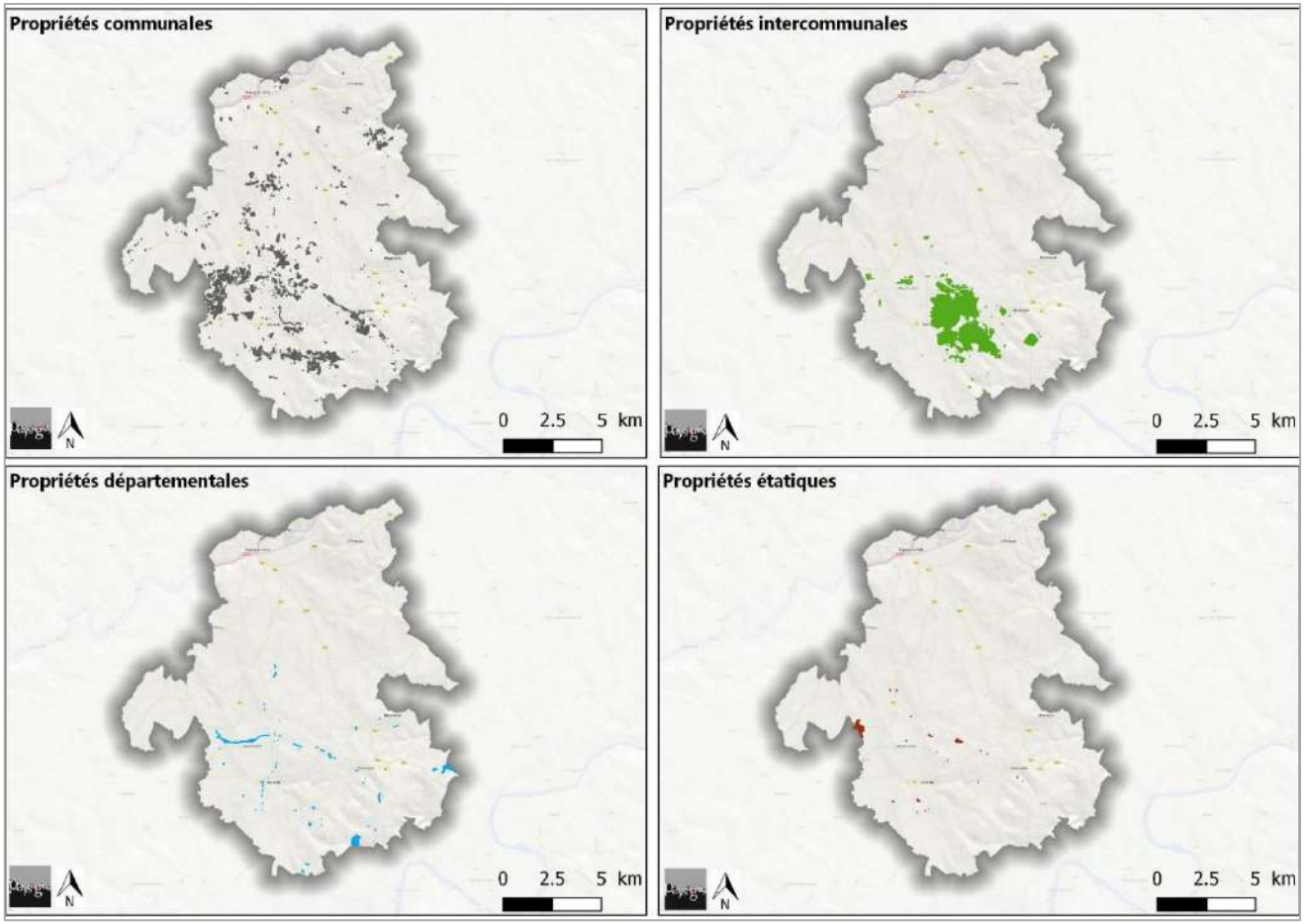


Figure 113 : Propriétés et équipements publics, source CCDC, réalisation Paysages.

IV. La couverture internet

Decazeville Communauté est desservie par un réseau internet qui n'est pas équilibré sur le territoire, les centres-villes de Decazeville, Livinhac-le-Haut, Flagnac, Aubin et Firmi ont une meilleure couverture réseau que les autres communes qui ont un signal de 8 à 30Mbit/s. La commune de Saint-Santin, est celle qui a la moins bonne couverture puisque les trois quarts du territoire reçoivent un signal inférieur à 3 Mbit/s.

Un projet du SIEDA de FttH (Fiber to the Home : Fibre optique jusqu'au domicile) est mis en place sur le territoire intercommunal afin de relier toutes les habitations à la fibre d'ici 2022.

La poursuite du développement du haut débit sur le territoire joue un rôle majeur sur l'attractivité territoriale tant d'un point de vue économique pour l'accueil d'entreprises, que d'un point de vue démographique pour assurer le maintien de la population actuelle que pour attirer de nouveaux habitants pour un usage domestique ou professionnel.

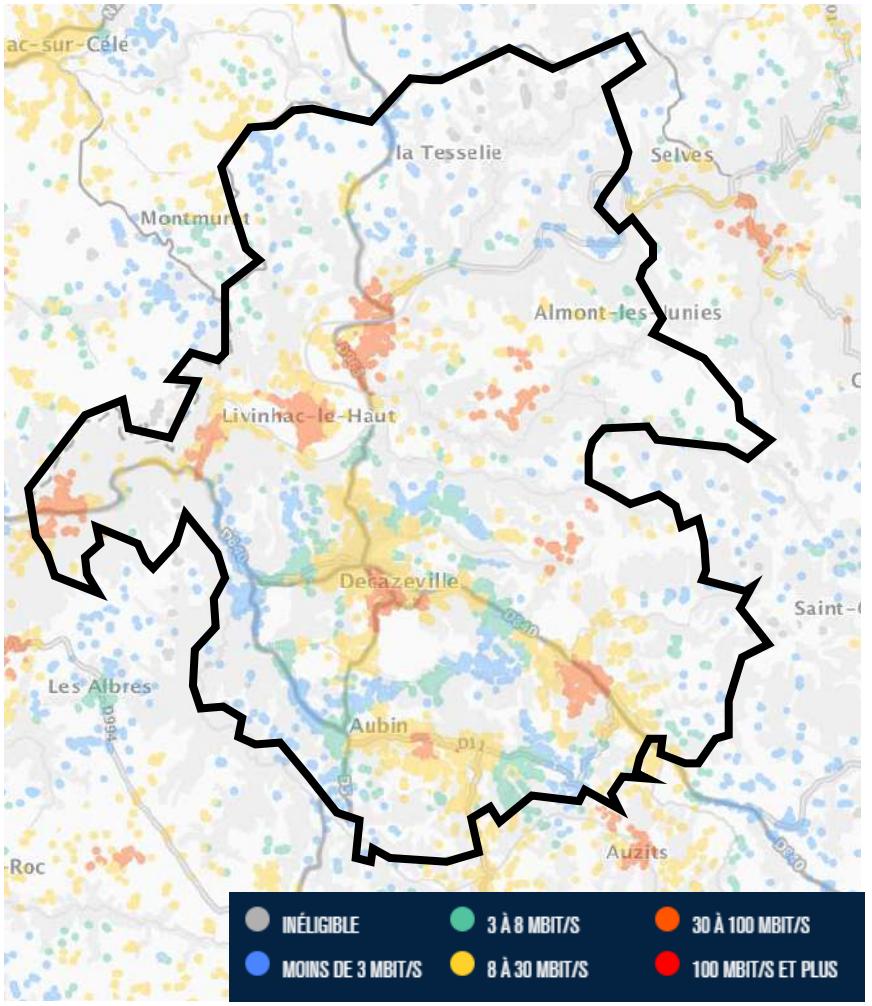


Figure 114 : Couverture internet de la CCDC, source observatoire France très haut débit.

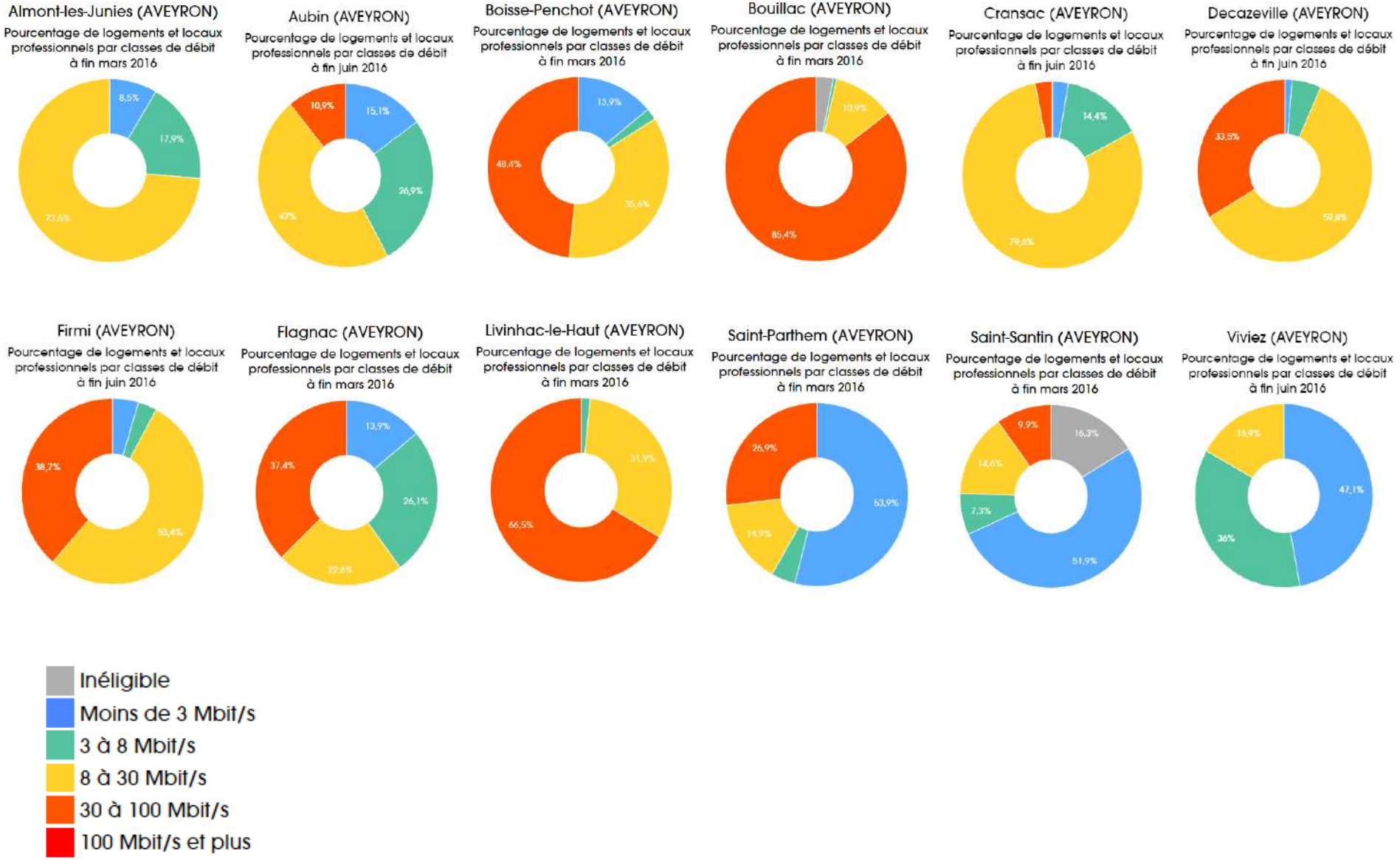


Figure 115 : Pourcentage de couverture internet de la CCDC par commune, source observatoire France très haut débit.

V. Le réseau d'eau potable

La production et la distribution d'eau potable font partie des compétences de la Communauté de Communes.

Le service de l'eau, c'est aussi :

- Une direction pour planifier et pérenniser la gestion, et suivre les travaux,
- Des agents de terrain spécialisés, œuvrant au quotidien pour exploiter les installations, assurer les astreintes et répondre aux urgences,
- Un centre technique et un accueil du public, situés à Fontvergnes à Decazeville.

Les missions du service des eaux :

- Répondre aux demandes et informer les usagers,
- Sécuriser les ressources en eau et s'engager dans une politique d'économie de l'eau,
- Préserver la qualité des milieux naturels par une maîtrise du traitement des eaux,
- Harmoniser et améliorer la qualité des services actuels,

La radio-relève

Ce système, instauré par Decazeville Communauté à compter du 1er janvier 2018, permet de relever l'index du compteur d'un abonné à distance sans avoir à pénétrer dans sa propriété. Il présente l'avantage d'une facturation plus juste des usagers. En effet, avec la radio-relève c'est la fin prochaine des estimations de consommation.

Les modules radio-relève sont posés uniquement sur des compteurs de marque SENSUS ou ITRON, dont est équipé en grande majorité les foyers du territoire.

Decazeville Communauté envisage un programme de renouvellement de 2000 compteurs par an sur les 5 prochaines années.

Le module laisse la liberté à l'abonné de voir l'index de son compteur si celui-ci veut s'assurer tout au long de l'année qu'il n'y a pas de fuite chez lui. En plus de fournir l'index du compteur, le module radio donne également d'autres informations concernant le compteur de l'abonné.

Il permet ainsi :

- Une relève de compteur 2 fois par an afin de permettre d'identifier les dysfonctionnements en cours d'année,
- De détecter une fuite après compteur chez l'abonné si celle-ci dépasse un seuil de fuite réglable de 4 l/h minimum,
- De détecter les retours d'eau et de les quantifier,
- De résoudre le problème de l'accès difficile à certains compteurs de par leur position,
- De résoudre le problème des estimations de consommations dues aux abonnés absents lors des tournées de relève des compteurs,
- De supprimer les erreurs de lecture et de saisie des index des compteurs par les agents chargés des tournées de relève.

La relève des index à distance se fait uniquement à l'aide d'un terminal de saisie portable, propriété de Decazeville Communauté. L'installation d'un module de radio-relève ne doit en aucun cas remplacer le contrôle visuel régulier du système de comptage.

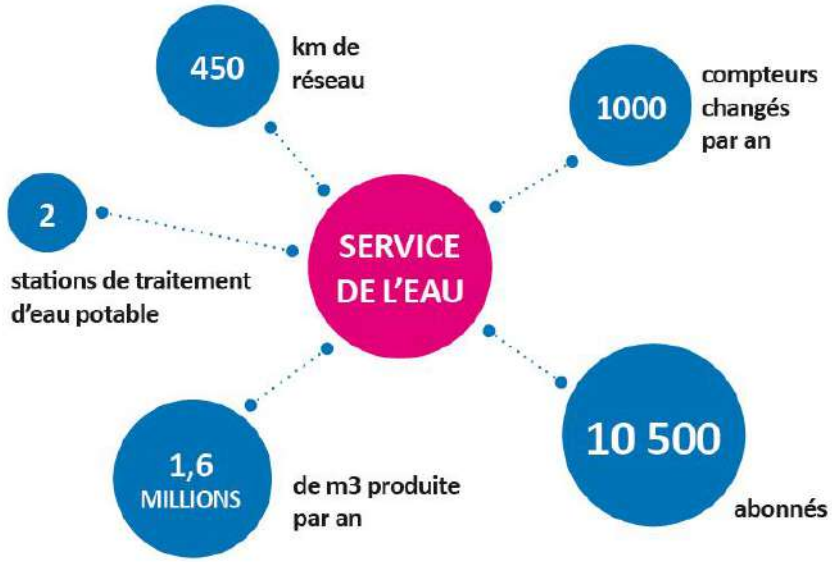


Figure 116 : Gestion du service, source : Decazeville Communauté



PLUiH

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PLH

1. Rapport de présentation
1.1. Diagnostic du territoire
1.1.2. Livret II : Diagnostic Habitat

DOSSIER APPROUVE LE 11/03/2021
EN CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département de l'Aveyron
Decazeville Communauté

DECAZEVILLE COMMUNAUTÉ

artifex

PAYSAGES
études & aménagements urbains

A. PREAMBULE 3

I. **Qu'est-ce qu'un PLUi valant Programme Local de l'Habitat ?...4**

II. **Le cadre législatif.....5**

III. **Le bilan du PLH actuel 9**

IV. **Un PLUi-H contractualisé avec les communes et co-construit avec les partenaires 12**

1. Association de l'Etat..... 12
2. Implication des communes..... 12
3. Rencontre avec les acteurs du territoire..... 12

B. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL.....14

I. **La structure démographique 15**

1. Une perte d'habitants inscrite dans le temps 15
2. Une population vieillissante..... 16
3. Des ménages en voie d'isolement..... 17

II. **Le parc de logement existant 18**

1. L'évolution du parc de logement 18
2. La typologie des logements..... 23

C. LA DIVERSIFICATION DES BESOINS EN LOGEMENT 31

I. **La complexification des parcours résidentiels..... 32**

1. La mutation des modes de vie 32
2. Des besoins de logements croissants 33
3. Ménages anciens et ménages nouveaux.....36
3. L'offre et la demande de logements sociaux.....39
4. L'offre locative 40

II. **Des publics avec des besoins spécifiques..... 41**

1. Des choix résidentiels contraints par les ressources des ménages.....41
2. Des besoins croissants liés au vieillissement de la population 43
3. Une offre dédiée aux étudiants à adapter.....45
4. La réponse à destination des plus fragiles.....47
5. L'accueil des gens du voyage 49

D. LE PARC ANCIEN 50

I. **Le parc ancien des centres : un fort potentiel de renouvellement urbain..... 51**

1. Un parc structurant pour le territoire 51
2. Les difficultés du parc existant.....52
3. Le potentiel de renouvellement important des centres ruraux57

II. **Des problématiques qui touchent également les quartiers d'habitat social 58**

1. Le parc des offices publics de l'habitat (OPH) 58
2. Une évolution de la forme d'habitat social 60

III. **Un parc de logements locatifs privés déséquilibré.....62**

E. LA PRODUCTION NEUVE.....63

I. **Une production neuve en mutation 64**
1. Une production en repli 64
2. Une production irrégulière 66

II. **Une production portée par la maison individuelle.....67**
1. Une construction individuelle majoritaire sur tout le territoire67
2. Une dé-densification progressive du tissu urbain..... 68

III. **Une évolution des modes de production.....70**
1. Des outils d'aménagement qui posent question..... 70
2. Un déficit d'opérateurs et de partenariats..... 70

F. LES DEFIS POUR L'HABITAT DE DEMAIN 71

I. **Acompagner le devenir du parc existant..... 72**
1. Réhabilitation des logements des centres 72
2. Amélioration énergétique.....72
3. Rechercher la qualité urbaine.....73
4. Réussir l'Opération de Restauration Immobilière du centre-ville de Decazeville 73

II. **Favoriser une démarche participative des différents acteurs. 73**
1. Permettre l'approche partenariale.....73
2. Requalifier l'offre de logements sociaux.....73
3. Assurer l'équilibre urbain/rural 74
4. Offrir une réponse aux besoins des personnes les plus défavorisées.....74

A. PREAMBULE

I. Qu'est-ce qu'un PLUi valant Programme Local de l'Habitat ?

Institué lors de la décentralisation du 7 Janvier 1983, le Programme Local de l'habitat a pour objectif de développer des réponses adaptées aux besoins en logement des habitants actuel et futurs. Le PLH s'est imposé comme le document stratégique de mise en œuvre des politiques locales de l'habitat. Pour les collectivités locales, l'habitat reste un facteur clé du développement local et un enjeu central pour accroitre l'attractivité d'un territoire.

La loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 et la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 offre la possibilité aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) d'associer le Programme Local de l'Habitat (PLH) et le Plan de Déplacement Urbain (PDU) à l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal afin d'assurer une meilleure articulation des politiques communautaires.

Decazeville Communauté a décidé de se saisir de cette opportunité et élabore donc un PLUi-H : un Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat. Dès lors, son PLUi devra recouvrir toutes les caractéristiques d'un PLH en plus des dispositifs de PLUi.

Le PLH définit les objectifs et principes d'une politique locale à l'échelle intercommunale visant à agir sur les marchés locaux de l'habitat afin d'assurer une meilleure adéquation entre l'offre et la demande et ainsi fluidifier les parcours résidentiels des ménages.

Le PLH permet ainsi de :

- Coordonner les acteurs et les projets en ouvrant le débat local et en prenant en compte d'autre composante que le développement territorial,
- Contractualiser avec l'Etat mais aussi avec les bailleurs sociaux pour mettre en place une politique de l'habitat réalisable en s'appuyant sur différents acteurs.

Le PLH se décline en trois étapes qui devront être intégrées au PLUi de Decazeville Communauté :

- **Un diagnostic** faisant l'état des lieux du parc de logements et des conditions d'habitat et d'habiter sur l'intercommunalité,
- **Des orientations stratégiques et un programme d'actions** d'ordre général et pour l'ensemble des communes composant l'intercommunalité,
- **Un programme d'actions territorialisées,** détaillées par commune qui seront la traduction des objectifs généraux fixés à l'échelle de l'intercommunalité.

II. Le cadre législatif

La Loi ENE de 2010 a introduit l'obligation d'intégrer le Programme Local de l'Habitat (PLH) au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi). L'objectif était de faciliter la réalisation des deux documents qui trouvent des similitudes dans leur logique d'élaboration : réalisation d'un état des lieux du territoire à un instant donné (diagnostic), co-construction d'un projet de territoire (PADD et document d'orientation), définition des moyens de sa mise en œuvre (OAP, Zonage et règlement et programme d'action).

La loi ALUR de 2014 a assoupli cette disposition en raison du frein observé du passage à l'urbanisme intercommunal observé chez certaines intercommunalités. L'élaboration conjointe des deux documents entraine nécessairement une démarche plus complexe. Désormais, les communautés de communes ont la possibilité d'élaborer une démarche conjointe ou d'établir deux documents distincts.

La loi ALUR a également introduit l'obligation de réaliser tous les six ans une analyse des résultats de l'application du PLUi au regard des objectifs généraux définis dans le document d'orientations et dans le programme d'actions. De plus, tous les trois ans, un bilan supplémentaire doit être réalisé afin de vérifier la conformité des actions avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), et le Programme d'Orientations et d'Actions (POA).

	PLUi	PLH
Validité	Illimitée	6 ans
Evaluation	Tous les 9 ans	3 et 6 ans
Prescription	Opposable	Non opposable
Pièces constitutives	Rapport de présentation	Diagnostic
	PADD	Document d'orientation
	OAP et POA	Programme d'action
	Zonage et règlement	

Figure 1 : Méthodologie du PLUi et du PLH, source : ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité

Aujourd'hui, les objectifs de ce document sont traduits dans l'article L302-1 du code de la construction et de l'habitation :

« I - Le programme local de l'habitat est établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes membres.

II -Le programme local de l'habitat définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logement et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Ces objectifs et ces principes tiennent compte de l'évolution démographique et économique, de l'évaluation des besoins des habitants actuels et futurs, de la desserte en transports, des équipements publics, de la nécessité de lutter contre l'étalement urbain et des options d'aménagement déterminées par le schéma de cohérence territoriale ou le schéma de secteur lorsqu'ils existent, ainsi que du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, du schéma départemental d'accueil des gens du voyage et, le cas échéant, de l'accord collectif intercommunal défini à l'article L. 441-1-1.

III -Le programme local de l'habitat comporte un diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement et sur la situation de l'hébergement, analysant les différents segments de l'offre de logements, privés et sociaux, individuels et collectifs, et de l'offre d'hébergement. Le diagnostic comporte notamment une analyse des marchés fonciers, de l'offre foncière et de son utilisation, de la mutabilité des terrains et de leur capacité à accueillir des logements. Ce diagnostic inclut un repérage des situations d'habitat indigne, au sens du premier alinéa de l'article 1er-1 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, et des copropriétés dégradées.

Le programme local de l'habitat définit les conditions de mise en place de dispositifs d'observation de l'habitat et du foncier sur son territoire.

IV -Le programme local de l'habitat indique les moyens à mettre en œuvre pour satisfaire les besoins en logements et en places d'hébergement, dans le respect du droit au logement et de la mixité sociale et en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, en précisant :

- Les objectifs d'offre nouvelle,
- **Les actions à mener en vue de l'amélioration et de la réhabilitation du parc existant,** qu'il soit public ou privé, et les actions à destination des copropriétés en difficulté, notamment les actions de prévention et d'accompagnement. A cette fin, il précise les opérations programmées d'amélioration de l'habitat, le cas échéant, les opérations de requalification des copropriétés dégradées et les actions de lutte contre l'habitat indigne,
- ***Les actions et opérations de requalification des quartiers anciens dégradés*** *au sens de l'article 25 de la loi n° 2009-323*

du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

- **Les actions et opérations de rénovation urbaine et de renouvellement urbain,** notamment celles mentionnées par la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, impliquant la démolition et la reconstruction de logements sociaux, la démolition de logements situés dans des copropriétés dégradées, assorties d'un plan de revalorisation du patrimoine conservé et des mesures envisagées pour améliorer la qualité urbaine des quartiers intéressés et des services offerts aux habitants ainsi que de la prise en compte du relogement des habitants et des objectifs des politiques de peuplement,
- Les actions à mener en matière de politique foncière permettant la réalisation du programme,
- **La typologie des logements à réaliser ou à mobiliser** au regard d'une évaluation de la situation économique et sociale des habitants et futurs habitants et de son évolution prévisible. Cette typologie doit notamment préciser l'offre de logements locatifs sociaux (prêts locatifs sociaux et prêts locatifs à usage social) et très sociaux (prêts locatifs aidés d'intégration) ainsi que l'offre locative privée dans le cadre d'une convention avec l'Agence nationale de l'habitat au titre de l'article L. 321-8 ou issue d'un dispositif d'intermédiation locative et de gestion locative sociale. Cette typologie peut également préciser l'offre de logements intermédiaires définis à l'article L. 302-16. Pour l'application de cette disposition, les logements appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré ou à une société d'économie mixte mentionnée à l'article L. 481-1 dont le loyer prévu au bail est au plus égal aux plafonds fixés au titre IX du livre III, et destinés à des personnes de revenu intermédiaire dont les ressources ne dépassent pas les plafonds fixés au titre IX du livre III, ainsi que les logements financés à l'aide d'un prêt mentionné à ce même titre IX, sont assimilés à des logements intermédiaires au sens de l'article L. 302-16 lorsqu'ils ont été achevés ou ont fait l'objet d'une demande de permis de construire déposée avant le 1er mars 2014 ;
- Les actions et opérations d'accueil et d'habitat destinées aux personnes dites gens du voyage,
- Les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières,
- Les réponses apportées aux besoins particuliers des étudiants,
- **Les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes en situation de perte d'autonomie** liée à l'âge ou au handicap, par le développement d'une offre nouvelle et l'adaptation des logements existants.

Le programme local de l'habitat comprend un programme d'actions détaillé par commune et, le cas échéant, par secteur géographique. Le programme d'actions détaillé indique pour chaque commune ou secteur :

- Le nombre et les types de logements à réaliser,
- Le nombre et les types de logements locatifs privés à mobiliser, dans le respect du IV de l'article 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,

- Les moyens, notamment fonciers, à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs et principes fixés,
- L'échéancier prévisionnel de réalisation de logements et du lancement d'opérations d'aménagement de compétence communautaire,
- *Les orientations relatives à l'application des 2° et 4° de l'article L. 151-28 et du 4° de l'article L. 151-41 du code de l'urbanisme. »*

Le Programme Local de l'Habitat se veut être un document permettant de répondre aux besoins de toutes les populations présentes sur le territoire. Le PLUi-H de Decazeville Communauté se conformera au cadre législatif et s'efforcera d'anticiper les besoins afin de répondre aux aspirations de la population.

III. Le bilan du PLH actuel

L'ancienne intercommunalité Decazeville Aubin dispose d'un Programme Local de l'Habitat approuvé le 5 avril 2011[1]. Après 5 années d'application, il sera revu et intégré dans le PLUi-H à l'échelle des douze communes de la nouvelle intercommunalité formée le 1er janvier 2017 dans le cadre l'élaboration de son PLU Intercommunal.

Le plan d'actions du PLH est présenté sous quatre axes structurants qui recouvrent 13 actions qui ont plus ou moins abouti :

- Requalifier l'espace urbain :
    1. Coordonner la politique foncière à l'échelle du bassin,
    2. Résorber le bâti délabré par des opérations d'acquisition-démolition,
    3. Recomposer les espaces urbains recensés comme insalubres,
    4. Mobiliser le secteur public au service de la recomposition urbaine et de l'équilibre de peuplement,
    5. Embellir l'espace urbain par une opération « façade ».
- Améliorer la qualité des logements et résorber l'insalubrité :
    6. Mettre en place une OPAH de Renouvellement Urbain,
    7. Inciter les propriétaires à réaliser un diagnostic de performance énergétique de leur logement,
    8. Améliorer le coût énergétique des programmes de réhabilitation du parc public,
    9. Adapter les projets au vieillissement de la population.
- Connaitre et prévenir les situations difficiles de logement :
    10. Mettre en place une commission préventive d'examen des situations de logement précaire,
    11. Soutenir le projet d'hébergement de l'association ACCES.
- Animer la politique locale de l'habitat :
    12. Mettre en place un observatoire du logement,
    13. Suivre, évaluer et réorienter les actions du PLH dans la durée.

Le bilan du Programme Local de l'Habitat relève que sept actions ont pu aboutir sur le territoire et deux n'ont pas vu le jour.

Parmi les actions ayant abouti, on peut citer :

- Action N°1 : Coordonner la politique foncière du bassin :
    - L'arrêté préfectoral du 7 Janvier 2015 transmet la compétence PLU à l'ancienne communauté de communes Decazeville Aubin qui est devenue titulaire du Droit de Préemption Urbain (DPU).
- Action N°2 : Résorber le bâti délabré par des opérations d'acquisition-démolition :
    - L'objectif annoncé dans le PLH était d'acquérir et de démolir 3 unités par an, après 5 années d'application

[1] Bilan du PLH 2010-2016, source : CCDC

cet objectif est dépassé avec 4 sites par an pour un total de 24 opérations menées.

- Action N°5 : embellir l'espace urbain par une opération « façade » :
  - La moyenne est de 22 unités par an avec une augmentation du nombre de dossiers pour la seconde partie du PLH à mettre en lien avec une large campagne de sensibilisation.
- Action N°6 : Mettre en place une OPAH de Renouvellement Urbain :
  - Cette OPAH-RU concerne 197 logements de propriétaires occupants et de 13 propriétaires bailleurs.
- Action N°8 : Améliorer le coût énergétique des programmes de réhabilitation du parc public :
  - 138 logements démolis à Decazeville,
  - Construction de 35 logements neufs en 6 ans,
  - Les Offices Publics de l'Habitat (OPH) sont engagés au titre de la Convention d'Utilité Sociale (CUS) à rénover leur parc de logements.
- Action N°9 : Adapter les projets au vieillissement de la population :
  - Les OPH agissent régulièrement sur leur patrimoine afin d'en faciliter l'accessibilité au plus grand nombre.
- Action N° 13 : Suivre, évaluer et réorienter les actions PLH dans la durée :
  - Des bilans ont été effectué chaque année.

Le futur PLH devra s'inspirer des actions menées de long terme sur le territoire intercommunal et tirer profils des réussites mais aussi des échecs des politiques jusqu'alors menées sur le territoire.



Figure 2 : Programme Local de l'Habitat du Bassin de Decazeville Aubin, source CCDC

IV. Un PLUi-H contractualisé avec les communes et co-construit avec les partenaires

L'élaboration d'un PLUi-H illustre le souhait de construction d'un projet de territoire global et cohérent. La co-construction d'un document d'urbanisme permet aux intercommunalités nouvellement formées de renforcer leur esprit communautaire en décidant ensemble du projet de territoire pour les années à venir.

Ainsi, le PLUi-H de Decazeville Communauté s'inscrit dans une démarche participative des différents acteurs du territoire : élus, services de la collectivité, acteurs privés, associations, publics et institutionnels afin de construire une politique publique cohérente, réalisable et répondant aux attentes de toutes les institutions.

1. Association de l'Etat

Les services de l'Etat ont été associés dès le démarrage de l'étude notamment grâce à leur participation aux réunions de travail permettant de faire connaitre leur position sur le projet et ainsi aiguiller les élus dans leur prise de décision.

En plus de leur participation aux différentes réunions, l'Etat a été sollicité pour la mobilisation de données grâce à la rédaction du Porter à Connaissance. Un entretien a même été organisé lors de l'élaboration du diagnostic afin de cibler les attentes de l'Etat.

2. Implication des communes

L'implication des élus du territoire est la condition essentielle pour la réussite de la mise en place d'une politique publique acceptée de tous. C'est pourquoi, les communes qui composent l'intercommunalité ont été associées tout au long du processus d'élaboration du PLUi-H.

Deux journées de visite du territoire ont été organisées afin de renforcer le lien communautaire entre les différentes communes de l'intercommunalité.

3. Rencontre avec les acteurs du territoire

Les enjeux spécifiques de la communauté de communes de Decazeville Communauté impliquent une mobilisation des acteurs et des partenaires qui s'est traduite par une série d'entretiens individualisés et d'ateliers thématiques.

- Le 7 Septembre 2016, les directeurs des Offices Publics de l'Habitat de Decazeville et de l'Aveyron ont été rencontrés par l'équipe d'ingénierie afin de collecter des premières informations sur le parc social de l'intercommunalité.
- Un atelier organisé le 22 Novembre 2016 a permis de réunir les professionnels de l'immobilier : OPH, Notaires, agents immobiliers, services de la communauté de communes et

service de l'Etat. Cet atelier a permis d'obtenir une vision plus fine du marché local.

- La journée du 11/05/2017 fut consacrée aux acteurs associatifs et institutionnels : ACCES logement, Centre communal d'Action Sociale, Service action culturelle et sociale de Decazeville Communauté, Centre médico-social.
- La journée du 18/05/2017 a permis la réalisation d'entretiens avec le nouvel Office Publique de l'Aveyron et avec le service insertion par le logement du Conseil départemental.

Pour les ateliers, un questionnaire a été transmis à chaque service en amont de la rencontre afin de collecter le maximum d'informations sur le marché local qui sont venues nourrir le diagnostic Habitat.

Plusieurs thématiques ont été abordées lors de ces entretiens :

- Quels sont les besoins actuels des habitants ?
- Le territoire répond-il à ces besoins ?
- Quelles sont les problématiques rencontrées sur le secteur ?
- Quels sont les principaux champs d'action sur lesquels intervenir ?

Ces ateliers et rencontres ont permis d'identifier les atouts et manques du territoire en termes d'actions et de s'entendre sur les enjeux communautaires majeurs dans la perspective d'alimenter le programme d'orientations et d'actions.



Figure 3 : Visite de terrain du 30/09/2017, source : Paysages

B. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL

I. La structure démographique

1. Une perte d'habitants inscrite dans le temps

Depuis les années 1970, la population de Decazeville Communauté n'a cessé de diminuer. Cette décroissance démographique est essentiellement due à un solde migratoire négatif sur toute la période observée : le départ de population est plus conséquent que les arrivées. La reconversion industrielle engagée de long terme sur le territoire ne s'accompagne pas du maintien de la population sur place.

A la faiblesse du solde migratoire, il faut ajouter celle du solde naturel (différence entre les naissances et les décès) qui vient accélérer la décroissance intercommunale et participer au vieillissement de la population par le non renouvellement des générations.

Ainsi la population intercommunale a perdu plus de 10 000 habitants en quatre décennies.

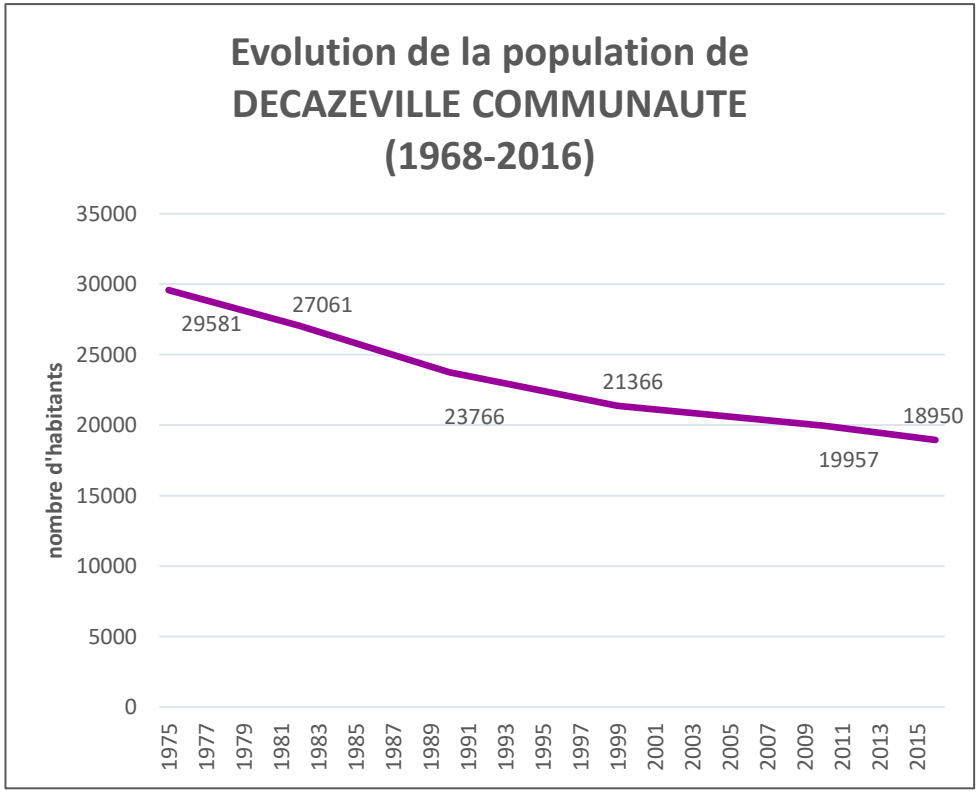


Figure 4 : Evolution démographie de la communauté de commune de Decazeville Communauté, source : INSEE, réalisation : Paysages

2. Une population vieillissante

Comme partout en France, mais de manière plus marquée que sur les autres territoires, la démographie de l'intercommunalité est impactée par le vieillissement de la population.

Les phases successives de migration ont entrainé des variations dans la structure de la population intercommunale. En effet, on remarque qu'entre 2006 et 2014, la pyramide des âges connait des modifications majeures dans sa composition :

- L'affaiblissement de la base de la pyramide est hérité de la faiblesse du solde naturel qui ne permet pas d'enclencher le renouvellement de la population.
- Les classes d'âge des 20-39 ans s'affaiblissent plus fortement que les autres, traduisant un déficit de familles qui s'accroit au fil du temps. Entre 2006 et 2014, l'intercommunalité a perdu 800 personnes de cette catégorie.
- En 2014, 1 personne sur 10 a plus de 80 ans sur le territoire intercommunal et 4 personnes sur 10 ont plus de 60 ans.
- On peut noter que la part des 10-19 ans est la seule catégorie qui est stabilisée sur la période observée. La présence d'équipements scolaires et de formation supérieure permet le renouvellement de la population étudiante sur le territoire.

Le Programme d'orientations et d'actions définit dans le PLH devra définir et prévoir les besoins de la population au regard de son évolution.

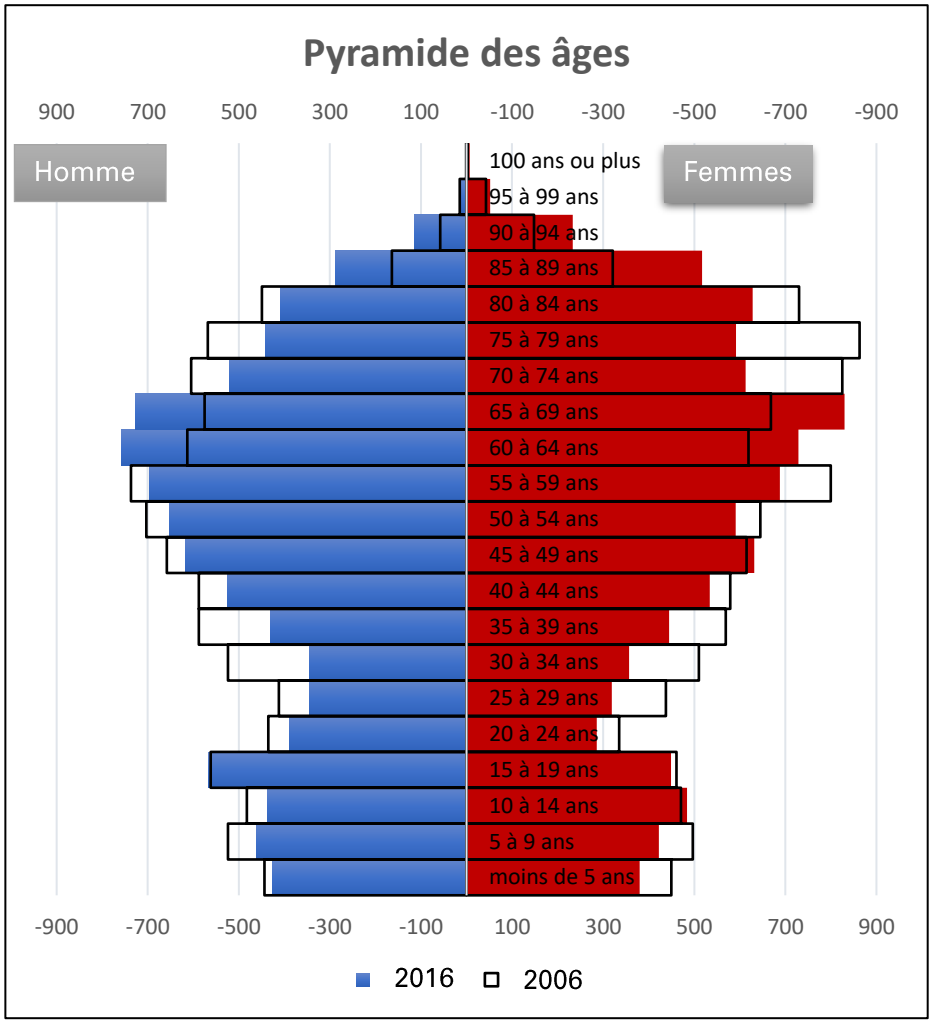


Figure 5 : Evolution de la pyramide des âges de Decazeville Communauté entre 2016 et 2006, source INSEE RP 2016 et 2006, réalisation : Paysages

3. Des ménages en voie d'isolement

L'évolution de la population intercommunale a également participé à des mutations au sein de la composition des ménages puisque le territoire a perdu environ 400 ménages en une décennie :

- La catégorie qui connait la plus forte progression est celle des personnes seules à mettre en lien avec le vieillissement de la population,
- Les mutations sociales recomposent la structure familiale qui se traduit par l'augmentation en nombre mais aussi en représentation des familles monoparentales,
- Les couples, qu'ils soient avec ou sans enfant, connaissent la perte la plus importante avec -670 couples avec enfant et -370 couples sans enfant. On pourra toutefois noter que la représentation des couples sans enfant reste identique à celle des années 1999. Il s'agit probablement des catégories qui ont massivement quitté le territoire lors des différentes phases de migration.

En 2016, les familles avec enfants représentent moins de 3 ménages sur 10 dans l'intercommunalité, ce qui est comparable aux données départementales qui connaissent la même proportion de familles, mais différent des données nationales où les familles représentent 4 ménages sur 10.

Les personnes seules sont majoritaires sur le territoire intercommunal. La présence d'établissements d'accueil spécialisés pour les personnes âgées, mais aussi d'enseignement supérieur peut expliquer cette forte proportion de personnes seules.

Les enjeux auxquels devront répondre le PLH sont :

- ➲ L'adaptation du parc existant pour les ménages présents sur le territoire intercommunal,
- ➲ La limitation du départ des jeunes ménages et des familles en développant un parc de logement répondant à leurs besoins.

La structuration des ménages de Decazeville Communauté

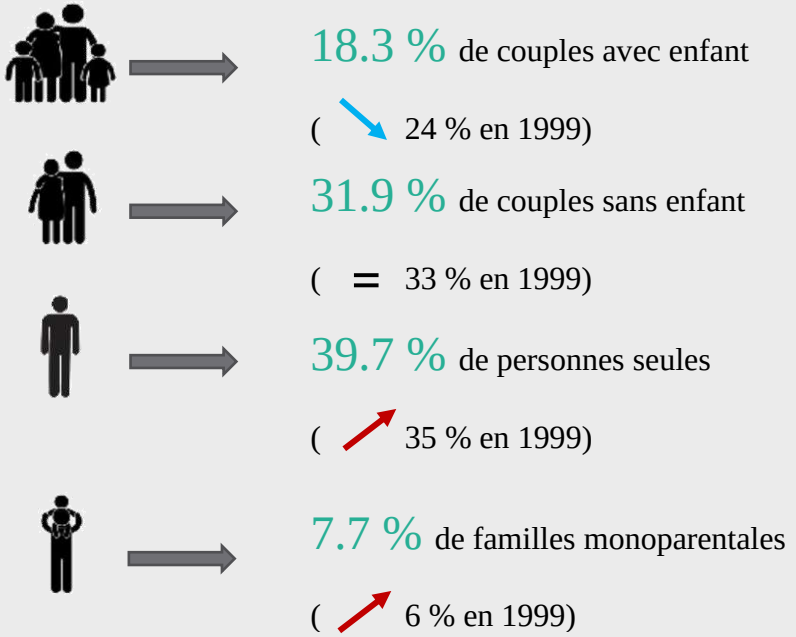


Figure 6 : structure des ménages en 2014 et 1999, source : INSEE RP 1999 et 2014, réalisation Paysages.

II. Le parc de logement existant

1. L'évolution du parc de logement

a) Un besoin de résidences principales…

En 2016, Decazeville Communauté compte 12 600 logements dont 9 200 résidences principales soit une perte de plus de 1 000 résidences principales par rapport aux années 1970.

Avec la diminution de résidences principales, on observe une augmentation du nombre de logements vacants qui a plus que doublé en quatre décennies. Leur nombre passe de 1070 en 1968 à 2 378 en 2016. Ainsi, la vacance représente 19 % du parc global de logements en 2016.

On peut également noter l'augmentation du nombre de logements secondaires à hauteur de 59 %, soit une proportion passant de 626 à 1030 logements secondaires sur la période 1968-2016. Les résidences secondaires représentent ainsi 8 % de l'ensemble du parc immobilier du territoire, le confortement des résidences secondaire tend à asseoir la vocation touristique du territoire intercommunal.

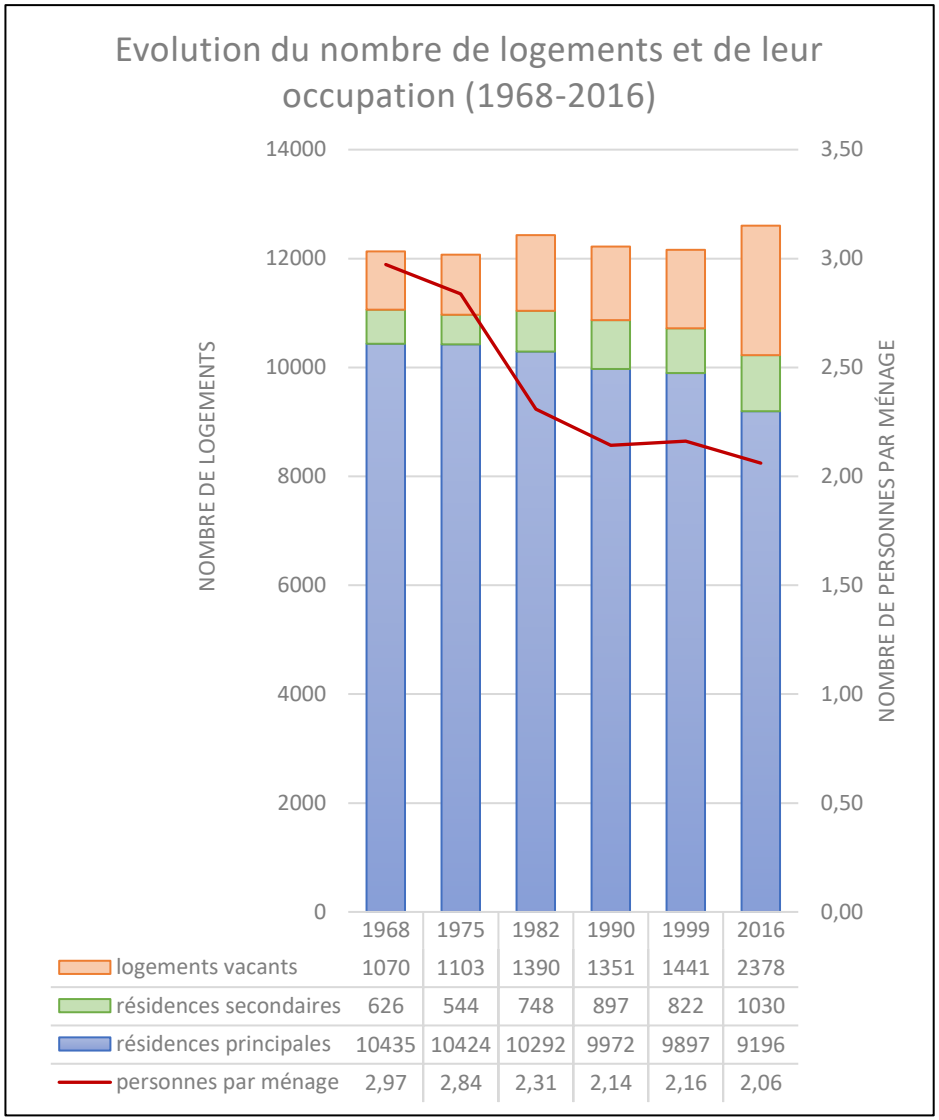


Figure 7 : évolution du statut d'occupation des logements et du nombre de personne par ménage, source RP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2016, réalisation : Paysages.

b) Un parc de logements vacants en progression

L'INSEE recense 2 378 logements vacants[2] dans le parc de Decazeville Communauté en 2016 soit un taux de vacance de 19 %.

Selon les données Filocom de 2013[3], le territoire compte 3 071 logements vacants donc 84.5 % se trouvent dans le parc privé.

On peut noter qu'à l'échelle de l'intercommunalité, quasiment toutes les communes possèdent un taux de vacance élevé mais le nombre de logements vacants varie en fonction du territoire. On remarque que les communes urbaines concentrent le plus grand nombre de logements vacants.

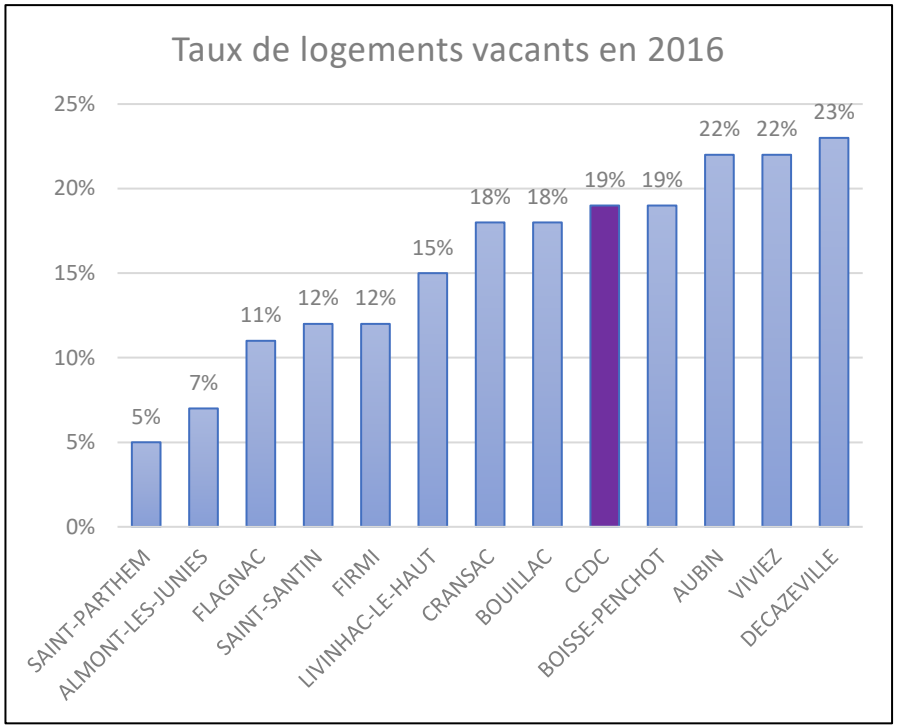


Figure 8 : Taux de logement vacants par commune en 2016, source INSEE RP 2016, réalisation : Paysages

[2] Définition INSEE : Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :
- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...)

[3] Définition Filocom : Pour Filocom, un logement vacant est défini comme un logement vide de meuble qui n'est pas habité au 1er janvier et de ce fait non assujetti à la taxe d'habitation. Cette source amène à un dénombrement des logements vacants toujours supérieur à celui du recensement de la population pour lequel un logement vacant est un logement constaté sans occupant à la date du recensement. Les écarts constatés sont de manière générale très importants.
Cette surestimation a deux causes principales :
- l'existence dans les fichiers, de logements destinés à la destruction inoccupés depuis longtemps et exonérés de la taxe d'habitation (en voie de démolition et non habitables et donc non comptabilisés dans le recensement) ;
- l'exonération de la taxe d'habitation lorsque le logement n'est pas habité au 1er janvier tendant à gonfler le nombre de logements vacants.
Pour ces raisons, ces données sont le plus souvent utilisées par les analystes en évolution, et, beaucoup plus rarement et avec grande de prudence en volume. Cette source présente toutefois l'avantage de pouvoir distinguer la vacance selon sa durée.

Les logements vacants ne sont pas uniformément répartis sur le territoire puisque le taux de vacance varie entre 23 % pour Decazeville et 5 % pour Saint-Parthem. Ce sont généralement les communes de l'ancienne communauté de communes de la Vallée du Lot qui possèdent les taux de vacances les moins importants. En effet, sur ces communes, la perte démographique a été moins importante que sur les territoires plus industriels tels Decazeville mais aussi Boisse - Penchot.

C'est sur la commune de Decazeville (858 logements vacants) suivie par celles d'Aubin (546 logements vacants) et de Cransac (254 logements vacants) qu'on recense le plus grand nombre de logements vacants sur leur territoire. A elles trois, ces communes regroupent 70 % des logements vacants de l'intercommunalité.

Le territoire de la nouvelle communauté de communes s'étant formé suite à la fusion de deux identités aux trajectoires démographiques différenciées, il est logique de retrouver un parc de logements vacants inégalement réparti sur le territoire. La Vallée du lot a bénéficié de ménages traduisant l'attractivité tandis que la reconversion industrielle du bassin de Decazeville-Aubin n'a pas permis le maintien de la population sur place rendant disponibles de nombreux logements sur le territoire.

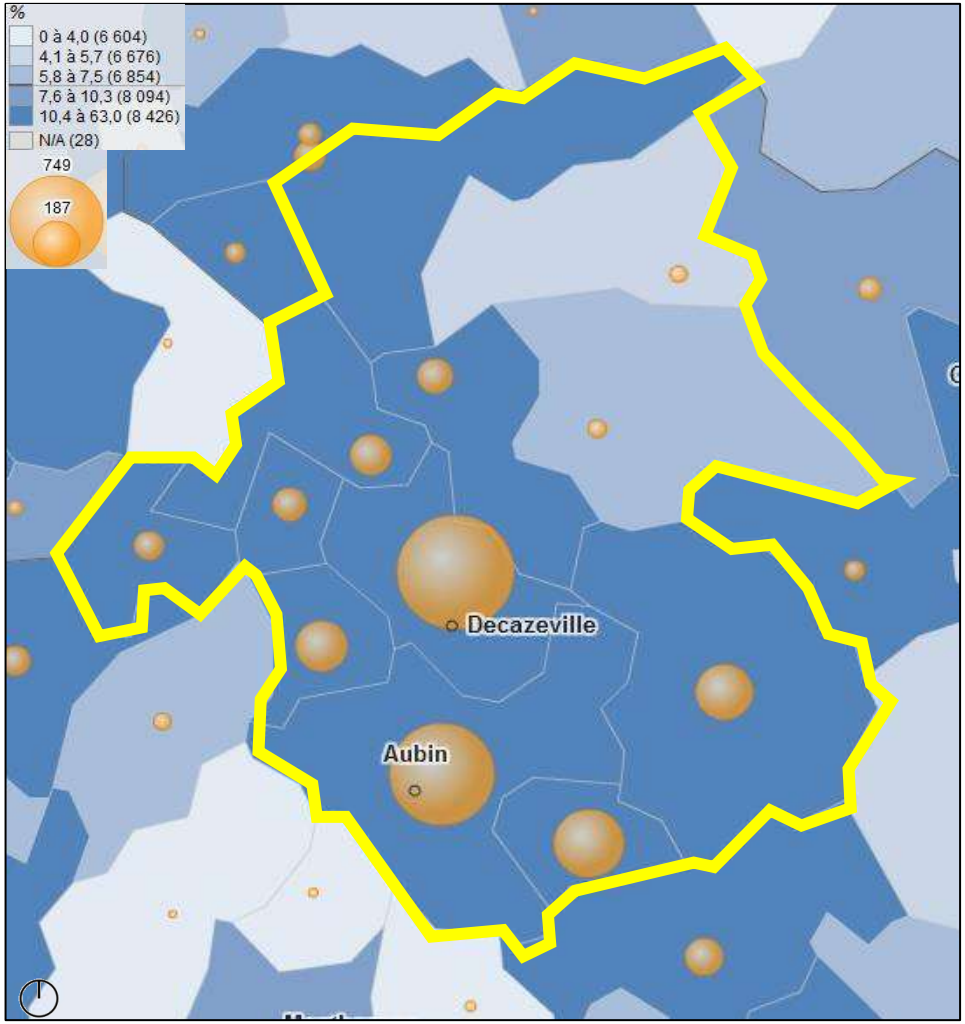


Figure 9 : Part et nombre de logements vacants par commune, source : Géoclip

La représentation des logements vacants depuis moins d'un an dans le parc de l'intercommunalité est la même que celle des logements vacants depuis plus de 10 ans.

Les logements qui sont entrés dans la vacance récemment correspondent aux logements qui ont été remis sur le marché et n'ont pas encore trouvé preneur. Il s'agit d'une vacance fonctionnelle qui permet la mobilité des ménages dans le parc. On considère que le seuil de vacance fonctionnelle incompressible est de l'ordre de 5 % et correspond aux périodes de transition entre deux locataires, aux logements en vente, en travaux ou en attente de succession etc. Ces logements ne sont pas destinés à rester disponibles sur le long terme.

Une vacance plus ancienne est appelée vacance structurelle car elle correspond à une inadaptation des logements aux besoins actuels. Elle entraine une dégradation des logements par le manque d'entretien des locataires ou propriétaires, qui peuvent devenir insalubres par la suite et s'inscrire en longévité dans le parc vacant. Ainsi les grands logements vacants peuvent être considérés comme non attractifs pour l'ensemble des foyers d'une ou deux personnes (majoritaires sur le territoire). Les différentes politiques publiques interviennent sur les logements inscrits dans la vacance depuis longtemps afin de les rendre de nouveaux compétitifs sur le marché immobilier.

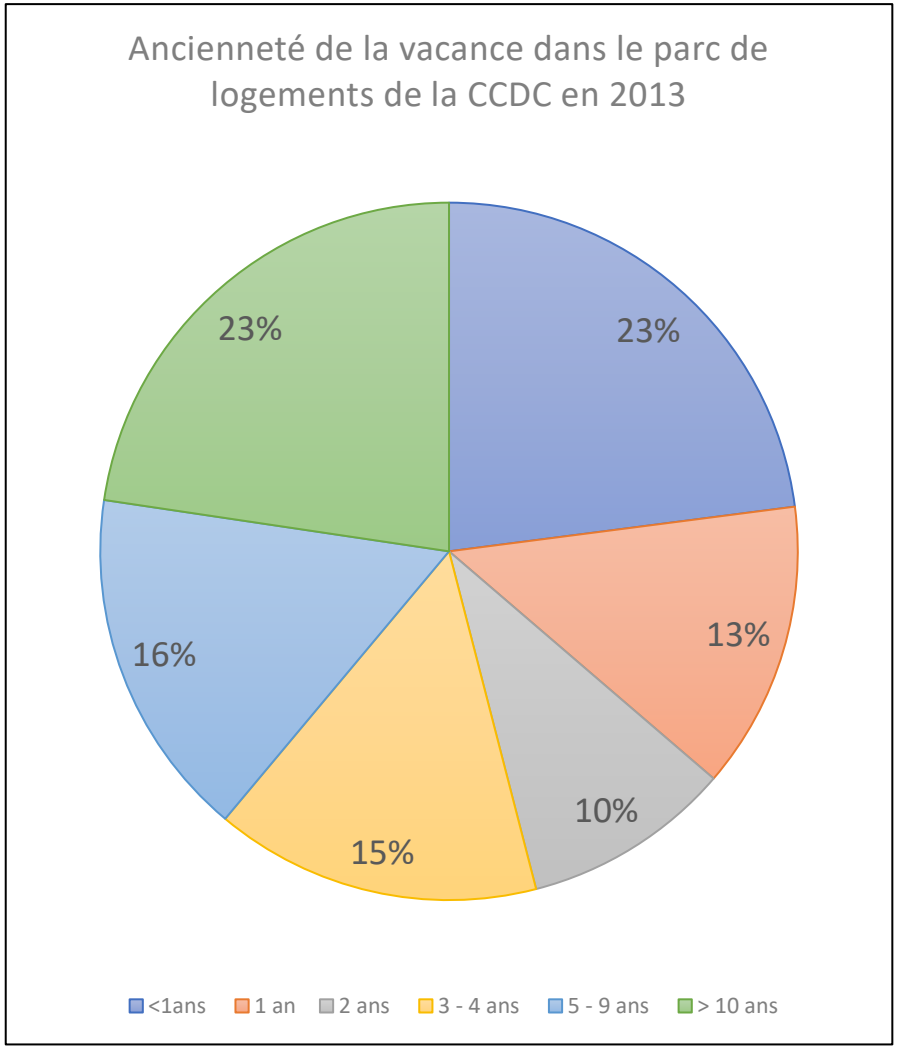


Figure 10 : Ancienneté de la vacance dans le parc de logements de la CCDC en 2013, source : Filocom, réalisation : Paysages

c) Le parc de résidences secondaires

Le parc de résidences secondaires est en augmentation entre 1999 et 2016 puisqu'il passe de 822 à 1030 en 2016 soit 8.2 % du parc de logements. Le développement du parc de résidences secondaires permet de conforter la vocation touristique de l'intercommunalité.

C'est la commune de Cransac qui a le plus grand nombre de résidences secondaires sur son territoire. Cet élément est à mettre en relation avec la présence des thermes qui sont un atout indéniable pour le développement touristique de l'intercommunalité.

Ce sont les communes de la Vallée du Lot qui possèdent les taux de résidences secondaires les plus élevés. La présence du Lot est un vecteur d'attractivité pour le tourisme.

Les résidences secondaires peuvent être de deux ordres :

- ✓ Il peut s'agir de maisons de familles qui appartiennent aux populations qui ont quitté le territoire intercommunal mais qui ne se sont pas séparé de leurs biens immobiliers,
- ✓ Les résidences secondaires sont également des maisons de campagne achetées par des tiers qui viennent renforcer l'image touristique du territoire.

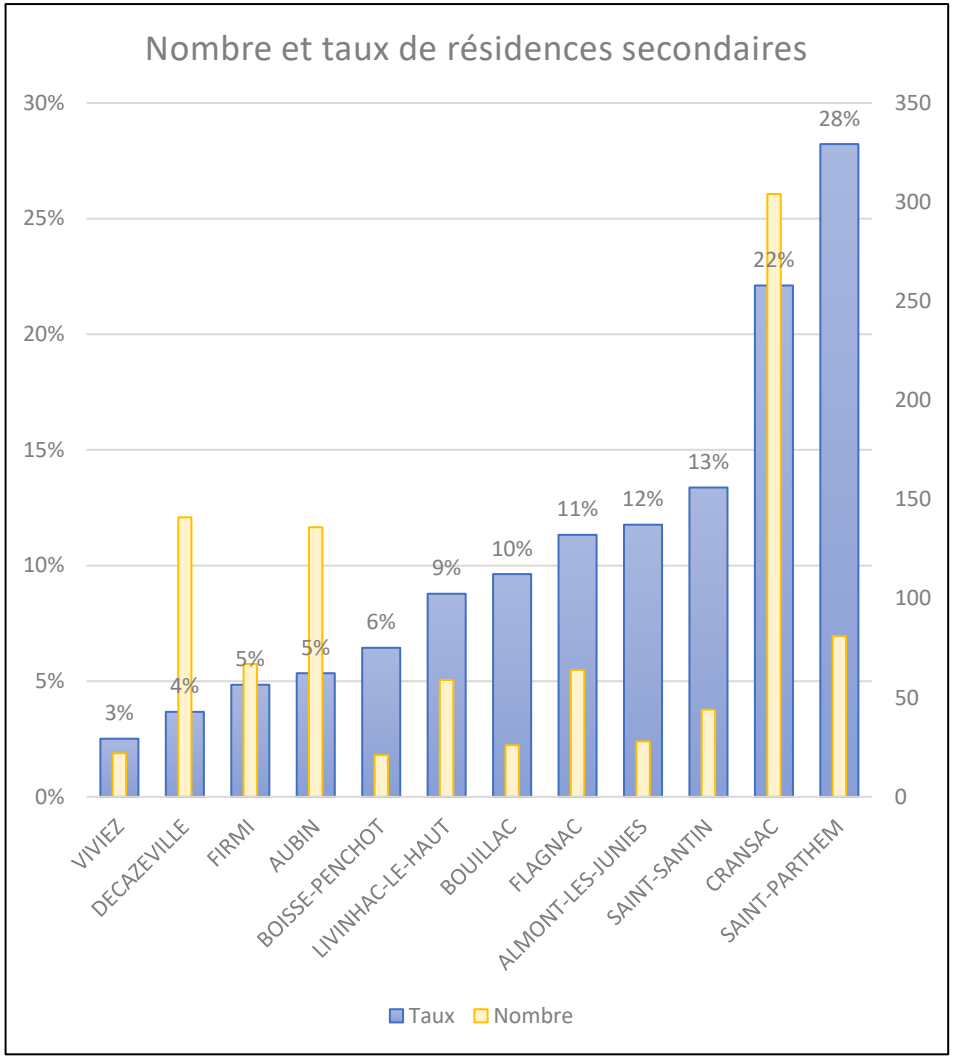


Figure 11 : Nombre et représentation du parc de résidences secondaires pour les communes de l'intercommunalité en 2016, source : INSEE RP 2016, réalisation : Paysages

2. La typologie des logements

a) Le statut d'occupation

Les propriétaires sont majoritaires sur le territoire et sont la seule catégorie qui connait une augmentation sur la période observée tant en nombre qu'en représentation : en 2016, ils représentent 67 % de la population contre 52 % en 1999.

Concernant le parc locatif, on observe une diminution des effectifs aussi bien dans le parc privé que dans le parc social. En 1999, les locataires HLM représentaient 12 % de la population contre 10 % en 2014.

Le statut d'occupation n'est pas uniforme sur le territoire. Pour toutes les communes, excepté Decazeville, le statut de propriétaire reste majoritaire mais connait des variations allant de 63 % pour Cransac à 85 % pour Flagnac. Les communes de la Vallée du Lot sont celles où le taux de propriétaires reste le plus élevé en raison de l'offre de logements présente sur les différents territoires communaux :

- Les communes du bassin offrent davantage de diversité dans les typologies d'habitat permettant de répondre à toutes les étapes des trajectoires résidentielles.
- Les communes plus rurales sont plutôt tournées vers une production de maisons individuelles, favorisant ainsi, le statut de propriétaire.

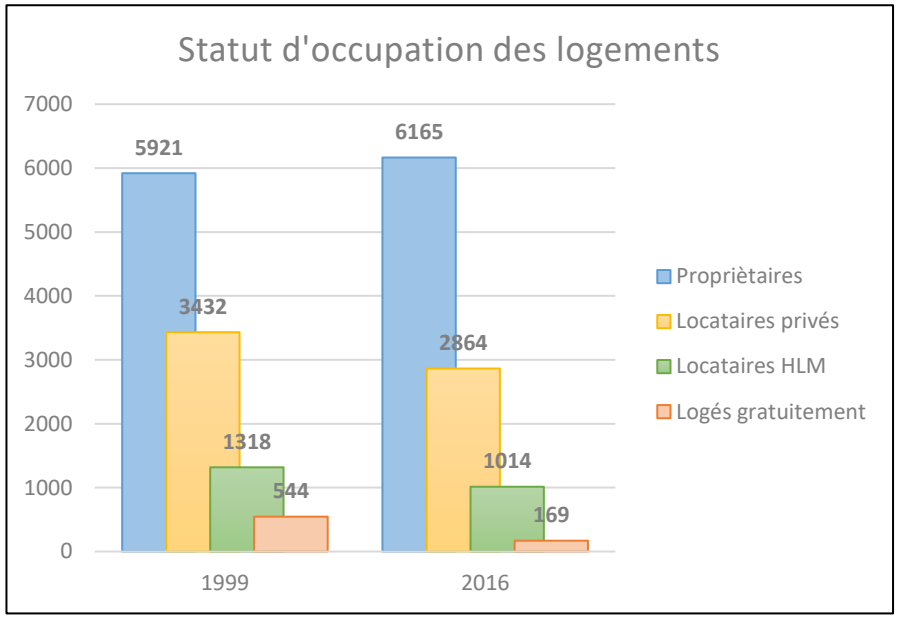


Figure 12 : Statut d'occupation des logements de la CCDC en 1999 et 2016, source : INSEE RP 1999 et 2016, réalisation : Paysages

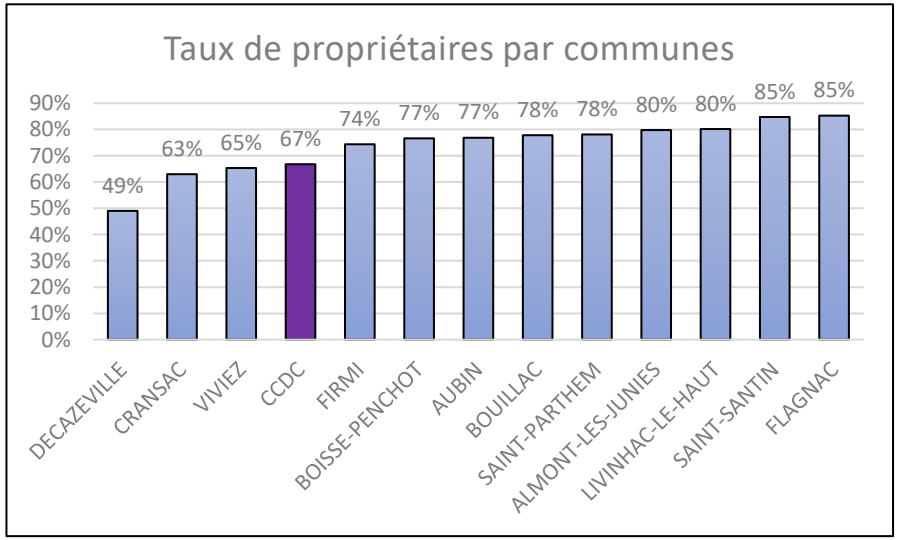


Figure 13 : Taux de propriétaires par communes en 2016, source : INSEE RP 2016, réalisation : Paysages

b) Un parc dominé par les maisons individuelles

71 % des logements de Decazeville Communauté sont des logements individuels, soit 8 900 logements individuels et 3 650 logements collectifs. Même si la maison individuelle prédomine sur le territoire, sa représentation a diminué depuis les années 2000. En effet, le nombre de maisons individuelles se stabilise en passant de 8 712 en 1999 à 8 916 en 2016 mais leur représentation passe de 74 % en 1999 à 71 % en 2016.

Cette diminution de représentation s'explique par la construction de 700 logements entre 1999 et 2016 dans le parc collectif qui vient affaiblir la part de maisons individuelles.

En 2016, les logements collectifs représentent 3 logements sur 10 dans le parc de logements intercommunal. Dans ces logements (appartements) figurent les EHPAD qui ne sont pas des logements collectifs au sens classique du terme.

De manière générale, toutes les communes de l'intercommunalité ont développé leur parc collectif avec l'évolution la plus importante pour la commune de Bouillac qui a multiplié son parc collectif par 7 passant ainsi de 2 à 14 logements collectifs. On peut également noter l'évolution des logements collectifs à Flagnac qui passent de 8 logements à 41 en 2016.

Ce sont les communes de la Vallée du Lot qui connaissent les plus grandes progressions de leur parc collectif en raison de la faible proportion de logements collectifs de départ. Ainsi, chaque évolution apparait de façon plus marquée sur les communes « rurales » que sur les communes du bassin.

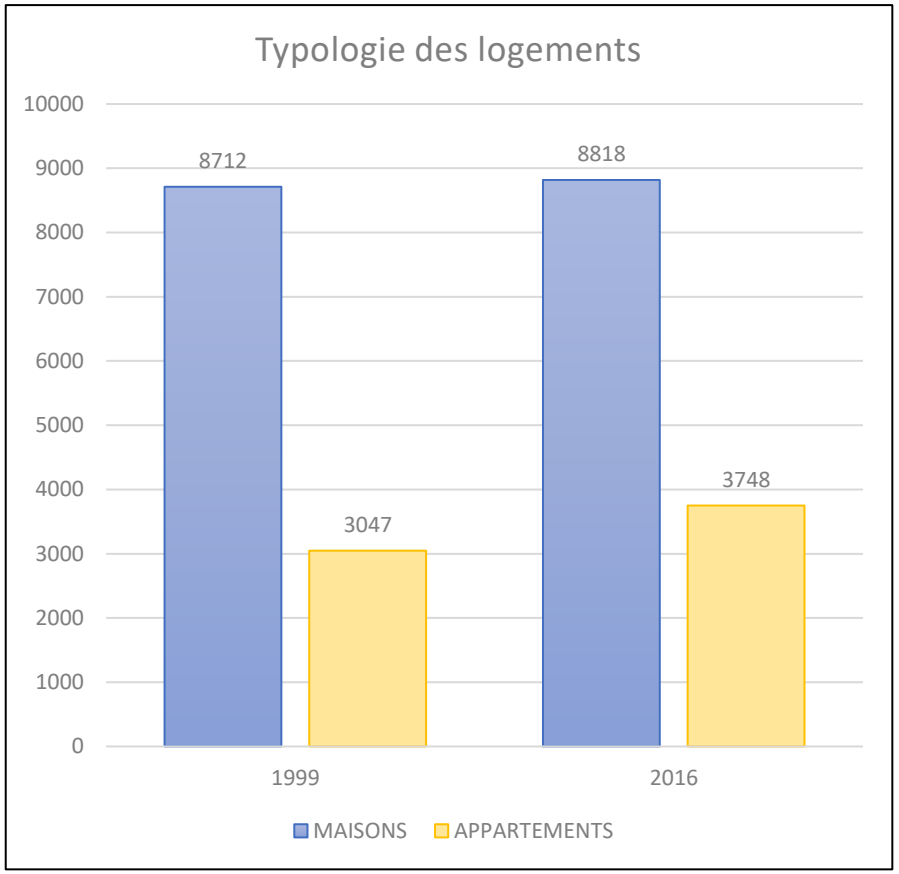


Figure 14 : Typologie des logements de la CCDC en 1999 et 2014, source : INSEE RP 1999 et 2016, réalisation : Paysages

Les logements collectifs ne sont pas uniformément répartis sur le territoire puisque la commune de Decazeville recense à elle seule plus de la moitié des appartements de l'intercommunalité (52 %).

La part de logements individuels est très variable pour l'intercommunalité puisqu'elle compte des villes comme Decazeville ou Cransac où la majorité des logements sont collectifs mais aussi des communes tels que Saint-Parthem et Saint-Santin où la quasi-totalité des logements sont des maisons individuelles.

Logiquement le caractère plus ou moins urbain de la commune induit une typologie de logements variée, répondant à des logiques d'évolution propre à chaque commune.

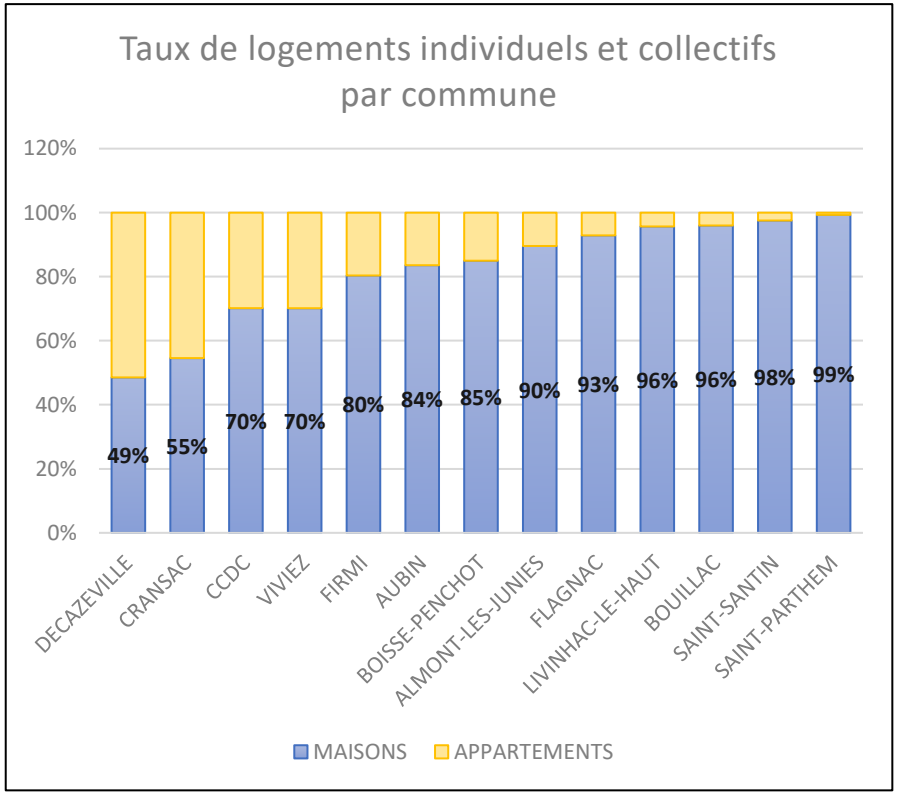


Figure 15 : Taux des logements collectifs et individuels en 2016 des communes de la CCDC, sources : Insee 2016, réalisation : Paysages

c) La taille des logements

Avec une prédominance de la maison individuelle, le territoire intercommunal est marqué par de l'habitat individuel de grande taille : 69 % des résidences principales de l'intercommunalité possèdent 4 pièces ou plus et une résidence principale sur trois fait plus de 95 m².

On peut noter la faible représentation des logements d'une et deux pièces. En ayant une faible offre de logements de petite taille sur son territoire, la communauté de communes ne peut répondre à toutes les étapes du parcours résidentiel des ménages.

Les petites superficies peuvent être une réponse à différentes étapes du cycle résidentiel et elles sont un élément clé dans la réponse aux besoins de la population. Ces logements concernent surtout, les jeunes qui quittent le domicile familial ainsi que les personnes âgées qui ne souhaitent plus rester dans leur logement souvent devenu trop grand lorsque les enfants sont partis. Les jeunes couples sans enfant peuvent également être à la recherche de petites surfaces pour s'installer sans créer un déséquilibre trop important dans leur budget.

Les faibles superficies entrainent moins de frais et sont plus adaptées aux ménages les plus fragiles qui se trouvent dans l'incapacité d'accéder à la propriété ou d'assumer les charges d'un logement d'une taille plus importante. Le développement de logements de petite superficie permettrait de fournir une réponse aux besoins de populations aux profils variés.

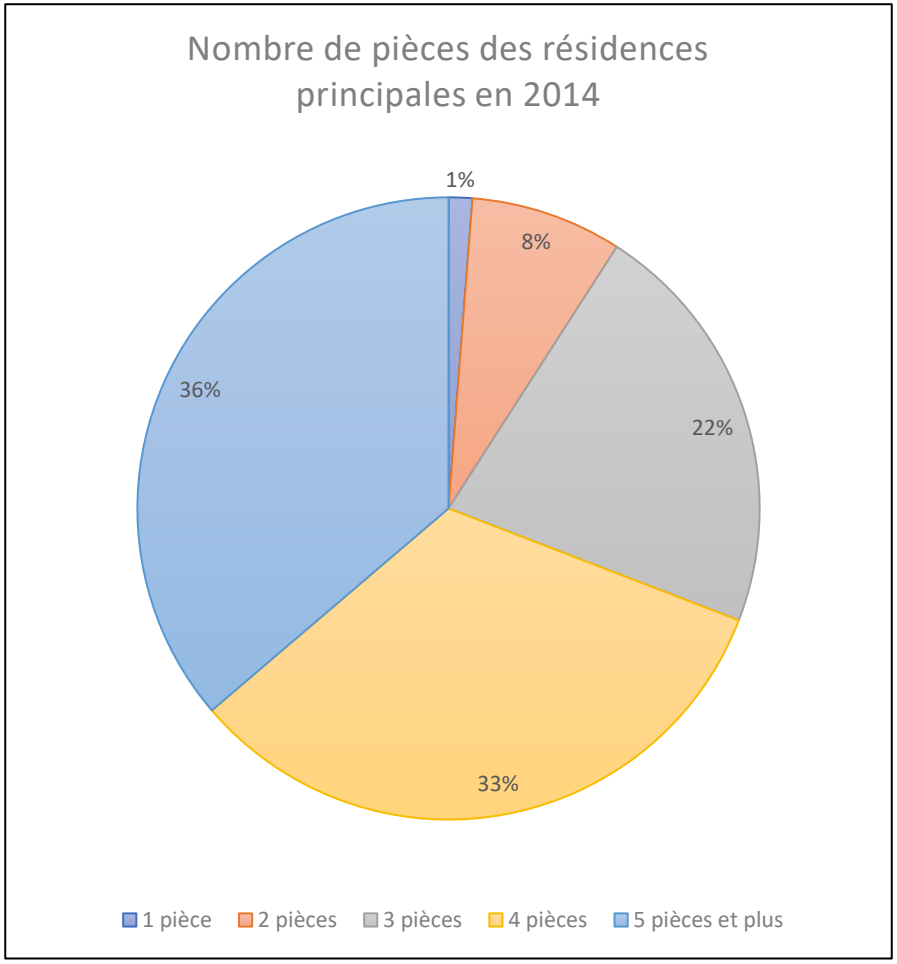


Figure 16 : Nombre de pièces par résidences principales sur le territoire de la CCDC en 2016, source : INSEE RP 2016, réalisation : Paysages

La prédominance du modèle pavillonnaire est plus marquée sur les communes d'Almont-Les-Junies et de Flagnac où les logements de 5 pièces et plus constituent la majorité de leur parc. On peut toutefois noter que toutes les communes de l'intercommunalité possèdent un taux élevé de grands logements allant de 29 % pour Decazeville à 64 % pour Almont-les-Junies.

La tradition industrielle du bassin Decazeville Communauté a favorisé la construction d'un parc de logements de petite taille pour loger la main d'œuvre alors que la tradition rurale de la Vallée du Lot a permis la production de logements plus grands.

Même si les logements de faible taille sont peu représentés sur le territoire intercommunal, la superficie moyenne des logements est de 93.9 m² pour l'intercommunalité alors qu'elle est de 103 m² pour l'Aveyron et de 99.3 m² pour la France métropolitaine.

Cette typologie du parc de logements, dominée par la maison individuelle de grande taille est à mettre en lien avec la démographie du territoire, caractérisée par l'importance des familles monoparentales et des personnes seules. Ainsi le parc de logements existant, s'il correspond bien à une cible de familles est moins adapté à la majorité de la population du territoire.

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces et plus
CCDC	1 %	8 %	22 %	33 %	36 %
Almont-les-Junies	0 %	5 %	9 %	22 %	64 %
Aubin	1 %	6 %	22 %	37 %	34 %
Boisse-Penchot	0 %	5 %	23 %	32 %	39 %
Bouillac	0 %	3 %	19 %	38 %	39 %
Cransac	0 %	13 %	24 %	32 %	30 %
Decazeville	3 %	12 %	26 %	30 %	29 %
Firmi	0 %	4 %	19 %	34 %	42 %
Flagnac	0 %	4 %	13 %	32 %	51 %
Livinhac-le-Haut	0 %	2 %	18 %	35 %	45 %
Saint-Parthem	1 %	3 %	19 %	38 %	39 %
Saint-Santin	0 %	4 %	16 %	30 %	50 %
Viviez	1 %	7 %	23 %	37 %	32 %

Figure 17 : Etude comparatives du nombre de pièces par logements par communes en 2013, source : INSEE RP 2014, réalisation Paysages.

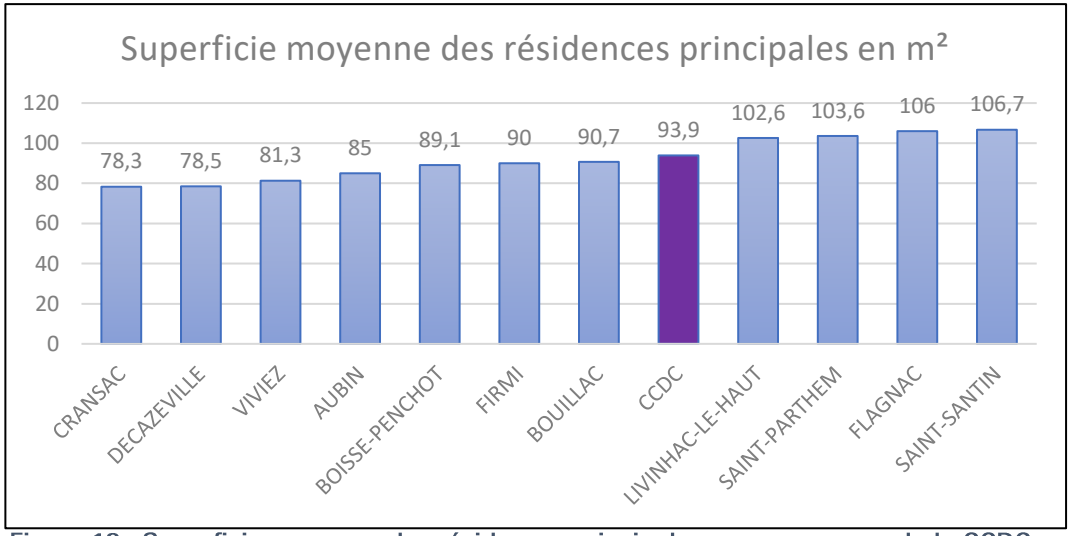


Figure 18 : Superficie moyenne des résidences principales par communes de la CCDC en 2013, source : Filocom, réalisation : Paysages

d) Coexistence d'un parc ancien et d'un parc récent

A Decazeville Communauté, environ 40 % du parc date d'avant 1915 mais 70 % des résidences principales ont été construites avant 1975 et n'ont donc été soumises à aucune réglementation thermique. La date de construction des logements est le reflet des différentes dynamiques résidentielles à l'œuvre sur le territoire.

Ce sont les communes de Saint-Parthem et de Cransac qui disposent du plus fort taux de résidences principales construites avant 1915 avec 58 % du parc de logements pour Saint-Parthem et 53 % pour Cransac. A contrario, Firmi et Livinhac-Le-Haut regroupent les taux les plus faibles avec moins de 3 logements sur dix construits avant 1915.

La phase de construction d'après-guerre a davantage profité aux communes de Decazeville, Livinhac-le-Haut et Firmi puisque les résidences principales construites durant cette période représentent 20% du parc global de ces communes.

Le parc ancien pose des problématiques de dégradation et de rénovation énergétique notamment. Les besoins d'intervention seront différents selon le bâti et selon la période. Bien que le parc de logements relève d'un patrimoine historique certain, il s'avère pour partie peu adapté aux demandes actuelles.

Almont-Les-Junies, Flagnac et Saint-Santin sont les communes où la construction après 2000 est la plus importante. C'est 1 logement sur 5 qui est construit durant cette période. Cette donnée est proche de celle

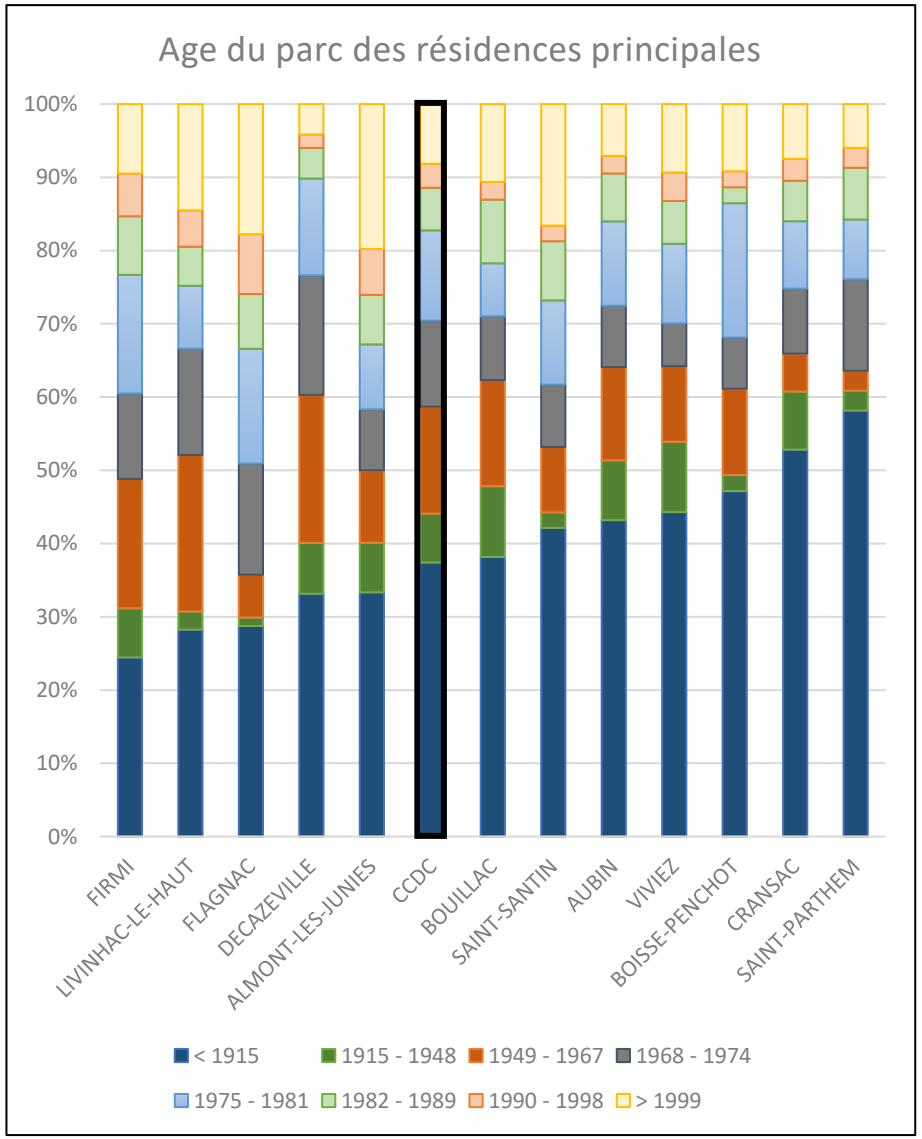


Figure 19 : Age du parc des résidences principales des communes de la CCDC en 2013, sources : Filocom, réalisation : Paysages

du département avec 18 % de résidences principales construites après 2000. A l'échelle de l'intercommunalité, le taux de résidences principales récemment construites descend à 8 % et ne correspond plus ni à la moyenne départementale ni nationale (19 %).

En termes de production neuve, Decazeville Communauté a délivré 925 autorisations de nouveaux logements et de travaux sur les constructions existantes entre 2007 et 2016 soit une moyenne de 93 autorisations d'urbanisme par an (travaux, constructions, extensions...). Cependant, le nombre de permis accordés est en constante diminution depuis 2010 expliquant en partie la diminution des résidences principales.

Ce phénomène correspond à une tendance nationale. En effet le nombre de mises en chantier a fortement chuté à partir de 2009, en partie du fait de la crise bancaire qui a contraint les possibilités de crédit. Cette tendance s'est amorcée sur la communauté de communes et plus largement à l'échelle de l'Aveyron avec un décalage dans le temps d'une à deux années. Aujourd'hui la tendance tend à s'inverser avec une légère augmentation du nombre de permis accordés en 2016.

Les chiffres des permis de construire accordés sont à distinguer de ceux des logements autorisés qui sont en moyenne de 56 logements par an sur les 10 dernières années. Durant les trois dernières années, la construction descend même à une moyenne de 30 logements autorisés par an.

On constate, un pic de construction des logements en 2009 avec 122 logements autorisés. Après l'année 2011, on remarque un

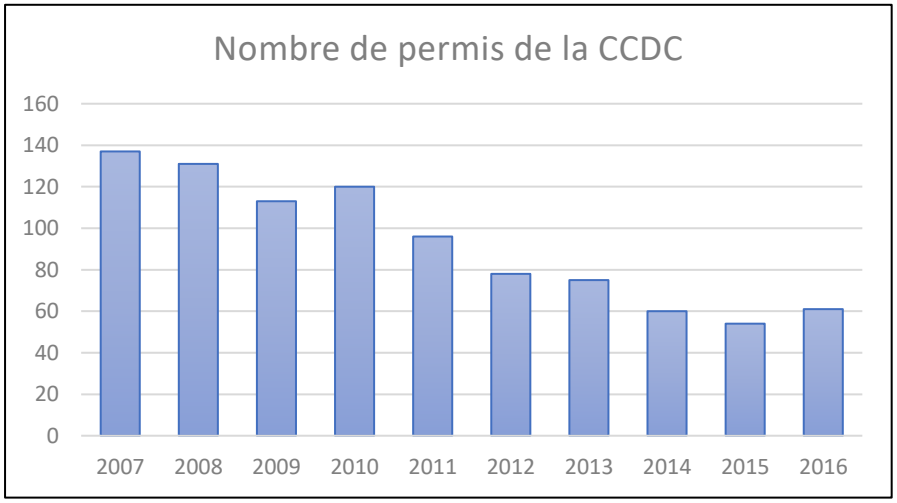


Figure 20 : Evolution du nombre de permis de construire accordés entre 2007 et 2016, source : St@del2, réalisation : Paysages

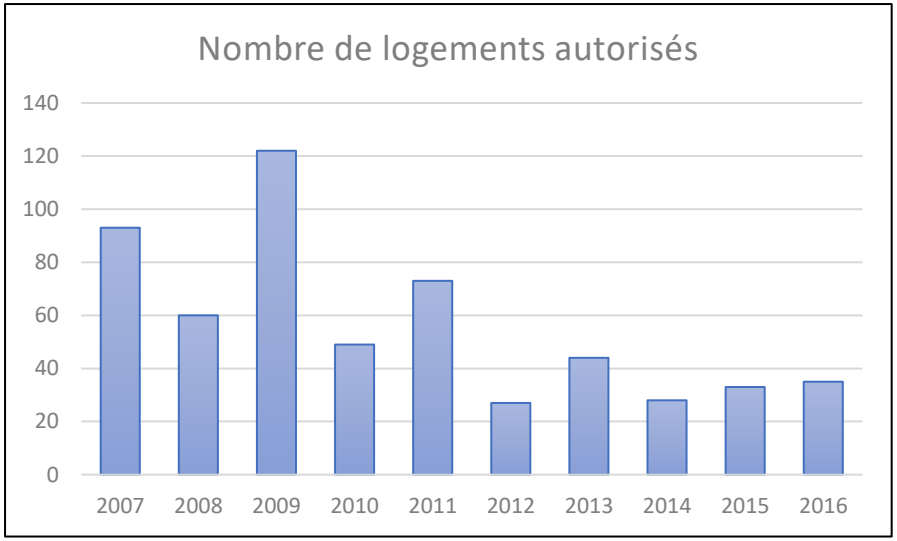


Figure 21 : Evolution du nombre de logements autorisés entre 2007 et 2016, source : Sit@del2, réalisation : Paysages

ralentissement de la construction à mettre en lien avec la diminution du nombre de permis accordés.

Sur l'année 2016, on constate également une légère reprise de la construction mais qui reste très faible avec 35 logements autorisés, soit quatre fois moins de logements autorisés par rapport au pic de construction de 2009.



Figure 22 : Composition du parc de logements, source : INSEE RP 14, le Monde immobilier, réalisation Paysages

C. LA DIVERSIFICATION DES BESOINS EN LOGEMENT

I. La complexification des parcours résidentiels

1. La mutation des modes de vie

Le modèle classique de trajectoire résidentielle ne s'applique aujourd'hui qu'à une minorité de la population française. La trajectoire linéaire qui consiste à passer par une phase locative pour ensuite accéder à la propriété d'un logement de petite superficie et enfin devenir propriétaire d'une grande maison dans laquelle fonder une famille et rester plusieurs dizaines d'années ne correspond plus au modèle d'aujourd'hui qui évolue suite aux différentes mutations sociétales de ces dernières décennies.

Les besoins en logement se multiplient en raison de la complexification des logiques de parcours résidentiels. Le célibat prolongé, la hausse des séparations, l'accroissement des familles monoparentales, la multiplication des personnes connaissant plusieurs unions, l'émergence des familles recomposées, le chômage, le vieillissement de la population, ces faits sociétaux touchent toutes les catégories de population et interviennent à différentes étapes de la vie influençant les besoins en logement des ménages.

Au cours de sa vie, une personne peut ainsi connaitre différents statuts d'occupation dans ses logements successifs.

Prenons l'exemple d'une séparation : après avoir vécu en couple dans un appartement en location, le ménage choisit d'acquérir un bien de plus grande superficie pour y foncer une famille. Quelques années plus tard, le couple se sépare : l'un se fait héberger chez ses parents avec les enfants, l'autre trouve un appartement en location assez grand pour accueillir les enfants pendant ses jours de garde. La plupart du temps, la vente du bien immobilier conjoint n'est pas suffisante pour envisager un nouvel achat.

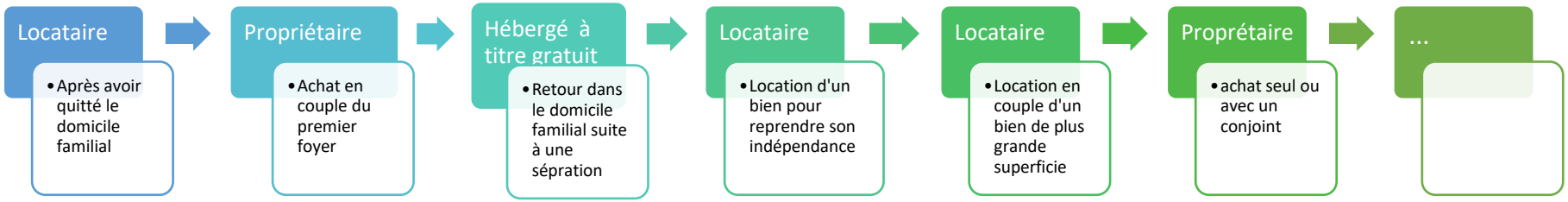


Figure 23 : exemple de parcours résidentiel, réalisation : Paysages

2. Des besoins de logements croissants

De plus, comme observé sur tout le territoire français, l'évolution du nombre de logements doit être plus rapide que l'évolution de la population afin de répondre aux besoins liés au desserrement des ménages.

Le système du point mort est la méthode permettant de calculer la production nécessaire à une stabilité démographique. La construction d'un logement neuf ne permet pas uniquement de répondre à la croissance de la population, elle permet également de répondre à des besoins « non-démographiques » tels que :

- Répondre aux besoins liés au desserrement des ménages. La taille des ménages ne cesse de diminuer. Ainsi, il faut davantage de logements pour loger le même nombre d'habitants,
- Renouveler le parc de logements. La destruction ou le changement d'usage des logements doivent être compensés par une production plus importante,
- Compenser l'augmentation des résidences secondaires et du parc vacant afin de favoriser la fluidité du marché immobilier.

Pour Decazeville Communauté, le Point Mort entre 2009 et 2014 est de 542 logements. Ainsi, pour maintenir le même nombre d'habitants, la communauté de communes a dû produire 542 logements durant la période 2009/2014.

Le point mort de Decazeville Communauté

(Période 2009-2014)

Formule de calcul :

➲ Renouvellement (R) :

R = total construction neuve (2009-2014) – variation du nombre de logements (2009-2014)

➲ Desserrement (D) :

D = (population des ménages en 2009 / taille moyenne des ménages en 2014) – nombre de résidence principales de 2014

➲ Variation résidences secondaires et logements vacants (RSLV) :

RSLV = Variation du nombre de résidences secondaires 2009-2014 + variation du nombre de logements vacants 2009-2014

➲ Point Mort :

Point Mort = R +D +RSLV

➲ Pour Decazeville Communauté :

R = 142 D = - 117 RSLV = 517

Point Mort = 142 -117 +517 = 542 logements

Pour Decazeville Communauté, le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 2.97 en 1968 à 2.06 personnes par ménage en 2016. Ce phénomène de desserrement des ménages est essentiellement dû à deux facteurs :

- La décohabitation intergénérationnelle et les mutations sociales : le vieillissement de la population, l'entrée de plus en plus tardive dans la vie familiale, la fragilité des structures familiales (divorces, séparations, familles monoparentales) engendrent un besoin de logements, de petite taille, supplémentaire,
- La diminution du nombre de familles sur le territoire intercommunal en raison des différentes phases de migrations successives et du vieillissement global de la population.

Au fil des années, les personnes vivant seules continuent d'augmenter sur le territoire alors que la part des familles (couples avec enfant et familles monoparentales) a diminué de 4 points en 15 ans passant de 30 % des ménages en 1999 à 26 % en 2016.

On observe cependant une structure des ménages différente selon les territoires. Près de la moitié des ménages decazevillois sont des personnes vivant seules, sous l'effet du vieillissement et de la présence des étudiants. Pour les communes plus rurales, cette part des ménages d'une personne représente environ un tiers de la population communale, on tombe même à 21 % pour Almont-les-Junies.

Les communes les plus rurales de la Vallée du Lot comptent davantage de familles dans leur population que les communes plus urbaines. Pour Saint-Santin, près de 2 ménages sur 5 sont des familles alors qu'on

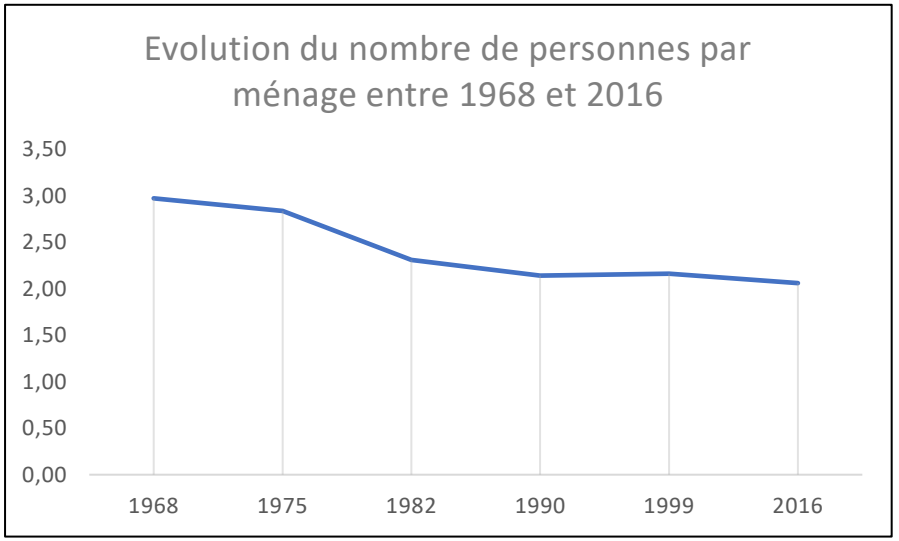


Figure 24 : Evolution du nombre de personnes par ménages entre 1968 et 2014, source INSEE RP 1968,1975,1982,1900,1999,2014, réalisation : Paysages

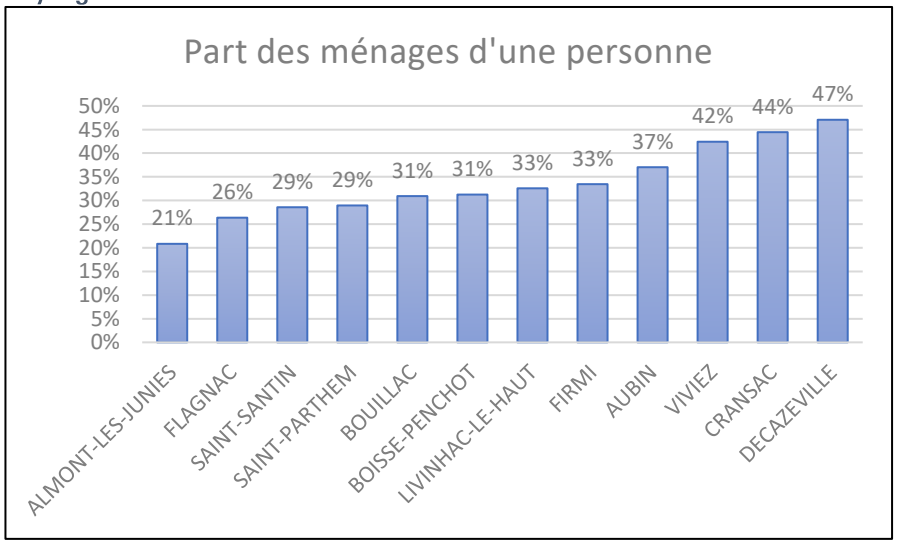


Figure 25 : Part des ménages d'une personne dans les communes de la CCDC, source : INSEE RP 2013, réalisation : Paysages

descend à 1 ménage sur 5 pour les communes de Cransac, Decazeville et Viviez.

Ce constat est à mettre en lien avec l'offre de logements sur les communes. L'offre de logements locatifs et sociaux est presque exclusivement présente sur quatre communes qui sont Decazeville, Aubin, Cransac et Viviez. Ces logements, souvent de plus faibles tailles que ceux que l'on peut trouver en périphérie sont mieux adaptés aux besoins des personnes seules.

La présence de services et commerces participe également à l'installation et au maintien des personnes seules dans les communes plus urbaines afin de limiter leur dépendance à la voiture, puisque souvent, les personnes âgées ainsi que les scolaires ne sont pas véhiculés.

Tous ces facteurs viennent modifier la structure des ménages qui devient de plus en plus petite et complexe, générant des besoins en logements supplémentaires. Les politiques locales de l'habitat doivent prendre en compte les évolutions sociétales de ces dernières années afin d'offrir un parc de logements aussi bien quantitatif que qualitatif, adapté à toutes les étapes des trajectoires résidentielles des populations.

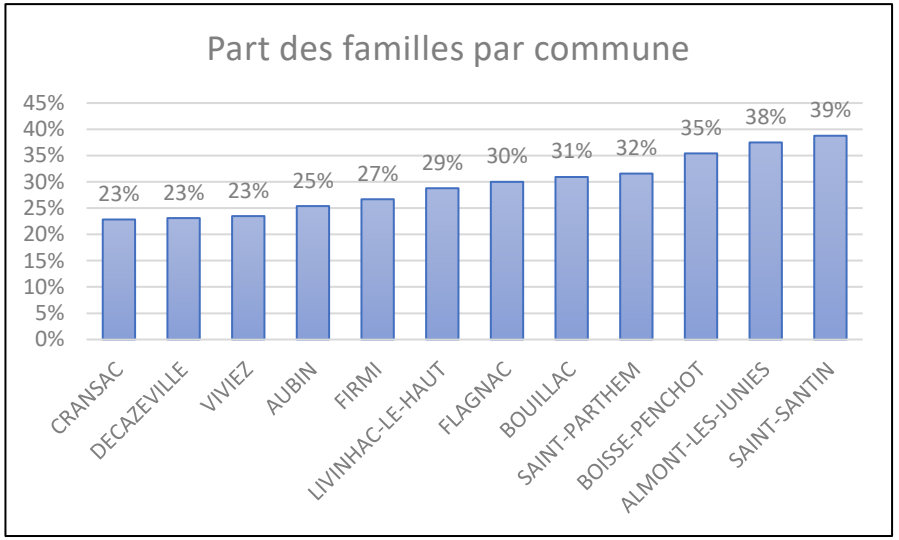


Figure 26 : Part des familles dans les communes de la CCDC, source : INSEE RP 2013, réalisation : Paysages

3. Ménages anciens et ménages nouveaux

Les différentes évolutions socio-démographiques sont venues complexifier et diversifier les parcours résidentiels. On retrouve ces trajectoires complexes sur le territoire de Decazeville Communauté. L'ancienneté d'emménagement des ménages peut expliquer certaines logiques de trajectoires résidentielles.

Sur l'intercommunalité, 11 % des ménages sont dans leur logement depuis moins de deux ans, mais ce sont 25 % des ménages qui ont emménagé dans l'intercommunalité depuis moins de 4 ans en 2014.

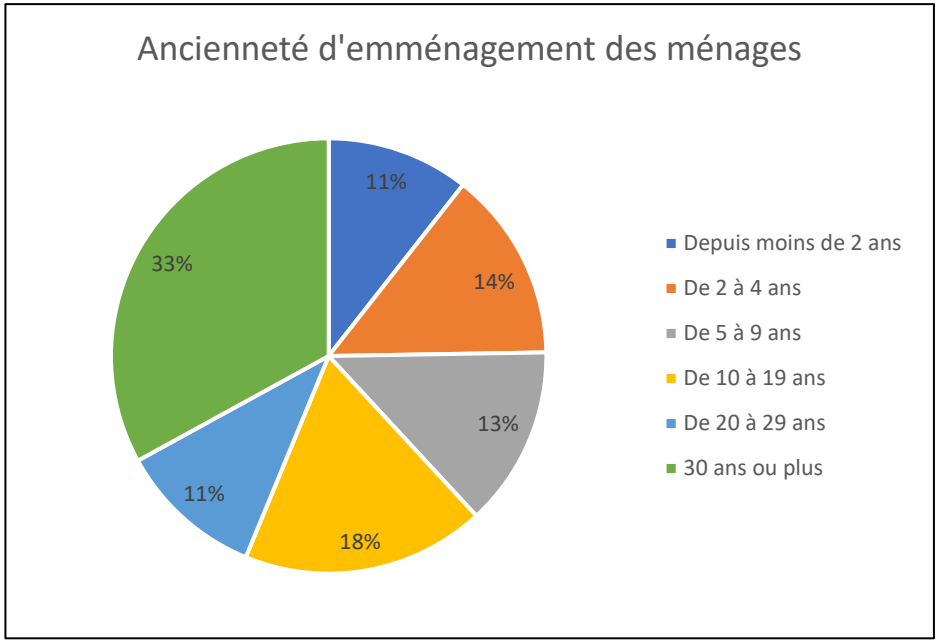


Figure 27 : Ancienneté des ménages en 2014, source : RP 2014, réalisation : Paysages

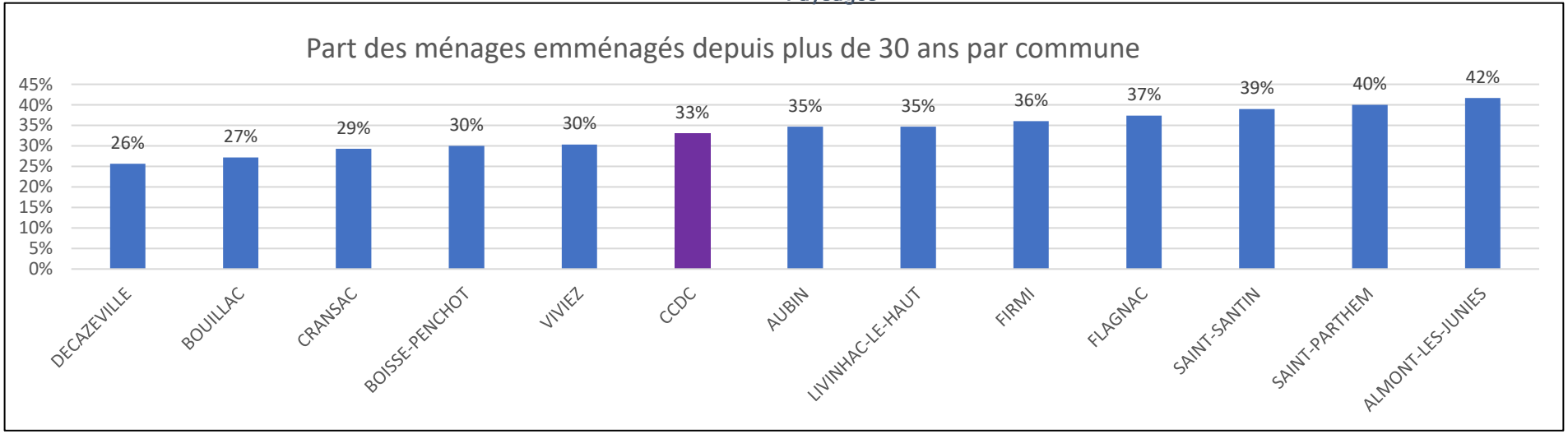


Figure 28 : Part des ménages ayant emménagé depuis plus de 30 ans par commune de la CCDC en 2014, source : INSEE RP 2014, réalisation : Paysages.

Cependant, la mobilité des ménages diffère au sein de l'intercommunalité. On peut noter que pour les communes d'Almont-les-Junies et de Saint-Parthem, 1 ménage sur 5 est installé dans la commune depuis plus de 30 ans alors qu'ils sont deux fois moins représentés sur la commune de Decazeville. On remarque que ce sont généralement les communes les plus rurales qui comptent les ménages s'étant installés de longue date. Il s'agit ici de ménages ayant fait construire leur résidence principale sur ces communes et n'ayant pas eu besoin de quitter leur domicile.

	Propriétaires occupants	Locataires privés	Locataires HLM
Part d'emménagés récents et de nouveaux ménages entre 2009 et 2013	43.5 %	35.2 %	17.2 %

Figure 29 : Part des ménages emménagés récemment par statut d'occupation, source : Filocom 2013, réalisation Paysages.

Les communes urbaines regroupent l'offre de logements locatifs qui participe au renouvellement de la population, concentrant ainsi la proportion de ménages récemment installés sur le territoire.

Les problématiques associées à la stabilité de la population sont celles de l'adaptation des logements au vieillissement des occupants et d'évolution des services et équipements pour répondre aux besoins de la population.

Les ménages ayant emménagé récemment ou nouvellement constitués (familles monoparentales, séparation, décès du conjoint, ...) entre 2009 et 2013 sont au nombre de 3 251 sur Decazeville Communauté et représentent 1 ménage sur 3, soit une valeur différente de celles observées à l'échelle départementale ou nationale.

	Decazeville Communauté	Aveyron	France
Part d'emménagés récents et de nouveaux ménages entre 2009 et 2013	33.6 %	36.1 %	41.6 %

Figure 30 : Part des emménagés récents et des nouveaux ménages au sein de l'ensemble des ménages, source : Filocom 2013, réalisation : Paysages

On note une différence de mobilité en fonction du statut d'occupation, les ménages les plus mobiles sont les propriétaires occupants alors que les plus stables sont les locataires du parc social.

Le territoire offrant un parc en accession important, les mouvements sont relativement nombreux chez les propriétaires occupants (au même niveau que les locataires du parc privé).

La faible mobilité des locataires du parc social traduit une certaine précarité de la population qui peut être contrainte à se maintenir dans ce parc en raison de revenus trop modestes.

Les ménages mobiles sont les ménages les moins précaires (14.3 % sont sous le seuil de pauvreté) alors que sur l'ensemble de l'intercommunalité 21.2 % des ménages sont sous ce seuil.

Au regard des données fournies par Filocom, le profil type des populations qui s'installent sur l'intercommunalité représente essentiellement des personnes seules âgées de 40 à 59 ans. On peut toutefois noter la proportion des 25-39 ans et des ménages de deux personnes qui regroupent plus d'un quart des nouvellement implantés sur le territoire de l'intercommunalité.

Age de personne de référence des ER/NM	Inférieur à 25 ans	De 25 à 39 ans	De 40 à 59 ans	De 60 à 74 ans	Plus de 75 ans
Part d'emménagés récents et de nouveaux ménages entre 2009 et 2013	4.9 %	28.9 %	32.6 %	18.6 %	15 %

Figure 31 : Age de la personne référente des nouveaux ménages, source : Filocom 2013, réalisation : Paysages

Composition de l'ensemble des ER/NM	1 pers.	2 pers.	3 pers.	4 pers.	5 pers. et plus
Part d'emménagés récents et de nouveaux ménages entre 2009 et 2013	44.2 %	26.3 %	13.2 %	10.9 %	5.2 %

Figure 32 : Composition de l'ensemble des nouveaux ménages, source : Filocom 2013, réalisation : Paysages

L'offre abondante de logements sociaux sur les communes urbaines de Decazeville Communauté, au regard d'autres territoires plus étendus, constitue un facteur d'attractivité pour des ménages précaires qui ne trouvent pas de réponse sur leur territoire d'origine.

L'arrivée de ces nouveaux ménages entraine un besoin en logements supplémentaires qu'il est nécessaire de prévoir afin d'orienter la production de logements neufs.

3. L'offre et la demande de logements sociaux

En 2016, 197 demandes de logements sociaux sont actives sur le territoire selon le ministère du logement et de l'habitat durable. Ces données montrent que l'offre est plutôt bien adaptée à la demande puisque 112 demandes sont satisfaites.

Cependant, après avoir questionné les bailleurs sociaux, on constate que les demandes sont plus importantes sur le territoire puisqu'en 2016, 286 demandes de logements sociaux (nouvelles affectations et mutations) ont été enregistrées par les bailleurs. Ces demandes sont stables entre 2013 et 2016 avec une moyenne de 280 demandes par an.

La majorité des demandes est orientée sur Decazeville qui représente plus de 6 demandes sur 10 en 2016. La faible représentation des autres communes s'explique par le faible volume de logement social qu'elles proposent, notamment dans les communes de la Vallée du Lot. En effet, en matière de logement social, l'offre crée une forte partie de la demande.

Selon Infocentre SNE, les personnes seules sont les principales demandeuses de logements sociaux puisqu'elles regroupent la moitié des demandes en 2016, suivies par les familles monoparentales (20 %).

La demande pointe les petites surfaces, dont un tiers des demandes concernent des T3 et un autre tiers T2. Cependant, les Offices Publics de l'Habitat ont relevé la difficulté de satisfaire les demandes car elles sont de plus en plus ciblées et beaucoup de personnes souhaitent avoir la même typologie de logements qui n'est pas fortement représentée sur le territoire.

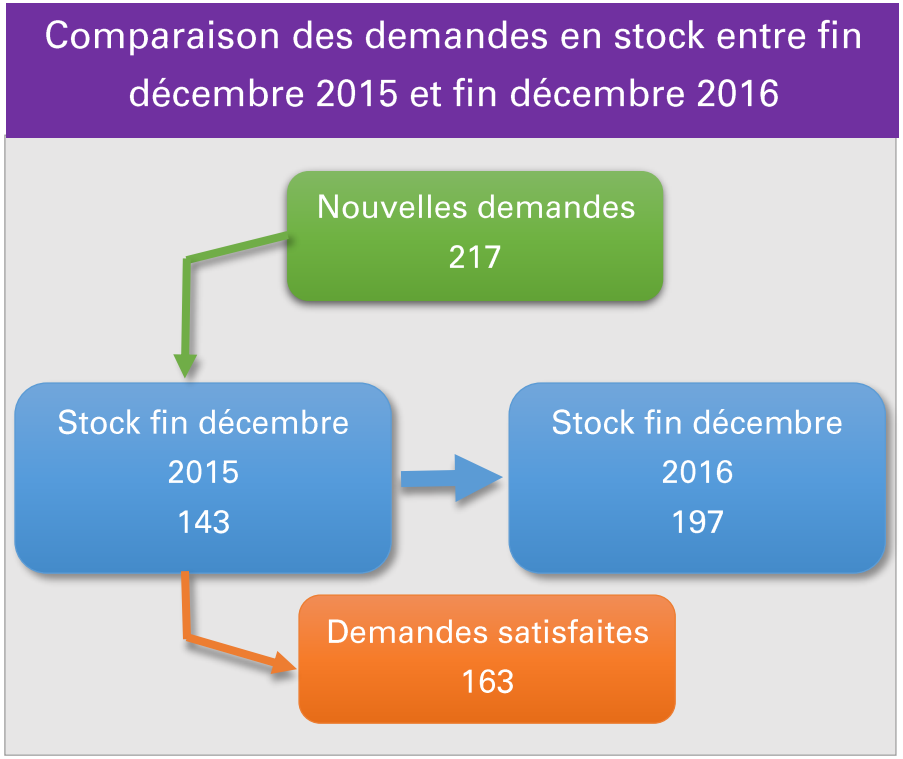


Figure 33 : Comparaison des stocks des demandes de logements sociaux sur l'année 2015, source : Infocentre SNE, réalisation : Paysages

La demande est orientée sur des maisons individuelles en T4 ou T5, or ce type de logement est faiblement représenté dans le parc social de l'intercommunalité qui est essentiellement constitué de logements collectifs. Les centres ne sont plus attractifs, les difficultés de stationnement et la vétusté des logements font partie des contraintes participant au délaissement des centres pour les périphéries. De plus, la concurrence du parc privé globalement très accessible rend le parc social moins attractif que sur d'autres territoires plus « tendus ».

Les bailleurs sociaux ont donc engagé depuis plusieurs années une adaptation de leur parc de logement en démolissant plusieurs logements de leur parc et en construisant de nouveaux logements plus adaptés aux modes de vie actuels type maisons de ville.



Figure 34 : Pavillons BBC de l'OPH 12 à la cité Bénazet à Decazeville, source Googlestreet

4. L'offre locative

L'offre locative peut permettre de répondre à une diversité de situations : personnes seules en début de parcours professionnel, couples avec enfant ou personnes seules vieillissantes, jeunes couples avec un projet d'accession à la propriété, actifs arrivant sur le territoire, ménages en rupture familiale, etc.

II. Des publics avec des besoins spécifiques

1. Des choix résidentiels contraints par les ressources des ménages

Avec 18 724 € par an[4], le revenu médian par Unité de Consommation[5] de Decazeville Communauté est inférieur à celui de la France métropolitaine (20 369 €), à celui du département (19 424 €) ainsi qu'à celui de l'agglomération Ruthénoise (20 038€). Le revenu médian de l'intercommunalité figure parmi les plus faibles du département.

Toutefois, la médiane cache de fortes disparités entre les communes du territoire, mais également entre les ménages présents sur l'intercommunalité.

Les communes avec le revenu médian le plus élevé sont Flagnac avec 20 767 € et Firmi avec 20 016 € qui se rapprochent des données nationales et ruthénoise. A contrario, les communes de Cransac et Boisse-Penchot sont les deux communes avec le revenu médian le moins important, respectivement 17 152€ et 17 581€.

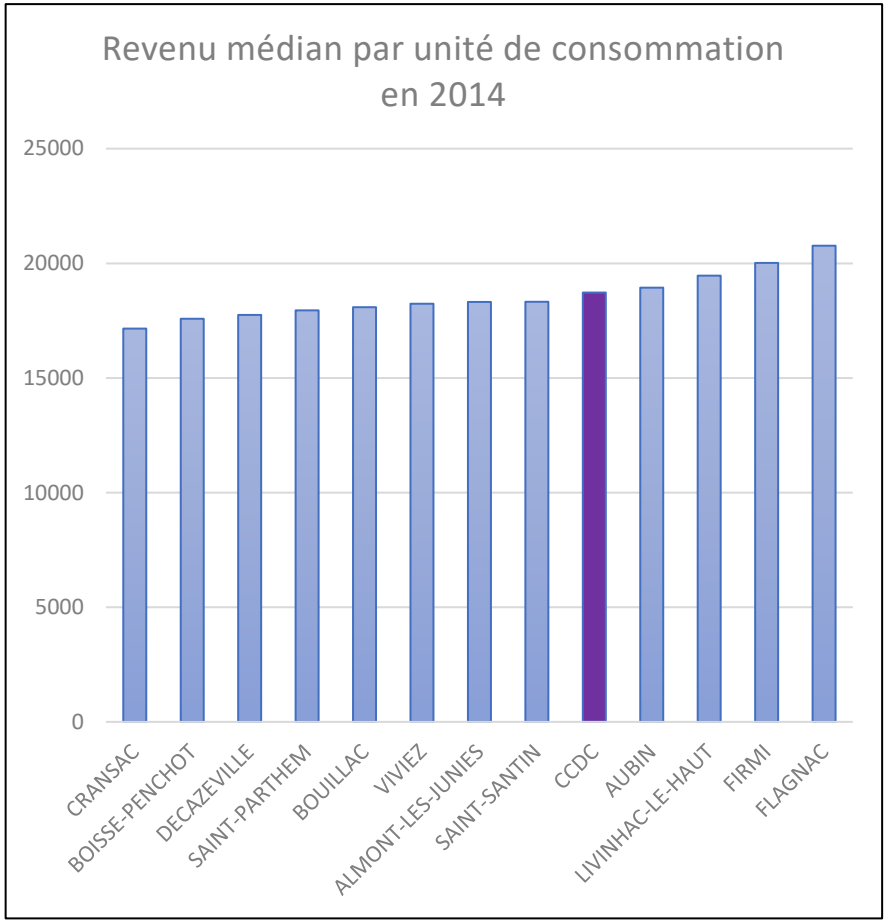


Figure 35 : Revenu médian par unité de consommation des communes de la CCDC en 2014, source INSEE-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccma, réalisation : Paysages

[4] Source: INSEE-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccma 2014

[5] Définition INSEE : Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

On note donc que le passé industriel des territoires est à mettre en lien avec la précarité des ménages qui y résident.

Avec 995 € par mois, le revenu des locataires du parc social est 1.5 fois inférieur à celui des propriétaires occupants (1 522€ par mois). Quant aux locataires du parc privé, ils disposent d'un revenu médian de 1 125 € par mois.

Ainsi, au regard de leurs revenus, 85 % des ménages locataires du parc privé sont éligibles au parc social et même plus d'un ménage locataire privé sur deux est éligible au parc très social[6]. Le parc de logements privés vient concurrencer le parc social en raison des faibles loyers des logements locatifs sur l'intercommunalité.

On notera que près de la moitié des locataires du parc social et près de 4 ménages sur 10 locataires du parc privé sont sous le seuil de pauvreté[7], volume largement supérieur aux données nationales puisqu'en 2016, 14.1 % de la population a un revenu inférieur au seuil de pauvreté.

Le parc de logements doit donc offrir une offre cohérente avec la capacité financière des ménages de l'intercommunalité. Le parc locatif privé, offrant de nombreux logements à bas prix mais souvent peu qualitatifs et vétustes, vient concurrencer le parc social qui est victime d'une image dégradée auprès des habitants.

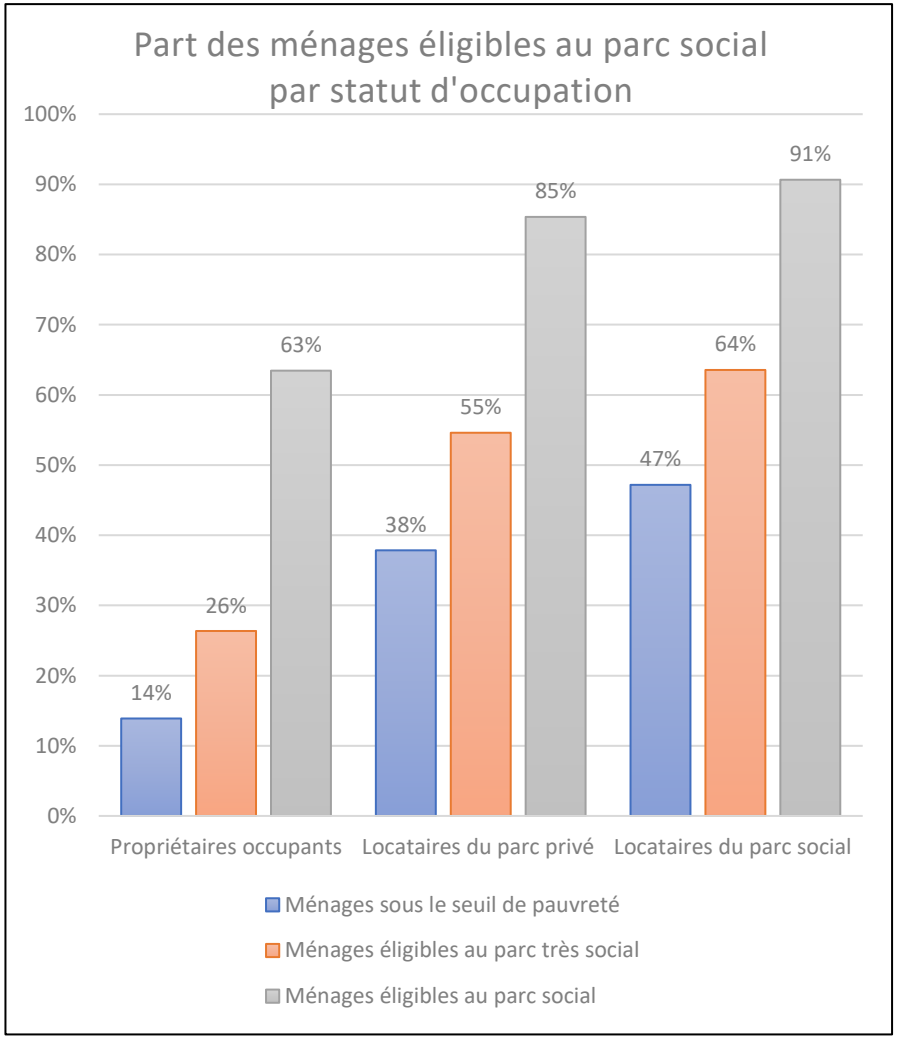


Figure 36 : Part des ménages éligibles au parc social par statut d'occupation de la CCDC en 2013, source Filocom 2013, réalisation : Paysages

[6] Revenus inférieurs à 60 % des plafonds HLM.

[7] Seuil de pauvreté en 2016 : 1 008 € mensuel, source : France, Portrait social, édition 2016, INSEE Références

2. Des besoins croissants liés au vieillissement de la population

La population âgée de Decazeville Communauté est en augmentation soutenue depuis les années 2000 et devrait voir son poids démographique progresser en raison du vieillissement de la population et des difficultés de renouvellement à l'œuvre sur le territoire. Il est donc impératif de prendre en compte les besoins liés au vieillissement de la population dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H.

La diversité des situations des personnes de plus de 60 ans entraine des besoins qui ne sont pas équivalents : l'âge, l'état de santé, le lieu de vie, la solvabilité des ménages ... sont autant de conditions qui viennent influencer les besoins en logements. Dans les années à venir, le vieillissement va générer des besoins importants, tant en services, en commerces qu'en habitat. Or, aujourd'hui, le parc de logements de l'intercommunalité n'est que très peu adapté aux problématiques du vieillissement.

Une partie du parc, notamment dans le centre, est particulièrement inadaptée aux modes de vie des personnes âgées : maisons à étages, appartements sans ascenseur, logements isolés, etc.

Pourtant, le désir de rester dans son domicile le plus longtemps possible est identifié pour la majorité des personnes âgées, posant ainsi la question de l'adaptation des logements. L'intercommunalité doit donc proposer une palette d'offres pour favoriser le maintien à domicile tout en développant une offre d'hébergements spécifiques.

Différentes actions sont mises en place sur le territoire, comme le portage des repas à domicile et des services d'aides à domicile qui sont proposés par les différents Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS). Un suivi individuel peut également être mis en place lors des plans Grand Froid / canicule afin de conseiller, d'orienter et soutenir les personnes dépendantes.

La sphère familiale et/ou sociale peut également être un complément dans l'aide au maintien à domicile.

En 2014, les 80 ans ou plus identifiés comme personnes ayant le plus de difficultés pour le maintien à domicile, vivent seules pour la moitié d'entre eux.

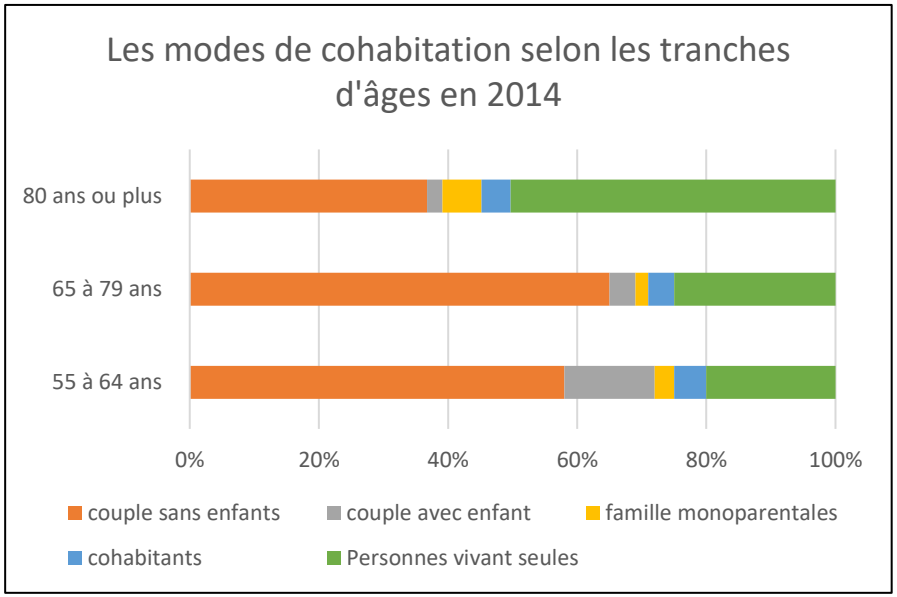


Figure 37 : Modes de cohabitation selon les tranches d'âges en 2014, source : INSEE RP 2014, réalisation : Paysages

On note la faible proportion des personnes ayant recours à la cohabitation qui peut être une alternative à l'installation dans une résidence spécialisée.

Les besoins en logements des personnes âgées peuvent être satisfaits de plusieurs façons :

- **Le maintien à domicile** avec l'adaptation du logement en lien avec les problématiques de santé et les services d'aide à la personne. Sur la CCDC, 42 % des ménages propriétaires ont plus de 60 ans. Compte tenu de ce taux élevé, l'adaptation du domicile est un enjeu majeur.
- **Le déménagement vers un logement adapté :** en plus des problèmes liés à la santé, il y a ceux liés à l'isolement et la solitude. Des structures d'habitats adaptés peuvent être développées pour y palier (habitat groupé, maison partagées, logements adaptables…). Ce sont l'accessibilité du logement et son adaptation à la mobilité réduite qui sont recherchés, mais également la localisation à proximité des commerces et services, notamment en centre-ville.
- **Les établissements spécialisés à destination des personnes dépendantes** : il s'agit d'établissements spécialisés qui permettent aux personnes âgées de recevoir des soins journaliers.

Sur l'intercommunalité, plusieurs établissements sont présents offrant une gamme de services diversifiés pour les personnes âgées.

Tout d'abord le centre hospitalier de Decazeville permet une hospitalisation des personnes âgées pour des courts ou longs séjours.

Plusieurs EHPAD (Etablissements d'hébergements pour Personnes Agées Dépendantes) sont implantés sur l'intercommunalité :

- La Résidence Bellevue à Decazeville qui offre 46 lits,
- La Maison de retraite d'Aubin qui possède 48 places,
- Le centre hospitalier à Decazeville qui offre 65 places en hébergement permanent et 32 lits dans l'unité de soins longue durée,
- Paul Mouysset à Firmi qui compte 77 places en hébergement permanent, 3 places en hébergement temporaire et possède une unité Alzheimer,
- L'Oasis à Livinhac-le-Haut qui propose 61 lits pour accueillir des résidents valides, semi-valides ou dépendants, dont 8 places en unité Spécifique Alzheimer et un pôle d'Activités et de Soins adaptés pouvant accueillir 12 personnes,
- Sainte-Marie à Flagnac qui offre 80 lits permanents, 5 hébergements temporaires ainsi que 16 places en unité Alzheimer.

L'offre d'établissements spécialisés pour les personnes âgées sur Decazeville Communauté est conséquente mais les besoins sont en perpétuelle augmentation obligeant les structures à évoluer. La maison de retraite d'Aubin fait d'ailleurs l'objet d'un projet de déplacement permettant sa modernisation et anticipant son extension.

3. Une offre dédiée aux étudiants à adapter

En 2014, le territoire de Decazeville Communauté compte 907 étudiants qui représentent 5 % de la population totale contre 1 193 étudiants en 1999, soit une diminution de près de 300 étudiants en 15 ans.

Decazeville est la commune qui connait la plus grande concentration d'étudiants en comptabilisant près d'un étudiant sur cinq de l'intercommunalité. Les communes urbaines recensent la majorité des étudiants du territoire en raison de la présence d'établissements de formation présents sur les communes de Decazeville et d'Aubin. On peut toutefois noter que toutes les communes de l'intercommunalité accueillent des étudiants.

Ce constat peut s'expliquer par le choix des étudiants de rester vivre dans le logement familial pouvant se trouver éloigné des lieux de formation ou par des étudiants effectuant leur formation à distance.

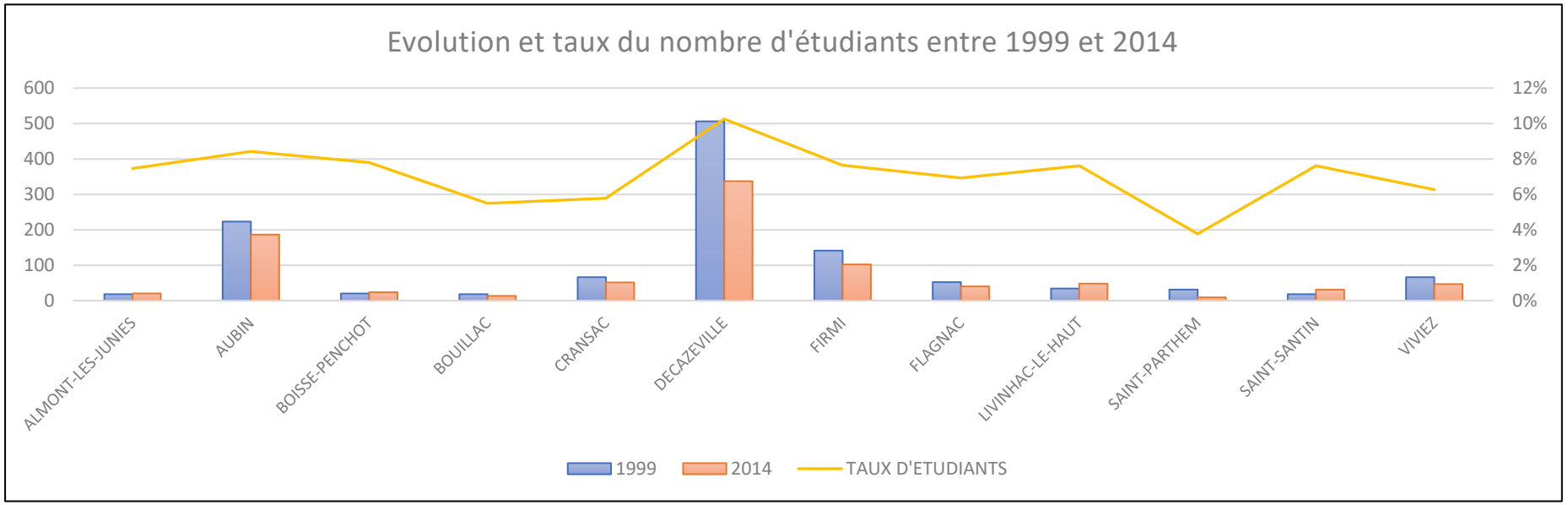


Figure 38 : Nombre d'étudiants entre 1999 et 2014 et taux du nombre d'étudiants par commune de la CCDC, source : INSEE RP 1999 et 2014, réalisation : Paysages

Le territoire dispose de deux structures spécialisées de formation supérieure :

- **La cité scolaire la Découverte :** qui propose 7 BTS et une licence professionnelle :
  - Biotechnologies,
  - Europlastics et Composites,
  - Apprentissage Europlastics et Composites,
  - Conception des Processus de Réalisation de Produits CPRG,
  - Apprentissage CPRG,
  - Conception et Réalisation en Chaudronnerie Industrielle CRCI,
  - Apprentissage CRCI,
  - Licence professionnelle Conception et Fabrication Assisté par Ordinateur (CFAO).
- **Le lycée des métiers du bois et de l'habitat :** qui propose deux BTS et deux licences professionnelles :
  - BTS Développement et Réalisation Bois (DRB)
  - BTS Systèmes Constructifs Bois et Habitat (SCBH)
  - Licence Ecoproduction des structures bois,
  - Licence Ecoproduction de la finition industrielle des ouvrages bois.

En plus de ces formations, les deux établissements proposent plusieurs baccalauréats professionnels pouvant répondre aux besoins de formation d'un public cible plus large.

Afin d'accueillir les étudiants souhaitant suivre les formations du territoire, les établissements ont mis en place des internats :

- L'internat du lycée professionnel d'Aubin peut accueillir jusqu'à 200 internes répartis dans un bâtiment de 4 étages,
- L'internat de la cité scolaire de la Découverte à Decazeville dispose de deux bâtiments : un internat pour les filles et un pour les garçons qui ont une capacité de 192 places.

Malgré l'offre d'hébergements proposée, les places disponibles ne suffisent pas à répondre à la demande. Les formations proposées en études supérieures sont reconnues et peu présentes à l'échelle nationale obligeant les étudiants à s'éloigner de leur domicile.

Le parc de logements locatifs permet de répondre aux besoins des étudiants qui définissent leur lieu d'habitation en fonction de la proximité de l'établissement de formation, des transports et des commerces et services. Par conséquent, les centres des villes urbaines sont plus attractifs pour les étudiants.

Le Conseil Départemental de l'Aveyron a identifié qu'à l'échelle du Territoire d'Action Sociale de Villefranche/Decazeville, des petits logements et des meublés pour les jeunes étaient manquants sur le territoire.

Un projet de création de logements étudiants pourrait être envisagé afin de compléter l'offre existante et ainsi répondre davantage aux besoins des apprenants du territoire.

4. La réponse à destination des plus fragiles

Le territoire dispose d'une association qui gère la maison d'hébergement d'urgence de la rue Emma Calvé. L'association ACCueil Ecoute Solidarité (ACCES) a été créée en 1999 afin d'accueillir les personnes et familles sans domicile fixe. L'association met un point d'honneur à proposer plus qu'une place d'hébergement temporaire en réalisant un véritable accompagnement sur le temps long afin d'aider les personnes dans le besoin à retrouver le plus vite possible des conditions de vie décentes.

Les locaux actuels de l'association proposent :

- 3 chambres individuelles de 11 m² et 1 chambre double de 20 m² : l'une de ces places est la place d'urgence répondant à l'appel du 115,
- 2 appartements de type T2 d'environ 50 m²,
- 1 appartement de type T2 dans la cité de Miramont de 52 m²,

Ce sont donc 1 place d'urgence, 8 places de stabilisation et 3 places d'insertion qui sont proposées par l'association.

En plus de cette offre, l'association propose des baux glissants afin de permettre la réinsertion des personnes dans les logements sociaux. Un accompagnement spécialisé et individualisé est ensuite mis en place afin de suivre l'évolution des personnes plus défavorisées.

Cependant, les locaux de l'association ne correspondent plus aux besoins actuels de la population et de l'association, un déménagement des locaux est prévu afin d'augmenter la capacité d'accueil de l'association.

Dans le projet de déménagement, est prévu :

- 3 chambres individuelles aux norme PMR de 11 m², une de ces places est la place d'urgence,
- Une unité de vie de type T3 de 47 m²,
- Une unité de vie de type T2 de 23 m²,
- Une unité de vie de type T4 de 70 m²,
- Une unité de vie de type T4 de 68 m²,

Soit un total de 15 places disponibles. Les locaux et les pièces de vie vont également évoluer et améliorer les capacités d'accueil du public et de travail de l'association.

Une place d'urgence supplémentaire, indépendante des autres parties d'hébergement, pourra être mise en place afin de pouvoir proposer une solution temporaire à toutes les personnes qui solliciteraient le 115.

L'aménagement des nouveaux locaux de l'association renforcerait la capacité d'hébergement pour les personnes défavorisées et permettrait une meilleure adaptation des locaux aux besoins et réglementations actuelles.

A l'échelle de Territoire d'Action Sociale de Villefranche/Decazeville, le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) de 2016 à 2021 a identifié que les logements pour les personnes avec des troubles psychologiques et pour les personnes marginalisées sont manquants sur le territoire.

Le Conseil Départemental de l'Aveyron indique que sur les cinq communes du bassin Decazeville-Aubin, la concentration de publics défavorisés est modérée, il faut toutefois proposer des solutions d'hébergements spécialisées pour ce public cible.

Le marché de Decazeville Communauté n'étant pas tendu, le parc locatif peut répondre aux besoins des publics défavorisés mais en offrant des appartements peu qualitatifs et énergétiquement non performants, certains logements locatifs peuvent aggraver la situation financière des populations les plus précaires.

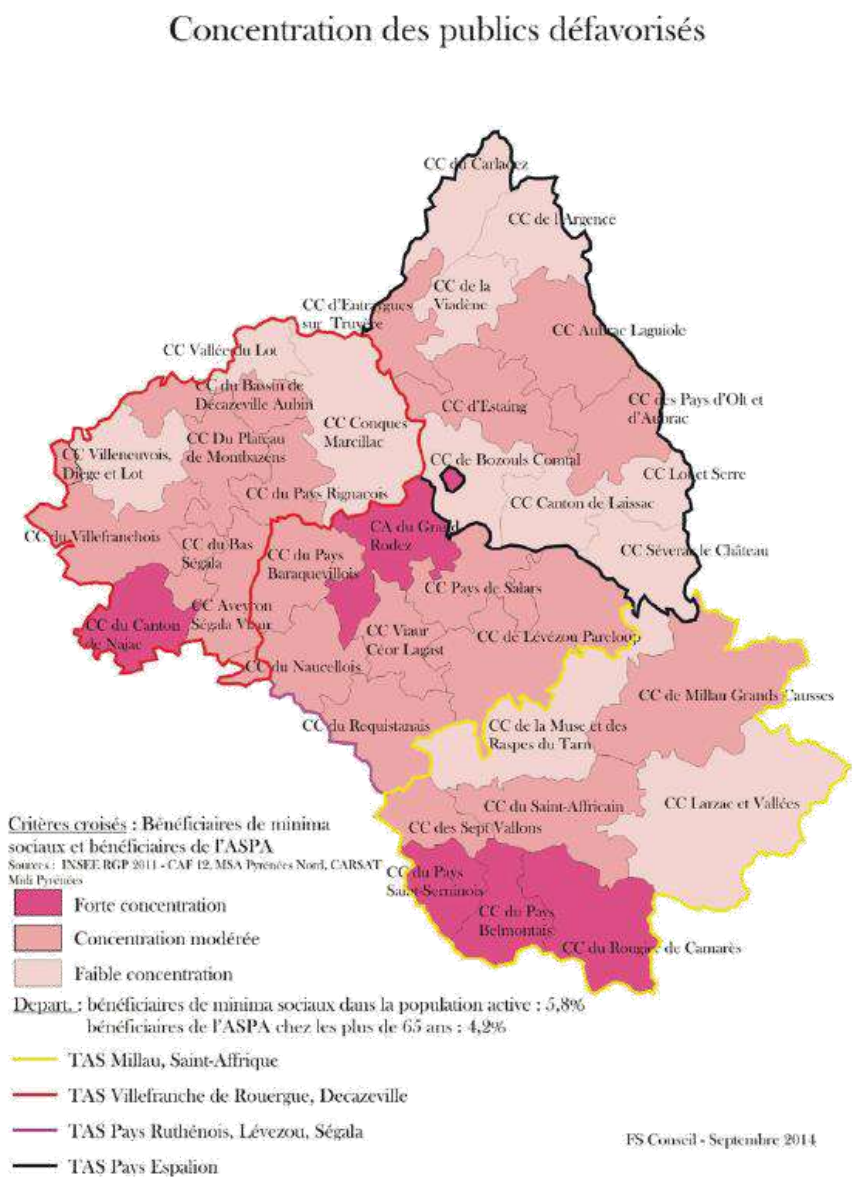


Figure 39 : Cartographie des concentrations des publics défavorisés sur le territoire départemental, source : PDALHPD de 216 à 2021

5. L'accueil des gens du voyage

Une aire d'accueil est installée depuis janvier 2008 à Decazeville qui offre 30 places de caravanes, dont 5 places sont actuellement occupées par des sédentaires.

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage a fixé plusieurs objectifs sur l'intercommunalité :

- Pérenniser la bonne fréquentation des enfants en école primaire et en maternelle à Decazeville,
- Développer les actions socioéducatives vers le droit commun,
- Renforcer l'implication parentale pour un meilleur éveil de l'enfant.

En plus du stationnement sur les aires matérialisées, les gens du voyages stationnement illicitement en dehors de façon permanente ou temporaire.

L'association ACCES Logement Insertion assure la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage. Au cours de cette année, l'association a mis en place un programme destiné aux enfants afin de leur permettre de se rendre une fois par semaine au collège Paul Ramadier à Decazeville le vendredi de 14 à 16 heures afin de leur apporter un soutien d'aide aux devoirs.

Depuis que l'association assure la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage, plusieurs actions ont été mises en place afin de faciliter l'intégration de cette population sur le territoire :

- Création d'une salle d'animation en 2013,
- Ateliers ludiques et manuels,
- Sortie en villes,
- Ateliers culinaires, créatives,
- Session de discussion autour du quotidien
- Etc.

Toutes ces actions menées par l'association permettent une meilleure cohabitation entre les gens du voyage et la population locale.

D. LE PARC ANCIEN

I. Le parc ancien des centres : un fort potentiel de renouvellement urbain

1. Un parc structurant pour le territoire

Sur Decazeville Communauté, près de 4 200 logements, soit plus de deux logements sur cinq, ont été construits avant 1948. Ce parc est concentré sur les centres-bourgs et les hameaux anciens. La plupart des communes du territoire sont ainsi structurées autour de centre historique à fort intérêt patrimonial (le moulin de Viviez, le village de Firmi…). Ces derniers sont une constituante de l'identité du territoire.

Le centre-ville[8] de Decazeville concentre à lui seul environ 12 % (soit 1 503 logements en 2014) du parc total de l'intercommunalité.

Dans ces centralités, on retrouve un parc collectif plus important : avec 640 logements locatifs dans le centre de Decazeville, le parc du centre présente une offre locative non négligeable puisqu'il regroupe 18 % des logements locatifs de l'intercommunalité. Ainsi 58 % des ménages du centre sont locataires alors que les locataires représentent 28 % des ménages de toute l'intercommunalité.

Par sa diversité et par l'importance de l'offre locative, le parc de logement des centres permet d'accueillir les mobilités résidentielles. En effet, si 12 % des ménages du territoire sont dans leur logement depuis moins de deux ans, ce taux de personnes ayant récemment emménagé atteint 35,2 % chez les locataires du parc privé, alors qu'il est de 17,2 % chez les locataires du parc social et 43.5 % chez les propriétaires occupants.

Le parc de logement des centres est un élément structurant des trajectoires résidentielles puisqu'il concentre la plus grande diversité par la typologie ou le statut d'occupation des logements. Leur développement est donc primordial afin de poursuivre la diversification du parc de logement et répondre aux besoins du plus grand nombre.

[8] Découpage IRIS 2014

2. Les difficultés du parc existant

Sur 2 286 logements vacants sur l'intercommunalité, 407 sont vacants dans le centre-ville de Decazeville soit un taux de vacance qui atteint 27 % dans le centre et qui regroupe 17.8 % de la vacance totale de l'intercommunalité. Le taux de vacance est ainsi à la fois supérieur au taux de vacance global du territoire, mais aussi aux taux de vacance de chacune des communes.

On remarque que les logements vacants se concentrent essentiellement sur la liaison Aubin-Cransac, et dans les centres, notamment Decazeville, Viviez, Firmi, Livinhac-le-Haut, Flagnac, Boisse-Penchot et Bouillac.

Cette prédominance de la vacance dans les centres anciens témoigne de l'inadaptation d'une partie du parc à la demande. Certains logements peuvent donc se dégrader. Au-delà de la qualité parfois médiocre des logements, le centre-ville concentre des logements anciens qui n'ont pas fait l'objet de rénovation ou de travaux d'isolation et qui, aujourd'hui, sont de véritables « passoires thermiques ».

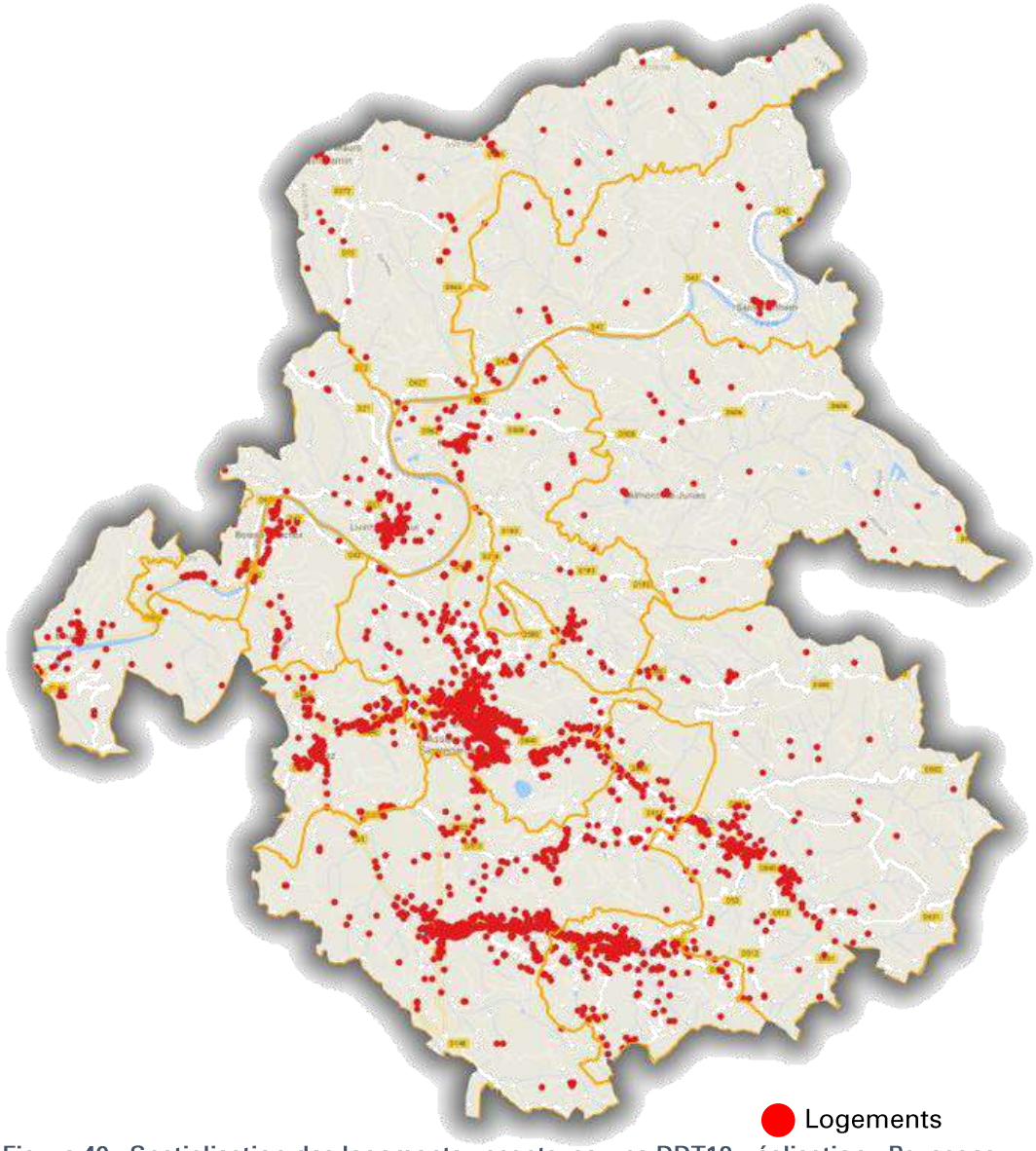


Figure 40 : Spatialisation des logements vacants, source DDT12, réalisation : Paysages

529 résidences principales du centre-ville de Decazeville ont été construites avant 1945, soit la moitié des logements. Ceci explique que de nombreux logements du centre sont qualifiés d'ordinaires, de médiocres ou encore d'insalubres. Le classement cadastral des logements a été établi par la Direction Générale des Finances à partir d'une nomenclature type comportant 8 catégories définies en fonction de l'impression d'ensemble dégradée, depuis les immeubles de grand luxe (catégorie 1) jusqu'aux insalubres (catégorie 8). Ces critères concernent le caractère architectural, la qualité de la construction, la distribution du local et son équipement. Le classement cadastral est donc un indicateur de la qualité globale du logement (voir le tableau ci-après).



Figure 41 : Logements anciens à Decazeville, photo Paysages



Figure 42: Logements dégradés à Port d'Agrès, source : Google Street

Critères à considérer	Grand Luxe	Luxe	Très confortable	Confortable	Assez confortable	Ordinaire	Médiocre	Insalubre
Caractère architecturale de l'immeuble	Nettement somptueux	Particulièrement soigné	Belle apparence		Sans caractère particulier			Aspect délabré
Qualité de construction	Excellente Matériaux de tout premier ordre ou d'excellente qualité Parfaite habitabilité		Très bonne Matériaux assurant une très bonne habitabilité	Bonne Mais construction d'une classe et d'une qualité inférieures au précédentes		Matériaux utilisés habituellement dans la région Conditions d'habitabilité normale	Médiocre Construction économique Matériaux bon marché présentant certains vices	Défectueuse Ne présente pas ou plus les caractères d'habitabilité en raison de la nature des matériaux
Distribution du local	Très large conception	Large conception	Moins d'ampleur que dans les catégories précédentes		Faible développement des pièces		Logement souvent exigu	
Pièces de réception	Présence obligatoire de pièces de réception spacieuses		Pièces de réception dans les locaux comportant un certain nombre de pièce		Existence en général d'une pièce de réception	En général, absence de pièces de réception		

Critères à considérer	Grand Luxe	Luxe	Très confortable	Confortable	Assez confortable	Ordinaire	Médiocre	Insalubre
Locaux d'hygiène	Nombreux locaux d'hygiène bien équipés		Plusieurs salles d'eau	Salle de bains ou de douche ou cabinet de toilette avec eau courante	Présence au minimum d'un cabinet de toilette avec eau courante	Absence de locaux d'hygiène	Absence très fréquente de locaux d'hygiène	
Equipement eau	Nombreux postes d'eau courante intérieurs au local				Un ou plusieurs postes d'eau intérieurs		En général eau à l'extérieur	Absence habituelle de tout équipement, notamment de WC
WC	Un ou plusieurs par local				WC particulier, généralement intérieurs	WC particulier, parfois extérieur	WC particulier, généralement extérieur	
Chauffage central	Présence habituelle		Fréquent	Habituel				
Ascenseur	Présence habituelle			Absence fréquente	Absence très fréquente	Absence habituelle		
Escalier de service	Présence habituelle			Absence fréquente				

Au regard de la classification, tous les centres des communes de l'intercommunalité sont concernés par la présence de logements médiocres et insalubres.

Du point de vue de la localisation, les logements médiocres insalubres sont principalement situés dans les communes urbaines : Decazeville, Aubin, Cransac et Viviez. On remarque toutefois que la majorité des logements sont concentrés sur Decazeville et sur la liaison Aubin-Cransac. La forte vacance de ces secteurs a entrainé la dégradation et l'insalubrité des logements qui sont dans le parc vacant depuis de nombreuses années.

A contrario, la commune d'Almont-les-Junies est peu concernée par la problématique des logements insalubres et de manière générale les communes de la Vallée du Lot recensent peu de logements médiocres ou insalubres.

La dégradation du parc de logements est un enjeu majeur pour la reconquête de logements vacants qui pose question sur l'adaptation des logements aux besoins de la population actuelle.

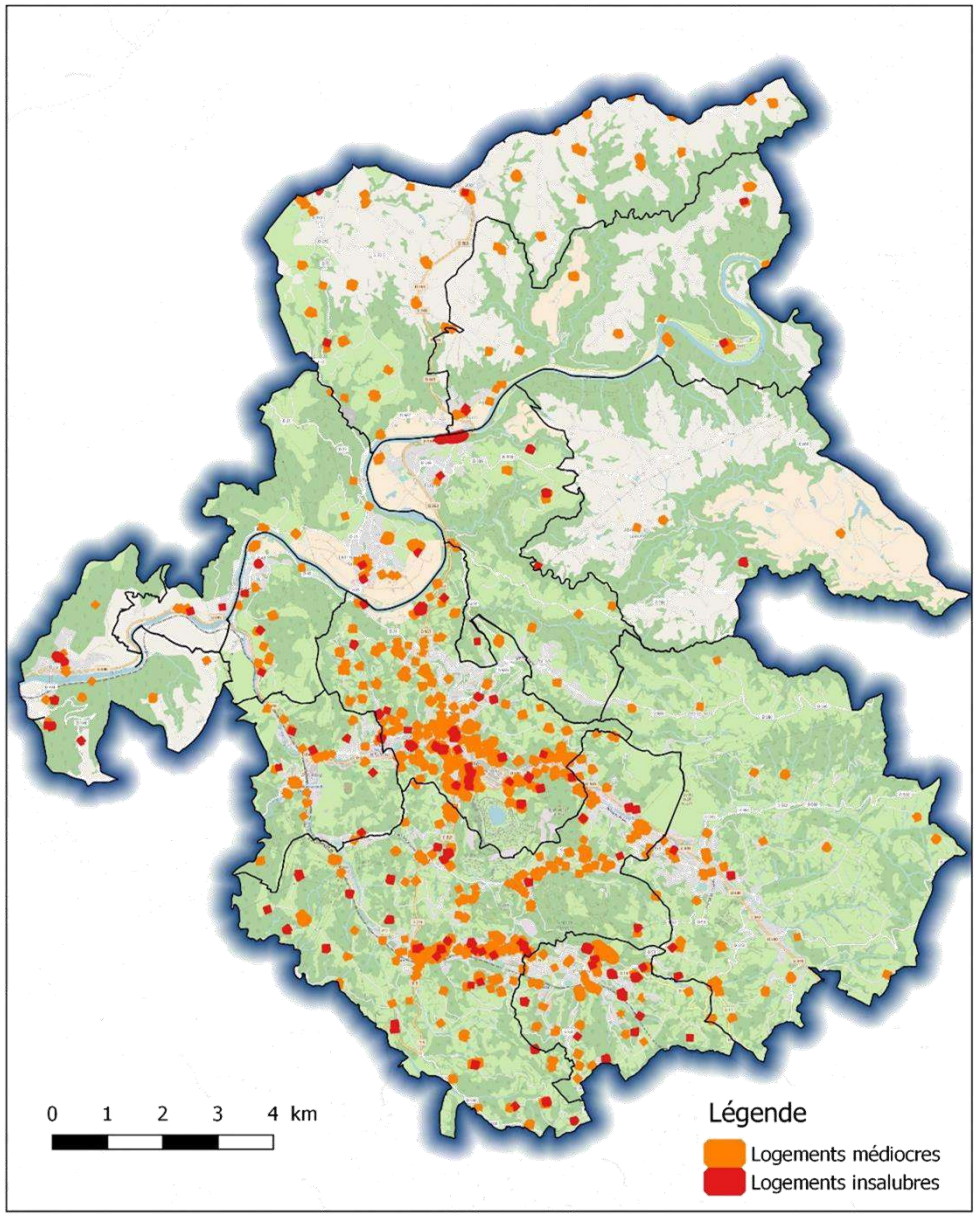


Figure 43 : Localisation des logements médiocres et insalubres, source : SMICA, réalisation : Paysages

3. Le potentiel de renouvellement important des centres ruraux

L'expression de la densité sur le territoire est naturellement orientée sur les centres, notamment ceux des communes urbaines. Il apparaît que pour les communes rurales la densité des centres est sensiblement plus faible que celle que l'on peut observer sur Viviez ou Firmi par exemple.

Cependant, l'étalement urbain est parfaitement visible sur cette cartographie. On constate que pour les communes urbaines, la densité diminue fortement en s'éloignant des centres ainsi, le tissu urbain existant peut être remobilisé afin d'accueillir le développement urbain sur les espaces déjà urbanisés, notamment sur les communes les plus rurales.

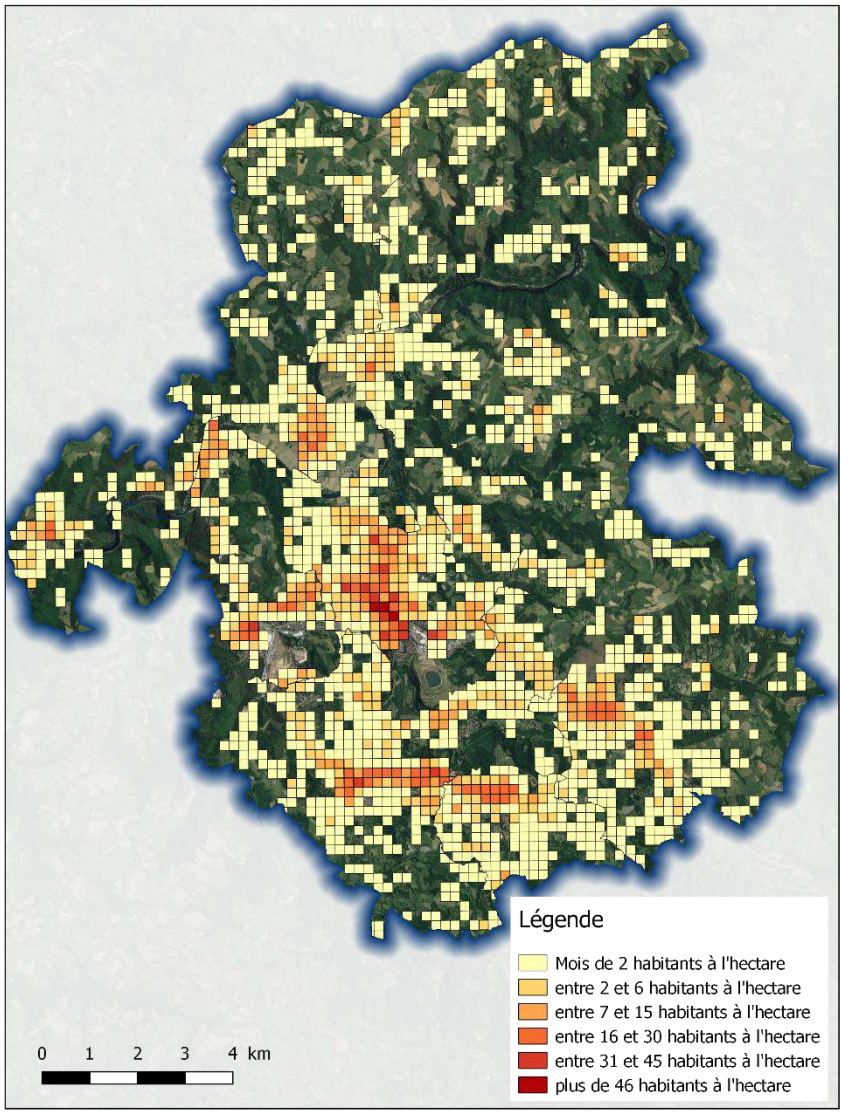


Figure 44 : Cartographie des différentes densités présences sur le territoire intercommunal, source : SMICA, réalisation : Paysages

II. Des problématiques qui touchent également les quartiers d'habitat social

1. Le parc des offices publics de l'habitat (OPH)

Plusieurs offices HLM interviennent sur le territoire :

- Office Public de l'Habitat de l'Aveyron,
- Néolia,
- Polygone,
- Habiter 12,
- PACT Aveyron,

L'ancien OPH de Decazeville est le premier office créé dans le département en 1921, en lien avec l'activité minière et industrielle du territoire et les besoins de logements de la main d'œuvre. Au 1er janvier 2017 l'OPH de Decazeville a fusionné avec l'OPH de l'Aveyron. Historiquement, le territoire a souhaité développer l'offre de logements sociaux afin de répondre aux besoins de sa population.

Au total, ce sont 1 068 logements sociaux qui sont présents sur le territoire sous différentes formes. En fonction des différentes temporalités et des besoins à satisfaire, les logements sociaux ont été construits sous la forme de cités ouvrières, de lotissements ou de grands ensembles d'immeubles collectifs.

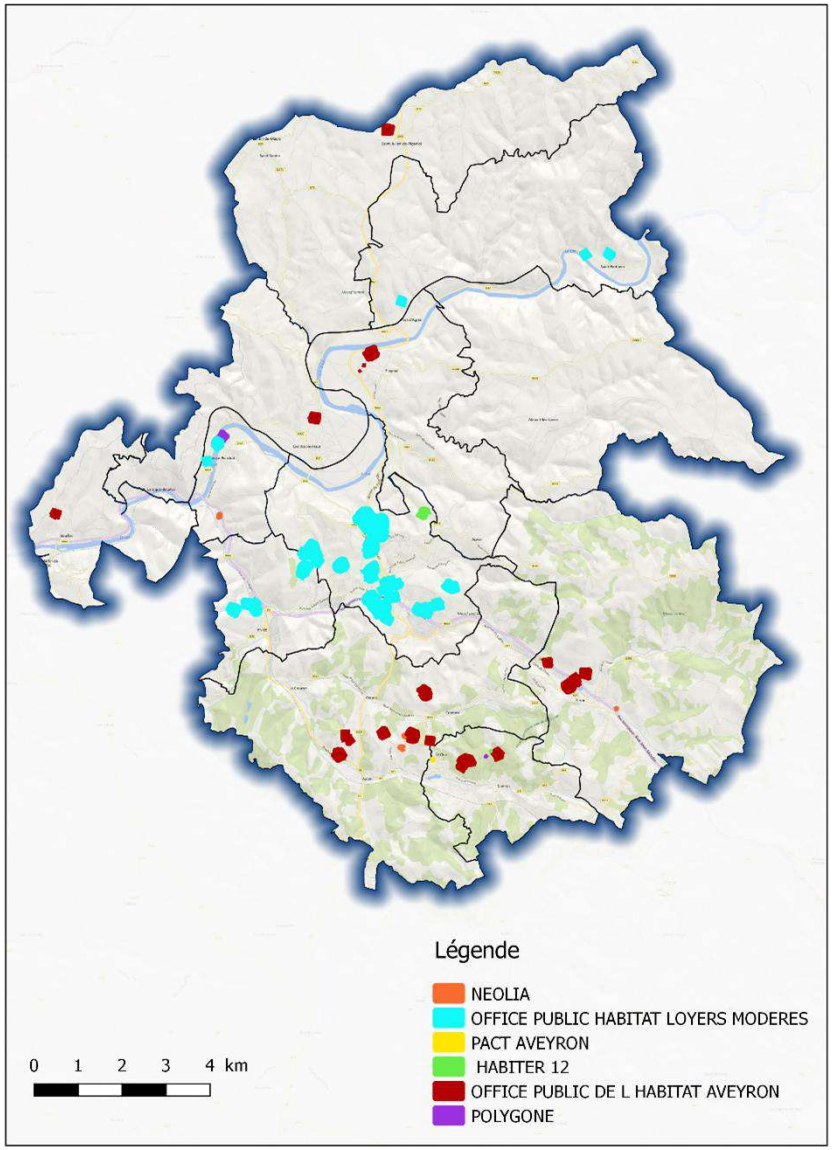


Figure 45: Localisation des propriétés des bailleurs sociaux, source : CCDC, réalisation : Paysages

La répartition des logements des Offices Publics de l'Habitat n'est pas uniforme sur le territoire. La commune de Decazeville regroupe 66 % des logements HLM alors que la commune de Flagnac n'en possède que 4 sur son territoire. Si l'on se place du point de vue de la part des logements HLM, la représentation diffère. Même si Decazeville reste en tête avec 23 % de ses logements dans le parc HLM, la commune de Viviez arrive en deuxième position avec 13 % de son parc géré par des OPH.

De manière générale, on remarque que les logements sociaux de petite superficie sont faiblement représentés sur le territoire avec seulement 2 % des logements qui sont des T1. De même, les logements de cinq pièces et plus sont peu représentés. Ainsi, le parc social ne répond pas à toutes les demandes puisque son offre de logements se concentre autour des T2, T3 et T4, ne touchant ainsi pas toute la population.

En outre, les plus de 60 ans sont fortement représentés dans la population détentrice d'un bail social puisque qu'ils représentent 40 % des titulaires de baux et 18 % des nouvelles demandes en 2016. Cette population pourrait être intéressée par des logements de plus petite taille plus facile d'entretien.

Il est à noter une particularité sur le territoire de Decazeville en lien avec son histoire minière. Les anciens mineurs ainsi que leur veuve disposent d'un logement à vie. C'est à dire qu'ils bénéficient de l'avantage logements à vie de l'ANGDM (Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs) qui assure le payement des loyers. Aujourd'hui, environ 80 logements sont concernés mais ce chiffre est en baisse constante par le vieillissement des occupants.

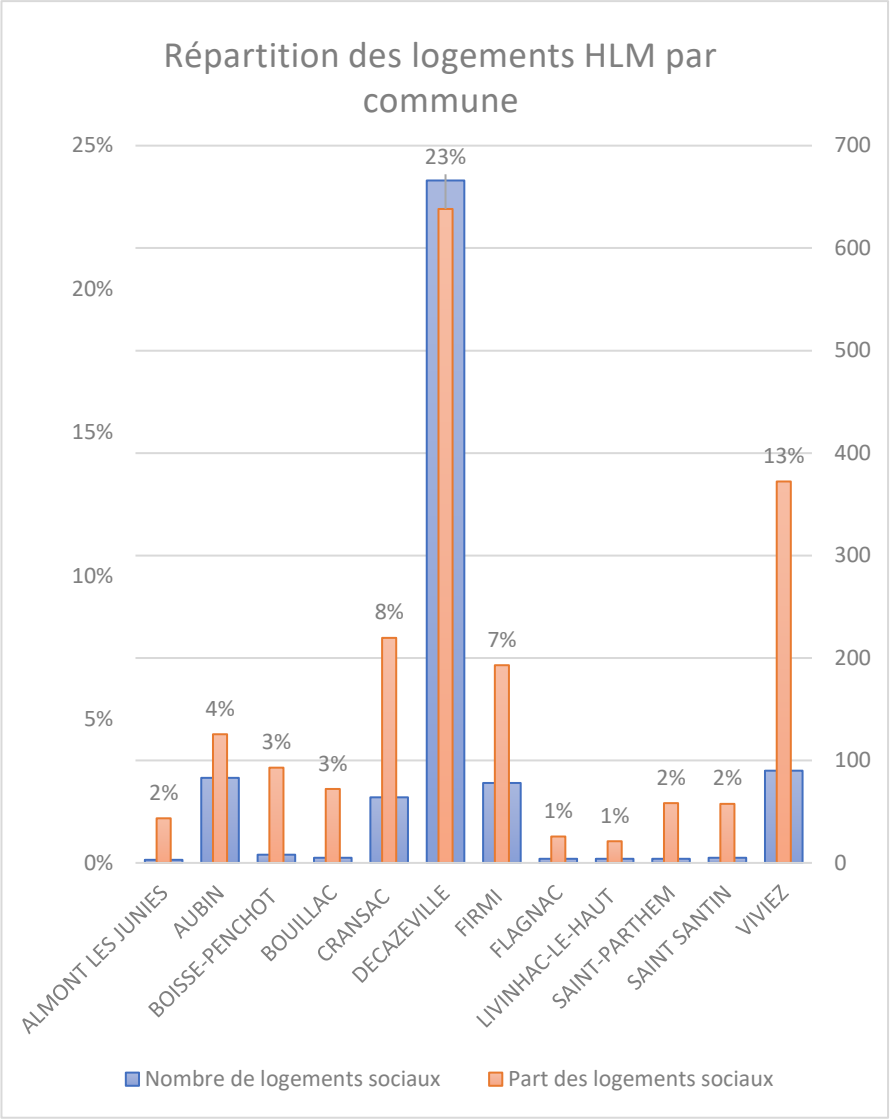


Figure 46 : Répartition des logements HLM par commune de la CCDC, source : INSEE RP 2016, réalisation : Paysages

L'ancienneté moyenne des demandes est de 9 mois[9], durée plutôt faible par rapport à d'autre territoires (12.5 mois pour la CA de Rodez et 12.7 mois pour la CC de Millau Grands Causses). Le parc de logement social est surdimensionné au regard de la population présente, les différents bailleurs sociaux sont donc dans une stratégie d'adaptation du parc à la demande.

2. Une évolution de la forme d'habitat social

Avec une décroissance démographique marquée et durable, le parc des Offices Publics de l'Habitat connait une forte vacance puisque les logements sociaux vacants représentent 11.5 % du parc total des logements vacants en 2013[10]. Afin d'éviter une dégradation trop importante du patrimoine, une logique de démolition est à l'œuvre depuis plusieurs années sur le parc social. Depuis une dizaine d'année ce sont 260 logements qui ont été démolis sur la commune de Decazeville, soit 25 % du parc social. Les démolitions vont se poursuivre sur tout le territoire à hauteur de 20 logements par an puisque le patrimoine est surdimensionné.

Pour rendre possible ces démolitions, les OPH ne renouvellent plus certains baux et relogent la population afin d'intervenir sur certains immeubles qui ne correspondent plus aux modes de vie actuels ou aux normes énergétiques en vigueur.

Plusieurs immeubles ont déjà été détruits notamment :

- Le bâtiment A de la cité du Baldy à Decazeville,
- Deux bâtiments chemin du Stade à Cransac,
- Le bâtiment A de la cité des Houillères à Aubin,

La Cité des églantines à Aubin appartenant à Néolia a gelé ses baux en vue d'une future démolition des bâtiments.



Figure 47 : Démolition de la cité du Baldy, source : OPH de l'Aveyron

[9] Source : INFOCENTRE SRE 2016

[10] Source : Filocom 2013

Ces immeubles ne possèdent pas toujours d'ascenseurs rendant l'accès difficile aux personnes âgées ou invalides. Le patrimoine étant ancien (plus de 50 ans pour Decazeville), il ne répond plus aux normes environnementales et entraine un coût énergétique difficilement supportable pour les foyers les plus fragiles.

Ces démolitions permettent aux Offices Publics de l'Habitat de constituer des réserves foncières afin de mettre en place de nouvelles opérations plus en cohérence avec la demande des locataires. Ainsi, la construction de maisons de ville ou de résidences individuelles est privilégiée.

Ainsi, afin de faire évoluer la typologie de leurs logements sur le territoire, les Offices Publics de l'Habitat se tournent vers la construction de maisons individuelles. En plus de cette construction de maisons à hauteur de cinq pavillons par an, les OPH se sont engagés dans une démarche de rénovation énergétique de leurs logements.

En moyenne le parc est âgé de 32 ans sur l'ensemble du territoire de l'intercommunalité, mais c'est la commune de Decazeville qui possède le parc le plus ancien avec un bâti datant de quasiment cinquante ans. A contrario, les communes de la Vallée du Lot ont un patrimoine plus récent que le reste de l'intercommunalité, âgé d'environ une dizaine d'années.

L'ancien OPH de Decazeville a engagé une rénovation de 40 logements au lieu-dit « Les Barthes » afin de les rendre moins consommateurs d'énergie et plus attractifs pour la population. Un investissement lourd de 2.7 millions d'euros est consacré à la rénovation de la résidence Bellevue afin de faciliter l'autonomie des personnes âgées.

III. Un parc de logements locatifs privés déséquilibré

A l'échelle de l'intercommunalité, 2 950 logements locatifs sont présents mais avec des disparités visibles pour chaque commune. C'est le parc de logements decazevillois qui concentre le plus grand nombre et la plus forte représentation de logements locatifs sur son territoire (1 444 logements et 40 %) suivi par les communes d'Aubin et de Cransac.

On notera que sur les communes de Decazeville, Aubin, Cransac et Boisse-Penchot, les logements locatifs sont en diminution par rapport à 1999 à mettre en lien avec la démarche de démolition du parc dégradé de ces communes (requalification de la liaison Aubin-Cransac).

Cependant, les acteurs de l'immobilier du territoire ont identifié une grande diversité dans l'offre de logements locatifs. En effet, le territoire dispose aussi bien de logements locatifs de grandes qualités que de logements dégradés, énergivores, qui se louent à des prix largement en dessous du prix du marché et qui attirent une population particulièrement défavorisée.

Ce parc locatif dégradé vient concurrencer l'offre de logements sociaux et enferme la population défavorisée dans des logements aggravant leur situation financière : charges élevées.

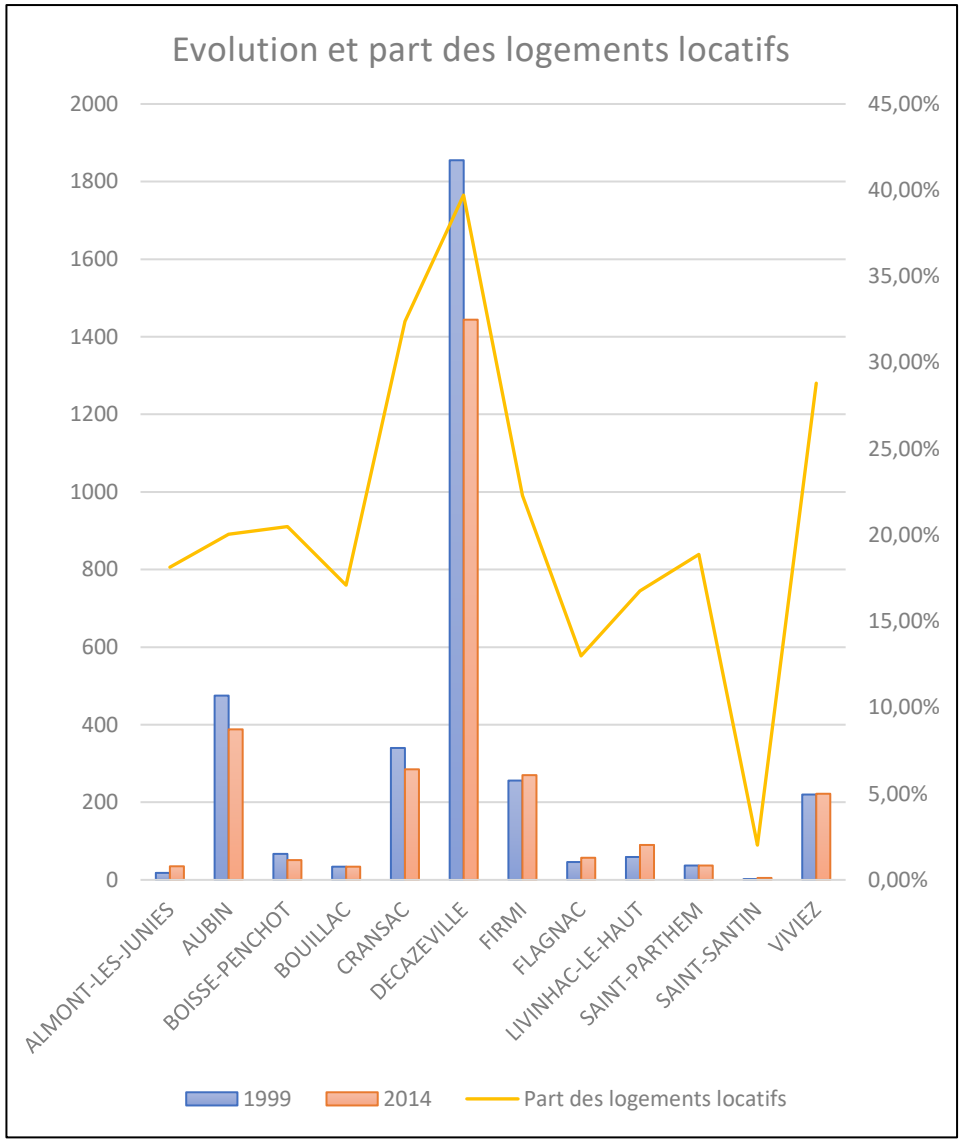


Figure 48 : Evolution et part des logements locatifs par communes de la CCDC, source : INSEE RP 1999 et 2014, réalisation : Paysages

E. LA PRODUCTION NEUVE

I. Une production neuve en mutation

1. Une production en repli

Sur les 9 426 résidences principales que compte la communauté de communes en 2014, seuls 8.3 % des logements ont été construits depuis 1999[11]. Le parc de résidences principales a diminué de 5 % entre 1999 et 2014 soit une diminution de 0.3 % par an (pour une évolution démographique de - 9 % sur la même période). La diminution du nombre de résidences principales se traduit par une hausse du nombre de logements vacants et s'explique par un solde naturel négatif depuis plusieurs décennies.

564 logements ont été autorisés entre 2007 et 2016, ce qui représente 56 logements[12] par an en moyenne. Si cette construction neuve est en volume plus importante sur la commune de Cransac : 120 logements, on retrouve une production importante sur le reste du territoire avec 74 logements pour la commune de Livinhac-le-Haut par exemple.

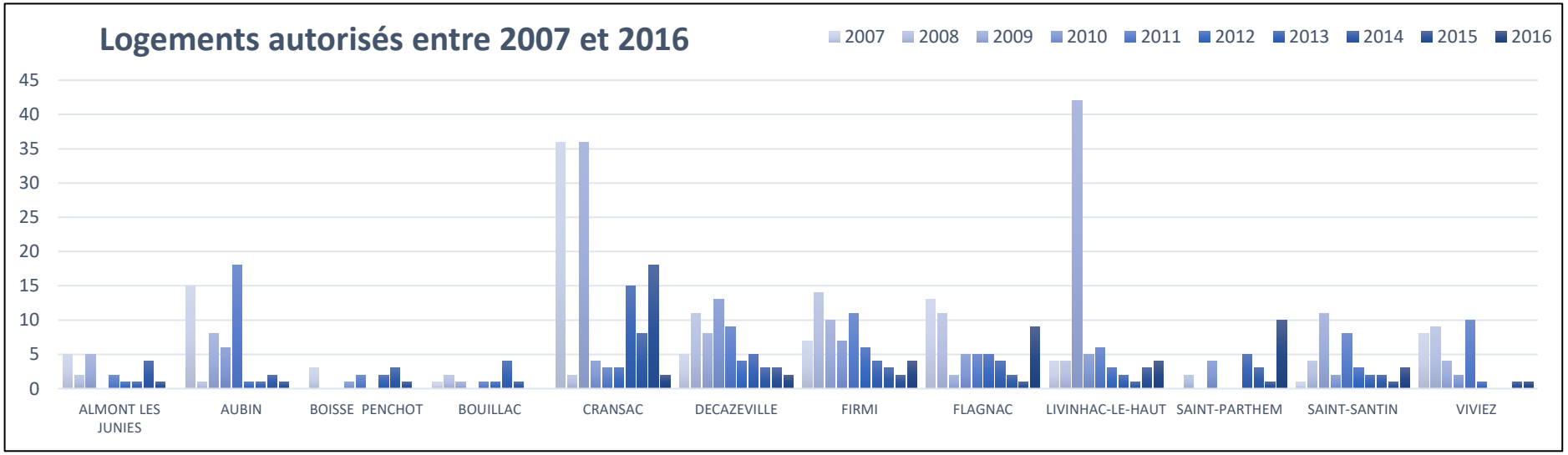


Figure 49 : Evolution du nombre de logements autorisés, source : Sid@del2, réalisation : Paysages

[11] Source : Sit@del2

[12] Source : Sit@del2

La construction est essentiellement tournée vers les logements individuels. Cependant, le territoire est marqué par des disparités, la commune de Decazeville sort du lot avec 17 % des logements collectifs autorisés depuis 2007. La construction d'appartements répond au besoin de logements de taille variée et en moyenne plus modeste, ce qui est adapté à la population du territoire.

Cette production correspond également à la nécessité de densifier le territoire pour limiter l'étalement urbain et ainsi préserver les terres agricoles.

On notera toutefois la production majoritaire de maisons individuelles sur les communes de Firmi et Flagnac qui représentent 9 constructions sur 10.

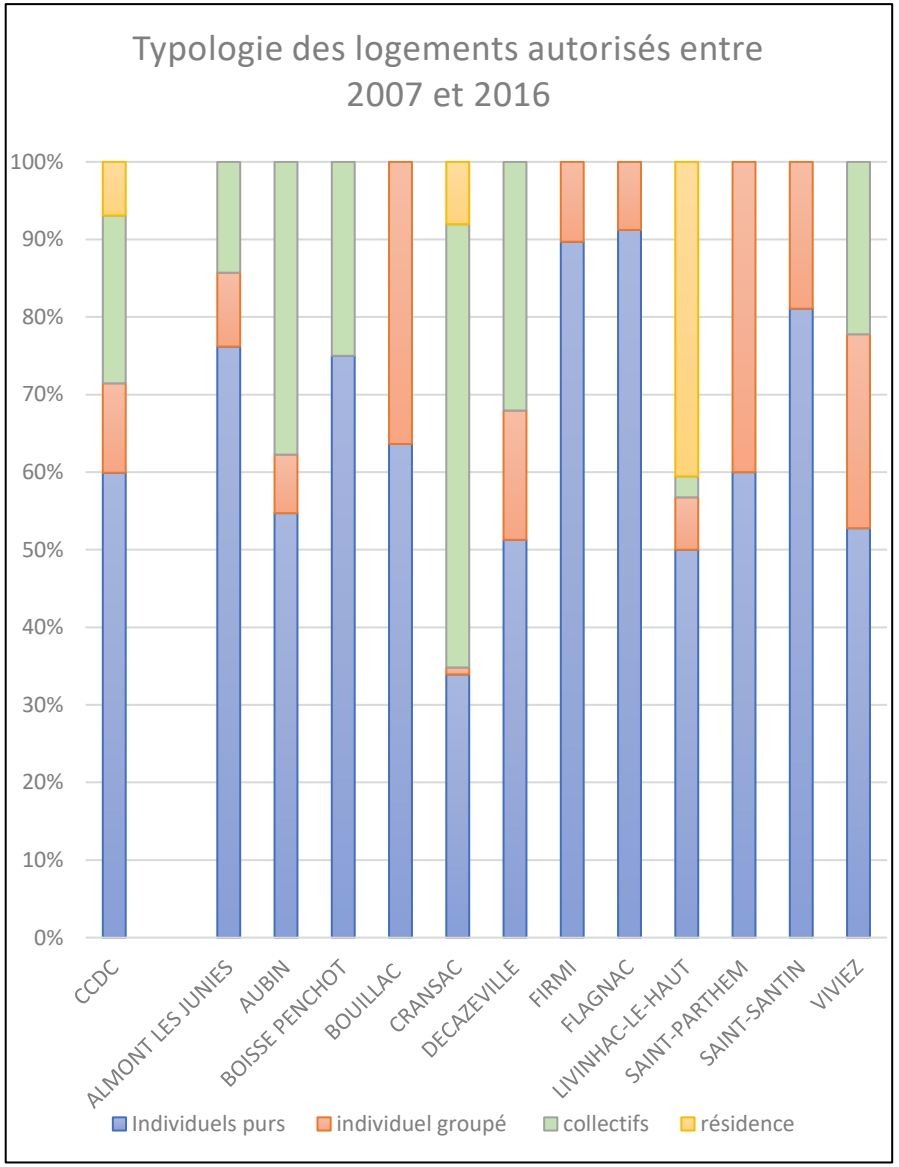


Figure 50 : Typologie des logements autorisés entre 2007 et 2016, source : Sid@del2, réalisation : Paysages

2. Une production irrégulière

La production de logements connait de nombreuses fluctuations depuis 2007, cependant la tendance générale est à la baisse. Après un pic de construction en 2009 avec 1 222 logements autorisés la production diminue régulièrement. Le nombre de logements commencés a été divisé par trois en trois ans. Depuis 2013, la production connait une stabilisation autour d'une trentaine de logements autorisés par an. L'année 2012 est marquée par la plus faible production de la période avec seulement 28 logements autorisés.

Depuis, la construction a légèrement repris mais reste peu élevée par rapport au poids démographique de l'intercommunalité. La faible production de constructions neuves s'explique par un solde naturel négatif depuis plusieurs décennies.

La répartition de la construction de nouveaux logements n'est pas uniforme sur le territoire puisque les communes de Cransac, Decazeville, Firmi, Flagnac et Livinhac-le-Haut regroupent 69 % de la production. Boisse-Penchot a la production la plus faible.

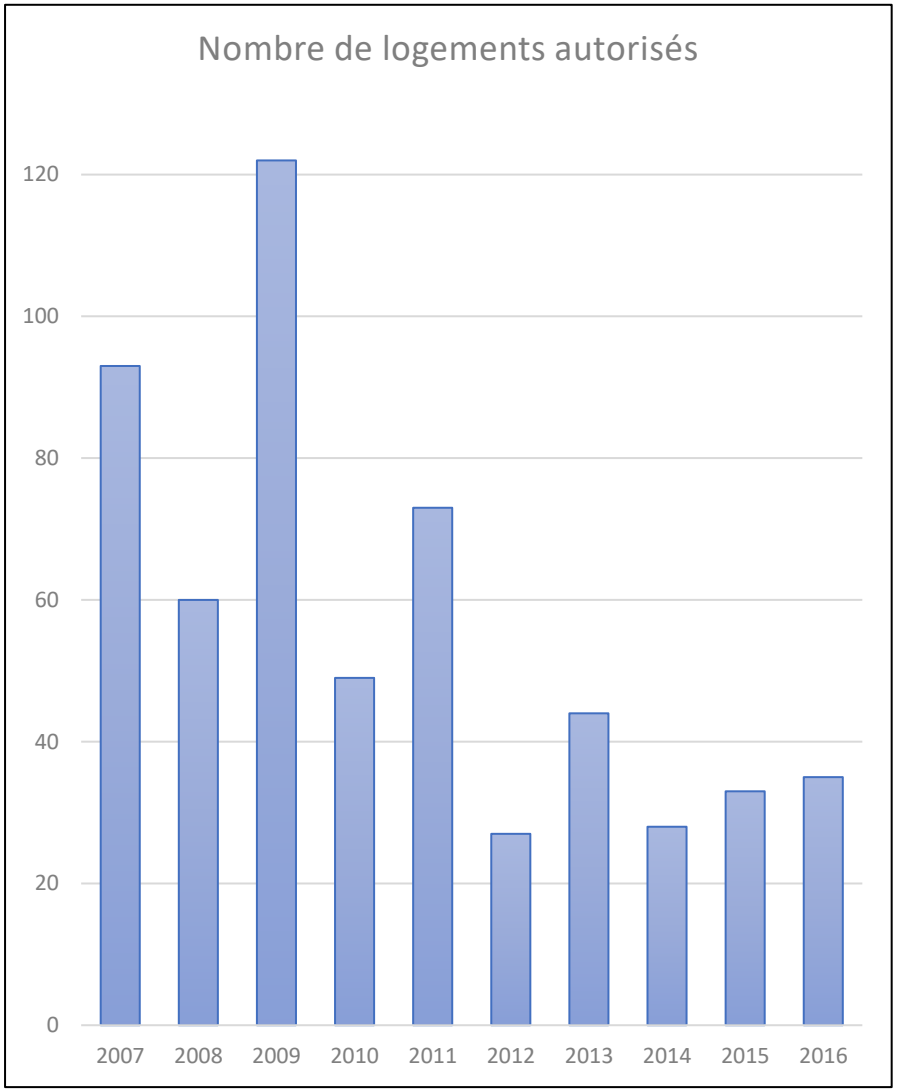


Figure 51: Nombre de logement autorisés sur Decazeville Communauté entre 2007 et 2016, source : Sid@del2, réalisation : Paysages

II. Une production portée par la maison individuelle

1. Une construction individuelle majoritaire sur tout le territoire

Entre 2007 et 2016, ce sont 338 maisons individuelles qui ont été autorisées, soit 60 % de la production neuve. Selon les années, la part de la production individuelle varie entre 49 % et 100 % de la production neuve.

Cette production est répartie sur l'ensemble du territoire, même si la dynamique est moins forte sur la commune de Cransac qui est marquée par la production de logements collectifs comptant les structures de type EHPAD.

Sur la période 2007-2016, seulement 12 % de ces logements individuels sont des logements « individuels groupés ». Cette appellation signifie qu'un seul et même permis de construire a été déposé pour plusieurs logements, ce qui correspond à des opérations d'ensemble de type lotissement. Cette production de logements « individuels groupés » diminue depuis 2013. Cette donnée témoigne du désintérêt des investisseurs privés pour le territoire : lotisseurs, promoteurs, etc.

Cependant, cette classification ne permet pas de distinguer toutes les opérations d'ensemble, ni les constructions en lotissement qui peuvent être comptabilisées dans la catégorie « individuels purs ». 338 logements « individuels purs » ont été construits sur la période 2007-2016, soit 60 % de la production de logements individuels. Cela ne signifie pas pour autant que cette production se réalise intégralement en diffus : cette dernière reste par conséquent difficilement quantifiable.

En conséquence de la déprise démographique, les prix de l'immobilier sont faibles sur Decazeville Communauté. En 2016, le prix médian au mètre carré des maisons varie fortement en fonction des communes. Flagnac est la ville qui a le prix au mètre carré le plus élevé avec 1 547 € pour une maison alors que le prix pour la commune de Viviez est moitié moins onéreux.

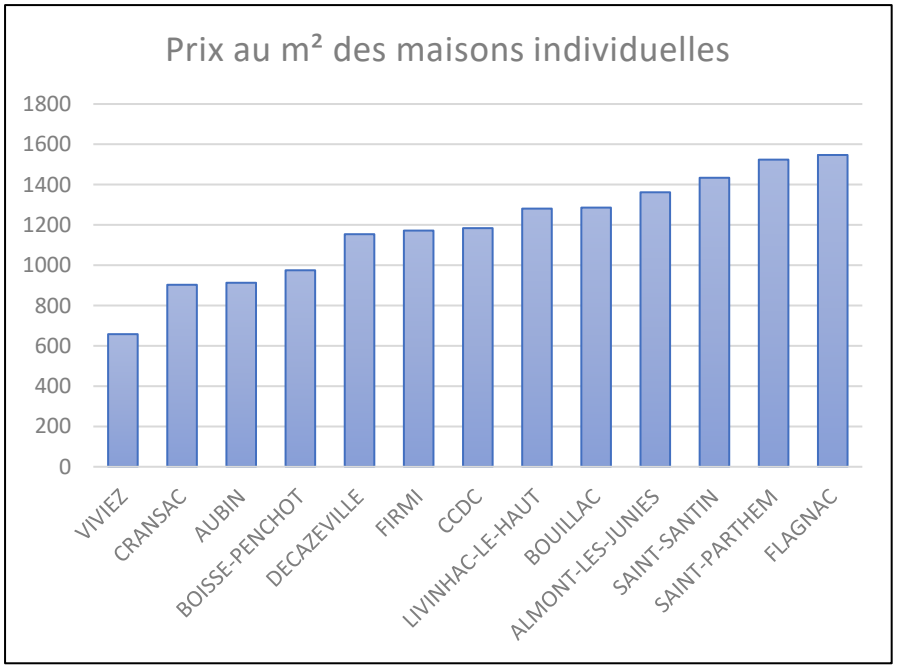


Figure 52 : Prix au mètre carré des maisons individuelles des communes de la CCDC, source : le monde immobilier, réalisation : Paysages

La CCDC est ainsi un territoire où il est possible d'accéder à la propriété avec des ressources faibles. Cela amène à des installations de personnes à faibles revenus qui sont difficilement capables de financer la rénovation de leurs biens. Ces personnes peuvent également être amenées à se trouver en situation de précarité énergétique du fait de la mauvaise isolation des constructions les plus anciennes. Ce phénomène peut donc augmenter les difficultés sociales dans les communes par l'apport de populations précarisées par l'acquisition d'un bien dont elles peinent à assumer un état satisfaisant.

2. Une dé-densification progressive du tissu urbain

Une demande a émergé sur le territoire pour des logements individuels dans le parc locatif social avec des conséquences sur la forme urbaine des logements produits. L'ancien office HLM de Decazeville a mis en place une offre de logements en accession à la propriété avec deux maisons T4 de plain-pied pour un prix de 159 000€.

Mais cette offre a été retirée car elle n'a pas trouvé son public malgré ses avantages et son attractivité. La localisation du projet peut être un point discriminant, mais c'est globalement les bas prix du parc privé qui constituent la plus grande concurrence à ce type de projet. Ainsi le parc privé joue pour partie un rôle de parc social du fait de la faiblesse des prix observés sur le territoire.

Les offices HLM qui interviennent sur le territoire sont engagés dans une dynamique de démolitions plutôt que de construction. Les logements qui ne sont plus adaptés aux modes de vie actuels et qui ne



Figure 53 : Brochure d'information pour les logements en accession, source : office HLM de l'Aveyron

répondent plus aux exigences environnementales (consommations énergétiques) ou d'accessibilité (normes PMR) sont progressivement remis aux normes ou démolis. Aujourd'hui, peu d'opérations neuves sont portées sur le territoire car le parc existant est largement surdimensionné bien que partiellement inadapté à la demande.

III. Une évolution des modes de production

1. Des outils d'aménagement qui posent question

Sur la plupart des communes, la production d'habitats se réalise dans le cadre de permis isolés ou dans le cadre de petits lotissements de quelques lots avec peu de voirie et un minimum d'aménagements urbains. Nous avons vu que les permis d'aménager et lotissements ont quasiment disparu du territoire. La production neuve se limite donc actuellement à des opérations individuelles. Sur de nombreuses communes, les aménageurs ou lotisseurs mettent en avant la difficile rentabilité de ces opérations et les risques encourus quant au rythme de commercialisation de ces projets.

En termes de projet d'aménagements publics, deux projets sont élaborés sur le territoire : la liaison Aubin-Cransac et le projet AMI de revalorisation du centre de Decazeville. Ils sont aujourd'hui toujours en cours d'élaboration.

2. Un déficit d'opérateurs et de partenariats

La localisation de ces opérations, ainsi que le coût confronté à une offre très concurrentielle sur des communes situées à 10-20 km de distance, sont certainement la cause de l'échec de ces commercialisations.

Sur les projets publics, les partenariats avec les bailleurs sont à réinterroger. Aujourd'hui six bailleurs sont présents sur le territoire, ce qui a permis une diversification de la production. Pour autant, le partenariat entre la collectivité et les bailleurs en est encore à ses débuts. D'autant plus que le bailleur Néolia se désengage aujourd'hui de son parc sur le territoire : vente de patrimoine, arrêt de la production sur le territoire, démolitions. La fusion récente de l'OPH de Decazeville et de l'OPH 12 participera de la cohérence des actions et stratégies sur le parc de logements sociaux le plus important de l'intercommunalité, il est donc important de renforcer les liens entre l'OPH et les collectivités territoriales afin de créer un véritable projet de territoire.



Figure 54 : Le lotissement Bellevue à Aubin, photographie : Paysages

F.LES DEFIS POUR L'HABITAT DE DEMAIN

I. Acompagner le devenir du parc existant

1. Réhabilitation des logements des centres

La réhabilitation du parc de logements existants est engagée sur l'intercommunalité depuis plusieurs années notamment par la mise en place successive de politiques d'habitat volontaristes : opérations facades, OPAH-RU, AMI centre-ville de Decazeville, Opération de requalification de la liaison Aubin Cransac, démolitions reconstructions etc.

Aujourd'hui, avec la fusion des deux intercommunalités au 1er janvier 2017, cette politique volontariste doit être étendue à l'échelle des 12 communes de Decazeville Communauté. La répartition de l'action sur le bâti existant doit etre défnie par commune afin de déterminer la place de chacun et de mettre en place des outils adpatés à la reconquête des centres qu'ils soient urbains ou ruraux. Le logement vacant touchant la quasi-totalité des centres, les politiques initiées doivent s'inscrire dans le temps afin de lutter contre la dégradation des logements des centres et assurer l'équilibre urbain/rural.

2. Amélioration énergétique

Le coût de l'énergie ne cesse d'augmenter, participant ainsi de la précarité des ménages, notamment les plus défavorisés. L'amélioration de la performance énergétique doit être un enjeu majeur du territoire tant du point de vue environnemental et économique, que social afin d'améliorer les conditions de vie de la population.

Aujourd'hui face aux enjeux environnementaux et sociaux, la lutte contre le changement climatique et de la maitrise des consommations énergétiques dans le logement interpelle les pouvoirs publics et est au cœur des politiques locales de l'habitat. En raison de l'âge du parc de logements de l'intercommunalité, le champ d'action sur l'intercommunalité est central. La construction de logements neufs, mieux adpatés aux réglementations énergétiques, ne peut se concevoir sans une politique de réhabilitation du parc de logement existant.

3. Rechercher la qualité urbaine

L'enjeu est aujourd'hui d'offrir une gamme de logements mais aussi d'équipements, de services et commerces de qualité garant de la douceur de vie offerte par le territoire. La diversification du parc de logements est rendue indispensable en raison de la complexification des modes de vie ainsi que la multiplication des trajectoires résidentielles. Decazeville Communauté doit répondre à des besoins de plus en plus diversifiés afin de maintenir sa population sur place mais aussi de permettre l'accueil de nouveaux habitants. Cet enjeu d'attractivité passera par une réflexion sur la qualité et l'offre urbaine à offrir aux habitants d'aujourd'hui et de demain.

4. Réussir l'Opération de Restauration Immobilière du centre-ville de Decazeville

L'opération de Restauration Immobilière du centre-ville de Decazeville est un élément incontournable lorsque l'on traite du devenir des logements existants dans l'intercommunalité. L'enjeu du PLUi-H est ici double, car il devra non seulement permettre et favoriser la réhabilitation du centre decazevillois mais aussi veiller à ne pas engendrer d'opérations concurrentielles qui viendraient appauvrir l'attractivité du centre-ville.

Un travail particulier sera apporté sur le mise en place d'un échéancier dans la réalisation en partenariat avec l'Office Public de l'Habitat de l'Aveyron afin de définir des objectifs communs.

Le requalification du centre de la commune pôle de l'intercommunalité va participer à l'amélioration de l'image du territoire et renforcera son attractivité.

II. Favoriser une démarche participative des différents acteurs

1. Permettre l'approche partenariale

Afin de mener une politique de l'habitat efficace, l'approche partenariale ne peut être ignorée. Différentes actions sont aujourd'hui mises en place sur le territoire par plusieurs acteurs sans que de véritables méthodes de travail communes ne soient définies. L'enjeu est aujourd'hui d'établir une gouvernance permettant une véritable cohésion de travail et de discussions qui aboutiront à un projet de territoire répondant aux enjeux des différentes composantes de la nouvelle intercommunalité.

2. Requalifier l'offre de logements sociaux

L'OPH de l'Aveyron a initié depuis plusieurs années une requalification de son parc en demobilisant une partie de son parc le moins adapté aux conditions de vie actuelles. Fin Mars 2017, le conseil d'administration de l'OPH a acté le principe d'une démolition progressive de 400 logements, soit près de la moitié du parc existant.

La participation des communes et de l'intercmmunalité est impérative afin de créer un projet partagée et réalisable. Un projet d'une telle ampleur ne peut s'effectuer sur la durée de vie du PLUi-H et nécessite un investissement aussi bien financier qu'humain sur le temps long. L'enjeu est de définir une offre de logements sociaux qui soit adaptée aux territoires et aux besoins de la population.

3. Assurer l'équilibre urbain/rural

Decazeville Communalité étant née de la fusion de deux intercommalités au 1er Janvier 2017, le territoire possède aujourd'hui une armature urbaine diversifiée pouvant être complémentaire. D'un coté, les communes rurales ont été moins touchées par la déprise industrielle : Alomont-les-Junies, Bouillac, Firmi, Flagnac , Livinhac-Le-Haut, Saint-Parthem et Saint-Santin. De l'autre, les communes ayant été fortement touchées par la crise industielle dont la trace est encore visible aujourd'hui dans le tissu urbain : Aubin, Boisse-Penchot, Cransac, Decazeville et Viviez.

L'enjeu est aujourd'hui de construire un projet de territoire qui soit construit, partagé et assumé à l'echelle des douze communes. L'équilibre devra être trouvé au sein du système territorial afin de trouver une organisation harmonieuse dans la réponse aux besoins de la population.

4. Offrir une réponse aux besoins des personnes les plus défavorisées

De par son passé industriel, Decazeville Communauté a développé depuis plusieurs décennies une politique sociale très importante et de qualité afin de répondre aux besoins des populations les plus défavorisées. Aujourd'hui, l'animation territoriale est primordiale pour développer un projet de territoire répondant aux besoins des populations les plus fragiles. Un véritable dialogue doit être initié et partagé entre l'Etat, les collectivités territoriales, les Offices Publics de l'Habitat, les acteurs du territoire, les associations, etc. Ce dialogue permettra de mieux cibler les attentes des ménages en difficulté et d'adapter les actions en fonction des besoins.



PLUiH

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PLH

1. Rapport de présentation
1.1. Diagnostic du territoire
1.1.3. Livret III : Etat Initial de l'Environnement

DOSSIER APPROUVE LE 11/03/2021
EN CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département de l'Aveyron
Decazeville Communauté

DECAZEVILLE COMMUNAUTÉ

artifex

PAYSAGES
études & aménagements urbains

A. MILIEU PHYSIQUE 4

I. Climatologie 5

II. Géologie 6

III. Hydrogéologie 7
1. Les masses d'eau 7
2. Etat des masses d'eaux souterraines 8

IV. Hydrologie 10
1. Réseaux hydrographiques 10
2. Débit des cours d'eau 13
3. Qualité des cours d'eau 14

V. Bilan : forces et faiblesses 16

VI. Enjeux 17

B. RESSOURCES NATURELLES 18

I. Diagnostic agricole 19
1. Méthodologie 19
2. L'activité 20
3. Le bâti agricole 23
4. Le territoire agricole 25

II. L'eau 27
1. Les différents usages de l'eau 27
2. Le Plan de Gestion d'Etiage (PGE) 29
3. L'énergie hydraulique 29

III. Les Carrières 30

IV. Les espaces forestiers 32
1. Contexte environnemental 32
2. Description du couvert arboré 32
3. La volonté d'une valorisation de la filière bois 32

V. Les énergies 34
1. Généralités 34
2. Consommation d'énergie sur le territoire 34
3. Production d'énergie sur le territoire 35

VI. Bilan : forces& faiblesses 37

VII. Enjeux 38

C. LES RISQUES, NUISANCES ET AUTRES SERVITUDES 39

I. Les risques naturels 40
1. Les arrêtés de catastrophes naturelles 40
2. Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles 40
3. Risques liés aux inondations 42
4. Risques liés au sol et au sous-sol 45
5. Le risque incendie et feux de forêt 48
6. Le risque tempête 51

II. **Les risques technologiques** **52**
1. Le risque de rupture de barrage 52
2. Le risque lié au transport de matières dangereuses 52
3. Le risque industriel 53
4. Le risque minier 54

III. **Les risques et santé** **56**
1. La qualité de l'air 56
2. Le risque radon 57
3. Les nuisances sonores 57
4. Les nuisances visuelles 58

IV. **Bilan : Forces et faiblesses** **59**

V. **Enjeux** **60**

D. NUISANCES ET POLLUTIONS 61

I. **Les pollutions** **62**
1. La pollution de l'air 62
2. Les pollutions des sols 62
3. La pollution lumineuse 67

II. **La gestion des déchets** **67**

E. MILIEU NATUREL 70

I. **Etude bibliographique** **71**
1. Les zonages écologiques réglementaires et de gestion 71
2. Les zonages écologiques d'inventaires 74
3. Autres données 80
4. Bilan des zonages écologiques 81

II. **Habitats naturels et semis-naturel identifiés** **82**
1. Milieux ouverts 82
2. Milieux landicoles et fourrés 84
3. Milieux boisés 86
4. Milieux humides et aquatiques 89
5. Milieux anthropisés 92
6. Bilan des habitats 94

III. **Trame verte et bleue (TVB)** **96**
1. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) 96
2. La TVB du SCoT 98
3. La trame verte et bleue intercommunale 100
4. Ruptures et obstacles aux continuités 101

IV. **Limites du diagnostic écologique** **103**

V. **Bilan : forces et faiblesses** **104**

VI. **Enjeux** **105**

F. PAYSAGE ET PATRIMOINE 106

I. **Le grand paysage** **107**

II. **Les caractères paysagers** **111**
1. Les espaces naturels d'exception 113
2. La campagne aux multiples visages 118

3. L'occupation humaine..... 121
4. Les tissus urbains et les qualités architecturales..... 128
5. Le patrimoine arboré..... 141
6. Les fondements historiques des paysages contemporains .. 144
7. La « Montagne qui brûle » et les thermes de Cransac..... 161
..... 161
8. Les paysages formés par les dynamiques contemporaines . 161

III. **Les éléments patrimoniaux protégés**..... 172

IV. **Les entrées dans le territoire intercommunal**..... 178

1. Entrées dans le territoire intercommunal 179
2. Entrées de ville, conurbation et respirations 182
3. Jeux de perceptions entre plateaux et vallées 182

V. **Bilan : forces & faiblesses**.....188

VI. **Enjeux**.....190

G. ANNEXES A L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 191

A. MILIEU PHYSIQUE

I. Climatologie

Le climat du département de l'Aveyron est caractérisé par une double influence : celle du Massif Central et celle de la Méditerranée. A l'Ouest, le climat est tempéré et la pluviométrie est régulière.

La station météorologique la plus proche de l'intercommunalité, et la plus représentative, est celle d'Aurillac, dans le département du Cantal (15), située à 30 km au Nord-Est. Les données météorologiques enregistrées au niveau de cette station peuvent être extrapolées à ce secteur Sud.

- **Températures** (selon les mesures prises entre 1981 et 2010)
  - Température moyenne annuelle : 10°C
  - Moyenne annuelle des températures minimales : 5,2°C
  - Moyenne annuelle des températures maximales : 15,1°C
- **Précipitations** (selon les mesures prises entre 1981 et 2010)
  - Hauteur d'eau moyenne annuelle relevée : 1 174 mm. Cette valeur est supérieure à la moyenne française de 770 mm/an. Cela permet de qualifier le secteur de plutôt humide.
- **Ensoleillement** (selon les mesures prises entre 1991 et 2010)
  - Durée d'ensoleillement de 2 117,5 heures par an. Cette valeur est supérieure à la moyenne nationale (1 973 heures) traduisant un secteur plutôt ensoleillé.

II. Géologie

La géologie du secteur est marquée par la présence de 3 formations distinctes :

- Les **dépôts alluvionnaires du Lot** et de ses affluents (en gris clair sur la carte);
- La formation du **bassin houiller de Decazeville** (du Carbonifère) selon un axe Nord-Sud (en marron sur la carte);
- Les **formations volcaniques** (en rouge sur la carte) et **métamorphiques** (en vert et bleu sur la carte).

A grande échelle, le bassin houiller se trouve à l'Ouest du détroit de Rodez, fossé d'effondrement, limité au Nord par la Margeride, au Sud par le Rouergue et à l'Ouest par la faille de Villefranche. C'est un bassin de type limnique, c'est-à-dire marécageux ou lacustre. Ce bassin est daté du carbonifère supérieur. Des conditions spécifiques de dépôts sédimentaires ont permis de produire et de conserver une grande quantité de matière organique, ce qui explique la formation et l'exploitation du charbon dans le bassin de Decazeville. L'exploitation minière de ce bassin a commencé dès le XVème siècle dans le secteur de Decazeville, pour atteindre l'apogée de la production au début du XXème siècle

.

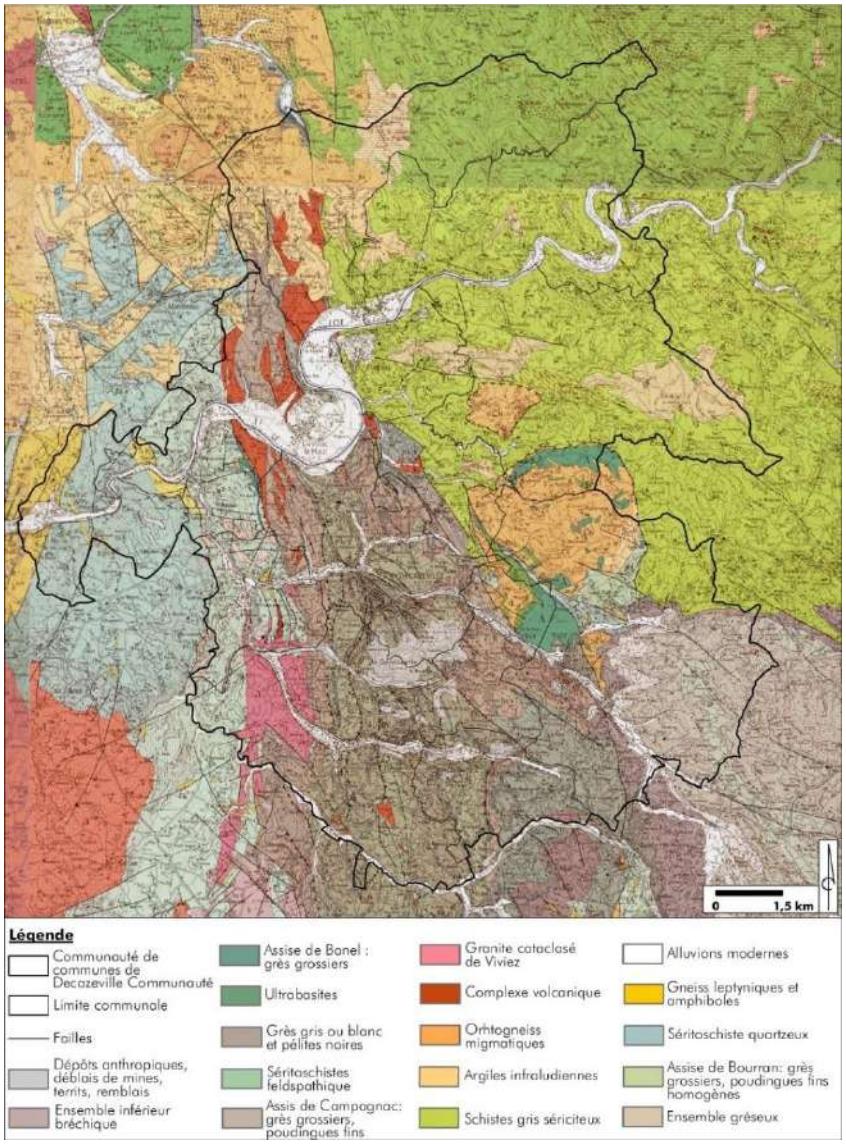


Figure 1 : Extrait de la carte géologique du secteur, source carte géologique au 1/50 000, brgm

III. Hydrogéologie

1. Les masses d'eau

Deux masses d'eau souterraines sont identifiées au droit de l'intercommunalité.

- La masse d'eau souterraine **« FRFG007 : Socle BV Lot secteurs hydro o7-o8 »** prenant place dans le socle du bassin versant du Lot,
- La masse d'eau souterraine **« FRFG023 : Alluvions du Lot »** dans la formation alluvionnaire en lien avec le Lot.

L'organisation des masses d'eau du secteur est illustrée sur la figure suivante :

Communauté de Communes de Decazeville Communauté	
Alluvions du Lot	
Socle Bassin Versant du Lot secteurs hydro o7-o8	

La carte ci-après localise les masses d'eau souterraines identifiées au droit de l'intercommunalité.

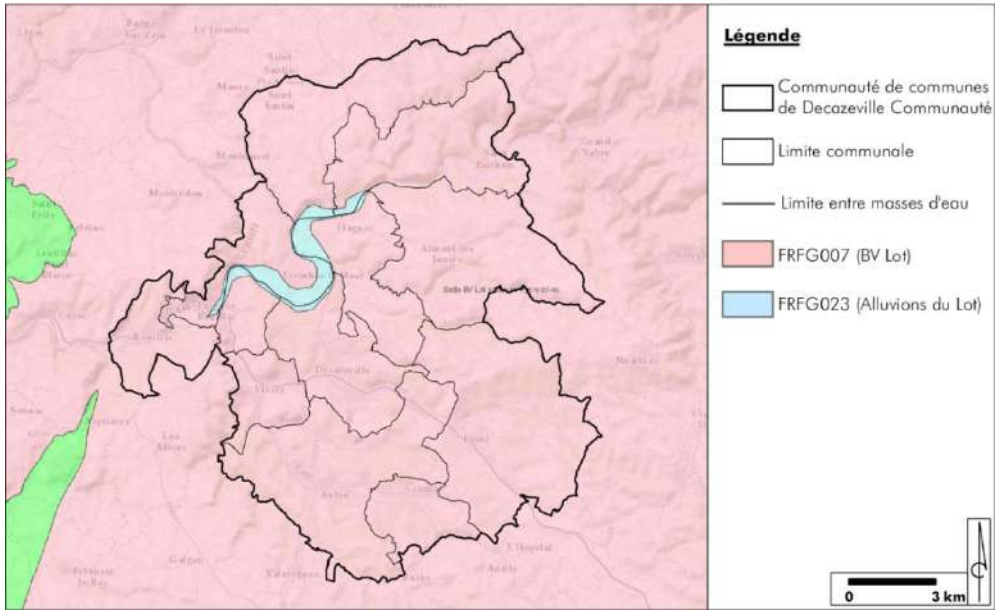


Figure 2 : Localisation des masses d'eau souterraines sur l'intercommunalité, source infoterre

2. Etat des masses d'eaux souterraines

a) Aspect qualitatif

- **Alluvions du Lot (FRFG023)**

Une station de mesure permettant de connaître la qualité de la masse d'eau est située sur la commune de Flagnac, non loin du Lot.

En 2004, des analyses de la masse d'eau ont permis de définir son mauvais état chimique, essentiellement lié à la présence de pesticides dans le cadre d'activités agricoles.

Des analyses plus récentes (2013) menées dans le cadre de l'élaboration du SDAGE Adour Garonne 2016-2021, ont montré une amélioration de l'état chimique de cette masse d'eau qui est définie comme bonne. Une pression agricole significative est cependant identifiée.

- **Socle Bassin Versant du Lot secteurs hydro o7-o8 (FRFG007)**

De nombreuses stations de contrôle qualitatif de la masse d'eau sont présentes au niveau du bassin de Decazeville, au sein de l'intercommunalité. Ces stations ont permis de définir un bon état chimique de la masse d'eau entre 2004 et 2013, bien qu'une pression agricole élevée soit identifiée.

b) Aspect quantitatif

- **Alluvions du Lot (FRFG023)**

Plusieurs piézomètres enregistrent les hauteurs d'eau de la masse d'eau. Le plus proche se localise sur la commune de Villeneuve-sur-Lot (47) à plus de 100 km à l'Ouest.

Le graphe ci-dessous présente les données relevées entre 2008 et 2016.

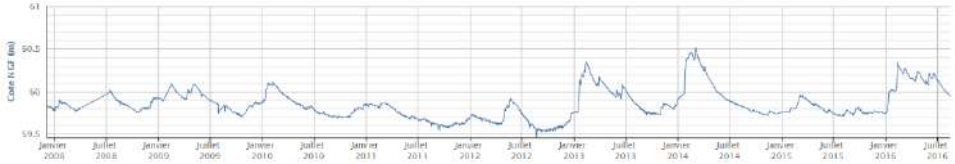


Figure 3 : Chronique piézométrique de la masse d'eau "FRFG023 : Alluvions du Lot" entre 2008 et 2016, Villeneuve sur Lot, source ADES Eau France

Au vu de ce graphique, les hauteurs d'eau sont variables mais se maintiennent globalement entre 59,5 et 60,5 m NGF. De manière générale, une baisse du niveau piézométrique peut être liée à un déficit de précipitations et donc de recharge de la nappe et/ou à l'augmentation des prélèvements sur la masse d'eau.

- **Socle Bassin Versant du Lot secteurs hydro o7-o8 (FRFG007)**

Le piézomètre le plus proche enregistrant les hauteurs d'eau de cette masse d'eau se localise sur la commune d'Entraygues-sur-Truyère (12) à environ 25 km au Nord-Est de l'intercommunalité. Cependant aucune donnée piézométrique n'est consultable. La seconde station la plus proche se localise à Teissières-lès-Bouliès (15) à 28 km au Nord-Est.

Le graphe ci-après présente les données relevées entre 2007 et 2016.

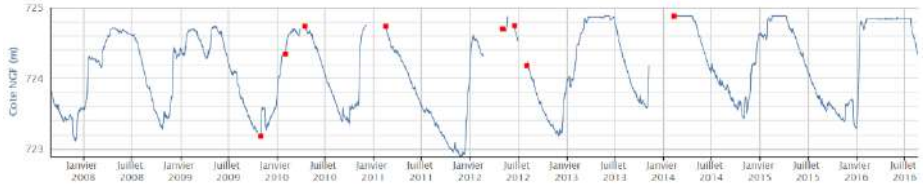


Figure 4 : Chronique piézométrique de la masse d'eau « FRFG007 : Socle BV Lot secteurs hydro o7-o8 » entre 2007 et 2016, à Teissières-lès-Bouliès, source ADES Eau France

Le niveau piézométrique de cette masse d'eau est très variable au cours d'une année avec des hauteurs d'eau plus importantes en début d'année (période de hautes eaux) et plus faibles vers la fin de l'année (période de basses eaux). Cette variation annuelle et régulière des hauteurs d'eau traduit un approvisionnement en eau fortement lié aux précipitations.

IV. Hydrologie

1. Réseaux hydrographiques

Sur le territoire de Decazeville Communauté, plusieurs masses d'eau superficielles sont présentes. La principale étant **« FRFR318A : Le Lot du confluent du Dourdou au confluent de la Diège »**. Cette masse d'eau est structurante, identifiée au droit de toutes les communes, exceptées Aubin, Cransac, Firmi et Viviez. Il s'agit d'une rivière de 485 km de long, suivant globalement la direction Est-Ouest, qui prend sa source en Lozère (48) et se jette en rive droite de la Garonne dans le département du Lot et Garonne (47). Toutes les masses d'eau superficielles présentes sur l'intercommunalité sont les suivantes. Huit sur les neuf existantes sont illustrées en suivant.

Code masse d'eau	Nom masse d'eau	Almont les	Boisse Penchot	Bouillac	Flagnac	Livinhac Haut	Saint Parthem	Saint Santin	Aubin	Cransac	Decazeville	Firmi	Viviez
FRFR318A	Le Lot du confluent du Dourdou au confluent de la Diège												
FRFR130	Le Riou Mort												
FRFRR318A_3	Le Moulinet												
FRFRR318A_1	Le Mourjou												
FRFRRR68_3	Le ruisseau d'Aujou												
FRFRR318A_4	Le ruisseau de Limou												
FRFR670	Le RiouViou												
FRFRR670_2	L'Enne												
FRFRR130_1	Ruisseau du Saltz												



Le Lort, source Artifex



Le Moulinet, source Artifex



Le Riou Viou au Sud d'Aubin, source Artifex



L'Enne à Aubin, source Artifex



Le Riou Mort, source Artifex



Le ruisseau du Mourjou, source Artifex



Le Ruisseau de Saltz à Firmi, source Artifex



Le ruisseau du Limou, source Artifex

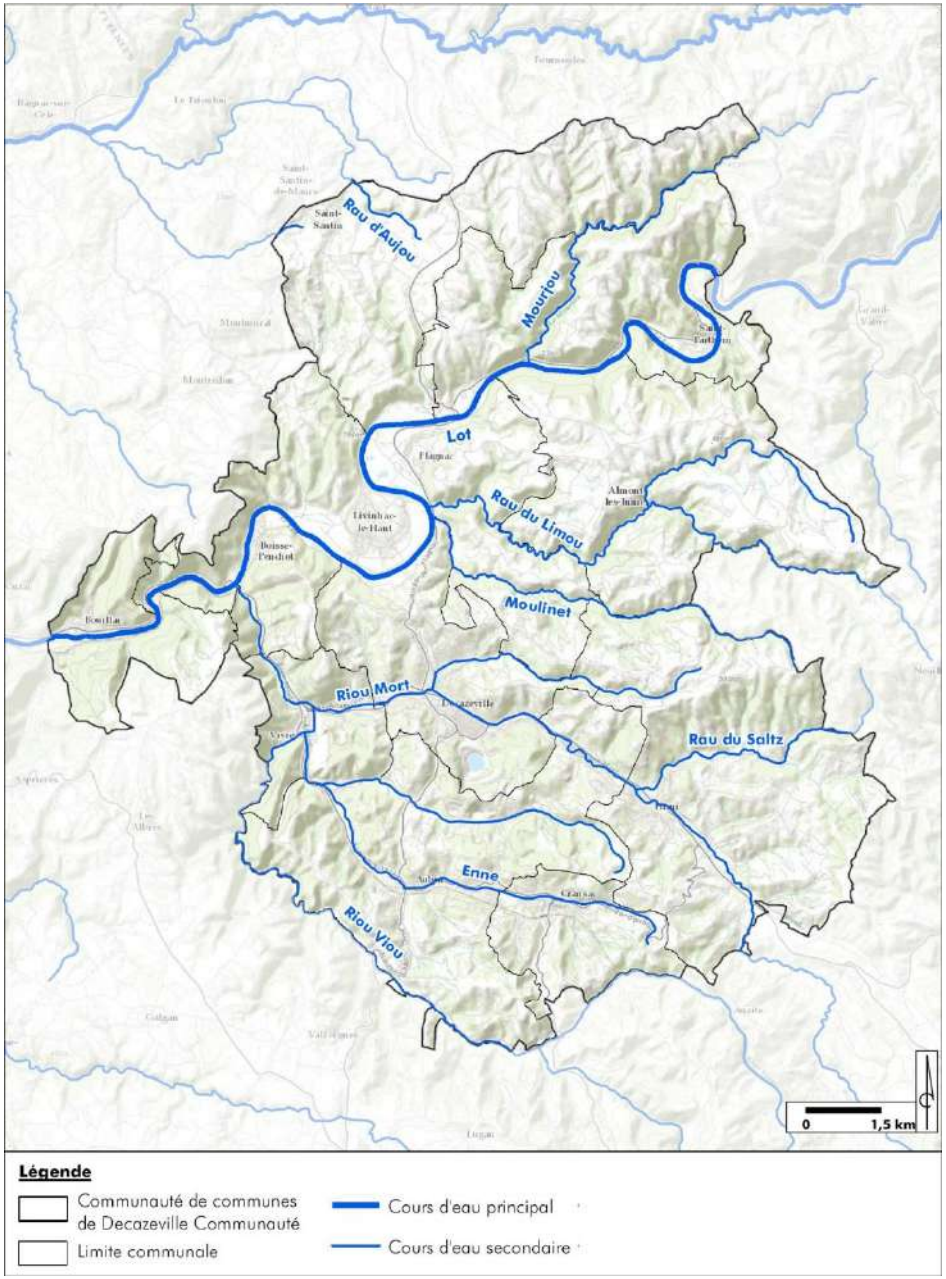
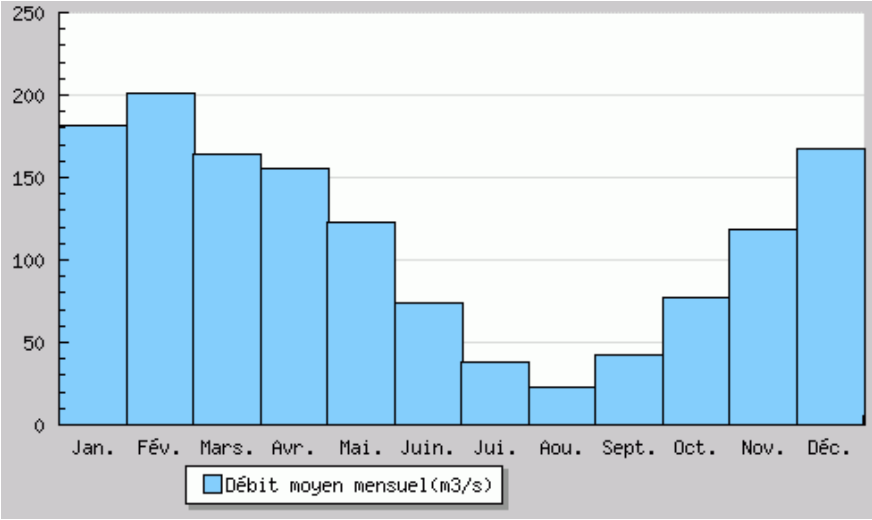


Figure 5 : Carte du réseau hydrographique du territoire de Decazeville Communauté, source serveurArcGis (World Topo Map) BD Carthage, réalisation Artifex

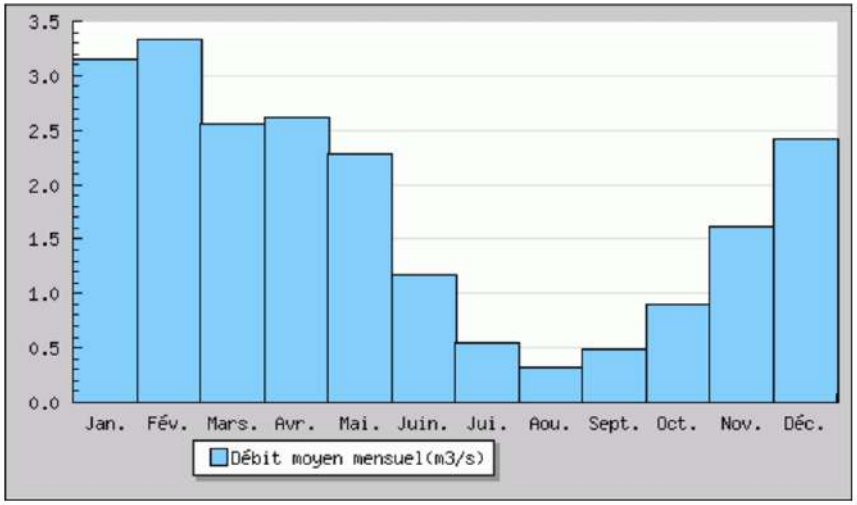
2. Débit des cours d'eau

Concernant le cours d'eau Le Lot, la station de mesure du débit la plus proche de l'intercommunalité se trouve sur la commune de Livinhac-le-Haut. Le tableau suivant présente les caractéristiques hydrologiques du Lot, au niveau de cette station.



Cours d'eau	Surface du bassin versant	Débit moyen	Débit instantané maximal
Le Lot	6 400 km²	113 m³/s	2 060 m³/s Le 4/12/2003

Une station de mesure du débit est présente sur le Riou Mort. Cette station est localisée à Viviez sur l'intercommunalité, à la limite de Boisse-Penchot. Le tableau suivant présente les caractéristiques hydrologiques du cours d'eau Riou Mort, au niveau de cette station.



Cours d'eau	Surface du bassin versant	Débit moyen	Débit instantané maximal
Le Riou Mort	149 km²	1,780 m³/s	192 m³/s Le 4/12/2003

3. Qualité des cours d'eau

Plusieurs stations de mesure qualitatives existent sur les cours d'eau du secteur et le tableau suivant met en évidence les résultats obtenus. Ces derniers sont issus de la base de données 2011-2013 utilisée dans le cadre de l'élaboration du SDAGE 2016-2021.

Masses d'eau superficielles	Station de mesure	Commune	Etat écologique	Etat chimique
Le Lot du confluent du Dourdou au confluent de la Diège	1	Livinhac	**Moyen**	**Mauvais (cadmium)**
	2	Bouillac		
	3	Capdenac		
	4	St-Parthem		
Le Mourjou au niveau de St-Parthem	5		Bon	Bon
Le Riou Mort	6	Viviez	**Médiocre**	**Mauvais (cadmium)**
	7	Decazeville		
Le Moulinet	8	Flagnac	**Moyen**	**Mauvais (cadmium, benzoperylène + indenopyrène)**
Le RiouViou	9	Aubin	**Moyen**	**Mauvais (cadmium)**
L'Enne	(modélisé)	/	**Moyen**	**Mauvais (cadmium)**
Ruisseau du Saltz	(modélisé)	/	Bon	Bon

Les pollutions (zinc et cadmium principalement) enregistrées au niveau des stations de mesures sont dues au lessivage des sols pollués, liés au passé industriel de ce secteur.

L'exploitation et le traitement du zinc a commencé au milieu du XIX^{ème} siècle dans le bassin de Decazeville et a participé au développement économique du secteur jusqu'à la fin des années 80. L'exploitation de ce minerai a entraîné la pollution des sols et des eaux par les métaux lourds (plomb, cadmium, arsenic…). Aujourd'hui, l'activité du zinc porte sur la refonte et le traitement supprimant ainsi le risque de pollution des sols et des eaux. Cependant, le lessivage des sites ayant servi à l'exploitation du zinc, chargé en cadmium et autres métaux, continue d'entrainer une pollution des eaux transportées par l'intermédiaire du réseau hydrographique, ceci jusqu'au Lot.

Les plus importantes pollutions sont identifiées au niveau du Riou Mort qui draine les eaux depuis le bassin industriel de Decazeville mais également les eaux de ruissellement du secteur de Viviez qui a accueilli les exploitations de zinc pendant plus de 150 ans, notamment la société Vieille-Montagne. Aujourd'hui, c'est le groupe Umicore qui a repris l'activité du zinc sur la commune de Viviez et a permis d'en faire le leader mondial du zinc prépatiné. Dans un souci environnemental cette société a également initié en 2005 une campagne de dépollution sur le site de Viviez, la plus importante campagne de France.

La présence de benzoperylène et d'indenopyrène dans le Moulinet s'explique par la combustion de combustibles fossiles tels que le charbon. Ce dernier ayant également participé à l'essor économique du bassin minier de Decazeville.

La carte ci-dessous présente la localisation des stations de mesures qualitatives ayant servi à établir la qualité des eaux souterraines du secteur.

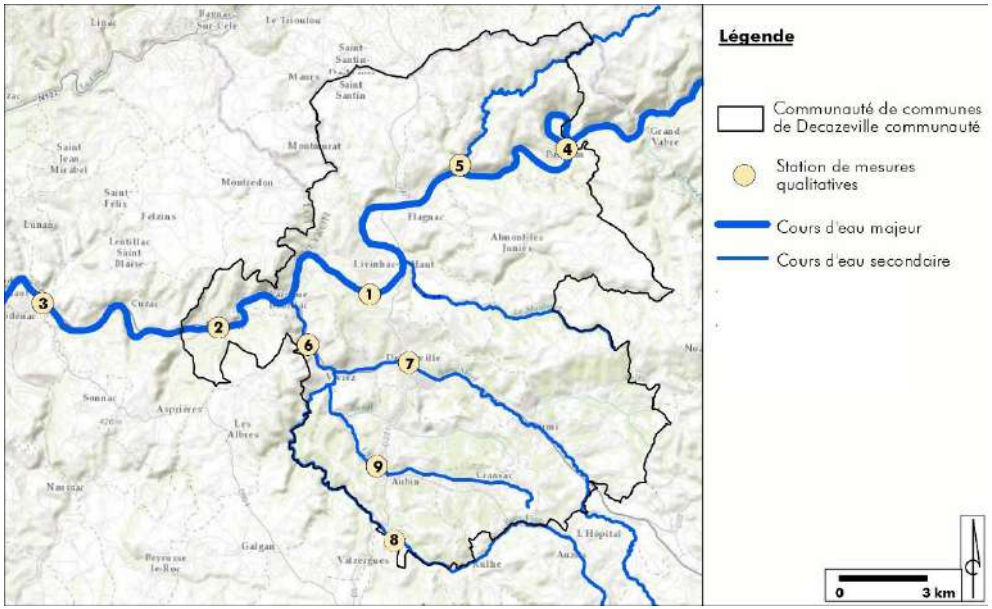


Figure 6 : Carte de localisation approximative des stations de mesure qualitative des masses d'eau superficielles, source Agence Adour Garonne

V. Bilan : forces et faiblesses

Le tableau suivant permet de mettre en évidence les forces et faiblesses de l'intercommunalité de Decazeville Communauté vis-à-vis du milieu physique :

L'état écologique et chimique du ruisseau du Saltz et du Mourjou est bon.	Le secteur est très particulièrement impacté par les **précipitations.**
La masse d'eau souterraine « FRFG007 – Socle BV Lot secteur hydro o7-o8 » présente un **bon état chimique** et un **bon état quantitatif**.	La masse d'eau souterraine « FRFG023 – Alluvions du Lot » présente un mauvais état chimique dû majoritairement à la présence de pesticides.
	L'état chimique des cours d'eau du Lot, du Riou Mort, du Moulinet, du Riou Viou, de l'Enne et du ruisseau de Saltz est mauvais. En cause la présence de pollutions chimiques.
	Les cours d'eau de la zone présentent globalement une pollution au **zinc et/ou cuivre.**
	Certains cours d'eau de la Vallée du Lot montrent un mauvais état chimique notamment dû à la présence de **Cadmium.**

VI. Enjeux

Les enjeux s'appuient sur les qualités et les dysfonctionnements observés durant l'étude des bases de données actualisées, et des constats ayant été possibles sur le terrain.

Ces enjeux sont exprimés en fonction de leur traductibilité dans les zonages, les règlements et les OAP.

Est ici soulignée l'hydrologie.

ENJEU 1 : Garantir la qualité de l'eau

- **Contribuer à améliorer la qualité des eaux souterraines** en préservant et consolidant la TVB et la sous-trame bocagère en finesse.

B. RESSOURCES NATURELLES

I. Diagnostic agricole

1. Méthodologie

La démarche de diagnostic agricole dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H de Decazeville Communauté a pour objectif, d'une part d'associer la profession agricole à l'élaboration du document en amont de la définition du projet de territoire, et d'autre part de disposer d'une connaissance affinée de l'activité agricole communale afin de faire émerger les enjeux à prendre en compte dans le cadre de la réflexion engagée dans l'élaboration du PLUi-H.

La réalisation du diagnostic agricole de Decazeville répond à deux méthodologies et est issue de deux enquêtes menées distinctement avant la fusion de la communauté de communes de la Vallée du Lot et de la communauté de communes du Bassin de Decazeville Aubin. Le diagnostic suivant est donc le fruit de la fusion de ces deux enquêtes.

Le diagnostic est basé sur différents recueils de données :

- La mobilisation de données cartographiques, bibliographiques, statistiques et visites de terrain (occupation des sols, résultats de recensements Agreste, localisation des exploitations, évolution de l'activité dans le temps, …),
- Une enquête individuelle auprès des agriculteurs exploitant de la CC de Decazeville Aubin en août 2016 et en octobre 2015 dans la CC de la Vallée du Lot, permettant de connaître l'exploitation au titre de son activité économique, de déterminer son impact spatial en termes de cultures sur la commune, et d'interroger les exploitants sur leurs projets à court, moyen et long terme (développement, constructions de bâtiments, diversification de l'activité, départ en retraite, reprise, …)
- Une réunion d'échange avec la profession agricole qui a pour objet de présenter la démarche de PLUi-H, permettant aux exploitants d'appréhender les incidences éventuelles du PLUi-H sur leur activité, de communiquer les premiers résultats de l'enquête individuelle et d'échanger avec les exploitants sur leur besoins et projets.

L'ensemble des propriétaires d'espaces agricoles a été interrogé lors de l'enquête agricole. Les deux réunions organisées avec la profession agricole ont respectivement mobilisé une dizaine et une cinquantaine d'exploitants. Au total, ce sont donc une soixantaine d'exploitants agricoles de Decazeville Communauté qui ont participé à cette dernière.

2. L'activité

a) Les exploitations

Selon la méthodologie Agreste, on comptait 512 exploitations ayant leur siège sur le territoire de Decazeville communauté en 1988. Elles ne sont plus que 223 en 2010, soit une disparition de la moitié des exploitations en deux décennies.

Sur les douze communes de l'intercommunalité, cinq d'entre elles ont été plus fortement impactées par la disparition générale de l'activité agricole du territoire :

- Boisse Penchot et Viviez qui perdent l'intégralité de leurs exploitations,
- Bouillac et Cransac qui en perdent 86 %, soit un nombre d'exploitations divisé par sept,
- Et Aubin qui passe de 71 exploitations à 17.

Sur l'ensemble du territoire, c'est Saint-Santin qui compte le plus d'exploitations en 2010. Elles sont 51, malgré une forte baisse entre 1988 et 2010. Saint-Santin est suivie de près par Almont-les-Junies qui en compte désormais 43.

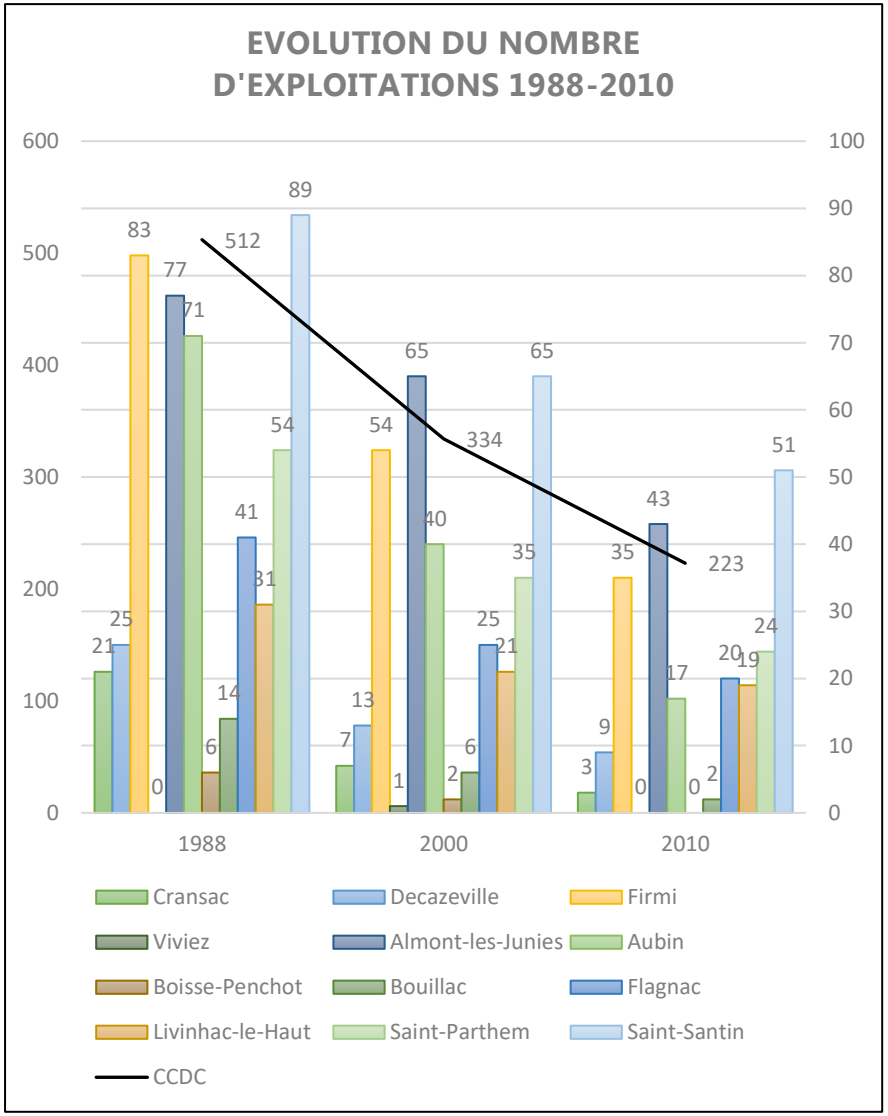


Figure 7 : Evolution du nombre d'exploitations ayant leur siège à Decazeville communauté, source Agreste 2010, réalisation Paysages

b) Le travail dans les exploitations

D'une manière générale, la dynamique du travail dans les exploitations est identique à celle du nombre d'exploitations. Entre 1988 et 2010, l'agriculture a perdu la moitié des emplois qu'elle représentait dans les exploitations du territoire. Ce sont également les communes d'Aubin, Cransac, Viviez, Boisse-Penchot et Bouillac qui ont connu les plus fortes pertes d'emploi dans le secteur, suivies de près par Decazeville.

De la même manière, Saint-Santin demeure la commune au sein de laquelle l'agriculture est l'activité la plus pourvoyeuse d'emploi (73 UTA en 2010) et offre, à elle seule, un quart des emplois agricoles de l'intercommunalité. Il s'agit également de la commune au sein de laquelle le travail dans le secteur a été le moins impacté sur la période.

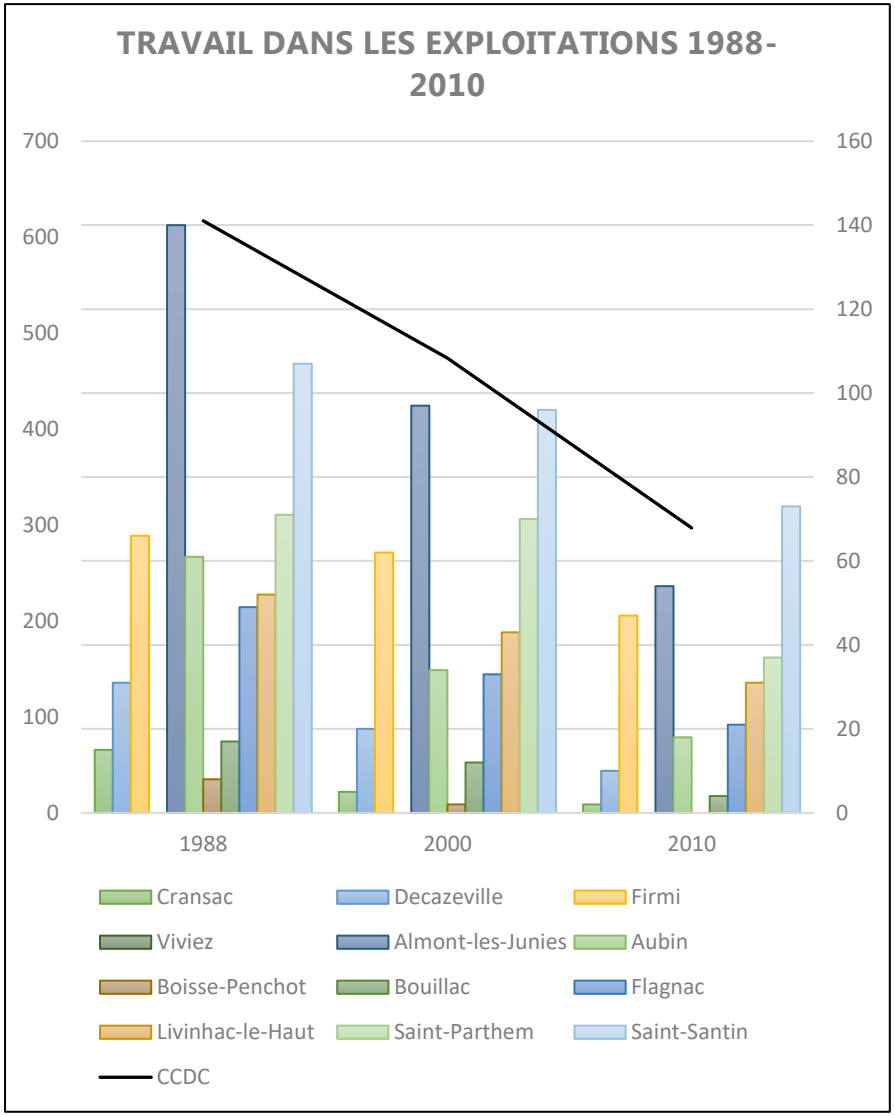


Figure 8 : Evolution du nombre d'UTA au sein des exploitations de l'EPCI, source Agreste, réalisation Paysages

c) Les exploitants

La population agricole du territoire a en moyenne 49 ans en 2010, elle est conforme à ce que l'on peut observer ailleurs (47.8 ans selon la MSA en 2011).

Toutes les tranches d'âge sont représentées, avec une prédominance des 40-50 ans qui représentent 3 exploitants sur 10.

On constate toutefois que les chefs d'exploitation de plus de 55 ans ont une importance plus élevée à l'échelle de Decazeville communauté que dans le département.

En outre, ils ne représentent que 11 % des exploitants du territoire. Bien que certains d'entre eux évoquent une succession incertaine, ils restent peu nombreux et la poursuite de la culture des surfaces agricoles semblent peu menacées.

d) La taille des exploitations

Entre 1988 et 2010, la SAU communale régresse de 332 hectares, soit une diminution de 5 %. Dans le même temps, le nombre d'exploitations chute de près de 60 %. Ainsi, la SAU moyenne de chaque exploitation a doublé en deux décennies, elle est de 34.12 hectares en 2010 selon le recensement Agreste.

Cette évolution témoigne de deux faits : d'une part les terres cultivées sont peu menacées par la disparition des exploitations, d'autre part les exploitations s'étendent et se professionnalisent : probable adaptation aux impératifs économiques du secteur d'activités.

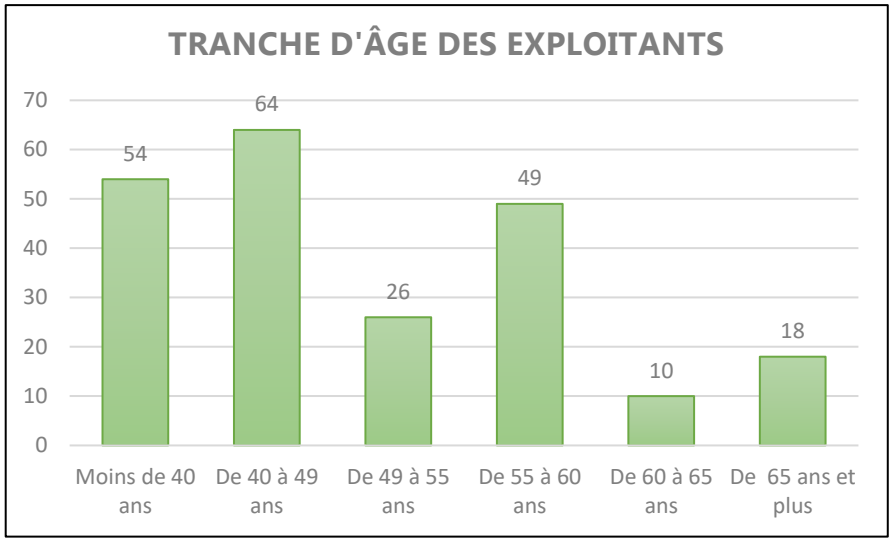


Figure 10 : Tranche d'âge des exploitants en 2012, source PAC de l'Etat, réalisation Paysages.

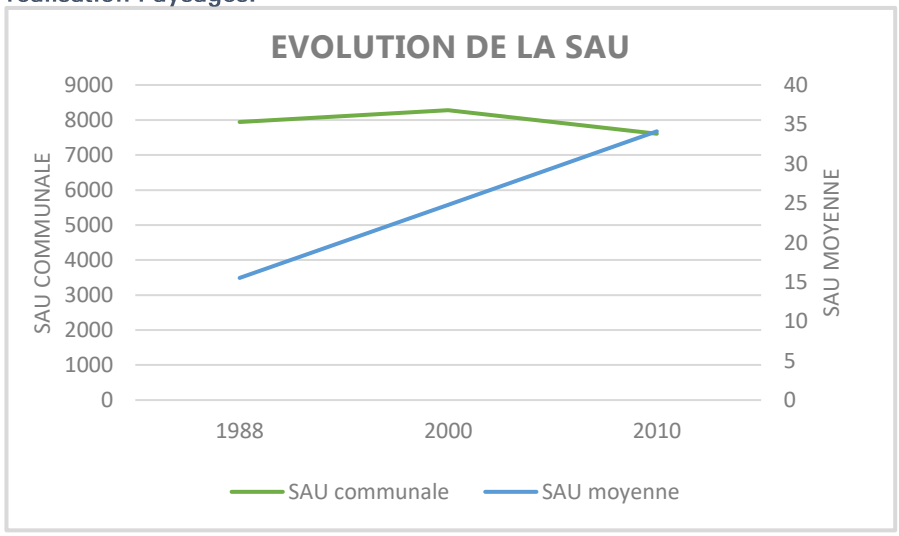


Figure 10 : SAU globale et SAU moyenne par exploitant, source Agreste 2010, réalisation Paysages

La taille des surfaces exploitées est liée à l'orientation technico-économique des exploitations, sur le territoire la polyculture et le polyélevage sont majoritaires, l'enquête auprès des exploitants révèle que c'est l'élevage bovin lait et viande qui domine, il implique l'occupation surfaces plus limitées que d'autres cultures comme la céréale.

3. Le bâti agricole

L'enquête agricole a permis d'identifier un certain nombre de sièges d'exploitations et de bâtis agricoles sur le territoire. Ils sont implantés sur tout le territoire avec une concentration privilégiée sur les plateaux. Ainsi la topographie du territoire privilégie l'activité agricole sur les plateaux de Saint Santin, Saint-Parthem, Almont les Junies, Flagnac, Firmi et Aubin.

L'occupation humaine du territoire a été accompagnée par la tradition agricole qui a structuré une urbanisation sous forme de hameaux regroupant les bâtiments et la main d'œuvre sur un même site au cœur des terres cultivées.

Aujourd'hui, la mutation de l'activité suite à différentes révolutions techniques implique des besoins de main d'œuvre réduits et conduit à faire cohabiter différents usages au sein des hameaux agricoles, principalement agriculture et habitat. Ainsi le bâti agricole se trouve souvent inclus dans des noyaux urbains (centre-bourgs ou hameaux). La présence de l'agriculture à proximité de logements peut générer des nuisances, notamment lorsqu'il d'agit d'élevage, qu'il est nécessaire de ne pas aggraver. Le RSD (Règlement Sanitaire Départemental) prévoit

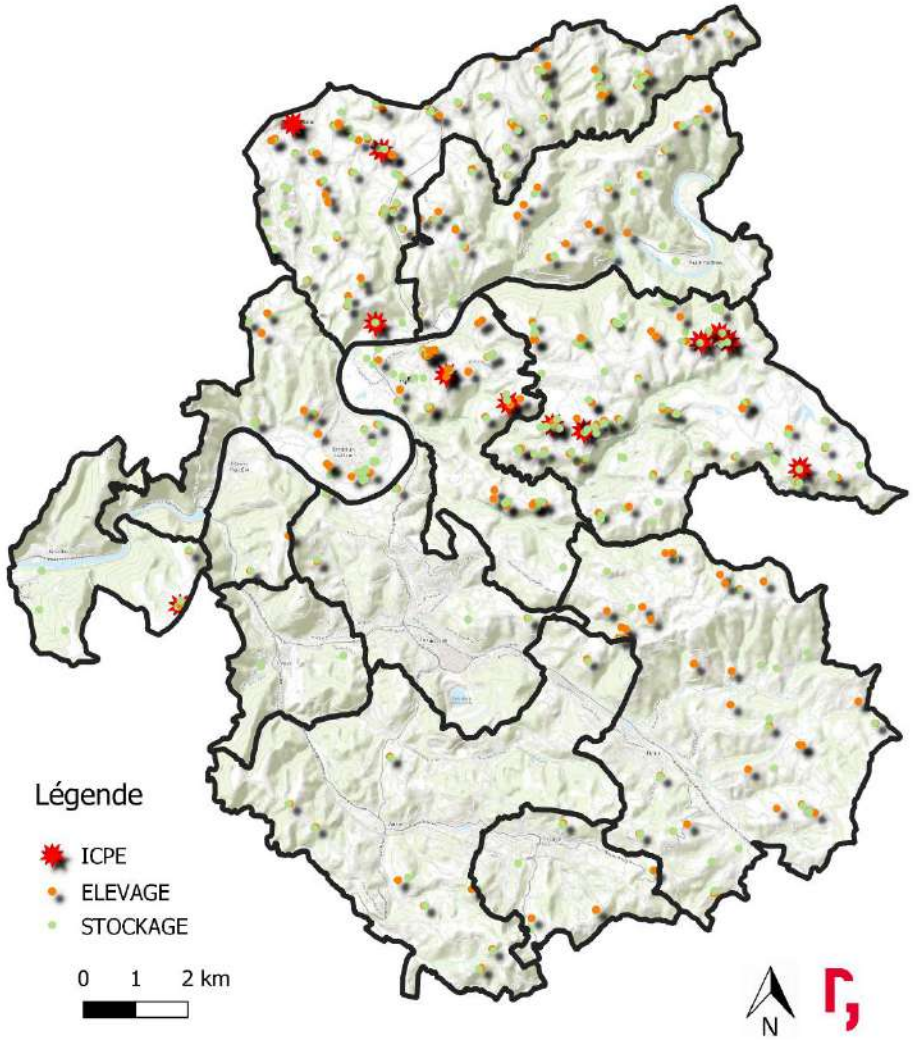


Figure 11 : Localisation des exploitations et des ICPE, source enquête individuelle et installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr, réalisation Paysages

des distances de réciprocité à respecter pour l'implantation des nouveaux bâtiments.

La base des Installations Classées indique la présence de 13 ICPE liées à l'activité agricole sur le territoire, il s'agit de bâtiments d'élevage à majorité porcin, le développement du bâti à proximité de ces sites est très encadré.

Par ailleurs la tradition architecturale locale a produit un patrimoine agricole de qualité encore bien préservé aujourd'hui qui n'a plus nécessairement de vocation agricole, notamment pour répondre aux contraintes techniques et règlementaires de l'élevage. Ce bâti a en partie changé de destination vers du logement, ce potentiel de développement demeure important.

Enfin, la construction de bâtiments récents répond à des impératifs techniques en rupture avec les codes architecturaux locaux, leur intégration n'est pas toujours soignée.

4. Le territoire agricole

a) La surface agricole exploitée

Les données issues du recensement agricole de 2010 indiquent une SAU de 7 608 hectares contre 7 940 en 1988. Cette donnée fait apparaître une régression des espaces cultivés. Mais ce constat ne reflète pas la réalité de l'activité du territoire de Decazeville Communauté puisqu'il ne prend en compte que les espaces cultivés par les agriculteurs qui ont leur siège d'exploitation sur le territoire.

En réalité, il semble que l'activité n'ait pas cessé de diminuer puisque l'empreinte agricole de 2017 à l'échelle de l'intercommunalité est moins importante que la SAU de 2010. Sur les 18 945 hectares de Decazeville communauté, 7010 étaient cultivés en 2017, soit près de 37 % du territoire.

L'omniprésence de l'élevage se traduit par la prédominance des prairies qui représentent 83 % des espaces agricoles.

D'autres cultures plus marginales sont présentes sur le territoire comme les céréales ou le maraichage, elles participent à la diversification de la production locale.

Pour ce qui est des modes de production, il s'agit principalement d'agriculture traditionnelle, plusieurs exploitations sont engagées dans des démarches de qualité, on notera : Label rouge, agriculture Biologique, la route du Lait, Bleu Blanc Cœur, etc.

En termes de développement des besoins de bâtiments sont exprimés à proximité des installations existantes.

De même que la diversification des activités et l'agro-tourisme est envisagée dans plusieurs exploitations.

Culture majoritaire	SURFACE EN HA
BLE TENDRE	142.8
MAIS GRAIN ET ENSILAGE	485.6
ORGE	180.4
AUTRES CEREALES	386.8
TOURNESOL	3.5
PROTEAGINEUX	0.6
GELS	0.4
FOURRAGE	345
ESTIVES LANDES	188.8
PRAIRIES PERMANENTES	3466.2
PRAIRIES TEMPORAIRES	1708.7
VERGERS	0.1
VIGNES	1.7
FRUITS A COQUE	8.1
AUTRES CULTURES	16.2
LEGUMES-FLEURS	25
DIVERS	49.3
BANDES ENHERBEES	0.9
TOTAL	**7010.34**

Figure 12 : Cultures majoritaires sur le territoire, source RPG 2017, réalisation Paysages

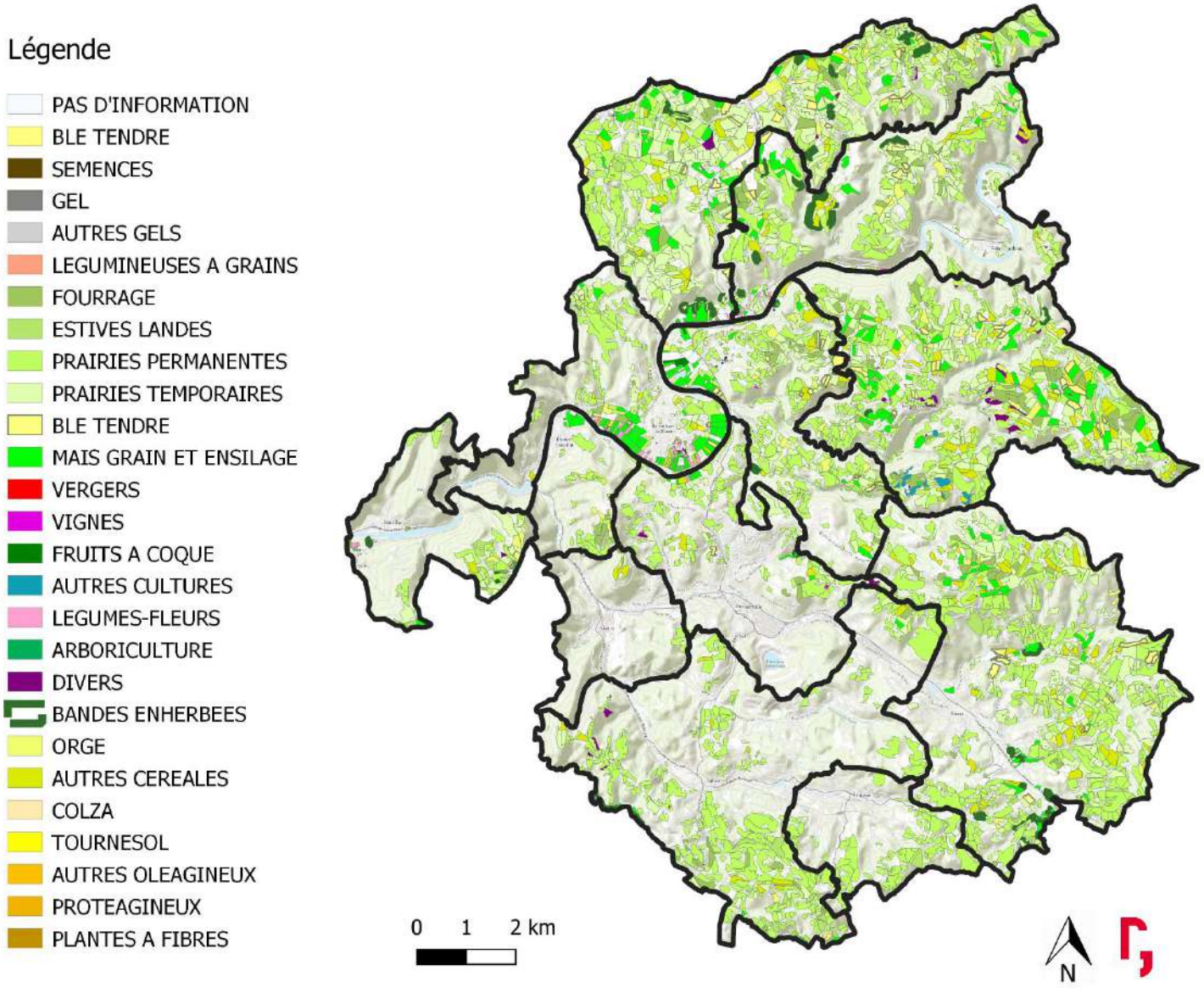


Figure 13 : RPG 2017, Decazeville Communauté, réalisation Paysages

II. L'eau

1. Les différents usages de l'eau

a) Usage domestique

Selon les données de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, trois captages d'eau à usage domestique sont identifiés sur le l'intercommunalité :

	Captage AEP	Communes	Masse d'eau captée
1	Captage de Marcenac	Flagnac	Nappe alluviale du Lot
2	Captage de Lacombe	Flagnac	Lot
3	Captage de Bouquiès	Decazeville	Lot

Les captages AEP sont associés à des périmètres de protection. Dans le cas où le captage est effectué dans un cours d'eau, le périmètre de protection rapproché correspond à la portion du cours d'eau directement en amont du captage.

La prise d'eau dans le Lot prend place au droit de la parcelle 1922, section B, lieu-dit « Lacombe-Marcenac ». Le SIAEP Nord Decazeville a enregistré un volume de 404 717 m3 prélevé en 2014. En 2016, les prélèvements pour l'adduction en eau potable sur le territoire intercommunal s'élevaient à 1 855 513 m^3 (données BNPE).

Le captage de Bousquiès, sur la commune de Decazeville est doté d'un périmètre de protection éloigné (PPE) qui s'étend sur les communes de Decazeville, de Flagnac et de Firmi. D'après le site de la Banque Nationale des Prélèvements en Eau (BNPE), les prélèvements en eau pour l'AEP sur la commune de Decazeville s'élèvent en 2018 à 1 369 480 m^3.

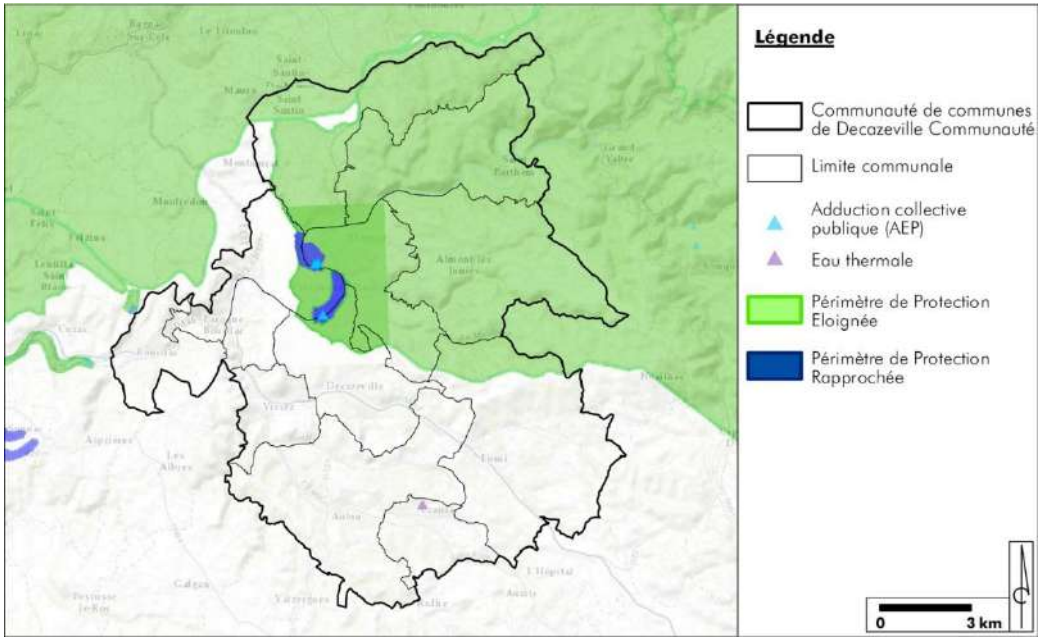


Figure 14 : Localisation du captage AEP et périmètres de protection associés, source ARS Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

D'autres sources sont présentes sur les communes (sources de Malaret, Couttes, Viazac sur la commune de Bouillac...). Celles-ci ne

sont pas utilisées pour l'alimentation en eau potable mais peuvent être exploitées pour l'irrigation ou pour abreuver les animaux.

b) Usage agricole

Selon la Banque Nationale des Prélèvements quantitatifs en Eau (BNPE), l'usage agricole (irrigation) représente un prélèvement annuel de 423 238 m3 (donnée 2016) sur le secteur de l'intercommunalité. Ces prélèvements sont réalisés majoritairement sur des masses d'eau superficielles.

L'Agence de l'eau Adour Garonne enregistre également plusieurs prélèvements dans la nappe phréatique. De plus, les études menées afin d'établir l'état des masses d'eau souterraines en vue de l'élaboration des SDAGE ont montré des pressions de prélèvements significatives sur la masse d'eau la plus superficielle (FRFG023), alors que la masse d'eau plus profonde (FRFG007) ne présente pas de pression du point de vue des prélèvements.

c) Usage de loisirs

Selon la BNPE, l'usage de loisirs représente un volume annuel prélevé de 14 678 m3 en 2016 sur des masses d'eau superficielles, sur les communes de Decazeville et de Flagnac.

Selon l'Agence Régionale de Santé (ARS), au Nord de la commune de Cransac, on distingue sur l'illustration ci-dessus le captage d'eau thermale de la source Geneviève qui alimenterait l'établissement thermal de la commune.

d) Usage industriel

Selon la BNPE, l'usage industriel des eaux est identifié sur la commune de Viviez. Le volume annuel prélevé en 2016 est de 579 241 m3 sur des masses d'eau superficielles. Les autres communes ne sont pas concernées par un usage industriel.

2. Le Plan de Gestion d'Etiage (PGE)

C'est l'entente Interdépartementale du Bassin du Lot qui porte la maîtrise d'ouvrage du Plan de Gestion d'Etiage (PGE). Le PGE est un outil qui définit les règles de partage de l'eau entre les différents usages du bassin et les besoins des milieux pendant la période où elle manque, l'été. Les prélèvements ne peuvent être supérieurs à la ressource disponible et doivent permettre de respecter les Débits Objectifs d'Etiage (DOE) au moins 8 années sur 10.

Le PGE réaffirme la nécessité d'une meilleure régulation hydraulique de l'axe Lot en période d'étiage (éclusée, débit réservé), en particulier pour le développement de la navigation fluviale et la vie piscicole.

Le plan de gestion d'étiage propose des scénarii concernant les influences humaines sur l'état des usages de l'eau pour les années à venir. Le PGE propose des règles de gestion, qui concernent bien sûr l'Etat (autorisations de prélèvement en débit et volume, règlement des ouvrages de soutien d'étiage, plans de crise) mais aussi les collectivités locales (optimisation de la gestion des ouvrages et contractualisation avec les usagers bénéficiaires) et les usagers (critères de partage de l'eau, respect des volumes / débits attribués ainsi que des limitations en période de pénurie, contribution financière, comptage, économies d'eau…).

3. L'énergie hydraulique

Selon la Direction Départementale des Territoires de l'Aveyron, l'énergie hydroélectrique est le premier secteur de production d'électricité en Aveyron. Environ 12,5% de la production nationale est ainsi assurée par le territoire départemental (2 860 MW). Au total, ce sont 17 barrages qui alimentent 16 centrales hydrauliques, essentiellement situés sur les vallées de la Truyère et du Tarn. 150 micro-centrales en activité sont également recensées.

Sur l'intercommunalité, aucune centrale hydroélectrique n'est recensée. La plus proche se trouve sur la commune d'Entraygues-sur-Truyère à environ 20 km au Nord-Est.

III. Les Carrières

Le Schéma Départemental des Carrières (SDC) de l'Aveyron a été approuvé le 11 juillet 2001 par arrêté préfectoral. Au 10 juin 1999, une carrière autorisée est recensée sur l'intercommunalité de Decazeville Communauté. Elle se situe sur la commune de Saint-Santin, c'est une carrière de granulats (andésite) toujours en activité.

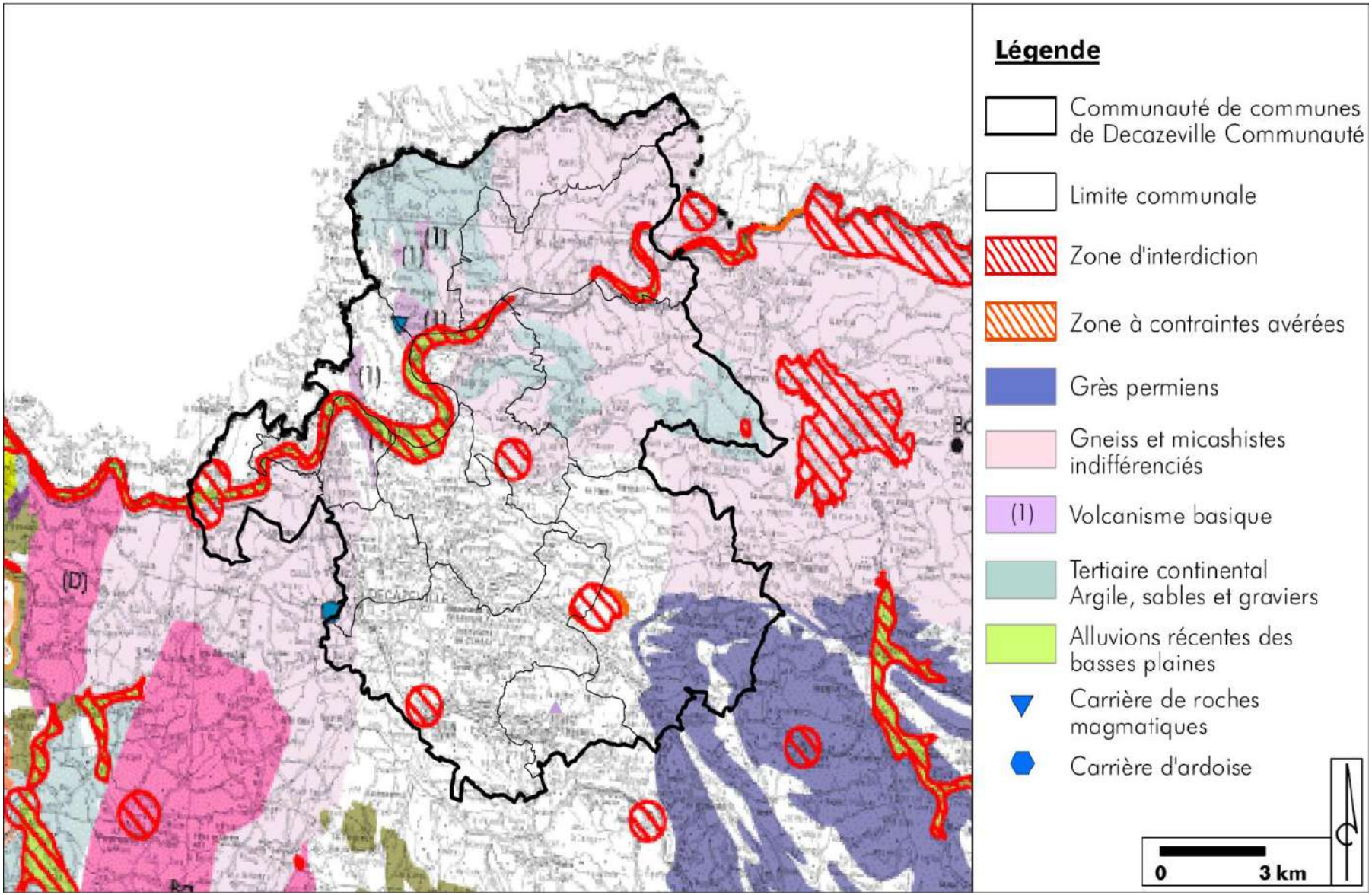
Les orientations prioritaires du SDC de l'Aveyron sont les suivantes :

- Confirmer la non extraction des matériaux en plaine alluviale ;
- Promouvoir les projets respectueux du paysage ;
- Promouvoir les solutions alternatives en matière de transport ;
- Favoriser la sensibilité des collectivités et des acteurs sociaux pour élaborer des projets de réaménagement concertés ;
- Donner sa pleine efficacité à la réglementation ;
- Mettre fin aux abandons de carrière irréguliers

La carte ci-après est un extrait du schéma département des carrières de l'Aveyron. Cette carte de zonage distingue une zone d'interdiction (hachures rouge), une zone à contraintes avérées (hachures orange) et une zone sans contrainte particulière (non hachurée).

Sur la commune de Les Albres, une autre carrière est présente, à 1 km au Sud-Ouest du bourg de Viviez. Il s'agit d'une carrière de granulats (micaschistes). A ce jour, cette carrière n'est plus en activité.

Figure 15 : Extrait du schéma départemental des carrières, source DREAL Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées



IV. Les espaces forestiers

1. Contexte environnemental

L'objectif fixé par le Grenelle de l'environnement est d'atteindre en 2020, 23% d'énergies renouvelables.

Le Bassin de Decazeville est engagé dans une démarche de développement durable au travers d'un Agenda 21 dès 2004.

2. Description du couvert arboré

Plusieurs zones de boisements sont présentes sur les communes de l'intercommunalité. De façon générale, la nature des boisements correspond à des futaies de feuillus. On retrouve également des mélanges de futaie de feuillus et taillis.

Les principaux massifs de futaie de conifères, moins représentés, sont localisés sur les communes Viviez, Aubin et Saint Parthem. Et les massifs de mélange de futaie de conifères et de taillis se trouvent majoritairement sur la commune de Saint Parthem.

Enfin, on observe la prédominance des milieux ouverts de types forêt ouverte et lande au Sud de l'intercommunalité. On le retrouve majoritairement sur la commune de Viviez.

Le massif situé au Nord du bourg de Firmi, à cheval sur les communes de Firmi et Aubin correspond également à une zone de lande. Il s'agit du Puy de Wolf dont les particularités géologiques permettent à une flore remarquable de s'établir.

Secteur d'activité	Evolution de l'effectif des salariés	Observations
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	+ 3%	
Scieries et industries des panneaux en bois	- 20%	Les petites scieries, essentiellement de feuillus, ferment sans reprise.
Ameublement	- 6% (meubles meublants : - 16%)	Demande faiblissante. Vive concurrence des pays à faible main d'œuvre
Fabrication de sièges	+ 10%	Diversification de l'offre
Cuisinistes	+ 17%	Outil de production performant Dynamisme de la construction de maisons individuelles
Bois construction	+ 18%	Conjoncture favorable dans la construction neuve et rénovation[3].

Figure 16 : Tableau d'évolution des effectifs des salariés selon les secteurs d'activité entre 1999 et 2004 en Midi-Pyrénées, source INSEE 2007, Etude de Sophie Adrien, 2011

3. La volonté d'une valorisation de la filière bois

Le Bassin de Decazeville a pu bénéficier d'une étude traitant de la valorisation de la filière bois, réalisée par Sophie Adrien de l'ENITA de Bordeaux, en 2011.

Le bois énergie est mis en évidence par cette dynamique environnementale, et le contexte marchand de la transformation actuel (très faible dynamisme de la transformation du bois en meuble, croissance lente du secteur de construction bois). Le tableau ci-après extrait donne un aperçu des secteurs d'activités liés à la valorisation du bois en Midi-Pyrénées.

Cette ressource locale se compose à 40% de taillis de châtaigniers et d'un massif de robiniers de plus de 80 ha sur la forêt publique. Il apparait que la ressource forestière locale possède des potentialités environnementales et socioéconomiques, riche par son taux de boisement et par sa diversité. La préconisation d'une action collective, comme la réalisation à échelle départementale et intercommunale d'une plateforme bois énergie est donnée. Des outils de mise en œuvre d'un tel projet, comme le Plan de développement de Massif est proposé.

Enfin, la charte forestière d'Oltvalidée en Juin 2015 fait également le constat d'une forêt sous exploitée sur le grand massif sectorisé sur deux entités territoriales (Massif Central et Midi-Pyrénées). Elle concerne les 3 Communautés de Communes de Decazeville Communauté, Conques Marcillac et Plateau de Montbazens, ainsi que la commune d'Asprières. La richesse patrimoniale de la forêt est particulièrement soulignée.

Cette charte s'inscrit en pleine continuité de la première étude initiée en 2011. Elle est un outil pré-opérationnel précieux qui permettra de cadre une gestion économique et respectueuse de l'environnement

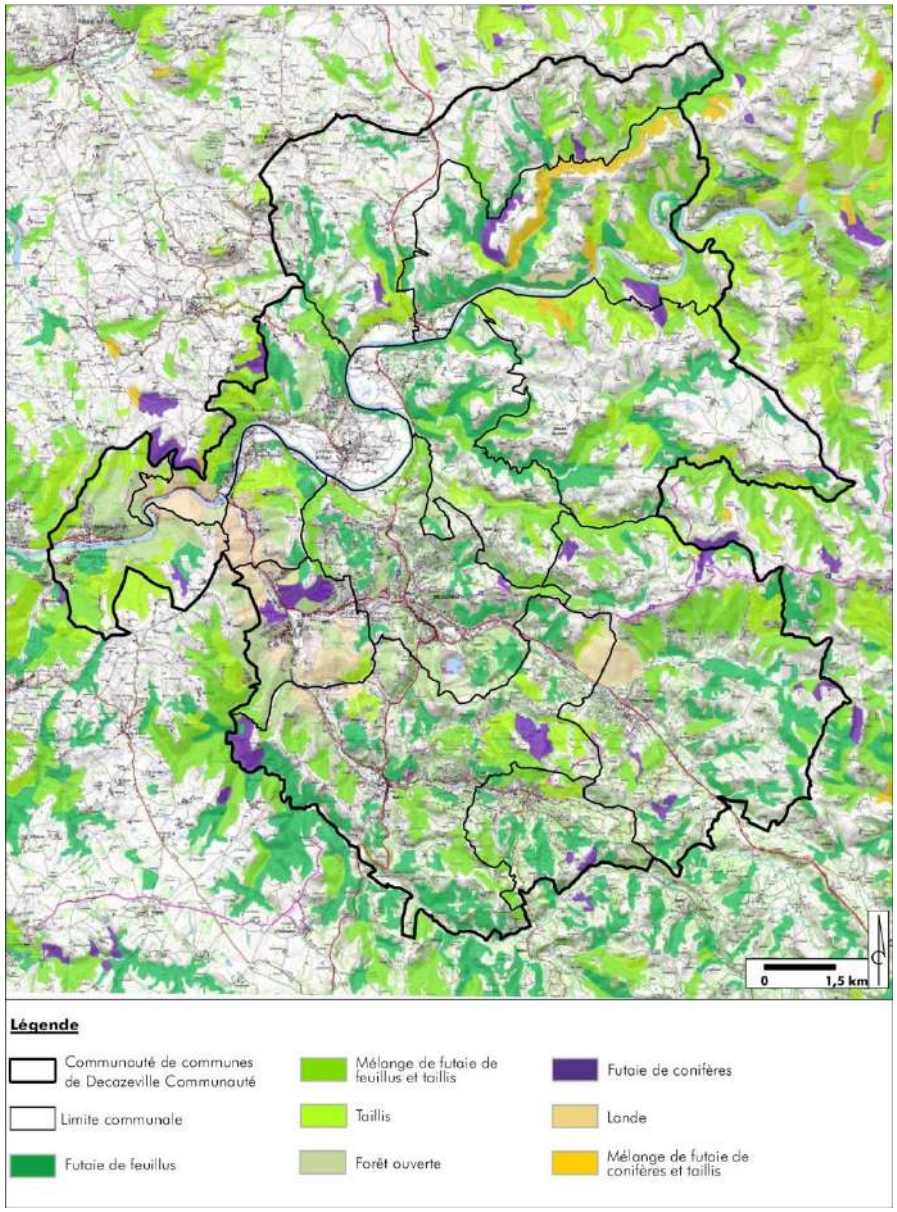


Figure 17 : Les espaces forestiers sur la Communauté de Communes de Decazeville Communauté, source Institut National de l'Information Géographique et Forestière

V. Les énergies

1. Généralités

Dans le cadre de l'adoption de la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, la politique énergétique nationale a pour objectif de porter la part des énergies renouvelables à 23% de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32% de cette consommation en 2030. A cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40% de la production d'électricité, 38% de la consommation finale de chaleur, 15% de la consommation finale de carburant et 10% de la consommation de gaz.

2. Consommation d'énergie sur le territoire

Selon le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) de l'ancienne région Midi-Pyrénées, la consommation d'énergie à l'échelle est de 6,17 Mtep (tonnes équivalent pétrole), soit 3,8 % de la consommation nationale.

Les secteurs du bâtiment et du transport sont les plus consommateurs d'énergie et totalisent près de 80 % de la consommation régionale.

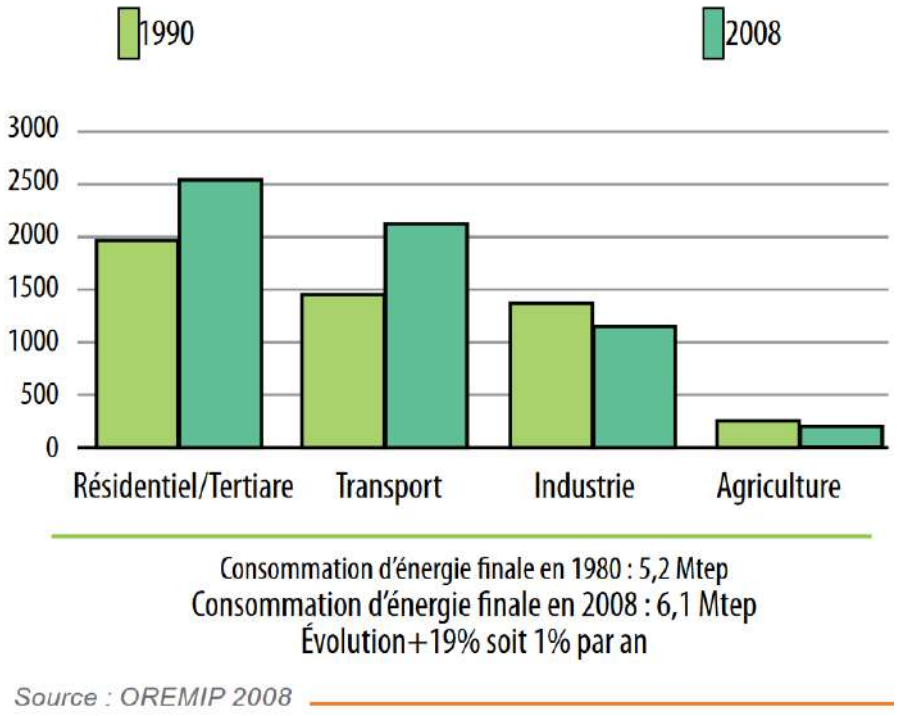


Figure 18: Consommation d'énergie finale par secteur d'activité dans l'ancienne région Midi-Pyrénées, en 1990 et 2008 (en ktep), source SRCAE

3. Production d'énergie sur le territoire

Selon le SRCAE, la production d'énergie primaire a atteint 6,2 Mtep en 2008, soit 4,5 % de la production française.

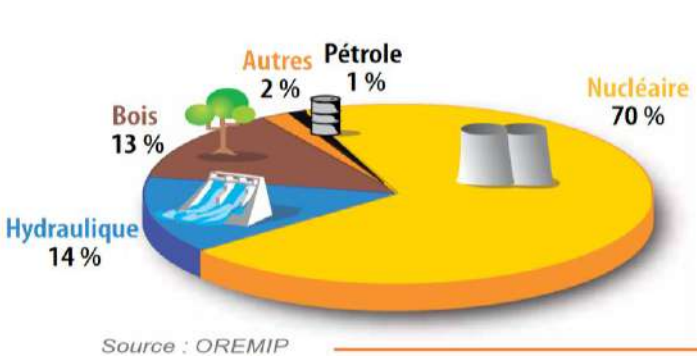
En région Midi-Pyrénées, environ 70 % de cette énergie a une origine nucléaire et est produite par le centrale nucléaire de Golfech, dans le Tarn-et-Garonne.

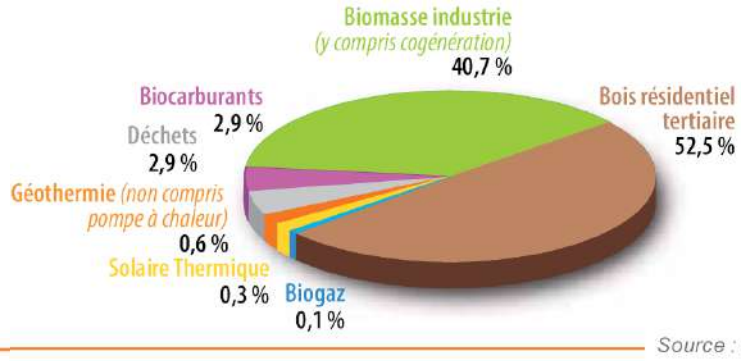
Le reste provient presque exclusivement de sources d'énergies renouvelables : l'énergie hydraulique (pour l'électricité) et la biomasse (pour la chaleur). L'ancienne région Midi-Pyrénées est la plus fournie en centrales hydroélectriques sur le territoire Français.

L'énergie hydraulique est bien développée sur le territoire de la Communauté de Communes de Decazeville Communauté. En effet, l'intercommunalité possède 4 usines hydroélectriques.

La chaleur d'origine renouvelable représente 645 ktep, soit 6% de la production nationale en 2008.

L'électricité d'origine renouvelable représente 10,4 Twh, soit 14 % de la production nationale en 2008.





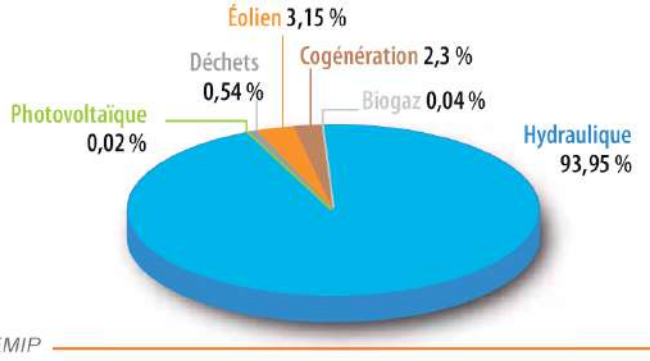


Figure 19 : La production régionale d'énergie primaire, de chaleur, et d'électricité d'origine renouvelable en 2008 dans l'ancienne région Midi-Pyrénées, source SRCAE.

Les informations à l'échelle départementale sont issues du tableau de bord sur les énergies renouvelables publié par Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer.

Concernant l'**énergie photovoltaïque**, le département de l'Aveyron totalise 4008 installations au 31 décembre 2018, soit une puissance de 153 MW. Différents projets d'installations de centrales photovoltaïques sont en cours d'instruction sur les communes de Decazeville et Aubin.

Pour l'**énergie éolienne**, le département de l'Aveyron totalise 23 installations, soit une puissance de 253 MW fin 2018. Aucun projet n'est identifié sur l'intercommunalité. Cependant selon le Schéma Régional de l'Eolien (annexe du SRCAE), la majorité des communes de l'intercommunalité sont situées dans la zone favorable au développement de l'éolien ZEOL 16 – Aveyron.

En revanche, au sein de l'intercommunalité, les secteurs présentant des contraintes faibles à moyenne ne présentent pas un gisement éolien adapté ce qui ne présume pas à l'installation de parcs éolien dans le secteur de l'intercommunalité.

Le **Bois énergie**, issu du traitement de la biomasse est un projet prometteur.

La **valorisation de Biogaz** sur la déchetterie de la Vieille Montagne à Viviez est en cours de discussion, afin de répondre aux contraintes de saturation du site de Labessière-Candeil dans le Tarn et de tendre progressivement à traiter des déchets par département.

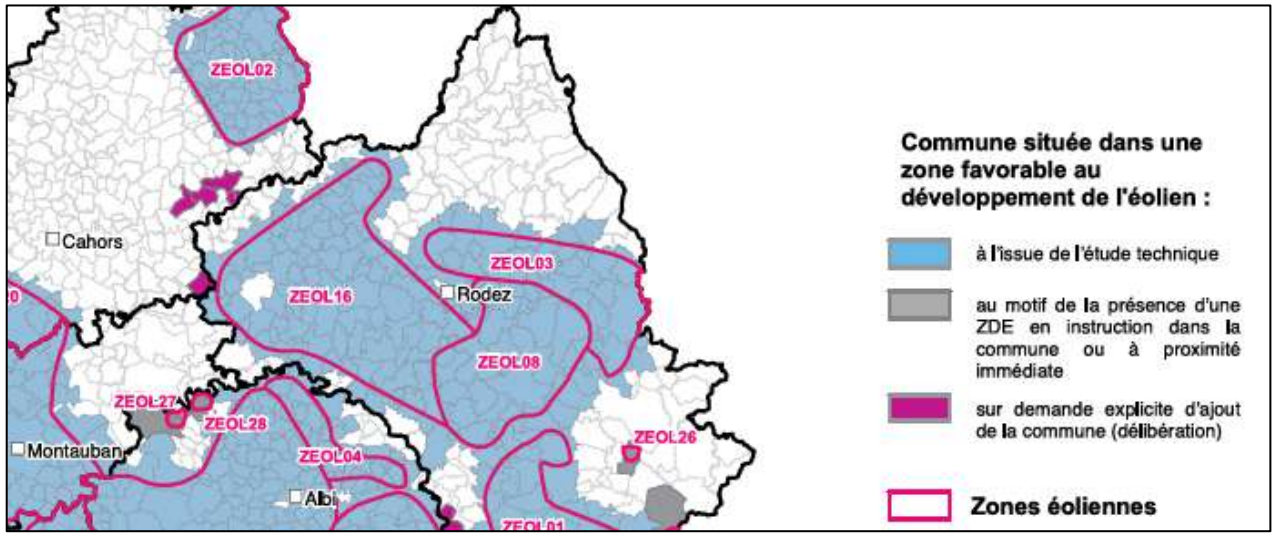
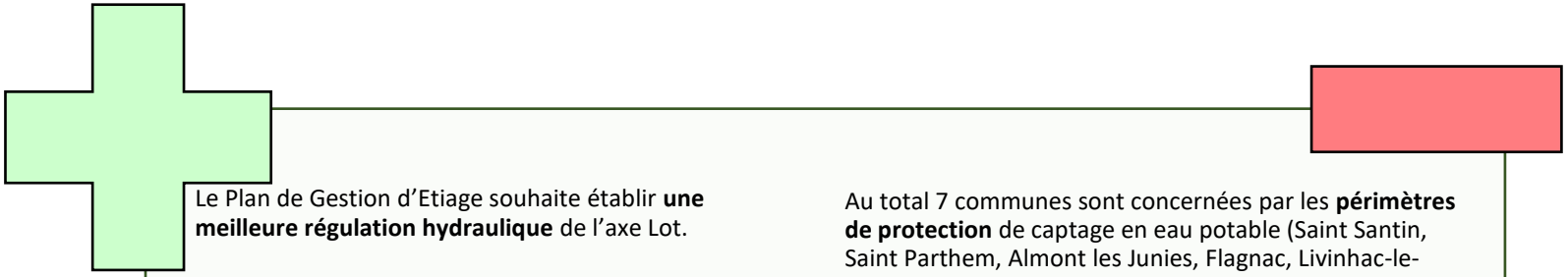


Figure 20 : Communes situées dans une zone favorable au développement de l'éolien, source Schéma Régional de l'Eolien.

VI. Bilan : forces& faiblesses

Le tableau suivant permet de mettre en évidence les forces et faiblesses de l'intercommunalité de Decazeville Communauté vis-à-vis des ressources naturelles :



Le Plan de Gestion d'Etiage souhaite établir **une meilleure régulation hydraulique** de l'axe Lot.

Le Schéma Départemental des **Carrières** n'est pas contraignant à l'échelle de l'intercommunalité.

La nature des **boisements** est diversifiée à l'échelle de la communauté de communes.

Ils offrent une opportunité de filière énergie bois non négligeable, portée par les acteurs du territoire.

Les **énergies renouvelables** sont particulièrement développées dans le département de l'Aveyron.

- Plusieurs projets photovoltaïques sont identifiés.
- L'énergie hydroélectrique du département de l'Aveyron représente près de 13 % de la production nationale et 14 % de la production régionale (après le nucléaire).
- Le potentiel bois-énergie est important et l'intercommunalité a la capacité d'accueillir une chaudière bois.
- Le biogaz est une énergie prometteuse pour l'intercommunalité et un nouveau moyen de valorisation des déchets sur la commune de Viviez.

L'intercommunalité possède 4 usines hydroélectriques

Au total 7 communes sont concernées par les **périmètres de protection** de captage en eau potable (Saint Santin, Saint Parthem, Almont les Junies, Flagnac, Livinhac-le-haut, Decazeville et Firmi).

Les eaux du Lot sont captées pour l'approvisionnement en **eau potable** des communes.

Une quantité importante d'**eau superficielle** est prélevée pour l'irrigation, l'industrie et les loisirs.

Les communes sont favorables au développement de l'**éolien**, mais le gisement peu adapté voire insuffisant ne semble pas présager de l'installation de parcs dans le secteur

VII. Enjeux

Les enjeux s'appuient sur les qualités et les dysfonctionnements observés durant l'étude des bases de données actualisées, et des constats ayant été possibles sur le terrain.

Ces enjeux sont exprimés en fonction de leur traductibilité dans les zonages, les règlements et les OAP.

Sont ici particulièrement pris en compte la ressource en eau, ainsi que sa qualité.

ENJEU 2 : Protéger les ressources naturelles

- **Respecter le rôle indispensable pour la qualité des eaux** des zones humides, des berges et du réseau de haies bocagères ;
- **Favoriser le photovoltaïque** dans les toitures en l'intégrant.

C. LES RISQUES, NUISANCES ET AUTRES SERVITUDES

I. Les risques naturels

1. Les arrêtés de catastrophes naturelles

L'exposition aux risques naturels peut être illustrée par les Arrêtés de Catastrophe Naturelle des 12 communes. Il s'agit d'arrêtés interministériels qui constatent l'état de catastrophe naturelle (intensité anormalement élevée d'un agent naturel).

Sur l'intercommunalité, plusieurs arrêtés ministériels de déclaration d'état de catastrophe naturelle ont été pris :

- Tempête : un arrêté pris le 18 novembre 1982;
- Glissement de terrain : un arrêté pris le 8 septembre 1994 et un autre pris le 28 octobre 1994.
- Inondations et coulées de boue : différents arrêtés pris le 21 novembre 1994, le 12 décembre 2003, 5 février 2004 et le 2 mars 2006 ;
- Mouvement de terrain : un arrêté pris le 23 mars 2007 et un autre pris le 25 février 2016 ;

Ainsi, les arrêtés de catastrophes naturelles pris sur ces communes montrent un risque plutôt lié aux inondations et coulées de boue associée.

Le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) de l'Aveyron a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2018. Ce document est la synthèse des risques recensés dans le département de l'Aveyron par les services de l'État.

2. Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles

L'ensemble des communes de l'intercommunalité est concerné par une Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles. Ce document délimite les zones exposées aux risques et définit des mesures de prévention, protection et sauvegarde des personnes et des biens. Il impose également des mesures applicables aux constructions dans certaines zones.

Communes	PPRi Lot Aval	
	Aléa Inondation – Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau	Aléa Inondation – Par une crue à débordement lent de cours d'eau
Almont-les-Junies		14/12/06
Aubin	14/12/06	
Boisse-Penchot		14/12/06
Bouillac		14/12/06
Cransac		14/12/06
Decazeville		14/12/06
Firmi	14/12/06	
Flagnac		14/12/06
Livinhac-le-Haut		14/12/06
Saint Parthem		14/12/06
Saint Santin		14/12/06
Viviez	14/12/06	

3. Risques liés aux inondations

D'après le DDRM, Le département de l'Aveyron est particulièrement exposé aux crues rapides et aux inondations torrentielles. Cela est dû en grande partie à son relief et aux épisodes saisonniers de pluies méditerranéennes intenses. La prévention passe d'abord par la connaissance du risque. Elle s'appuie sur les études hydrauliques et le repérage des zones inondables pour réaliser une cartographie des Zones Inondées Potentielles (ZIP) et l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI).

Les cartes illustrant les différents aléas sont présentées à la suite des descriptions.

a) Aléa inondation par débordement

L'ensemble des communes de l'intercommunalité sont concernées par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) du Bassin Lot Aval. L'aléa inondation par débordement est donc représenté sur toutes les communes de la Communauté de Communes de Decazeville Communauté

Le cours d'eau du Lot et l'ensemble des cours recensés par le SDAGE, ainsi que certains de leurs affluents sont concernés par le PPRi Lot Aval.

Le zonage du PPRi définit des zones de prescription d'interdiction et d'interdiction stricte.

b) Aléa inondation par remontée de nappe depuis les sédiments

L'ensemble des communes de l'intercommunalité est concerné par le risque inondation par remontée de nappe dans les sédiments. La sensibilité moyenne, forte et très élevée se localise le long des principaux cours d'eau identifiés par le SDAGE et peut être associé à la présence d'une nappe affleurante. Ailleurs, la sensibilité est faible à très faible.

c) Aléa inondation par une remontée de nappe dans le socle

Selon le site Géorisques, le risque inondation par remontée de nappe dans le socle est essentiellement faible à très faible. Des zones de sensibilité moyenne à forte sont cependant présentes sur les communes de Decazeville, Cransac, Firmi, Livinhac-le-Haut, Almont-les-Junies et Saint Santin.

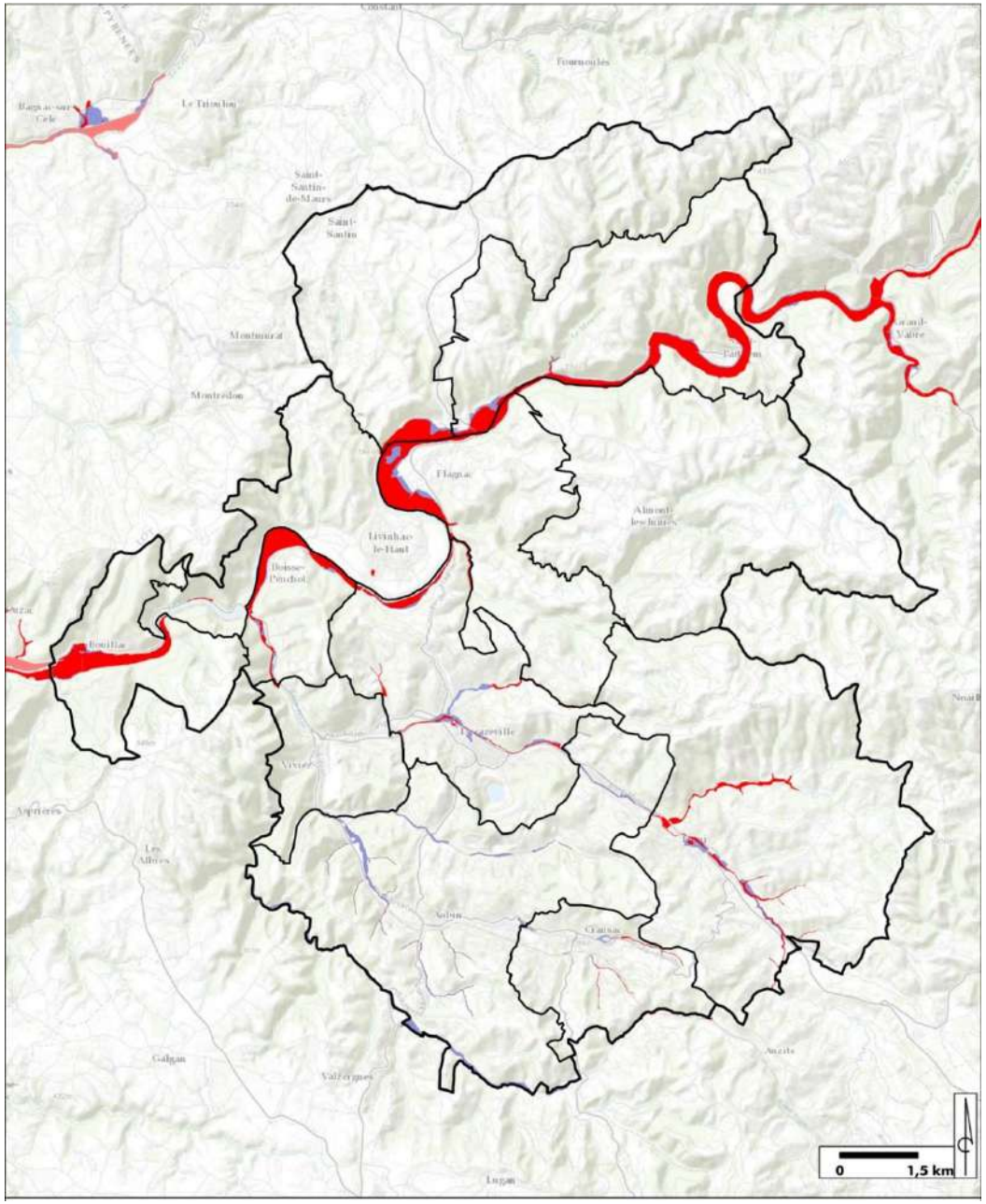


Figure 21 : Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur la Communauté de Communes de Decazeville Communauté, source Mipygeo

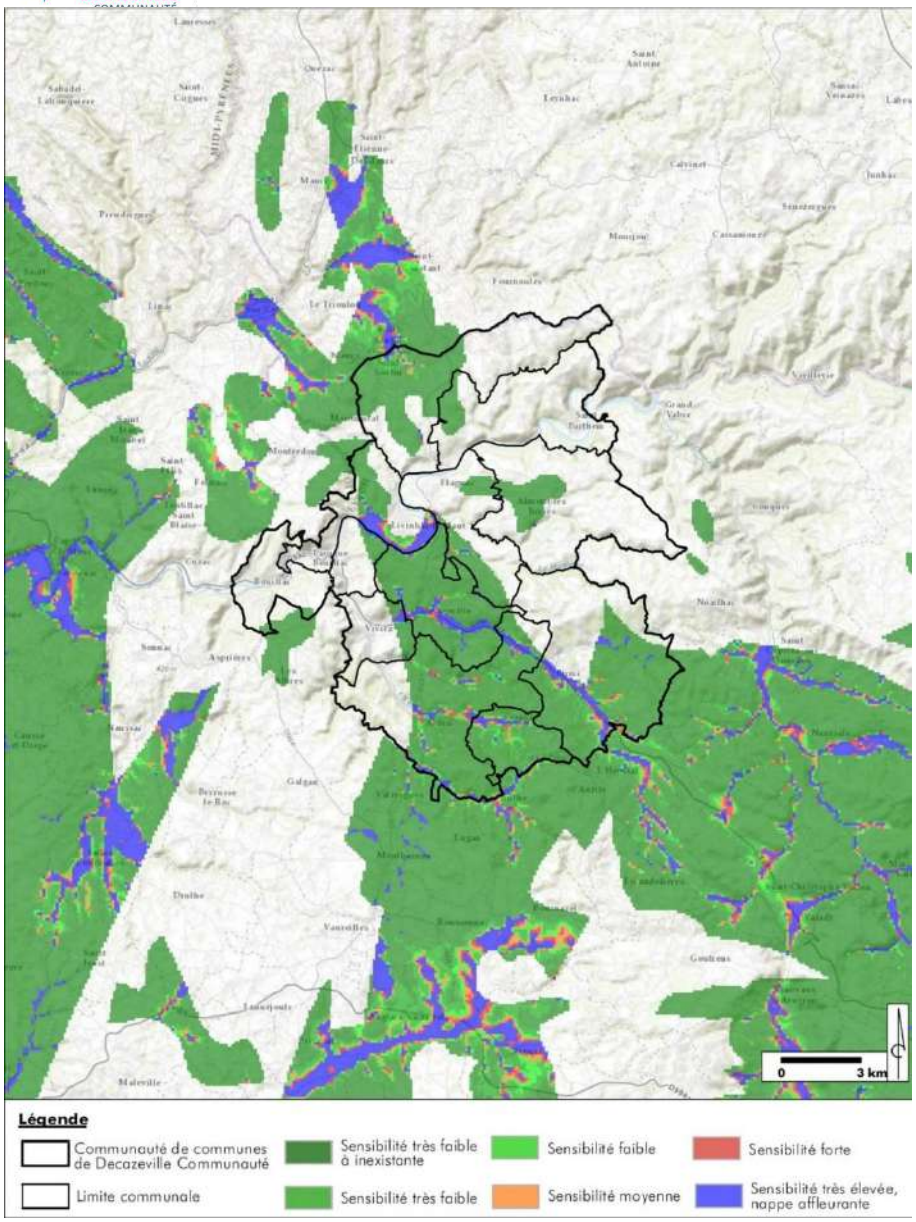


Figure 23 : Sensibilité vis-à-vis du risque inondation par remontée de nappe depuis les sédiments, source Géorisques

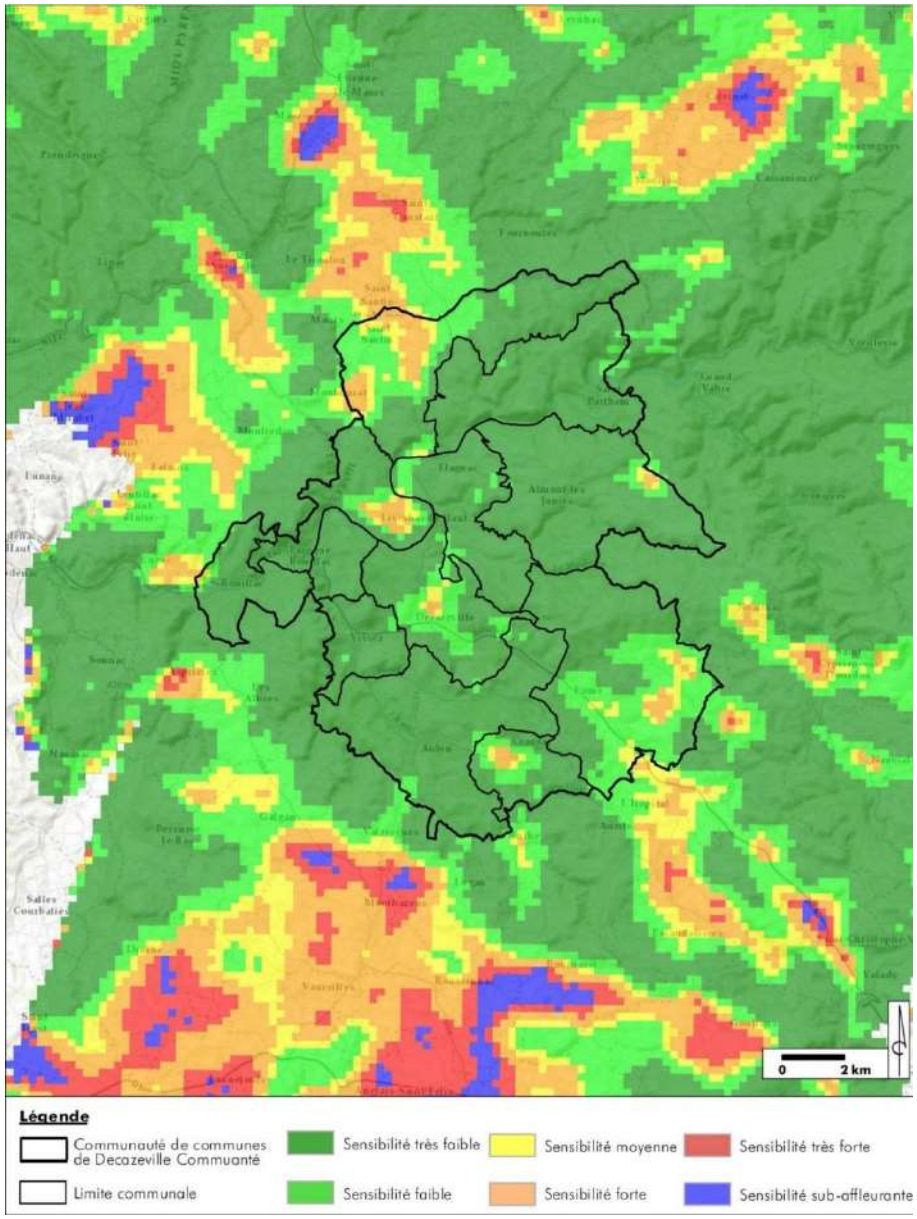


Figure 22 : Sensibilité vis-à-vis du risque inondation par remontée de nappe depuis le socle, source Géorisques

d) Protection contre les inondations

Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs du département de l'Aveyron, des travaux d'entretien et de protection sont réalisés pour réduire les risques. La création de bassins de rétention, l'amélioration des collectes des eaux pluviales, la préservation d'espaces perméables ou d'expansion des eaux de crues sont également préconisées dans le cadre de l'instruction des projets d'aménagement, au titre de la loi sur l'eau.

L'entente Interdépartementale du Bassin du Lot qui regroupe le contrat de rivière Lot Aval, le SAGE Célé et le SAGE Lot amont a pour mission, entre autres, la prévention et la protection contre les inondations. Au sein de bassin versant.

4. Risques liés au sol et au sous-sol

D'après le DDRM, un inventaire des mouvements de terrain dans le département de l'Aveyron a permis de recenser 327 évènements, intégrés à la base de données mouvements de terrain (disponible sur le site internet www. georisques.gouv.fr).

L'analyse des mouvements de terrain recensés indique que les 2/3 des évènements sont des glissements de terrain, et que le tiers restant se partage équitablement entre des éboulements et chutes de blocs et l'érosion des berges. On recense par ailleurs anecdotiquement quelques effondrements et coulées de boue.

Selon le site internet Géorisques, mis en place par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie avec l'aide du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), permet de visualiser les données cartographiques sur les risques liés au sol, tels que :

- Le retrait/gonflement des argiles ;
- Les mouvements de terrains ;
- Les cavités

a) Le retrait/gonflement des argiles

D'après le DDRM, L'étude menée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) démontre que le département de l'Aveyron ne possède aucune zone classée en aléa fort.

Selon le site Géorisques, l'aléa retrait/gonflement des argiles est majoritairement faible à nul sur la Communauté de Communes de Decazeville Communauté.

Le risque faible est présent au niveau des formations fracturées présentes dans la continuité du bassin de Decazeville et le risque est moyen au niveau des formations d'argiles et graviers.

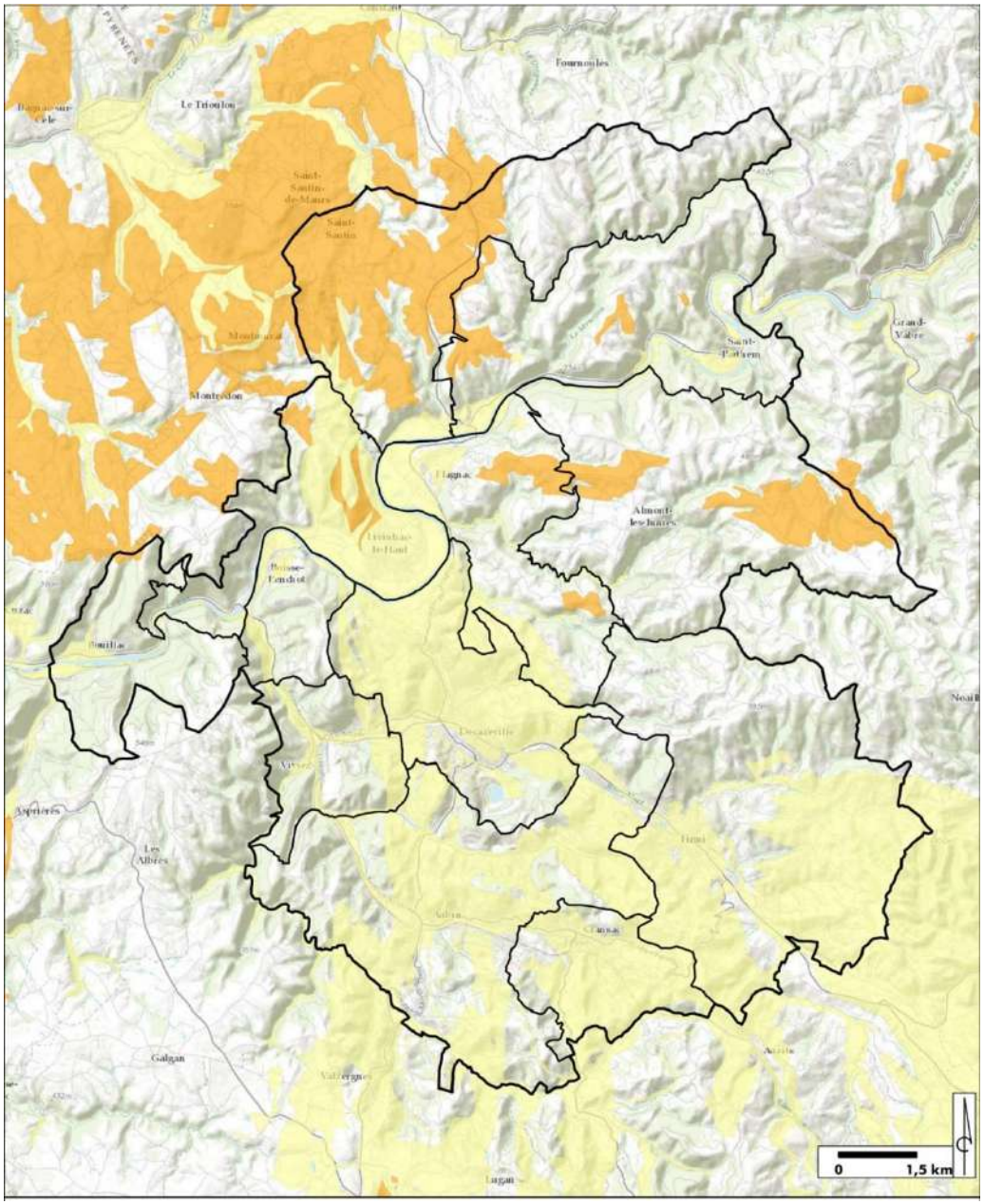


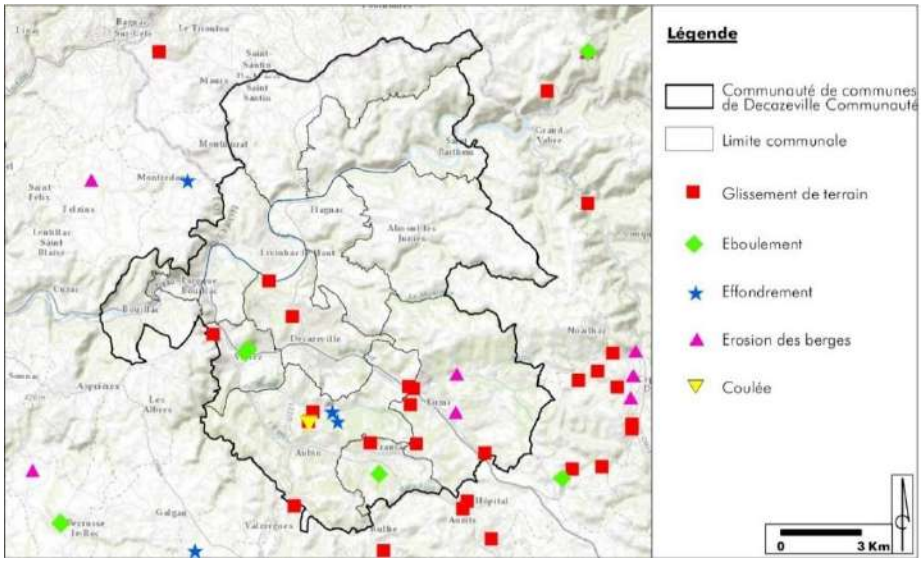
Figure 24 : Sensibilité vis-à-vis de l'aléa retrait/gonflement des argiles, source Géorisques

b) Les mouvements de terrain

Selon le DDRM de l'Aveyron, les zones de susceptibilité aux éboulements et aux chutes de blocs sont réparties essentiellement sur les escarpements rocheux et falaises affleurant sur les flancs des vallées encaissées, notamment celle du Tarn, de la Dourbie et de la Truyère. L'ensemble des communes de l'intercommunalité sont concernées par le risque majeur mouvement de terrain.

La carte suivante localise différents types de mouvements de terrain identifiés par le site Géorisques :

De nombreux mouvements de terrain ont été recensés sur l'intercommunalité. Il s'agit principalement de glissements de terrain, mais on constate aussi des éboulements, des effondrements et des phénomènes d'érosion des berges des cours d'eau.

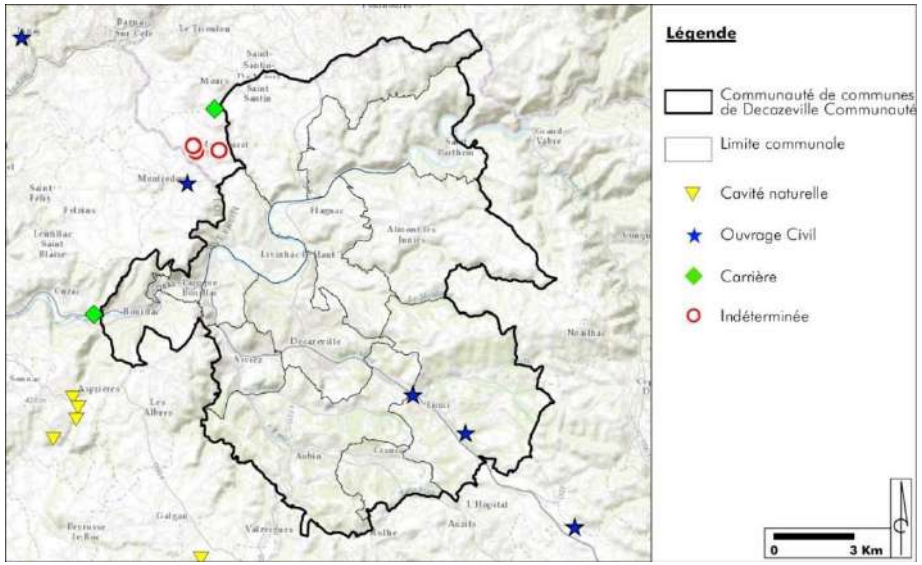


Les mouvements de terrain sur la Communauté de Communes de Decazeville Communauté, source Géorisques

c) Les cavités

Sous le nom de cavités souterraines, sont prises en compte les caves, grottes naturelles, galeries, ouvrage civils, ouvrages militaires, puits et souterrains. Selon le site Géorisques, deux cavités sont recensées sur l'intercommunalité, à l'Ouest et au Sud de la commune de Firmi, ainsi qu'une carrière d'andésite sur la commune de Saint Santin. Elles sont localisées sur la carte ci-après.

D'après le DDRM, Le travail de recensement des cavités, réalisé par le BRGM, répertorie 2 434 cavités sur l'ensemble du département de l'Aveyron. La majorité des cavités renseignées (97%) sont d'origine naturelle et issues de la circulation d'eau souterraine dans les



Les cavités sur la Communauté de Communes de Decazeville Communauté, source Géorisques

matériaux solubles comme le calcaire. Les zones de susceptibilité aux effondrements sont donc relativement étendues et intéressent l'ensemble des causses, notamment les secteurs fortements karstifiés.

d) Les séismes

D'après le DDRM, le département de l'Aveyron est soumis au risque sismique mais est faiblement impacté. En effet, il est partagé en deux, avec un risque très faible au sud et à l'ouest du département et un risque faible au nord et à l'est.

Selon le DDRM de l'Aveyron, les communes de Firmi, Cransac et Almont-les-Junies sont soumises à un risque sismique faible (zone 2). En revanche, toutes les autres communes présentent un niveau de risque sismique très faible (zone 1).

5. Le risque incendie et feux de forêt

D'après le DDRM, La base de données relative à l'inventaire forestier national, réalisée à partir de photographies aériennes de 2008, permet d'évaluer la superficie des espaces combustibles à 377 250 ha, soit 43% du territoire Aveyronnais ; en augmentation de 8,9% depuis 1990. La proportion d'espaces naturels combustibles est très variable selon les communes.

La Communauté de Communes de Decazeville Communauté se trouve à cheval sur deux massifs forestiers : Le Segala et la Basse Chataigneraie Auvergnate.

L'Aveyron est doté d'un Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies de l'Aveyron (PDPFCI) approuvé le 27 novembre 2017, pour la période 2017-2026.

D'après le PDPFCI, les communes de la CC sont concernées par un aléa feux de forêt allant de faible à fort.

D'après le PDPFCI, les principaux points qui ressortent du bilan des incendies sont les suivants :

- Près de la moitié des communes du département ont connu des départs de feux de forêt sur la dernière décennie et les trois quarts des communes ont connu des feux d'autre végétation.
- 45% des feux de forêt sont enregistrés hors période estivale (mars-avril), et 30 % en période estivale. Les surfaces détruites sont dues, pour moitié, à des feux de plus de 50 ha et pour moitié à des feux de moins de 50 ha.
- 83 % des feux de forêt se déclarent entre 10 h et 20 h.
- Les activités des particuliers ressortent comme la cause principale de départ de feux, aussi bien pour les feux de forêt que pour les feux d'autre végétation. Les travaux agricoles sont la deuxième cause la plus fréquente.

Le bilan des incendies sur la dernière décennie est relativement modeste aussi bien en nombre de feux qu'en surfaces parcourues (en moyenne 29 feux de forêt par an et 80 ha détruits), Toutefois, il existe un risque potentiel, comme le confirment :

- la recrudescence du nombre de feux et des surfaces parcourues lors des conditions exceptionnelles de l'année 2003

- les cartes d'intensité potentielle du feu et de l'aléa induit appréhendé au travers de la surface potentiellement menacée (cartes 10, 11 pages 142 et 143 et carte 2-Aléa induit page 94).

Les conclusions et orientations générales du PDPFCI sont, tels qu'ils ressortent des phases de bilan et d'évaluation :

- Poursuivre les actions visant à réduire le nombre de départs de feux : information préventive et activités de la cellule brûlage dirigé :
  - L'information du public, pour limiter les départs de feux dus aux activités des particuliers, ressort comme une priorité
  - L'information des élus (sensibilisation au risque, information sur les règlementations sur le débroussaillement, l'emploi du feu) doit être renouvelée notamment pour tenir compte des nouveaux éléments de la cartographie de l'aléa réalisée dans le cadre du PDPFCI et les évolutions récentes de la réglementation sur l'emploi du feu ;
  - Les efforts entrepris au niveau de la cellule brûlage dirigé doivent être maintenus, avec pour objectif de diminuer le nombre de départs de feux liés aux « écobuages »
- Poursuivre l'amélioration de la connaissance de l'existant ; un travail important a été entrepris sur les équipements de DFCI mais des progrès restent à faire sur l'identification des causes d'incendie, premier maillon pour définir la politique de prévention
  - Poursuivre la création de la base de données des équipements de DFCI sur les 4 sousbassins de risque inventoriés, et envisager l'extension des relevés de terrain à d'autres secteurs sensibles
  - Organiser la gestion de cette base de données, en organisant le partage de la donnée et en définissant les procédures de mise à jour de la donnée
  - Poursuivre l'amélioration de la récolte des données sur les feux : les causes de feux sont à préciser après enquête ; une amélioration est également possible au niveau de l'identification des types de végétation et des surfaces incendies.
- Aménager le terrain pour la lutte : la connaissance de l'existant est la première étape, qui doit ensuite conduire à identifier les secteurs sous-équipés et les besoins en travaux sur les équipements existants (pistes mais aussi réseau public nécessitant éventuellement des débroussaillements).
- Protéger les enjeux humains actuels et futurs par :
  - La mise en œuvre des obligations légales de débroussaillement (à redéfinir sur la base de la nouvelle cartographie de sensibilité des communes)
  - le porter à connaissance du risque et sa prise en compte dans les projets et les documents d'urbanisme
- Développer l'usage du feu tactique, pour limiter l'extension des feux, diminuer le coût de la lutte et réduire les risques pour les services de lutte.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action.

Le plan d'action doit également s'adapter au contexte, avec la nécessité de rationaliser les actions des différents partenaires et de concentrer les efforts sur les actions prioritaires :

- Cibler les secteurs prioritaires pour les interventions, d'où la nécessité de hiérarchiser les actions, en fonction du niveau de sensibilité selon les secteurs du département
- Réfléchir à des solutions peu onéreuses
- Mutualiser les moyens entre services.

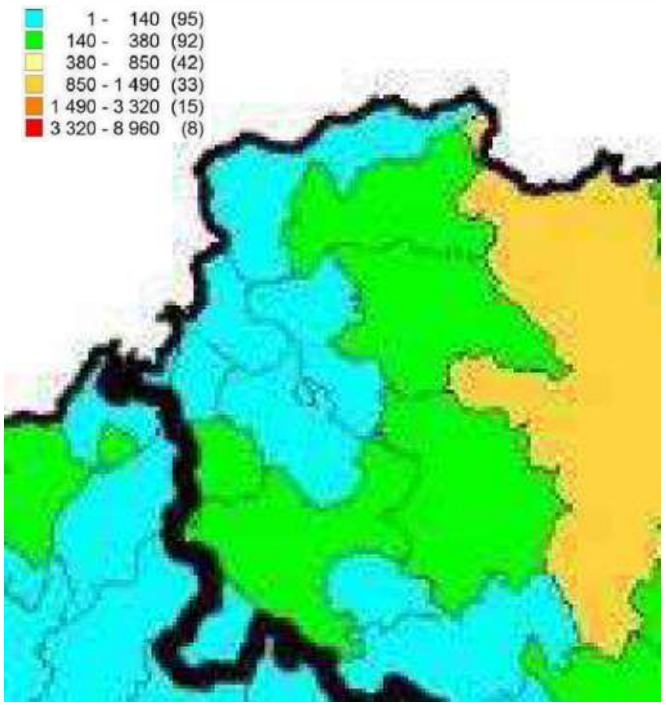


Figure 26 : focus de la carte de synthèse du risque par commune sur Decazeville Communauté, Surface en ha par commune en aléa fort à très fort et concernée par un enjeu, source PDPFCI

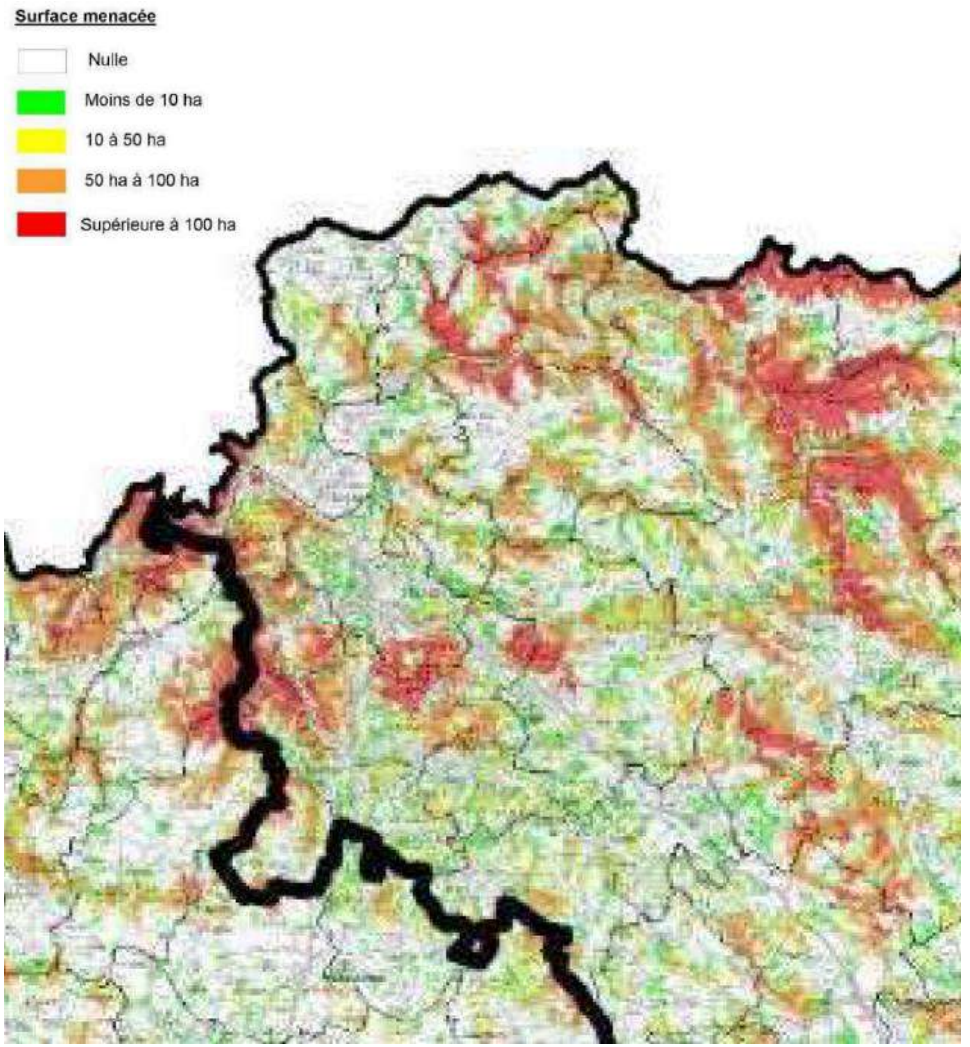


Figure 25 : Focus de la carte de l'aléa induit sur Decazeville Communauté, maximum de la surface menacée par vent, source PDPFCI

6. Le risque tempête

Dans le département de l'Aveyron, le risque tempête n'est pas considéré comme un risque majeur, les communes de l'intercommunalité ne sont donc pas concernées par ce risque.

II. Les risques technologiques

1. Le risque de rupture de barrage

D'après le DDRM, Les barrages dont la hauteur atteint ou dépasse 20 mètres et qui retiennent plus de 15 millions de mètres cubes d'eau, dit grands barrages, sont considérés comme générateur de risque majeur. Sur le département de l'Aveyron on dénombre 8 grands barrages répondants à ces critères. L'onde de submersion associée touche potentiellement 64 communes sur le département.

Selon le DDRM de l'Aveyron, 10 communes sont concernées par le risque de rupture de barrage. Il s'agit des communes de Decazeville, Aubin, Viviez, Boisse-Penchot, Bouillac, Saint Santin, Saint Parthem, Almont-les-Junies, Flagnac et Livinhac-le-Haut. En effet, ces communes sont situées en aval du barrage de Castelnau-Lassouts, en bordure du cours d'eau du Lot.

2. Le risque lié au transport de matières dangereuses

D'après le DDRM, Le risque Transport de Matières Dangereuses (TMD) est présent sur l'ensemble du territoire du département. Difficile à évaluer et à localiser en raison de la mobilité et de l'imprévisibilité de l'occurrence du phénomène, la méthode choisie a été de croiser les aléas (le nombre de poids lourds compté sur chaque tronçon) et les enjeux, en prenant en compte plus particulièrement les enjeux humains, à travers la population présente par commune et potentiellement impactée par le risque.

Selon le DDRM de l'Aveyron, le risque lié au transport de matières dangereuses est présent sur certaines communes de cette intercommunalité.

Commune	Risque lié aux canalisations	Risque lié aux accidents de poids lourds	Risque lié au réseau ferroviaire
Almont-les-Junies			
Aubin			
Boisse-Penchot			
Bouillac			
Cransac			
Decazeville			
Firmi			
Flagnac			
Livinhac-le-Haut			
Saint Parthem			
Saint Santin			
Viviez			

a) Risque lié aux canalisations

Sur les communes de Aubin, Boisse-Penchot, Decazeville, Livinhac-le-Haut, Saint Santin et Viviez, un risque lié au transport de matières dangereuses est présent. Ce risque concerne une conduite de transport de gaz naturel de la société TIGF (Transport Infrastructures Gaz France) qui traverse ces 3 communes.

Ainsi, et conformément au code de l'environnement (article R554-20 et R554621), avant tous travaux, une consultation de l'agence TIGF de Rodez devra être effectuée.

b) Risque lié aux accidents de poids lourds

La route départementale n°840 passe sur les communes d'Aubin, Bouillac, Decazeville, Firmi et Viviez, mais seules les communes de Bouillac, Decazeville, Firmi et Viviez sont concernées par le risques de transport de matières dangereuses – accidents de poids lourds. Globalement, ce risque peut être associé à trois groupes de matières dangereuses liées à cet axe majeur :

- Les hydrocarbures : les carburants, les bitumes et autres liants routiers, le propane ;
- Les engrais ;
- Les marchandises diverses liées à la demande des industries.

Sur ces quatre communes, le risque est globalement lié au fait que la RD 840 traverse des zones urbanisées non déviées. Cela explique que le risque ne soit pas identifié sur la commune d'Aubin dont les zones urbanisées sont localisées plus à l'Ouest sur le territoire communal.

c) Risque lié au réseau ferroviaire

Les communes de Cransac, Aubin, Bouillac et Viviez sont concernées par le risque de transport de matières dangereuses sur les axes ferroviaires. Cet axe relie Rodez à Capdenac, et, comme pour le trafic routier, le risque est lié à la proximité de zones urbanisées et de la voie ferrée.

3. Le risque industriel

D'après le DDRM, de par les implantations à l'écart des zones urbanisées, les enjeux exposés en Aveyron restent limités. Dans le département de l'Aveyron seuls trois établissements industriels sont considérés, en application de la directive Seveso, comme étant des installations à risque : SOBEGAL à Calmont°, SNAM (à Viviez) et LISI Aerospace (à la Rouquette).

Selon le DDRM de l'Aveyron, la Communauté de Communes de Decazeville Communauté n'est pas concernée par le risque industriel.

Notons la présence d'un établissement présentant un statut SEVESO Seuil Bas sur la commune de Viviez. Il s'agit de la société SNAM STE NOUVELLE D'AFFINAGE DES METAUX, soumise au régime de

l'autorisation des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE). Cet établissement devrait passer en Seveso seuil haut prochainement. Il récupère et recycle les batteries en fin de vie. Il présente des risques de rejet de matériaux dangereux (solide ou liquide) dans l'eau et l'atmosphère.

A ce titre, les services de l'Etat effectuant une surveillance particulière des sites classés seveso, celui de la SNAM à Viviez fait l'objet d'un suivi par un comité éponyme depuis près de 10 ans. Il est composé de représentants de l'Etat, des collectivités locales, de riverains et d'associations de protection de l'environnement, de salariés et de la direction du site industriel. Il constitue un cadre d'échange et d'informations sur les actions menées en vue de prévenir les risques, mais aussi de promouvoir l'information au public. Ses membres sont tenus informés des incidents ou accidents survenus

4. Le risque minier

D'après, le DDRM, Dans le département de l'Aveyron, plusieurs concessions de mines de charbon ont été exploitées par les Charbonnages de France (Houillères du Bassin du Centre et du Midi (HBCM)) dans le bassin de Decazeville Aubin. Cette activité minière s'est définitivement arrêtée à la fin de l'année 2007 avec la délivrance des derniers arrêtés relatifs à l'arrêt définitif des travaux miniers.

La présence d'aléas miniers résiduels liés aux anciennes concessions minières ayant été confirmée dans le bassin de Decazeville-Aubin, sur des secteurs à enjeux, il est apparu nécessaire, en application de l'article L. 174-5 du nouveau code minier, d'élaborer un plan de prévention des risques miniers (PPRM). Celui-ci concerne les communes d'Aubin, Auzits, Cransac, Decazeville, Firmi et Viviez. Il a été approuvé par Arrêté Préfectoral en date du 19 juin 2017.

Le Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) est institué par l'article L.174-5 du code minier. Son objectif est de protéger les populations des risques générés par les anciennes exploitations minières, en définissant les règles d'occupation des sols. Un PPRM a été prescrit par arrêté préfectoral du 21 décembre 2012 sur le territoire des communes de Aubin, Auzits, Cransac, Decazeville, Firmi et Viviez. L'aléa en question concerne les mouvements de terrains et les inondations des terrains miniers. Le PPRM a été approuvé le 19 juin 2017 ; son zonage constitue une servitude d'utilité publique et devra être annexé au PLUi.

L'Etat a décidé de mettre en place un PPRM car les anciennes exploitations minières du bassin decazevillois peuvent poser des problèmes en termes de stabilité des sols et de modification du régime des eaux souterraines, et parce que les mises en sécurité des lieux lors de la fermeture des mines par Charbonnages de France, n'ont pas été effectuées correctement.

La ville a été construite sur la mine (pour Firmi, la mine a été creusée sous la ville), plusieurs substances minérales ont été exploitées dans les mêmes périmètres avec des méthodes d'extraction différentes, les galeries sont souvent à faible profondeur et de nombreux aléas se juxtaposent.

Le PPRM prend en compte l'exploitation du gisement houiller (travaux souterrains et découvertes), celle des mines de fer et les

aménagements qui en ont découlé comme les terrils, les verses, les poudrières, les prises de remblais…

Le plan de prévention des risques miniers (PPRM), par l'étendue qu'il prend en compte et les contraintes qu'il impose dans un milieu, pour l'essentiel, fortement urbanisé, occupe dans l'économie générale du PLUI-H une place prépondérante.

III. Les risques et santé

1. La qualité de l'air

Atmo Occitanie a déployé en 2012 un suivi de la qualité de l'air sur la commune de Viviez et alentours afin d'évaluer l'impact des travaux de dépollution des sols chargés en boues d'hydroxydes métalliques. Ce suivi de la qualité de l'air a été mené en partenariat avec l'ex-société de production de zinc à Viviez, UMICORE.

D'après le rapport annuel de 2019 évaluant la qualité de l'air du site de dépollution à Viviez :

Particules en suspension inférieures à 10 microns

L'objectif de qualité et la valeur limite réglementaires définis en moyenne annuelle sont respectés. Les niveaux de particules en suspension observés sur Viviez sont stables par rapport à 2016 et 2017. Les concentrations mensuelles et annuelles sont inférieures aux niveaux de fond relevés sur l'agglomération toulousaine.

Métaux particulaires

Les niveaux moyens annuels respectent les réglementations existantes : valeur cible pour l'arsenic, le cadmium, et le nickel, valeur limite et objectif de qualité pour le plomb. Le zinc ne possède pas de réglementation dans l'air ambiant.

Les concentrations moyennes des 5 métaux particulaires étudiés sont stables ou en légère baisse par rapport à celles observées depuis 2016.

Retombées totales

L'empoussièrement annuel moyen mis en évidence autour du site de mesures à Viviez reste inférieur à la valeur de référence issue de la réglementation allemande (TA Luft) qui définit la limite dans l'air ambiant pour éviter une pollution importante dans un environnement industriel.

A titre informatif, les niveaux respectent également la réglementation française applicable aux installations de carrière.

Les retombées atmosphériques totales sont stables par rapport à l'historique de mesures, en accord avec la tendance observée en fond urbain.

Retombées métalliques

Les empoussièrements annuels moyens mis en évidence autour du site de mesures à Viviez restent inférieurs aux valeurs de référence issue de la réglementation allemande (TA Luft) ou suisse (OPAIR) pour l'ensemble des retombées de métaux dans les poussières (arsenic, cadmium, nickel, et plomb).

Aucune valeur de référence n'est disponible pour le zinc, cependant l'empoussièrement annuel moyen est en baisse par rapport aux mesures réalisées sur les années 2016 et 2017.

Au regard des résultats 2019 et de l'historique de mesure, le suivi pérenne effectué sur Viviez garantit une surveillance de la qualité de

l'air représentative des niveaux rencontrés dans la vallée. Ce suivi sera prolongé en 2020.

En 2019, il n'a pas été mis en évidence d'impacts significatifs des activités de dépollution sur les niveaux de polluants atmosphériques réglementés.

Concernant le zinc (polluant non réglementé dans l'air ambiant), même si les niveaux de ce métal dans les particules et les retombées de poussières diminuent nettement par rapport aux années antérieures (2016 et 2017, suivi à Viviez en parallèle des chantiers de dépollution des sols), ils restent supérieurs à ceux mesurés dans d'autres environnement en Occitanie (milieux urbain et rural).

2. Le risque radon

On entend par risque radon, le risque sur la santé lié à l'inhalation du radon. Ce gaz radioactif, présent naturellement dans l'environnement, est incolore, inodore et émet des particules alpha. Il représente plus du tiers de l'exposition moyenne de la population française aux rayonnements ionisants alpha et bêta. Il est présent partout à la surface de la planète à des concentrations variables selon les régions.

D'après le DDRM, des mesures ont été effectuées sur tout le territoire classant le département de l'Aveyron en zone prioritaire. Ce classement en zone prioritaire impose d'effectuer des mesures de l'activité volumique en radon (mesure de dépistage) et des actions correctives (arrêté du 22 juillet 2004 du code de la santé). Toutes les communes du département sont concernées par le risque radon. Cependant, seules les communes soumises à un risque moyen à élevé sont considérées comme soumises au risque majeur radon. L'ensemble de la communauté de commune est soumis à un risque radon moyen à élevé, et est donc soumis au risque majeur radon.

3. Les nuisances sonores

Sur le secteur de la Communauté de Communes de Decazeville Communauté, les nuisances sonores sont essentiellement générées par le trafic sur les voies de circulation automobile et ferroviaire et par l'activité industrielle.

La carrière de la Madeleine, sur la commune de Saint-Santin, ainsi que l'activité de stockage de déchets métalliques sont susceptibles d'élever le niveau sonore dans leurs abords proches.

Les activités agricoles sont également susceptibles d'être ponctuellement génératrices de bruit. Ainsi, des sources de bruit liées à l'activité agricole se manifestent, notamment par le fonctionnement d'engins agricoles dans les parcelles cultivées.

La voie ferrée reliant Capdenac à Rodez traverse les communes de Aubin, Cransac et Viviez. Elle peut potentiellement générée des nuisances sonores.

Les axes majeurs du secteur sont les routes départementales n°840, traversant l'intercommunalité sur un axe Sud-Est / Nord-Est, et n°221 et 963 traversant l'intercommunalité sur un axe Nord-Sud via Decazeville.

D'après le site de la préfecture de l'Aveyron, d'après le classement sonore des infrastructures d'Aveyron, approuvé par arrêté préfectoral mis à jour du 16 novembre 2016 :

La RD 840 est classée en catégorie 3 sur la majeure partie du territoire de la CC traversé. Le niveau sonore en catégorie 3 au point de référence en période diurne (de 6h à 22h) est situé entre 70 et 76 dB(A) et en période nocturne (de 22h à 6h) entre 65 et 70 dB(A).

La RD 963 est classée en catégorie 4 sur la majeure partie du territoire de la CC traversé (au niveau de Decazeville). Le niveau sonore en catégorie 4 au point de référence en période diurne (de 6h à 22h) est situé entre 65 et 70 dB(A) et en période nocturne (de 22h à 6h) entre 60 et 65 dB(A).

La RD 221 est classée en catégorie 4 sur la majeure partie du territoire de la CC traversé (au niveau de Decazeville et Aubin). Le niveau sonore en catégorie 4 au point de référence en période diurne (de 6h à 22h) est situé entre 65 et 70 dB(A) et en période nocturne (de 22h à 6h) entre 60 et 65 dB(A).

De plus, le territoire est concerné par un bruit de fond. Il s'agit d'un terme donné pour désigner l'existence naturelle ou artificielle d'un phénomène, dont il est nécessaire de connaître l'importance pour mesurer efficacement l'impact d'une activité.

4. Les nuisances visuelles

Il n'existe pas de règlement local de publicité (RLP) sur les communes de l'intercommunalité.

IV. Bilan : Forces et faiblesses

Le tableau suivant permet de mettre en évidence les forces et faiblesses de la Communauté de Communes de Decazeville Communauté vis-à-vis des risques et nuisances :

L'intercommunalité n'est pas concernée par le risque **sismique** ni par le risque **tempête.**

Les communes de la Communauté de Communes ne sont pas concernées par le risque **industriel.**

La qualité de l'air dans le secteur de l'intercommunalité est bonne à l'exception de l'ozone.

Les nuisances visuelles n'apparaissent pas comme un enjeu auquel remédier dans les documents actuels de la Communauté de Communes de Decazeville Communauté.

Un projet de valorisation des **déchets** sur la commune de Viviez est actuellement à l'étude.

L'ensemble des communes est concerné par le **PPR Inondation** du Lot aval. Le risque d'inondation par débordement est donc majeur.

L'intercommunalité présente une sensibilité vis-à-vis du risque inondation par remontée de nappe dans les **sédiments.**

Les communes de Decazeville, Firmi, Livinhac-le-Haut, Almont-les-Junies, Saint Santin et Cransac sont concernées par un risque de remontée de nappe dans le **socle.**

La Communauté de Communes de Decazeville Communauté est concernée par le risque **retrait/gonflement des argiles**. Il est moyen dans certains secteurs.

L'ensemble des communes est concerné par le risque de **mouvement de terrain.**

Les communes en bord du Lot sont concernées par le risque de **rupture de barrage.**

La majorité des communes de l'intercommunalité sont concernées par le risque de **transport de matières dangereuses.**

Un **PPR Minier** est en cours d'élaboration.

De nombreux établissements sont susceptibles de **polluer les sols** de l'intercommunalité.

La **pollution lumineuse** est importante au niveau du Bassin industriel de Decazeville Aubin.

Les **nuisances sonores** peuvent être générées par différentes sources

V. Enjeux

Les enjeux s'appuient sur les qualités et les dysfonctionnements observés durant l'étude des bases de données actualisées, et des constats ayant été possibles sur le terrain.

Ces enjeux sont exprimés en fonction de leur traductibilité dans les zonages, les règlements et les OAP.

Sont ici particulièrement pris en compte les risques liés aux inondations, retrait et gonflement d'argiles, mouvement des terrains, rupture de barrage, pollution lumineuse et nuisance sonore.

ENJEU 3 : Choisir une urbanisation raisonnée, à l'abri des secteurs à risque

- **Conjuguer secteurs d'habitations et secteurs à aléa faible à nul de risques**
- **Accompagner par des mesures techniques liées aux modes de construction** les futures constructions en secteur à risque faible (vide sanitaire, conseils techniques spécifiques…)
- **Retrouver des espaces naturels** sur les secteurs inondables
- **Favoriser les liaisons douces** permettant de réduire l'usage de la voiture

D. NUISANCES ET POLLUTIONS

I. Les pollutions

1. La pollution de l'air

L'Observatoire Régional de l'Air en Midi-Pyrénées (ORAMIP) est un observatoire agréé par l'Etat afin de surveiller la qualité de l'air en Midi-Pyrénées.

a) Les pics de pollution significatifs

La concentration maximale en ozone pour le département de l'Aveyron, a été observée au cours de la journée du 10 juillet 2015 avec 146 µg/m^3 en moyenne horaire.

b) Les évaluations

Une station de mesure de la qualité de l'air est présente sur la commune de Viviez. L'ORAMIP assure la surveillance du chantier de dépollution UMICORE. Le suivi dans l'air concerne les particules, les métaux et les retombées totales.

Sur la base des mesures réalisées en 2015, selon l'ORAMIP, la règlementation est respectée pour les métaux (arsenic, cadmium, plomb). Les niveaux de cadmium dans l'air se sont nettement améliorés en 2015. Pour l'ozone, l'objectif de qualité n'a pas été respecté en 2015 dans l'Aveyron comme dans toute la région.

2. Les pollutions des sols

La base de données BASOL recense les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) nécessitant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif. Sept sites sont localisés sur la Communauté de Communes de Decazeville Communauté :

- La décharge du Ruau, commune d'Aubin. Ce site est une ancienne friche industrielle de 2,5 ha environ concernée par la plateforme de Decazeville. Une pollution au chrome a été identifiée dans les sols.
- La centrale de Boisse-Penchot. Ce site est une ancienne centrale thermique de 60 MW, âgée de 40 ans et fonctionnant au charbon. Une pollution en divers métaux lourds a été identifiée dans le réseau d'eau pluviale.
- Un ancien site de dépôt d'hydrocarbures sur la commune de Cransac, exploité par SOFT (Sud-Ouest Fioul Total). D'une superficie de 9 700 m² sur la plateforme du bassin de Decazeville, des pollutions aux hydrocarbures ont été identifiées dans les sols.
- Un ancien atelier (STE EIS) de réparation de transformateurs électriques. Située sur la plateforme du bassin à Decazeville, l'activité du site a cessé en 1997. La pollution des sols est générée par le baryum, le cuivre, l'arsenic, le PCB-PCT et le plomb.
- La plateforme du bassin de Decazeville qui couvre les 5 communes de l'intercommunalité et une superficie de 20 000 ha. Une pollution par des métaux lourds est présente : cadmium, chrome, cyanure et hydrocarbures.

- La ZI du Centre, ancienne zone industrielle de la sidérurgie, située sur la commune de Decazeville. Des pollutions aux H.A.P. (hydrocarbures) et PCB-PCT ont été identifiées.
- La Gravière de Grand Champ sur la commune de Flagnac. Ce site est une ancienne gravière dans laquelle ont été entreposées des cendres et des mâchefers de la centrale thermique de Boisse-Penchot. Une pollution des sols par divers métaux lourds a été identifiée.

La nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) rassemble les activités (industrielles et agricoles) susceptibles d'entrainer un risque pour l'environnement ou la population. Suivant la nature des produits stockés et l'activité menée, les ICPE peuvent être soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation par arrêté préfectoral entrainant des aménagements, contrôles et suivis spécifiques. Sur la Communauté de Communes de Decazeville Communauté, plusieurs activités sont soumises à la législation des ICPE.

Le développement des volumes de production et de nouvelles fabrications (le zinc à Viviez à partir de 1855, la sidérurgie à Aubin en 1847, la carbochimie à la fin du XIXe siècle à Cransac et à Decazeville) conduit à une forte empreinte environnementale. En 1971, les rejets quotidiens du territoire dans les eaux du Lot sont encore impressionnants : quelque 20 tonnes de matières en suspension (la poussière de charbon pour l'essentiel), 13 tonnes de sulfates (composés de soufre), 5 tonnes de fer, 6,5 tonnes de zinc, 290 kilos de cuivre et 250 kilos de cadmium.

Un certain nombre de mesures est pris dès la fin du XIXe siècle pour limiter l'impact des pollutions industrielles et urbaines, leur portée reste néanmoins limitée. Il faudra attendre les débuts des années 1970 pour qu'un ensemble législatif permette des avancées certaines dans le domaine des pollutions de l'air et des cours d'eau. Quelques industriels développent une politique volontariste, les collectivités locales se regroupent pour mieux gérer l'assainissement à l'échelle intercommunale (syndicat à vocation unique Aubin-Decazeville puis communauté de communes).

Si les stigmates paraissent encore importants aujourd'hui (pollution des sols et des eaux), les remédiations des sols et des eaux souterraines engagées depuis plus de dix ans ont donné des résultats probants. Ces mesures complétées par le développement de différentes politiques en matière d'environnement menées par l'Etat (réglementation et suivi des pollutions), les collectivités et les industriels redessinent, par touches successives, les paysages du territoire de Decazeville Communauté et apportent une qualité environnementale encore trop méconnue.

Commune	N°	Nom	Type d'activité	ICPE
Aubin	1	AMBELIO	Fabrication de charpentes et autres menuiseries	Inconnu
	2	BOVIVIANDE	Transformation et conservation de viande de boucherie	Inconnu
	3	CC DU BASSIN DE DECAZEVILLE AUBIN	Collecte de déchets dangereux et non dangereux	Enregistrement
	4	MOLENAT BOIS SAS	Travail et fabrication d'articles en bois	Autorisation
	5	SYNDICAT INTERCOMMUNAL AUBIN CRANSAC	Dépôt de déchets ménagers	Inconnu
Almont-les-Junies	6	COSTE JEAN-LOUIS	Porcherie	Enregistrement
	7	DAYNIEZ GINETTE	Porcherie	Enregistrement
	8	DELAGNES ANDRE	Porcherie	Enregistrement
	9	EARL DES GOUGNOUS	Porcherie et élevage bovin	Enregistrement
	10	EARL LES JUNIES	Porcherie	Enregistrement
	11	GAEC DE LA BESSENOITS	Porcherie	Enregistrement
Boisse Penchot	12	SARL PEZET	Activité de stockage et récupération de déchets de métaux et résidus métalliques	Autorisation
Bouillac	13	GAYRALD CHRISTIAN	Porcherie	Enregistrement
Cransac	/	/	/	/
Decazeville	14	COMMUNE DE DECAZEVILLE	Stockages de déchets inertes	Enregistrement
	15	MAIRIE DE DECAZEVILLE	Stockage et traitement des ordures ménagères	Inconnu
	16	REGIE LINGE DEVELOPPEMENT (RLD1)	Autres services personnels	Autorisation
	17	SAFIP	Sciage et rabotage du bois	Inconnu

	18	SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS	Stockage de déchets inertes	Enregistrement
Flagnac	19	EARL LES JUNIES	Porcherie	Enregistrement
	20	GAEC DE JAMMES	Porcherie	Enregistrement
Firmi	21	ETS BOURDONCLE	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	Autorisation
	22	GAEC DE LA BESSENOIT	Elevage porcin	Enregistrement
Livinhac-le-Haut	23	EARL DU PEYSSI	Porcherie	Enregistrement
Saint Parthem	24	SCEA BROALDIE	Porcherie	Enregistrement
Saint Santin	25	LACOMBE GERAUD	Porcherie	Enregistrement
	26	SABLIERE DE LA MADELEINE	Carrière de granulat (Andésite)	Autorisation
Viviez	27	CASS AUTO BASSIN	Destruction, entretien et vente de pièce auto	Enregistrement
	28	SAM STE AVEYRONNAISE DE METALLURGIE	Métallurgie	Autorisation
	29	SAS UMICORE BUILDING PRODUICTS FRANCE	Métallurgie	Autorisation
	30	SECHE ECO SERVICES	Métallurgie	Autorisation
	31	SNAM STE NOUVELLE D'AFFINAGE DES METAUX	Métallurgie	Autorisation (Seveso seuil bas)
	32	SOPAVE	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation
	33	SOUD'ETAIN ET DERIVES	Fonderie d'autres métaux non ferreux	Autorisation

La carte ci-après localisation les ICPE sur le territoire intercommunal.

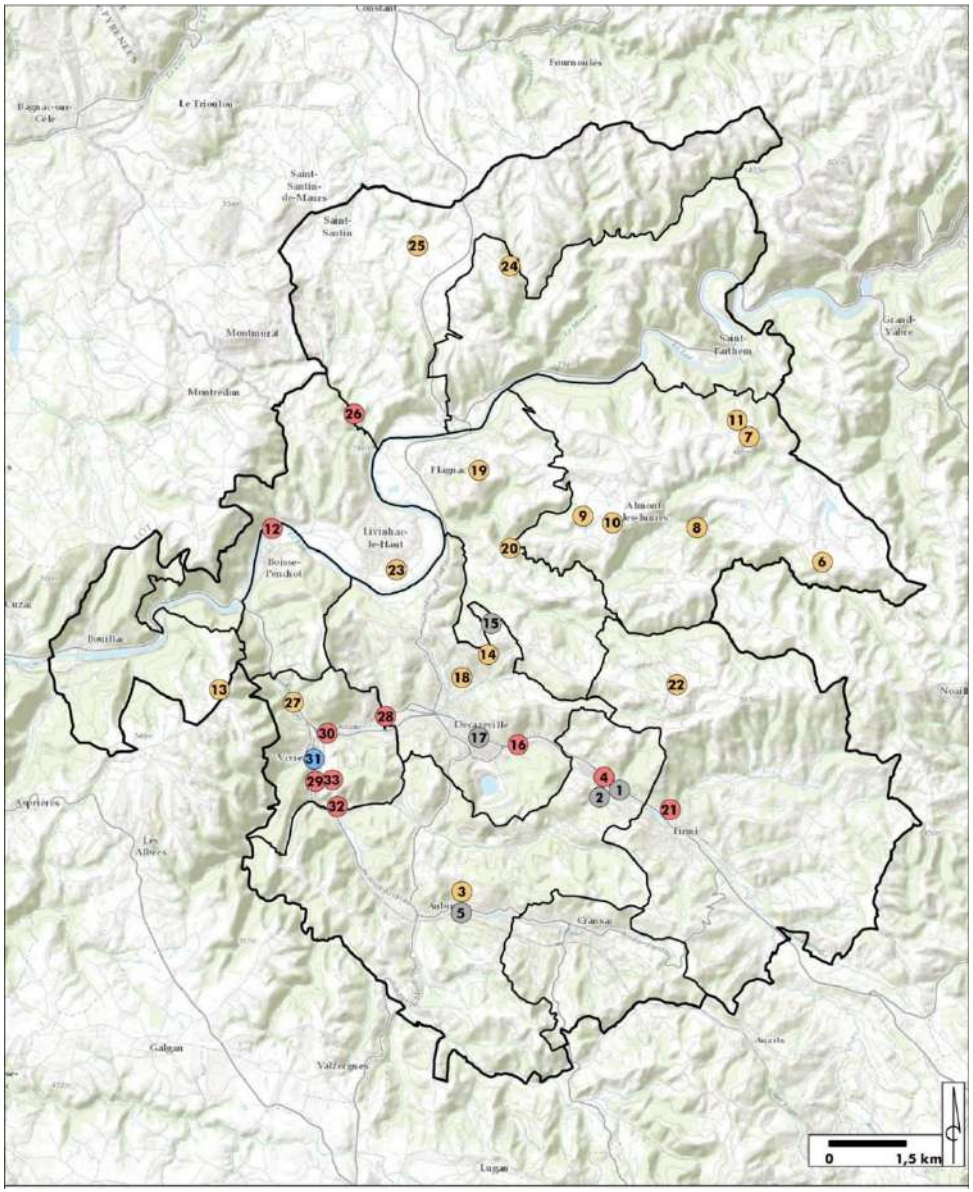
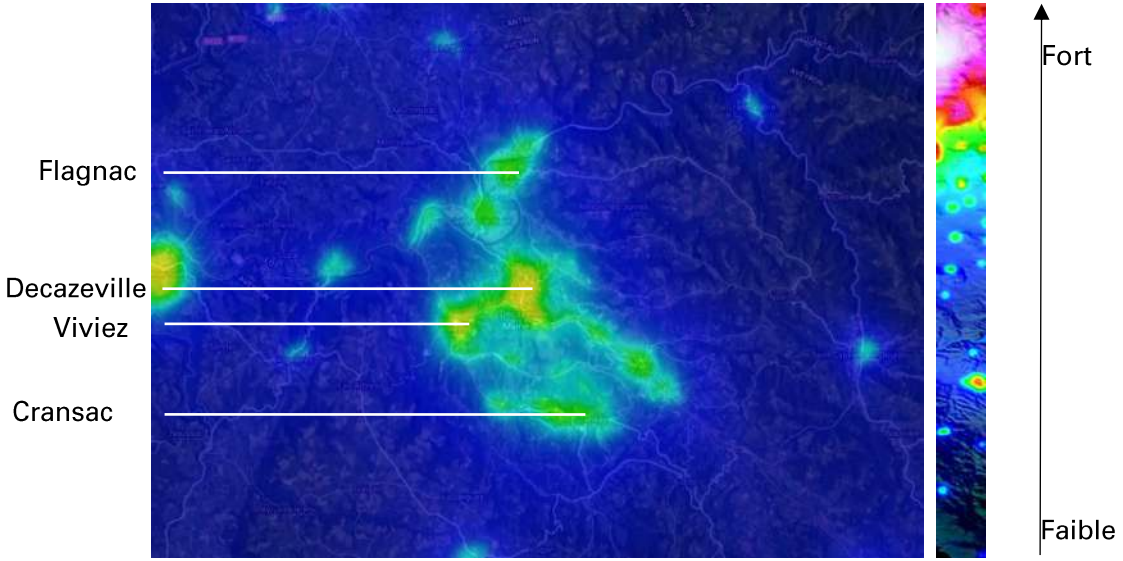


Figure 27 : Localisation des ICPE sur l'intercommunalité de Decazeville Communauté, source serveur ArcGis (WorldTopo Map).

3. La pollution lumineuse

La Communauté de Communes de Decazeville Communauté se trouve en zone urbaine avec une population de plus de 19 500 habitants en 2014 et une densité de population de 104 hab/km².Ce bassin industriel émet un flux lumineux important.

Les émissions lumineuses sont essentiellement générées par l'éclairage public des villes et villages du secteur avec un pôle majeur émetteur de flux lumineux au niveau du bassin de Decazeville. Cette zone regroupe une importante part de l'habitat et des activités économiques et commerciales du département. Elle est ainsi à l'origine d'émissions lumineuses liées à l'éclairage des logements et à l'éclairage public (voiries, centres commerciaux...).



II. La gestion des déchets

La Communauté de Communes du Decazeville Communauté gère la collecte des déchets sur les 12 communes.

Le transport et l'élimination des déchets est à la compétence du SYDOM de l'Aveyron, le syndicat départemental de traitement des ordures ménagères. Depuis le quai de transfert La Romiguière à Decazeville, une partie des déchets sont évacués vers le centre de traitement de Labessière-Candeil (81). Le gaz produit par la fermentation des déchets est valorisé en énergie. Une autre partie des déchets est redirigée vers la commune de Graulhet dans le Tarn (81), pour leur traitement et élimination.

Les déchets recyclables sont envoyés vers le Centre de Tri de Figeac (46) pour y être triés par matériau puis redirigés vers les filières de valorisation adaptées.

Les verres, les papiers et les textiles sont collectés par des bornes en « apport volontaire » et redirigés vers des filières de recyclages adaptées.

Les habitants de l'intercommunalité ont accès à la déchèterie intercommunale du Montet, située à Aubin, pour la collecte des déchets encombrants et des déchets toxiques, et à celle de Flagnac pour les gravats, les encombrants, les déchets verts, les colonnes de tri (verre, papier, carton) et les déchets ménagers spéciaux.

Rappelons qu'à ce jour, le centre de traitement des déchets de Labessière-Candeil, dans le Tarn, connait des contraintes de

saturation. Un projet de valorisation de biogaz sur la déchetterie de la Vieille Montagne à Viviez est en phase de discussion. Il est porté par les entreprises aveyronnaises Séché Environnement et Sévigné sur la base du projet Solena (Solutions environnementale pour l'environnement).

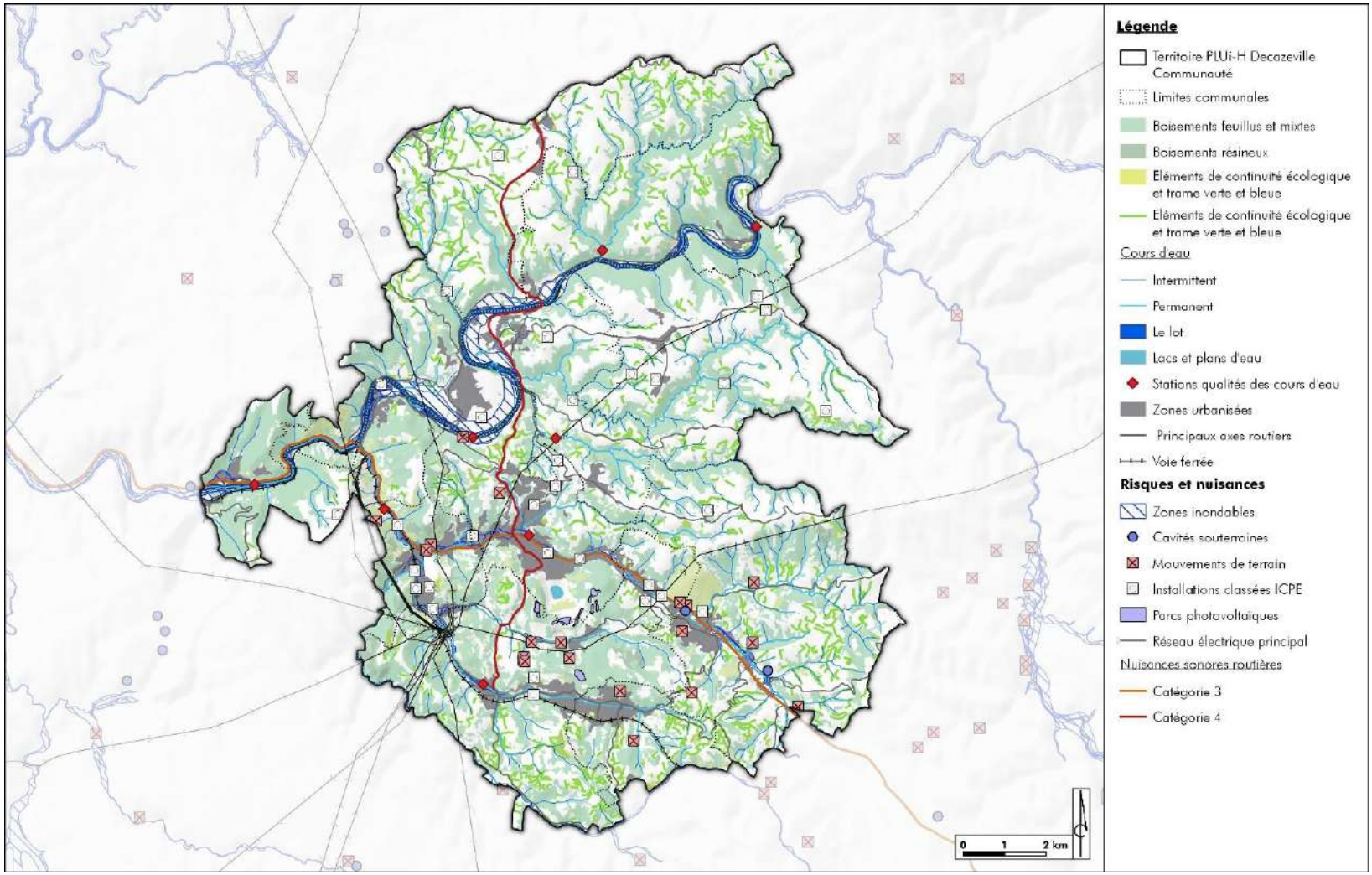


Figure 28 : Carte synthétique des risques et nuisances du territoire intercommunal, réalisation : Artifex

Cette carte n'est pas exhaustive mais permet de rassembler et localiser des enjeux environnementaux importants liés aux risques et aux nuisances, mais aussi aux ressources.

E. MILIEU NATUREL

I. Etude bibliographique

1. Les zonages écologiques réglementaires et de gestion

a) Les sites Natura 2000

Selon l'article L.414-1 du code de l'environnement « Les sites Natura 2000 font l'objet de mesures destinées à conserver ou à rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et les populations des espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié leur délimitation. Les sites Natura 2000 font également l'objet de mesures de prévention appropriées pour éviter la détérioration de ces mêmes habitats naturels et les perturbations de nature à affecter de façon significative ces mêmes espèces. »

Ainsi, les sites Natura 2000 constituent un réseau écologique européen cohérent de sites naturels, dont l'objectif principal est de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, dans une logique de développement durable. Cet objectif peut requérir le maintien, voire l'encouragement, d'activités humaines adaptées.

Le réseau Natura 2000 est composé :

- des **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** nominées au titre de la Directive Européenne 2009/147/CE du 30 novembre 2009

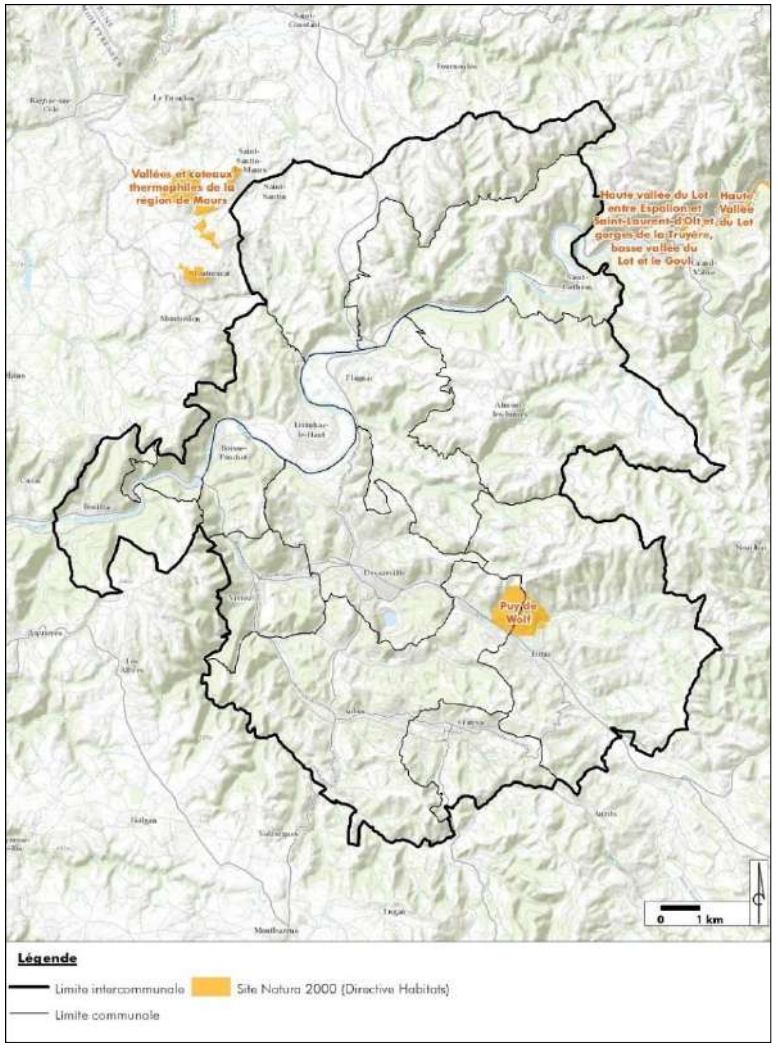


Figure 29 : Zonages Natura 2000, sources ArcGis (World Topo Map), DREAL Midi-Pyrénées, INPN, réalisation Artifex

concernant la conservation des oiseaux sauvages **(Directive Oiseaux) ;**

- des **Zones Spéciales de Conservation (ZSC),** des Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) ou des propositions de Sites d'Intérêt Communautaire (pSIC), nominés au titre de la Directive Européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage **(Directive Habitats).**

Le tableau suivant présente l'analyse écologique entre le territoire intercommunal et le site Natura 2000 FR 7300875 « Puy de Wolf » recensé.

Type de site Natura 2000	Distance avec l'intercommunalité	Caractéristiques	Enjeu
FR7300875 -Puy de Wolf			
ZSC (Directive Habitats)	Site Natura 2000 localisé sur les communes de Firmi et Aubin	Le massif de Puy de Wolf a été identifié comme l'un des gisements de serpentine les plus importants de France. Cette roche métamorphique induit le développement d'une végétation arbustive et herbacée singulière. Les pratiques agricoles extensives ont permis le bon état de conservation de cette zone. Trois habitats d'intérêt communautaire ont été identifiés et s'expriment en mosaïque sur le site Natura 2000 (aucun habitat prioritaire) : - Formations à *Genista purgans* montagnardes (Code Natura 2000 : 5120) - Végétation chasmophytique des pentes rocheuses siliceuses (Code Natura 2000 : 8220) - Pelouses pionnières sur dômes rocheux (Code Natura 2000 : 8230)	Fort Trois habitats d'intérêt communautaire ont été identifiés sur les communes de Firmi et Aubin. ➔ une notice d'incidence Natura 2000 devra être réalisée.

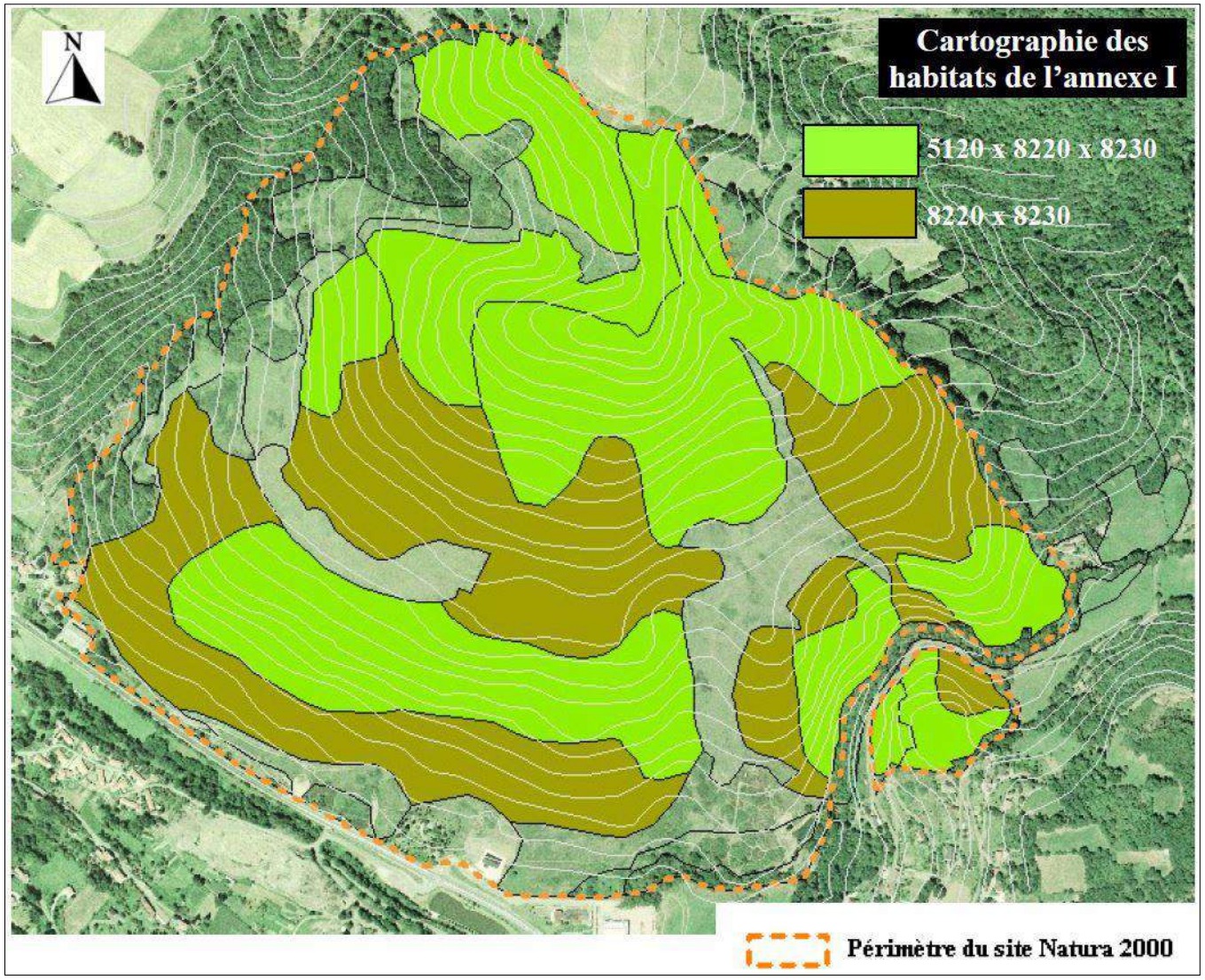


Figure 30 : Cartographie des habitats de l'annexe I sur le site Natura 2000 Puy de Wolf, source Département de l'Aveyron, réseau Natura 2000.

5120 : Formations à *Genista purgans* montagnardes

8220 : Végétation chasmophytique des pentes rocheuses siliceuses

8230 : Pelouses pionnières sur dômes rocheux

Deux autres sites Natura 2000 ont été identifiés à proximité de la communauté de communes :

La ZSC **« Vallées et coteaux thermophiles de la région de Maurs » (FR8301065)** est localisée à moins d'1 km au Nord-Ouest de la commune de Saint-Santin. Ce site est caractérisé par une mosaïque d'habitats bocagers regroupant des pelouses sèches, des prairies de fauche et de pâture, des landes et des boisements. Des espèces floristiques remarquables ont été recensées sur les milieux ouverts.

La ZSC « **Haute vallée du Lot entre Espalion et Saint-Laurent-d'Olt et gorges de la Truyère, basse vallée du Lot et le Goul » (FR 7300874)** est localisée à environ 3 km à l'Est du territoire intercommunal. Ce site comprend une partie de la vallée du Lot ainsi que deux de ses affluents (la Truyère et le Goul). Ce site présente des habitats aquatiques, forestiers et des milieux ouverts d'intérêt communautaire pour la conservation de deux espèces : la Loutre d'Europe (*Lutra lutra*) et le Chabot (*Cottus gobio*).

b) Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

Aucun APPB n'est localisé sur la communauté de communes ou à proximité.

c) Les réserves naturelles

Aucune réserve naturelle n'est localisée sur la communauté de communes ou à proximité.

d) Les parcs naturels

Aucun parc naturel n'est localisé sur la commune ou à proximité.

2. Les zonages écologiques d'inventaires

La carte suivante localise les différents zonages écologiques d'inventaires dans un rayon de 5 km autour de la communauté de communes.

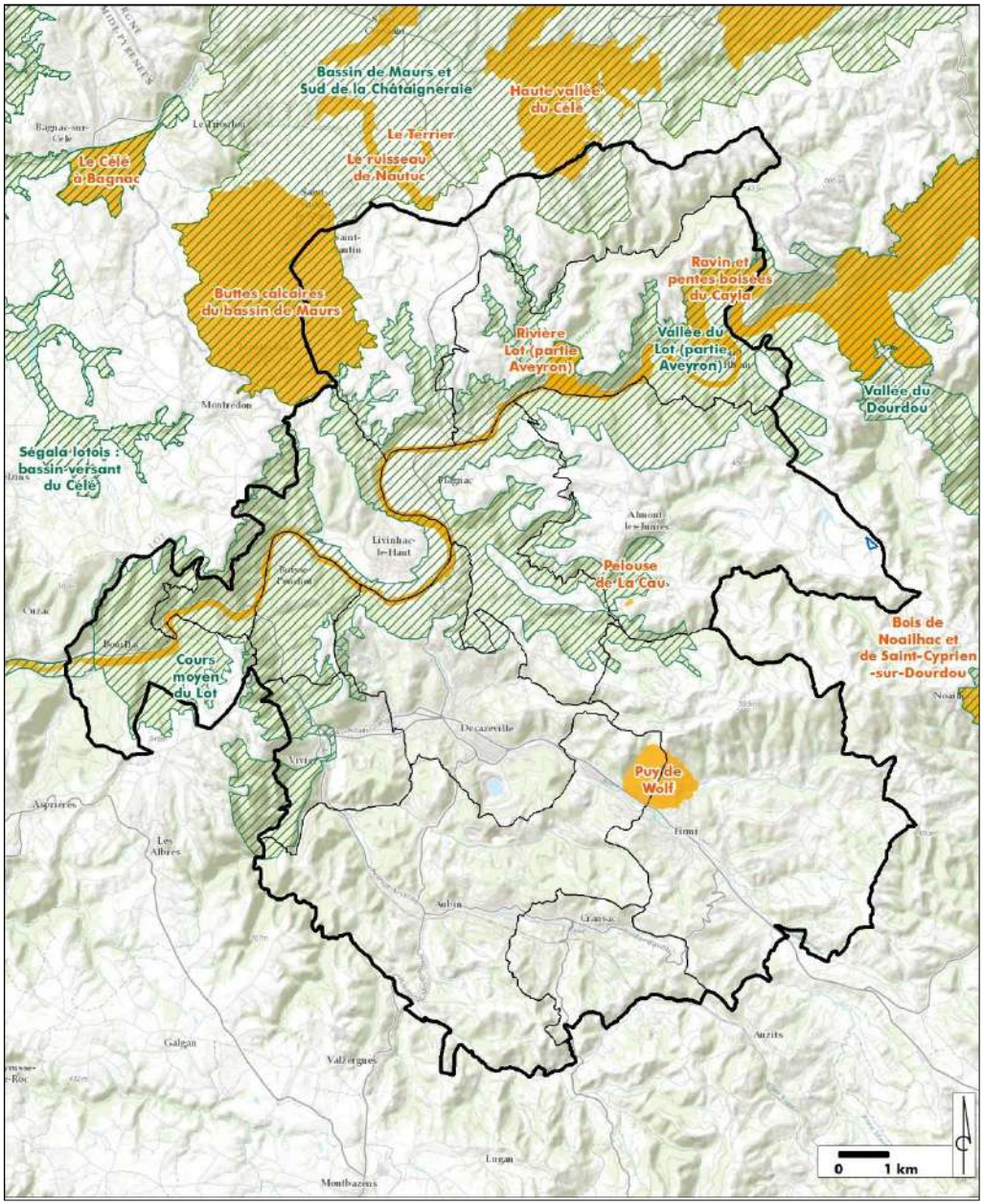


Figure 31 . Zonages écologiques d'inventaires, sources ArcGis (World Topo Map), DREAL Midi-Pyrénées, INPN

a) Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologiques, Faunistiques et Floristiques (ZNIEFF)

Les **Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)** constituent un inventaire du patrimoine naturel à l'échelle nationale. Cet inventaire a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation.

On distingue 2 types de ZNIEFF :

- **Les ZNIEFF de type 1 :** secteurs de grand intérêt biologique ou écologique;
- **Les ZNIEFF de type 2 :** grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

La sensibilité d'un tel zonage vis-à-vis du territoire intercommunal est avérée lorsque les **espèces déterminantes,** c'est-à-dire les espèces ayant justifiées la désignation « ZNIEFF », sont susceptibles d'être présentes sur le territoire et / ou susceptibles d'y effectuer tout ou partie de leur cycle de vie.

Le tableau suivant présente l'analyse écologique entre le territoire intercommunal et les ZNIEFF type I et type II recensées :

Type de ZNIEFF	Distance avec l'intercommunalité	Caractéristiques
730011379 - Puy de Wolf		
ZNIEFF de type I	Localisée sur les communes de Firmi et Aubin.	Cette ZNIEFF se superpose au site Natura 2000 du même nom, les composantes et les enjeux sont donc sensiblement identiques. Espèces déterminantes : oiseaux, plantes
730011380 - Rivière Lot (partie Aveyron)		
ZNIEFF de type I	Localisée sur les communes limitrophes au Lot	Cette ZNIEFF correspond à la rivière le Lot qui comprend son lit mineur ainsi que les coteaux attenants. Les paysages correspondent donc au cours d'eau proprement dit, à la ripisylve et aux zones forestières et agricoles composées essentiellement de prairies mésophiles. Des affleurements rocheux et des falaises font également partie de la composante paysagère de cette ZNIEFF. **Espèces déterminantes :** malacostracées, mammifères, oiseaux, poissons, champignons, plantes
730030098 - Pelouse de la Cau		

Type de ZNIEFF	Distance avec l'intercommunalité	Caractéristiques
ZNIEFF de type I	Localisée sur la commune d'Almont-les-Junies	Il s'agit d'une petite pelouse sur laquelle se trouvent quelques affleurements rocheux de serpentine. Elle se situe au niveau d'une crête, à quelques kilomètres au nord d'un des plus importants gisements de serpentine de France : le puy de Wolf. Espèces déterminantes : plantes.
730030104 - Ravin et pentes boisées du Cayla		
ZNIEFF de type I	Localisée sur la commune de Saint-Parthem	Le site est essentiellement constitué de milieux fermés. Il prend en compte les versants boisés de type forêts caducifoliées, les falaises, ainsi que des milieux de landes qui constituent un habitat favorable à la présence du Lézard ocellé (*Timon lepidus*). Les boisements et falaises sont des habitats de reproduction d'espèces de rapaces déterminantes sur le site, comme le Faucon pèlerin (*Falco peregrinus)*, l'Aigle Botté (*Hieraaetus pennatus)* et le Grand-Duc d'Europe *(Bubo bubo)*. L'ensemble du site peut être utilisé par les rapaces comme zone de chasse tel que le Circaète Jean-le-Blanc (*Circaetus gallicus)*. Espèces déterminantes : Oiseaux, reptiles
830009915 - Les Buttes calcaires du bassin du Maurs		
ZNIEFF de type I	Localisée sur la commune de Saint-Santin	Cette ZNIEFF est caractérisée par une succession de collines agricoles où quelques secteurs humides ont été recensés. Espèces déterminantes :
830009036 - Haute vallée du Célé		
ZNIEFF de type I	Localisée sur la commune de Saint-Santin	Il s'agit d'une vallée agricole encaissée où les affluents du Célé prennent leurs sources. Ces talwegs boisés sont les refuges d'une forte diversité floristique et faunistique. **Espèces déterminantes :** Oiseaux, reptiles, plantes
730030033 - Vallée du Lot (partie Aveyron)		

Type de ZNIEFF	Distance avec l'intercommunalité	Caractéristiques
ZNIEFF de type II	Cette ZNIEFF est en partie localisée sur les communes limitrophes au Lot	Il s'agit de la partie médiane du cours du Lot qui prend sa source sur les hauteurs de la Lozère et va se jeter dans la Garonne au niveau du département du Lot-et-Garonne. Cette partie de rivière serpente dans une vallée parfois encaissée, taillée dans des roches acides où le schiste domine. Même si la vallée est utilisée pour les activités humaines, les versants pentus sont souvent boisés avec des escarpements rocheux apparents. La rivière et ses affluents sont des éléments importants du paysage, partagé entre le bocage, la forêt de feuillus et un habitat diffus. **Espèces déterminantes :** amphibiens, insectes, malacostracées, mammifères, oiseaux, poissons, reptiles, champignons, plantes
730010998 - Cours moyen du Lot		
ZNIEFF de type II	Cette ZNIEFF est en partie localisée sur les communes limitrophes au Lot	Cette ZNIEFF linéaire inclut la moyenne vallée du Lot, des environs de Cahors jusqu'à Bouillac. Cette vaste zone concerne essentiellement le lit mineur rassemblant des milieux alluviaux (cours d'eau, boisements alluviaux, bancs d'alluvions, bras morts), mais également des secteurs de coteaux secs calcaires (forêts de ravins et falaises calcaires notamment), totalisant ainsi sept habitats déterminants. **Espèces déterminantes :** insectes, mammifères, oiseaux, poissons
830007464 - Bassin des Maurs et Sud de la Chataigneraie		
ZNIEFF de type II	Localisée sur la commune de Saint-Santin	Cette ZNIEFF totalise 12 habitats déterminants, avec des secteurs boisés (Châtaigneraie, Hêtraies, Aulnaies-Frênaies…), des milieux ouverts (Tourbières hautes, pelouses médio-européennes, prairies sèches) mais également des landes et des habitats de falaises siliceuses permettant le développement d'une faune et d'une flore diversifiée et emblématique. **Espèces déterminantes :** bivalves, insectes, malacostracées, mammifères, oiseaux, plantes

b) Les Zones d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Aucune ZICO n'est localisée sur la communauté de communes ou à proximité.

c) Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Aucun ENS n'est localisé sur la communauté de communes.

d) Les zones humides

Trente-deux zones humides ont été identifiées par l'ADASEA d'Oc, antenne Aveyron sur les communes de Firmi, d'Aubin, de Cransac. D'autres inventaires sont en cours sur 2021 pour compléter les données Zones humides à l'échelle du territoire intercommunal.

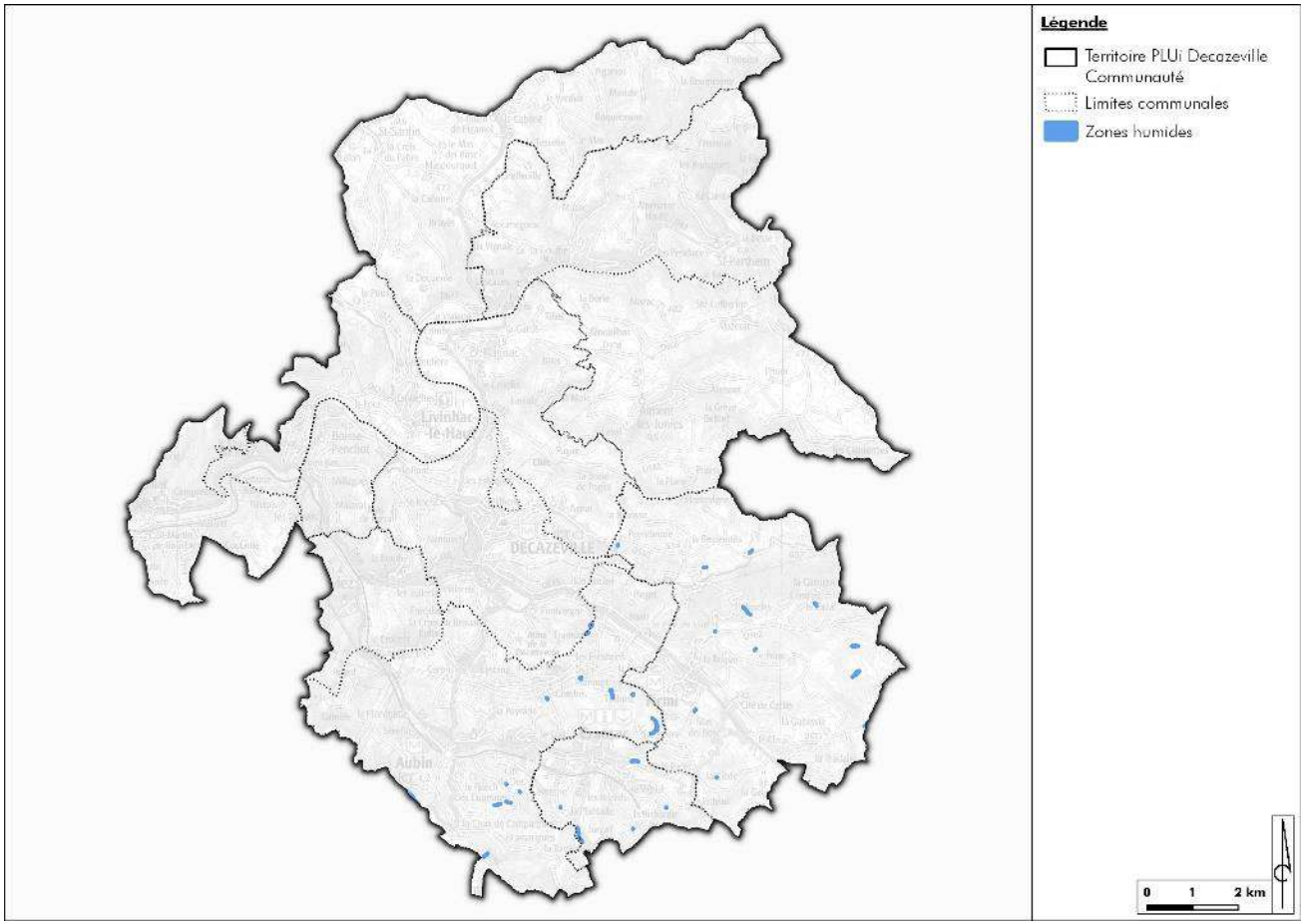


Figure 32 : Zones humides, sources ADASEA d'Oc – antenne d'Aveyron, réalisation : Artifex 2021

3. Autres données

a) Données de l'association Nature Midi-Pyrénées

La base de données BAZNAT consultée en 2016, mise en ligne par l'association Nature Midi-Pyrénées, mentionne plusieurs espèces protégées sur l'intercommunalité.

Mammifères Genette commune, *Genetta genetta* Ecureuil roux, Sciurus vulgaris Loutre, Lutra lutra Oiseaux Buse variable, *Buteo buteo* Hirondelle de fenêtre, *Delichon urbicum* Rossignol philomèle, *Luscinia megarhynchos* Sérin cini, Serinus serinus Flore Notholena de Maranta (zone Natura 2000)	Reptiles et amphibiens Couleuvre d'Esculape, *Zamenis longissimus* Couleuvre verte et jaune, *Hierophis viridiflavus* Couleuvre vipérine, *Natrix maura* Crapaud accoucheur, *Alytes obstetricans* Crapaud calamite, *Epidalea calamita* Crapaud commun, *Bufo bufo* Grenouille agile, *Rana dalmatina* Grenouille rousse, *Rana temporaria* Grenouille verte, *Pelophylax sp* Lézard des murailles, *Podarcis muralis* Lézard ocellé, *Timon lepidus* Lézard vert occidental, *Lacerta bilineata* Pélodyte ponctué, Pelodytes punctuatus Salamandre tachetée, *Salamandra salamandra*

b) Données du conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées

Dans le cadre de l'Observatoire de la biodiversité de Midi-Pyrénées, le conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées diffuse ses données d'observations sur SILENE-Flore (consultée en 2016).

Carex brevicollis DC.	Liste rouge : quasi-menacée Déterminante ZNIEFF en Midi-Pyrénées
Cytisus scoparius L.	Liste rouge : Non applicable
Euphorbia flavicoma subsp. Costeana Rouy.	Liste rouge : vulnérable Déterminante ZNIEFF en Midi-Pyrénées Espèce protégée en Midi-Pyrénées
Leucanthemum meridionale Legrand	Liste rouge : vulnérable Déterminante ZNIEFF en Midi-Pyrénées Espèce protégée en Midi-Pyrénées
Rosa gallica L.	Liste rouge : données insuffisantes Déterminante ZNIEFF en Midi-Pyrénées Espèce protégée sur le territoire français
Ruscus aculeatus L.	Liste rouge : préoccupation mineure

4. Bilan des zonages écologiques

Type	Nom	Enjeu
Site Natura 2000 (Directive Habitats)	FR7300875 -Puy de Wolf	Habitats et espèces à enjeux sur l'intercommunalité
ZNIEFF de type I	730011379 - Puy de Wolf	
	730011380 - Rivière Lot (partie Aveyron)	
	730030098 - Pelouse de la Cau	
	730030104 - Ravin et pentes boisées du Cayla	
	830009915 - Les Buttes calcaires du bassin du Maurs	
	830009036 - Haute vallée du Célé	
ZNIEFF de type II	730030033 - Vallée du Lot (partie Aveyron)	
	730010998 - Cours moyen du Lot	
	830007464 - Bassin des Maurs et Sud de la Chataigneraie	
Zone humide	Une zone humide (prairie) identifiée sur la commune de Saint-Parthem	Zone humide à conserver
Espèces protégées	Base de données BAZNAT	Espèces faunistiques et floristiques protégées
	Base de données SILENE - Flore	

II. Habitats naturels et semis-naturel identifiés

1. Milieux ouverts

a) Prairies mixtes

Description : Les prairies de fauche et de pâture constituent la matrice dominante en termes d'occupation du sol des milieux ouverts. Elles sont souvent intégrées à un vaste réseau bocager arboré, mais sont parfois en déprise agricole. Différents types de prairies ont été recensées sur le territoire.

La plupart des prairies semblent faire l'objet d'une **gestion mixte alternant fauche et pâturage**. Il s'agit de pâturage bovin. La majorité des prairies de fauche semblent être semées et sont ainsi dominées par les poacées comme le fromental élevé, les bromes ou les pâturins.

Les prairies exclusivement pâturées sont, quant à elle, occupées une majeure partie du temps par les herbivores. Les milieux sont piétinés et la flore y est peu développée. L'aspect hétérogène de ces prairies est formé par des touffes plus hautes dû au refus du bétail, et de zones plus rases, plus broutées et piétinées. Les animaux jouent un rôle important sur l'habitat : ils choisissent leurs nourritures, broutent selon leurs caractéristiques propres, piétinent le sol réduisant ainsi sa porosité et sa perméabilité. Le pâturage intensif déstructure l'habitat : une fumure excessive banalise le milieu en sélectionnant les espèces les plus nitrophiles.

Intérêt floristique : Ce type de prairies n'a pas d'intérêt patrimonial majeur. Les espèces végétales qui y sont généralement inféodées ne présentent pas de caractère de rareté lorsque les prairies sont



Prairie non fauchée, Firmi, source Artifex



Prairie de fauche et de pâture, source Artifex



Bocage, Aubin, source Artifex



Prairies fauchées, Firmi, Artifex

améliorées (et donc semées). Cependant, elles constituent des milieux ouverts d'intérêt local, permettant l'expression de la flore spontanée.

Intérêt faunistique : Par leur diversité en espèces végétales et donc en fleurs, les prairies de fauche attirent particulièrement l'entomofaune, et notamment les lépidoptères. Lorsqu'elles sont entourées de haies ou boisements, les pâtures sont aussi fréquentées par des oiseaux remarquables. Les lisières peu perturbées exposées Sud, à l'interface des haies et des prairies, sont quant à elles, propices aux reptiles.

b) Cultures

Description : Les parcelles agricoles, ponctuelles sur le territoire sont principalement localisées en plaine alluviale du Lot ou sur les crêtes. Il s'agit essentiellement de cultures céréalières de blé et maïs. Plus ponctuellement des cultures maraîchères se sont implantées au bord du Lot. De par leurs grandes tailles et leurs modes de gestion, ces milieux ne présentent pas de caractéristiques écologiques particulières.

Intérêt floristique : Ces milieux sont caractérisés par une très faible diversité compte tenu des techniques culturales mises en œuvre (labour, amendement, traitements phytosanitaires). Les bordures des champs accueillent toutefois des populations d'adventices, avec plusieurs espèces messicoles intéressantes.

Intérêt faunistique : Dans la mesure où ces milieux font l'objet de fréquentes perturbations d'origine anthropique, leur intérêt vis-à-vis de la reproduction de la faune est très limité. Des oiseaux assez communs sont susceptibles d'y nicher, mais avec un risque non négligeable de destruction des couvées. En période hivernale, les chaumes offrent une source de nourriture. A noter que ces espèces nichent dans les arbres, et nécessitent donc la présence de boisements et haies à proximité afin d'effectuer leur cycle biologique complet.



Culture maraîchère, Decazeville, Artifex



Culture de plaine alluviale, Livinhac-le-Haut, source Artifex

2. Milieux landicoles et fourrés

a) Landes à callunes

Description : Les landes sont composées de formations ligneuses basses dominées par les espèces à petites feuilles coriaces et persistantes. Ces milieux sont principalement localisés sur les coteaux les plus escarpés orientés Sud où ils occupent des sols acides à faible réserve en eau. On retrouve des espèces inféodées à ces habitats secs comme la callune, la bruyère cendrée, le genêt à balais ou l'agrostide commune. Une dynamique progressive de fermeture est ponctuellement observée avec le développement d'une strate arbustive et arborée, avec la fougère aigle, le bouleau verruqueux, le chêne pédonculé et quelques résineux des boisements voisins.

Intérêt floristique : Les landes sèches ne présente pas une grande diversité floristique. Ponctuellement quelques espèces remarquables thermophiles peuvent néanmoins s'y développer.

Intérêt faunistique : Par leur diversité en espèces végétales et donc en fleurs, les prairies attirent particulièrement l'entomofaune, et notamment les lépidoptères. Ces milieux constituent également un habitat favorable pour l'ensemble des reptiles et notamment le Lézard ocellé. Cet habitat abrite des espèces avifaunistiques remarquables comme l'engoulevent d'Europe ou l'œdipode grenadine. L'ensemble participe à la structuration de la trame verte.



Lande sur affleurement rocheux, Bouillac, source Artifex.



Lande à callune et à fougère aigle, Aubin, source Artifex

b) Landes à fougères et fourrés

Description : Ces formations apparaissent à la suite d'anciennes coupes forestières qui s'enfrichent progressivement. Il s'agit de formations temporaires et hétérogènes qui précèdent l'habitat forestier. Les milieux semi-ouverts sont localisés essentiellement sur les coteaux boisés. On retrouve quelques essences arborées issues des boisements voisins comme le chêne pédonculé, le châtaignier, quelques résineux et des essences pionnières comme le bouleau. La fougère aigle ou le genêt à balais dominent souvent l'ensemble de ces landes.

Intérêt floristique : La flore inféodée à ces milieux présente une valeur patrimoniale relativement faible. Cependant ce couvert arbustif favorise le développement et l'installation de la flore locale.

Intérêt faunistique : Les milieux semi-ouverts optimisent l'effet de lisière. Ils constituent ainsi des habitats très propices aux reptiles. La densité des fourrés favorise la nidification d'une partie de l'avifaune bocagère, comprenant le cortège des agrosystèmes extensifs. Ces milieux sont également particulièrement fréquentés par la mammofaune, qui les utilise comme refuges.



Lande à fougère, Aubin, source Artifex



Fourré, source Artifex

3. Milieux boisés

Deux grandes entités boisées ont été recensées sur la commune : les chênaies et les châtaigneraies. Il est important de noter que ces boisements sont plus fréquents en **mélange chênaie-châtaigneraie**, qu'en boisement pur. D'autres boisements plus anecdotiques sont regroupés et détaillés dans la dernière partie.

a) Forêts de châtaigniers

Description : Des boisements de châtaigniers en taillis sont implantés sur certains coteaux orientés Nord. Mais ils sont plus fréquents en mélange. L'entretien régulier favorise l'implantation d'espèces pionnières comme le bouleau verruqueux. La strate arbustive peu diversifiée est composée principalement du noisetier ou du cornouiller sanguin. D'une manière générale, l'intérêt de ces milieux est limité par une importante fréquentation de ces habitats par les randonneurs ou pour l'exploitation du bois. Certaines châtaigneraies anciennes présentent un certain nombre de bois mort.

Intérêt floristique : Les taillis de châtaigniers présentent une diversité floristique appauvrie en raison d'une feuillaison précoce qui limite la lumière parvenant au sol et d'un milieu régulièrement perturbé par l'homme.

Intérêt faunistique : Les taillis de châtaigniers jouent un rôle local de corridor biologique, permettant à la faune de circuler. La présence de bois morts et de nombreuses cavités est propice pour les chiroptères, insectes xylophages et oiseaux foreurs.



Boisement mixte, source Artifex

b) Chênaies pédonculées acidiphiles

Description : Ces boisements sont ponctuels sur le territoire intercommunal et sont principalement dominés par le chêne pédonculé accompagné par le bouleau, le tremble et le frêne. La strate arbustive est fournie, avec notamment le noisetier, la ronce, l'aubépine, ou le prunellier. Les peuplements de feuillus sont principalement traités en taillis, ou en taillis sous-futaies. Comme les autres boisements la fougère aigle domine parfois la strate arbustive.

Intérêt floristique : Les cortèges peu structurés de ces boisements récents ne présentent pas d'intérêt particulier ni d'espèces patrimoniales rares. Ces milieux boisés participent toutefois à la diversité floristique locale.

Intérêt faunistique : Comme les autres boisements, les chênaie-charmaies jouent un rôle local de corridor biologique, permettant à la faune de circuler.



Boisement de chênes, source Artifex



Grand voisement, Decazeville, source Artifex

c) Autres boisements

Description : D'autres ensembles boisés ont été recensés sur le territoire intercommunal, leur présence est plus ponctuelle :

Les chênaies pubescentes sont localisées sur les versants exposés sud sur sol sec. Les chênes sont accompagnés de l'alisier torminal et d'espèces des espèces observées dans les landes à callunes. Les intérêts faunistiques et floristiques sont sensiblement les mêmes que pour les chênaies et landes.

Les boisements pionniers sont localisés sur des friches industrielles au sein des zones urbanisées, sur les mines à l'abandon ou sur d'anciennes coupes forestières. Ces boisements sont dominés par des espèces pionnières à faible longévité comme le robinier faux-acacia, le bouleau ou le peuplier tremble. Ces essences apprécient tout type de sol et les milieux perturbés. L'intérêt floristique et faunistique est faible car il s'agit de boisements de transition qui tendent à évoluer vers des boisements plus mâtures.

Les plantations de résineux sont très localisées sur le territoire intercommunal. Ces plantations utilisées pour leur bois sont intégrées au cœur des boisements indigènes. Les cortèges inféodés à ces milieux sont comparables à ceux rencontrés dans les autres boisements, mais la diversité spécifique y est globalement amoindrie.

De rares vergers de châtaigniers et de noyers sont localisés au sommet des coteaux et dans la vallée.



Boisement de robiniers sur ancienne carrière, Firmi, source Artifex



Résineux et boisement pionniers, source Artifex

4. Milieux humides et aquatiques

a) Eaux courantes

Description : La qualité des boisements dépend des secteurs traversés.

Le Lot (*Cf. photo 1)* est un milieu relativement anthropisé (calibrage du cours, fréquentation touristique et circulation de bateaux). Les ripisylves sont densément boisées sauf sur certaines portions dédiées à des activités de loisirs (pêche…). L'état de la végétation des ripisylves dépend des secteurs traversés. Les ripisylves les mieux conservées sont peuplés par l'Aulne glutineux (*Alnus glutinsa*), le Saule blanc *(Salix alba)* et le frêne *(Fraxinus excelsior).* On retrouve notamment la présence d'une végétation subspontanée avec le Robinier *(Robinus pseudoacacia*) dû à des recalibrages réguliers du cours. Quelques méandres et bras morts très localisés sont présents sur le territoire intercommunal, conférant un intérêt floristique et faunistique ponctuel.

Le ruisseau de Saltz et celui d'Aujou comme certaines portions du Riou Mort et de l'Enne et leurs affluents traversent des **secteurs plus agricoles** *(Cf. photo 2).* Les ripisylves sont parfois squelettiques mais sont toujours existantes.

Le Moulinet, le Limou, le Mourjou, et le RiouViou sont intégrés **au tissu dense et frais des boisements** *(Cf. photo 3)* sur la quasi-totalité de leur traversée du territoire intercommunal. Généralement peu profonds et étroits, ces cours d'eaux restent relativement sinueux. On retrouve des dépôts alluvionnaires le long des ripisylves et le lit est parsemé des gros blocs de pierres en bordure et des graviers sont présents au fond du cours. Ces ripisylves en sous-bois sont composées d'espèces sciaphiles, amphibies et de mégaphorbaies. Les ripisylves les mieux conservées sont peuplées par l'aulne glutineux, et le frêne.

Le Riou Mort et l'Enne traversent des **secteurs urbanisés** *(Cf. photo 4*). Les berges sont recalibrées, les cours d'eau sont parfois canalisés et busés et les pollutions



Le Lot, Livinhac-le-Haut, source Artifex



Riou Viou en milieu agricole, Aubin, source Artifex

d'origines anthropiques y sont encore fréquentes. Ces cours d'eau sont bordés d'une ripisylve sur la quasi-totalité du parcours, même en milieu urbain. En secteur urbanisé, les ripisylves sont néanmoins maintenues et entretenues et envahies par des espèces pionnières et invasives comme le robinier faux-acacia, le catalpa ou le buddleia.

Intérêt floristique : L'intérêt floristique dépend des secteurs traversés. En secteur urbain, l'intérêt floristique des cours d'eau est fortement réduit par les dégradations humaines et la présence d'espèces invasives. Les cours d'eau intégrés au tissu dense et frais des boisements présentent des groupements amphibies, hélophytiques ou de mégaphorbiaies bien conservées ayant un intérêt patrimonial en tant qu'habitats d'intérêt communautaire. Leur intérêt local est ainsi majeur.

Intérêt faunistique : Les ripisylves les mieux conservées constituent un élément majeur de la trame locale. Elles abritent en effet beaucoup d'espèces associées aux milieux humides (avifaune, poissons, amphibiens et entomofaune notamment).



Le Moulinet en milieu boisé, Almont-les-Junies, source Artifex



L'Enne en milieu urbain, Aubin, source Artifex

b) Eaux stagnantes

Description : Le lac de la découverte constitue le réservoir d'eau stagnante le plus conséquent sur l'intercommunalité (9 ha). Quelques retenues artificielles utilisées pour l'irrigation ou pour l'agrément ont été localisées. Ces milieux sont perturbés par un entretien fréquent lié à l'agriculture ou l'entretien limitant le développement de la végétation.

Intérêt floristique : L'intérêt floristique du lac artificiel se limite aux zones humides qui bordent les berges, et qui sont très limitées.

Intérêt faunistique : Ces retenues d'eau permettent le maintien du cortège avifaunistique des milieux palustres, ainsi que la reproduction des amphibiens et des odonates les moins exigeants vis-à-vis de la qualité de l'eau. Mais la diversité faunistique y reste amoindrie.



Lac d'agrément, Aubin, source Artifex



Bassin de rétention, source Artifex

5. Milieux anthropisés

Un certain nombre d'éléments anthropisés intéressants ont été recensés sur le territoire. Leur présence est ponctuelle, mais leur intérêt est suffisamment important pour être relevé.

Quelques petites **parcelles de vignes** *(Cf. photo 1)* subsistent sur le territoire intercommunal. Leur intérêt est faible mais les inter-rangs et bordures de parcelles peuvent accueillir certaines plantes messicoles favorables à l'entomofaune.

Les alignements d'arbres (chênes, hêtres, frênes, peupliers…) (*Cf. photo 2)* ont un faible intérêt en tant que corridor mais peuvent présenter des cavités pour la faune arboricole.

Les vergers et potagers *(Cf. photo 3)* ont aussi un intérêt pour la faune et la flore, lorsqu'ils ne subissent pas de techniques culturales agressives.

Certains jardins privés *(Cf. photo 4)* ne sont pas entourés de clôtures. La présence d'un parc boisé, de haies horticoles riches en espèces ou de massifs fleuris complètent la trame verte formée par les haies et boisements alentours. Il en est de même pour certains **espaces publics et parcs urbains** *(Cf. photo 5)* où sont plantés des massifs de végétaux.

Enfin, **les bords de routes et de voies ferrées** sont généralement fauchés, mais sur certains secteurs, les abords sont laissés en friche *(Cf. photo 6)* permettant le développement de la flore spontanée attirant ainsi tout le cortège entomofaunistique. Les abords de la voie ferrée sont parfois dominés par des espèces invasives telles que le Buddleia de David, le Robinier faux-acacia, le Raisin d'Amérique, la Renouée du japon ou encore le Paulownia.



Petite parcelle de vignes, Cransac, source Artifex



Arbres d'alignements, Cransac, source Artifex



Potager, Firmi, source Artifex



Jardins privés sans clôture, Decazeville, source Artifex



Espace vert, Cransac, source Artifex



Bord de la voie ferrée, Viviez, source Artifex

6. Bilan des habitats

L'intérêt écologique local d'un habitat résulte de l'intérêt écologique de l'habitat à l'échelle de l'intercommunalité.

Il tient compte de la capacité d'accueil de la faune (commune, patrimoniale, ou protégée), de la contribution de l'habitat à la trame verte et bleue locale, de l'état de conservation de l'habitat ou encore de sa rareté à l'échelle locale.

L'enjeu résultant est issu de la prise en compte de l'intérêt écologique local. Plus l'enjeu d'un habitat est fort plus sa préservation est importante pour le fonctionnement écologique au sein du territoire intercommunal.

Habitat	Intérêt écologique local	Enjeu
Site Natura 2000 Puy de Wolf	Zonage réglementaire	Fort
Prairies mixtes	Prairies intégrées à une trame bocagère. Rôle de corridor écologique en lien avec les haies et boisements. Intérêt floristique et faunistique. Présence possible d'espèces à enjeu.	Moyen
Cultures	Milieux agricoles intégrés à une trame bocagère.	Négligeable
	Rôle de corridor écologique en lien avec les haies et boisements. Intérêt faunistique.	
Landes à callunes	Rôle de corridor écologique. Intérêt faunistique.	Moyen
Landes à fougères et fourrés	Rôle de corridor écologique. Intérêt faunistique.	Moyen
Forêts de châtaigniers	Rôle de réservoir de biodiversité et corridor écologique.	Fort
Chênaies pédonculées acidiphiles	Intérêt floristique et faunistique important. Présence possible d'espèces à enjeu. Zonages écologiques.	Fort
Autres boisements	Corridor écologique secondaire	Moyen
Eaux courantes en zone urbanisée	Corridor écologique secondaire	Faible
Eaux courantes en secteur agricole	Rôle de corridor écologique en lien avec les haies et boisements. Intérêt faunistique.	Moyen
Eaux courantes en zone boisée	Rôle de réservoir de biodiversité et corridor écologique.	Fort

Habitat	Intérêt écologique local	Enjeu
	Intérêt floristique et faunistique important. Présence possible d'espèces à enjeu. Zonages écologiques.	
Eaux stagnantes	Réservoir de biodiversité secondaire	Faible
Milieux anthropisés	Expression de biodiversité ordinaire de proximité	Faible

III. Trame verte et bleue (TVB)

La **trame verte et bleue** (TVB) est une mesure phare de la loi portant engagement national pour l'environnement dite « Loi Grenelle 2 » ayant pour objectif d'enrayer le déclin de la biodiversité à travers la préservation, la restauration et la gestion des **continuités écologiques** tout en prenant en compte les activités humaines et notamment agricoles.

Plus précisément, la TVB illustre un maillage du territoire qui s'appuie sur les espaces naturels, agricoles et forestiers et inclut la manière dont ils fonctionnent ensemble, en formant des continuités écologiques.

Il s'agit d'un **outil d'aménagement du territoire visant à (re)constituer un réseau écologique cohérent à l'échelle nationale et permettant ainsi aux espèces animales et végétales d'effectuer leur cycle de vie.**

1. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

A l'échelle régionale, la **TVB se traduit par l'élaboration d'un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** co-piloté par l'Etat et la Région. Il a pour objectif de lutter contre la dégradation et la fragmentation des milieux naturels, de protéger la biodiversité, de participer à l'adaptation au changement climatique et à l'aménagement durable du territoire. Il définit pour la région les enjeux et objectifs en termes de continuités écologiques que devront prendre en compte les différents documents d'urbanisme.

Le projet de SRCE de la région Midi-Pyrénées a été arrêté le 27 mars 2015 par le Préfet de région et le Président de la Région Midi-Pyrénées, dans les conditions prévues par l'article R.371-32 du code de l'environnement.

Ainsi, plusieurs éléments du SRCE apparaissent sur le territoire intercommunal :

- un **réservoir de milieux ouverts de plaine** à conserver ou à renforcer correspondant au site Natura 2000 FR 7300875 « Puy de Wolf » ;

- un **corridor et réservoir de milieux boisés de plaine** correspondant principalement à la ripisylve du Lot et à quelques boisements riverains ;

- des **corridors liés aux milieux ouverts de plaine** sur la partie Sud de l'intercommunalité ;

- enfin, plusieurs **points de conflits** correspondant à des obstacles aux connexions écologiques sont localisés sur le Lot et sur ses affluents (seuils, barrages, ...) et au niveau de croisements des axes routiers majeurs parcourant le territoire.

La carte ci-dessous illustre le SRCE Midi-Pyrénées sur le territoire intercommunal.

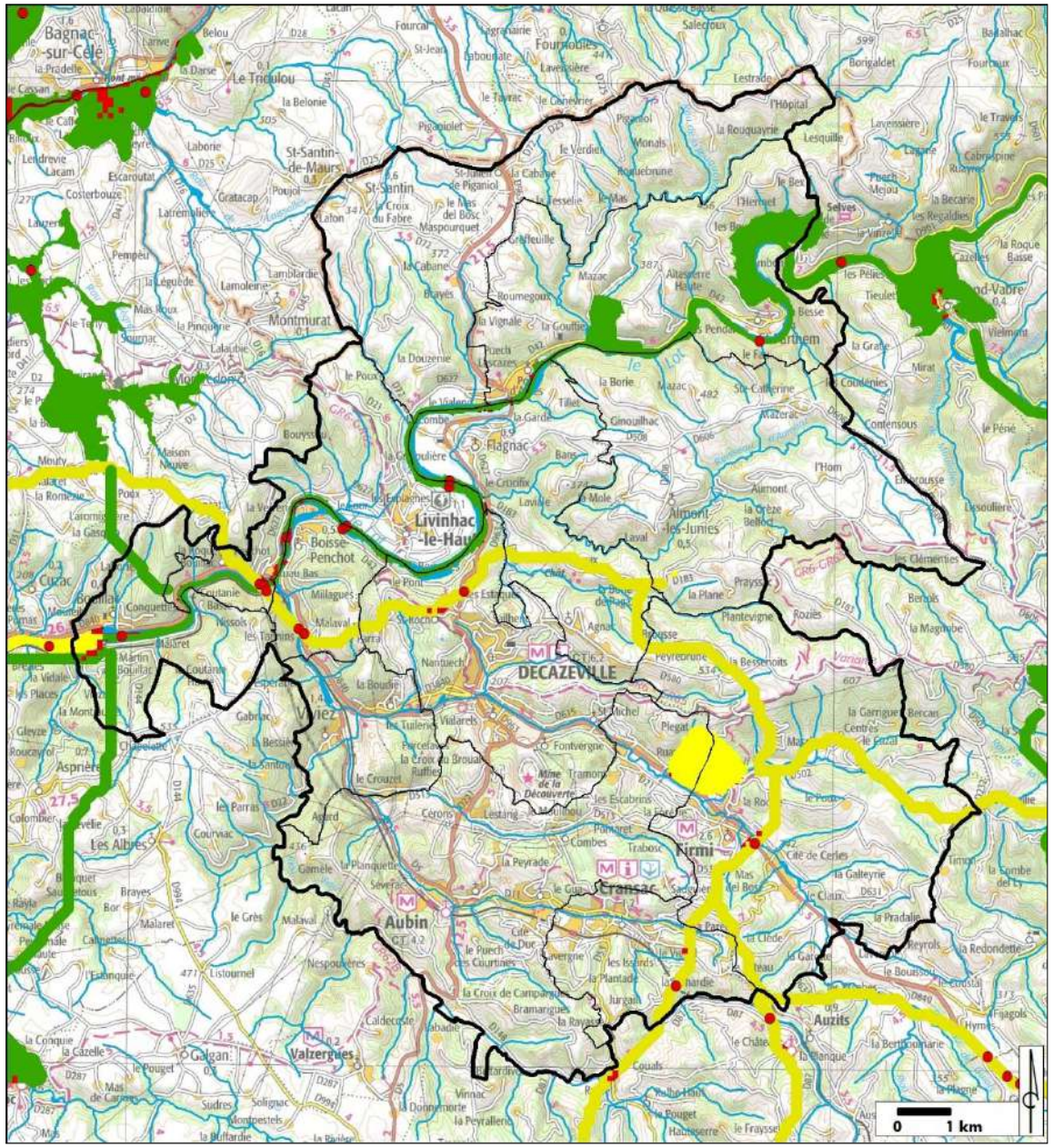


Figure 33 : SRCE de Midi-Pyrénées relatif au secteur d'études, source Région-Midi-Pyrénées



2. La TVB du SCoT

La Trame Verte et Bleue du SCoT est définie sur la base des milieux naturels et agricoles qui composent le territoire et qui forment la matrice sur laquelle existe la biodiversité. Le territoire intercommunal est intégré au SCoT Centre-Ouest Aveyron. Ce dernier a été approuvé en juillet 2019. Une analyse et une cartographie de la trame verte et bleue du SCoT a été réalisée et déclinée par la communauté de communes dans le cadre de la réalisation de son état initial de l'environnement.

Le territoire de Decazeville Communauté comprend tout un réseau d'espaces de biodiversité majeurs et d'espaces naturels de qualité identifiés dans la TVB du SCoT.

Les **espaces de biodiversité majeurs** englobent les zonages d'inventaires (APPB, Natura 2000, parties les moins perturbées des ZNIEFF) et les vallées associées aux cours d'eaux principaux du territoire. Sur la communauté de communes, ils sont surtout présents dans la partie nord du territoire où ils sont généralement associés au réseau hydrographique (ripisylve).

Les **espaces naturels de qualité notable** correspondent à de grands ensembles boisés de plus de 15 ha en dehors des espaces de biodiversité majeurs. Sur le territoire, ils sont surtout présents dans la partie sud du territoire au niveau du bassin minier.

Des **espaces agricoles de qualité notable** correspondent à de grands ensembles de plus de 30 ha composés de surfaces gelées sans production, d'estives- landes et de prairies permanentes. Ils ont également été identifiés sur le territoire mais sont présents de façon diffuse, plutôt dans la partie Est du territoire.

La TVB du SCoT met aussi en évidence des **réservoirs de biodiversité sous pression,** correspondant à des zones de vigilance où le SCoT impose des réflexions approfondies sur l'intégration des enjeux de biodiversité dans les aménagements. Sur le territoire intercommunal, ils sont principalement localisés dans la vallée du Lot et au nord des pôles urbains de Decazeville et de Viviez.

Les **corridors de biodiversité** regroupent les zones qui semblent les plus susceptibles de permettre la circulation des espèces entre les réservoirs. Le territoire est concerné par deux grands types de corridors identifiés dans le SCoT, à savoir :

- les **corridors de la trame bleue** correspondant aux cours d'eau permanents ou temporaires, parcourant l'ensemble de la communauté de communes ;

- et les **corridors verts** notamment au Sud du territoire dans un axe Est / Ouest dont une partie est jugée comme étant sous pression au niveau de la commune de Firmi.

Enfin, plusieurs obstacles aux déplacements des espèces sont identifiés :

- obstacles linéaires (voie ferrée, routes principales) ;

- obstacles ponctuels sur les cours d'eau (seuils).

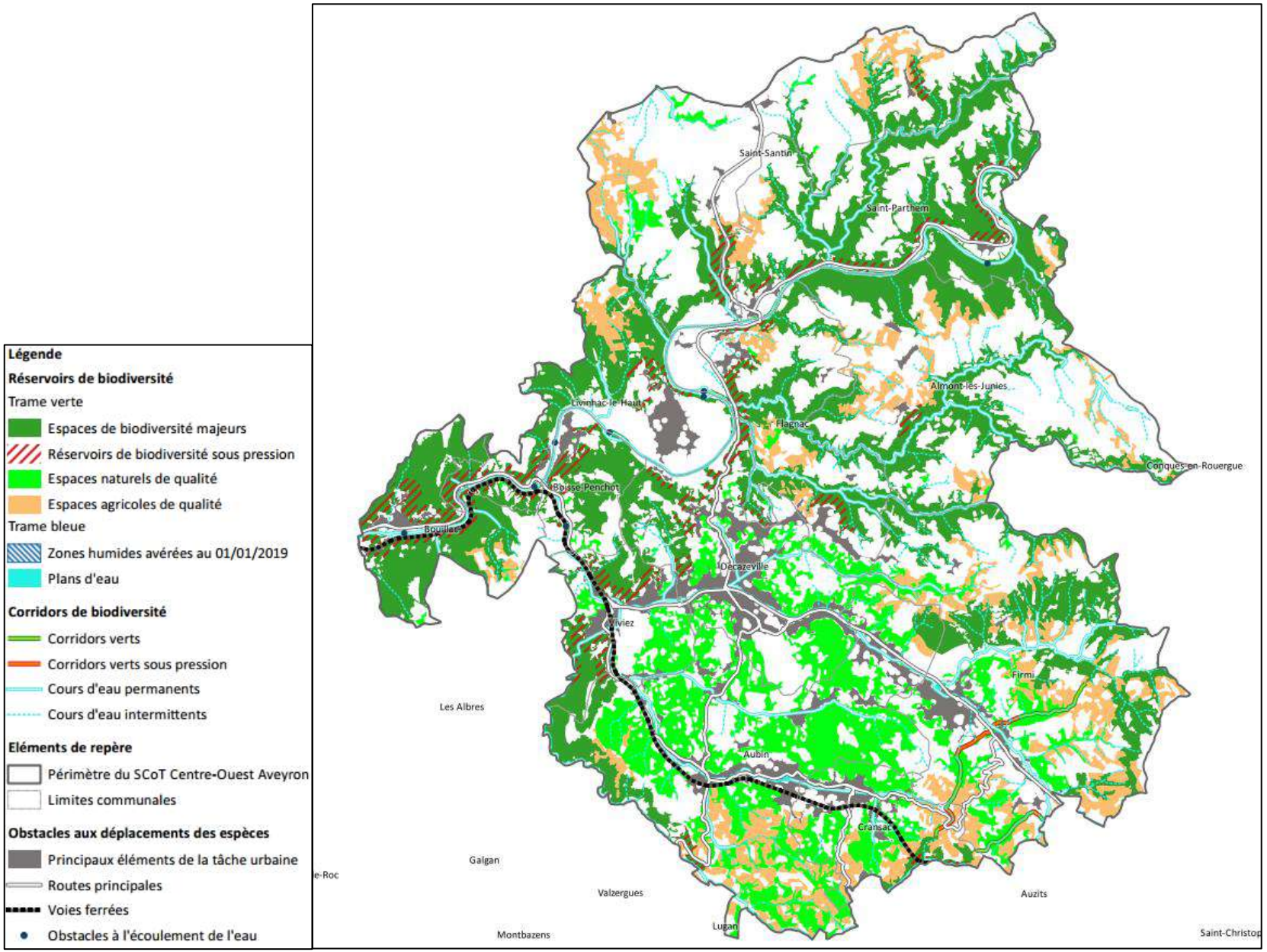


Figure 34 : Extrait de la TVB du SCoT Centre-Ouest Aveyron sur le territoire de Decazeville Communauté

3. La trame verte et bleue intercommunale

a) Méthodologie

La TVB intercommunale se base sur les TVB définies par le SRCE Midi-Pyrénées et le SCoT Centre-Ouest Aveyron. Les TVB définies ont été élaborées à l'échelle régionale et à l'échelle du territoire du SCoT.

Pour obtenir une TVB la plus cohérente possible avec la réalité du territoire intercommunal, nous avons réalisé un inventaire précis des éléments participant à la fonctionnalité écologique à l'aide d'éléments cartographiques existants mais aussi par des relevés de terrain réalisés octobre 2015 et septembre 2016.

Ainsi, les éléments de la **trame verte** intercommunale mis en avant sont :

- les boisements (IGN - OCSGE) ;
- les prairies permanentes et temporaires, les estives et landes identifiées dans la Politique Agricole Commune (RPG 2019).

En ce qui concerne la trame bleue, les éléments suivants sont pris en compte :

- les cours d'eau permanents et intermittents (IGN – OFB, BD Topage);
- les plans d'eau (IGN – OFB, BD Topage) ;
- les zones humides (ADASEA d'Oc 2021) ;
- le référentiel des obstacles à l'écoulement (ROE) (SandreEauFrance) ;
- les obstacles par une voirie ou un cours d'eau (Artifex).

Enfin, la **trame grise** englobe :

- les zones urbanisées : bâtiments (Cadastre.data.gouv) et bande tampon (IGN – OCSGE) ;
- les voieries : routes, voie ferrée (IGN – Route 500).

L'ensemble de ces données a été affiné sur le terrain et pris en compte dans notre carte de synthèse.

D'autres éléments ont été intégrés dans la cartographie de la TVB comme les espaces de biodiversité majeurs du SCoT ou le site Natura 2000.

b) Trame verte et bleue intercommunale

A l'échelle intercommunale, les boisements de grande superficie et les ripisylves présents sur l'ensemble du territoire constituent les réservoirs de biodiversité principaux de la trame verte. Le **site Natura 2000 « Puy de Wolf »** localisé au Sud-Est du territoire constitue également un réservoir de biodiversité majeur du secteur.

Les **éléments linéaires et ponctuels du paysage** (haies, bosquets) permettent les connexions écologiques locales entre les différents réservoirs de biodiversité dans un axe Nord / Sud. D'un point de vue structurel, ces espaces sont des corridors transversaux essentiels pour les déplacements des espèces.

Les espaces verts urbains et jardins de particuliers constituent des micros-réservoirs favorables à la biodiversité ordinaire dans un territoire relativement urbanisé.

Ainsi, les **corridors majeurs de la trame verte** identifiés sur le territoire sont des **corridors mixtes**, constitués à la fois de milieux boisés et de milieux ouverts.

Les **nombreux cours d'eau** (dont le Lot) qui drainent le territoire intercommunal constituent les **corridors écologiques majeurs de la trame bleue**. En milieu urbain, certains cours d'eaux sont fortement dégradés (L'Enne, Riou Mort et ruisseau de Banel), ce qui limite leur rôle de corridor écologique et de réservoirs.

Ainsi, **le Lot** est considéré comme étant à la fois **un corridor et un réservoir de la trame bleue**. Plus localement, **les zones humides et les plans d'eau** constituent des **réservoirs ponctuels de la trame bleue.**

Sur le territoire, **les corridors bleus sont également le support de continuités vertes (ripisylves) très importantes sur ce territoire.**

4. Ruptures et obstacles aux continuités

Plusieurs obstacles aux continuités écologiques ont été observés ou identifiés sur le territoire :

- **L'urbanisation implantée en linéaire** sur le secteur de Decazeville-Aubin constitue une rupture majeure de la trame verte. Les zones urbanisées (bourg et hameaux) constituent un obstacle aux déplacements de la faune. Seules les espèces les plus opportunistes peuvent traverser ce genre d'obstacle ;

- **Les routes départementales** forment des obstacles mineurs aux continuités écologiques. Elles sont franchissables par la faune mais avec un risque de mortalité par collision ;

- la **voie ferrée** qui traverse le Sud-Ouest du territoire dans un axe Nord-Ouest / Sud-Est peut limiter les déplacements de la faune. En effet, les espèces aux capacités de déplacement limitées (amphibiens notamment) ne traverseront pas ce genre d'obstacle.

- **Les retenues d'eau, barrages et buses** implantés sur les cours d'eau constituent des ruptures écologiques à la trame bleue et entravent la circulation des espèces aquatiques.

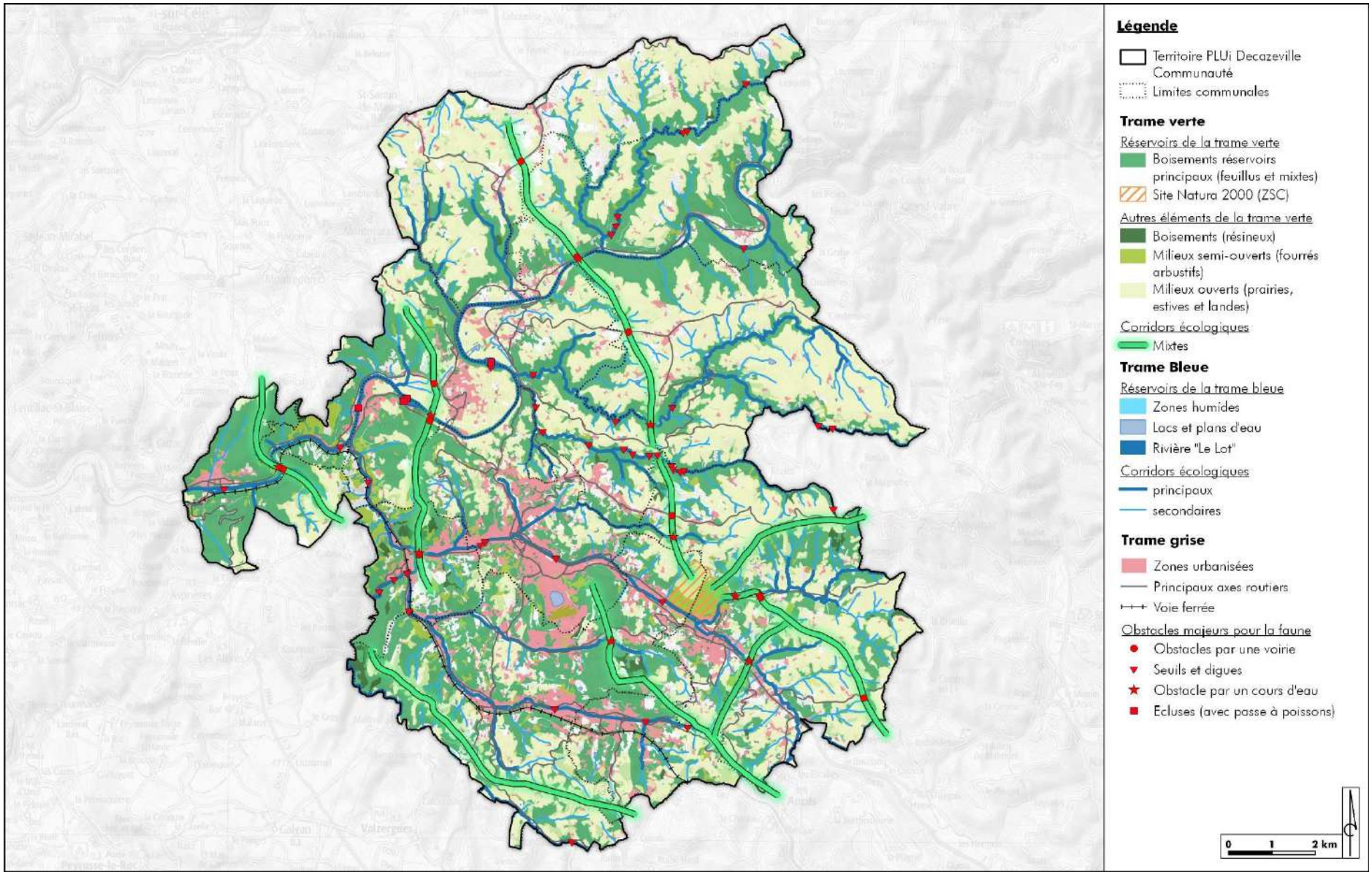


Figure 35 : TVB sur le territoire de Decazeville Communauté, réalisation Artifex

IV. Limites du diagnostic écologique

Une étude écologique se déroule sur un temps nécessairement limité, et est dépendante de nombreux facteurs externes (saison, météorologie, superficie etc.). Ce diagnostic, rédigé sur la base d'une visite de deux jours effectuée en octobre 2015 et septembre 2016, ne prétend en aucun cas à l'exhaustivité. Son rôle se limite en effet à fournir un support suffisamment détaillé pour appréhender le fonctionnement écologique global du territoire, et identifier ainsi les enjeux majeurs qui guideront l'aménagement futur de ce territoire. Un état des lieux de la biodiversité a été réalisé sur l'intercommunalité en 2010 par Mathieu Maurel et détaille l'ensemble des potentialités écologiques.

La partie TVB a été mise à jour en janvier 2021.

V. Bilan : forces et faiblesses

- **Le site Natura 2000 « Puy de Wolf », réservoie de biodiversité de la trame verte,** constitue une entité unique, valorisée et bien conservée sur le territoire intercommunal.

- **Le territoire présente une surface importante de boisements, réservoirs de biodiversité.**

- Plusieurs **réservoirs de biodiversité de la trame bleue** identifiées : le Lot, les zones humides et les plans d'eau.

- **La majeure partie des cours d'eau présente** un bon état écologique avec une ripisylve fournie, jouant un souble rôle de corridor et de réservoir

- **L'agrosystème extensif** est bien présent sur le territoire (haies, prairies de fauche et de pâture et petits bosquets)

- **La diversité des habitats naturels** (prairies, landes, boisements, milieux humides et aquatiques) est favorable à une grande diversité d'espèces faunistique et floristique.

- Il existe des **cœurs de nature au sein des zones urbanisées** (jardins privés, espaces verts, alignements d'arbres, massifs …) permettant le développement de la biodiversité ordinaire.

L'urbanisation occupe la partie Sud du territoire sous la forme de deux grands linéaires.

Les cours d'eau en milieu urbain sont fortement maîtrisés.

Les anciennes mines de la découverte ne sont pas valorisées écologiquement.

Un certain nombre d'espèces végétales invasives (Buddleia de David, Raisin d'Amérique, Robinier faux-acacia, Renouée du Japon, Paulownia, Ailante) se sont propagées sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Certaines prairies de fauche et de pâture sont actuellement en déprise entrainant ainsi une fermeture du milieu par le développement d'espèces arbustives.

Présence d'obstacle à la continuité écologique (voirie, seuils, digues, écluses...) qui limitent les échanges sur le territoire.

VI. Enjeux

Ces enjeux sont exprimés en fonction de leur traductibilité dans les zonages, les règlements et les OAP.

Sont ici pris en compte les zonages écologiques règlementaires et de gestion, les zones humides, la Trame Verte et Bleue, sa sous-trame, les habitats naturels identifiés à enjeux moyen à fort…

ENJEU 4 : Soigner et valoriser la richesse écologique du territoire

- **Protéger et consolider la TVB :** secteurs de prairies bocagères, haies, prairies de fauche et de pâture et petits bosquets, cours d'eau et ripisylve ;

- **Enrichir la biodiversité dans les secteurs anthropisés :** lisières, entrées et cœurs de ville, biodiversité ordinaire…

F.PAYSAGE ET PATRIMOINE

I. Le grand paysage

La définition des entités paysagères s'appuie en grande partie sur la connaissance du **socle géologique**, de la **géomorphologie** et sur l'**utilisation** de ces terres par l'homme.

La partie de l'Aveyron où se trouve la Communauté de Communes de Decazeville communauté occupe une zone d'étranglement de la longue bande cristalline de l'entité des « Ségalas », s'étalant des contreforts du Massif Central à la plaine du Tarn.

Le territoire intercommunal se positionne au cœur de la grande entité paysagère des Ségalas. A l'Est, l'entité des « Rougiers de Marcillac » rentre dans le secteur Sud-Est de son territoire.

A l'Ouest, une faible frange de l'entité des « Petits-Causses » et « Grands-Causses » du département du Lot, nommées Causses du Quercy, abordent l'intercommunalité.

Le CAUE d'Aveyron a élaboré un travail descriptif des caractères de ces entités ainsi que des mutations en cours, décrits en suivant.

Une continuité géomorphologique existe ainsi sur un axe Nord-Sud entre les lisières du Cantal et les terres de Decazeville.

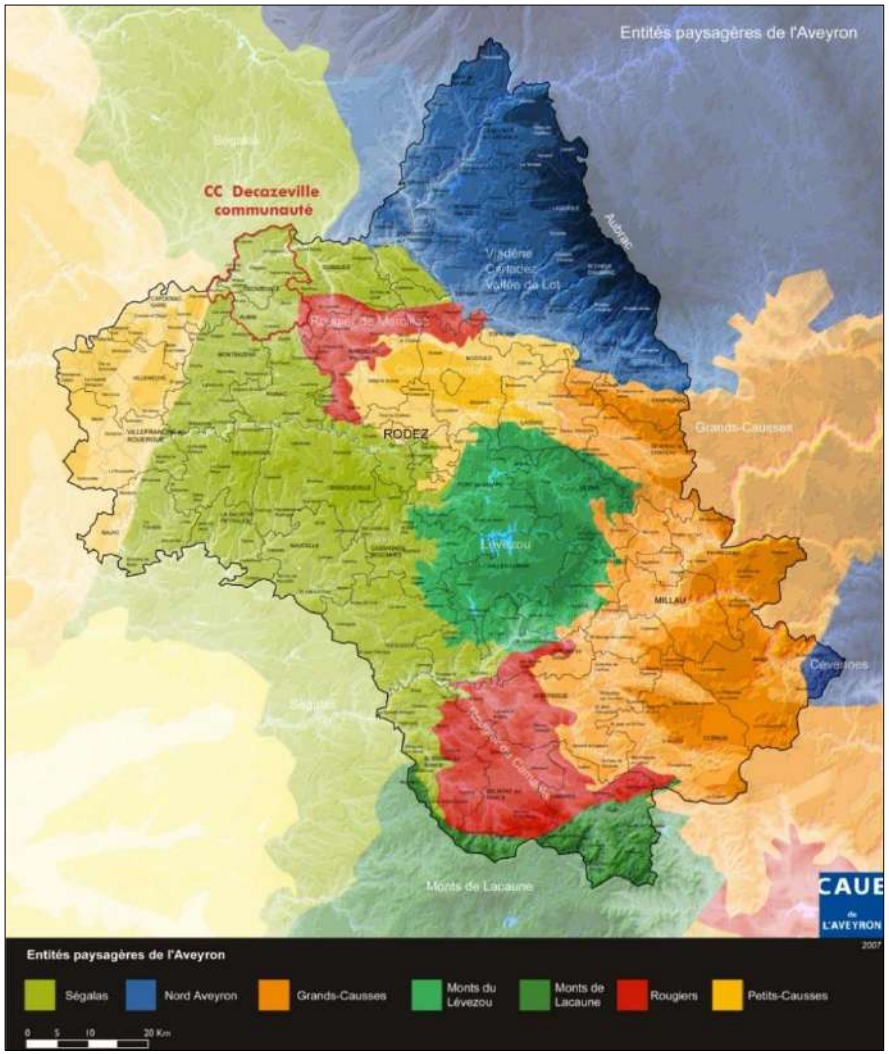


Figure 36 : Carte des entités paysagères d'Aveyron, source CAUE12

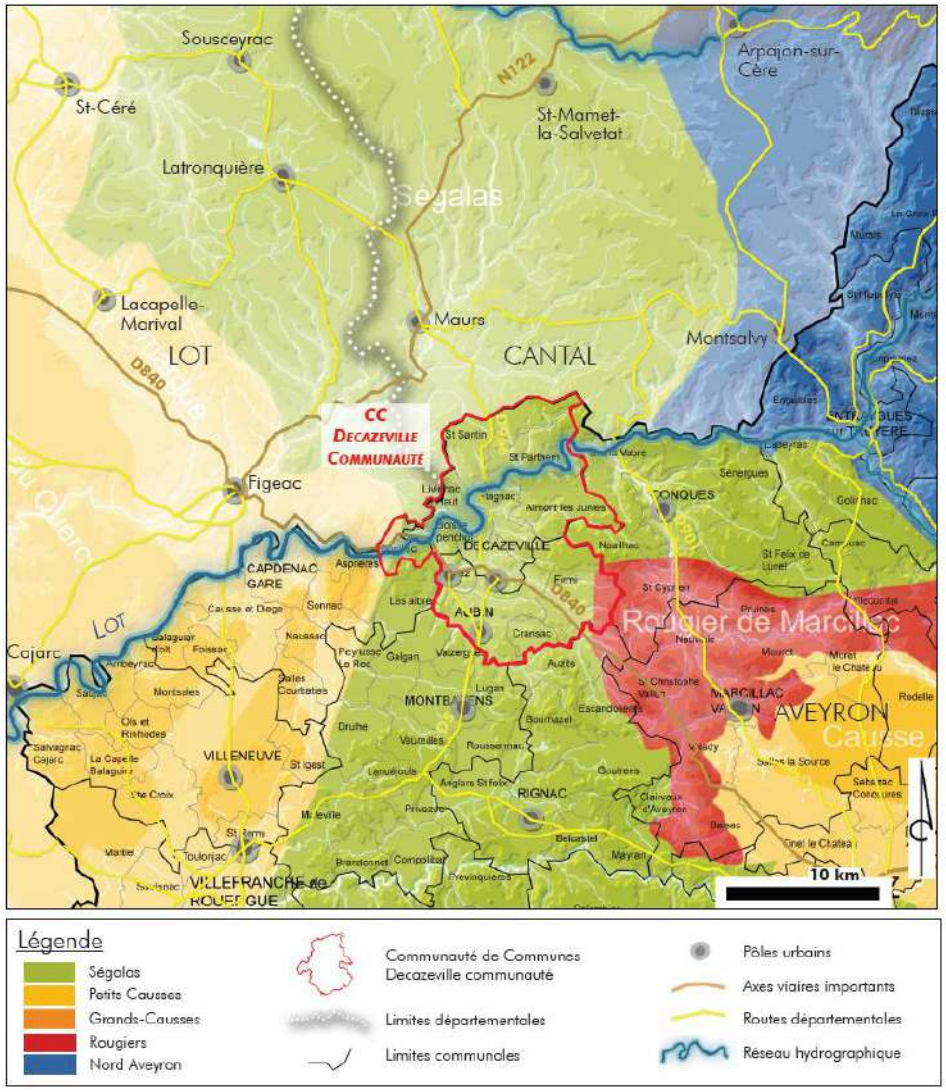


Figure 37 : Carte des entités paysagères, source CAUE 12, Géoportail, réalisation Artifex

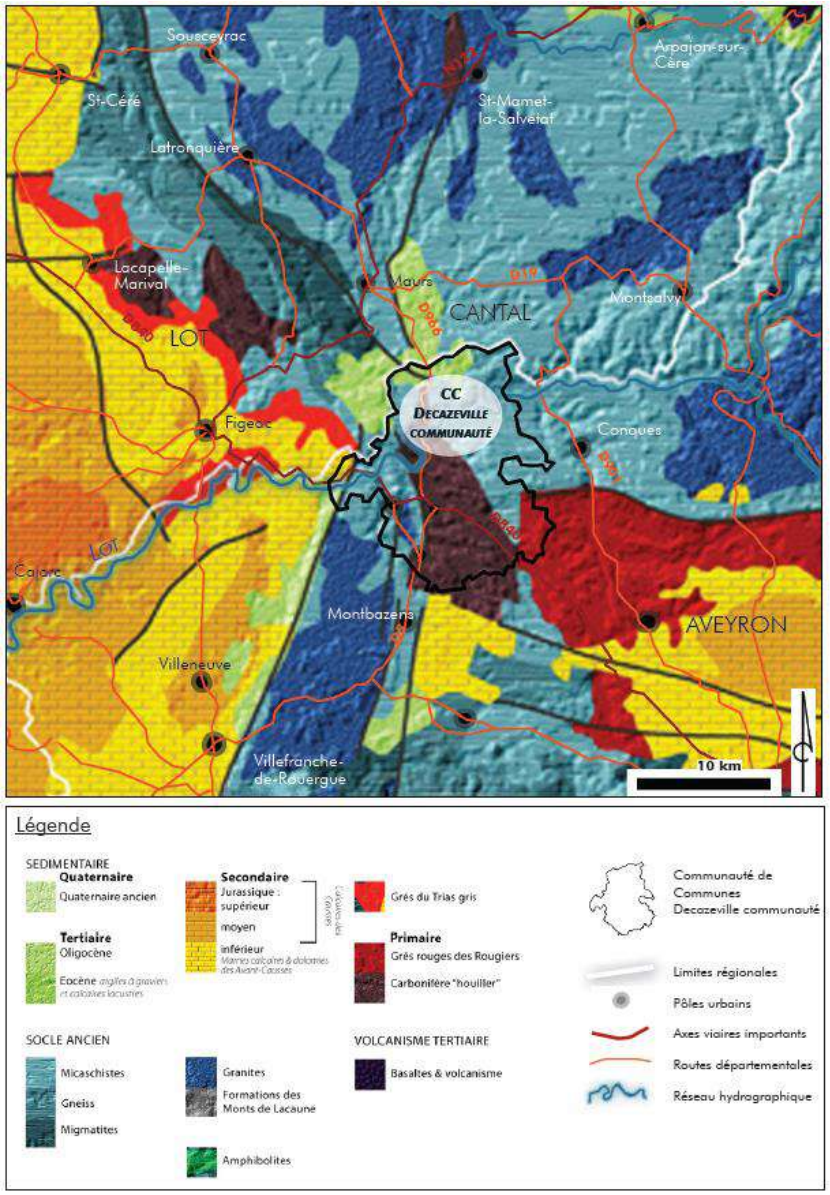


Figure 38 : Carte géologique, source CAUE , Géoportail, réalisation Artifex

Des roches volcaniques et basaltiques au Sud, ainsi que des roches sédimentaires issues du Quaternaire au Nord s'imbriquent dans cet ensemble constitué de schistes et de gneiss.

Les grès et calcaire positionnés à l'extrême Ouest de la Communauté de Communes sont très peu visibles dans les zones d'habitations anciennes situées à Bouillac situé sur un socle schisteux.

a) Les Ségalas

L'entité des Ségalas se distingue par des plateaux entrecoupés de vallées en V, terres qui ont connu des mutations géographiques importantes. Ces vastes terres acides étaient vouées aux châtaigneraies et au seigle. L'arrivée de la chaux dans l'amendement des sols au début du XXème siècle a permis la culture du blé, plus rentable, laissant les châtaigniers se naturaliser sur les versants les plus abrupts, et dégageant les plateaux davantage cultivés.

Granit et schistes sont les roches locales utilisées dans l'habitat vernaculaire qui prend les formes variées de granges de taille importante, de belles demeures nobles (châteaux), en particulier autour de la vallée du Lot, et de plus petits ouvrages comme les sécadous encore présents dans certains hameaux du plateau.

Parmi les mutations actuelles de ces terres des Ségalas, les cultures fourragères à destination des bovins tendent à faire disparaître bocages et prairies permanentes.

A l'échelle de la Communauté de Communes de Decazeville communauté, l'influence montagnarde se ressent sur sa partie Nord, qui correspond aux Plateaux d'Almont-les-Junies. Le socle houiller crée une particularité industrielle très forte qui différencie le secteur du reste des Ségalas.



Figure 40 : Cœur de Labessenoits, hameau de Firmi, source Artifex



Figure 40 : Détails de schistes, Aubin, source Artifex

b) Les Rougiers de Marcillac

Les grès rouges de la fin de l'ère primaire, âgés de 250 millions d'années, marquent les terres de cette entité paysagère. Les cours d'eau érodant les roches tendres qui les caractérisent ont créé un relief en creux protégé des intempéries. Des vignobles anciens se sont en partie pérennisés. Enclavées entre les Monts de Lacaune et du Lévezou, elles prennent la forme de collines successives jusqu'aux Ségalas au niveau de Decazeville.



Figure 42 : Terres teintées de rouges, à Firmi, source Artifex



Figure 42 : Grande rouge à Cransac (au Vignal), source Artifex

c) Les Causses de Quercy

Les Causses du Quercy que touche la commune de Bouillac sont un plateau karstique d'échelle modeste.

Selon la description issue des fiches des entités paysagères de Midi-Pyrénées, « à l'Est, les causses marneux offrent un relief souple de collines où cultures, mas et villages dominent depuis des échines étroites un dense réseau de vallées sèches ». Le Lot y entaille des gorges abruptes.

Cette zone de transition entre Ségalas et Causses du Quercy n'est pas visible à l'Ouest de l'intercommunalité, du fait de l'implantation de zones d'habitations situées davantage dans le secteur cristallin.

II. Les caractères paysagers

Des thématiques spécifiques aux territoires de la Communauté de Communes de Decazeville communauté peuvent être soulignées, de par leur particularité, mais aussi par rapport aux enjeux qui y sont liés.

Spécificités	Enjeux (1eres pistes)
Les espaces naturels d'exception (vallées et plateaux agricoles, versants boisés, Puy de Wolf, mines reconquises par la végétation)	Intégrité de ces espaces, compatibilité écologie et usages anthropiques
La campagne aux multiples visages	Qualité de ces espaces agricoles
Les vieux bourgs	Qualité de la trame urbaine, des bâtisses, de leurs espaces publics
Les espaces de vie extérieurs	Continuum entre les lieux de vie, maintien de leur qualité
Les paysages nés de l'essor industriel du XIXème siècle	Patrimoine du bassin houiller, des accroches avec le Lot
Les paysages formés par les dynamiques contemporaines	Adéquation avec les paysages patrimoniaux, agricoles et naturels

Ces traits qui dressent le plus fidèlement possible le portrait de l'intercommunalité ne sont pas exhaustifs, mais peuvent permettre d'en comprendre les composantes, et d'inscrire les préconisations liées à l'urbanisme le plus harmonieusement possible.

La carte suivante localise la répartition des plateaux agricoles et des coteaux et vallons boisés, de la plaine alluviale et de terrasse maraîchère, des vallées anthropisées liées au bassin minier. Il apparait nettement que les vallées du Riou Mort et de l'Enne, anthropisées et liées à ce passé industriel, se rejoignent et se connectent à la vallée du Lot au niveau de Boisse-Penchot. La vallée du Lot est, dans ce secteur, marquée par l'agriculture, ainsi que les plateaux sur l'ensemble du territoire.

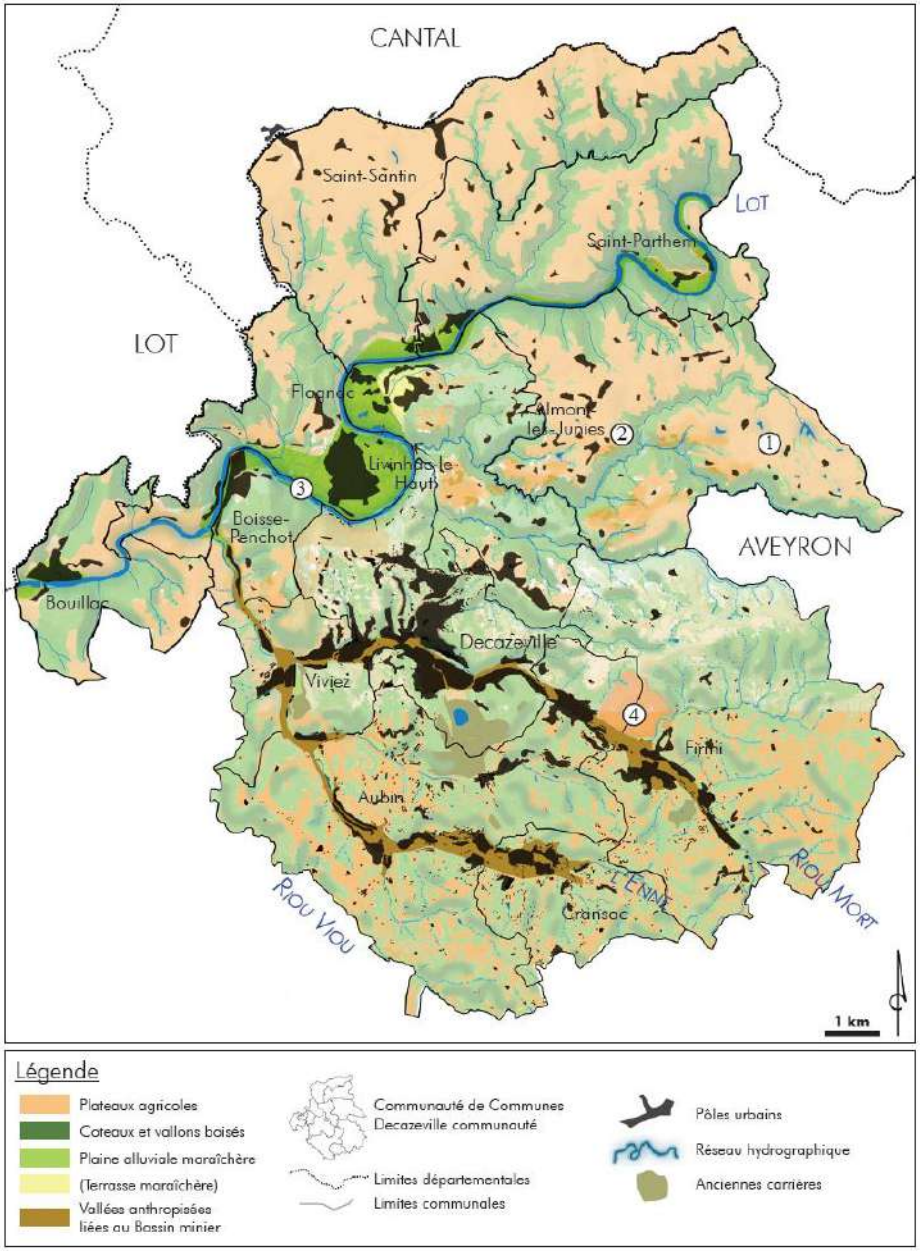


Figure 43 : Carte des composantes paysagères, source Géoportail, réalisation Artifex

1. Les espaces naturels d'exception

a) Berges fertiles, versants boisés, plateaux agricoles

Le territoire mis en exergue dans la carte des composantes paysagères ci-avant révèle une organisation géographique qui se dessine selon deux grands ensembles :

- Au Nord, des terres organisées autour du Lot, ainsi que sur les plateaux,
- au Sud, des terres composées de paysages fortement dessinés par le passé minier, aujourd'hui sous l'influence anthropique de Rodez, et possédant, elle aussi, des territoires agricoles et des entités naturelles d'une grande biodiversité.

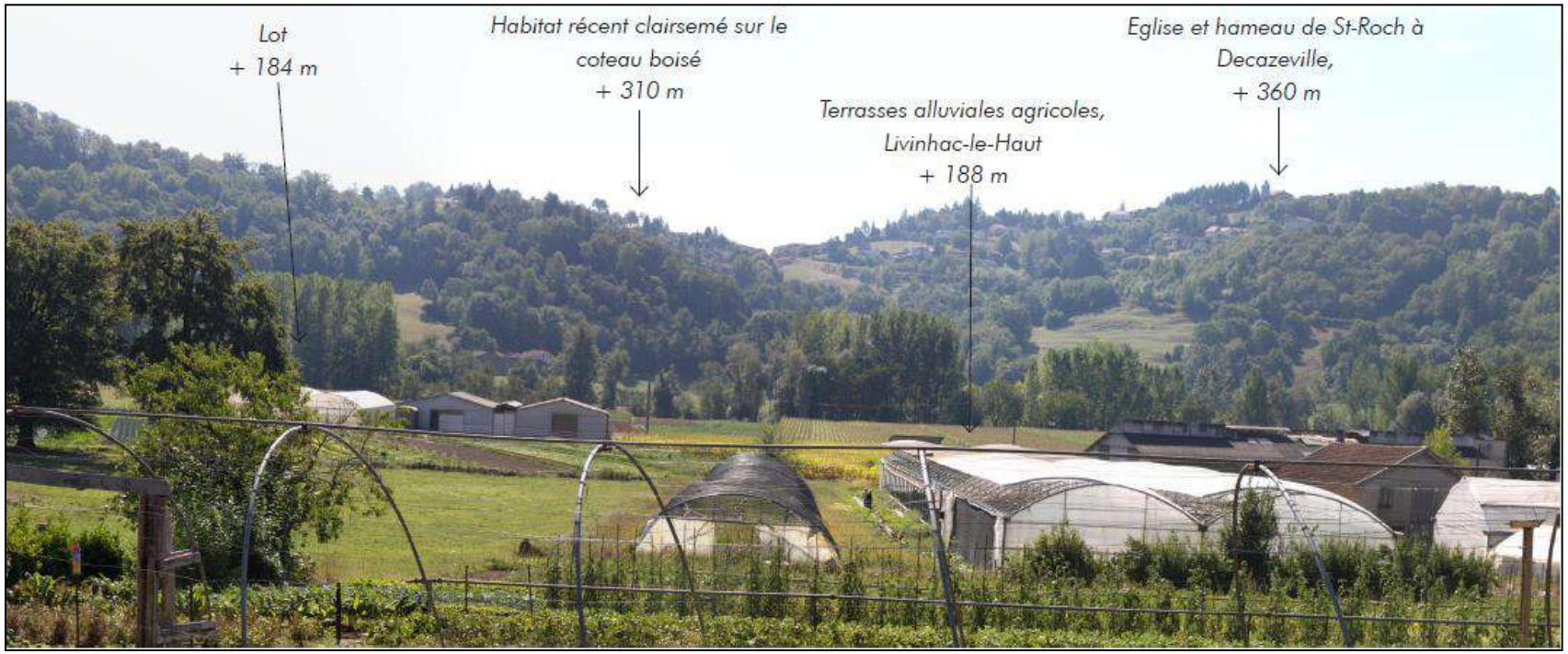


Figure 44 : Berges fertiles, maraîchères, à deux pas de Decazeville. Versants en partie boisés, source Artifex

Les territoires s'orientant vers le Lot ont pour cœur polarisant les deux communes que sont Flagnac et Livinhac-le-Haut, dont les lobes de méandres, aux terres fertiles, semblent s'emboiter et se compléter. L'un se tournant vers l'Ouest, l'autre vers le Sud-Est.

Les vallées secondaires (du Moulinet, du Riou Mort, de l'Enne et du Riou Viou) rejoignent la vallée du Lot au Nord du bassin minier de Decazeville. Celles du Riou Mort accueille une partie de Viviez, Decazeville et Firmi, facilement connectées à Rodez. L'ambiance de vallée vivrière originelle a été transformée par l'activité humaine liée à l'industrie, à l'habitat et au commerce. Il reste cependant des poches verdoyantes, arborées ou cultivées, créant des espaces de respiration au creux de ces vallées urbaines.

Le lac d'Aubin, les jardins vivriers de Firmi, certains espaces publics de qualité en sont des exemples.

Le domaine du château de Claux, positionné dans la vallée du Riou Mort, en surplomb, témoigne de domaines agricoles de prestige, aujourd'hui en partie préservés d'une urbanisation résidentielle qui s'en est cependant rapprochée.



Figure 47 : Maisons et sentier de promenade, au bord de l'étang, à Aubin, source Artifex



Figure 47 : Jardins de Firmi entre les habitations et la D840, source GoogleEarth



Figure 47 : Château du Claux dans son domaine, Firmi, source Artifex

Les versants boisés sont particulièrement impressionnants de par leur relief, la densité de la végétation au sein de laquelle serpente la rivière Lot. Il s'agit d'un patrimoine naturel visible depuis certains lieux qui invite à la promenade.



Figure 48 : Vallée du Lot, affleurements rocheux et berges fertiles, vue depuis le château de Gironde, Saint-Parthem, source Artifex

Plus discret, intime, le vallon du Riou Viou souligne et délimite, au Sud, le territoire intercommunal, en secteur agricole plus isolé. La finesse des éléments qu'offrent les ouvrages agricoles, les haies bocagères, la taille plus petite des parcelles agricoles confèrent à ce vallon une dimension intime, à l'instar des vallons secondaires présents dans les plateaux agricoles.



Figure 49 : Vallon du Riou Viou, depuis la D148, source Artifex

Ainsi, les faciès de ces paysages de creux de vallon sont tantôt très intimes (le Mourjou à Saint-Parthem), plus ornementaux (retenue d'eau de l'Enne à Aubin) ou quasiment rendus invisibles (Riou Viou et l'Enne à Viviez, canalisés).

b) Le Puy de Wolf

Un mont lunaire offre ses flancs pelés et couverts d'une prairie sèche aux plantes atypiques, entre Firmi et Aubin. Il s'agit d'un site protégé où des espèces végétales rares y poussent, dessus et entre les fragments de roche de serpentinite. Ce mont crée un évènement au milieu de cette campagne plutôt boisée, et rayonne par son caractère détenant un patrimoine écologique reconnu.

Il offre à voir la vallée urbanisée, mais aussi les éléments paysagers plus anciens tels que le château de Plegat, voisin (illustré plus loin, dans le patrimoine emblématique).

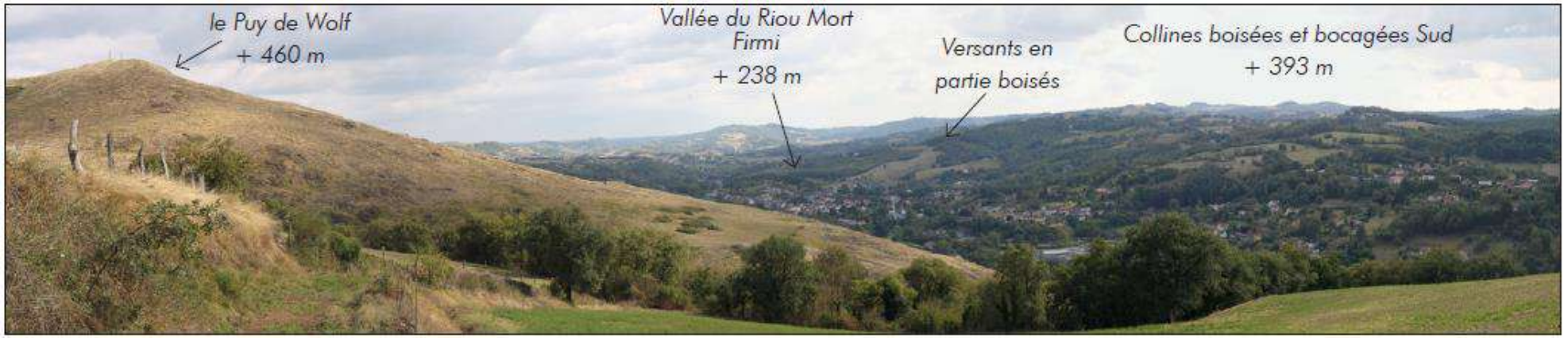


Figure 50 : Le Puy pelé de Wolf face aux collines boisées et agricoles de Firmi et de Cransac, source Artifex

c) Les mines reconquises par la végétation

Les paysages modelés, marqués par le passé minier de la partie Sud du territoire intercommunal se sont transformés.

Une végétation particulière à pu être replantée et reconquérir les sous-sols stériles mis à jour par l'extraction minière. Le site de la mine à ciel ouvert de Decazeville est le lieu le plus important en taille, en lisière de la ville. L'ancienne carrière de Firmi, plus discrète, présente des fronts de taille ensevelis sous une végétation arborée replantée.

Ces espaces semi-naturels offrent des ambiances contrastant avec le reste du territoire, qui témoignent du passé minier traité ci-après.



Figure 51 : Le site de la Découverte, lieu de promenade et d'énergie solaire, à Decazeville, source Artifex

2. La campagne aux multiples visages

La partie Nord-Est du territoire intercommunal se compose de plateaux érodés, sous forme de collines agricoles. Ainsi, les hauteurs de Decazeville, de Flagnac, d'Almont-les-Junies forment une unité par leur morphologie de plateau creusé de vallons et talwegs, et les usages agricoles.



Figure 53 : Détails de schistes, Aubin, source Artifex

Fermes isolées dotées de grands hangars, hameaux des schistes ocres et roux se positionnent en bout de colline.

Les collines agricoles sont en partie dégagées, vouant de vastes parcelles aux prairies de fauche et de pâture. Les versants un peu trop abrupts accueillent des boisements mixtes desquels émergent parfois des résineux sombres et élancés.

La vigne jadis présente n'apparait que très ponctuellement, sous la forme de parcelles étroites et allongées à proximité d'anciennes



Figure 53 : Détails de schistes, Aubin, source Artifex

demeures, de grimpantes au pied de vieilles maisons, ou encore signalées par la présence de cabanons viticoles.



Figure 55 : Hameau cossu au Sud d'Aubin (Buones Basse), source Artifex



Figure 55 : La vigne en treille, Firmi, source Artifex

Sur une petite superficie de l'intercommunalité, au Sud-Est, les terres des Rougiers de Marcillac teintent les paysages du sol à nu jusqu'aux façades des maisons. Quelques magnifiques hameaux et fermes isolées des plateaux Nord de Firmi détiennent ces habitations aux teintes chaudes.

De façon générale sur les secteurs traditionnellement agricoles, la qualité de l'habitat vernaculaire est grande, générées par de beaux volumes et des toitures de qualité, couvertes de lauzes d'ardoise ou de schistes, (hors secteur des Rougiers).







Figure 56 : Terres et pierres rouges de l'entité paysagère des Rougiers de Marcillac, Nord de Firmi, source Artifex

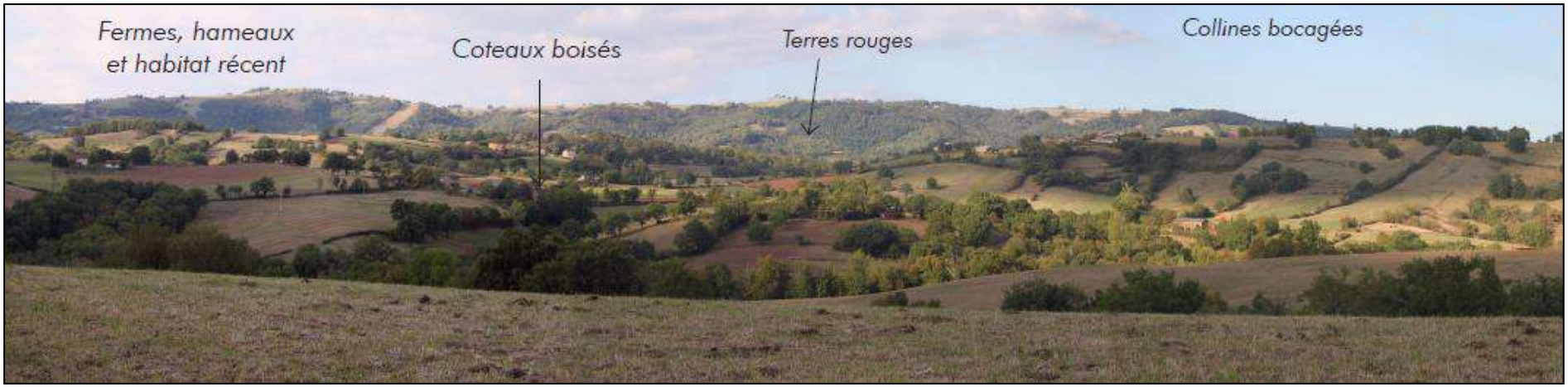


Figure 57 : Paysage des Rougiers, de Marcillac à Firmi, source Artifex

S'imbriquent aujourd'hui parmi ce tissu agricole en partie refermé par la forêt, des édifices remarquables, (hameaux, châteaux, moulins...), dont certains sont positionnés sur des promontoires (château de Plégat à Aubin, château de Gironde à Saint-Parthem, château de Boisse-penchot...). Le Nord de l'intercommunalité a été moins sujet à une urbanisation récente. Ces lieux remarquables, en relation forte avec les paysages, sont en grande partie préservés. La partie Sud de l'intercommunalité, plus impactée par des périodes d'urbanisation importante, présente des habitations érigées à des époques contemporaines successives, qui viennent complexifier les faciès de cette campagne.



Château de Plegat dominant la vallée de Riou Mort, source L'Artifiex



Hameau remarquable de Mascles, à Firmi, source Artifex



Moulin médiéval à Viviez, source Artifex

3. L'occupation humaine

Parmi les terres aveyronnaises à l'échelle de l'intercommunalité, l'homme a érigé des bâtisses sur des secteurs spatialement bien distincts, dont les caractères s'expliquent dans la conjugaison de la géomorphologie et de l'histoire de ces hommes. Après lecture cartographique, se distingue, dans le secteur Nord de l'intercommunalité, un habitat groupé autour des châteaux et des ponts dans la vallée du Lot, où se concentrent la plupart des monuments historiques (tissu urbain de Linvinhac-le-Haut, Flagnac, Boisse-Penchot, Saint-Parthem, Bouillac...) implantés en plaine. L'habitat devient plus diffus sur les plateaux où il est le reflet de la richesse agricole passée (tissus urbains des hameaux d'Agnac, de Saint-Julien-de-Piganiol, Brayès, L'Hom, Monals, les hauts de Firmi dont Le Poux, la Bessenoits, du Sud-Est de Firmi, avec les hameaux de Buenos Basses, Buenos hautes, des bourgs de Saint-Santin et Almont-les-Junies).

Au Nord de l'intercommunalité, en lien avec le Lot, certains des hameaux de plateaux sont implantés en tête de coteau, à proximité directe de la rupture de pente, en situation de belvédère sur le Lot (hameaux de Ginouilhac, la Borie, Mazac, le Fau, Altasserre Haute, Altasserre Basse, etc.). En transition, s'implantent sur les coteaux des extensions d'apparence

récentes, trait d'union entre les noyaux villageois anciens de plaine et les hameaux agricoles de plateau. Les photographies ci-dessous, associées à la cartographie et aux blocs paysagers schématiques suivants, permettent de distinguer et de localiser globalement les différentes typologies d'occupations rencontrées sur le territoire, tout en mettant en évidence leurs caractéristiques ainsi que les dynamiques paysagères qui s'y opèrent.

Au Sud de l'intercommunalité, certains bourgs sont en lien étroit avec les vallées secondaires, affluents du Lot, qui sillonnent de façon plus ou moins conduite par l'homme. L'ancien village de Combes, à Aubin, profitait ainsi originellement de la proximité du cours d'eau du Banel. Firmi, Decazeville, profitaient du Riou Mort aujourd'hui fortement contraint par ses canalisations et les secteurs industriels, commerciaux qu'il traverse. Cransac, le Gua à Aubin, Aubin, puis Viviez, profitaient de l'Enne. Alors que les berges sont restées, le long du Lot, attractives pour leurs qualités agricole, touristique, ludique, les abords des autres cours d'eau offrent ponctuellement des espaces de nature en ville (lac d'Aubin, au Gua, lac de Firmi) mais restent très souvent occultés par des ouvrages les canalisant, ou encore des abords très aménagés comme les parkings, les zones industrielles, artisanales et commerciales. Des extensions récentes ont colonisé certains versants non loin des vallées très habitées, parfois les plateaux selon les routes de communication.



Figure 59 : Silhouette villageoise implantée en plaine alluviale maraîchère du Lot, Livinhac-le-Haut, source Artifex



Figure 59 : Hameaux implantés sur plateau agricole vallonné, Nord de firmi, source Artifex



Figure 62 : Hameaux implantés sur coteaux, vue depuis Flagnac (Puech Méjean) vers Puech Lascazes (Saint-Parthem), source Artifex



Figure 62 : Hameau implanté en belvédère sur le Lot, vue depuis Port d'Agrès sur le site de Gironde, source Artifex



Figure 62 : Bourgs des vallées du bassin minier, Cransac dans la vallée de l'Enne, source Artifex

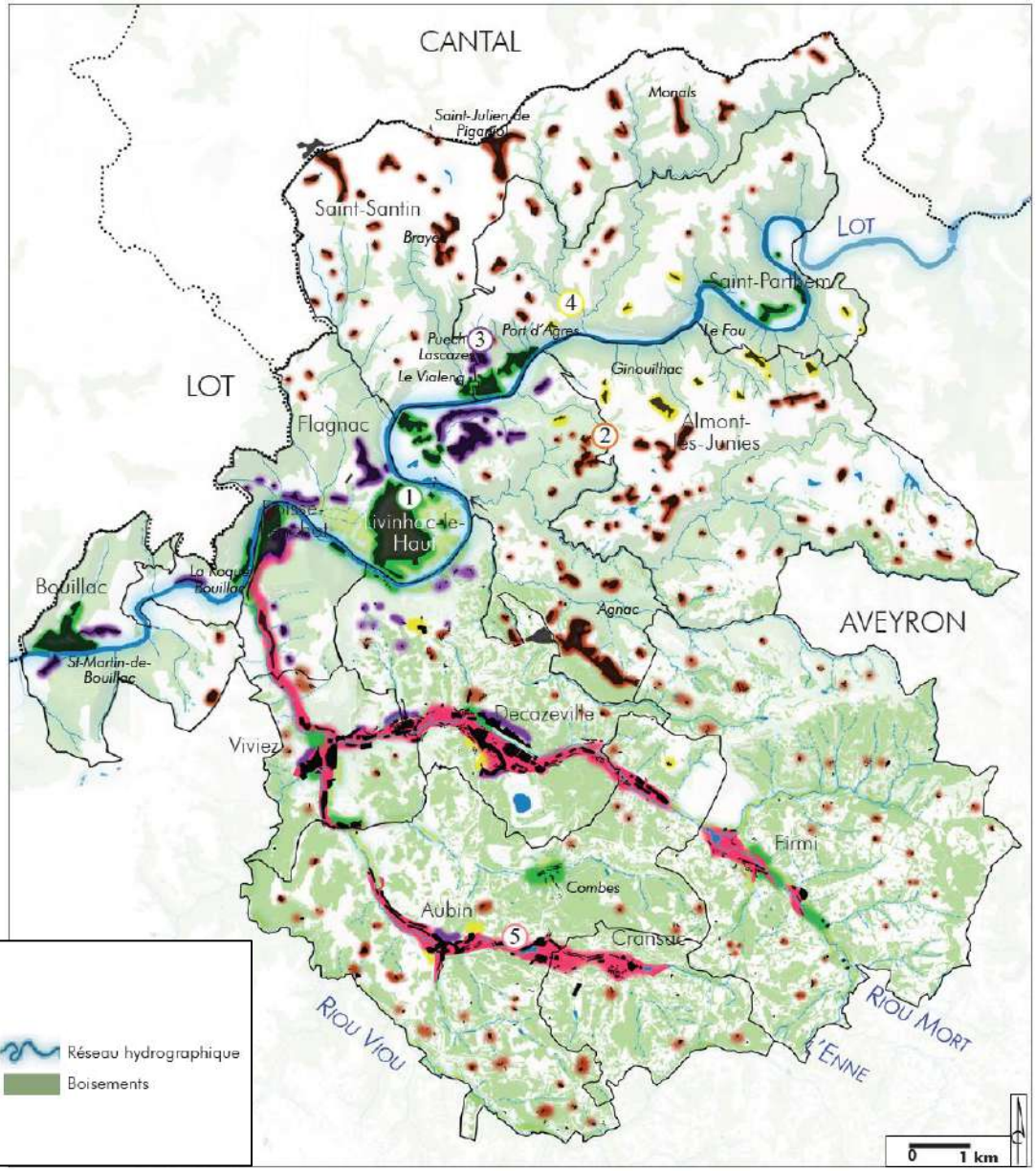


Figure 63 : Carte des typologies d'habitat en secteur rural, sur la Communauté de Communes de Decazeville communauté, source IGN, France Topo, réalisation Artifex

Il s'agit ici de mettre en évidence ces différentes typologies d'habitat en lien avec les paysages environnants, pour apporter un éclairage détaillé sur leurs logiques (ouvertures, implantations, connexions...) et leur originalité.

Caractériser leur identité propre, au-delà des limites communales, est le moyen de permettre :

- de poser les bases en vue de dynamiques en harmonie avec l'existant,
- d'en dégager des enjeux,
- en vue de préconisations urbaines à venir en continuité avec l'existant de qualité.

Les fiches suivantes, centrées sur les cinq typologies recensées et succinctement présentées, sont des portraits identitaires concernant l'intercommunalité.

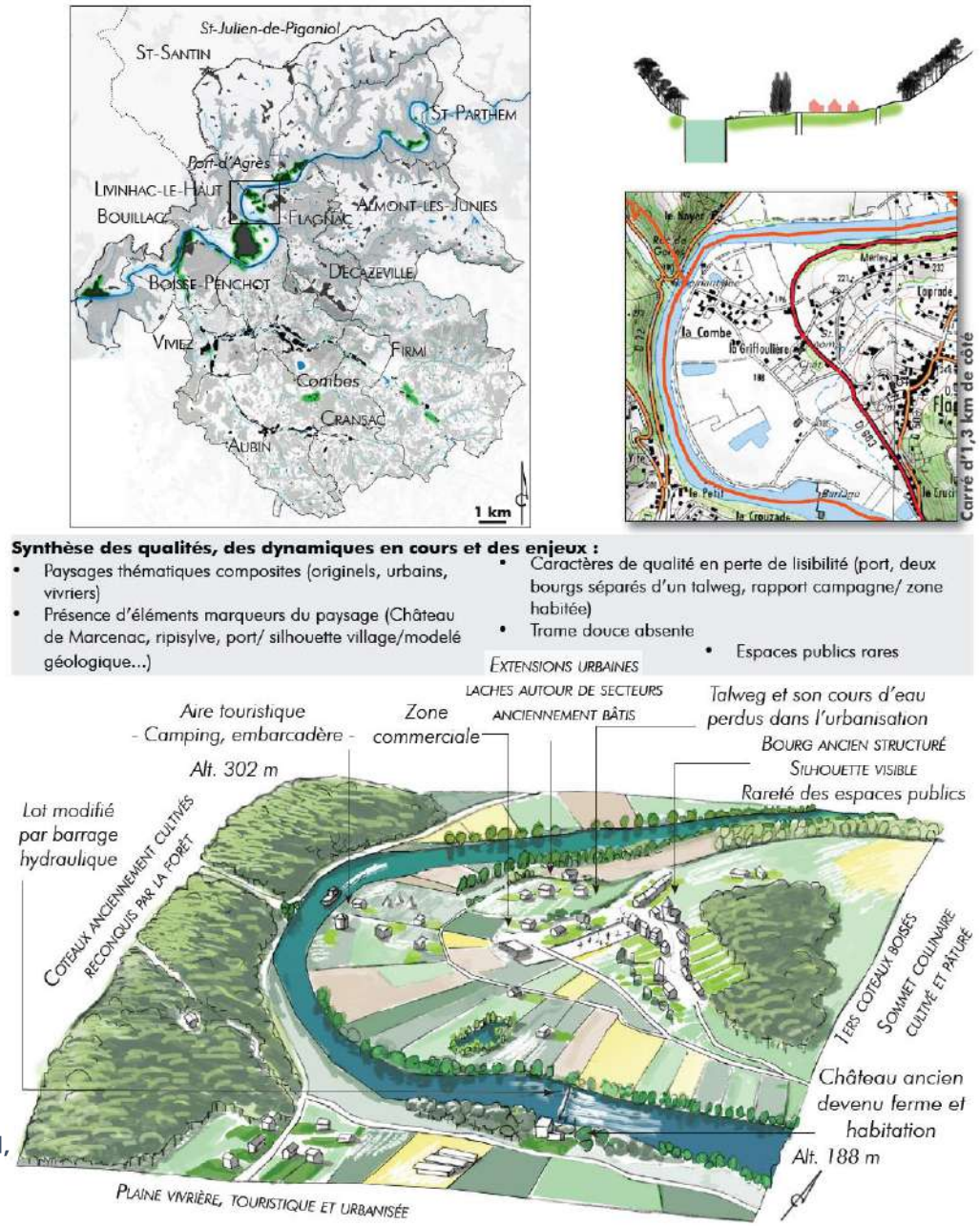
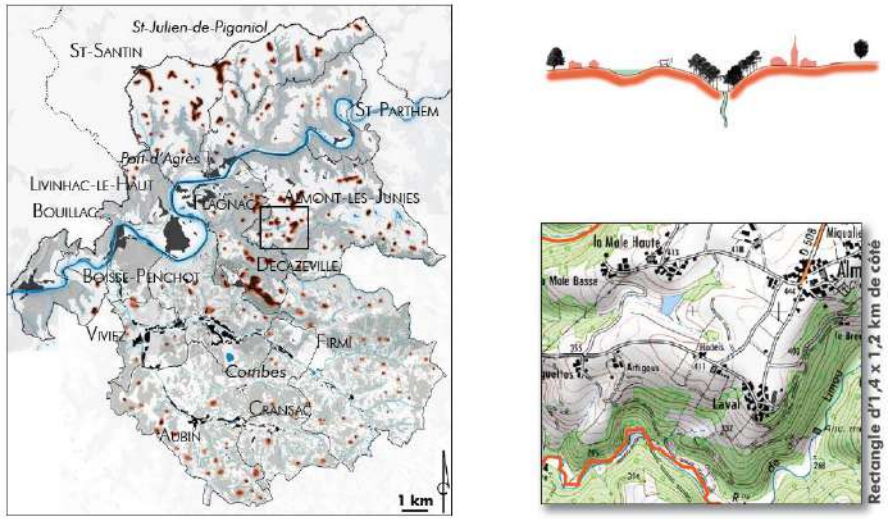


Figure 64 : Villages et hameaux de la plaine alluviale, source Géoportail, réalisation Artifex



Synthèse des qualités, des dynamiques en cours et des enjeux :

- Paysages ruraux thématiques composites (hameaux de qualité, sécadous, fours à pain, arbres isolés,...)
- Silhouette des villages et hameaux se répondant d'une ligne de crête à l'autre
- Urbanisation en lisière de l'habitat ancien, ou le long des voies, altérant parfois la cohérence des silhouettes
- Sentes enfouies sous la végétation
- Rareté des haies champêtres

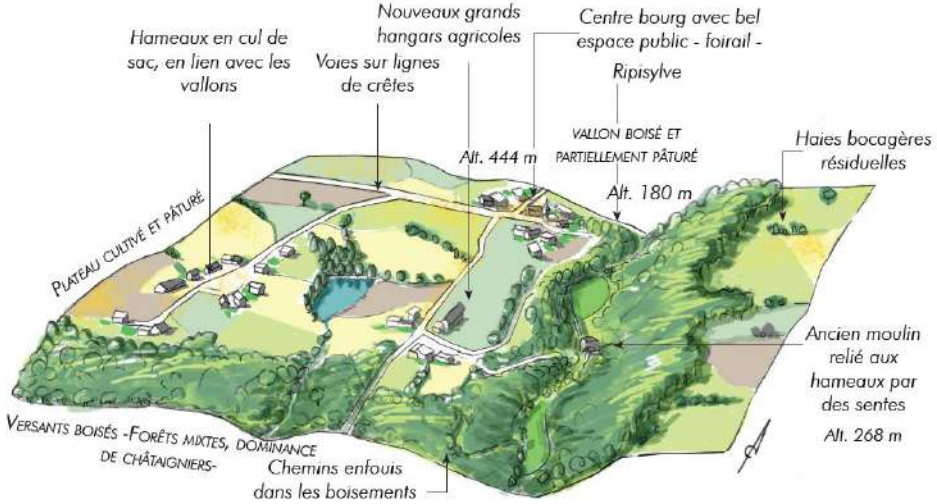
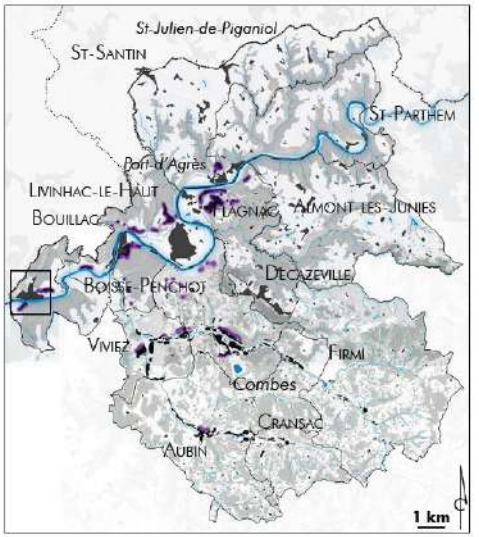
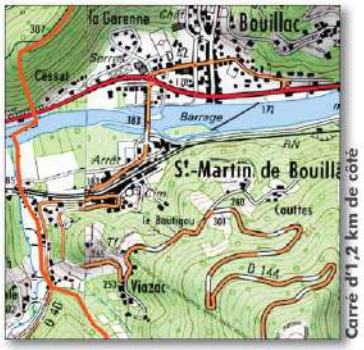


Figure 67 : Villages et hameaux sur plateau agricole, source Géoportail, réalisation Artifex







Synthèse des qualités, des dynamiques en cours et des enjeux :

- Paysages thématiques composites (originels, urbains, vivriers et industriels)
- Présence d'éléments patrimoniaux remarquables (Châteaux de Bouillac, de Flagnac, espaces verts et de loisirs attenants, tissu urbain médiéval, terres jardinées...)
- Lieux vétustes ou très urbaines (zone industrielle, château, rives droites du Lot, rives du Riou Mort et de l'Enne)
- Trame douce réduite, ne connectant pas le nouveau quartier au bourg (Bouillac)
- Berges partiellement valorisées

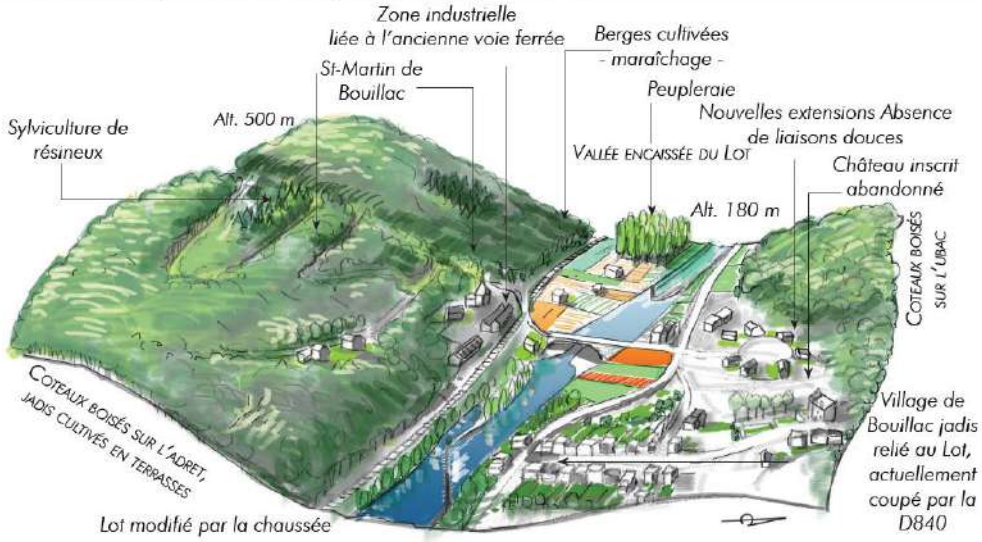
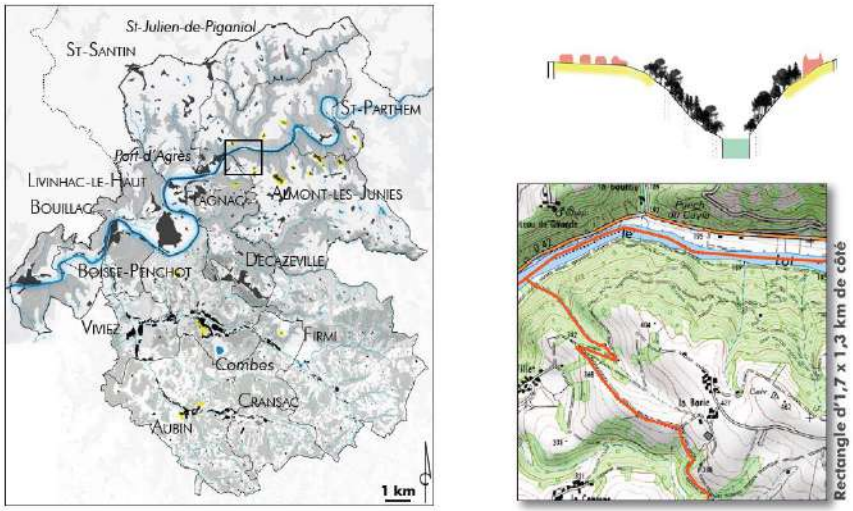


Figure 66 : Villages et hameaux sur coteaux, source Géoportail, réalisation Artifex



Synthèse des qualités, des dynamiques en cours et des enjeux :

- Paysages emblématiques des berges du Lot, et des vallées secondaires du Riou Mort, de l'Enne
- Vues très ponctuelles sur les vallées
- Versants fortement boisés (forêt mixte avec châtaigniers et plantations de résineux...)
- Potentiel touristique fort, présence de chemins de randonnée
- Sentes enfouies sous la végétation
- Propriétés agricoles en culs-de-sac

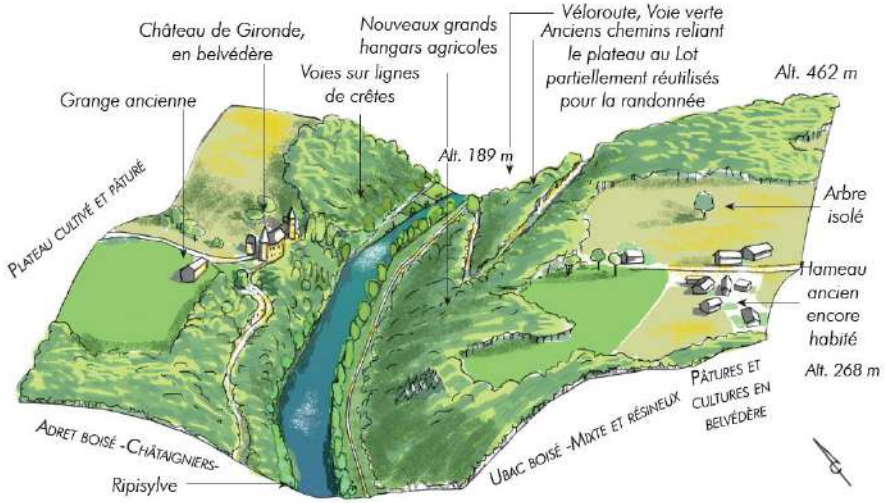
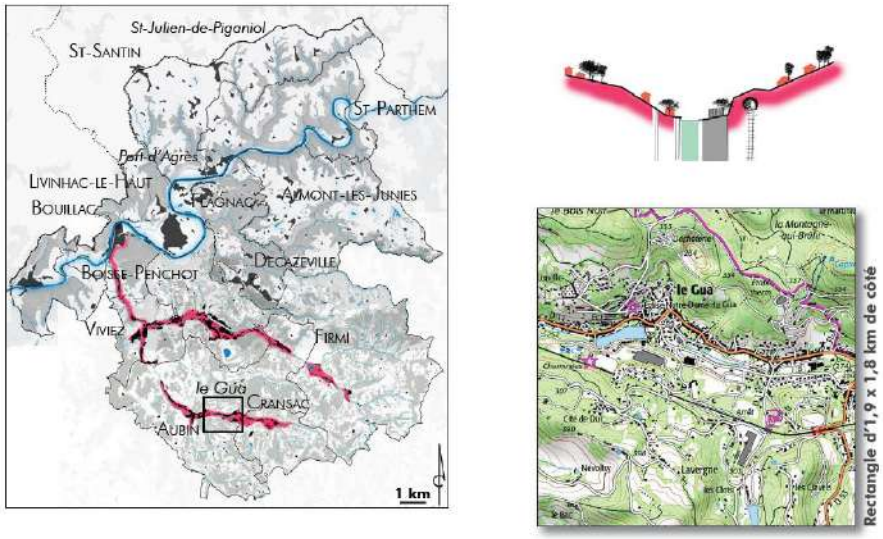


Figure 69 : Les villages et hameaux en belvédère sur le Lot, source Géoportail, réalisation Artifex



Synthèse des qualités, des dynamiques en cours et des enjeux :

- Paysages patrimoniaux de l'histoire minière, et de l'histoire plus ancienne (patrimoine urbain, architectural)
- Lieux de vie importants (lieux culturels, écoles...)
- Espaces publics ponctuellement très qualitatifs
- Multiplication des infrastructures dans la vallée
- Paysages composites troublant la lecture des lieux de qualité
- Accroissement urbain sur les versants
- Installation de grands espaces goudronnées, de hangars industriels, commerciaux parfois peu qualitatifs

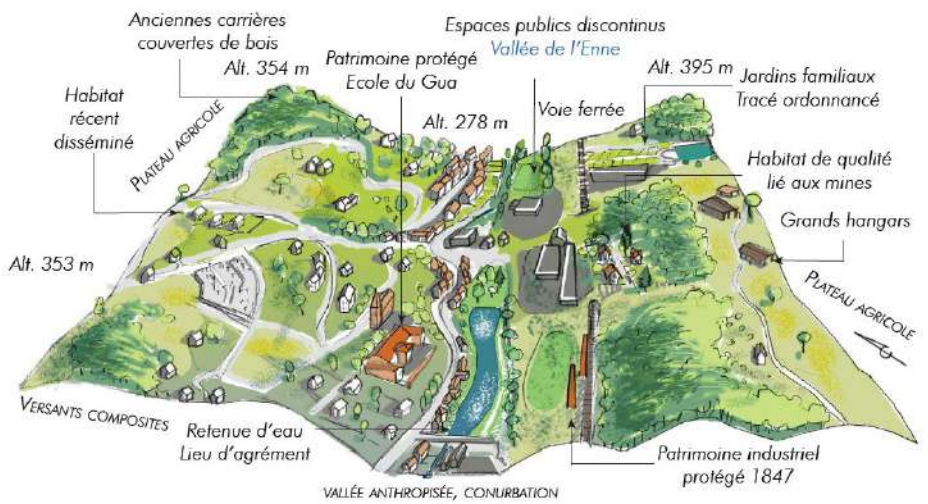


Figure 68 : Les bourgs et extensions en vallée minière, source Géoportail, réalisation Artifex

4. Les tissus urbains et les qualités architecturales

Les territoires communaux tels que dessinés actuellement intègrent des paysages composites révélateurs de nombreuses strates historiques marquantes et passionnantes pour l'ethnologue, le sociologue, ou le visiteur à qui il est proposé des documents pédagogiques (panneaux, site internet) sur de nombreux sites attractifs.

a) Des placettes et des rues variées typiques des cœurs anciens

Dans la partie Nord de l'intercommunalité, l'habitat ancien, adapté aux lieux et aux anciens usages, offre des tissus et des morphologies du bâti spécifiques de cette partie des Ségalas aveyronnais.

Les vieux bourgs détiennent des habitations mitoyennes, dessinant les rues et cadrant quelques espaces publics (places, placettes). La circulation piétonne y est originellement facile et fluide.

Ainsi, par exemple, Bouillac est dotée d'un cœur de village marquant le seuil de son église, d'une rue village descendant vers le Lot, le cœur de Flagnac d'une place en terrasse ouverte sur la plaine fertile et le Lot, le cœur de Saint-Santin et Livinhac-le-Haut dotés d'une place centrale agréable, accompagnée de rez-de-chaussée commerciaux.



Figure 70 : Vue sur le Lot depuis la place de l'église, Flagnac, source Artifex



Voie menant aux berges du Lot, Bouillac, source Artifex



Rue dessinée par l'habitat mitoyen, Bouillac, source Artifex

Les **hameaux** offrent, sur le territoire intercommunal, une agglomération de bâtisses également adaptées à la topographie naturelle des lieux. Ils délivrent des ruelles de gabarits variés réservant des seuils aux maisons ainsi que des espaces communs à des croisements de voies. La circulation piétonne y est également fluide, sans cul-de sac, souvent connectée à des sentiers ruraux.

Les maisons s'y sont construites au fil de plusieurs générations, à partir d'une bâtisse originelle ensuite agrandie, prolongée d'autres pièces, donnant une architecture non rigide, plus organique, unique.

Dans la partie Sud de l'intercommunalité, l'histoire très ancienne se matérialise encore par des ensembles urbains remarquables (le vieil Aubin dominant la vallée de l'Enne, le vieux Viviez blotti sous la forêt, non loin du cours d'eau aujourd'hui à peine visible qu'est l'Enne…). On y voit des habitations parfaitement adaptées au relief, créant des ensembles de formes organiques semblant surgir du socle naturel qui les porte. On y découvre des espaces publics cohérents et tramés entre eux par de multiples voies de gabarits variés, à l'opposé de la monotonie que provoquent de nombreux lotissements récents dont la voiture ne semble que l'unique usagère. Mais ces anciens tissus charmants excluent par leur densité, leur configuration resserrée, la présence de jardins attenants aux maisons, les jardins de jadis étant la campagne, source vivrière principale en lisière des tissus urbains.



Village ancien d'Aubin avec chapelle du Xème siècle, source Artifex



Tissu ancien de Viviez, source Artifex



Village ancien d'Aubin, maison à pans de bois et murs de briques hourdées, source Artifex



Tissu ancien de Cransac, source Artifex

b) Qualités architecturales marquant les époques

Les bâtiments emblématiques des terres de Decazeville communauté peuvent être déclinés sous les thèmes suivants, de façon non exhaustive mais révélatrice de la richesse architecturale et paysagère locale.

L'habitat vernaculaire et rural :

Cet habitat se regroupe sous la forme de hameaux, où les corps de bâtiment se positionnent de façon animée, non ordonnancée, autour d'une voie commune desservant des seuils de formes et gabarits différents. Ses granges et maisons d'habitations, où sont intégrés fours à pains, puits couverts et sécadous, sont rattachées à une logique agricole ancienne (lien avec les moulins, puits aujourd'hui souvent à sec, espaces pour les animaux domestiques et les entrepôts de vivres…).

Les bâtiments y sont massifs et harmonieux, en pierre apparente ou enduite, aux toits couverts de lauzes.

L'habitat médiéval des cœurs de bourg :

Mitoyen et charmant, il structure la rue et les espaces collectifs par ses façades souvent en R+2. Les murs sont actuellement la plupart du temps enduits, mais révèlent parfois des appareillages de briques et de pierres hourdées, où se trouve, brique, mais aussi pierre et galets.



Figure 72 : Habitat ancien structurant le tissu urbain, Saint-Parthem, source Artifex



Figure 72 : Briques et pierres hourdées, maison du cœur de Bouillac, source Artifex

De manière générale, les éléments élégants notables de ces bâtisses prennent la forme de balcons de bois rattachés au premier étage, de lucarnes sur les toitures, de toitures pentues à la Philibert Delorme ou à arbalétriers courbes.

Les cœurs anciens sont dotés de maisons à colombage, ou à pans de bois rendus visibles par les modes d'enduits. Certaines granges sont dotées de chapelles en bout de corps de bâtiment. Des rampes permettent d'accéder à l'intérieur de la plupart des granges.



Maison à pans de bois avec balcon, source Artifex



Sécadou, Saint-Parthem, source Artifex



Grange avec toit à la Philibert Delorme, Aumont, source Artifex

Les **matériaux** utilisés offrent une diversité de teintes, des allures montagnardes, très minérales (lauzes d'ardoises, murs de schistes…).

En effet, le Lot et ses affluents arrachent et roulent les galets aux roches variées de leur bassin versant (basalte, granite, grès, calcaire, schistes…). Le bâti de la vallée reflète cette diversité dans les secteurs alentours.

Le grès des rougiers présent dans le bassin d'Espalion, facile à tailler, est notamment utilisé pour les encadrements.

Il l'est intégralement dans la partie Sud-Est de l'intercommunalité, au cœur de hameaux remarquables tels que ceux de Firmi.



Figure 73 : Matériaux et ouvrages spécifiques de l'habitat rural au Nord de la vallée du Lot, Hameau de Monals, source Artifex

L'habitat noble :

Il est souvent positionné en situation isolée, pour profiter de vues stratégiques en belvédère ou en léger surplomb. Ses corps bâtis sont de taille importante, parfois dotées de vestiges de tours (Château de Bouillac non loin du Lot, château de Plégat dominant la vallée du Riou Mort). La bâtisse noble est rattachée à un territoire assez vaste, le terrain attenant est parfois ceint de murs, terrassé et souligné par des murets, agrémenté de haies arborées et de parcs remarquables (Châteaux de Gironde, de Marcenac…) mettant en scène les entrées, ou signalant et calfeutrant le bâtiment. Elle existe également dans certains hameaux, témoins des heurs agricoles fastes et plus récentes des Ségalas. L'habitat noble et ses terres attenantes forment un tout indissociable.



Figure 74 : Belles demeures sur plateau agricole, hameau Rouqueyrie, source Artifex



Figure 75 : Château de Marcenac (maison forte), Livinhac-le-Haut, source Artifex

Les villages rues du XIXème siècle (Cransac, Aubin) :

A proximité des plus anciens cœurs, se sont développés des tissus urbains intégrant la rue, l'espace public de façon plus ou moins généreuse.

Le bas de Cransac et d'Aubin se jouxtant présentent une typologie d'habitat mitoyen suivant la rue. Ce grand linéaire habité qu'est la D11 prolongée par la D5 peut être entrecoupé de voies en échappée qui permettent de rentrer dans des tissus urbains arrières et de couper la monotonie de l'axe.

La présence de **balcons** aux ferronneries déclinées en volutes variées agrément ces voies. Elle marque l'envie de pouvoir voir la rue, besoin exprimé depuis la fin du XIXème siècle jusque vers les années 1960 au vu de la qualité des ferronneries apportées.



Figure 76 : Balcons avec ouvrages en fer forgé, source GoogleEarth

De beaux arbres d'ornement les accompagnent souvent, la qualité des rues arborées, fleuries, liée à celle des clôtures en sont également emblématiques (quartier rive droite à Penchot, cité de Duc à Aubin…).

<u>Les bâtisses et jardins liés à l'activité industrielle :</u>

Les **maisons d'ouvriers** se trouvent non loin du lieu de travail et répondent à une logique économique (répétition des formes, mitoyenneté des murs), et également hygiéniste (existence des jardins vivriers, comme ceux prônés au XIXème siècle par l'Abbé Lemire). Ces maisons d'ouvriers sont cependant dotées d'effets de styles et de matériaux agrémentant leurs façades tournées sur la rue. La présence de jardins privés attenants, d'espaces verts fédérateurs, et structurant l'espace public, ainsi que sur certains secteurs, de jardins collectifs (dont ceux, ordonnancés, de Cransac) participent de ces ensembles patrimoniaux.

Les **maisons d'ingénieurs** s'éloignent davantage des espaces de travail et présentent des typologies coquettes, aux styles composites (fenêtres géminées, ordonnancement des ouvertures de la façade) et plus prestigieuses (hauteur importante des étages et des ouvertures…).



Habitat ouvrier et jardins, rive gauche Boisse-Penchot, source Artifex



Maison d'ingénieur, rive gauche Boisse-Penchot, source Artifex

Enfin, les **ateliers** et **entrepôts** de cette période d'essor industriel présentent des toits en shed capturant la lumière du Nord, ou des façades avec ouvertures en arc et oculus ordonnancés.



Ateliers, entrepôts, rive gauche Boisse-Penchot, source Artifex



Ateliers, entrepôts, rive gauche Boisse-Penchot, source Artifex

L'espace public est à souligner dans certains secteurs denses. Il prend la forme de **grandes places dotées d'arbres d'ombrage** de taille importante, autour desquels les commerces peuvent être accessibles et visibles. Il intègre de beaux **parcs verdoyants** ou encore des **espaces de loisir**s, de sport.

Les **cimetières** de Cransac ou de Decazeville créent, par contre, des espaces très fortement minéralisés, sur des surfaces très importantes au vu des tissus urbains alentours. Le végétal y est rare et sa capacité à apporter un cadre de vie agréable n'est pas exploitée.

L'histoire minière locale a permis l'existence de **jardins d'ouvriers** toujours utilisés. Les jardins des Clots à Cransac incluent de nombreuses parcelles selon un tracé ordonnancé, terres cultivées en contrebas d'un

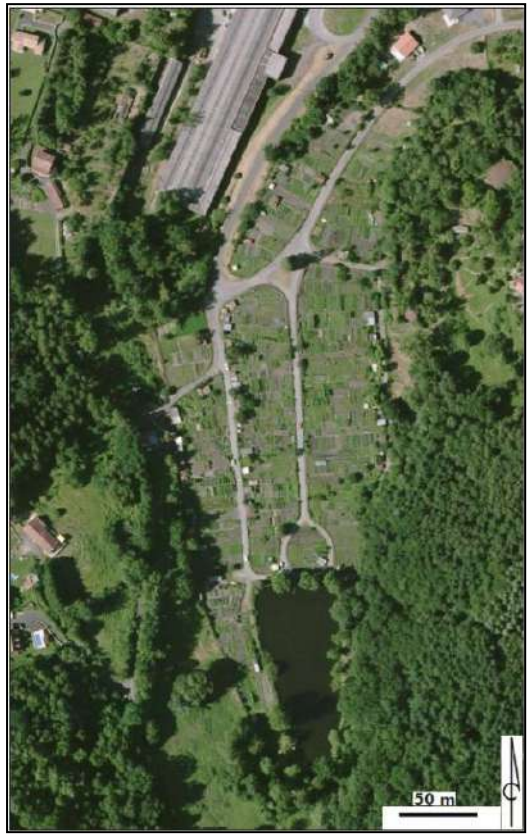


Figure 77 : Jardin des Clots, Cransac, source Géoportail

Habitat et espaces publics de qualité :

Si les jardins n'ont pas toujours été réservés pour les habitants, des **places** ou **jardins publics arborés** réunissent les habitants dans un cadre souhaité agréable.

Ceci est le cas dans la cité ouvrière liée à l'extraction de zinc, à Viviez, ou encore à Cransac, à Decazeville.



Figure 79 : Jardins publics arborés intégrés à la trame bâtie, Viviez, source Géoportail

Dans le secteur Sud de l'intercommunalité, qui est le plus urbanisé au cœur des vallées, les exemples les plus réussis de **relation entre le bâti et le vallon verdoyant** se trouvent au lieu du lac de barrage en contrebas du Gua, à Aubin, ainsi qu'à l'Ouest de Cransac, au Sud de la D11. Les façades des maisons étagées s'ouvrent vers le soleil, au Sud. Les ouvertures des façades offrent une nature recréée et intégrée au tissu urbain. L'existence de jardins reliés aux maisons se décline en seuils d'accueils, en jardins vivriers ou d'ornements situés à l'arrière ou devant le bâti.

Les deux exemples ci-après illustrent les variantes qui peuvent exister dans différents quartiers du secteur Sud de l'intercommunalité.



Figure 80 : Bord du lac habité, Aubin, source Artifex



Figure 78 : Habitat en relation avec la vallée, Cransac, source Artifex

- Non loin du centre de Firmi, le long de la D840, les **terres cultivées** coexistent de façon harmonieuse avec les terres habitées.
- A la Cité des Cerles à Firmi, des **espaces de vie extérieurs** sont intégrés au tissu urbain (jardins publics, trame boisée et jardins privés), reprenant le binôme maison et jardin cher aux projets d'habitations ouvrières, souhaitant répondre à un certain bien-être et une certaine autonomie alimentaire parallèle au travail.

Des vallées à fort potentiel, impactées par les paysages contemporains :

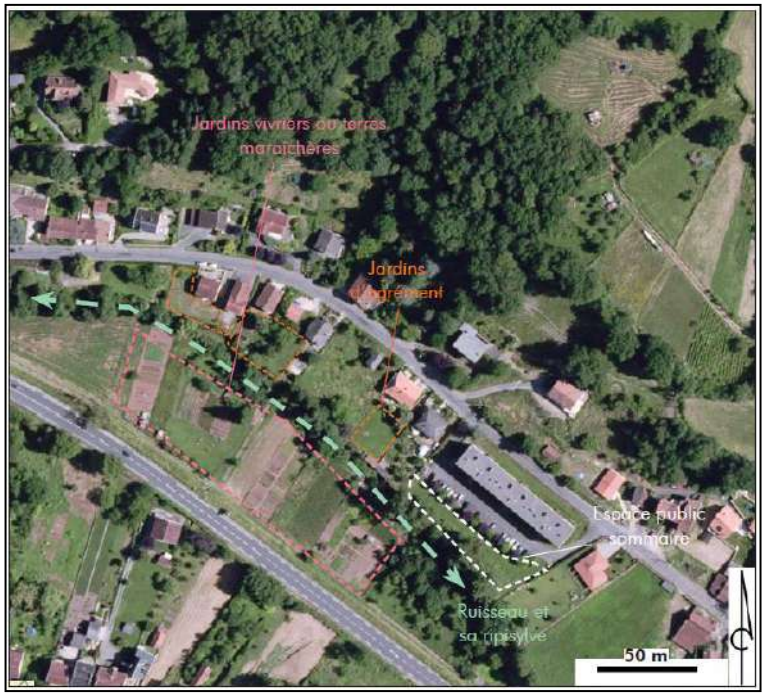


Figure 81 : Jardins vivriers, ripisylve et jardins d'ornement, Firmi, source Géoportail©



Figure 82 : Cité de Cerles, Firmi, source Géoportail

Les vallées sont, en particulier celle du Riou Mort, fortement impactées par l'essor industriel et l'implantation de grandes surfaces commerciales. Un effort de verdissement est fait mais la marque des grandes surfaces commerciales semble encore, à Decazeville, dominer ces vastes friches partiellement utilisées.

La vallée de Riou Mort est en cours de reconquête de paysages jadis verdoyants, afin de gagner un cadre de vie agréable pour tous les habitants riverains.

La voiture est l'élément perturbateur principal, venant occuper les grandes places jadis attractives, au cœur de ville. Les photo-reconductions suivantes illustrent, au sein de Decazeville, le plus gros bourg de l'intercommunalité, l'absence de piétons sur de nombreux espaces publics à fort potentiel.



Vallée de Riou Mort à Decazeville, friche bétonnée en cours de végétalisation, source Artifex



La Place de l'Hôtel de ville à Decazeville, début XXème s., source www.delcampe.net



La Place de l'Hôtel de ville à Decazeville, aujourd'hui, source Artifex



Place Cabrol à Decazeville, début XXème s., source www.delcampe.net



Place Cabrol à Decazeville, aujourd'hui, source Artifex

Les bâtiments religieux :

Les églises et chapelles disséminées sur le territoire intercommunal sont dotées de clochers dont les toitures créent des repères dans les paysages, signalant des cœurs d'habitations (anciens et plus récents bourgs).

L'église Saint Joseph de Boisse-Penchot ayant remplacé une église aujourd'hui disparue est un exemple atypique, curieux de l'architecture « moderne ». Erigée en 1964, elle fut conçue par Vidalenc et Paszkiewiez en 1964.



Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié, XVe s., Flagnac, source Artifex



Eglise St-Joseph, 1964, Boisse-Penchot, source Artifex



Couvent, Livinhac-le-Haut, source Artifex

Le couvent de Livinhac-le-Haut est, vu de l'extérieur, intégré au tissu urbain et d'allure discrète, malgré la taille importante des corps de bâtiments.

5. Le patrimoine arboré

Le **châtaignier**, arbre à pain, reste très présent sur le territoire. Historiquement, la castanéiculture s'est nettement développée avec la croissance démographique des XVIe et XVIIe siècles. En Aveyron, la châtaigne constituait, avec le seigle, une des bases de l'alimentation des Ségalas. L'introduction de la pomme de terre, de l'amélioration des techniques de culture et de fertilisation (chaulage), de la révolution industrielle (mécanisation, voie ferrée), et de la baisse de consommation, ont progressivement mis à un terme à la production intensive. Le châtaignier se trouve aujourd'hui sous forme spontanée sur les coteaux abrupts délaissés par l'agriculture.

Moins historiquement implanté que le châtaignier, le **noyer** demeure un arbre emblématique de l'Aveyron. Au XIXe siècle, suite à l'amélioration des variétés, la production concernait, par ordre d'importance, la Dordogne, le Lot, la Corrèze, l'Isère, la Charente, l'Aveyron, la Drôme, la Savoie, les Deux-Sèvres, le Puy-de-Dôme, l'Allier, les Basses-Alpes et l'Ain. Les noyers étaient cultivés dans le cadre de l'autoconsommation. Une fois les besoins domestiques couverts, le surplus était vendu aux « oliers » qui vendaient l'huile en Auvergne et en Languedoc.

Les années 1930 marquent cependant le déclin des noyeraies dû à la concurrence des productions des vergers californiens, à la place de plus en réduite accordée aux arbres (dépérissement des arbres lié à des labours mécanisés de plus en plus profonds), et à l'augmentation du prix du bois de noyer, très recherché pour la fabrication des crosses de fusils et en ébénisterie. Aujourd'hui, les noyers sont réintroduits sous forme de vergers, sur les terres fertiles en berge de Lot. Des individus anciens sont encore visibles aujourd'hui, souvent en bordure de prairies ou de chemins agricoles.

Plus récents sur le territoire intercommunal, les arbres des parcs (**cèdres**, **tilleuls**) sont également un motif paysager vecteur de puissance et de richesse. Généralement associés aux bâtisses et châteaux, ces arbres encore peu connus au XIXe siècle, au port majestueux, permettaient d'asseoir et de magnifier l'architecture des domaines et leur cadre paysager. De très beaux spécimens sont encore visibles aujourd'hui au Château de la Griffoulière de Flagnac ou au Château de Gironde de Saint-Parthem.

Les arbres des berges du Lot, (**aulnes**, **saules**, **frênes**, **peupliers d'Italie**, et quelques individus remarquables au Port d'Agrès (**marronniers** et **platanes**) sont aujourd'hui indissociables des images et des représentations des berges du Lot, de la vallée. Leurs silhouettes se détachant bien des arrière-plans boisés des coteaux (forêts mixtes et plantations de résineux), participent efficacement de l'ambiance fluviale tout en accompagnant par leur ombrage les circuits de balades.

Enfin, davantage présentes sur les plateaux, les **haies bocagères** préservées du remembrement matérialisent le parcellaire agricole et permettent encore d'animer les plaines agricoles *via* une ponctuation

aléatoire d'arbres de haut-jet. Tantôt servant d'ombrage au bétail, tantôt servant de marquage des voies et chemins, les réseaux de haies permettent également de traiter avec douceur les interfaces entre hameaux et espaces agricoles.



Figure 83 : Verger contemporain de noyers, hameau Le Vialenq, Saint-Santin, source Artifex



Bocage et haies champêtres à proximité du hameau d'Agnac, Flagnac, source Artifex



Ripisylve du Lot, Flagnac, source Artifex



Parc arboré du Château de la Griffoulière, Flagnac, source Artifex



Individus remarquables à hauteur de Port d'Agrès, Saint-Parthem, source Artifex

Le **platane**, privilégié dans les espaces publics à ombrager, est planté sous forme de mails (places à Cransac, Decazeville…) ou en alignement. Etre vivant et vieillissant, son port altier, son ombre fraîche, sont garants d'un art de vivre à l'extérieur apprécié par les locaux et les visiteurs. Un enjeu de renouvellement de ce patrimoine est réel, qu'il s'agisse de platanes ou d'essences s'y rapprochant par le port et le feuillage caduc.

- Non loin du centre de Firmi, le long de la D840, les **terres cultivées** coexistent de façon harmonieuse avec les terres habitées.
- A la Cité des Cerles à Firmi, des **espaces de vie extérieurs** sont intégrés au tissu urbain (jardins publics, trame boisée et jardins privés).



Figure 84 : Place ombragée, Cransac, source Artifex

6. Les fondements historiques des paysages contemporains

Plusieurs thématiques peuvent être abordées à travers le prisme de la lecture historique et géographique, au regard des caractéristiques de ces terres et de l'histoire de ses hommes qui s'y sont adaptés.

a) Le Lot : rivière tourmentée, voie commerciale puis axe touristique

Prenant sa source dans les hauteurs du Mont Lozère, le Lot traverse sur plus de 480 km une topographie tourmentée (des terrains anciens du Massif Central aux durs calcaires des Causses du Quercy, jusqu'aux formations meubles à l'approche de la Garonne). Ainsi, son bassin-versant présente de grandes différences d'altitude et de situation territoriale, influençant un régime complexe, évolutif d'amont en aval, au fur et à mesure que s'additionnent les caractéristiques des affluents. Il en va de même pour les crues, dont l'origine n'est pas unique (influences atlantiques et méditerranéennes).

Malgré son caractère imprévisible à des époques où les routes et les chemins de fer manquaient, le Lot fut une voie de communication et le passage obligé de l'Aveyron jusqu'à Bordeaux. En effet, dès la présence des gallo-romains, le Lot servit au flottage du bois. Le port d'Agrès situé en amont du premier méandre, est d'ailleurs mentionné dès l'an 755 à l'époque des gabarres. Le passage et l'enrichissement non loin de cette voie de communication ont ainsi généré

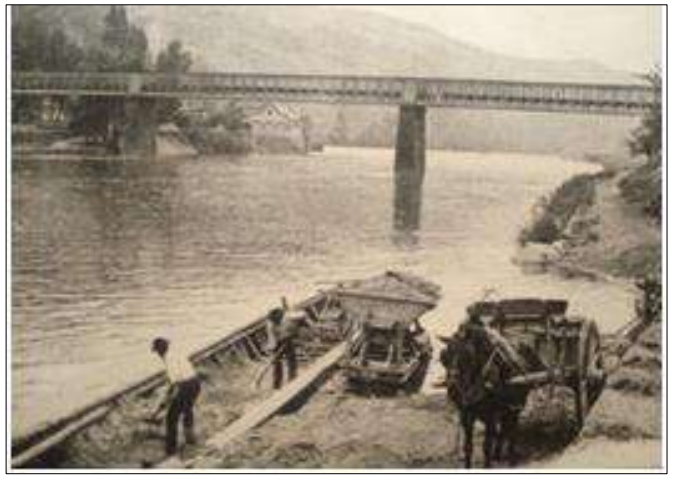
l'implantation de bâtisses prestigieuses, avec en particulier le château de Bouillac érigé sur les terrasses supérieures du Lot, à l'époque de Nicolas Premier, en 1475.

Les villages de Saint-Parthem, Flagnac, Livinhac-le-Haut et Boisse-Penchot, profitent directement de la rivière. S'y fabriquaient jusqu'à récemment les gabarres avec le bois des châtaigniers cultivés sur les plateaux. Les modes de transport fortement modifiés par l'arrivée du chemin de fer et des ponts permettant les franchissements de vallée, finissent par provoquer le déclin de cette activité liée à l'eau.

Cette voie alluviale a été utilisée comme moyen de transport sur de grandes distances jusqu'à la création des barrages hydrauliques au XXe siècle, sous forme de chaussées, et a permis un lien privilégié avec Bordeaux (transport de la houille de Decazeville à Boisse-Penchot, transport de vin et de bois de châtaignier…). En effet, dans le courant du XIXème siècle, au retour de Bordeaux, les hommes rapportaient épices et poissons de mer, notamment la morue séchée et fumée appelée "Stockfish".

La petite vallée de du Riou Mort entre Viviez, Decazeville et la vallée du Lot joue ainsi, très tôt, un rôle de connexion essentiel pour ces échanges commerciaux.

Les grandes crues du Lot investissent largement la plaine alluviale, parfois d'un pied de versant à l'autre. Parmi les crues importantes de cette rivière, on peut noter celles d'octobre 1868 (7,15 mètres à l'échelle de Capdenac), septembre 1875 (7,40 m), octobre 1920 (6,80 m), mars 1927 (7,05 m), décembre 1944 (6,42 m), décembre 1976 (5,90 m), décembre 1981 (5,78 m), novembre 1994 (5,00 m) et plus récemment décembre 2003 (6,35 m).



Gabarres sur le Lot, début XXe s., Boisse-Penchot, source Oltis-gabarre.fr



Bateau -restaurant sur le Lot, Flagnac, source Artifex

Faces à ces débits d'étiage contrastés, les hommes ont connu des déboires mais ont adapté la logique de leurs bâtisses (rez-de-chaussée non habités des maisons surélevées à étage, dans la partie Sud de Bouillac), implantation sur les terrasses hautes de la plaine (Livinhac-le-Haut, Flagnac), chemin à sec faisant le tour des zones habitées (Livinhac-le-Haut).

Le développement du chemin de fer et du transport routier à la fin du XIXème siècle, ainsi que la création des barrages séquençant le lit du Lot, ont fini par anéantir le transport fluvial. De nos jours, le Lot présente une vocation touristique nouvelle : les gabarres ont laissé place aux embarcations de loisir, canoës et autres transports de loisirs. La possibilité de naviguer sur un tronçon du Lot est aujourd'hui mise en place, via un bateau-restaurant « OLT » au port de Lacombe sur la commune de Flagnac (croisière gastronomique et touristique entre Port d'Agrès et Boisse-Penchot).

b) Les postes stratégiques surplombant la rivière Lot

De nombreux points hauts (puechs) coiffés d'un château ou de ruines, permettent des vues sur le territoire des plateaux de ce secteur du Ségala, et la vallée structurante que dessine le Lot. Depuis les hauteurs surplombant cette rivière, les Gaulois, suivis des Romains, s'installèrent dans les environs proches du bourg actuel de la Roque-Bouillac, à Puech de Nissol au Sud du Lot, et à Puech du Plancat au Nord du Lot.

Les IXe et Xe siècles virent se succéder les Barbares, les Francs et les Normands. Au Moyen-âge, le régime féodal en place (régime de protection du faible par le fort, réclamé par le peuple) permettait aux habitants l'assurance de leur subsistance, la sécurité de leur foyer et un secours contre l'ennemi, qui pénétrait dans le territoire par l'intermédiaire du Lot, alors principale voie de communication.

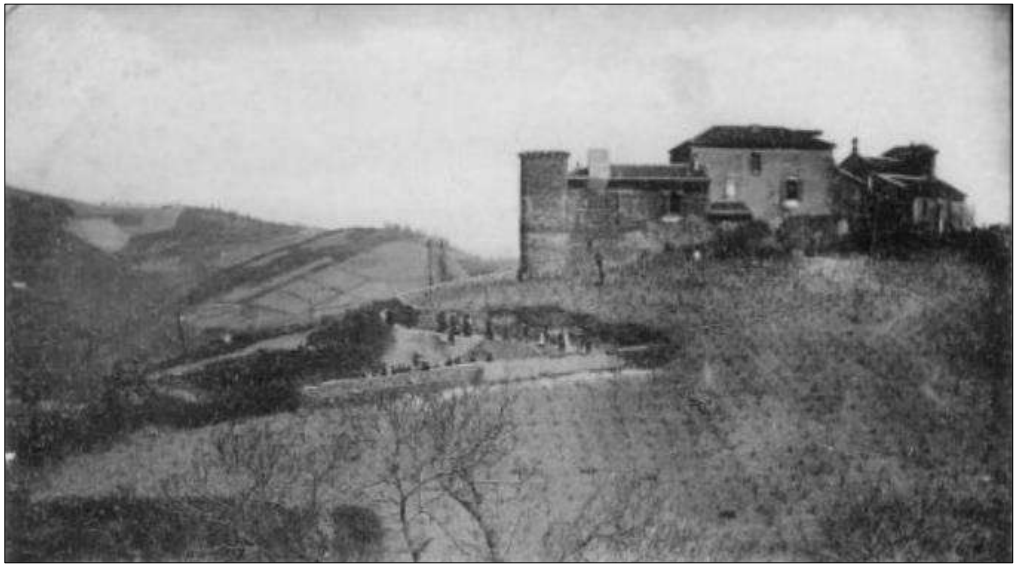
Du haut de leur montagne rocheuse aux pentes escarpées et parfois inaccessibles, des châteaux et des ruines observables encore aujourd'hui (Château de Gironde, Château de Boisse, ruines du Château de la Roque-Bouillac...) donnent une idée de ces "nids d'aigle" (A. BOURDONCLE, 1955) d'où les seigneurs de jadis étendaient leur autorité. Depuis son belvédère, le guetteur pouvait ainsi anticiper une invasion de brigands ou d'ennemis et donner l'alarme, afin que chacun puisse se réfugier dans l'enceinte murée du château.

C'est à l'époque de la Féodalité que fut construit le château « Roc de Bouilhac » cité ci-avant. Une sorte de péage au bénéfice d'un seigneur était imposé à ce niveau encaissé du Lot, tandis que les pèlerins allant de Rocamadour à Conques à pied étaient également rançonnés. Ce château fut abandonné au XVe siècle, et un équivalent, plus pratique, plus moderne et plus facile d'accès, construit à Bouillac.

A Boisse-Penchot, non loin du Lot, la tour de Boisse datant du XIVe siècle, permettait de surveiller les passages sur la rivière. Elle a défié le temps et est aujourd'hui remarquablement restaurée en chambres d'hôtes de charme.

Au Nord-Est de l'intercommunalité, surplombant le Lot, d'où apparaissent le Port d'Agrès ainsi que le cœur de Flagnac, le château de Gironde encore magnifiquement présent se serait implanté dès le IXe siècle. Le seigneur de Gironde qui en serait l'un des fondateurs est mentionné dans un cartulaire de Conques aux environs de l'an 1080.

L'humble château de Marcenac, à Livinhac-le-Haut, a subi de nombreuses transformations. Il témoigne de la présence très ancienne d'un oppidum celtique, d'un castrum gallo-romain transformé par la suite en château féodal qui aujourd'hui ressemble au premier coup d'œil à une belle maison forte.



Château de Boisse, Tour du XIVe siècle et ses vignobles, surplombants le Lot, source Carte postale début XXe siècle



Château de Boisse, gîte actuel, source Artifex

c) Les châteaux dominant les vallées secondaires

Surplombant la vallée du Riou Mort, dans le secteur du bassin minier de Decazeville, le château de Plégat s'érige. Peu d'informations sur son histoire ont été trouvées.

Composé de volumes imposants, de tourelles de hauteurs différentes, dont certaines sont à section rondes, d'autre à section carrée, ce château est assez remarquable

Surplombant la vallée de l'Enne, le site du fort d'Aubin témoigne d'une occupation très ancienne par les romains (estimée à 193 après Jésus-Christ), et marquée par une volonté défensive et dominatrice des premiers Seigneurs d'Aubin. Le tissu médiéval attenant et le cadre paysager magnifient l'ensemble.



Figure 86 : Château du Plégat, habitation en domaine agricole, source Artifex



Figure 85 : Fort d'Aubin et vallée de l'Enne, source Artifex

d) De l'agriculture étagée à l'agriculture sommitale

Sur les plateaux, les terres des Ségalas sont d'un point de vue agronomique pauvres, acides : les "Ségalas" portent d'ailleurs leur nom de terres à seigle, peu rentables. Sur les hauteurs, la châtaigne vivrière y était cultivée sous forme de vergers. Lors du changement de méthode agricole, la châtaigne quitte les plateaux et reconquiert les versants jusqu'alors parfois travaillés en terrasses, ou partiellement boisés. Des hameaux et fermes sont ensuite construits sur les plateaux, reliés à leurs vallons en eau par des sentes arpentant les versants abrupts jusqu'à certains moulins utiles à la confection de farines.



en terrasses, début XXe s., source delcampe.fr



Vestiges de terrasses agricoles, source Artifex



Bourg de Bouillac et ses collines cultivées (dont vignes, en arrière-plan), source delcampe.fr



Château de Bouillac et ses collines cultivées (coteaux aujourd'hui arborés), source Artifex

Comme évoqué dans le descriptif de l'entité Ségalas, l'amendement régulier de ces terres avec de la chaux, dès le début du XXe siècle, a permis de cultiver des céréales plus généreuses, comme le blé, et d'améliorer les conditions de vie locales.

Ainsi, le nombre assez important de hameaux et de bories (fermes) occupant les plateaux situés environ 200 mètres plus haut que le Lot s'enrichit de fermes et de hangars de taille plus importante dès le XXe siècle. Blé et maïs sont cultivés, tandis que l'élevage bovin et la culture fourragère représentent l'agriculture actuelle.

Sur les berges limoneuses et riches des méandres du Lot, les sols s'offrent au maraîchage. Son parcellaire prend encore la forme de terres rayonnantes en direction de la rivière. De grandes serres s'intègrent aujourd'hui à ce finage.

Les deux cartes simplifiées et comparées ci-après révèlent un lien au Lot toujours maintenu, visible au travers du parcellaire linéaire perpendiculaire à la rivière.

Les mutations visibles entre le début du XIXe siècle et le début du XXIe siècle concernent :

- Une modification du découpage de ce parcellaire par une augmentation de la taille de ces parcelles cultivées,
- l'augmentation du nombre de bâtisses,
- la modification du réseau viaire,
- la canalisation d'un petit cours d'eau (à l'Est).

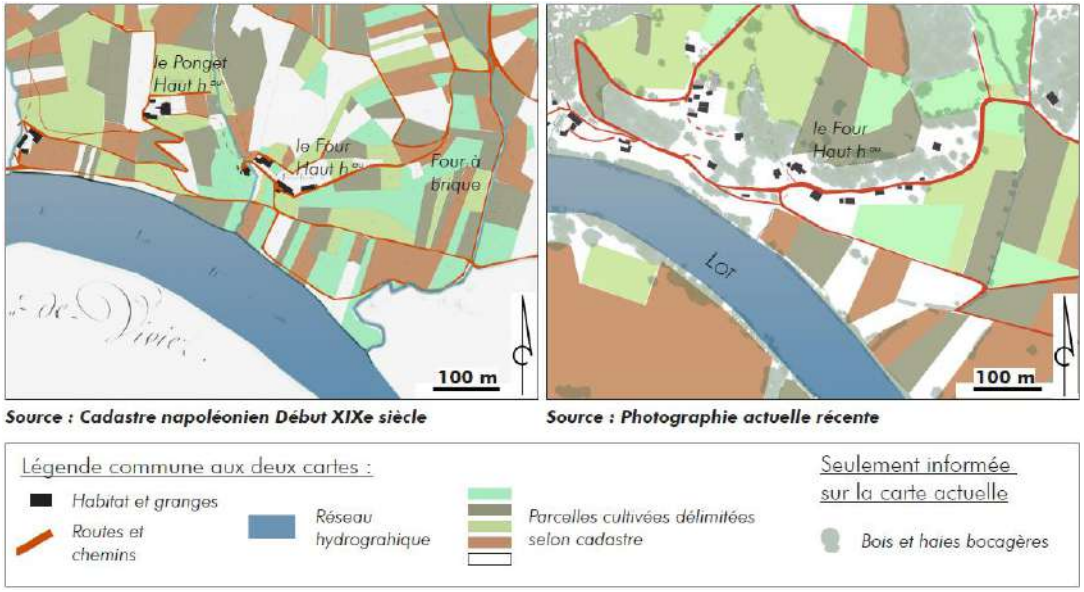


Figure 88 : Comparaison des occupations humaines sur cartes, berges du Lot, Livinhac-le-haut, source Cadastre Napoléonien, Géoportail SCAN 25, réalisation Artifex

e) Les traces de la religion

Un des chemins de Saint-Jacques de Compostelle relie Conques à St-Jean-de-Pied-de-Port, en passant au niveau de Montredon (hors intercommunalité) au Nord de Livinhac-le-Haut sur un axe Nord-Sud, puis le long de la ligne de crête surplombant le bassin minier de Decazeville, selon un axe Est-Ouest.

Il s'agit de la *Via Podiensis* ou « Voie du Puy ».

Selon le site créé par l'Agence de Coopération Interrégionale et Réseau regroupant de nombreuses informations à ce sujet, « on pourrait dire qu'il a existé autant de « chemins historiques de Compostelle » que de pèlerins. Dessiner les cartes des « routes des pèlerins » suppose ainsi de simplifier u**ne réalité historique mouvante et de la fixer, ce qui a été fait à partir du livre V du Codex Calixtinus ».**

Le diocèse de Rodez est érigé au Ve siècle par Saint-Mans ; la vitalité du christianisme rouerguat dès le VIIe siècle est mentionnée par l'historienne Nicole Lemaître. Cette religion rayonne jusqu'à ces terres traversées par le Lot et ses affluents.

La foi associée aux histoires de navigation est matérialisée dans un détail du portail Renaissance de l'église de Saint-Parthem (1561).

Cette église de style roman détient un chœur gothique et un portail renaissance. Elle participe du patrimoine emblématique de ces bourgs rattachés à l'histoire du Lot (motif d'ancre marine).



Porche de l'église de Saint-Parthem, source Artifex



Détail du porche de l'église de Saint-Parthem, source Artifex

Des témoignages écrits du XVIIIe siècle racontent la résistance chrétienne de la gente féminine locale lors de la mise en péril du clocher de l'église de la Roque-Bouillac.

L'église moderne atypique de Boisse-Penchot a remplacé l'église plus ancienne alors dans le village. Son architecture témoigne de pratiques cultuelles contemporaines et d'un parti-pris du maître d'ouvrage, l'évêque de Rodez, inscrit dans son temps.

Plusieurs édifices religieux font l'objet de mesures de protection. Il s'agit d'un patrimoine datant du XIXe siècle, et beaucoup plus ancien, à Bouillac, à Firmi et Aubin.

Des œuvres et ouvrages uniques sont également protégés, comme pour le : Chemin de Croix de Gustave Moreau en l'église Notre dame de Decazeville, datant des débuts du peintre symboliste, en 1863. Il constitue un trésor faisant partie du circuit « Art dans l'espace public en Aveyron ».

f) Les paysages industriels et urbains liés, nés de l'essor industriel du XIXème siècle

Depuis 1825, le Bassin de Decazeville a été le lieu d'importantes activités minières et industrielles. Le vallon du Riou Mort reste le lien privilégié entre le bassin minier de Decazeville et les berges du Lot au niveau de Boisse-Penchot. Dès 1840, les bienfaits économiques de l'industrialisation du Bassin de Decazeville provoquent la naissance de sites industriels à côté de l'embarcadère permettant le transport du minerai par la rivière. La houille issue des mines de Decazeville alimente en énergie les usines. Ce minerai est également acheminé à Cahors et à Bordeaux dans le but d'être exporté.

En 1842, le Verrerie de Penchot s'installe en berge du Lot qui lui offre la facilité d'approvisionnement en sable, grâce à la proximité du bassin houiller de Decazeville (approvisionnement en combustibles et comburants nécessaires aux fonctionnements de ses fours). Le transport des autres matières premières, notamment le bois pour l'emballage (le chemin de fer s'établira plus tard) pouvait se faire facilement par voie fluviale (Verrerie-mousseline.org, 2015).

Les deux rives du secteur se dotent de constructions dont le laminoir à zinc et sa haute cheminée toujours visibles, mais également d'ateliers, de maisons d'ingénieurs et d'ouvriers également encore présents.

Le pont de Boisse-Penchot érigé selon la méthode d'Eiffel en 1888 permet le raccord de ces deux rives industrielles et habitées. Encore aujourd'hui visible et durant sa rénovation, ce pont a laissé apparaître ses pavés en granit, une vieille voie ferrée (celle qu'utilisaient les wagonnets tirés par des chevaux et transportant le charbon vers la « Vieille Montagne » de Viviez) et deux petits trottoirs en pierre du Rougier. Le tout est aujourd'hui recouvert d'un enrobé (La Dépêche, 2009).



Maisons ouvrières de Penchot, Boisse-Penchot, source Artifex



Maisons bourgeoises de Penchot, Boisse-Penchot, source Artifex



Le pont et la zone industrielle de Penchot, Boisse-Penchot, source delcampe.fr



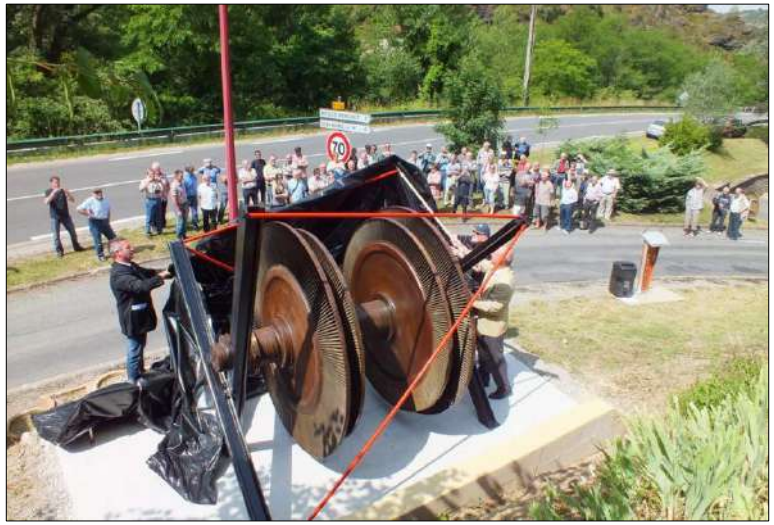
La Verrerie, Boisse-Penchot, source delcampe.fr

En effet, malgré le regain d'activité au sortir de la seconde guerre mondiale, les années 50 marquent le déclin de l'activité industrielle du Bassin : la houille est concurrencée par le gaz de Lacq, le pétrole et l'électrification de la SNCF (BRGM, Etude historique des sites industriels et miniers du Nord Aveyron, janvier 2000). En 1952, la voie ferrée est démontée et annonce la périclité du dynamisme industriel de Boisse-Penchot. En 1954, la Verrerie fut démontée après sa fermeture par le groupe Saint-Gobain. La fermeture du laminoir à zinc n'a pas permis de redonner une nouvelle vocation à l'intégralité des bâtiments. Si une entreprise de la filière bois profite de vastes ateliers, la zone est aujourd'hui en grande partie en friche.

De 1956 à 2001, l'installation de la centrale thermique de Boisse-Penchot a rentabilisé les stériles de la « Découverte » de Decazeville, soit 10 millions de tonnes de charbon brûlé, 10 milliards de KWH d'électricité produits, et permis de faire travailler jusqu'à 160 salariés (La Dépêche, 2014). L'installation fut démolie en 2003.



Ancienne centrale thermique, Boisse-Penchot, source delcampe.fr



Turbine commémorative, Boisse-Penchot, source La Dépêche

Aujourd'hui, des formes urbaines héritées, une croix de verre (forgée jadis par les ouvriers de la verrerie) et une roue de turbine évoquent l'ancienne centrale thermique et l'industrie houillère (La Dépêche, 2014).

Les tissus urbains du bassin minier en particulier, dans la partie Sud du territoire intercommunal, présentent des paysages composites, où plusieurs époques se lisent au travers de bâtiments et de mutations paysagères agricoles. Il en résulte une imbrication parfois complexe des époques et des morphologies urbaines, dans laquelle les infrastructures actuelles sont venues complexifier davantage la lecture et l'usage de ces territoires.

Au sein de ce vaste bassin houiller spectaculairement exploité durant deux principales périodes historiques : le XIXème siècle, entre 1826 et 1860, et le début du XXème siècle jusqu'à l'aube de notre XXIème siècle, de nombreux bâtiments en activité ou non ont perduré.

Les grands espaces et bâtiments industriels :

Les plus importants rassemblent les ateliers, les bureaux et les infrastructures industrielles en particulier à Viviez, mais également à Decazeville, à Aubin.



Figure 89 : Usines de la Vieille Montagne, à Viviez, source Artifex

Les maisons d'habitations :

Destinées à accueillir les populations travaillant dans la métallurgie ou l'extraction minière, mais aussi à loger les ingénieurs, ces maisons se distinguent des autres typologies de bâti et de tissus. L'élégance y est systématiquement présente. Cependant, le positionnement de quartiers ouvriers à proximité des anciennes usines n'offrait jadis aucun avantage au vu de la pollution atmosphérique et de l'absence de confort constatée jusqu'à tard.

Ces quartiers sont devenus, aujourd'hui, des éléments patrimoniaux remarquables tant l'ère industrielle a marqué les paysages, les vies des habitants et l'imaginaire collectif.

Des bâtiments collectifs cossus :

Les heures fastes mais peu pérennes de l'essor industriel ont connu l'édification de bâtiments de grande qualité, qu'il s'agisse d'écoles dont celle d'Aubin, inscrite sur la Liste des Monuments Historiques, ou plus tardivement du cinéma d'Aubin.



Maison d'ingénieur à Viviez, cité Ravanel, source Artifex



Résidence des Eglantiers à Aubin, source Artifex

Les monuments mémoriaux :

Un hommage est fait à l'effort des mineurs et carriers du secteur. Leur mémoire est maintenue vivante par les collectivités locales, et une partie des paysages en est magnifiée, grâce à la restauration de secteurs remarquables comme celui des cheminées de la Compagnie des Forges d'Aubin, ou encore certaines cités.

Le caractère spectaculaire de la mine à ciel ouvert et de ce qu'elle a généré à Decazeville est encore, malgré la présence de panneaux et un portail touristique Internet de qualité, pas encore suffisamment exploité.



Musée style « art déco » à Aubin, source Artifex



Mémorial aux révoltés d'Aubin, source Artifex



Sculpture d'un mineur, Aubin, source Artifex

Les anciennes mines réhabilitées :

Les paysages chamboulés offrent l'amphithéâtre aujourd'hui reverdi de l'ancienne mine à ciel ouvert de « la Découverte » à Decazeville, ou les flancs déserts du secteur encore exploité par les usines de la Vieille Montagne.

Plus discret, il offre des terrains de sport ou encore un bois d'acacias à Firmi.

L'exemple du cœur de Firmi comme ancien site minier remis en état, et métamorphosé depuis l'extraction de ses sous-sols, est criant sur la photo-reconduction ci-dessous. Le site actuel comporte un sol remis à un niveau plus praticable, tandis que le cœur ancien a vécu des destructions nombreuses de bâtiments.

Cette remis en état fait oublier ce passé cependant magnifié par un peintre.



Le village ancien de Firmi perçu actuellement depuis les abords du stade, source Artifex



Enseigne des usines de la Vieille Montagne, source Artifex



Bois jeune d'acacias à Firmi, source Artifex



Peinture représentant Firmi en lisière de carrière, source Artifex, mairie de Decazeville



Le village ancien de Firmi en lisière de carrière, source delcampe.net

Des coteaux plus boisés :

Si la prise de vue photographique n'est pas réalisée du même endroit, ces deux illustrations révèlent des mutations importantes des paysages agricoles, à plus d'un siècle d'intervalle. Les versants se sont fortement boisés, les parcelles d'élevage s'étant certainement réduites et se concentrent sur les collines intérieures. L'utilisation du bois a également fortement été réduite tout autour du bassin.



La vallée du Riou Mort à Decazeville, début XXème s., source delcampe.net



La vallée du Riou Mort à Decazeville, aujourd'hui, source Artifex

7. La « Montagne qui brûle » et les thermes de Cransac

Au sein du bassin houiller, une autre particularité géologique s'érige, au lieu de la « Montagne qui brûle », soit « lou Puech que Ard ». Les pyrites présentes dans son sous-sol forment, au contact de l'humidité, une oxydation provoquant des vapeurs chaudes sortant à environ 120°. Un établissement thermal à l'architecture originale s'y est implanté en contrebas, profitant de vues sur la petite vallée de l'Enne.

8. Les paysages formés par les dynamiques contemporaines

De nombreuses habitations récentes s'installent sur les hauteurs des collines, quitte à s'éloigner des pôles que représentent les cœurs de bourg. Ceci est particulièrement notable sur les collines Nord de Decazeville, ainsi qu'à Firmi. Les grands panoramas sur les paysages de vallée et collinaires sont appréciés, ainsi que la présence des arbres.



Figure 90 : Les collines habitées du Nord de Decazeville, source Artifex

a) Le potentiel touristique

Quatre grandes thématiques complémentaires (et non exhaustives) peuvent caractériser les curiosités attractives d'un point de vue touristique sur l'intercommunalité :

- Le **patrimoine rural**, localisé sur les plateaux encore préservés de l'urbanisation, très marqué sur le secteur Nord et Nord-Est de l'intercommunalité, (plateaux agricoles, avec leurs hameaux, leurs fermes isolées, les bourgs très anciens…)
- Le **patrimoine naturel**, remarquable par ses vallons escarpés et boisés, certaines berges du lot, les affleurements rocheux vers la Roque-Bouillac, le Puy de Wolf, et plus récent sur les anciennes carrières revégétalisées,
- Le **patrimoine lié aux châteaux**, particulièrement présent et visible le long du Lot,
- Et un patrimoine plus contemporain, issu des **activités industrielles du bassin minier** de Decazeville, lisible dans les modelés géologiques exploités, les édifices industriels (ateliers, cheminées…), mais aussi dans l'architecture (habitat, école, cinéma, liés aux heures fastes de cette industriel).

Les pôles touristiques sont répertoriés sur une grande carte présente plus loin.

Les offices de tourisme

Plusieurs offices de tourisme invitent les visiteurs à découvrir un patrimoine diversifié.

Dans la vallée du Lot :

A Flagnac, sur la rive gauche du Lot, non loin du cœur de bourg et du Château de la Griffoulière.

Autour et dans le bassin minier :

A Decazeville, Cransac et Aubin. La médiation faite en particulier sur le patrimoine minier, conjuguée à des investissements de valorisation de ce patrimoine permettent de rendre attractives ces terres.

Les circuits de découverte

L'échelle intercommunale de Decazeville communauté, est en partie traversée par le **Chemin de Saint-Jacques** (*Via Podiensis*), également appelée "route du Puy".

Ce parcours historique prisé par les randonneurs débute au Puy en Velay et mène jusqu'au col de Roncevaux. Il est classé UNESCO sur l'ensemble de son linéaire. C'est l'une des voies les plus fréquentées du pèlerinage chrétien vers Saint-Jacques-de-Compostelle, en Espagne (Galice).

La partie française traverse 8 départements, de la Haute-Loire aux Pyrénées Atlantiques. La portion aveyronnaise du chemin de Saint-Jacques de Compostelle (Circuit de Grande Randonnée, GR65) traverse la commune de Livinhac-le-Haut (étape) sur près de 5 km, rejoint Decazeville. 19,52 km séparent Conques de Decazeville par ce chemin.

Même s'il est difficile d'établir un chiffre précis, environ 15 000 pèlerins traversent chaque année la commune de Linvinhac-le-Haut (Office de Tourisme de la Vallée du Lot, 2015) et passent à Decazeville.

Decazeville, Boisse-Penchot, et Livinhac-le-Haut disposent de lieux d'hébergement variés, adaptés à la demande de ces randonneurs.

Un projet de **Véloroute-Voie Verte au bord du Lot**, a été lancé par l'ancienne Communauté de Communes de la Vallée du Lot, reliant Grand-Vabre à Bouillac (V86) ceci sur 29 km.

Ce chemin sécurisé de 29 km, destiné en priorité aux piétons, cyclistes et cavaliers, sera situé sur la rive gauche de la rivière où des chemins ruraux existent sur 80 % du linéaire, et comprendra des passerelles (trois projets à l'étude, permettant d'améliorer le projet de Véloroute-Voie Verte par la possibilité de boucles) : passerelle à Cuzac, en aval de Bouillac (sur un projet de micro-centrale), passerelle à Marcenac (entre Livinhac-le-Haut et Flagnac), passerelle à Saint-Parthem).

Pour compléter cet aménagement touristique, l'ancienne intercommunalité a décidé de créer un itinéraire de circulation douce « Au fil du Lot », entre Saint-Parthem (limite Grand-Vabre, à 8km de Conques) et Bouillac, en passant par Saint-Parthem, Port-d'Agrès, Flagnac, Livinhac-le-Haut et Boisse-Penchot. Plusieurs autres sections

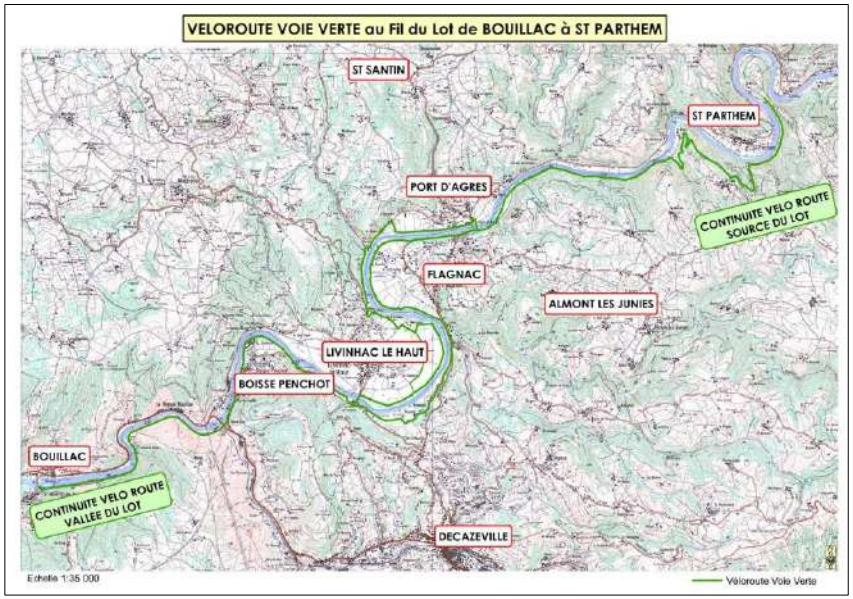


Figure 91 : Projet de Véloroute Voie Verte, 2014, source vvv-sud.org

de cette Véloroute sont réalisées début 2017, mais sans continuité entre elles.

En 2012, un chemin de 2 km a été revêtu en rive gauche à Flagnac, entre le port de Lacombe et l'écluse de Marcenac. Le prolongement en rive gauche de Bouillac à Capdenac-Gare est possible et demandé par les associations locales et l'AF3V.

Une connexion par voie cyclable pourrait relier Viviez à la vallée du Lot, et permettrait une complémentarité entre la partie plus industrielle du bassin de Decazeville, et la vallée du Lot plus agricole.

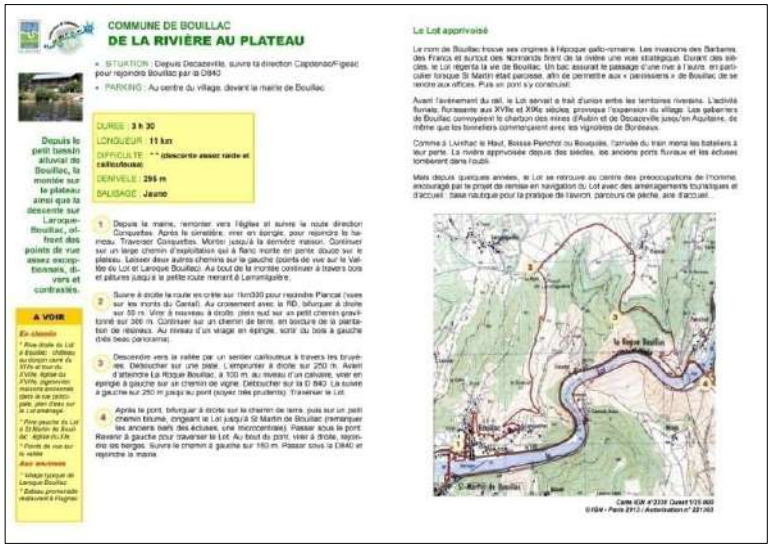
Le Conseil Départemental de l'Aveyron a ouvert à la navigation fluviale une partie du Lot entre Port-d'Agrès et Laroque-Bouillac, sur 10 km. En mai 2011, l'ancienne Communauté de Communes de la Vallée du Lot (CCVL) a mis en service sur cette portion un bateau à passagers, l'Olt (http://www.bateau-olt.com/le-parcours.html). Le long du parcours, s'égrène un patrimoine bâti (châteaux, maisons anciennes, ponts, églises), fluvial (écluse du chenal de Roquelongue, écluse de Marcenac...) et faunistique (héron cendré, cormoran, aigle botté, martin pêcheur...).

De début mai à mi-octobre de chaque année, environ 10 000 personnes profitent de balades thématiques (formule découverte et/ou formule gastronomique avec restaurant à bord) de Port-d'Agrès jusqu'à Boisse-Penchot, en passant par Flagnac et Livinhac-le-Haut (La Dépêche, 2015).

La plupart des communes de l'intercommunalité (dont les sept de l'ancienne CCVL) possèdent chacune 1 ou plusieurs circuits communaux de randonnée. Ainsi, 14 circuits peuvent être parcourus à travers cette portion Nord et plus bucolique du territoire de l'intercommunalité. Ceux-ci sont disponibles à l'Office de Tourisme basé à Flagnac, sous forme de planche nominative, renseignant sur le tracé, la difficulté du parcours, sa durée, son dénivelé, la nature du balisage. Ainsi, ces terres bénéficient d'un linéaire de près de 140 km de chemins balisés, parfois rattachés au linéaire de la future Véloroute Voie Verte.



Plaquette touristique du Bateau l'Olt, 2014, source office de tourisme intercommunal



Plaquette descriptive de circuit de randonnée, exemple en commune de Bouillac, circuit "de la rivière au plateau", 2013, source office de tourisme de la vallée du lot

Les 4 communes du Bassin minier de Decazeville ont créé un topoguide de randonnées « De Découvertes en découvertes », regroupant l'ensemble des chemins de randonnées balisés sur le parc.

7 itinéraires de longueur et de difficultés variées sont proposés, à la **découverte du Bassin minier.**



Photo aérienne du Camping "Le Port de Lacombe" de Flagnac, source flowercampings.com

b) L'hébergement

Secteur Nord, autour de la vallée du Lot :

L'Office de Tourisme de la Vallée du Lot édite chaque année un guide pratique recensant l'ensemble des hébergements intercommunaux (toutes catégories confondues) ainsi que les restaurants et activités/visites annexes. Le parc d'hébergement se compose de 2 hôtels, 11 chambres d'hôtes et 22 meublés de Tourisme (majoritairement labellisés « Gîte de France »).

Egalement, quatre campings sont implantés en berge du Lot. Le camping de la Plaine de Saint-Parthem présente une capacité de 65 emplacements, 4 mobil homes, avec de nombreuses équipements (piscine, tennis, club enfants, surveillance de nuit, commerce alimentaire ...). Un second, le « Le Port de Lacombe » de Flagnac, présente une capacité de 97 emplacements), 4 bungatoiles, 16 mobil homes, avec de nombreux équipements. Egalement, le camping « Beau Rivage » de Livinhac-le-Haut présente une capacité de 49 emplacements, 5 mobil homes, 6 caravanes, 32 emplacements camping-car et tentes.

Camping de la plaine de Saint-Parthem, source businesspme.com



Enfin, le camping "Le Roquelongue" basé à Boisse-Penchot, ouvert toute l'année, présente une capacité de 66 emplacements, 7 mobil homes et 7 chalets. A cela s'ajoutent 4 aires de camping-cars bien réparties sur le territoire (Boisse-Penchot, Bouillac, Saint Parthem et Cransac) ainsi qu'une aire de service à Decazeville.

Dans la même démarche, le guide pratique touristique 2015 renseigne un ensemble de 16 adresses de restaurants (dont 5 snacks intégrés aux campings), en précisant leurs périodes d'ouverture ainsi que leurs

spécialités, avec notamment l'« Estofinado » composé de « Stockfish » (morue de Norvège séchée).

Le stockfish est arrivé en Aveyron via les gabarriers qui le remontaient sur le Lot depuis Bordeaux, (alors port de négoce de la morue) dans leurs gabarres. Les bateliers le fixaient à l'arrière du bateau pendant une dizaine de jours. Ce qui permettait au poisson de se réhydrater dans l'eau du Lot. Les bateaux accostaient au port de Bouquiès et les gabariers se restauraient à Linvinhac. C'est ainsi que l'« Estofinado » est devenu le plat des mineurs de Decazeville. Almont-les-Junies est aujourd'hui la capitale de ce plat. Entre 10 et 12 tonnes de stockfish sont consommées chaque année dans la région de Figeac, Decazeville et Villefranche. De plat « des pauvres », l'estofinade est devenue aujourd'hui fleuron de la gastronomie aveyronnaise.

Secteur Sud du bassin minier de Decazeville :

Un camping municipal Trois étoiles existe à Cransac. Il s'agit du Camping Les Faysses, situé entre le centre-ville et la voie ferrée.

Plusieurs **hôtels** existent à Decazeville, Viviez, et Cransac.

Gîtes et **chambres d'hôtes** sont également existants, indiqués par les sites d'information sur le Chemin de Compostelle et ses lieux d'étapes.

c) Les attractions et curiosités

Secteur Nord de l'intercommunalité, autour de la vallée du Lot :

La partie Nord du territoire intercommunal, en lien avec la vallée du Lot, possède trois musées.

Le **Musée de l'uniforme** de Livinhac-le-Haut (musée militaire associatif) est orienté sur l'histoire de France par l'intermédiaire de collections vestimentaires d'époque.

Un second, **TERRA OLT**, est basé à Saint-Parthem. Celui-ci est orienté sur l'histoire de la Vallée du Lot du début du siècle dernier à nos jours.

Le troisième musée est un espace relatant un quotidien révolu dans le village double de Saint-Santin, à travers d'anecdotes amusantes.

Plus spécifiquement, les activités de loisirs de cette partie Nord du territoire intercommunal sont naturellement toutes orientées sur le Lot. On y dénombre une base nautique au camping du Port de Lacambe de Flagnac, ainsi que deux bases de Loisirs (camping Le Roquelongue de Boisse-Penchot et « Les rives du Lot ») ; également, 4 aires de loisirs, aux équipements plus légers complètent l'offre. Enfin, peuvent être cités la piscine de Boisse-Penchot, le Club d'Aviron de Bouillac, ainsi que les pontons de pêche accessibles aux personnes à mobilité réduite le long des berges du Lot, notamment à Flagnac et Livinhac-le-Haut.

Touristiquement valorisé sur le site de l'Office de Tourisme, le **petit patrimoine rural** des villages et hameaux participe lui aussi à enrichir le potentiel touristique (fontaine, puits, lavoir, pigeonnier, forge, églises, four à pain...).

Plus spécifiquement, les visites du **site de Gironde** (château et points de vue aménagés) et de la commune double de Saint-Santin, intégrés notamment à la formule « Vallée du Lot Tour 2015 » (spécial groupes), complètent le panel touristique intercommunal.



Figure 92 : Site de Gironde, Saint-Parthem, source Artifex



Figure 93 : Cœur de bourg du village Double Saint Santin d'Aveyron/Saint Santin des Maurs d'Auvergne, source Artifex

Secteur Sud de l'intercommunalité, bassin minier de Decazeville :

Histoire médiévale et histoire minière :

L'**ASPIDB**, Musée du Patrimoine Industriel et Minier, est une association de sauvegarde du patrimoine industriel du bassin Decazeville Aubin.

Le **Musée de la Mine d'Aubin**, créé en 1979, raconte la vie des mineurs.

Le **Musée « Les mémoires de Cransac »**, témoigne de l'histoire locale, de la mine et du thermalisme, promeut la création contemporaine.

Les syndicats d'initiative de Firmi et d'Aubin activent la mémoire locale, et valorisent ce qui a façonné le bassin (géologie, industrie, mais aussi histoire plus ancienne, médiévale).

Le dernier **chevalement de mine** présent à la découverte de Decazeville a récemment été rénové. Il s'érige comme un emblème des richesses minières du Bassin.

Le site de la Découverte fait l'objet de projets d'aménagement à destination du loisir, pour les habitants et les visiteurs.

Parmi les richesses nées de la mine, l'urbanisation liée à ces extractions est de grande qualité, et en partie soignée.

Les cheminées des fours à Aubin particulièrement visibles en sont les emblèmes dans la vallée de l'Enne.

L'ancien village d'Aubin est particulièrement étonnant de part sa situation en surplomb et ses monuments (église, statue, chemin de croix…). Sa fortification est évoquée auparavant dans la partie concernant les châteaux dominant les vallées.

Environnement :

Le portail Internet www.cc-decazeville-aubin.fr de la Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin met en valeur 13 milieux écologiques spécifiques.

Parmi eux, le **Puy de Volf** (ou de Wolf) est une particularité géologique, détenant de la serpentinite, et également une flore atypique, dont la Doradille de Marante, faisant de lui un site classé Natura 2000.

La Montagne qui brûle, nommée en langue romane, « Puech que Ard », est un phénomène géologique provenant de l'oxydation des pyrites par l'humidité de l'air qui passe au travers des fractures du sol. La présence de houille et les mouvements de terrain dus à l'exploitation minière n'ont fait que favoriser cette combustion.

Tourisme thermal :

L'établissement thermal de Cransac offre des soins dans un bâtiment et un cadre prestigieux, mis en valeur pat la forêt.



Musée de la Mine d'Aubin, source Artifex



Puy de Wolf, source Artifex



Village ancien d'Aubin, source Artifex



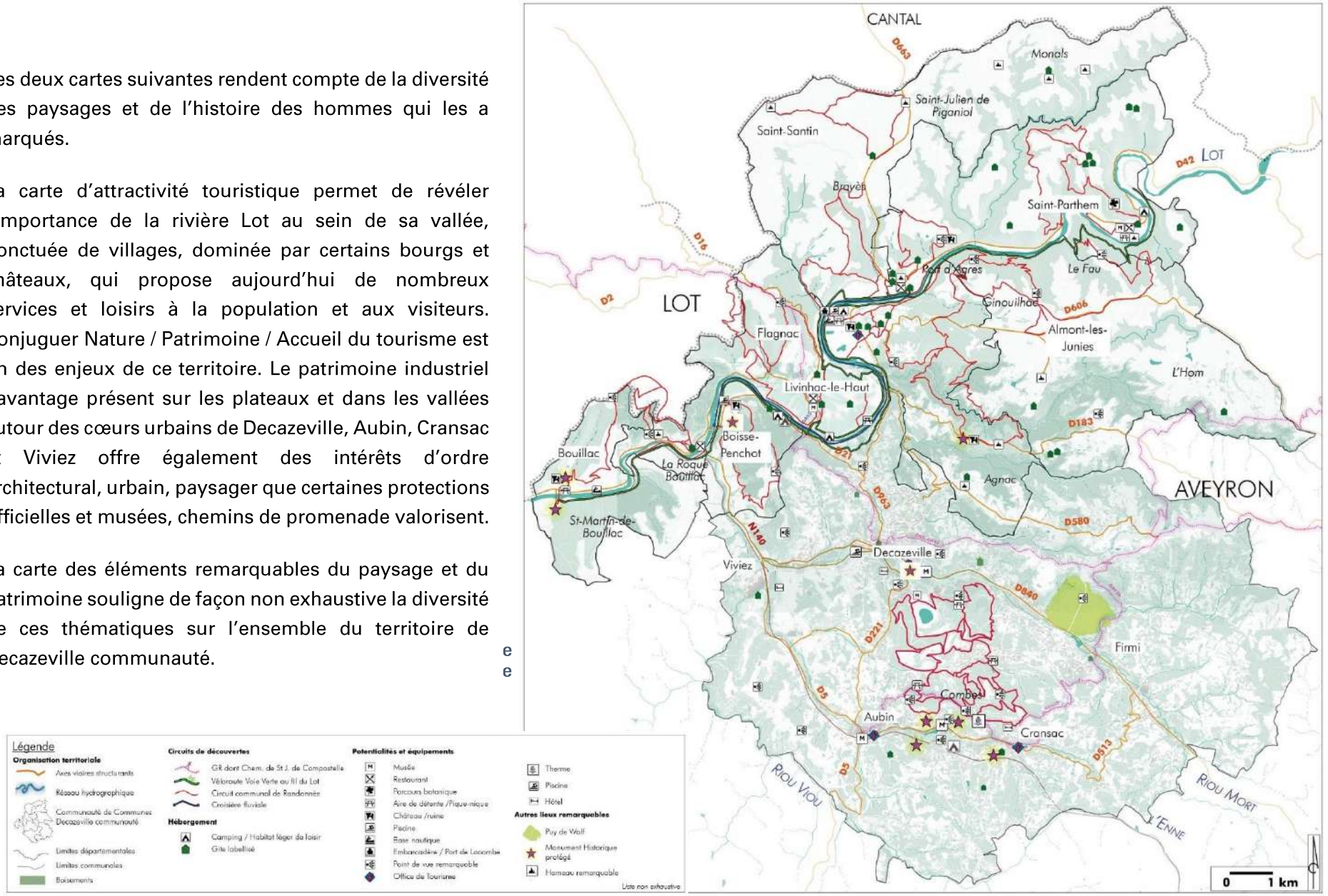
Thermes de Cransac, source Artifex

Les deux cartes suivantes rendent compte de la diversité des paysages et de l'histoire des hommes qui les a marqués.

La carte d'attractivité touristique permet de révéler l'importance de la rivière Lot au sein de sa vallée, ponctuée de villages, dominée par certains bourgs et châteaux, qui propose aujourd'hui de nombreux services et loisirs à la population et aux visiteurs. Conjuguer Nature / Patrimoine / Accueil du tourisme est un des enjeux de ce territoire. Le patrimoine industriel davantage présent sur les plateaux et dans les vallées autour des cœurs urbains de Decazeville, Aubin, Cransac et Viviez offre également des intérêts d'ordre architectural, urbain, paysager que certaines protections officielles et musées, chemins de promenade valorisent.

La carte des éléments remarquables du paysage et du patrimoine souligne de façon non exhaustive la diversité de ces thématiques sur l'ensemble du territoire de Decazeville communauté.

e
e



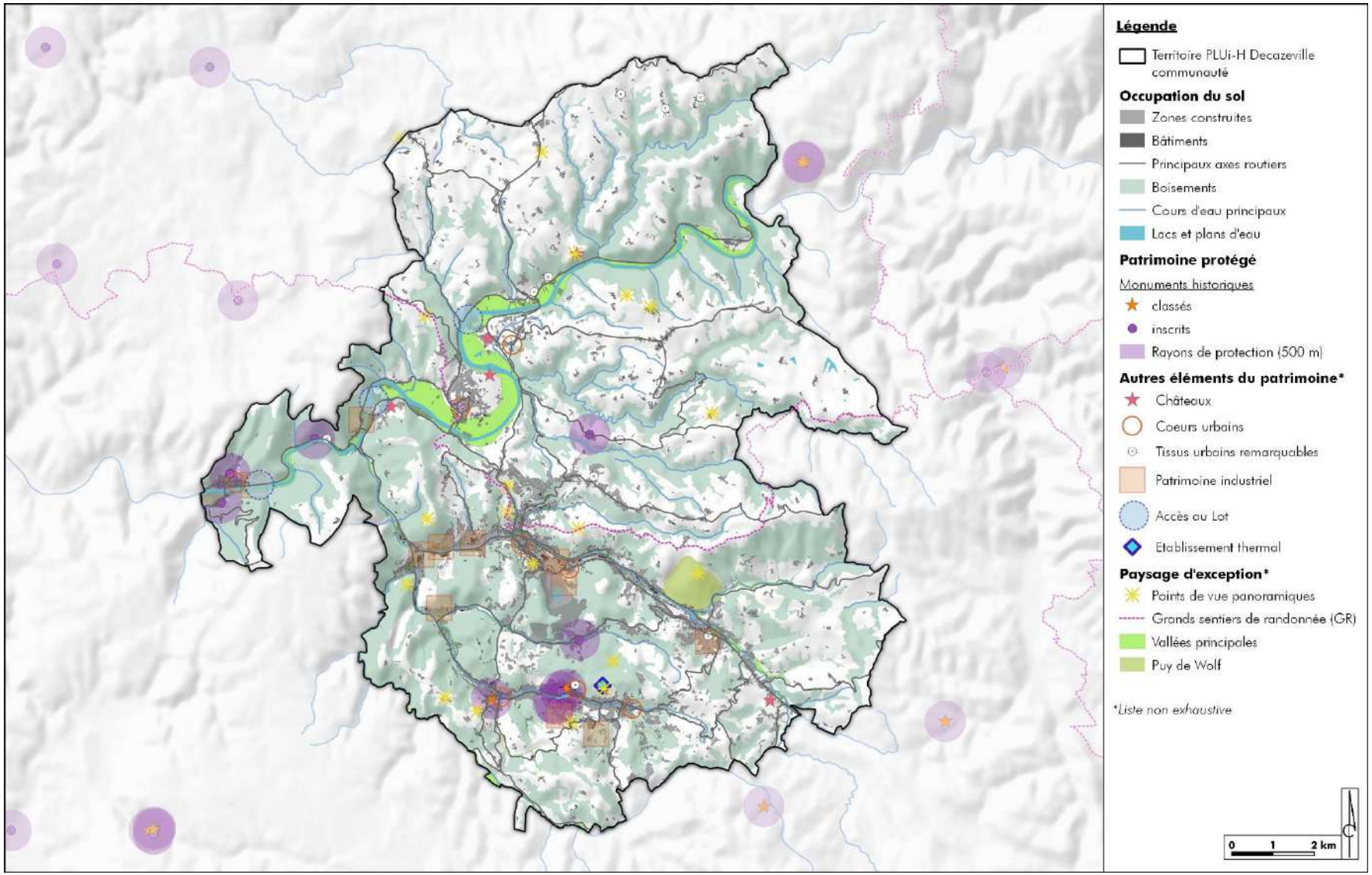


Figure 95 : Carte des éléments remarquables du patrimoine et des paysages, réalisation Artifex

III. Les éléments patrimoniaux protégés

Secteur Nord de l'intercommunalité, lié à la vallée du Lot :

Quatre édifices inscrits sur la liste des éléments du Patrimoine sont recensés sur cette partie Nord du territoire, selon la base de données de Mérimée. Ils sont matérialisés par des étoiles roses sur la carte ci-avant.

5 monuments seront inscrits sur la liste des monuments historiques à partir de novembre 2019, tous localisés sur la commune de Decazeville : le mausolée de Cabrol (au cimetière), le chevalement, les soufflantes, l'église et la mairie. Les périmètres de protection restent à définir.

Nom Protection Date arrêté	Description
Ruines du Château de Pagax Inscrites MH 28 décembre 1978 Au lieu-dit La Borie de Pagax, à FLAGNAC  *Source : Artifex*	Il s'agit de vestiges du château avec sa tour du *XVe siècle*, propriété d'une personne privée. Le château faisait partie du patrimoine de l'ancienne maison de Montarnal qui passa par héritage dans celle de Moret, en 1465. C'est un édifice féodal cantonné aux angles de tours cylindriques massives (fenêtres à meneaux, corbeaux, mâchicoulis).

Château de Bouillac Inscrit MH 15 décembre 1992 Nord-Ouest du cœur de bourg de BOUILLAC	 *Source : Artifex*	(Portail, pavillon, décor intérieur du **XVIIIe siècle**), propriété d'une personne privée. Ce château se déploie sur deux ailes perpendiculaires dont la plus ancienne est adossée à la colline. Cette façade fut ouverte, à la Renaissance, par de larges fenêtres reprises au XIXe siècle. L'aile XVIIIe est occupée par toute une série de pièces en enfilade, renfermant des boiseries de la même époque (lambris, portes, décors de stuc de style rocaille, cheminées de marbre, menuiserie, décor stuqué).
Eglise Saint-Martin Inscrite MH 12 mai 1944 Lieu-dit Aspières, à BOUILLAC (Saint-Martin-de-Bouillac).	 *Source : Artifex*	(Portail d'entrée et pavillon contigu). Elle est une propriété de la commune. Son chœur, son abside et son clocher datent du XIIe siècle.

Monument aux morts Inscrit MH 18 octobre 2018 Boisse-Penchot	 *Source : monumentsauxmorts.fr*	Le monument est érigé à l'extérieur du centre de Boisse-Penchot, sur une petite place à l'intersection de la rue des Deux-Ponts et de l'accès au vieux pont franchissant le Lot. Il est constitué d'un portique à trois colonnes. Sur celle du milieu, une dalle de bronze supporte le bas-relief d'une mère, accompagnée de ses deux enfants, qui dépose une couronne de laurier sur la tombe d'un soldat. En arrière-plan, une femme se tient debout, une branche à la main. Les colonnes de droite et de gauche comportent des dalles de marbre recensant les soldats de la commune tombés au front : 42 noms sont énumérés pour la Première Guerre mondiale, 4 pour la Seconde Guerre mondiale1,2 ». De par son thème, refusant de mettre en scène un soldat héroïque, mais au contraire une veuve fleurissant une tombe, l'édifice rejoint se rapproche des monuments aux morts pacifistes.

Secteur Sud de l'intercommunalité, liée au bassin minier de Decazeville :

Parmi les édifices classés ou inscrits sur la liste des Monuments Historiques, faisant l'objet de mesures de protection, se trouvent autant d'éléments anciens que plus contemporains. Seule la commune d'**Aubin et Decazeville** détiennent des édifices inscrits ou classés sur la liste des Monuments Historiques.

Nom Protection Date arrêté	Description
Eglise Notre-Dame des Mines Inscrite MH 30 avril 2001 Aubin 	Milieu XIXème siècle, décor intérieur de 1942 L'église remplace en 1949 la chapelle en bois utilisée depuis 1879 par les mineurs de la mine du Banel. Edifice réalisé dès 1942 en ciment armé à partir des plans d'André Salvan et d'André Boyer, architectes à Rodez. Le décor peint à partir de 1951 par Gabriel Genieis, évoque la vie des mineurs en parallèle avec la Passion du Christ. Les vitraux sont réalisés en 1967 par les moines d'En Calcat.
Eglise St Blaise Classée MH 02 avril 1942 Aubin 	XIIème et XVème siècles, élément protégé : clocher L'église d'Aubin fut donnée en 1087 aux moines Augustins de Montsalvi, et ne servit au début qu'aux religieux. En 1102, la paroisse de la Cène fut réunie à l'église, et c'est probablement au début du XIIème siècle que fut bâtie l'église romane en partie conservée. En 1486, le prieuré et une partie importante de l'église furent reconstruits. Primitivement, la toiture de la nef était distincte de celle des bas-côtés. La sculpture des chapiteaux est assez fruste ; l'un d'eux représente la tentation d'Adam et Eve. Une chapelle funéraire avec des restes importants d'enfeu, s'élève à l'angle Sud-Ouest. Ce monument était enrichi de statues dont il ne subsiste qu'une partie.

Eglise du Gua Inscrite MH 13 juin 2003 Aubin 	**3e quart du XIXème siècle**, de l'architecte Louis-Auguste Boileau A partir du Second Empire, le Gua devient un centre industriel lié à l'extraction de la houille et à la création d'aciéries. Parallèlement à la construction du centre industriel, la Société des Aciéries met sur pied un programme urbain comprenant un habitat ouvrier et quelques édifices publics dont l'église, confiée à Louis Auguste Boileau. Edifice de style néo-gothique, bâtie dès 1865 et inaugurée en 1867. L'église traduit les recherches architecturales de l'époque, et témoigne de la démarche de l'architecte en faveur de l'utilisation du métal au milieu du XIXème siècle. La vaste nef dégagée est rythmée par de fines colonnettes de fonte.
Deux cheminées d'usine Inscrites MH 16 décembre 2008 Aubin 	Ces cheminées, édifiées en **1847**, étaient liées à l'existence de forges, avec la création au milieu du 19e siècle de la Compagnie des forges et fonderies d'Aubin. Elles sont érigées sur un socle polygonal de briques et de pierre, empruntant un vocabulaire néo-classique. Elles sont couronnées d'une souche ornementée formant un chapiteau posé sur une colonne.
Ecole Jules Ferry du Gua Inscrite MH 5 juin 2002 	**4e quart du XIXème s** Elévation, mur de clôture, mur de soutènement, escalier, portail Réalisation par l'architecte Emmanuel Brune. A la demande la compagnie du Paris-Orléans, Emmanuel Brune, architecte parisien, construisit un véritable palais scolaire entre 1876 et 1880. Réservée aux garçons, cette école fut confiée aux frères des Ecoles chrétiennes. Puis, elle abrita l'école laïque et tomba dans le domaine communal en 1947. Construit sur une terrasse aménagée dominant le site du Gua, ce bâtiment

Aubin	ostentatoire long de 59 mètres et large de 12 mètres tranche sur l'ensemble des maisons modestes qui constituent la trame de ce faubourg.
Monument aux morts Inscrit MH 18 octobre 2018 Decazeville  Source : monumentsauxmorts.fr	Le monument est érigé dans le centre de Decazeville sur la place Wilson, devant le parvis de l'église Notre-Dame. Il occupe un espace carré bordé de voies de circulation, entouré d'un garde-corps qui s'interrompt au milieu de chaque côté afin d'en permettre l'accès. Le monument s'élève sur une petite plate-forme également carrée, accessible par un petit escalier de cinq marches là encore sur chaque côté. Le monument aux morts en lui-même est constitué d'un piédestal de plan carré en béton armé recouvert de pierre de Chauvigny, au centre duquel s'élève un obélisque. Celui-ci est creusé, sur ses faces antérieures et postérieures, d'un long sillon vertical. Devant l'obélisque, une sculpture en bronze représente une lanterne de mineur, sur un socle en pierre portant les dates « 1914 1918 ». Des bas-reliefs allégoriques en bronze figurent sur trois faces du piédestal : la Guerre et la Paix sur les côtés, un soldat mort et un mineur piégé par un coup de grisou sur l'avant1. Le monument est à la fois un monument aux morts de la guerre et aux morts du travail.

Cransac, Decazeville, Firmi et Viviez ne détiennent pas de mesures de protection sur des édifices susceptibles d'avoir une incidence sur des prescriptions lors de projets avoisinants.

Cependant, les éléments de patrimoine minier, rural, cultuel sont nombreux, sous une forme étendue ou plus ponctuelle. Ils marquent fortement la mémoire collective qui est activée par de nombreux lieux de commémoration et de pédagogie (musées, mémoriaux, panneaux…). Ils façonnent ces paysages de façon contrastée, parfois chaotique lorsque les tissus urbains se mêlent ou que les infrastructures viennent couper les anciens fonctionnements entre habitations, usines et campagne.

IV. Les entrées dans le territoire intercommunal

Les entrées dans le territoire intercommunal sont ici abordées afin de souligner la lisibilité des entrées de ville, et les séquences qui existent, ainsi que les différentes ambiances remarquées. A l'inverse, l'absence d'entrées de ville, qui peut être liée à une conurbation au fil des années, mais aussi à une fragmentation des secteurs fortement anthropisés, sera mise en évidence.

Enfin, les notions de perceptions possibles depuis des points de vue sont également évoquées, afin de souligner les vues paysagères d'ensemble depuis lesquelles le binôme ville / campagne ou ville / nature est plus ou moins évident.

Nous pouvons qualifier ces entrées afin de déterminer celles qui véhiculent le plus de représentations paysagères emblématiques du territoire intercommunal.

Plusieurs configurations paysagères sont ainsi remarquées, permettant de marquer les portes d'entrées du territoire. On peut citer notamment :

- Les **portes d'entrées dans les vallées, marquées par une réduction de largeur du champ visuel** (resserrement de la vallée autour du Lot, du Riou Mort entre Viviez et Boisse-Penchot et de l'infrastructure routière) : Ce phénomène est bien marqué sur la RD 840 en arrivant par le Nord-Ouest du Territoire, à hauteur de Bouillac, ainsi que sur la RD42 en arrivant par l'Est, en amont de Saint-Parthem. Les noyaux villageois de Bouillac et de Saint-Parthem créent tous deux un **effet de sas d'entrée** annonçant le cœur de plaine emblématique du territoire intercommunal (sur lequel s'implantent les noyaux villageois de Livinhac-le-Haut, Flagnac et Boisse-Penchot) *(Cf. photographie n°2).*
- Les **portes d'entrées sur les plateaux, marquées elles aussi par une réduction de largeur du champ visuel** (effet de resserrement du relief autour de l'infrastructure routière) : Ce phénomène est observé sur la RD963 en venant de Decazeville. Une fois ce pôle urbain dépassé, l'ascension du resserrement topographique permet d'accéder à un véritable **"balcon"** (positionné sur le territoire de Decazeville) offrant des vues plongeantes sur le cœur de plaine emblématique. De même, un effet de porte d'entrée similaire est observable le long de la RD16. L'entrée dans le territoire est fortement symbolisée par le franchissement centré entre deux bourgs perchés (Montredon et Montmurat) (Cf. photographie n°4).
- Les **portes d'entrées sur les plateaux, marquées par la traversée d'un bourg ou d'un hameau perché** permettant d'offrir des vues générales sur une large portion du territoire : Les hameaux d'Agnac, de Saint-Julien-de-Piganiol et du bourg de Saint-Santin créent un **effet de Sentinelle** annonçant l'entrée dans le territoire intercommunal (Cf. photographie n°1).



Figure 96 : Porte d'entrée "en effet de Sentinelle", Saint-Santin, source Artifex

1. Entrées dans le territoire intercommunal

Au Nord de l'intercommunalité, le passage depuis le département du Cantal sur l'Aveyron se fait par les voies **D45** et D663, offrant les silhouettes des villages de Saint-Santin et de Saint-Julien-de-Piganiol aux vues.

L'entrée Nord-Ouest par la **D16** et **D2** permet une mise en scène des paysages de la vallée du Lot.

La **vallée du Lot**, elle, est particulièrement remarquable sur de grands tronçons, dont fait partie l'intercommunalité. Le resserrement de la vallée, de part et d'autre de l'intercommunalité, offre des ambiances intimes. Plus loin, lorsque les berges sont plus douces, qu'elles sont façonnées par les terrasses alluviales, les routes (**D42**, **D963**) et la **Véloroute** qui empruntent cette vallée permettent des vues sur le Lot, et des ouvertures ponctuelles sur les silhouettes de village parfois brouillées par des extensions urbaines.

La **D5** rentre dans Aubin depuis des terres très rurales, ceci de façon contrastée.

La **D11** emprunte la vallée de l'Enne et offre une porte d'entrée assez nette à l'Est du bourg de Cransac.

La **D840** reliant Rodez à Decazeville par la vallée du Riou Mort, donne à voir des territoires assez fragmentés et composites, où alternent paysages ruraux et secteurs artisanaux, ou encore très urbains. Y émergent cependant des entrées de ville de qualité, comme les cités de Firmi, des sites d'exception, comme le Puy de Wolf. Les respirations vertes (jardins vivriers, propriétés agricoles, ripisylve…) séquencent encore ce long axe qui donne à voir les paysages du bassin minier, mais également de ses terres agricoles qui en font partie.

La **voie ferrée** empruntant les vallées du Riou Viou et de l'Enne, permettant de rejoindre Rodez à Brive-la-Gaillarde, révèle les coulisses des propriétés qui la longent. La qualité des clôtures, des délaissés, des hangars participent de l'image de ces territoires traversés et leur qualité est garante d'un enjeu non négligeable au vu des visiteurs.



Figure 97 : Porte d'entrée "en effet de sas", Saint-Parthem, source Artifex



Figure 98 : Le long de la voie ferrée, Cransac, source Artifex

Entre ces deux grands ensembles, les axes que sont la **RD 840** entre Viviez et Boisse-Penchot, ainsi que la montée et descente qu'offre la **D963** entre Decazeville et Livinhac-le-Haut sont deux axes aux ambiances opposées, constituant des liaisons fortes entre paysages marqués par l'industrie et paysages plus vivriers et agricoles des berges du Lot et de ses plateaux.



Figure 100 : Porte d'entrée "en balcon" du territoire sur la D963, vue depuis "Les Estaques", Decazeville, source Artifex

Enfin, la petite route secondaire parcourant les territoires ruraux (D580 entre Almont-les-Junies et Firmi, D606 entre Noailhac (extérieur à l'intercommunalité) et Flagnac) donnent à voir des terres agricoles où les silhouettes de villages sont de grande importance, parfois brouillées par des extensions diffuses.)



Figure 99 : Porte d'entrée paysagère du territoire sur la D580, vue sur "Fagegaltier", Decazeville, source Artifex

2. Entrées de ville, conurbation et respirations

Les entrées de ville peuvent être abordées de deux façons différentes et complémentaires :

- Au travers des limites strictement matérialisées par les panneaux de type EB, qui sont celles à l'intérieur desquelles sont applicables les règles de conduite, de police ou d'urbanisme particulières aux agglomérations. Il s'agit d'un « espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés », dont les limites sont définies par arrêté du maire. On distingue la zone « en agglomération » (délimitée par les panneaux d'entrée (EB10) et de sortie (EB20) et la zone « hors agglomération ». Cette forme d'entrée n'est ici pas soulignée.
- Les entrées peuvent être également décrites selon leurs faciès paysagers, qu'ils soient contrastés, clairs, ou *a contrario* confus, ou encore de qualité ou à valoriser. Cette approche est illustrée ici, afin de mettre en évidence leurs caractères en vue de le considérer et, dans un second temps, de les valoriser.

Les ambiances générées par la forme urbaine, peuvent être définies et distinguées selon que celle-ci soit :

Fortement marquée par l'industrie (Viviez Sud et Nord),

Marquée par le pont de la voie ferrée au Sud d'Aubin (D5),

Magistrale par ses points de vue sur la vallée du Lot (entre la Vallée du Lot et le bassin minier),

Progressive et champêtre (depuis le plateau d'Almont-les-Junies, ou par l'Est de la vallée de l'Enne, D11)

Progressive mais plus routière par l'Est de la vallée du Riou Mort,

Inexistante, lorsque la conurbation est continue, entre Cransac-les-Thermes et Aubin,

Ou encore confuse entre Viviez et Decazeville, ainsi qu'entre Firmi et Decazeville.

A souligner que le Puy de Wolf crée un évènement paysager atypique et notable, dont la respiration crée une séquence agréable entre Firmi et la vallée industrielle.

3. Jeux de perceptions entre plateaux et vallées

Ce grand territoire fort de 12 communes est compartimenté par les vallons et vallée les plus encaissés. A les parcourir, des jeux de passages, de vues grandioses et d'encaissement, de changements d'ambiances multiplient ses paysages et leurs caractères.

Silhouettes des bourgs, franges urbaines, structures paysagères naturelles fortes, nappes industrielles, sont autant de thèmes à repérer

depuis ces points hauts, afin d'y apporter une attention et d'en améliorer les contrastes et fusions (intégrité des villages parfois floutée par les extensions urbaines récentes, limites urbaines parfois trop diffuses, trop forte minéralité des sols sur certains secteurs…).

Ces points de perception remarquables sur les paysages depuis les points hauts sont localisés sur la carte globale des entrées dans le territoire intercommunal, en suivant.

Les lignes de crête, comme celle des Estaques à Decazeville, surplombant la vallée du Lot ainsi que, plus loin, les plateaux, sont des portes d'entrée dans ces ensembles paysagers inter-vallées, en même temps que des frontières géographiques.

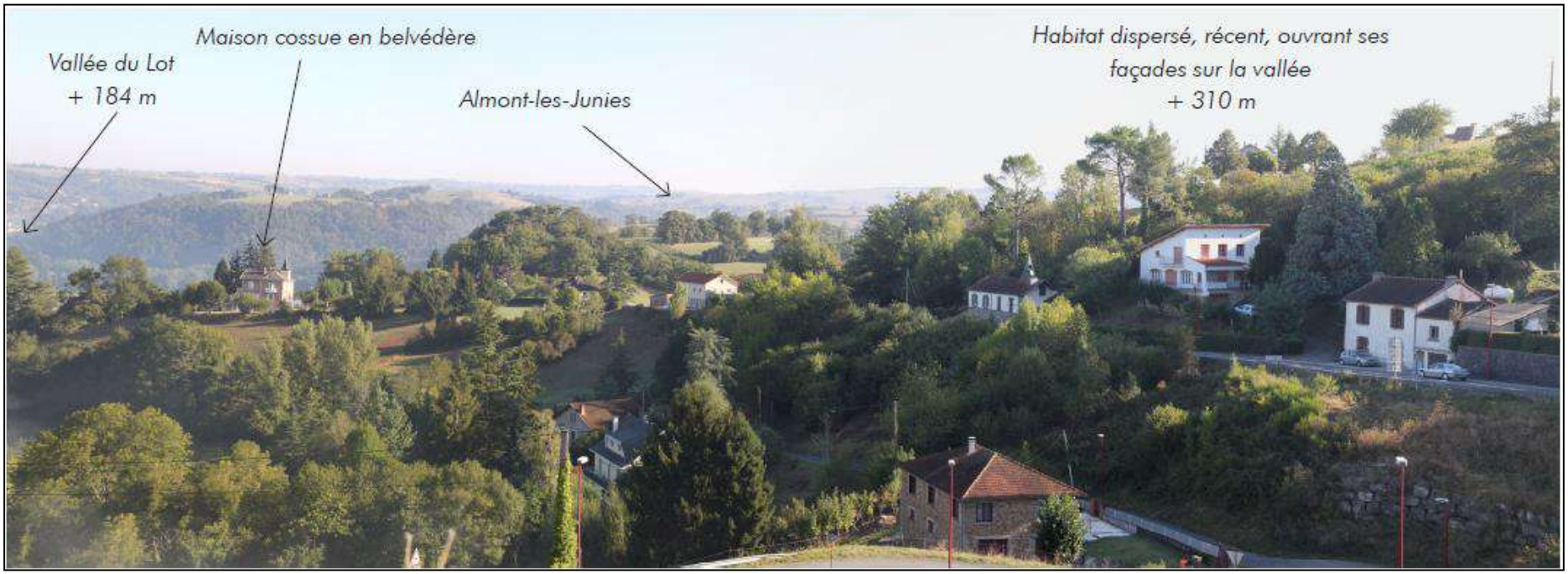


Figure 101 : Maisons des coteaux touchant et surplombant la rive gauche du Lot, commune de Decazeville, source Artifex

Les **paysages ruraux**, boisées bocagers, cultivés, offrent à voir des silhouettes de hameaux et de bourgs apparentés à des paysages bucoliques.

Les **paysages industriels et urbains** perçus depuis certains points hauts de ces plateaux principalement cultivés offrent des nappes bâties contrastant avec le reste, au sein desquelles des bijoux de l'architecture liés aux heures fastes de la mine se logent.

Ces paysages urbains prennent la forme contrainte des vallées au creux desquelles tout passe : cours d'eau naturels et canalisés, infrastructures routières, zones commerciales et artisanales, zones d'habitations…Au-delà de ces vallées, les lignes à haute tension réunies au niveau du Nord d'Aubin, dans la vallée de l'Enne, multiplient les structures d'aspect industriel.

La vallée secondaire du Riou Mort est investie par les bourgs mitoyens de Decazeville et de Firmi.

Aubin et Cransac également mitoyennes, s'inscrivent plus au Sud au sein de la vallée de l'Enne.

A la confluence de ces deux cours d'eau, le bourg de Viviez s'est très tôt édifié.

Ces anciennes terres de fond de vallées, humides et limoneuses, propices au maraîchage ou au pâturage, sont aujourd'hui en grande partie sacrifiées pour le passage de grandes infrastructures, la présence d'aires de stationnement et de bâtiments industriels ou commerciaux.

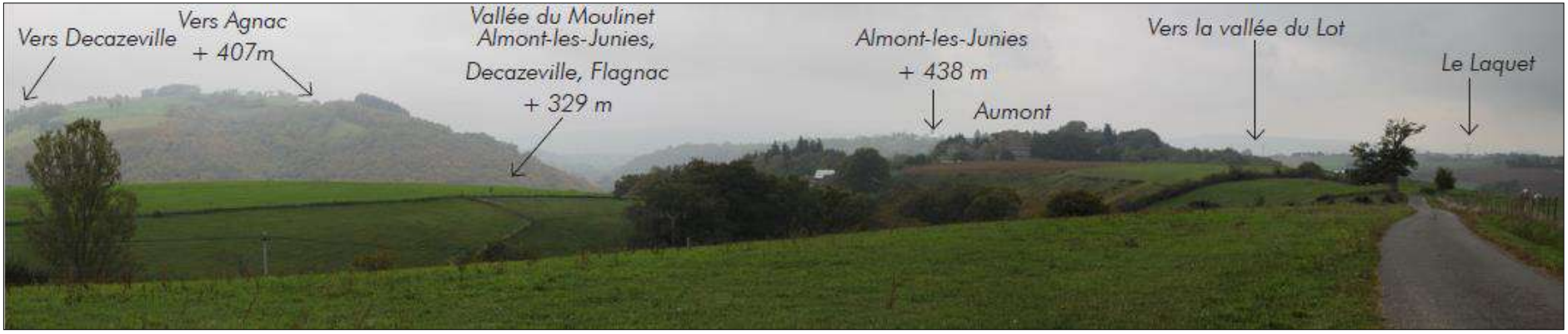


Figure 102 : Perceptions depuis le plateau agricole d'Almont-les-Junies, source Artifex

Les vallons agricoles du ruisseau de Saltz, affluent du Riou Mort, ou encore certains secteurs du Riou Viou offrent des paysages bucoliques et propices à l'agriculture. Au Sud, de l'intercommunalité, le Riou Viou joue un rôle de limite d'entité administrative. Il offre un vallon préservé, agricole, où le cours d'eau est accompagné d'une ripisylve de qualité, et où d'anciens bâtiments agricoles s'érigent toujours

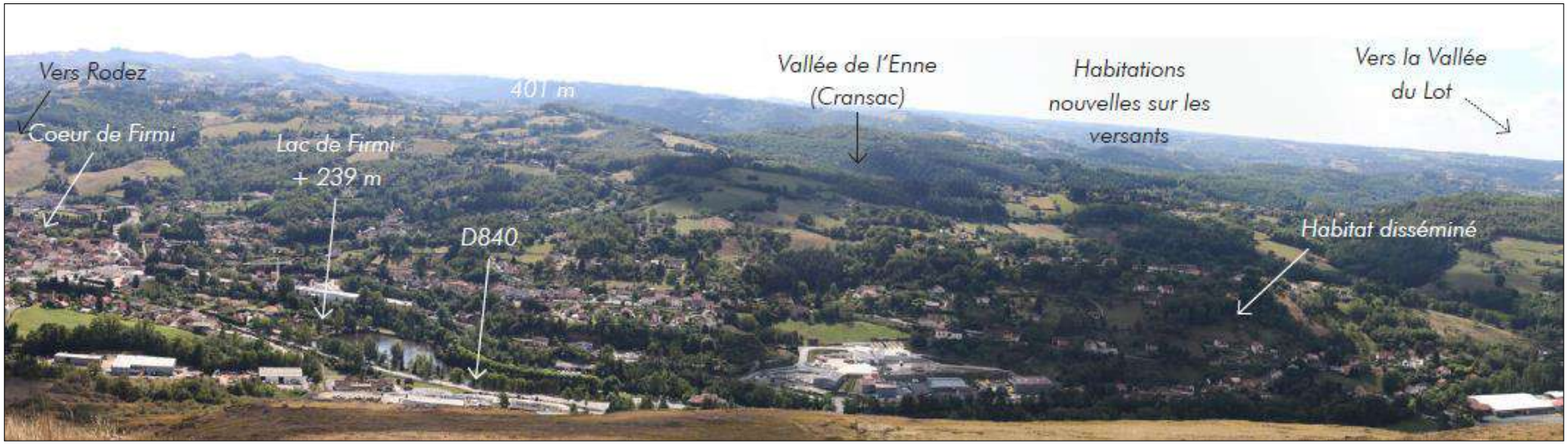


Figure 103 : Vues sur la vallée du Riou Mort, depuis le Puy de Wolf, source Artifex

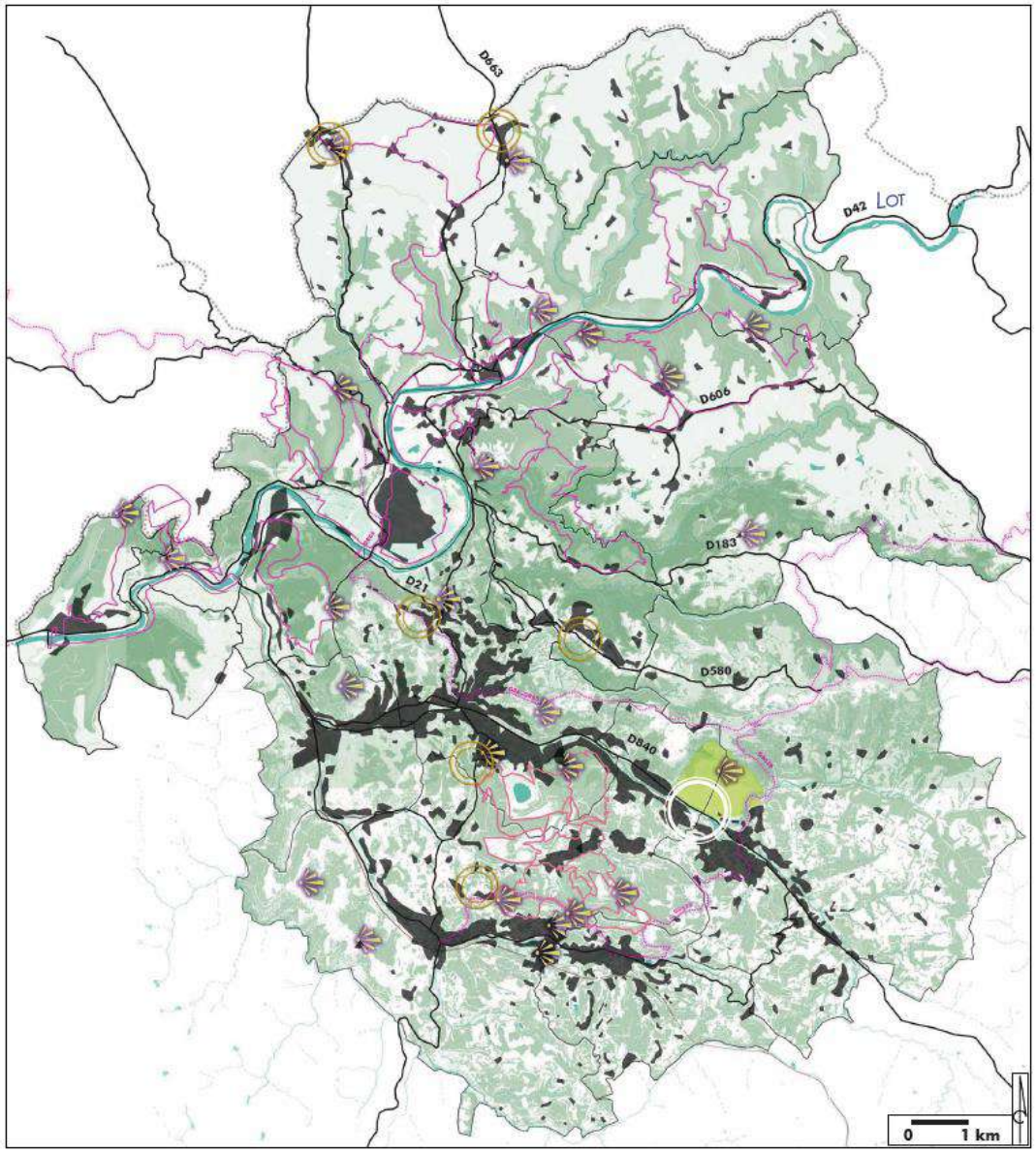
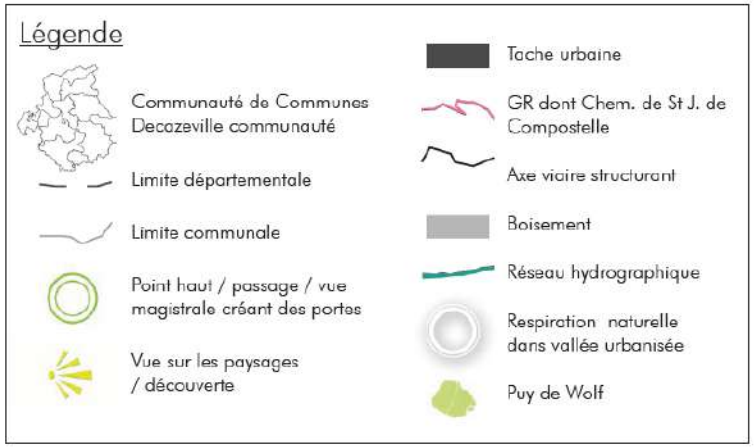


Figure 104 : Carte des points de vue remarquables sur les paysages, source Géoportail, réalisation Artifex



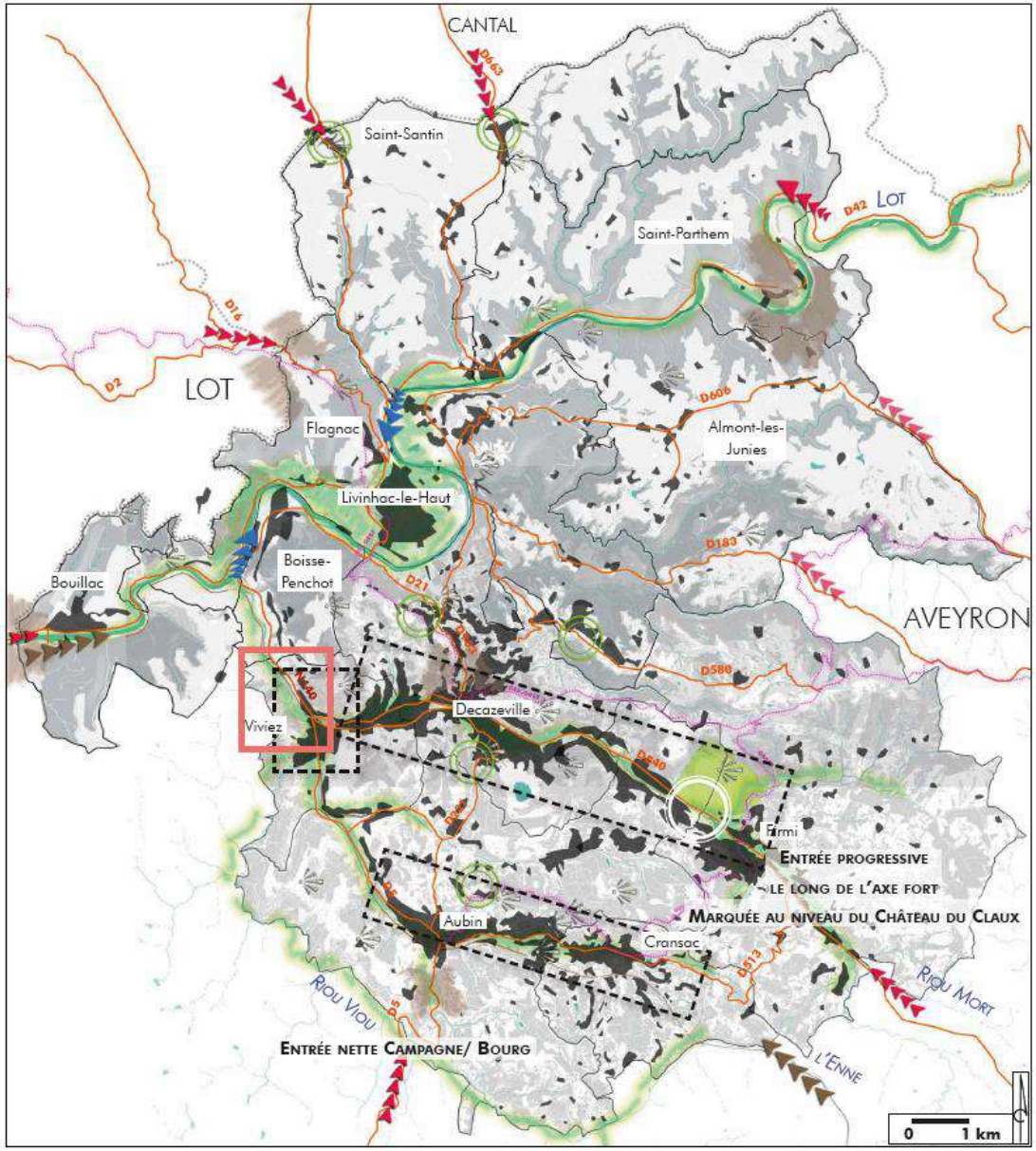
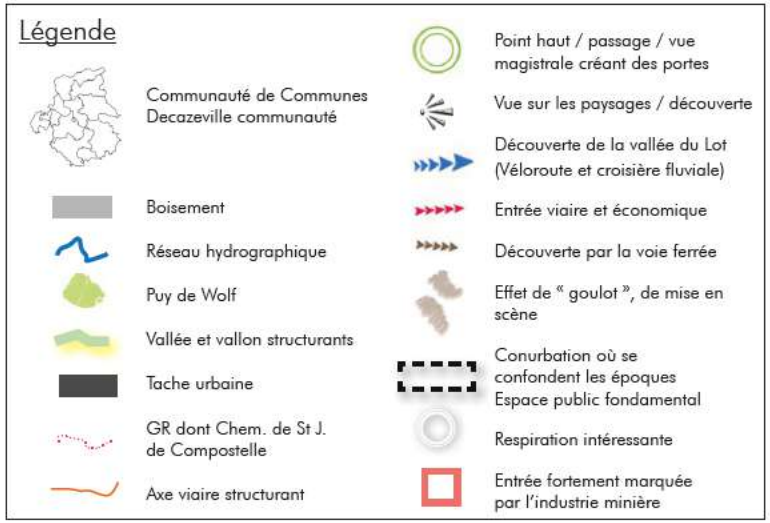


Figure 105 : Carte d'entrées dans le territoire, source Géoportail, réalisation Artifex



V. Bilan : forces & faiblesses

Le tableau suivant permet de mettre en évidence les forces et faiblesses de la Communauté de Communes du Decazeville communauté sur les sujets du paysage et du patrimoine. La sectorisation en deux volets, selon les communes du Nord et du Sud de l'intercommunalité permet de répondre à une ambiance fortement marquée par la ruralité, au Nord, et plus fortement marquée par le passé industriel, au Sud.

SECTEUR NORD DE L'INTERCOMMUNALITE

1.Patrimoine urbain de qualité et emblématique de ce secteur des Ségalas aveyronnais.

2.Présence d'espaces publics en cœur de village.

3.Présence d'un patrimoine rural de grande qualité (hameaux, vieux bourgs…), en dynamique de restauration (essentiellement en cœur de bourg).

4.Château de Bouillac prestigieux marquant les berges du Lot touristiques.

5.Architecture de l'époque industrielle particulière et emblématique de cette économie et de modes de vie.

6.Mise en scène paysagère, fleurissement et patrimoine arboré existant.

7.Présence de chemins agricoles potentiellement utilisables par les habitants, et de nombreux sentiers de randonnée.

8.Médiation touristique et pouvoir structurant du Lot à fort potentiel.(Présence de la Vélo-Route, du Port de Flagnac…)

1.Quartiers récents parfois déconnectés du cœur de village (absence de liaisons douces), aux styles architecturaux parfois inadaptés (provençal, montagnard...). Tissu lâche brouillant la lisibilité de certaines silhouettes de bourgs et de hameaux.

2.Espaces publics devenus trop petits au vu de l'accroissement urbain.

3.Vieillissement et abandon des hameaux les plus isolés.

4.Vétusté du château de Bouillac à fort potentiel, en péril.

5.Zones industrielles du début du XXe siècle en partie peu soignées.

6.Très faible réseau bocager, rareté d'arbres remarquables en cœur de bourg ou dans les nouvelles zones de loisirs, faible diversité de la palette végétale.

7.Absence de connexions piétonnes entre l'habitat récent et l'habitat ancien.

8.Structuration, liaisons inter-berges et animation des berges du Lot à compléter.

SECTEUR SUD DE L'INTERCOMMUNALITE

Paysages aux caractères marqués (Ségalas du bassin houiller, Rougiers de Marcillac)

2. Espaces naturels d'exception (vallée du Lot, vallées secondaires et Puy de Wolf, anciennes carrières…)

3. Présence d'un patrimoine rural de grande qualité (hameaux, vieux bourgs…)

4. Nombreux espaces extérieurs (balcons, jardins, parcs, jardins ouvriers, places arborées, zones de loisirs et de sport…)

5. Edifices protégés sur la liste du patrimoine nombreux à Aubin, favorisant leur conservation et leur mise en valeur

6.Présence de grands arbres plantés de façon structurante dans les espaces publics

7.Patrimoine industriel de qualité et rependu sur tous les bourgs du bassin

8. Présence des thermes de Cransac, établissement prestigieux

9.Valorisation touristique et mémorielle importante

1. Paysages urbains composites parfois difficiles à lire et par conséquent d'apparence chaotique

2. Vallée du Riou Mort particulièrement dégradée par les grands espaces goudronnés et bétonnés

3.Cimetières de taille importante et de qualité médiocre, trop minéralisés (Decazeville, Cransac)

4.Infrastructures routières, aires de stationnement importantes, au détriment de la qualité du cadre de vie

5. Eparpillement de l'habitat les éloignant des cœurs

7.Abandon ou vétusté de certaines maisons anciennes (à Decazeville en particulier)

8.Valorisation du patrimoine industriel sur Decazeville encore peu visible (complexité des connexions, des accès, des axes de perception…)

VI. Enjeux

Les enjeux s'appuient sur les qualités et les dysfonctionnements observés durant l'étude des bases de données actualisées, et des constats ayant été possibles sur le terrain.

Ces enjeux sont exprimés en fonction de leur traductibilité dans les zonages, les règlements et les OAP.

Sont pris en compte les paysages agricoles et naturels dont villages, les hameaux et écarts de grande qualité, les paysages urbains dont ceux liés à l'histoire minière…

ENJEU 5 : Valoriser les paysages et les éléments du patrimoine

- **Accompagner le développement des tissus urbains** en harmonie avec l'existant (trame urbaine, trame viaire, haies bocagères, qualité des lisières de propriétés, qualité des teintes…) ;
- **Mettre en scène les paysages perçus depuis les chemins et les routes** en soignant les entrées de ville, les belvédères, la qualité des chemins ;
- **Protéger des éléments patrimoniaux** bâtis ou végétaux (au titre du code L151-29) ; dont le patrimoine minier ;
- **Reconquérir les espaces naturels** trop anthropisés des vallées inondables ;
- **Accompagner et maîtriser le développement des énergies renouvelables** raisonnablement en faveur de la qualité des paysages ;
- **Favoriser la rénovation au cœur des anciens cœurs urbains ;** patrimoine de grande qualité.

G. ANNEXES A L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Votre observatoire régional de la

QUALITÉ de l'**AIR**

RAPPORT ANNUEL 2019

Juin 2020

Évaluation de la qualité dans l'environnement du site de dépollution à Viviez



contact@atmo-occitanie.org – www.atmo-occitanie.org – ETU-2020-134

votre parten'air Atmo OCCITANIE

CONDITIONS DE DIFFUSION

Atmo Occitanie, est une association de type loi 1901 agréée par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable des Transports et du Logement (décret 98-361 du 6 mai 1998) pour assurer la surveillance de la qualité de l'air sur le territoire de la région Occitanie**. Atmo Occitanie** fait partie de la fédération ATMO France.

Ses missions s'exercent dans le cadre de la loi sur l'air du 30 décembre 1996. La structure agit dans l'esprit de la charte de l'environnement de 2004 adossée à la constitution de l'État français et de l'article L.220-1 du Code de l'environnement. Elle gère un observatoire environnemental relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L.220-2 du Code de l'Environnement.

Atmo Occitanie met à disposition les informations issues de ses différentes études et garantit la transparence de l'information sur le résultat de ses travaux. A ce titre, les rapports d'études sont librement accessibles sur le site : http://atmo-occitanie.org/

Les données contenues dans ce document restent la propriété intellectuelle **d'Atmo Occitanie.**

Toute utilisation partielle ou totale de données ou d'un document (extrait de texte, graphiques, tableaux, …) doit obligatoirement faire référence à **Atmo Occitanie**.

Les données ne sont pas rediffusées en cas de modification ultérieure.

Par ailleurs, **Atmo Occitanie** n'est en aucune façon responsable des interprétations et travaux intellectuels, publications diverses résultant de ses travaux et pour lesquels aucun accord préalable n'aurait été donné.

En cas de remarques sur les informations ou leurs conditions d'utilisation, prenez contact avec **Atmo Occitanie – Agence Toulouse** :

- par mail : contact@atmo-occitanie.org
- par téléphone : 09.69.36.89.53

SOMMAIRE

I – SYNTHESE 2019 2

II – DESCRIPTION DU SUIVI 5

2.1 – OBJECTIF 5

2.2 – PRESENTATION DU DISPOSITIF PERMANENT 6

2.3 – CONTEXTE REGLEMENTAIRE 7

III – RESULTATS DES MESURES DE PARTICULES PM10 9

3.1 – BILAN ANNUEL ET HISTORIQUE DE MESURES 9

3.2 – EVOLUTION MENSUELLE 10

IV – RESULTATS DES MESURES DE METAUX PARTICULAIRES 11

V – RESULTATS DES MESURES DE POUSSIERES SEDIMENTABLES 15

I – SYNTHESE 2019

Particules en suspension inférieures à 10 microns

L'objectif de qualité et la valeur limite réglementaires définis en moyenne annuelle sont respectés. Les niveaux de particules en suspension observés sur Viviez sont stables par rapport à 2016 et 2017. Les concentrations mensuelles et annuelles sont inférieures aux niveaux de fond relevés sur l'agglomération toulousaine.

Métaux particulaires

Les niveaux moyens annuels respectent les réglementations existantes : valeur cible pour l'arsenic, le cadmium, et le nickel, valeur limite et objectif de qualité pour le plomb. Le zinc ne possède pas de réglementation dans l'air ambiant.

Les concentrations moyennes des 5 métaux particulaires étudiés sont stables ou en légère baisse par rapport à celles observées depuis 2016.

Retombées totales

L'empoussièrement annuel moyen mis en évidence autour du site de mesures à Viviez reste inférieur à la valeur de référence issue de la réglementation allemande (TA Luft) qui définit la limite dans l'air ambiant pour éviter une pollution importante dans un environnement industriel.

A titre informatif, les niveaux respectent également la réglementation française applicable aux installation de carrière. Les retombées atmosphériques totales sont stables par rapport à l'historique de mesures, en accord avec la tendance observée en fond urbain.

Retombées métalliques

Les empoussièrements annuels moyens mis en évidence autour du site de mesures à Viviez restent inférieurs aux valeurs de référence issue de la réglementation allemande (TA Luft) ou suisse (OPAIR) pour l'ensemble des retombées de métaux dans les poussières (arsenic, cadmium, nickel, et plomb).

Aucune valeur de référence n'est disponible pour le zinc, cependant l'empoussièrement annuel moyen est en baisse par rapport aux mesures réalisées sur les années 2016 et 2017.

Des niveaux de référence

Au regard des résultats 2019 et de l'historique de mesure, le suivi pérenne effectué sur Viviez garantit une surveillance de la qualité de l'air représentative des niveaux rencontrés dans la vallée. Ce suivi sera prolongé en 2020.

En 2019, il n'a pas été mis en évidence d'impacts significatifs des activités de dépollution sur les niveaux de polluants atmosphériques réglementés.

Concernant le zinc (polluant non réglementé dans l'air ambiant), même si les niveaux de ce métal dans les particules et les retombées de poussières diminuent nettement par rapport aux années antérieures (2016 et 2017, suivi à Viviez en parallèle des chantiers de dépollution des sols), ils restent supérieurs à ceux mesurés dans d'autres environnement en Occitanie (milieux urbain et rural).

Statistiques par polluant

		PARTICULES DE DIAMETRE INFERIEUR A 10 µm			
		Valeurs réglementaires	Respect de la réglementation	Année 2019	Comparaison Fond urbain Toulouse
Exposition de longue durée	Objectif de qualité	30 µg/m³ en moyenne annuelle	OUI	Concentration moyenne annuelle : 12 µg/m³	<
	Valeurs limites	40 µg/m³ en moyenne annuelle	OUI	Concentration moyenne annuelle : 12 µg/m³	<

µg/m³ = microgramme par mètre cube

			MÉTAUX PARTICULAIRES REGLEMENTÉS			
			Valeurs réglementaires	Respect de la réglementation	Année 2019	Comparaison Fond urbain Toulouse
Exposition de longue durée	ARSENIC	Valeur cible	6 ng/m³ en moyenne annuelle	OUI	Concentration moyenne annuelle 0.3 ng/m³	=
	CADMIUI	Valeur cible	5 ng/m³ en moyenne annuelle	OUI	Concentration moyenne annuelle 0.6 ng/m³	>
	NICKEL	Valeur cible	20 ng/m³ en moyenne annuelle	OUI	Concentration moyenne annuelle 0.6 ng/m³	=
	PLOMB	Objectif de qualité	250 ng/m³ en moyenne annuelle	OUI	Concentration moyenne annuelle 2.0 ng/m³	<
		Valeur limite	500 ng/m³ en moyenne annuelle	OUI	Concentration moyenne annuelle 2.0 ng/m³	<
	ZINC	-	Pas de réglementation dans l'air ambiant	-	Concentration moyenne annuelle 60 ng/m³	>

ng/m³ : nanogramme par mètre cube

Il n'existe pas à l'heure actuelle de réglementation française vis à vis des métaux dans les retombées totales. Les valeurs de référence utilisées dans le tableau ci-dessous sont issues de la réglementation en Suisse (OPair) et en Allemagne (TA Luft). **Elles correspondent à des valeurs de référence pour la protection de la santé humaine ainsi que des écosystèmes.**

		RETOMBÉES TOTALES ET MÉTALLIQUES			
		Valeur de référence	Situation par rapport à la valeur de référence	Année 2019	Comparaison avec le fond urbain toulousain
Exposition de longue durée	RETOMBÉES TOTALES	TA Luft : 350 mg/m²/jour Réglementation carrière[1] : 500 mg/m².jour	Inférieure	Retombées moyennes annuelles : 59 mg/m².jour	<
	RETOMBÉES EN ARSENIC	TA Luft : 4 µg/m²/jour	Inférieure	Retombées moyennes annuelles : 0.4 µg/m².jour	=
	RETOMBÉES EN CADMIUM	TA Luft : 2 µg/m²/jour	Inférieure	Retombées moyennes annuelles : 0.2 µg/m².jour	>
	RETOMBÉES EN NICKEL	TA Luft : 15 µg/m²/jour	Inférieure	Retombées moyennes annuelles : 1.2 µg/m².jour	=
	RETOMBÉES EN PLOMB	TA Luft : 100 µg/m²/jour	Inférieure	Retombées moyennes annuelles : 5.1 µg/m².jour	>
	RETOMBÉES EN ZINC	OPair : 400 µg/m²/jour	Inférieure	Retombées moyennes annuelles : 172 µg/m².jour	>

mg/m².jour = milligramme par mètre carré par jour
µg/m².jour = microgramme par mètre carré par jour

[1] ***Arrêté du 30 septembre 2016 modifiant l'arrêté du 22 septembre 1994*** *relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières. Objectif à atteindre à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants.*

Les retombées mesurées à Viviez ne sont pas soumises à cette réglementation, qui est mentionnée dans ce rapport à titre de comparaison avec une valeur de référence reconnue par la réglementation française.

II – DESCRIPTION DU SUIVI

2.1 – Contexte et objectifs

Atmo Occitanie a déployé en 2012 un suivi de la qualité de l'air sur la commune de Viviez et alentours afin d'évaluer l'impact des travaux de dépollution des sols chargés en boues d'hydroxydes métalliques. Ce suivi de la qualité de l'air maintenu jusqu'en décembre 2017, date de la fin des chantiers de dépollution, a été mené en partenariat avec l'ex-société de production de zinc à Viviez, UMICORE. Les boues sont stockées depuis dans un casier fermé au niveau de l'installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) Montplaisir (à Viviez).

Les rapports d'études présentant les résultats des suivis effectués entre 2012-2017 sont disponibles sur le site internet de l'association : https://www.atmo-occitanie.org/

A l'issue des travaux de dépollution sur plusieurs sites de la vallée, et suite aux demandes des associations locales de protection de l'environnement, **Atmo Occitanie a mis en place un nouveau partenariat de surveillance avec la société en charge de la gestion des chantiers de dépollution, SECHE ECO SERVICES.**

Le plan d'action de ce partenariat prévoit le déploiement d'un dispositif de mesures, permettant de **maintenir un suivi des métaux dans l'air ambiant post travaux de dépollution, et d'évaluer l'impact potentiel des activités de dépollution,** qui seront menées sur le terrain de certaines habitations de la commune.

Le dispositif de mesure mis en place par Atmo Occitanie est situé « place du 8 mai », à Viviez-Pont, partie de la commune qui jouxte la commune voisine de Decazeville. L'emplacement est identique à celui précédemment occupé lors du suivi de la qualité de l'air réalisé entre 2012 et 2017. Le suivi des métaux concerne l'arsenic, le cadmium, le nickel, le plomb et le zinc. **Les niveaux de concentration mis en évidence sont représentatifs des niveaux d'exposition moyens de la vallée, toutes sources d'émissions confondues.**

3 principaux objectif sont visés par ce suivi de la qualité de l'air ambiant :

- **Déterminer les niveaux de « fond » de la vallée sur une année de référence, 2019**, année sur laquelle aucune activité particulière de dépollution des sols n'a été menées.
- **Déterminer les concentrations** de polluants atmosphérique susceptibles d'être **émis par les travaux de dépollution à venir** et les comparer avec les seuils réglementaires ou de référence existants.
- **Comparer les résultats des mesures** aux teneurs mesurées sur l'historique de mesures à Viviez et à celles rencontrées dans la région.

Cette étude s'inscrit dans le cadre du PRSQA et du projet associatif d'Atmo Occitanie, en répondant plus particulièrement à l'objectif suivant de l'association :

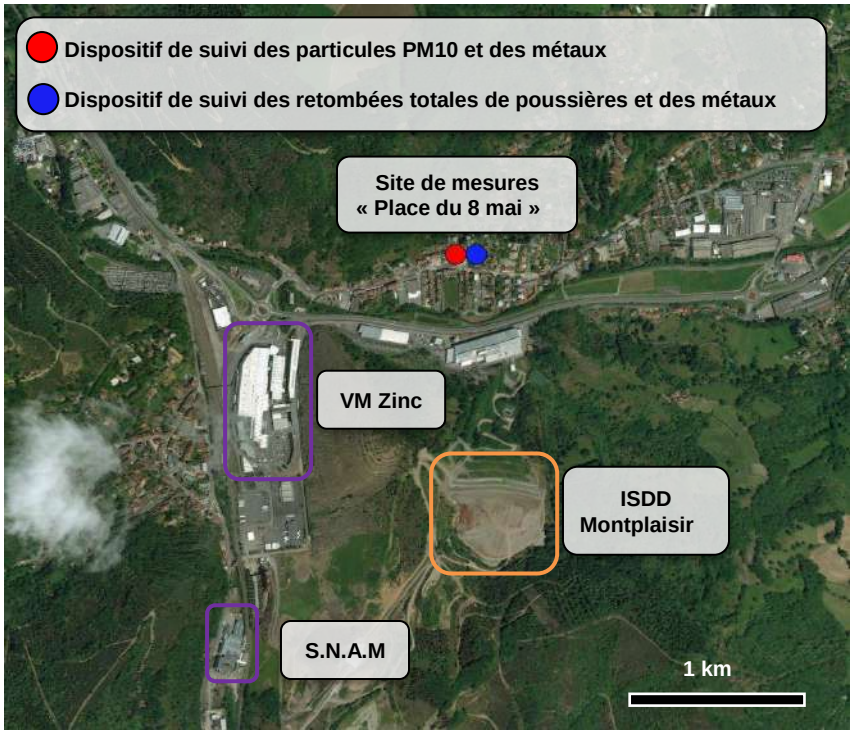
- **Axe 3-1** : "Accompagner les partenaires industriels pour l'évaluation de la contribution de leur activité aux émissions et à la qualité de l'air dans leur environnement".

Le dispositif de surveillance de la qualité de l'air sur Viviez sera maintenu en 2020 et 2021, conformément à la convention de partenariat conclut entre Atmo Occitanie et SECHE ECO SERVICES.

2.2 – Présentation du dispositif permanent

Le réseau de mesure fixe et permanent, positionné « place du 8 mai », permet le suivi des polluants atmosphériques suivant :

- **les particules en suspension** PM10 et **des métaux** qui les composent (en bleu sur la cartographie).
- **les retombées totales**, et **les métaux** qui les composent (en rouge sur la cartographie).





Dispositif de mesures positionné sur la « PLACE DU 8 MAI » :

le Partisol préleveur (dans la grille) et la jauge d'Owen (en bleu accroché au poteau)

Comme précisé plus haut, en 2019 aucuns travaux de dépollution des sols n'ont été entrepris dans la vallée par la société SECHE ECO SERVICES. Le stockage des déchets dangereux se trouve au sud du préleveur de mesures (ISDD Montplaisir), dans une alvéole étanche et fermée qui n'a pas accueilli de déchets en 2019.

La présence d'activités industrielles susceptibles d'influencer les concentrations de métaux est matérialisée sur la cartographie ci-dessous par les encadrés violets. Les industries concernées sont :

- La SNAM (Société Nouvelle d'Affinage des Métaux) est une compagnie française dont l'activité porte sur le recyclage des métaux Nickel, Cadmium et Cobalt, à partir de batteries rechargeables usagées et de déchets industriels.

- VM Zinc est une société de fabrication de zinc pré-patiné. Elle abrite un laminoir, avec une capacité de production théorique de 70 000 tonnes. Un tiers de la production de zinc laminé est transformé, soit en feuilles et bobines de couverture, soit en accessoires (bandes de faîtage, bandes de noue, évacuations d'eaux pluviales, etc). Cette société a pris la suite des activités de production d'Umicore en 2018.

Le tableau suivant présente le dispositif d'évaluation mis en place pour la surveillance « place du 8 mai » à Viviez.

Equipement utilisé	Préleveur de particules PM10 et jauges d'Owen (retombées de poussières).
Emplacement	Dans la commune de Viviez, place du 8 mai à 800 m au Nord-Est de la zone industrielle
Fréquence de mesure	Des prélèvements mensuels (PM10 et métaux) et bimestriels (retombées de poussières) sont réalisés tout au long de l'année.
Protocole de mesure	**Les particules en suspension de diamètre inférieur à 10 µm** (PM_{10}) présentes dans l'air ambiant sont aspirées en permanence à l'aide d'un préleveur et se déposent sur un filtre. Ce filtre est changé automatiquement tous les mois. Les filtres récupérés sont envoyés au laboratoire d'analyse afin de déterminer les concentrations de **métaux** présents dans les PM_{10}. **Les retombées totales de poussières sont échantillonnées** grâce à un collecteur de précipitation de type jauge d'Owen. La jauge se compose d'un récipient cylindrique muni d'un entonnoir de diamètre normalisé et placé dans un support métallique.
Paramètres mesurés	**Particules en suspension de diamètre inférieur à 10 µm** (PM_{10}) par pesée différentielle gravimétrique sur filtre. **Retombées totales** de poussières par collecte des dépôts secs et humides **Métaux toxiques** recherchés dans les PM_{10} et les retombées totales de poussières : - **Arsenic** (As) - **Cadmium** (Cd) - **Nickel** (Ni) - **Plomb** (Pb) - **Zinc** (Zn) Les paramètres Météorologiques (**Vents, températures, précipitations**) sont fournis par la station météo située sur la commune de Firmi (8 km à l'Est).

2.3 – Contexte réglementaire

Objectif de qualité : un niveau à atteindre à long terme et à maintenir, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement dans son ensemble.

Valeur cible : un niveau à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné, et fixé afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble.

Valeur limite : un niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser, et fixé sur la base des connaissances scientifiques afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble.

▪ Particules en suspension PM10

Les valeurs réglementaires concernant les particules en suspension de type PM10, sont issues du décret français n° 2002-213 du 15 février 2002.

- Objectif qualité : 30 µg/m³ en moyenne annuelle
- Valeur limite : 40 µg/m³ en moyenne annuelle

▪ Métaux particulaires

Parmi les métaux, quatre d'entre eux sont actuellement réglementés dans l'air ambiant. Les valeurs dans l'air ambiant qui ont été fixées par la réglementation française sont présentées ci-dessous.

- pour le plomb :

Objectif de qualité	Moyenne annuelle : 250 ng/m³
Valeur limite	Moyenne annuelle : 500 ng/m³

- pour l'arsenic, le cadmium et le nickel :

	Valeur cible (moyenne annuelle)
Arsenic	6 ng/m³
Cadmium	5 ng/m³
Nickel	20 ng/m³

Le zinc n'est pas réglementé dans l'air ambiant en 2019, aucune comparaison avec des seuils de référence sanitaire n'est donc possible.

▪ Retombées totales de poussières

Une nouvelle valeur réglementaire française, de 500 mg/m².jour définie en moyenne annuelle glissante, est donnée par l'Arrêté du 30 septembre 2016 et applicable depuis le 1er janvier 2018 aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières en France. Cette valeur ne peut s'appliquer directement au dispositif de mesure en place à Viviez, mais servira de seuil référence français à titre indicatif et comparatif.

La valeur de référence reste celle proposée par la norme allemande TA Luft, de 350 mg/m².jour, relative à tout environnement industriel, et définit comme « limite dans l'air ambiant pour éviter une pollution importante ».

Concernant les concentrations des métaux dans les retombées totales il n'existe aucune valeur réglementaire à ce jour en France. Les valeurs de référence sont issues de la réglementation en Suisse (OPair) et en Allemagne (TA Luft). Le tableau ci-dessous détail ces valeurs de référence en moyenne annuelle. Elles correspondent à des valeurs de référence pour la protection de la santé humaine ainsi que des écosystèmes.

	OPAIR	**TA Luft**	**Directive « carrière »**
Retombées totales	200 mg/m².jour	350 mg/m².jour	500 mg/m².jour
Cadmium	2 µg/m².jour	2 µg/m².jour	-
Plomb	100 µg/m².jour	100 µg/m².jour	-
Nickel	-	15 µg/m².jour	-
Zinc	400 µg/m².jour	-	-
Arsenic	-	4 µg/m².jour	-

mg/m².jour: milligramme par mètre carré et par jour
µg/m².jour : microgramme par mètre carré et par jour

III – RESULTATS DES MESURES DE PARTICULES PM10

L'évaluation des concentrations en particules en suspension PM10 est réalisée par pesée différentielle sur le filtre échantillonné. Ce filtre est celui qui est échantillonné avec le dispositif utilisé pour la quantification des métaux particulaires.

3.1 – Bilan annuel

Les concentrations en particules PM10 présentées ci-dessous correspondent à la masse de particules échantillonnées rapportée au volume d'air échantillonné sur la période. Les concentrations détaillées sont celles relevées pour les séries mensuelles en 2019.

Année 2019	Concentration (µg/m³) Viviez - "Place du 8 mai"	Concentration (µg/m³) Fond urbain toulousain
Janvier	14.8	15.5
Février	18.0	21.1
Mars	13.0	15.4
Avril	8.8	12.8
Mai	10.7	9.9
Juin	12.5	14.1
Juillet	13.6	15.9
Août	8.5	13.7
Septembre	10.0	14.5
Octobre	11.3	15.9
Novembre	10.8	12.8
Décembre	12.9	19.0
Moyenne 2019	**12.1 µg/m³**	**15.1 µg/m³**
Moyenne 2016	11.2 µg/m³	15.6 µg/m³
Moyenne 2017	12.1 µg/m³	16.2 µg/m³

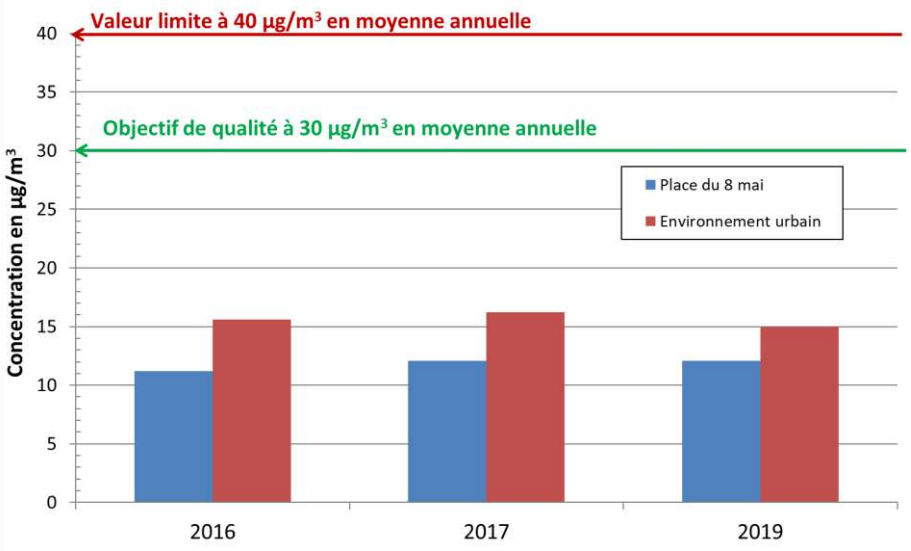
La station de Viviez présente un niveau moyen annuel en particules en suspension inférieures à 10 microns de 12.1 µg/m³.

⇨ **En 2019, la concentration respecte les deux valeurs réglementaires définies en moyenne annuelle : la valeur limite fixée à 40 µg/m³ et l'objectif de qualité de 30 µg/m³. La concentration annuelle est inférieure à celles mises en évidence sur l'environnement urbain toulousain.**

3.2 – Comparaison avec l'historique de mesures récent

L'historique de mesures considéré et repris dans ce rapport s'étend de 2016 à 2017, uniquement. Les niveaux mesurés sur ces deux dernières correspondaient aux plus basses concentrations mesurées depuis le début du suivi en 2012, avec certains polluants comparables au niveau de fond. Le but de cette partie étant de comparer l'état de la qualité de l'air pendant les dernières années de production de l'usine (2016 et 2017), avec l'état de la qualité de l'air au cours des travaux de dépollution (2019).

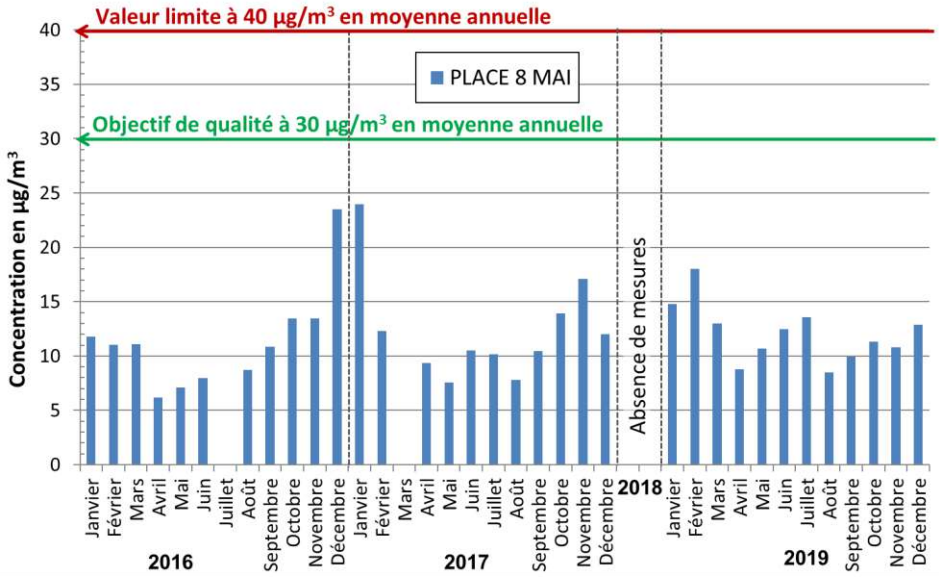
La concentration annuelle 2019 est stable par rapport aux années antérieures 2016 et 2017. Cette tendance se retrouve globalement cette année au niveau régional, et en environnement urbain sur les grandes villes de l'ouest de la région (Toulouse, Tarbes, Albi, Castres). En environnement rural, sans influence directe de sources de pollution autour du site de mesures, la pollution de fond mesurée est de 10.5 µg/m³ en 2019. Ce niveau est légèrement inférieur à celui mis en évidence à Viviez. Le fond rural est considéré comme la référence en matière d'impact sanitaire, correspondant au plus bas niveau d'exposition des populations en Occitanie.



Comparaison des concentrations annuelles à Viviez avec l'environnement urbain toulousain

3.3 – Evolution mensuelle

Les concentrations en particules PM10 présentées dans le graphique ci-dessous correspondent à l'évolution des prélèvements mensuels réalisés en 2019 et sur l'historique du suivi (2016 et 2017).



Evolution des concentrations mensuelles de PM10 depuis 2016 sur la place du 8 mai à Viviez

Les concentrations mensuelles déterminées sur Viviez suivent la tendance saisonnière habituelle, observée sur le réseau de surveillance régional, avec une élévation des concentrations en période hivernale. Les niveaux mensuels sont compris entre 8.5 µg/m³ au mois d'août et 18.0 µg/m³ en février. **La hausse des concentrations en hiver est favorisée par une augmentation des émissions des sources de particules de chauffage (bois/gaz/fioul) et par des situations fortement anticyclonique** (absence de vent, peu de précipitations, hauteur de couche de mélange basse) qui limitent la dispersion des polluants.

En période estivale, les concentrations sont généralement moins importantes qu'en hiver, même si des conditions météorologiques sèches et chaudes peuvent favoriser la formation et le transport de particules d'origine naturelle (sols, particules désertiques).

Ces concentrations mensuelles restent inférieures à l'objectif de qualité de qualité de 30 µg/m³ et sont comparables et parfois légèrement inférieures au fond urbain mesuré sur le réseau de mesures toulousain. Elles sont très bien corrélées à celles mesurées sur l'agglomération toulousaine.

IV – RESULTATS DES MESURES DE METAUX PARTICULAIRES

4.1 – Bilan annuel et comparaison aux valeurs de référence en région

Les résultats des échantillonnages mensuels en 2019 sur le site à Viviez sont présentés dans les tableaux ci-après.

Site « PLACE DU 8 MAI »	Arsenic (ng/m³)	Cadmium (ng/m³)	Plomb (ng/m³)	Nickel (ng/m³)	Zinc (ng/m³)
Janvier	0.3	0.4	2.9	0.4	32.1
Février	0.5	0.5	4.2	0.8	77.3
Mars	0.3	0.3	3.0	0.5	44.7
Avril	0.2	0.2	1.6	0.5	20.5
Mai	0.3	0.2	1.5	0.5	25.2
Juin	0.3	0.6	1.3	0.6	116.1
Juillet	0.4	1.3	1.7	0.7	65.3
Août	0.3	0.2	1.0	0.6	20.6
Septembre	0.3	0.3	1.3	0.7	51.4
Octobre	0.4	1.1	1.8	0.7	45.2
Novembre	0.3	0.4	1.5	0.3	62.7
Décembre	0.4	0.9	2.5	0.5	32.8
Moyenne 2019	**0.3 ng/m³**	**0.6 ng/m³**	**2.0 ng/m³**	**0.6 ng/m³**	**59.9 ng/m³**
Moyenne 2016	0.4 ng/m³	0.6 ng/m³	3.0 ng/m³	*ND	120.9 ng/m³
Moyenne 2017	0.4 ng/m³	0.4 ng/m³	4.4 ng/m³	ND	69.8 ng/m³

*ND : Non déterminé

⇨ **En moyenne sur cette année de mesures en 2019, les concentrations mesurées respectent largement la valeur cible réglementaire pour l'arsenic, le cadmium, et le nickel particulaire. D'autre part, la valeur limite et l'objectif de qualité réglementaire définies pour le plomb particulaire sont respectés.**

Afin de situer les niveaux de concentrations mesurés sur la commune de Viviez le tableau ci-dessous précise les concentrations moyennes mesurées en 2019 pour trois environnements de mesures de référence.

Concentration en 2019 (µg/m³)	Arsenic (ng/m³)	Cadmium (ng/m³)	Plomb (ng/m³)	Nickel (ng/m³)	Zinc (ng/m³)
Station Viviez (12)	0.3	0.6	2.0	0.6	59.9
Station Urbaine Toulouse (31)	0.3	0.1	2.8	0.6	*11.1
Station Rurale Occitanie (32)	0.2	<0.1	1.5	0.5	**10.0
A **proximité incinérateur** (Bessières, Lunel, Toulouse, Saint-Estève)	0.2 à 0.4	0.1 à 0.6	1.4 à 2.4	0.4 à 1.1	5.9 à 50

**Moyenne de zinc calculée sur 3 mois de mesures en 2019*

***Moyenne de zinc calculé sur la période 2003-2015*

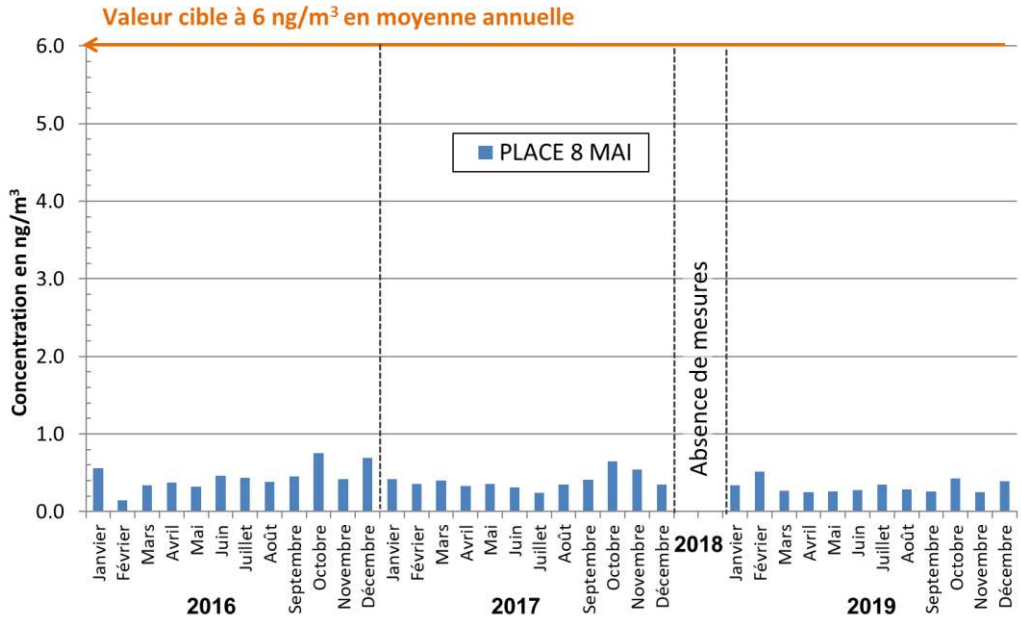
- **Arsenic, Nickel et Plomb** : les concentrations sont comparables au niveau de fond urbain toulousain et au fond rural régional mesuré dans le Gers.

- **Cadmium et Zinc** : les concentrations mises en évidences sont supérieures au fond urbain toulousain et à celles mesurées autour d'environnements industriels régionaux (incinérateur, station d'épuration). Les anciennes activités du site de production de zinc et les travaux en cours de dépollution sont à l'origine de cette surexposition à ces métaux particulaires dans l'air ambiant.

4.2 – Evolution mensuelle

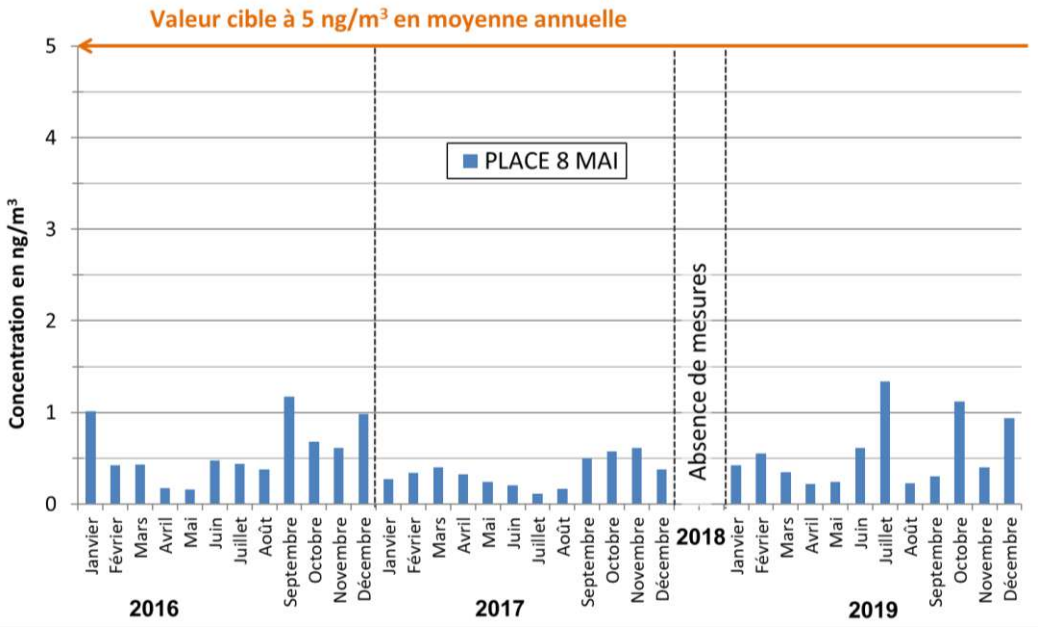
L'historique de mesures considéré et repris dans ce rapport s'étend de 2016 à 2017, uniquement.

➢ **Arsenic :**



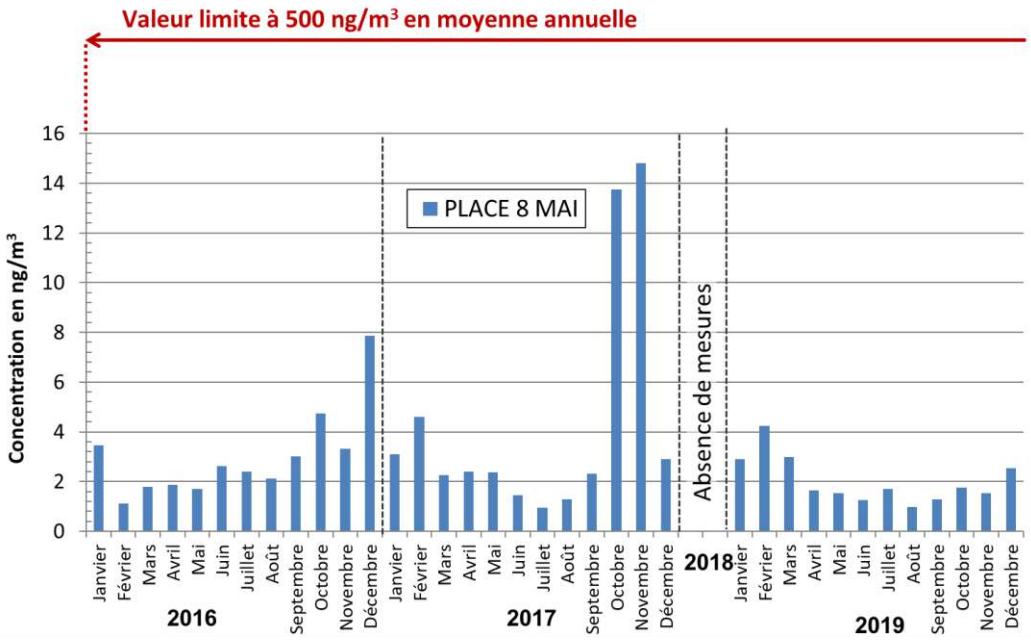
⇨ En 2019, les niveaux de concentration en arsenic sur le réseau de suivi restent inférieurs à la valeur cible de 6 ng/m³ en moyenne annuelle. Ces niveaux sont similaires à l'historique de mesures précédemment établi en 2016 et 2017.

➢ **Cadmium :**



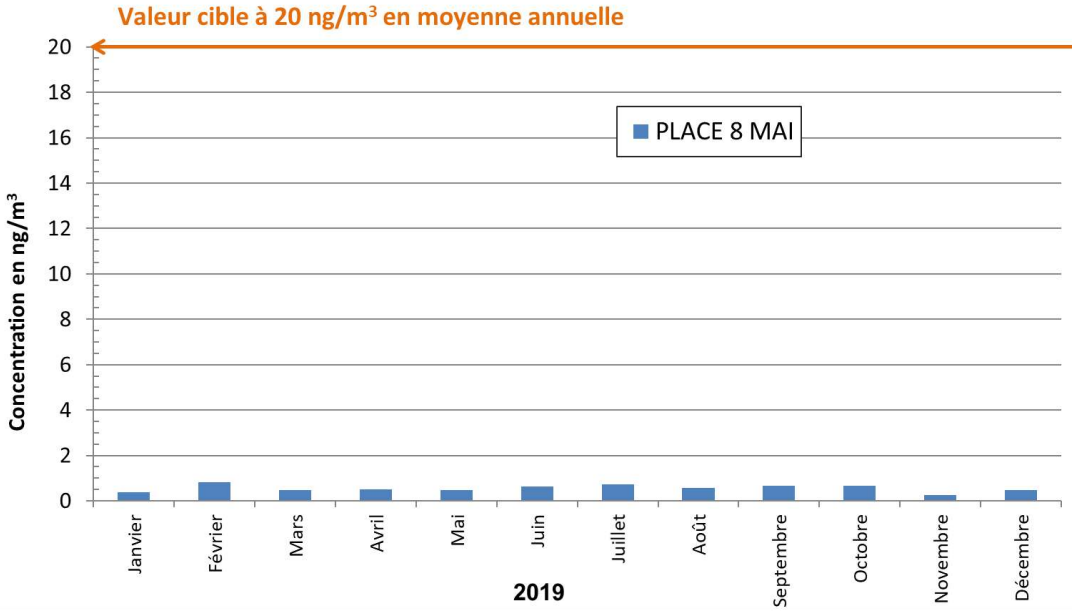
⇨ En moyenne annuelle, les niveaux de concentration en cadmium sur la station « Place du 8 mai » restent inférieurs à la valeur cible réglementaire. Ces niveaux sont similaires à l'historique de mesures précédemment établi en 2016 et 2017.

➢ **Plomb :**



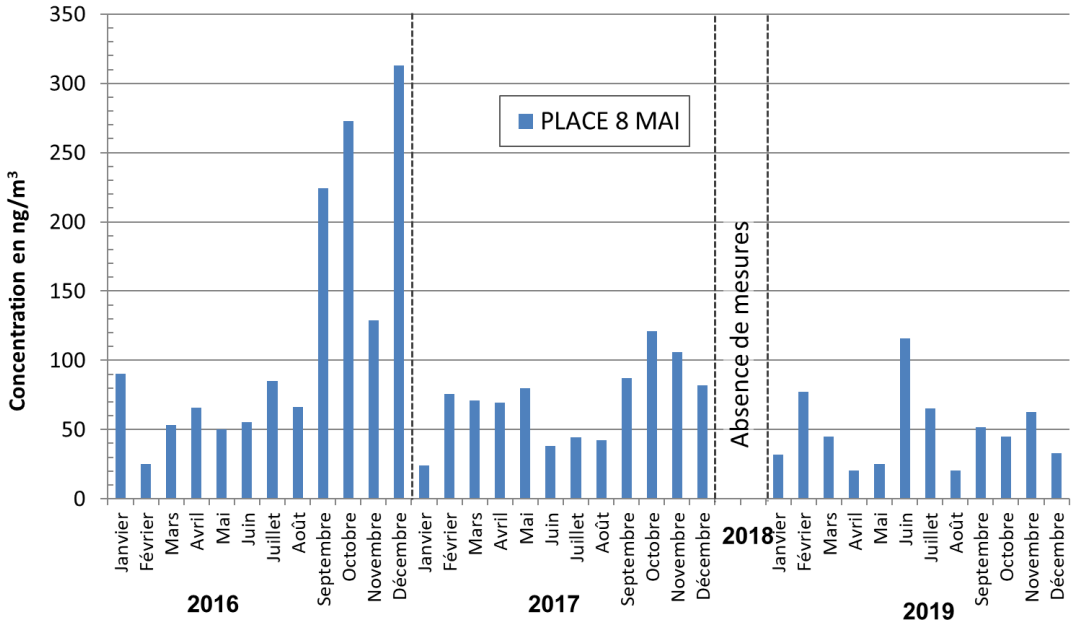
⇨ Les concentrations moyennes mesurées sur la place du 8 mai restent bien inférieures aux deux valeurs réglementaires : objectif qualité à 250 ng/m³ et valeur limite à 500 ng/m³ en moyenne annuelle. Ces niveaux sont conformes à l'historique de mesures précédemment établi en 2016 et 2017.

➢ **Nickel :**



⇨ Les concentrations moyennes sur l'ensemble du réseau de suivi restent bien inférieures à la valeur cible réglementaire de 20 ng/m³ en moyenne annuelle. Aucun historique annuel de mesures n'est disponible à ce jour sur la « place du 8 mai ». Cependant des mesures en fond urbain et rural sur la région Occitanie font état de niveaux moyens sur la période 2014-2018 de respectivement 0.9 ng/m³ et 0.5 ng/m³.

➢ **Zinc :**



Il n'existe pas de valeur réglementaire pour ce composé dans l'air ambiant mais le niveau de concentration habituellement mis en évidence se situe dans l'air ambiant entre 10 et 200 ng/m³ selon les sites de mesures et leurs proximités à des sources d'émissions (source bibliographique – INERIS).

⇨ **Les niveaux sont en baisse par rapport à l'historique de mesure mis en évidence sur le site de mesures à Viviez.**

⇨ **La concentration moyenne est en revanche supérieure à celle mesurée en environnement urbain.**

V – RESULTATS DES MESURES DE POUSSIERES SEDIMENTABLES

En 2019, le réseau de suivi des retombées totales se compose d'un seul site d'échantillonnage :

- 1 collecteur est installé sur le point de mesures des métaux dans les particules PM10 au niveau de la place du 8 du mai
- En parallèle de ce suivi, des jauges d'Owen sont positionnées en environnement de fond urbain sur l'agglomération toulousaine. Une comparaison succincte des niveaux est donnée dans le tableau ci-dessous.

Les métaux de la série n°2 en 2019 (mars-avril) n'ont pas pu être analysée, suite à un dysfonctionnement logistique du laboratoire au moment de l'analyse, qui a altéré la mesure de métaux de l'échantillon. Ainsi les résultats des retombées métalliques sur le site « place du 8 mai » ne sont pas disponibles pour cette série.

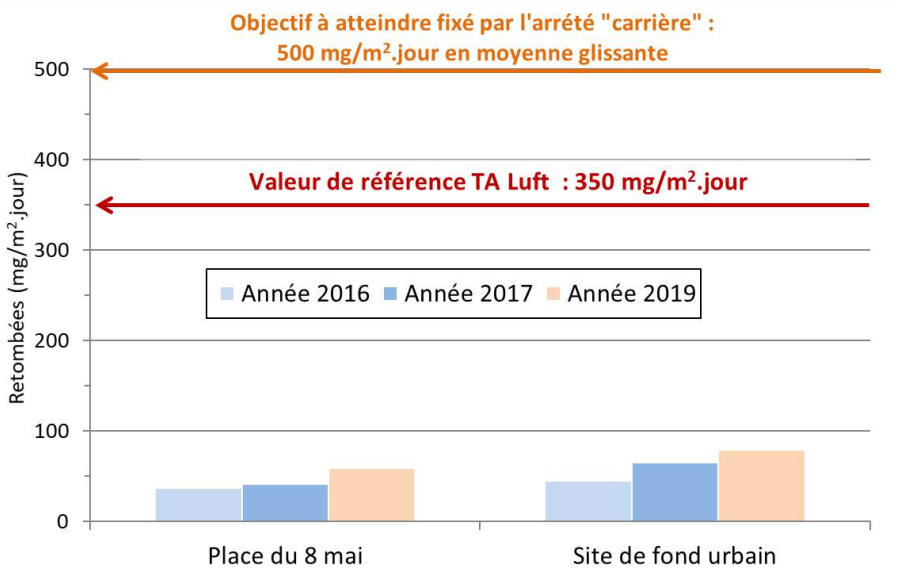
Les collecteurs Jauges d'Owen permettent de réaliser un suivi bimestriel soit six séries de mesures par an. Les tableaux ci-dessous présentent pour les différents sites de mesure les résultats moyens pour l'année 2019.

Année 2019	Place du 8 mai	Site de fond urbain
Retombées totales (mg/m².jour)	59	79
Arsenic (µg/m².jour)	0.4	0.5
Cadmium (µg/m².jour)	0.2	0.1
Plomb (µg/m².jour)	5.1	4.2
Nickel (µg/m².jour)	1.2	1.6
Zinc (µg/m².jour)	172	94

➢ <u>Retombées totales</u>

Sur la jauge « Place du 8 mai », l'empoussièrement moyen, de 59 mg/m².jour, reste très modéré tout au long de l'année et largement inférieur à la valeur de référence donnée par la norme allemande TA Luft (pour un environnement industriel) de 350 mg/m².jour.

Le niveau de retombées totales est conforme à l'historique, puisqu'en 2016 et 2017, l'empoussièrement moyen annuel était évalué respectivement à 37 mg/m².jour et 42 mg/m².jour. Les niveaux moyens de retombées mis en évidence sont légèrement inférieurs à ceux mesuré en fond urbain toulousain.

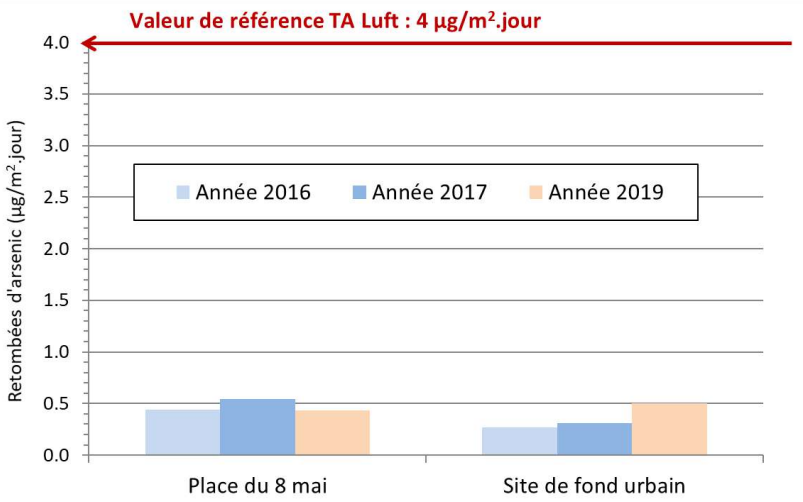


Retombées de poussières totales sur la place du 8 mai (à gauche) et en environnement de fond urbain (à droite)

➢ **Arsenic**

Concernant les retombées en arsenic (0.2 µg/m²/jour en moyenne en 2019) elles sont inférieures à la valeur de référence de 4 µg/m².jour.

Le niveau est comparable à celui mis en évidence sur l'historique de mesure en 2016 et 2017 sur la « place du 8 mai », et est équivalent aux retombées mesurées en fond urbain.

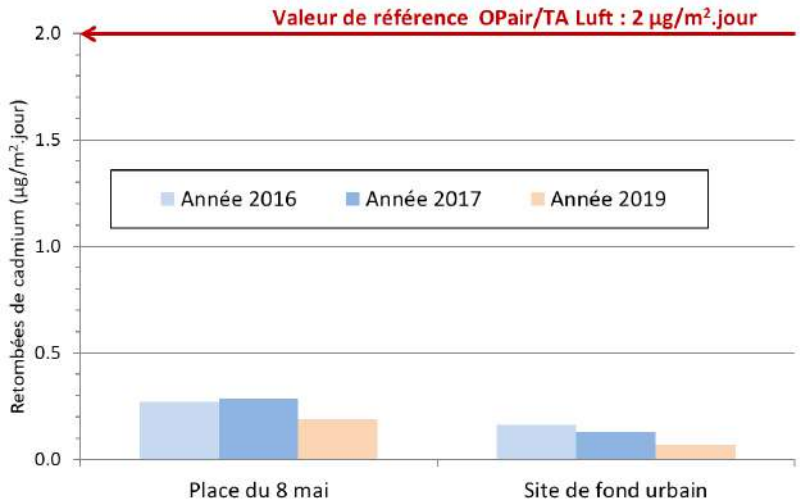


Retombées d'arsenic dans les poussières totales sur la place du 8 mai (à gauche) et en environnement de fond urbain (à droite)

➢ **Cadmium**

Concernant le cadmium dans les retombées totales, les retombées sont inférieures à la valeur de référence fixée à 2 µg/m².jour.

Le niveau de cadmium dans les retombées totales de poussières en 2019 est légèrement plus bas que les niveaux moyens mis en évidence sur la place du 8 mai en 2016 et 2017. Les anciennes activités industrielles de l'usine Umicore étaient une source d'émissions de cadmium. L'empoussièrement moyen mesuré à Viviez en 2019 montre qu'il existe encore une légère surexposition aux retombées de cadmium, bien que la valeur de référence soit largement respectée sur la place du 8 mai.

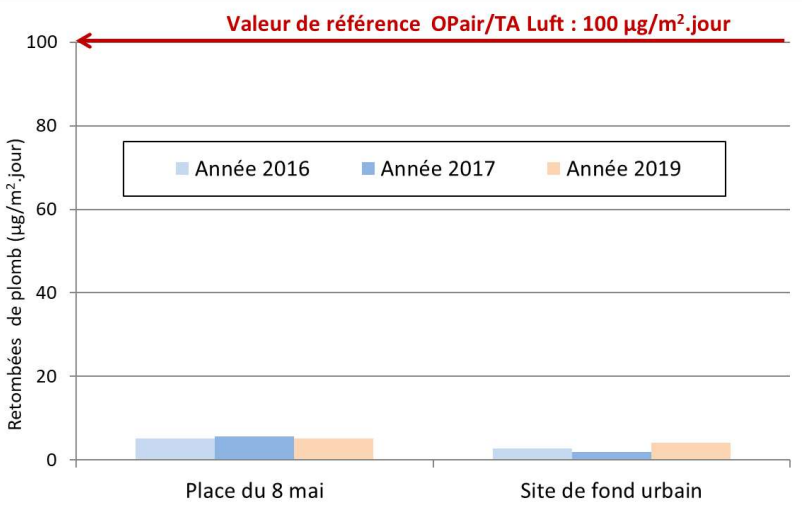


Retombées de cadmium dans les poussières totales sur la place du 8 mai (à gauche) et en environnement de fond urbain (à droite)

➢ **Plomb**

La quantité de poussières collectée sur la jauge « Place du 8 mai » restent largement inférieure à la valeur de référence OPair/TA Luft fixée à 100 µg/m².jour.

Par rapport aux moyennes annuelles mises en évidence en 2016 et 2017, le niveau moyen de plomb dans les retombées de poussières en 2019 est du même ordre de grandeur que l'historique de mesure. Les retombées de plomb dans les poussières mesurées à Viviez sont sensiblement supérieures à celles mesurées en fond urbain.

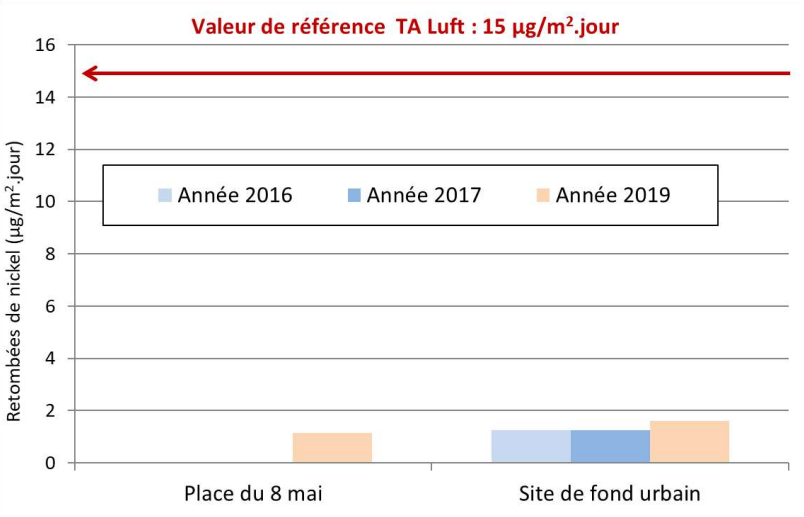


Retombées de plomb dans les poussières totales sur la place du 8 mai (à gauche) et en environnement de fond urbain (à droite)

➢ **Nickel**

Les retombées de nickel sont inférieures à la valeur de référence de la norme industrielle allemande TA Luft fixée à 15 µg/m².jour.

Aucun historique n'est disponible sur ce site de mesure. En comparaison avec d'autres mesures régionales, les retombées mises en évidence à Viviez sont similaires à celle du site de fond urbain toulousain.



Retombées de nickel dans les poussières totales sur la place du 8 mai (à gauche) et en environnement de fond urbain (à droite)

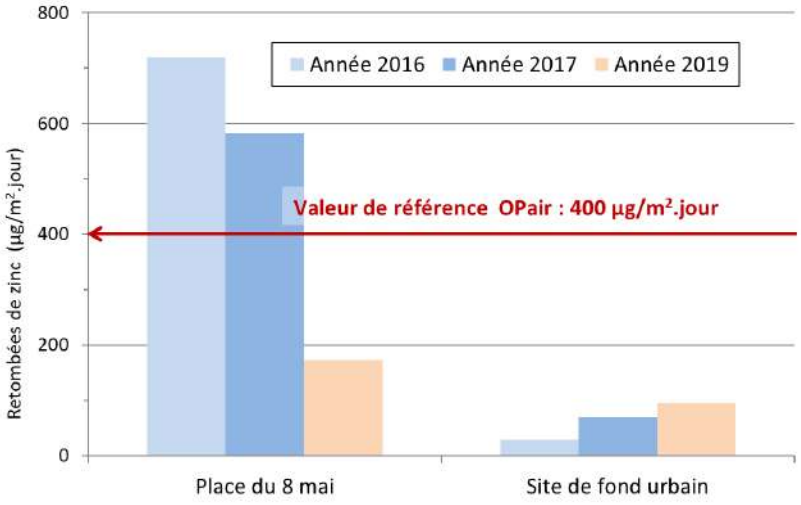
➢ Zinc

En 2019, le site de mesure présente un empoussièrement moyen inférieur à la valeur de référence de 400 µg/m².jour (OPair).

Ce constat n'est pas conforme à l'historique de mesures sur la place du 8 mai. En effet, des dépassements de cette valeur de référence ont étaient régulièrement observé sur les suivis passés (cf. empoussièrement moyen en 2016 et 2017). Les niveaux relevés jusqu'en 2017 montrent l'impact des activités de production de zinc pré-patiné sur les niveaux ambiants de la vallée.

En 2019, les deux premières séries de mesures ont mis ponctuellement en évidence des empoussièrements supérieurs ou équivalents à la valeur de référence donnée par la norme industrielle suisse OPair. Néanmoins, sur le second semestre 2019, les niveaux mis en évidence diminuent fortement, se rapprochant de ceux mis en évidence dans un environnement urbain de fond.

L'exposition aux retombées de zinc est plus important localement que sur d'autres environnements régionaux (urbains notamment) du fait des activités des travaux de dépollution des sols en cours.



Retombées de zinc dans les poussières totales sur la place du 8 mai (à gauche) et en environnement de fond urbain (à droite)

Conclusion

- **Retombées totales, d'arsenic et de nickel** : les niveaux d'empoussièrement sont comparables au niveau de fond urbain relevé sur l'agglomération toulousaine.

- **Retombées de de cadmium, de plomb et de zinc** : les niveaux d'empoussièrement mis en évidence sont supérieurs au fond urbain toulousain. Les anciennes activités du site de production de zinc pré-patiné et les travaux en cours de dépollution sont à l'origine de cette surexposition à ces métaux dans l'air ambiant. Les valeurs de référence, quand elles existent, restent largement respectées. Dans l'ensemble, les niveaux mesurés en 2019 sont en baisse par rapport à l'historique récent (2016 et 2017) du suivi à Viviez

Répartition des émissions régionales de polluants atmosphériques par secteur

Le graphique ci-dessous présente la répartition des émissions de la région Occitanie par grands secteurs d'activité pour l'année 2017. Pour rappel les secteurs d'activité traités dans l'Inventaire Régional sont les suivants :

- Transports : routier et autres modes de transports
- Résidentiel et tertiaire,
- Agriculture,
- Industries,
- Traitement des déchets.

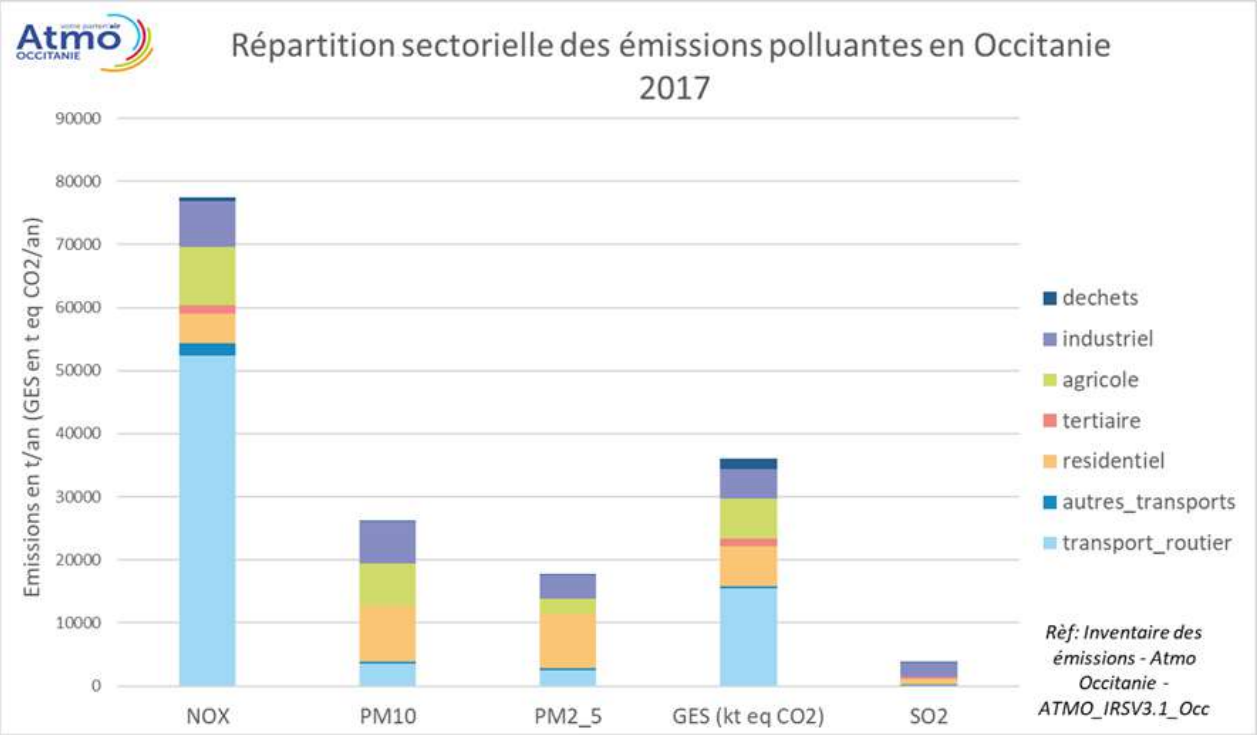


Figure 1: Répartition sectorielle des émissions polluantes - Occitanie, 2017

Le secteur industriel a fait l'objet de développements méthodologiques spécifiques dans cette nouvelle version, notamment avec la prise en compte de nouveaux sous-secteurs d'activité.
Le secteur industriel émet assez peu de NO_x avec 9% des émissions totales en 2017 ; il émet par contre des quantités importantes de particules avec respectivement 25% et 22% des émissions totales de PM_{10} et $PM_{2.5}$. Ces émissions sont majoritairement liées à l'exploitation des carrières. Les émissions de SO_2 du secteur sont également importantes avec 58% des émissions de l'Occitanie en 2017. Le secteur du traitement des déchets émet 3% des émissions de SO_2 en Occitanie.

Ci-dessous la part des émissions industrielles de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre sur les émissions totales régionales.

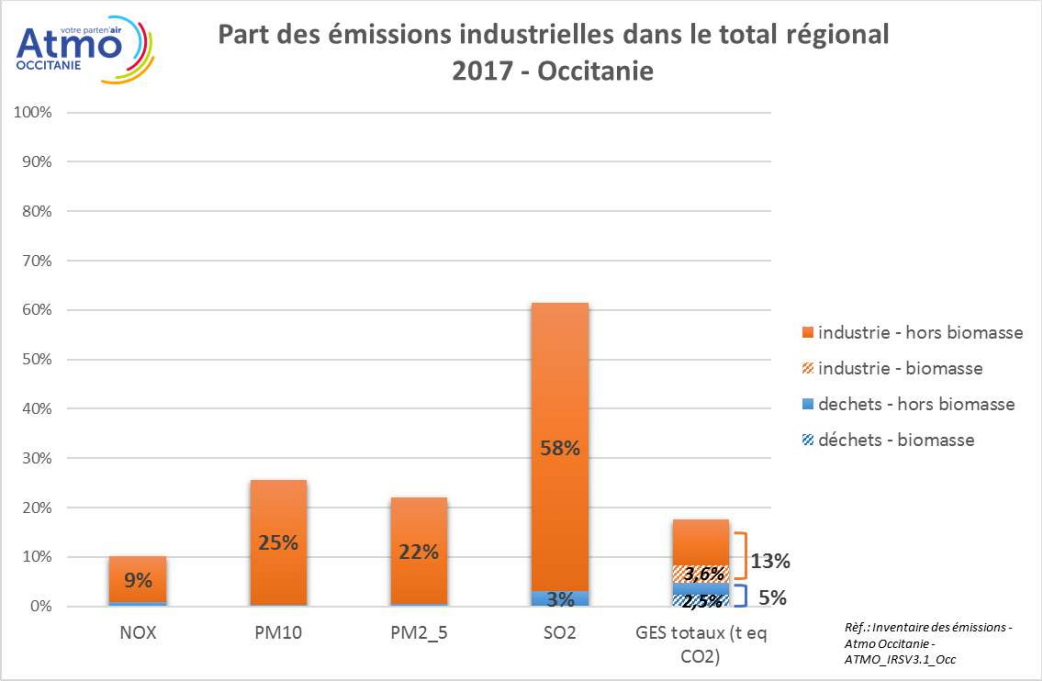


Figure 2: Part des émissions industrielles dans le total régional – 2017

Les émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur industries/déchets représentent 18% des émissions totales régionales. Le CO2 « Biomasse » émit par ces secteurs représentent 6% des GES totaux émis sur la Région Occitanie.

Méthodologie du calcul des émissions

Dans le cadre de l'arrêté du 24 août 2011 relatif au Système National d'Inventaires d'Emissions et de Bilans dans l'Atmosphère (SNIEBA), le Pôle de Coordination nationale des Inventaires Territoriaux (PCIT) associant :

- le Ministère en charge de l'Environnement,
- l'INERIS,
- le CITEPA,
- les Associations Agréées de Surveillance de Qualité de l'Air ;

a mis en place un guide méthodologique pour l'élaboration des inventaires territoriaux des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques.

Ce guide constitue la référence nationale à laquelle chaque acteur local doit pouvoir se rapporter pour l'élaboration des inventaires territoriaux.

Sur cette base et selon les missions qui lui sont ainsi attribuées, Atmo Occitanie réalise et maintient à jour un Inventaire Régional Spatialisé des émissions de polluants atmosphériques et GES sur l'ensemble de la région Occitanie. L'inventaire des émissions référence une trentaine de substances avec les principaux polluants réglementés (NO_x, particules en suspension, NH_3, SO_2, CO, benzène, métaux lourds, HAP, COV, etc.) et les gaz à effet de serre (CO_2, N_2O, CH_4, etc.).

Cet inventaire est notamment utilisé par les partenaires d'Atmo Occitanie comme outil d'analyse et de connaissance détaillée de la qualité de l'air sur leur territoire ou relative à leurs activités particulières.

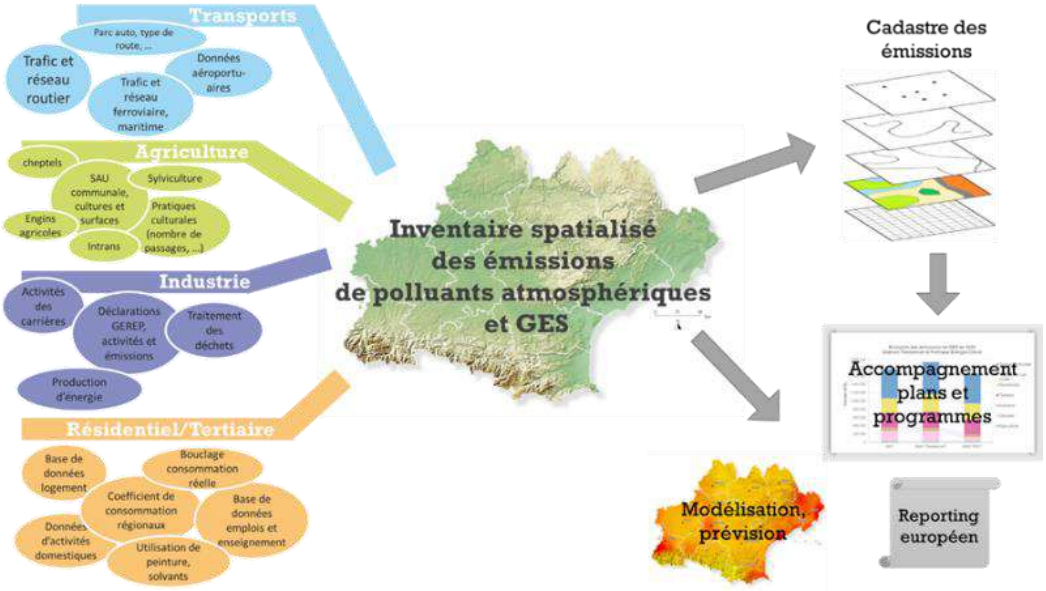
Les quantités annuelles d'émissions de polluants atmosphériques et GES sont ainsi calculées pour l'ensemble de la région Occitanie, à différentes échelles spatiales (EPCI, communes, …), et pour les principaux secteurs et sous-secteurs d'activité.

La méthodologie de calcul des émissions consiste en un croisement entre des données primaires (statistiques socioéconomiques, agricoles, industrielles, données de trafic…) et des facteurs d'émissions issus de bibliographies nationales et européennes.

$$Es, a, t = Aa, t * Fs, a$$

Avec :
E : émission relative à la substance « s » et à l'activité « a » pendant le temps « t »
A : quantité d'activité relative à l'activité « a » pendant le temps « t »
F : facteur d'émission relatif à la substance « s » et à l'activité « a »

Ci-dessous un schéma de synthèse de l'organisation du calcul des émissions de polluants atmosphériques et GES :



L'inventaire des émissions réalisé par Atmo-Occitanie

Méthodologie du calcul des émissions industrielles

Les émissions du secteur industriel proviennent de différentes sources, telles que les industries manufacturières, les industries chimiques, les carrières. La principale source de données utilisée dans l'inventaire régional est la base de données BDREP (registre déclaratif), complétée notamment par des données spécifiques issues de mesures.
Les données d'émissions de particules dues à l'exploitation de carrières ou la présence de chantiers peuvent être intégrées territorialement.

Le calcul des émissions du secteur industriel dans son ensemble est ainsi tributaire des déclarations des exploitants, ainsi que des autres données de production disponibles pour les entreprises non soumises à déclaration. L'estimation des émissions dues au secteur des PME est basé sur une estimation des consommations énergétiques de ces industries.

Ainsi, Atmo Occitanie suit **l'évolution des émissions** de l'ensemble des installations classées de la région Occitanie depuis 2010, ainsi que l'évolution des émissions des autres sous-secteurs industriels, et met à jour **annuellement** ces données si les données d'activité relatives à ces différents sous secteurs sont disponibles.

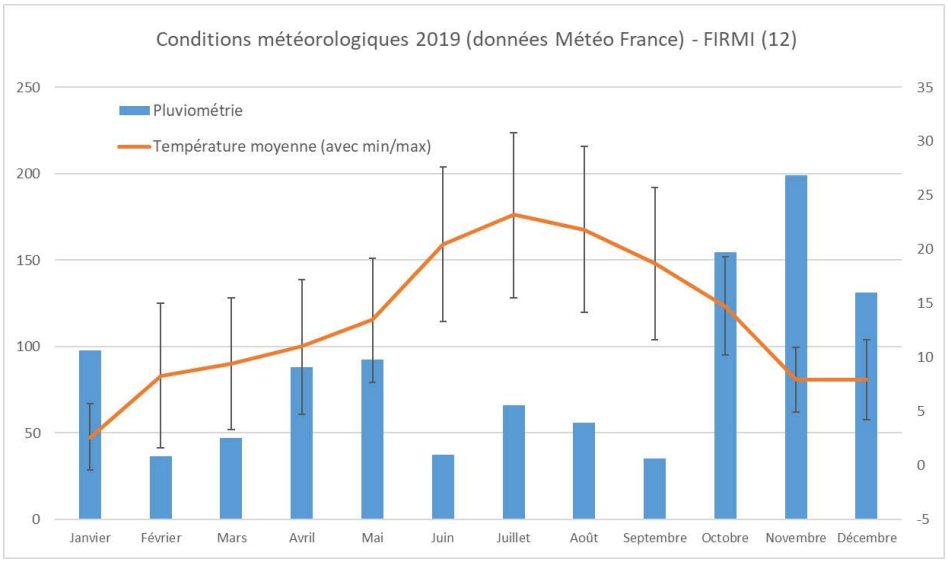
Dans la version de référence à ce jour, présentée ici, les émissions liées au chauffage urbain et les émissions liées à la production et à l'application de bitume sont prises en compte, la partie liée aux procédés est également mieux comptabilisée.

Suite à un nouveau partenariat établi avec l'ORDECO, de nouvelles données d'activités concernant le secteur des déchets ont pu être récupérées, analysées et intégrées. Sont donc désormais considérées les émissions liées au traitement des eaux usées, aux centres d'enfouissement techniques, à la production de biogaz et à la production de compost. L'estimation des émissions liées à la crémation et aux feux de véhicules ont également été ajoutées.

ANNEXE 2 :
Conditions météorologiques en 2019

Les données et paramètres météo sont issues de la station Météo France (réseau amateur) de Firmi (8 km à l'Est du dispositif de mesures).

- **Précipitations et températures**



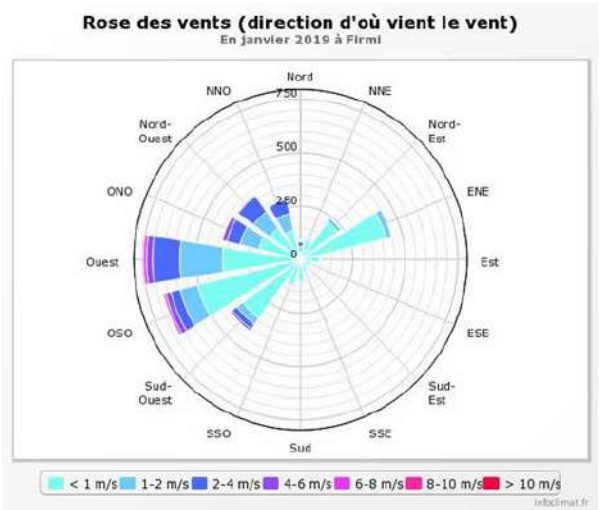
La répartition des précipitations est très contrastée sur l'année 2019 :

- Le mois de novembre (199 mm) concentre à lui seul près de 19% des précipitations ;
- À l'inverse, les mois de février, mars, juin et septembre ont été particulièrement sec avec moins de 50 mm de cumul.

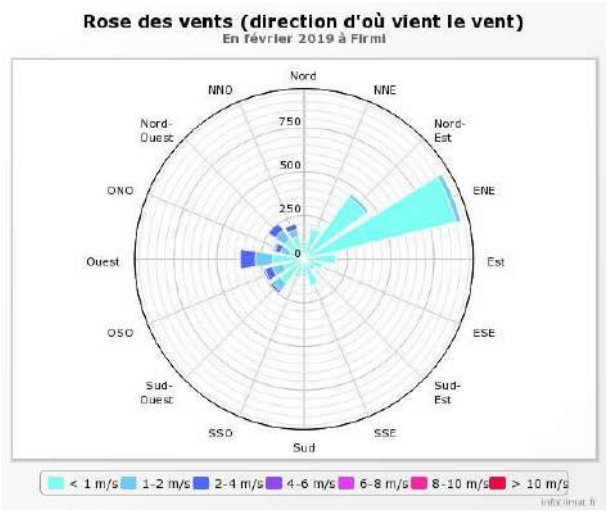
- **Orientation et vitesse du vent**

Les données sont directement issues du site internet « info climat » :

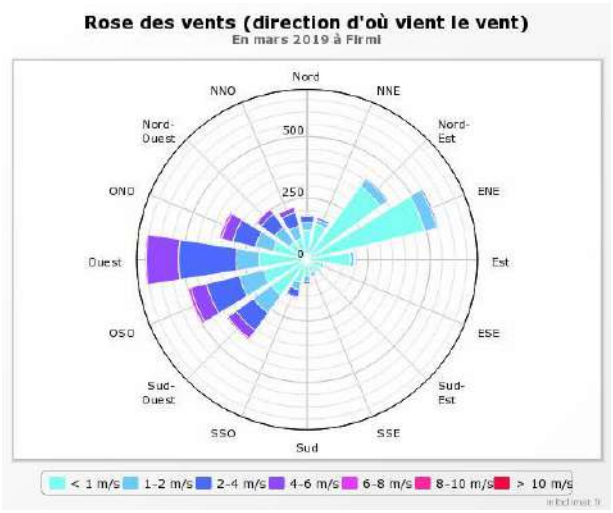
https://www.infoclimat.fr/climatologie/annee/2019/firmi/valeurs/000DC.html



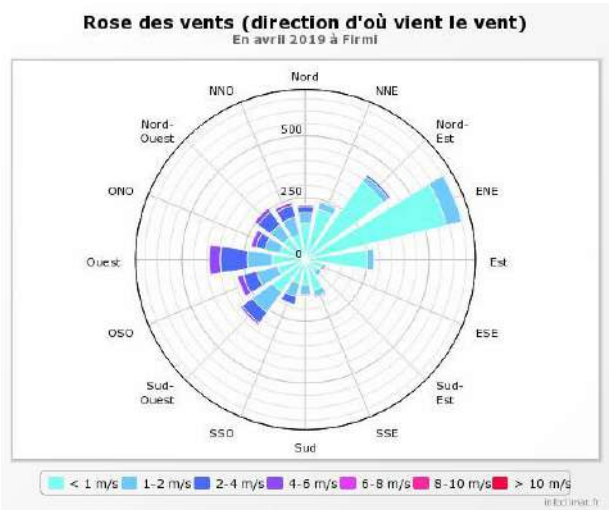
*Rose des vents Firmi – **Janvier 2019***



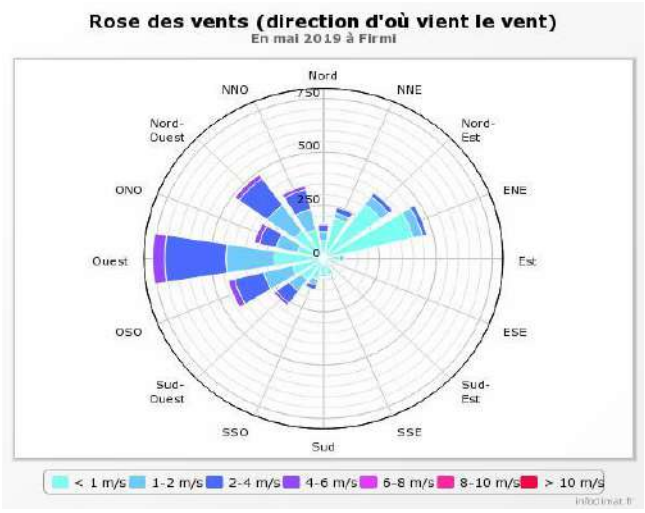
*Rose des vents Firmi – **Février 2019***



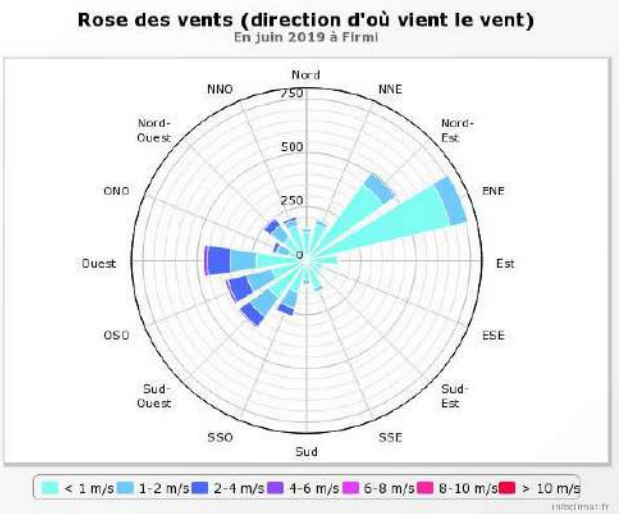
*Rose des vents Firmi – **Mars 2019***



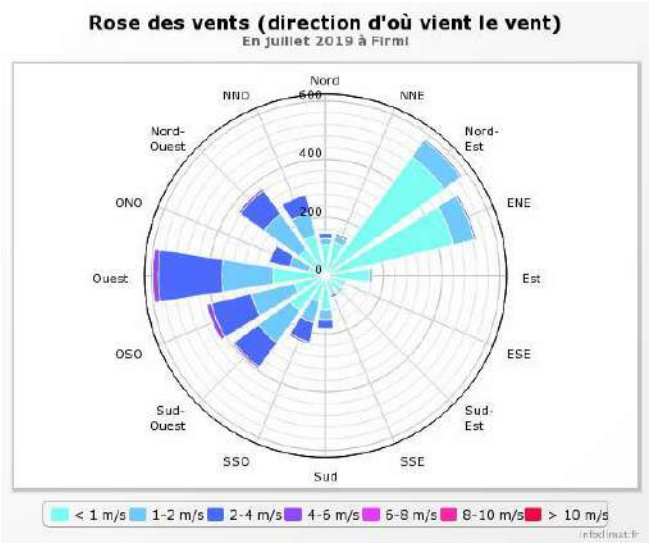
*Rose des vents Firmi – **Avril 2019***



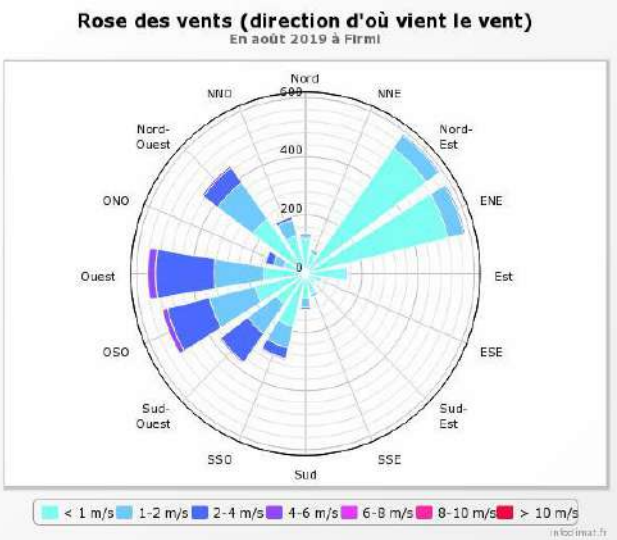
*Rose des vents Firmi – **Mai 2019***



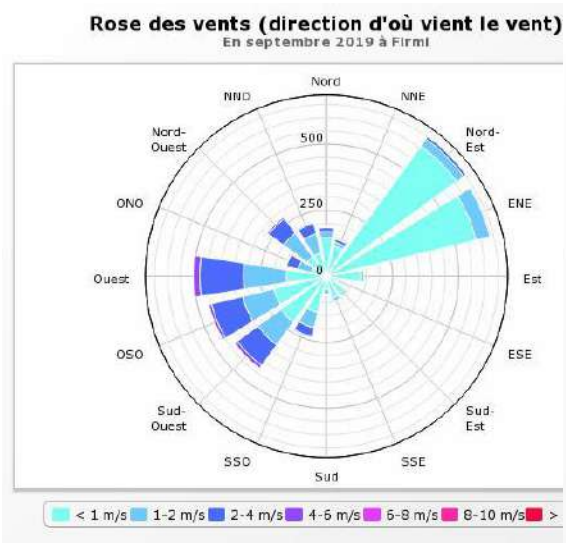
*Rose des vents Firmi – **Juin 2019***



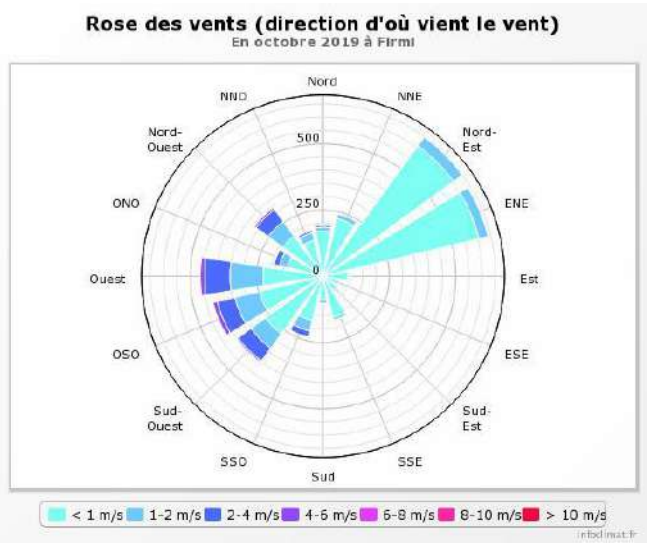
*Rose des vents Firmi – **Juillet 2019***



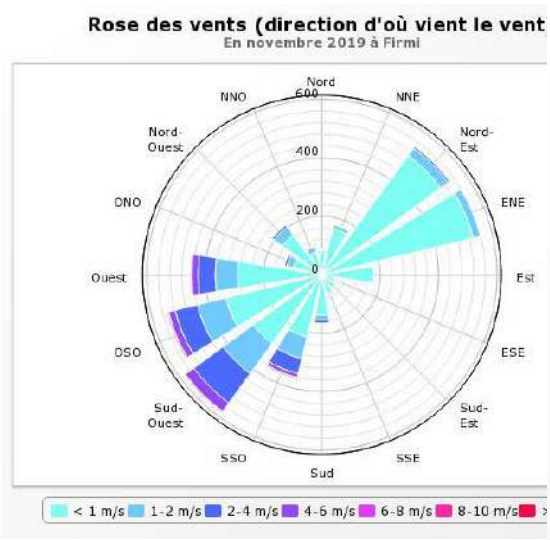
*Rose des vents Firmi – **Août 2019***



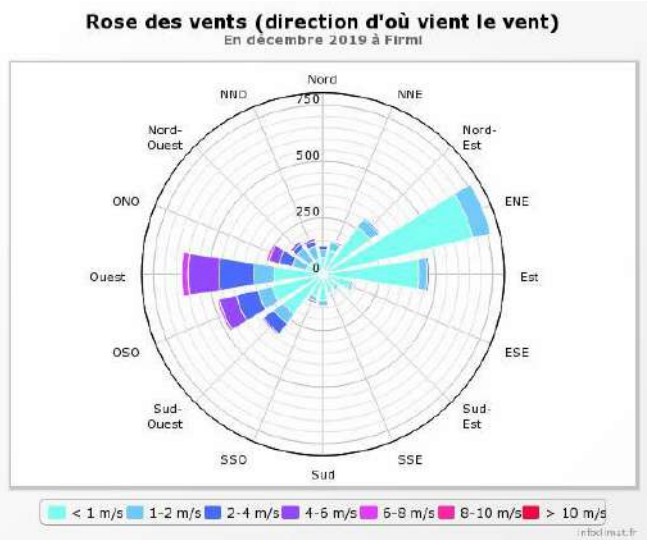
*Rose des vents Firmi – **Septembre 2019***



*Rose des vents Firmi – **Octobre 2019***



*Rose des vents Firmi – **Novembre 2019***



*Rose des vents Firmi – **Décembre 2019***

ANNEXE 3 :
Origines et effets des polluants mesurés

Pour certains métaux est soulignée la source principale au niveau français (source : CITEPA).

	PRINCIPALES SOURCES D'EMISSION	EFFETS SUR LA SANTE
PARTICULES PM10	Les particules peuvent être d'origine naturelle (embruns océaniques, éruption volcaniques, feux de forêt, érosion éolienne des sols, pollens ...) ou anthropique (liées à l'activité humaine). Dans ce cas, elles sont issues majoritairement de la combustion incomplète des combustibles fossiles (sidérurgie, cimenteries, incinération de déchets, manutention de produits pondéraux, minerais et matériaux, circulation automobile, centrale thermique ...). Une partie d'entre elles, les particules secondaires, se forme dans l'air par réaction chimique à partir de polluants précurseurs comme les oxydes de soufre, les oxydes d'azote, l'ammoniac et les COV. On distingue les particules de diamètre inférieur à 10 microns (PM10), à 2,5 microns (PM2.5) et à 1 micron (PM1).	Plus une particule est fine, plus sa toxicité potentielle est élevée. Les plus grosses particules sont retenues par les voies aériennes supérieures. Les plus fines pénètrent profondément dans l'appareil respiratoire où elles peuvent provoquer une inflammation et altérer la fonction respiratoire dans son ensemble. Les particules ultra fines sont suspectées de provoquer également des effets cardio-vasculaires. Certaines particules ont des propriétés mutagènes et cancérigènes : c'est notamment le cas de certaines particules émises par les moteurs diesel qui véhiculent certains hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Une corrélation a été établie entre les niveaux élevés de PM10 et l'augmentation des admissions dans les hôpitaux et des décès, liés à des pathologies respiratoires et cardiovasculaires. Ces particules sont quantifiées en masse mais leur nombre peut varier fortement en fonction de leur taille.
ARSENIC	<u>Installations fixes de combustion</u> (charbon, fuel, pétrole, huiles) Industries du fer et des non ferreux (cuivre, zinc...) Usines d'incinération des déchets Traitement du bois Fabrication de batteries électriques Industrie des semi-conducteurs (arséniure de galium) Industrie du verre (arsenic comme agent décolorant) Fabrication de pigments de peinture ($CuAsO_4H$) Fabrication de plombs de chasse Agriculture Usines de fabrication de pesticides et d'engrais Quelques sources naturelles : feux de forêt, érosion des sols...	Groupe 1 des cancérigènes humains. Irritation des voies aériennes supérieures, neuropathie périphérique, effets cardio-vasculaires, cancers de la peau et des poumons, nausées.
CADMIUM	<u>Industries du fer et des non ferreux</u> (cuivre, zinc, alliages...) Usines d'incinération des déchets Fabrication (et utilisation) d'engrais phosphatés Industrie des pigments, des verres Fabrication d'accumulateurs Usure des pneumatiques Fumée de cigarette	Groupe 2B des cancérigènes humains. Dysfonctionnement du rein. Cancer du poumon.
NICKEL	<u>Raffineries</u> Installations fixes de combustion (charbon, fuel) Usines d'incinération des déchets Circulation automobile Industrie sidérurgique Eruptions volcaniques, poussières de météorites	Cancérigène Irritations respiratoires, hyperplasie pulmonaire, emphysème, fibrose, effets rénaux réversibles, dermites allergiques, irritation des muqueuses Les oxydes et sulfates de nickel sont cancérogènes pour l'homme.
PLOMB	Trafic routier (essence plombée) Usines d'incinération des déchets	Saturnisme.
ZINC	Combustion des carburants fossiles (charbon, fioul lourd et fioul de chauffage résidentiel) Industries sidérurgiques et premières transformations des métaux ferreux Usines d'incinération des déchets Métallurgie des métaux non ferreux Circulation routière : usure des pneus et du revêtement des chaussées Quelques sources naturelles : volcans, feux de forêt, érosion des roches, aérosols marins	Oligo-élément essentiel pour les plantes, les animaux et l'homme mais toxique pour plantes et micro-organismes si trop concentré.

ANNEXE 4 :
Taux de fonctionnement du dispositif de mesures

Particules en suspension inférieures à 10 microns et métaux

Le suivi de ces polluants est réalisé à partir du même appareil de mesures : un préleveur partisol 2000.

En 2019, le taux annuel de fonctionnement pour les mesures en particules PM_{10} est optimal, avec 96.6 % de représentativité annuelle. Ce taux est conforme aux critères de représentativité définis à 85 % par les exigences européennes en matière de qualité de l'air (IPR : Implementing Provisions on Reporting).

Pas de dysfonctionnements majeures sur l'appareil de mesures n'est à signaler, excepté une panne de courant au mois de mai, qui a entrainé l'arrêt du prélèvement plus tôt que programmé.

Mois	Taux de fonctionnement (%)
Janvier	93.3
Février	99.6
Mars	99.7
Avril	99.9
Mai	71.6
Juin	100
Juillet	96.5
Août	98.6
Septembre	100
Octobre	100
Novembre	100
Décembre	100
Taux annuel	**96.6**

Retombées totales et métalliques

Les métaux de la série n°2 en 2019 (mars-avril) n'ont pas pu être analysée, suite à un dysfonctionnement logistique du laboratoire au moment de l'analyse, qui a altéré la mesure de métaux de l'échantillon. Ainsi les résultats des retombées métalliques sur le site « place du 8 mai » ne sont pas disponibles pour cette série.

Série	Date de début exposition	Date de fin exposition
Série n°1	9 janv.	6 mars
Série n°2	6 mars	2 mai
Série n°3	2 mai	3 juil.
Série n°4	3 juil.	4 sept
Série n°5	4 sep	7 nov.
Série n°6	7 nov.	2 janv. 20

ANNEXE 5 :
Comparaisons des niveaux de métaux dans l'air ambiant

Les tableaux ci-dessous présentent une synthèse des mesures des principaux métaux réglementés qui ont été réalisées dans l'air ambiant.

En région Occitanie

ng/m³		Période	Concentrations de métaux dans l'air ambiant				
			As	Cd	Ni	Pb	Zn
Viviez		**2019**	**0,3**	**0,6**	**0,6**	**2,0**	**59,9**
Urbain Toulouse		2019	0,2	0,1	0,6	2,8	11,1*
Rural – Peyrusse Vieille		2019	0,2	0,05	0,5	1,5	-
Proximité incinérateur (Lunel-Viel, Bessières, Mirail, Calce)		2019	0,2 à 0,8	<0,1 à 0,4	0,7 à 1,6	1,5 à 4,4	5,9 à 50
Proximité Station d'épuration (Toulouse)		2019	0,2	0,1	0,4	1,6 à 2,2	9,8*
Réglementation	Valeur cible sur année civile		6	5	20	-	-
	Valeur limite sur année civile		-	-	-	0,5	-

**moyenne printemps et automne 2019*

As : Arsenic; Cd : Cadmium ; Ni : Nickel ; Pb : Plomb : Zn : Zinc

- **Arsenic, nickel et plomb** : les concentrations sont comparables au niveau de fond urbain toulousain et au fond rural régional mesuré dans le Gers.

- **Cadmium et zinc** : les concentrations mises en évidences sont supérieures au fond urbain toulousain et à celles mesurées autour d'environnements industriels régionaux (incinérateur, station d'épuration). Les anciennes activités du site de production de zinc et les actuels travaux de dépollution sont à l'origine de cette surexposition à ces métaux particulaires dans l'air ambiant.

En France

Dans le tableau ci-dessous, les concentrations des métaux réglementés (As, Cd, Ni et Pb), mesurées sur la place du 8 mai à Viviez en 2019, sont comparées avec les statistiques nationales pour la période 2005-2011 fournies par le Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air (LCSQA) [1].

ng/m³		As	Cd	Ni	Pb	Zn
Viviez - Moyenne annuelle 2019		**0,3**	**0,6**	**0,6**	**2,0**	**59,9**
Période 2005 à 2011	Proximité site industriels	0,8	0,5	5,6	48,4	-
	Milieu urbain	1,2	0,3	2,8	9,2	-
	Milieu périurbain	0,8	0,3	2,4	10,0	-
	Proximité trafic routier	0,7	0,3	1,6	13,9	-
	Milieu rural	0,3	0,1	1,9	3,8	-

Les concentrations de cadmium mesurées par la station de Viviez sont dans la tranche haute de celles obtenues sur d'autres sites de mesures industriels du territoire français. Pour les autres métaux, les concentrations sont dans la tranche basse des concentrations de chaque environnement de mesures. Aucune donnée n'est disponible pour le zinc sur le territoire national pour ces typologies de mesure.

[1] Surveillance des métaux dans les particules en suspension ; LCSQA 2011



L'information sur la **qualité de l'air** en **Occitanie**

www.atmo-occitanie.org

votre parten'air
Atmo
OCCITANIE
Votre observatoire régional de l'air

Agence de Montpellier
(Siège social)
10 rue Louis Lépine
Parc de la Méditerranée
34470 PEROLS

Agence de Toulouse
10bis chemin des Capelles
31300 TOULOUSE

Tel : 09.69.36.89.53 **(Numéro CRISTAL – Appel non surtaxé)**

Crédit photo : Atmo Occitanie

Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents

Déploiement national

Maison de la petite enfance Capirole (Crèche, relais assistante maternelle, accueil familial)

Decazeville (12)

Note de Première Phase (NPP)

N° 120785894-120782644-120782677_RNPP

Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents

Déploiement national

Maison de la petite enfance Capirole (Crèche, relais assistante maternelle, accueil familial)

Decazeville (12)

Note de Première Phase (NPP)

N° 120785894-120782644-120782677_RNPP

ANTEA GROUP

anteagroup

	Nom / Visa	Fonction
Rédacteurs	SICHE Marion	Ingénieur d'étude
Vérificateur	BOUR Cédric	Ingénieur de projet
Approbateur	FAY de LESTRAC Henry	Responsable métier

Préambule

Pourquoi diagnostiquer les sols ?

L'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur des sites potentiellement pollués est prévue par l'**action 19 du 2ème Plan national santé environnement 2009-2013**. Les établissements concernés sont situés sur/ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels ou d'activités de service recensés dans la base *BASIAS*[1]. Si BASIAS fournit des informations sur les activités des sites industrielles du passé, cette base de données ne permet en revanche pas de connaître l'état réel des sols. C'est la raison pour laquelle, l'Etat a engagé, sur l'ensemble du territoire, une démarche de diagnostics environnementaux de ces établissements.

Cette démarche est pilotée par le Ministère en charge de l'Ecologie. Dans un souci d'équité et de cohérence, le BRGM a été chargé de l'organisation technique des diagnostics.

Une pollution des sols est-elle nécessairement préoccupante ?

Tout dépend des voies et des durées de contact entre les polluants et les usagers des lieux et de la nature des ces polluants.

Les usagers des lieux peuvent d'abord entrer en contact avec les polluants présents dans les sols via l'air qu'ils respirent (vapeurs et poussières), les aliments et l'eau qu'ils consomment, ou par contact direct avec les sols de surface et les poussières qui en seraient issues. En l'absence de contact, il ne peut pas y avoir d'effet néfaste sur les personnes.

La nature des polluants associés aux activités des anciens sites industriels intervient ensuite dans ces possibilités de contact :

- La plupart des **pollutions métalliques** (fonderies, forges, ...) restent dans les sols ou sur les poussières : il n'y a pas de vapeur. Un aménagement tel qu'un revêtement ou un enrobé peut empêcher tout contact. En l'absence d'un tel aménagement, ce sont essentiellement les jeunes enfants qui seront vulnérables car ils jouent au contact de la terre et peuvent en avaler.
- Les pollutions présentes dans les sols susceptibles de conduire à une pollution de l'air (il s'agit des **polluants volatils**), sont d'une autre nature. Si les fondations et les planchers des bâtiments ne sont pas étanches, les polluants peuvent s'accumuler à l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont insuffisamment ventilés. Les populations concernées sont alors non seulement les enfants et les adolescents mais aussi les personnels fréquentant ces locaux. De même, les polluants volatils peuvent dégrader l'eau du robinet lorsque les canalisations empruntent des terrains pollués.

[1] *Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service*

Comment sont réalisés les diagnostics ?

Sur le plan technique, les diagnostics consistent à vérifier par des contrôles de la « **qualité des milieux d'exposition** » en considérant les « **scénarios d'exposition** » suivants :

- Lorsque des polluants sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols, le scénario d'exposition par « ingestion de sol » est retenu pour les établissements accueillant les enfants de moins de 7 ans, pour les instituts médico-éducatifs (IME) quel que soit l'âge des enfants ou lorsque des logements de fonction sont présents dans le périmètre accessible de l'établissement. Dans ces cas, la qualité des sols de surface (0-5cm) non recouverts est contrôlée.

- Lorsque des substances volatiles (benzène, produits chlorés…) sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement et la qualité du réseau de distribution d'eau potable de celui-ci, les scénarios d'exposition par « inhalation » et par « ingestion d'eau du robinet » sont retenus.

  Pour le scénario d'exposition par « inhalation », la qualité de l'air situé dans les vides sanitaires, sous les fondations et sous les planchers des bâtiments est d'abord mesurée. Si de fortes concentrations de polluants sont constatées, la qualité de l'air à l'intérieur des locaux est alors contrôlée. Pour le scénario d'exposition par « ingestion d'eau du robinet », la qualité de l'eau du réseau de distribution d'eau potable est contrôlée.

- Le scénario d'exposition par « consommation des fruits et légumes des jardins pédagogiques » est enfin retenu lorsque les sols sont susceptibles d'avoir été pollués et que les fruits et légumes issus des jardins pédagogiques sont effectivement consommés. Dans ces établissements, la qualité des sols dans les 30 premiers centimètres est contrôlée. En cas d'anomalie dans les sols, la qualité des fruits et légumes est alors contrôlée.

  En ce qui concerne les arbres fruitiers présents au droit des établissements, la consommation de leurs fruits est saisonnière et s'effectue à une période où les enfants sont peu présents. Dans ces cas, le scénario d'exposition par « consommation de fruits » n'est pas retenu et, sauf cas particulier, la qualité des fruits n'est pas contrôlée.

Comment se formalise le résultat des diagnostics ?

A l'issue des diagnostics, les établissements sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».
- Catégorie B : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées ».
- Catégorie C : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ».

Les définitions de ces trois catégories ont été élaborées afin d'être compréhensibles par tous, y compris par un public non-averti.

Elles visent à résumer la réponse à la question suivante : "Y a-t-il un problème pour les usagers ?".

Après les diagnostics, quelles précautions particulières doivent être prises ?

Pour tous les établissements : garder la mémoire du passé

Tous les établissements concernés par la démarche sont situés sur l'emprise ou à proximité immédiate de l'emprise d'anciens sites industriels ou d'activités potentiellement polluantes. Aussi, il est essentiel que la mémoire de ce passé soit conservée.

Pour sécuriser les éventuels futurs changements d'usage intervenants au sein des établissements ou en cas de travaux de réaménagement, la situation devra être réévaluée par le maître d'ouvrage au regard des résultats des diagnostics réalisés.

Pour les établissements de la catégorie B : des précautions d'usage au quotidien sont rappelées

Si, à l'heure actuelle, les sols des établissements en catégorie B ne posent pas de problème, la présence de pollution n'en reste pas moins potentielle ou avérée.

Selon les cas, la présence et le maintien en bon état de dispositifs tels que des dalles en béton, des revêtements de sols ou des vides sanitaires ventilés empêchent ou limitent efficacement l'accès aux sols nus et les transferts de polluants à l'intérieur des bâtiments.

Aussi, il est essentiel que les maîtres d'ouvrage veillent au maintien en bon état des bâtiments et des installations et, surtout, qu'ils prennent des précautions particulières préalablement à toute modification de l'usage des lieux ou aménagement des bâtiments et, d'une manière plus générale, préalablement à tous travaux.

Le recours à des prestataires spécialisés dans le domaine des sites pollués, notamment aux prestataires disposant de la certification du LNE dans le domaine des sites et sols, adossée aux normes de service NF X 31 620, est fortement recommandé.

SYNTHESE

Description de l'établissement scolaire, résultats de la visite de l'établissement

La **maison de petite enfance Capirole** regroupe un ensemble de 3 établissements : la halte-garderie (n°120785894), la crèche familiale (n°120782644) et la crèche municipale (n°120782677). Elle est située Place Cabrol à Decazeville (12), à l'est de l'hôtel de ville et au sud de la rivière le Riou Mort. Cet établissement accueille environ 60 enfants âgés de 3 mois à 3 ans.

La maison de la petite enfance, d'une superficie de 1680 m², est la propriété de la Communauté de Commune de Decazeville-Aubin et comprend :

- un bâtiment ancien (date de construction inconnue) à deux niveaux (rez-de-chaussée et sous-sol semi-enterré) où seul le rez-de-chaussée est occupé par la maison de la petite enfance à raison de deux matinées par semaine pour une quinzaine d'enfants. Sa date de construction est inconnue.
- un bâtiment récent, construit en 2007, à 3 niveaux :
  - un sous-sol semi-enterré avec un vide sanitaire où sont basées la cuisine, la plonge, la buanderie et la cave,
  - un rez-de-chaussée comprenant les unités d'accueil des enfants,
  - un étage réservé au personnel de la maison petite enfance avec les vestiaires, la cuisine, la salle de réunion.
- Des espaces extérieurs avec 3 cours récréatives (une entièrement recouverte d'enrobé, deux recouvertes d'enrobé et de sols à nu avec pelouse),

Aucun jardin pédagogique ni logement de fonction n'a été observé au droit de la maison de la petite enfance Capirole.

Aucun indice visuel ou olfactif de pollution n'a été relevé pendant la visite sur site. Les revêtements et bâtiments sont en bon état.

Résultats de l'étude historique et documentaire

La maison de la petite enfance a été construite en superposition d'une ancienne société de transport de voyageurs (BASIAS MPY1205100), ce qui a motivé son inclusion dans la liste des établissements concernés par la démarche de diagnostic.

Cet établissement a ouvert ses portes en 2007 après la construction du bâtiment récent. Avant 2007, le bâtiment ancien accueillait une halte-garderie municipale.

Le site BASIAS MPY1205100 correspondait à une société de transport de voyageurs. L'activité a débuté en 1951, et possédait un dépôt de liquides inflammables de type gasoil. Aucune information précise sur la localisation exacte du site BASIAS à cette période n'a été trouvée. En 1973, l'entreprise a quitté le site pour s'installer dans la zone industrielle Les Prades à Decazeville, situé à 1,6 km à l'ouest de l'établissement.

L'étude historique a mis en évidence la présence de deux anciennes teintureries, référencées dans BASIAS (MPY1205320 et MPY1205321). Leur localisation n'ayant pu être déterminée de façon précise, le cas le plus défavorable est pris en compte dans le cadre du diagnostic, soit à environ 50 mètres des établissements.

Les sites BASIAS MPY1205332 (activité de métallurgie, transformation de l'acier) et MPY1205110 (dépôt de liquides inflammables et traitement de minerai) ont également été recensés à proximité sud de l'établissement.

Résultats de l'étude géologique et hydrogéologique

L'étude du contexte géologique et hydrogéologique indique que la nappe d'eau souterraine se trouve à environ 5 m de profondeur au droit du site. L'écoulement naturel de cette nappe s'effectue vers le Riou Mort, soit en direction du nord, et est suspecté d'être perturbé au voisinage de la maison petite enfance étant donné le remaniement des terres à proximité pour l'aménagement de la zone industrielle.

L'ancienne société de transport de voyageurs (BASIAS MPY1205100) était superposée à l'établissement. Les anciennes teintureries (BASIAS MPY1205320 et MPY1205321) sont localisées dans le cas le plus défavorable, en amont hydraulique par rapport à la maison de la petite enfance Capirole.

Les activités de métallurgie, transformation de l'acier sont quant à elles localisées en latéral hydraulique par rapport aux établissements.

Influence potentielle des anciens sites industriels sur les établissements

S'agissant d'une maison de la petite enfance, sans jardin pédagogique, trois scénarios d'exposition sont à considérer.

Trois scénarios d'exposition potentielle ont été retenus :

- l'inhalation de l'air dans les bâtiments, air qui serait susceptible d'être dégradé par des pollutions éventuelles provenant des sites BASIAS :

  La superposition du site BASIAS MPY1205100 (société de transport de voyageurs) et la position en amont hydraulique des anciennes teintureries (BASIAS MPY1205320 et MPY1205321) par rapport à l'établissement ne permettent pas de conclure à l'absence d'influence de ces sites sur la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments des établissements via un transfert de composés volatils dans les sols et/ou les eaux souterraines.

- l'ingestion de sols par les enfants :

  Le scénario d'exposition par ingestion de sols superficiels a été retenu du fait de la présence d'une zone de sols à nu au niveau des cours récréatives accessibles aux enfants, de l'âge des enfants pour lequel le porté main-bouche est pertinent, de la superposition des établissements avec l'ancien site BASIAS MPY1205100 et de la présence d'activités susceptibles d'avoir émis des poussières à proximité des établissements (BASIAS MPY1205332).

- l'ingestion d'eau du robinet par les enfants :

  Les réseaux d'eau potable traversant en partie l'emprise de l'ancien site BASIAS MPY1205100 (société de transport de voyageurs), une dégradation de la qualité de l'eau du robinet par transfert de polluants au travers des canalisations est retenue.

Ainsi, l'étude historique et documentaire n'ayant pas permis de conclure à l'absence d'influence des sites BASIAS sur la qualité des milieux au droit de l'établissement, nous proposons que la maison de la petite enfance Capirole (établissements n°12078599, 120782644 et 120782677) **fasse l'objet d'une campagne de diagnostic sur les milieux pertinents (phase 2)** à l'issue de la phase 1.

Les informations disponibles à ce stade ne mettent pas en évidence la nécessité de mettre en place des dispositions de gestion provisoires dans l'attente des résultats des investigations de phase 2.

Le programme d'investigations de phase 2 concerne :

- dans le bâtiment récent : l'air sous dalle au droit de la cave, les gaz du sol à proximité de ce même bâtiment et l'air des vides sanitaires et de la cave,
- l'eau du robinet dans la cuisine,
- les sols de surface au niveau d'une des cours récréatives.

Cet avis concerne la configuration actuelle de l'établissement et se base sur les connaissances techniques et scientifiques du moment, au regard de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche.

Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents

Déploiement national

Maison de la petite enfance Capirole (Crèche, relais assistante maternelle, accueil familial)

Decazeville (12)

Rapport Technique de Phase 2 (RT2)

N° 120785894-120782644-120782677_RT2

Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents

Déploiement national

Maison de la petite enfance Capirole (Crèche, relais assistante maternelle, accueil familial)

Decazeville (12)

Rapport Technique de Phase 2 (RT2)

N° 120785894-120782644-120782677_RT2

ANTEA GROUP/anteagroup

	Nom / Visa	Fonction
Rédacteur	SICHE Marion	Ingénieur d'études
Vérificateur	BOUR/ DURLET-BOUXIERE	Chef de Projet
Approbateur	FAY de LESTRAC Henry	Responsable métier

Préambule

Pourquoi diagnostiquer les sols ?

L'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur des sites potentiellement pollués est prévue par l'**action 19 du 2ème Plan national santé environnement 2009-2013**. Les établissements concernés sont situés sur/ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels ou d'activités de service recensés dans la base BASIAS[1]. **Si** BASIAS fournit des informations sur les activités des sites industrielles du passé, cette base de données ne permet en revanche pas de connaître l'état réel des sols. C'est la raison pour laquelle, l'Etat a engagé, sur l'ensemble du territoire, une démarche de diagnostics environnementaux de ces établissements.

Cette démarche est pilotée par le Ministère en charge de l'Ecologie. Dans un souci d'équité et de cohérence, le BRGM a été chargé de l'organisation technique des diagnostics.

Une pollution des sols est-elle nécessairement préoccupante ?

Tout dépend des voies et des durées de contact entre les polluants et les usagers des lieux et de la nature de ces polluants.

Les usagers des lieux peuvent d'abord entrer en contact avec les polluants présents dans les sols via l'air qu'ils respirent (vapeurs et poussières), les aliments et l'eau qu'ils consomment, ou par contact direct avec les sols de surface et les poussières qui en seraient issues. En l'absence de contact, il ne peut pas y avoir d'effet néfaste sur les personnes.

La nature des polluants associés aux activités des anciens sites industriels intervient ensuite dans ces possibilités de contact :

- La plupart des **pollutions métalliques** (fonderies, forges, ...) restent dans les sols ou sur les poussières : il n'y a pas de vapeur. Un aménagement tel qu'un revêtement ou un enrobé peut empêcher tout contact. En l'absence d'un tel aménagement, ce sont essentiellement les jeunes enfants qui seront vulnérables car ils jouent au contact de la terre et peuvent en avaler.
- Les pollutions présentes dans les sols susceptibles de conduire à une pollution de l'air (il s'agit des **polluants volatils**), sont d'une autre nature. Si les fondations et les planchers des bâtiments ne sont pas étanches, les polluants peuvent s'accumuler à l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont insuffisamment ventilés. Les populations concernées sont alors non seulement les enfants et les adolescents mais aussi les personnels fréquentant ces locaux. De même, les polluants volatils peuvent dégrader l'eau du robinet lorsque les canalisations empruntent des terrains pollués.

[1] Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

Comment sont réalisés les diagnostics ?

Sur le plan technique, les diagnostics consistent à vérifier par des contrôles de la « **qualité des milieux d'exposition** » en considérant les « **scénarios d'exposition** » suivants :

- Lorsque des polluants sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols, le scénario d'exposition par « ingestion de sol » est retenu pour les établissements accueillant les enfants de moins de 7 ans, pour les instituts médico-éducatifs (IME) quel que soit l'âge des enfants ou lorsque des logements de fonction sont présents dans le périmètre accessible de l'établissement. Dans ces cas, la qualité des sols de surface (0-5cm) non recouverts est contrôlée.
- Lorsque des substances volatiles (benzène, produits chlorés…) sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement et la qualité du réseau de distribution d'eau potable de celui-ci, les scénarios d'exposition par « inhalation » et par « ingestion d'eau du robinet » sont retenus.

  Pour le scénario d'exposition par « inhalation », la qualité de l'air situé dans les vides sanitaires, sous les fondations et sous les planchers des bâtiments est d'abord mesurée. Si de fortes concentrations de polluants sont constatées, la qualité de l'air à l'intérieur des locaux est alors contrôlée. Pour le scénario d'exposition par « ingestion d'eau du robinet », la qualité de l'eau du réseau de distribution d'eau potable est contrôlée.
- Le scénario d'exposition par « consommation des fruits et légumes des jardins pédagogiques » est enfin retenu lorsque les sols sont susceptibles d'avoir été pollués et que les fruits et légumes issus des jardins pédagogiques sont effectivement consommés. Dans ces établissements, la qualité des sols dans les 30 premiers centimètres est contrôlée. En cas d'anomalie dans les sols, la qualité des fruits et légumes est alors contrôlée.

  En ce qui concerne les arbres fruitiers présents au droit des établissements, la consommation de leurs fruits est saisonnière et s'effectue à une période où les enfants sont peu présents. Dans ces cas, le scénario d'exposition par « consommation de fruits » n'est pas retenu et, sauf cas particulier, la qualité des fruits n'est pas contrôlée.

Comment se formalise le résultat des diagnostics ?

A l'issue des diagnostics, les établissements sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».
- Catégorie B : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées ».

- Catégorie C : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ».

Les définitions de ces trois catégories ont été élaborées afin d'être compréhensibles par tous, y compris par un public non-averti.

Elles visent à résumer la réponse à la question suivante : "Y a-t-il un problème pour les usagers ?".

Après les diagnostics, quelles précautions particulières doivent être prises ?

Pour tous les établissements : garder la mémoire du passé

Tous les établissements concernés par la démarche sont situés sur l'emprise ou à proximité immédiate de l'emprise d'anciens sites industriels ou d'activités potentiellement polluantes. Aussi, il est essentiel que la mémoire de ce passé soit conservée.

Pour sécuriser les éventuels futurs changements d'usage intervenants au sein des établissements ou en cas de travaux de réaménagement, la situation devra être réévaluée par le maître d'ouvrage au regard des résultats des diagnostics réalisés.

Pour les établissements de la catégorie B *: des précautions d'usage au quotidien* sont rappelées

Si, à l'heure actuelle, les sols des établissements en catégorie B ne posent pas de problème, la présence de pollution n'en reste pas moins potentielle ou avérée.

Selon les cas, la présence et le maintien en bon état de dispositifs tels que des dalles en béton, des revêtements de sols ou des vides sanitaires ventilés empêchent ou limitent efficacement l'accès aux sols nus et les transferts de polluants à l'intérieur des bâtiments.

Aussi, il est essentiel que les maîtres d'ouvrage veillent au maintien en bon état des bâtiments et des installations et, surtout, qu'ils prennent des précautions particulières préalablement à toute modification de l'usage des lieux ou aménagement des bâtiments et, d'une manière plus générale, préalablement à tous travaux.

Le recours à des prestataires spécialisés dans le domaine des sites pollués, notamment aux prestataires disposant de la certification du LNE dans le domaine des sites et sols, adossée aux normes de service NF X 31 620, est fortement recommandé.

SYNTHESE

Résultats des investigations

Les investigations réalisées sont conformes au programme établi lors de la phase 1. Les substances recherchées sont les substances associées aux activités recensées pour les sites BASIAS retenus.

Les résultats ont été interprétés conformément au guide de gestion des résultats des diagnostics réalisés dans les lieux accueillant enfants et adolescents (BRGM, ADEME, INERIS, InVS) de juin 2011 et à la note ministérielle du 8 février 2007 définissant le cadre général de la politique nationale en matière de gestion des sites et sols pollués.

Les investigations de phase 2 ont montré les éléments suivants :

- La présence de composés dans les sols de surface à des teneurs supérieures au bruit de fond naturel et/ou urbain et aux valeurs bibliographiques. Néanmoins la gestion de ces résultats, en considérant un scénario d'ingestion de sol, indique que la qualité des sols est compatible avec l'usage actuel des lieux.
- La présence de composés volatils dans l'air du sol, à des concentrations estimées dans l'air intérieur inférieures aux bornes basses des intervalles de gestion ;
- L'eau du robinet respecte les critères de potabilité pour les composés recherchés en relation avec les anciennes activités industrielles, objets de la présente démarche de diagnostic.

Sur la base de l'ensemble de ces éléments, nous proposons le classement de la maison de la petite enfance CAPIROLE en « **catégorie B : les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions,** que les pollutions soient potentielles ou avérées. Des modalités de gestion de l'information doivent cependant être mises en place pour expliquer ce qui doit être fait si les aménagements ou les usages des lieux venaient à être modifiés ».

Néanmoins, dans l'hypothèse d'une dégradation de la dalle des bâtiments (perforation ou démantèlement lors de travaux d'aménagements), qui n'assurerait alors plus son rôle protecteur, la qualité de l'air intérieur pourrait tendre vers la qualité de l'air mesurée sous la dalle (et dépasser alors la borne inférieure des intervalles de gestion). Nous recommandons donc le maintien de cette dalle en bon état.

L'attention du maitre d'ouvrage est appelée sur la présence de composés détectés dans l'eau du robinet sans relation avec le BASIAS, à des concentrations supérieures aux valeurs de référence. Il conviendra de prendre l'attache de l'ARS pour décider des suites réservées à cette situation.

Cet avis concerne la configuration actuelle de l'établissement et se base sur les connaissances techniques et scientifiques du moment, au regard de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche.

Encart 3.8 Exemple du Riou-Mort (Aveyron, France)

Le bassin de Decazeville situé dans le département de l'Aveyron est extrêmement riche en gisements métallifères. Une importante activité industrielle s'est développée pendant plus de 150 ans autour de ses minerais. La réhabilitation du site a débuté en 2002. Cependant, l'exploitation intensive des mines de charbon, des gisements de fer et d'autres métaux a contribué à détériorer l'état écologique de la rivière le Riou-Mort qui alimente le Lot, affluent de la Garonne. La Gironde et la zone côtière ont été et sont encore affectées par cette pollution qui a fait l'objet de nombreux travaux de recherche depuis les années 1980 (Audry *et al.*, 2004a,b ; Masson *et al.*, 2006). Ces chercheurs ont estimé que les apports à l'estuaire en cadmium et zinc sont de 60 et 25 % respectivement alors que le Riou-Mort ne représente que 1 % de l'hydrologie du bassin versant en amont de Bordeaux. Les masses d'éléments polluants cadmium, cuivre, plomb et zinc, stockés dans le Lot entre le Riou-Mort et sa confluence avec la Garonne ont été estimées à 200, 300, 1 000, et 10 000 t, respectivement.

Une étude récente a été réalisée avec des équipes des universités de Bordeaux et de Genève durant des périodes hydrologiques différentes, printemps 2007 et 2008. Elle a porté sur le suivi de différents métaux dont le cadmium, le cuivre, le manganèse et le plomb. Les principaux résultats publiés (Tercier-Waerber *et al.*, 2009) montrent une forte activité de la communauté du biofilm photobenthique associée à des cycles diurnes de l'oxygène et du pH en relation avec l'équilibre photosynthèse-respiration correspondant à la réaction 3.2.

De l'ensemble des observations, il ressort que la concentration en cadmium durant la journée dans le Riou-Mort est contrôlée par deux mécanismes distincts : d'une part par un processus de sorption du fait de l'augmentation du pH (en lien avec la consommation du CO_2 et des protons par le phytoplancton lors de la photosynthèse) due aux activités du biofilm (*Réaction 3.2*), et d'autre part de la photoréduction des colloïdes d'oxydes de manganèse. Durant la nuit, la baisse du pH (seule la respiration contrôle la réaction 3.2) et l'oxydation des (hydr)oxydes métalliques colloïdaux (principalement le manganèse) contrôlent le comportement du cadmium, mais aussi d'un autre métal présent comme le plomb.

Pour le cuivre, les résultats de spéciation ont montré que le cycle diurne est contrôlé par les exsudats produits par le biofilm. Ces substances polymériques extracellulaires complexent fortement le cuivre et sont en compétition avec les ligands faibles présents en solution. Cette étude a donc permis de montrer que différents processus peuvent contrôler les cycles diurnes et nocturnes des espèces métalliques, avec des comportements opposés entre le cuivre et le cadmium (*Figure 3.4*).

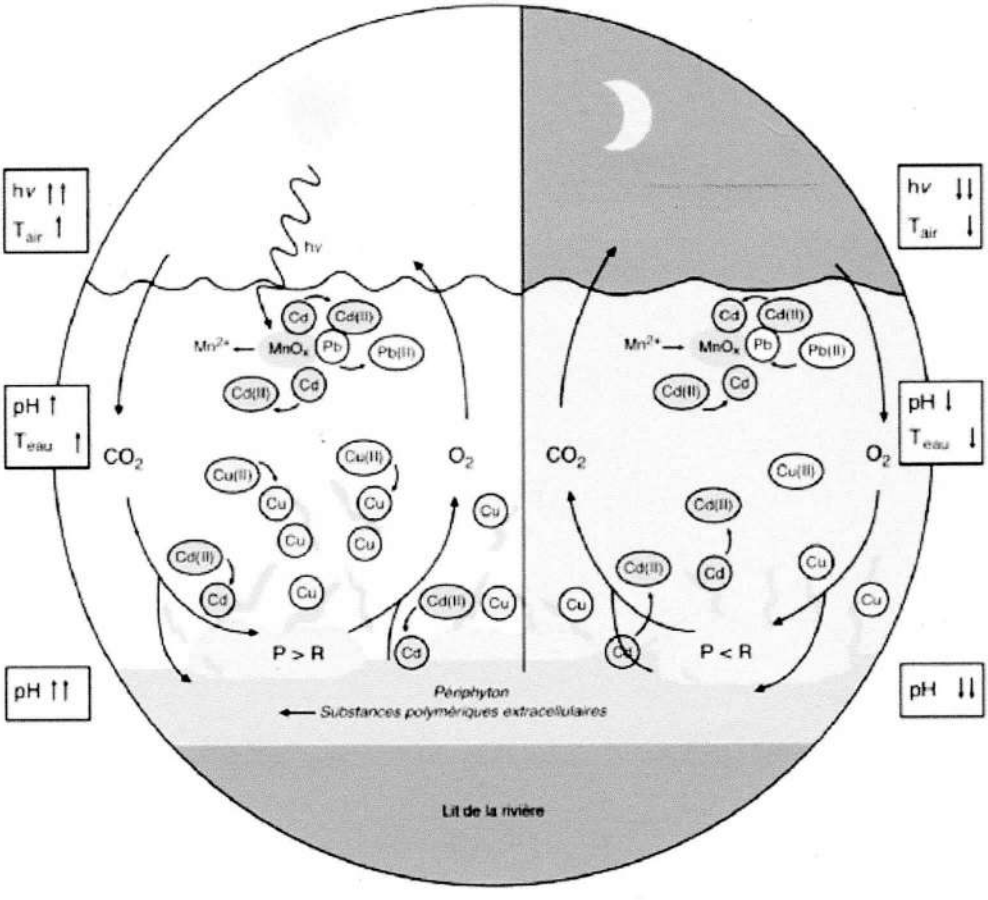


Figure 3.4 **Les différents processus contrôlant la dynamique des cycles diurne et nocturne des espèces métalliques dans le Riou-Mort (d'après Tercier-Weber *et al.*, 2012).**

Cet exemple du Riou-Mort a souligné l'importance des systèmes de mesures mis en place durant ces campagnes de terrain. En effet, des capteurs d'analyse *in situ* ont été utilisés afin de suivre en continu ou à haute fréquence le comportement de divers paramètres classiques comme le pH, la température, l'oxygène dissous, la conductivité électrique… mais aussi les concentrations en cations comme le cadmium, le plomb et le cuivre. Seuls de tels systèmes de mesure permettront dans l'avenir de comprendre les cycles biogéochimiques des éléments dans les milieux naturels, les effets des activités humaines, que ce soit sur les surfaces continentales (eaux souterraines, des sols, de surface…) ou dans les systèmes océaniques pour lesquels les contraintes sont faibles à l'exception de NaCl. Adaptables, ces systèmes pourront être utilisés à d'autres fins, que ce soit pour le contrôle des effluents ou de la qualité des eaux en général.

Aujourd'hui, le constat est qu'il est absolument nécessaire de connaître les formes chimiques d'un élément pour en évaluer le risque et le devenir, et qu'il n'est plus possible de ne se contenter que de la seule mesure de la concentration totale, ce qui est encore généralement trop souvent le cas. Il n'est besoin que de citer la décision n° 2455/2001/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 novembre 2001, qui a établi une liste des substances prioritaires dans le domaine de l'eau en modifiant la directive 2000/60/CE [JO L 331 du 15.12.2001].

© Dunod - Toute reproduction non autorisée est un délit.

Pages 78 et 79.

Titre Chimie et environnement: Cours, études de cas et exercices corrigés
Auteur Philippe Behra
Éditeur Dunod, 2013
ISBN 210059558X, 9782100595587



PLUiH

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PLH

1. Rapport de présentation
1.1. Diagnostic du territoire
1.1.4. Livret IV : Etat des lieux assainissement

DOSSIER APPROUVE LE 11/03/2021
EN CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département de l'Aveyron
Decazeville Communauté

DECAZEVILLE COMMUNAUTÉ

artifex

PAYSAGES
études & aménagements urbains

Département de l'Aveyron (12)

Decazeville Communauté



PHASE 1 : État des lieux

Révision du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales

IRH Ingénieur Conseil
197 avenue de Fronton
31 200 TOULOUSE
Tél. : +33 (0)5 34 42 27 70
Fax : +33 (0)5 34 42 27 89
www.groupeirhenvironnement.com



IRH Ingénieur Conseil

FICHE SIGNALETIQUE

CLIENT

Raison sociale	Communauté de communes Decazeville Communauté
Coordonnées	Maison de l'industrie – BP 68 12300 DECAZEVILLE
Contact	Monsieur Le Président

SITE D'INTERVENTION

Raison sociale	Communauté de communes Decazeville Communauté
Coordonnées	
Famille d'activité	Zonage
Domaine	Assainissement

DOCUMENT

Destinataires	Monsieur Le Président
Date de remise	26/11/2018
Nombre d'exemplaire remis	1
Pièces jointes	-
Responsable Commercial	Caroline BELAUBRE

N° Rapport/Devis	RWEG16PGP56 / MPYA160368
Révision	V2 - 31/08/2019 – Correction de fautes

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	Pauline GIUPPONI	Chargée d'études	26/11/2018	
Vérification	Caroline BELAUBRE	Responsable d'Agence	26/11/2018	



Sommaire

1 Contexte 6
1.1 L'intercommunalité 6
1.2 Compétences 7
2 Analyse de l'environnement et de ses contraintes 8
2.1 Caractéristiques géologiques et hydrogéologiques 8
2.2 Hydrographie 9
2.3 Caractéristiques topographiques 10
2.4 Contraintes de sites et servitudes 11
2.4.1 Plans de préventions des risques 11
2.4.2 Espaces naturels et paysagers 13
2.5 Documents de gestion et d'aménagement existants 15
2.5.1 DCE et SDAGE Adour-Garonne 15
2.5.2 Documents de gestion intégrée 15
2.5.3 Zonage règlementaire 16
3 État des lieux de l'assainissement collectif 17
3.1 Inventaire des ouvrages de traitement 17
3.2 Le système d'assainissement collectif de VIVIEZ 19
3.2.1 Le réseau 19
3.2.2 Les raccordements non domestiques 20
3.2.3 Station de traitement intercommunale de Viviez 21
3.3 Les systèmes d'assainissement collectif de la Vallée du Lot 23
3.3.1 Réseaux 23
3.3.2 Les stations d'épuration 23
4 État des lieux de l'assainissement autonome 35
4.1 Inventaire des ouvrages 35
4.2 Aptitude des sols à l'assainissement autonome 36
5 Contraintes et potentiels par secteur 37
5.1 Vallée du Lot 37
5.1.1 Almont-les-Junies 37
5.1.3 Bouillac 39
5.1.4 Flagnac 41
5.1.5 Livinhac-le-Haut 43
5.2.1 Saint-Parthem 45
5.2.2 Saint-Santin 47
5.3 Système de VIVIEZ 49



Sommaire

5.3.1 Aubin 49
5.3.2 Boisse-Penchot 51
5.3.3 Cransac 53
5.3.4 Decazeville 54
5.3.5 Firmi 55
5.3.6 Viviez 57
6 Conclusion 58



Préambule

Depuis le 1er janvier 2017, la communauté de communes Decazeville Communauté regroupe 12 communes du département de l'Aveyron. Elle est le fruit de la fusion entre les anciennes communautés de communes du bassin Decazeville Aubin (CCAD, 5 communes) et Vallée du Lot (CCVL, 7 communes).

La communauté de commune a lancé l'élaboration d'un PLUiH pour les 5 communes de l'ancien bassin Decazeville-Aubin (CCAD), et souhaite en parallèle mettre à jour le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de l'ensemble des 12 communes adhérentes.

Cette étude d'assainissement a pour objectifs :

- d'actualiser le zonage existant à partir des données terrain disponibles,
- d'aider les communes concernées à définir, en accord avec les évolutions en termes d'urbanisme définies par les PLUI, une politique globale d'assainissement avec :
  - les zones d'assainissement collectif (programme de travaux, coûts d'investissement et d'exploitation)
  - les zones d'assainissement non collectif (principes d'épuration, types de filières…),
  - les zones de collecte par réseau pluvial spécifique ou unitaire
  - les zones où les mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.
- d'élaborer le document présentant le zonage d'assainissement qui sera soumis à enquête publique.

Le présent rapport concerne l'état des lieux de l'assainissement des eaux usées des 12 communes de Decazeville Communauté.

1 Contexte

1.1 L'intercommunalité

La communauté de commune Decazeville Communauté est née au 1er janvier 2017 de la fusion entre la communauté de Commune du Bassin Decazeville-Aubin (CCDA) et la communauté de commune de la Vallée du Lot (CCVL).

Cette nouvelle intercommunalité a vu le jour afin que les deux anciennes communautés de communes puissent unir leurs compétences et leur moyen à l'échelle d'un territoire fort de 12 communes :

- **les 5 communes de l'ancienne CCDA** : Decazeville, Cransac les Thermes, Aubin, Viviez et Firmi ;
- **les 7 communes de l'ancienne CCVL** : Almont-Les-Junies, Boisse-Penchot, Bouillac, Flagnac, Livinhac-Le-Haut, Saint-Parthem, Saint-Santin.

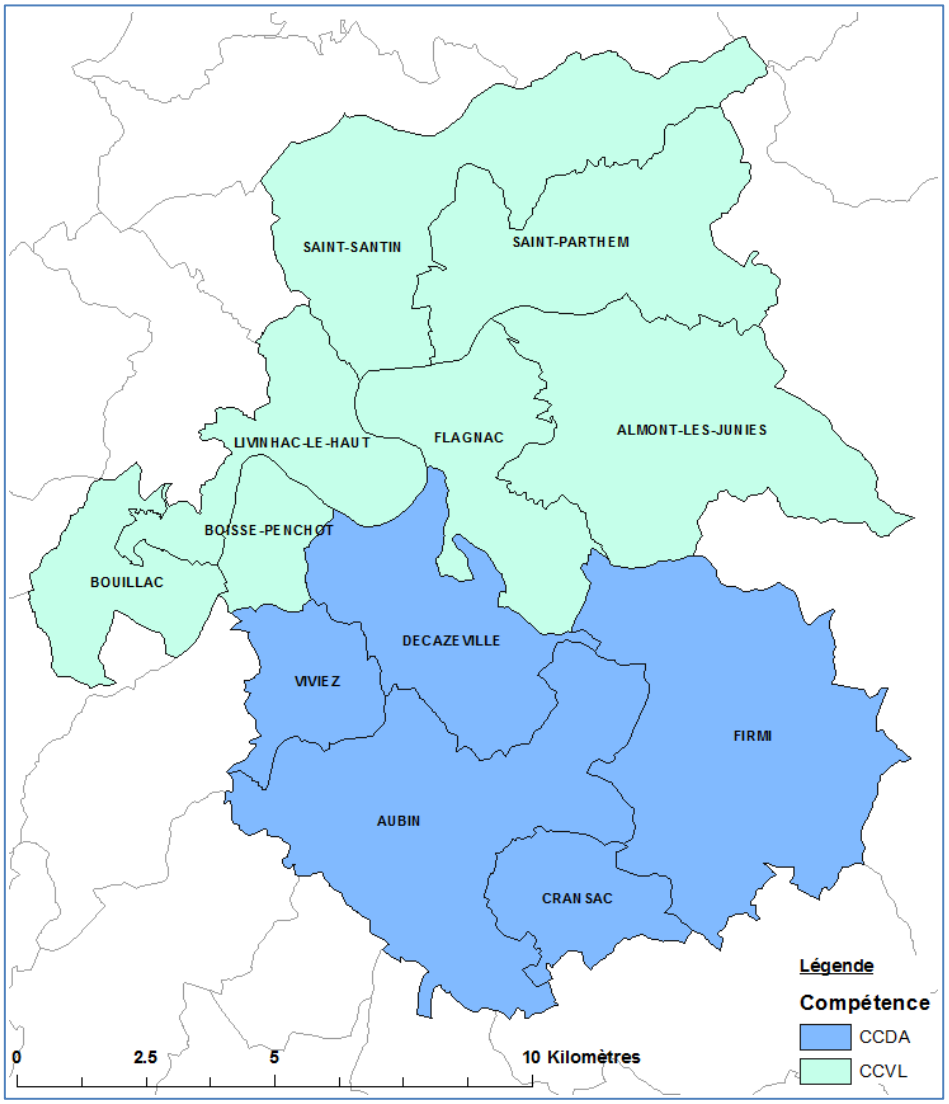


Figure 1: Territoire des deux collectivités

Situées dans le département de l'Aveyron, sur un territoire marqué par l'industrie minière, les 12 communes comptent aujourd'hui une population totale de 19 232 habitants pour une superficie de 187 km².

La réflexion autour du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales sera donc menée à l'échelle de ces 12 communes.

1.2 Compétences

Depuis le 1er janvier 2017, Decazeville Communauté a la responsabilité du cycle de l'eau sur son territoire et assure à ce titre l'assainissement des eaux usées pour l'ensemble de sa population :

- Decazeville Communauté assure le traitement des eaux usées et gère toutes les stations d'épuration de son périmètre.
- La gestion de l'assainissement non collectif (diagnostic, conseil et contrôle) est assurée par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC), qui dépend de la communauté de communes.

La gestion des eaux pluviales reste à la charge des communes.

2 Analyse de l'environnement et de ses contraintes

2.1 Caractéristiques géologiques et hydrogéologiques

L'histoire géologique du Bassin a déterminé son développement, avec de nombreux gisements de charbon. Le développement des industries minières puis sidérurgiques va faire la renommée du Bassin.

Deux grands ensembles géologiques dessinent le territoire :

- Les formations sédimentaires du sillon houiller,
- Les formations métamorphiques et plutoniques qui entourent le sillon.

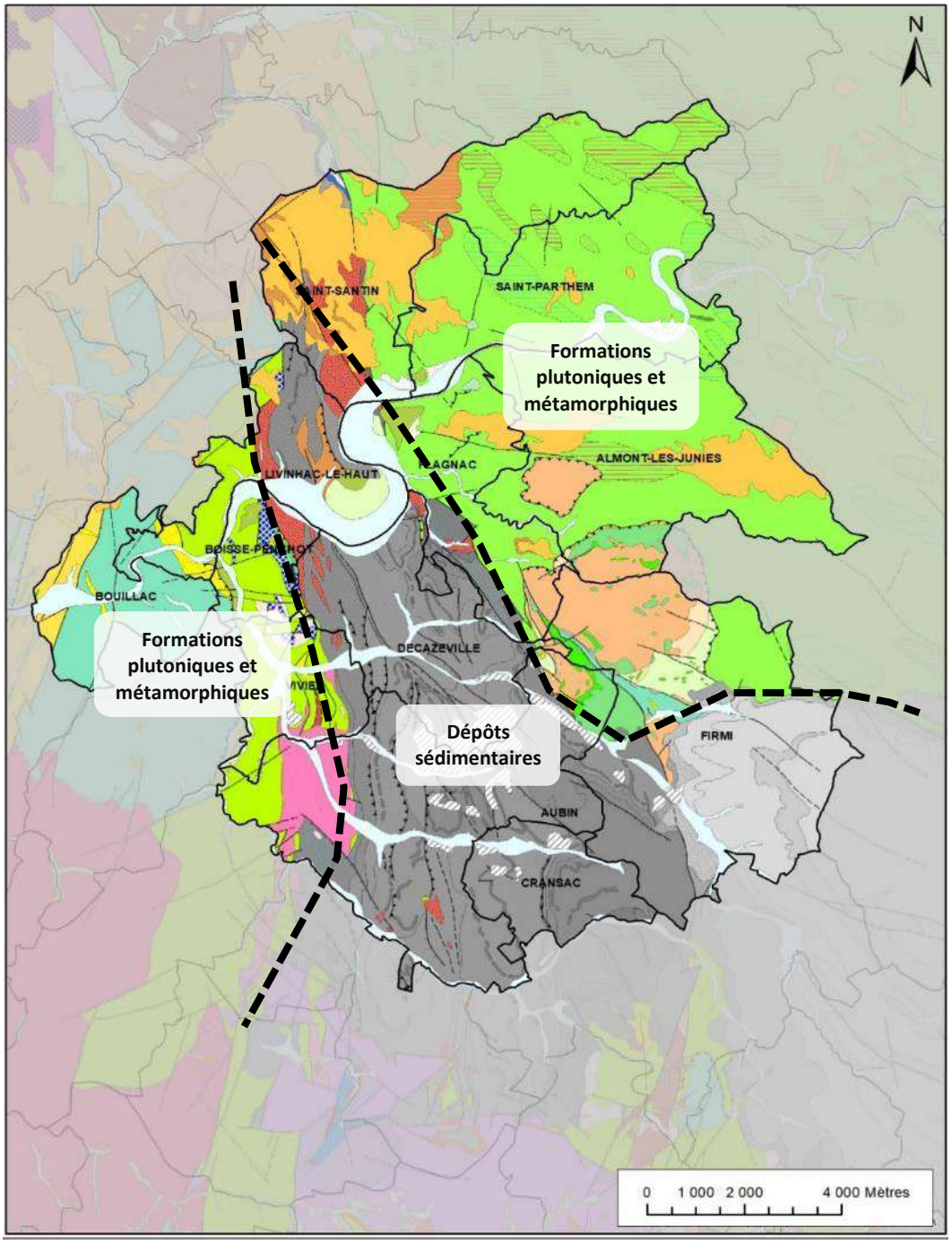


Figure 2 : géologie générale de la zone d'étude

2.2 Hydrographie

Le territoire est traversé par de nombreux cours d'eau. Les 9 cours d'eau principaux du territoire sont référencés comme masse d'eau par l'Agence de l'Eau Adour Garonne dans le cadre du SDAGE.

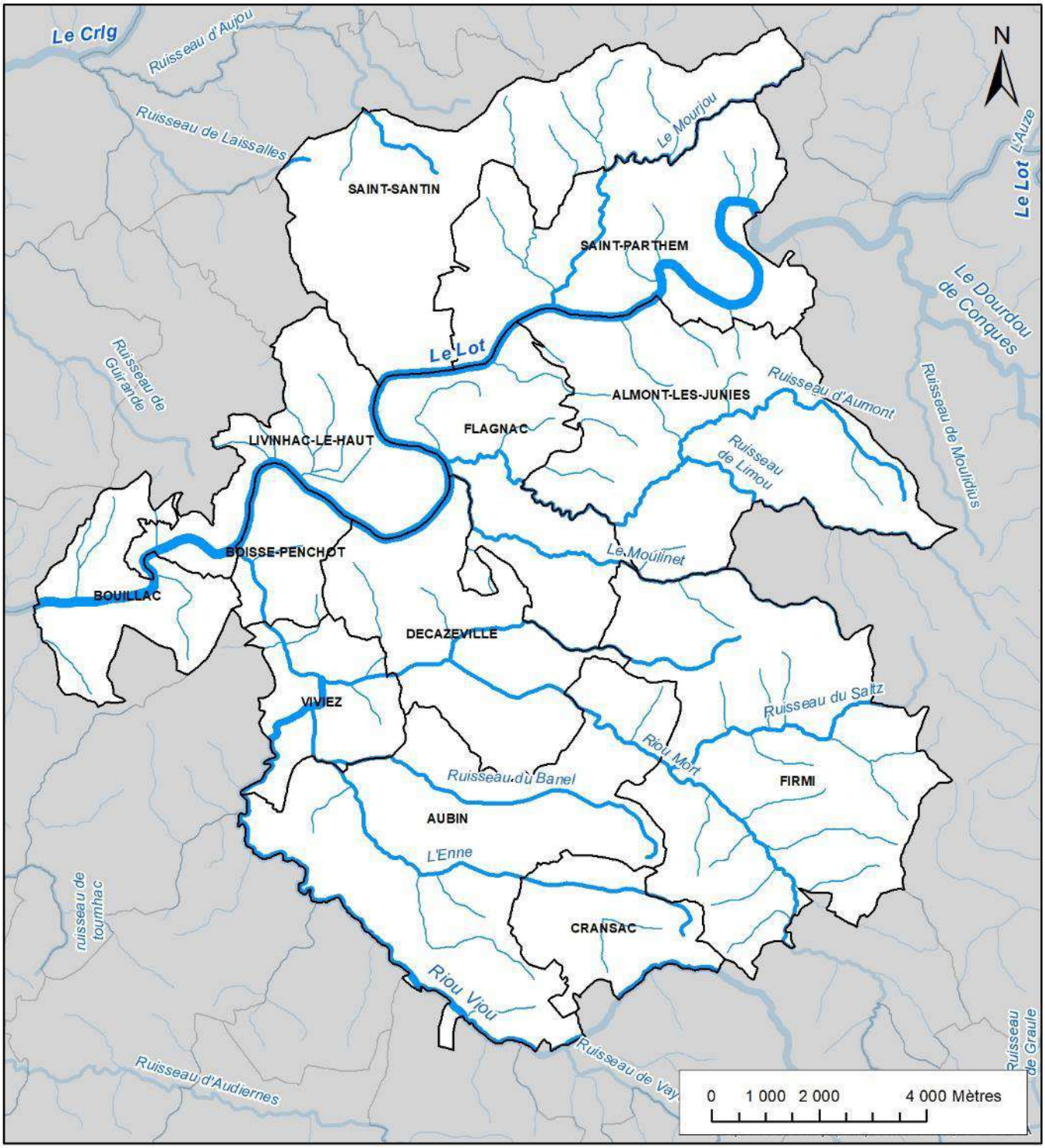


Figure 3 : cours d'eau sur le territoire

Les caractéristiques des principaux cours d'eau et des masses d'eau associées sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Masse d'eau sur le territoire et caractéristiques

Identifiant masse d'eau		État écologique SDAGE		Pression de l'assainissement	
Code	Nom	Actuel [1]	Objectif	Rejets domestiques	Rejets industriels
FRFRR68_3	Ruisseau d'Aujou	Moyen	Bon état 2027	Non significative	Pas de pression
FRFRR318A_3	Le Moulinet	Moyen	Bon état 2021	Pas de pression	Pas de pression
FRFR130	Le Riou Mort	Médiocre	Bon potentiel 2027	Significative	Significative
FRFR670	Le Riou Viou	Moyen	Bon état 2021	Non significative	Pas de pression
FRFRR670_2	L'Enne	Moyen	Bon potentiel 2027	Pas de pression	Non significative
FRFRR130_1	Ruisseau du Saltz	Bon	Bon état 2015	Pas de pression	Pas de pression
FRFRR318A_1	Le Mourjou	Bon	Bon état 2015	Non significative	Pas de pression
FRFRR318A_4	Ruisseau de Limou	Moyen	Bon état 2027	Significative	Pas de pression
FRFR318A	Le Lot du confluent du Dourdou au confluent de la Diège	Moyen	Bon potentiel 2021	Non significative	Pas de pression

La majorité des masses d'eau du territoire présentent un état écologique moyen. **Seul le Riou Mort présente un état médiocre**. Sur ce cours d'eau, l'assainissement est une des causes identifiées de la dégradation de la qualité du cours d'eau, avec des pressions jugées significatives pour les rejets domestiques (station d'épuration et déversoirs d'orage) et industriels. **Le ruisseau de Limou** subit également une pression significative liée aux rejets des systèmes de traitement des eaux usées d'Almont-les-Junies.

2.3 Caractéristiques topographiques

Situé au nord-ouest du département de l'Aveyron, le bassin de Decazeville Aubin se structure en vallées étroites et présente un relief vallonné, marqué par de fortes pentes.

En dehors du fond des vallées fluviales, les reliefs du bassin présentent des pentes moyennes régulièrement supérieures à 10%. À l'ouest du territoire, et notamment sur les terrasses du Riou Viou, Riou Mort et du Lot, les pentes peuvent atteindre localement 30 à 40 %.

Si l'urbanisation s'est essentiellement développée en fond de vallée, quelques quartiers et hameaux sont implantés sur les hauteurs, avec des contraintes de dessertes fortes.

[1] Évaluation SDAGE 2016-2021 sur la base de données 2011-2012-2013

2.4 Contraintes de sites et servitudes

2.4.1 Plans de préventions des risques

a. Risques naturels et miniers

De par sa situation topographique et géologique, le territoire de l'intercommunalité est soumis à de nombreux risques.
Un plan de prévention des risques miniers prescrit par arrêté du 21 décembre 2012 est en application sur les communes de Aubin, Auzits, Cransac, Decazeville, Firmi et Viviez.

Les aléas de risques établis sur ces communes concernent :

- Les effondrements
- Les affaissements
- Les écroulement, glissement et tassement
- Les gaz de mine
- Les feux / échauffements

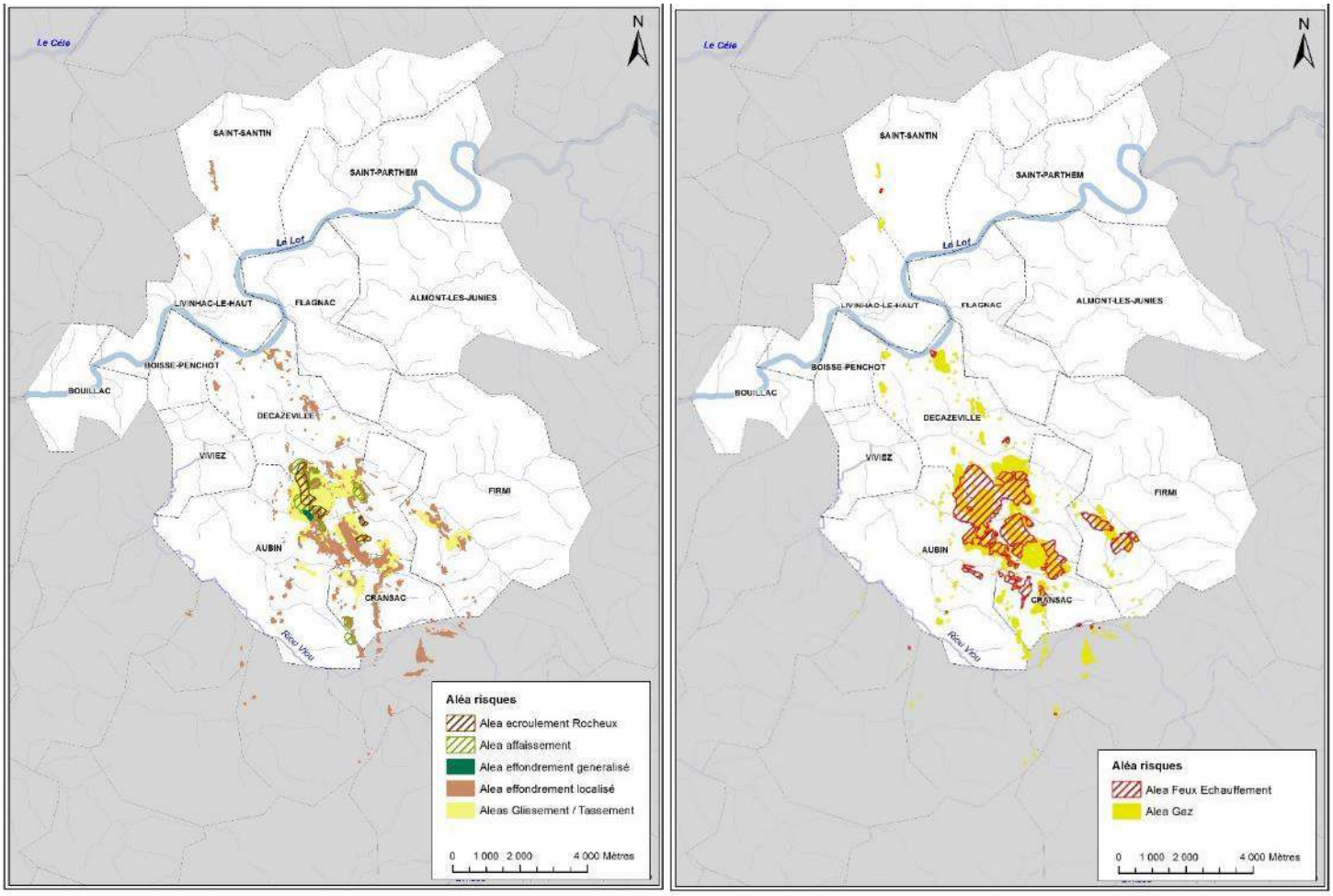


Figure 4 : PPR Miniers sur le territoire

b. Zones inondables

Le territoire est concerné par le risque inondation. Plusieurs communes sont concernées par un plan de prévention des risques naturels inondation (PPRn).
Les principaux risques inondation concernent la vallée du Lot ainsi que le Riou Mort et ses affluents.

Au-delà du périmètre réglementaire du PPRn, plusieurs secteurs sont cartographiés comme potentielles zones inondables dans le cadre de la cartographie informative du risque inondation (CIZI) réalisée par les services de l'état.

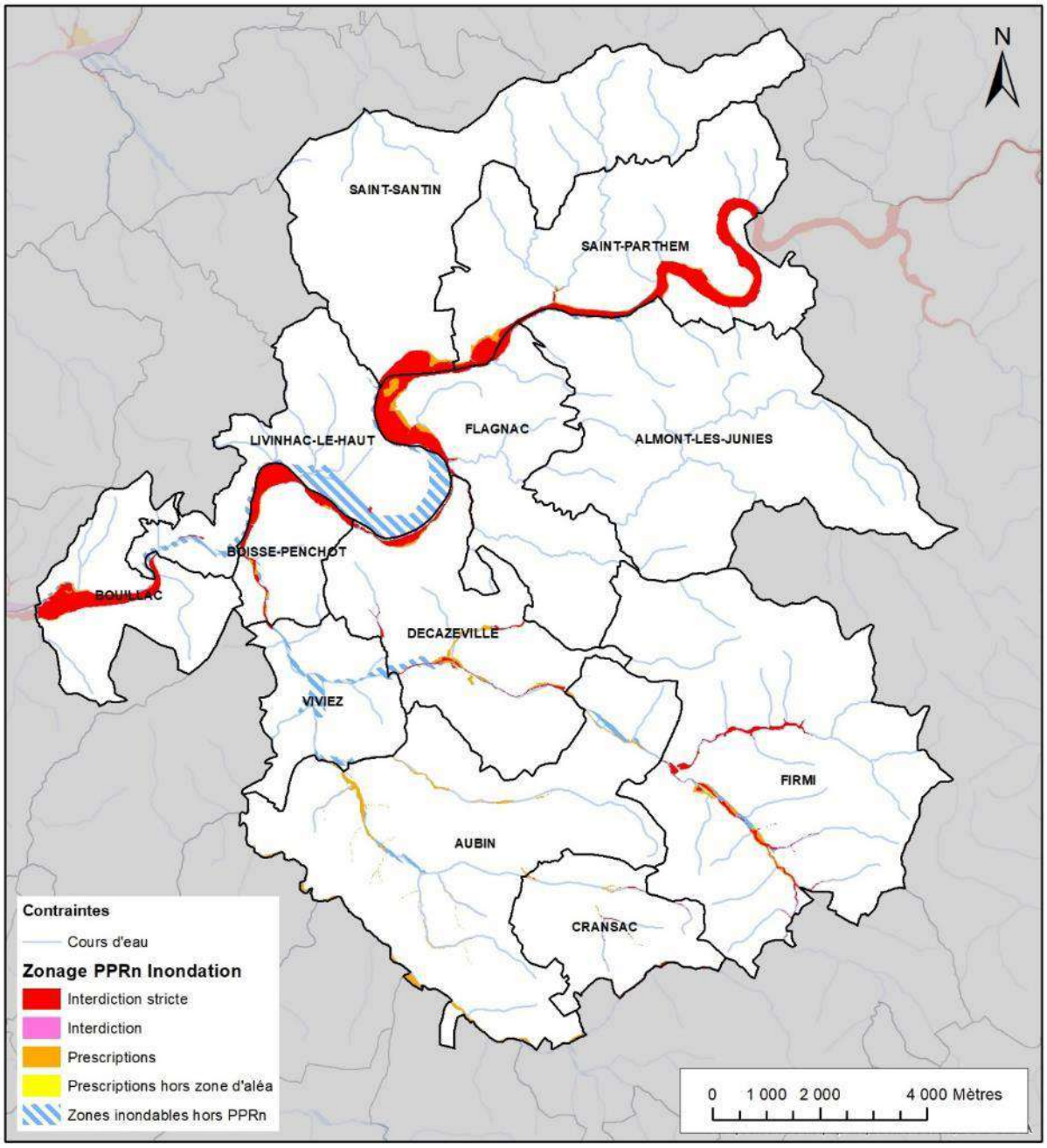


Figure 5 : PPRn et CIZI sur le territoire

2.4.2 Espaces naturels et paysagers

Les espaces naturels présentant un intérêt écologique ou les sites présentant un caractère intéressant du point de vue des sites et paysages font l'objet au niveau national d'un inventaire et un certain nombre d'entre eux sont protégés et classés par différents textes réglementaires.

Dans le cadre de l'élaboration de ce dossier ont été consultées les bases de données suivantes :

- Les inventaires
  - ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique et Floristique de type 1 et 2.
  - ZICO : Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux.

- Les Espaces labellisés
  - Les Parcs naturels régionaux
  - Les zones humides RAMSAR

- Les Espaces Protégés au titre de la protection de la nature
  - Natura 2000 Directives Européennes "Oiseaux du 2 avril 1979" et "Habitats naturels du 21 mai 1992"
  - Réserves Naturelles
  - Les arrêtés de protection de biotopes
  - Les Espaces Boisés Classés (EBC)

- Les Espaces protégés au titre des sites et paysages
  - Les sites classés et inscrits
  - Monuments historiques
  - Sites UNESCO
  - Opération Grands Sites

Le territoire est concerné par plusieurs zones protégées :

Tableau 2 : Zones naturelles protégées sur le territoire

Type	Code	Dénomination
ZNIEFF 1	Z1PZ0900	RAVIN ET PENTES BOISÉES DU CAYLA
	Z1PZ0429	COURS MOYEN DU LOT
	Z1PZ0881	RIVIÈRE LOT (PARTIE AVEYRON)
	Z1PZ0934	PELOUSE DE LA CAU
	Z1PZ0772	PUY DE WOLF
	00220011	LE RUISSEAU DE NAUTUC
	00220001	BUTTES CALCAIRES DU BASSIN DE MAURS
	00220003	HAUTE VALLEE DU CELE
ZNIEFF 2	Z1PZ2121	MOYENNE VALLÉE DU LOT
	Z1PZ2324	VALLÉE DU LOT (PARTIE AVEYRON)
	00220000	BASSIN DE MAURS ET SUD DE LA CHATAIGNERAIE
Natura 2000	FR7300875	Puy de Wolf

Tableau 3 : Monuments historiques

Code	Dénomination
IMH001100	Eglise Saint-Martin
IMH001125	Château de Bouillac
IMH001077	Eglise Saint-Blaise
IMH001156	Deux cheminées d'usine
IMH001155	Deux cheminées d'usine
IMH001150	Ecole communale du Gua
IMH001151	Eglise du Gua
IMH001149	Eglise Notre-Dame-des-Mines à Combes
IMH001042	CHATEAU de PAGAX (Ruines)

À noter également que le **Riou Viou est classé réservoir biologique LEMA**.

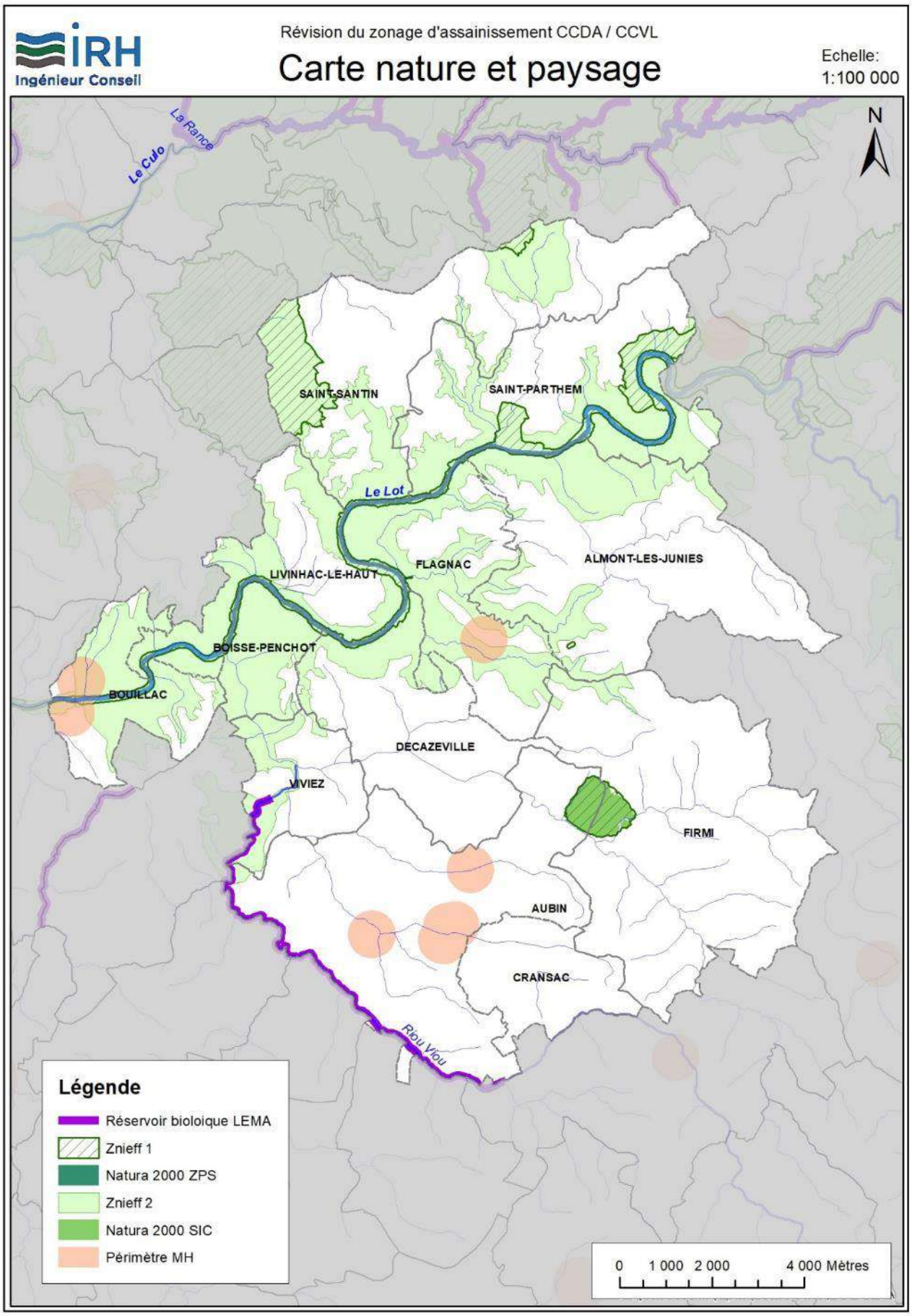


Figure 6 : Espaces naturels et paysagés protégés

2.5 Documents de gestion et d'aménagement existants

2.5.1 DCE et SDAGE Adour-Garonne

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) adoptée le 23/20/2000 impose une obligation de résultats qui est d'atteindre le « bon état » pour tous les milieux aquatiques. Pour répondre à cet objectif, plusieurs outils de planification ont été élaborés, dont et surtout le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Grâce à cet outil, chaque grand bassin hydrographique peut désormais mieux organiser et mieux prévoir ses orientations fondamentales pour gérer de manière plus équilibrée la ressource en eau.

Le SDAGE 2016-2021 a succédé au SDAGE 2010-2015 du bassin Adour Garonne. Il a été approuvé le 1 décembre 2016. Il constitue le cadre de référence de la gestion de l'eau. Il définit les orientations d'une politique intégrée de l'eau.

Les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau de ce nouveau SDAGE sont découpées en 4 grands axes détaillés ci-après :

- **A.** Créer les conditions de gouvernance favorables
- **B.** Réduire les pollutions
- **C.** Améliorer la gestion quantitative
- **D.** Préserver et restaurer les milieux aquatiques

2.5.2 Documents de gestion intégrée

En application de la DCE, la gestion intégrée s'affine au niveau des masses d'eau qui composent les unités cohérentes.

- Les SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

- Les contrats de rivières.

Un contrat de rivière est un instrument d'intervention à l'échelle d'un Bassin versant. Comme le SAGE, il fixe pour cette rivière des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau et prévoit de manière opérationnelle les modalités de réalisation des études et des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs.

- Les plans de gestion des étiages

Les plans de gestion d'étiage ont été introduits par le SDAGE. Ils ont pour objectif de préciser les modalités de maintien ou de rattrapage des débits d'objectif d'étiage (DOE). Leur contenu vise d'une part à décrire de façon opérationnelle, l'équilibre milieux / usages, d'autre part à expliciter les règles de gestion et les engagements des partenaires concernés.

Sur le territoire étudié, 1 document de gestion intégrée est en application : Le PGE Lot, mis en application

2.5.3 Zonage règlementaire

Dans le SDAGE Adour Garonne, différentes zones sont identifiées, à l'intérieur desquelles une réglementation spécifique est appliquée :

- Zone de répartition des eaux (ZRE)
- Zone sensible
- Zone vulnérable
- Zones à préserver pour l'alimentation (ZPF) en eau potable dans le futur et zones à objectifs plus stricts (ZOS)

a. Zone de répartition des eaux (ZRE)

L'atlas des zones de répartition des eaux superficielles et souterraines définit les zones dans lesquelles les seuils d'autorisation ou de déclaration pour les prélèvements, fixés à la rubrique 1.3.1.0 de l'article R214-1 du Code de l'environnement, sont abaissés à 8 m^3/h.

La commune de Decazeville Communauté est classée en ZRE par Arrêté préfectoral n° 2003-324-4 du 20 novembre 2003.
Cette réglementation s'applique aux prélèvements d'eaux de surface. Elle n'est donc pas contraignante pour les projets d'assainissement.

b. Zone sensible

L'atlas des zones sensibles définit les zones sensibles à l'eutrophisation, dans lesquelles sont fixés, par arrêté préfectoral, des objectifs de réduction des flux de substances polluantes des agglomérations produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kg/jour.

Ces objectifs sont déterminés en fonction des caractéristiques du milieu récepteur et de l'objectif recherché : lutte contre l'eutrophisation, protection des zones de baignade, de conchyliculture ou des captages pour la fabrication d'eau potable.

La commune de Decazeville Communauté se trouve dans le périmètre de la zone sensible 05014 « Le Lot en aval de sa confluence avec le Dourdou et ses affluents (hors le Célé) ».
La présence de zones sensibles sur le territoire peut contraindre fortement l'assainissement, avec la mise en place de niveaux de rejet plus exigeants, notamment sur les installations supérieures à 10 000EH.

c. Zone vulnérable

La délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole délimite au moins les zones où les teneurs en nitrates sont élevées ou en croissance, ainsi que celles dont les nitrates sont un facteur de maîtrise de l'eutrophisation des eaux salées ou saumâtres peu profondes.
Au sein de ces zones vulnérables, des programmes d'action, comportant un ensemble d'obligations réglementaires portant sur les pratiques agricoles, seront établis dans chaque département.

Le territoire n'est pas concerné.

d. ZOS / ZPF

Les ZPF correspondent aux Zones à Préserver pour l'alimentation en eau potable dans le Futur (ZPF). Parmi ces ZPF, des ZOS (Zones à objectifs plus stricts) ont été identifiées comme des zones qui nécessitent des programmes pour réduire les coûts de traitement de l'eau potable.
L'article 10 de l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux impose quant à lui une représentation cartographique de ces zones dans le cadre des révisions du SDAGE.

Les alluvions du Lot sont classées en ZOS et ZPF souterraines.

3 État des lieux de l'assainissement collectif

3.1 Inventaire des ouvrages de traitement

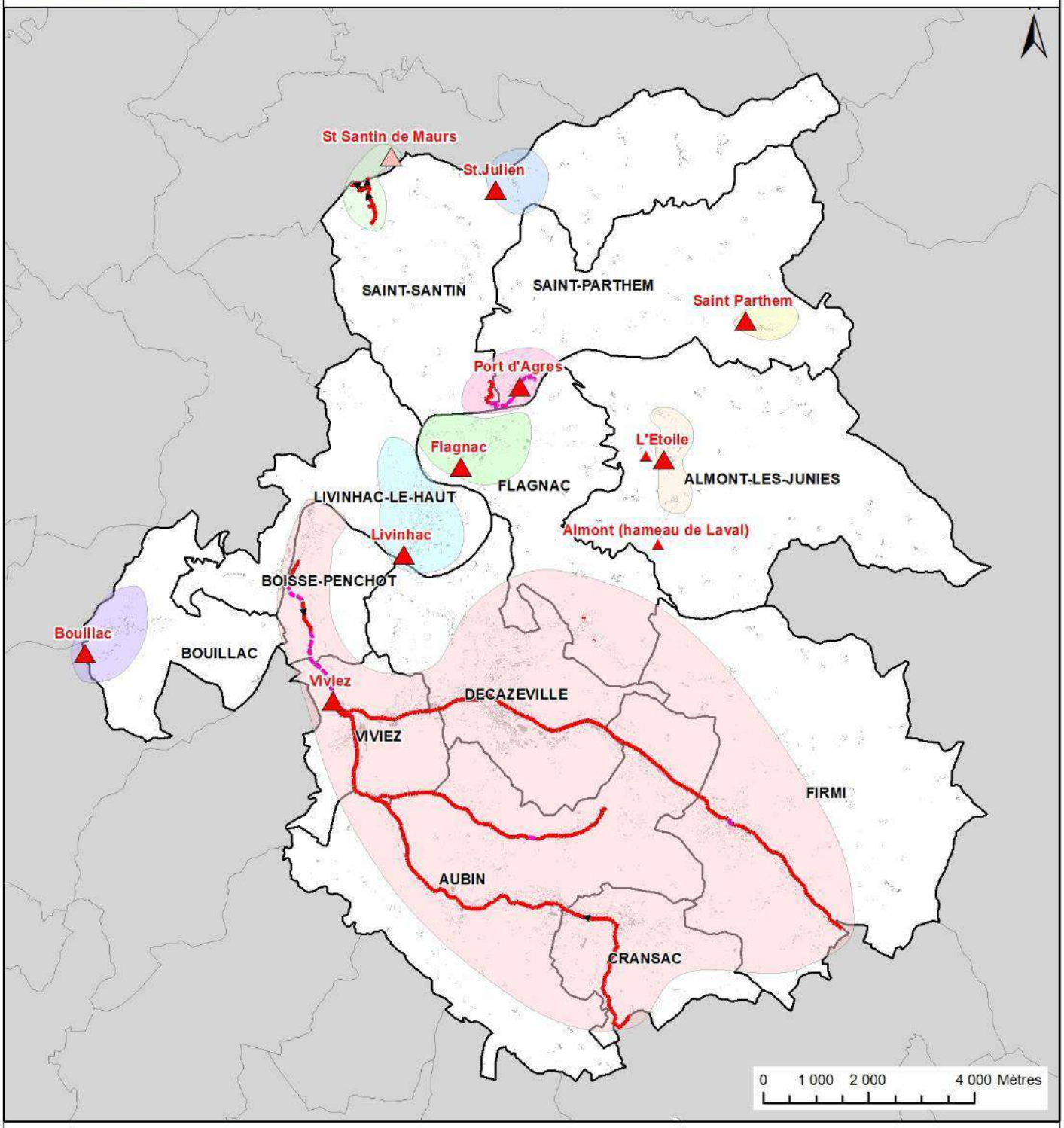
Le territoire d'étude compte plusieurs stations d'épuration des eaux usées (STEP) qui traitent les effluents des différentes communes et de leurs hameaux. Le tableau ci-dessous et la carte page suivante récapitulent les STEP inventoriées sur les territoires ou en périphérie.

Figure 7 : Inventaires des stations d'épurations de la zone d'étude

Commune d'implantation	Identifiant de la STEP	Code SANDRE	Capacité	Caractéristiques	Mise en service	Zone traitée
VIVIEZ	Viviez (DECAZEVILLE)	0512305V001	25 000 EH	Biofiltre + aération	1985	Aubin, Boisse-Penchot, Cransac, Decazeville, Firmi, Flagnac (hameau de Agnac), Viviez
ALMONT-LES-JUNIES	L'Etoile	0512004V001	250 EH	Lit bactérien + Lagunage	1998	Almont-les-Junies (bourg)
ALMONT-LES-JUNIES	Hameau de Laval	0512004V003	50 EH	Filtres à sable + infiltration	2003	Almont-les-Junies (Hameau de Laval)
ALMONT-LES-JUNIES	Route de Flagnac	0512004V002	40 EH	Filtres à sable + infiltration	1998	Almont-les-Junies (Route de Flagnac)
FLAGNAC	Flagnac	0512101V001	800 EH	Lit bactérien + Lagunage	1998	Flagnac (bourg)
SAINT PARTHEM	Port d'Agrès	0512240V002	390 EH	Filtres plantés de roseaux	2011	Saint Parthem (hameau de Port d'Agres), Saint-Santin (hameau de Vialenq)
SAINT PARTHEM	Saint Parthem	0512240V001	300 EH	Filtres plantés de roseaux	2011	Saint Parthem (bourg)
LIVINHAC-LE-HAUT	Livinhac	0512130V001	1 125 EH	Boues activées	1993	Livinhac-le-Haut
BOUILLAC	Bouillac	0512030V001	600 EH	Disques biologiques	2009	Bouillac
SAINT-SANTIN	Saint Julien de Piganiol	0512246V001	175 EH	Filtres plantés de roseaux	2010	Saint Santin (hameau de Saint Julien de Piganiol)
SAINT-SANTIN-DE MAURS ***(HORS ZONE D'ETUDE)***	Saint Santin de Maurs	0515212V001	400 EH	Lagunage naturel	1993	Saint Santin (bourg)

Révision du zonage d'assainissement de Decazeville Communauté

Sytèmes d'assainissement



Station d'épuration
- Principale
- Annexe (<100EH)
- Hors zone

Réseaux structurants
- Refoulement
- Gravitaire

Système d'assainissement
- Almont (L'étoile)
- Bouillac
- Flagnac
- Livinhac-le-Haut
- Port d'Agres
- Saint-Julien
- Saint-Parthem
- Saint-Santin de Maurs
- Viviez

IRH - Juillet 2018

Echelle: 1:100 000

3.2 Le système d'assainissement collectif de VIVIEZ

3.2.1 Le réseau

Le réseau d'assainissement collectif qui rejoint la station intercommunale de Viviez dessert les 5 communes de l'ancienne Communauté de Communes du Bassin Decazeville-Aubin, la commune de Boisse-Penchot et une partie de la commune de Flagnac. La gestion et l'exploitation du réseau sont assurées en régie par la Communauté de Communes.

Le nombre de raccordements total sur ce bassin de collecte a été évalué à 8 380 (a minima), répartis comme suit :

	Raccordements
Aubin	2 027
Boisse-Penchot	246*
Cransac	1 150
Firmi	1 048
Viviez	773
Decazeville	3 136
Flagnac (hameau d'Agnac)	NR
TOTAL	**8 380**

Tableau 4 : Raccordement à l'assainissement collectif par commune

* Les données de Boisse-Penchot sont basées sur une estimation de la collectivité datant de 2014.

Ce total ne tient pas compte du nombre d'abonnés du hameau d'Agnac (aucune information fournie), qui est estimé entre 220 et 250 raccordements supplémentaires.

D'après les plans actualisés de la collectivité, le réseau d'assainissement du système d'assainissement de VIVIEZ s'étend sur **269 km** dont :

- 57 km de réseau unitaire gravitaire
- 208 km de réseau séparatif gravitaire
- 4,3 km de refoulement

On peut différencier quatre antennes principales qui délimitent les différents bassins de collecte d'eaux usées :

- **L'antenne du Banel** qui collecte les eaux des hameaux de Combes, Cérons et Crouzet,
- **L'antenne de l'Enne** qui collecte les eaux des communes de Aubin et Cransac,
- **Le réseau du Riou** qui collecte les eaux de Firmi, Decazeville et Viviez.
- **Le réseau de Boisse-Penchot** qui collecte la commune éponyme.

Le réseau compte de nombreux ouvrages dont :

- **18 postes de relevages** ou de refoulement, dont **8 principaux**
- **94 déversoirs d'orage** dont 3 soumis à autorisation et 20 soumis à déclaration

La figure page suivante permet de visualiser l'ensemble de l'agglomération d'assainissement du système de VIVIEZ.

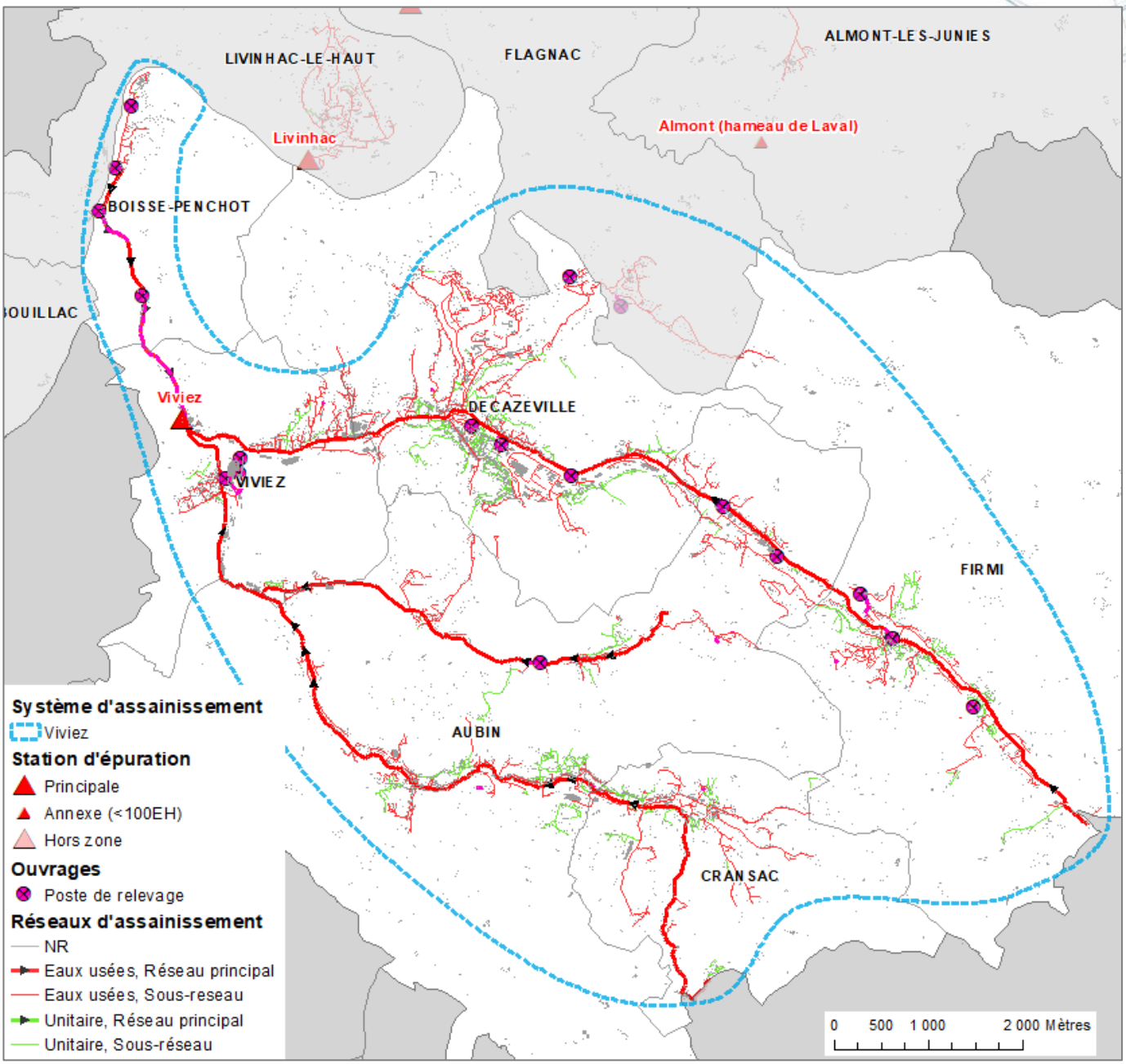


Figure 8 : Vue d'ensemble du système d'assainissement de VIVIEZ

3.2.2 Les raccordements non domestiques

En dehors des petits établissements publics (école, mairie…) assimilés comme rejets domestiques, le bassin de collecte de Décazeville-Aubin compte de nombreux industriels et « gros consommateurs » qui font l'objet d'une convention de rejet avec l'intercommunalité, pour la collecte et le traitement de leurs eaux usées.

Les 10 établissements référencés en 2016 sont les suivants :

- BLANCHISSERIE
- CENTRE HOSPITALIER PIERRE DELPECH
- LYCEE ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL
- LYCEE POLYVALENT REGIONAL
- SOCIETE AVEYRONNAISE DE METALLURGIE

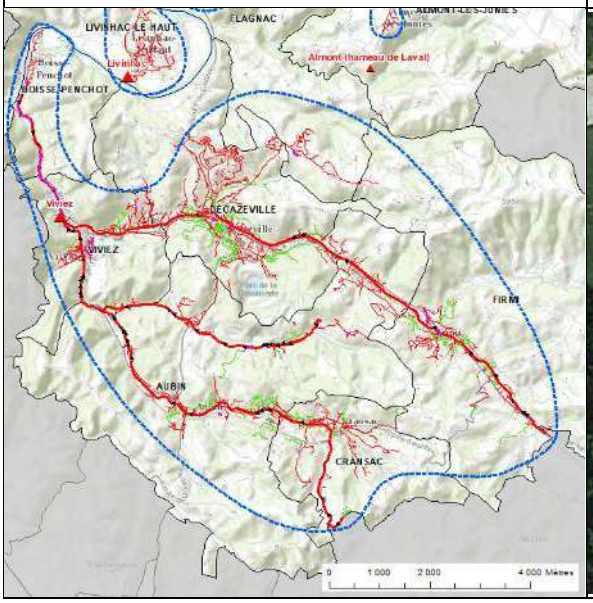
- SOPAVE SOC AMELIOR VALOR ENVIRONNEMENT
- SOUD'ETAIN ET DERIVES
- UMICORE BUILDING PRODUCTS France

3.2.3 Station de traitement intercommunale de Viviez

a. Descriptif

Toutes les eaux usées collectées sur le bassin de Decazeville-Aubin sont acheminées vers la station d'épuration intercommunale de Viviez.

Tableau 5 : Caractéristiques de la station d'épuration de VIVIEZ

Station intercommunale de Viviez	
Code AEAG et dénomination : 0512305V001 - VIVIEZ (DECAZEVILLE) ***Mise en route*** : Octobre 1985	***Capacité :*** 25 000 EH (5 000 m3/j – 1 750kg/j DBO5) ***Procédé :*** Biofiltres ***Milieu récepteur :*** Le Riou Mort
	

La station d'épuration de Viviez a été conçue en 1985 pour traiter 25 000 Equivalents-Habitant (EH) et 5 000 m3/j. À noter qu'un rapport rédigé par EC.eau a estimé la tailler effective de l'agglomération d'assainissement à **14 000 EH.**

La filière de traitement est la suivante :

- Poste de relevage à vis d'Archimède
- Dégrilleur/ compacteur
- Dessableur / déshuileur
- Bassin de décantation
- Injection de polychlorure d'aluminium (déphosphatation chimique)
- Bio filtres (x3)

Au niveau de l'étape de décantation, les boues sont extraites du bassin et traitées sur site avec la filière suivante :

- Épaississeur avec injection de lait de chaux
- Filtre presse

La station est classée conforme en équipement et performance pour 2016.

b. Charges entrantes

Conformément à la réglementation en vigueur, un bilan d'autosurveillance est réalisé tous les mois, et le suivi des débits est réalisé en continu sur la station. Le tableau ci-dessous présente les bilans des charges entrantes sur la station depuis 2010 (moyennes journalières calculées sur l'année).

Tableau 6 : Bilan d'autosurveillance de la STEP de VIVIEZ – Données SANDRE / AEAG

	Volume entrée (en m3/j)		DBO5 (en kg/j)		DCO (en kg/j)		MES (en kg/j)	
Nominal	**5000**	***charge***	**1750**	***charge***	**4300**	***charge***	**2000**	***charge***
2010	3665	73%	800	46%	1655	38%	784	39%
2011	2740	55%	810	46%	1628	38%	782	39%
2012	3582	72%	949	54%	2119	49%	830	41%
2013	4921	98%	921	53%	1962	46%	926	46%
2014	4561	91%	809	46%	1779	41%	848	42%
2015	3446	69%	651	37%	1590	37%	761	38%
2016	4456	89%	642	37%	1709	40%	873	44%
2017	3540	71%	659	38%	1527	36%	707	35%
Moyenne	**3894**	**78%**	**858**	**49%**	**1829**	**43%**	**834**	**42%**
Équivalence	***25 960 EH***		***14 300 EH***					

Le taux de charge de la station est plutôt stable en organique, **proche de 45 à 50%,** alors que le taux de charge hydraulique varie selon les années et la pluviométrie entre 55 et 100%.

Le réseau étant unitaire, sa sensibilité aux eaux pluviales est importante. Pour éviter un lessivage des biofiltres, un by-pass est présent en aval du bassin de décantation. Par temps de pluie, ce by-pass permet d'écrêter les pointes de débits en rejetant au milieu une eau ayant subi un traitement primaire. En 2017, ce type de surverse s'est produit **124 jours dans l'année**.

Il existe aussi une possibilité de déversement en tête de station : en cas de surcharge hydraulique forte, les eaux ne peuvent pas être relevées par les vis d'archimède et surversent vers le milieu sans traitement. Les volumes ainsi surversés sont faibles. En 2017, ce type de surverse ne s'est produit que **33 jours dans l'année**.

Ces résultats confirment que l'agglomération d'assainissement représente autour de **14 300 EH** (organique sur DBO5), **soit une marge résiduelle de 10 700 EH.**
En période de pluie, le réseau unitaire collecte de nombreuses eaux claires, dont une partie est déversée au milieu naturel pour protéger le bon fonctionnement de la station.

3.3 Les systèmes d'assainissement collectif de la Vallée du Lot

3.3.1 Réseaux

D'après les plans actualisés de l'intercommunalité, les réseaux d'assainissement des anciennes communes de la CCVL, hors système d'assainissement de VIVIEZ, représentent environ **43 km de réseaux,** répartis comme suit :

Système d'assainissement	Linéaire de réseau	Ouvrages
Almont-les-Junies L'Etoile	5,3 km de gravitaire	-
Flagnac	*6,2 km cartographiés - En cours de reconnaissance*	*En cours de reconnaissance*
Port d'Agrès	2,7 km de gravitaire 2,8 km de refoulement	6 PR
Saint Parthem	3,2 km de gravitaire 660 m de refoulement	-
Livinhac-le-Haut	11,9 km de gravitaire (dont 460 m d'unitaire)	-
Bouillac	7,9 km de gravitaire 490 m de refoulement	3 PR
Saint Julien de Piganiol	3,8 km de gravitaire 150 m de refoulement	1 PR
Saint Santin (vers Saint Santin de Maurs)	1,9 km de gravitaire 50 m de refoulement	1 PR

Le réseau de Flagnac est en cours de reconnaissance et de diagnostic.
Le linéaire de réseaux des deux microstations de la commune d'Almont-les-Junies ne sont pas pris en compte.

3.3.2 Les stations d'épuration

Sur le territoire de l'ex-CCVL, chaque commune dispose de sa ou ses propres installations de traitement des eaux usées.

On notera toutefois quatre particularités :

- La commune de Boisse-Penchot ne dispose pas d'installation de traitement sur sa commune. Ses effluents sont envoyés et traités sur la station intercommunale de Viviez (ex-CCDA)
- La commune de Bouillac délègue en prestation de services une partie de la maintenance de son système. Un contrat de 4 ans (échéance au 30/06/2019) a été passé avec Véolia.
- Une partie des eaux collectées sur la commune de Saint-Santin (lotissement du Vialenq) est envoyée via un poste de relevage sur le système de traitement de la commune voisine de Saint-Parthem (STEP de St Julien de Piganiol). Une convention de rejet a été passée entre les deux communes.
- Les eaux du bourg de Saint-Santin sont collectées vers la station d'épuration de Saint-Santin-de Maurs, qui se trouve hors du périmètre de compétence de Decazeville Communauté.

Le tableau suivant recense les **10 stations d'épuration** présentes sur les 7 communes de l'ancienne CCVL, pour une capacité totale de traitement de **3 730 EH.** La station de Saint-Santin de Maurs, située hors territoire, est également listée à titre indicatif.

Tableau 7: Stations d'épuration des eaux usées de la vallée du Lot

COMMUNE	STEP	Code SANDRE	Capacité (EH)	Date mise en service	Type	Débit nom. tps sec (m3/j)	Nb d'abonnés 2014	Milieu récepteur
Almont-Les-Junies	ALMONT LES JUNIES	0512004V001	250 EH	01/06/1998	Lit bactérien	65	80*	Rivière
	ALMONT LES JUNIES (ROUTE DE FLAGNAC)	0512004V002	40 EH	01/09/1998	Filtre à sable	5	8*	Infiltration
	ALMONT LES JUNIES (HAMEAU DE LAVAL)	0512004V003	50 EH	01/10/2003	Filtre à sable	7	17*	Infiltration
Boisse-Penchot	Raccordement sur VIVIEZ						162*	
Bouillac	BOUILLAC (Bourg)	0512030V001	600 EH	30/06/2009	Disques biologiques	90	243*	Rivière
Flagnac	FLAGNAC	0512101V001	800 EH	14/05/1998	Lit bactérien	120	310*	Rivière
Livinhac-Le-Haut	LIVINHAC LE HAUT	0512130V001	1125 EH	01/04/1993	Boues activées	224	506*	Rivière: le Lot
Saint-Parthem	SAINT PARTHEM (Bourg)	0512240V001	300 EH	01/01/2011	FPR	45	53*	Rivière: le Lot
	SAINT PARTHEM (Port d'Agrès)	0512240V002	390 EH	01/01/2011	FPR	58	70*	Rivière: le Lot
Saint-Santin	SAINT SANTIN (St Julien de Piganiol)	0512246V001	175 EH	01/01/2010	FPR	27	123*	Rivière
TOTAL			**3 730**			**223**	**1572**	
Saint-Santin-de Maurs (hors zone)	*ST SANTIN DE MAURS (St Santin de Maurs et d'Aveyron)*	*0515212V001*	*400 EH*	*01/01/1993*	*Lagunage naturel*	*60*	-	*Rivière*

**Données estimatives – basé sur l'état des lieux 2014 de l'assainissement*

Ces stations ayant des capacités nominales faibles, peu de données sont disponibles sur ses ouvrages.

a. Almont-les-Junies

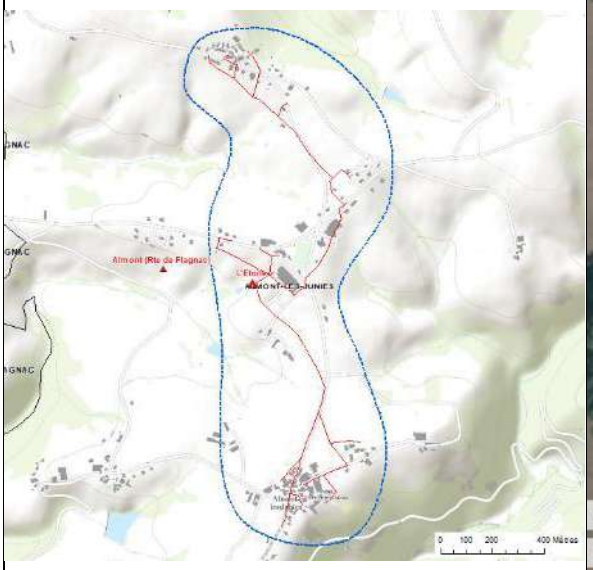
La station de type lit bactérien avec lagunage de finition collecte les eaux du réseau pseudo-séparatif du bourg, ainsi que les effluents de l'entreprise CARRIER SA (restauration et plats préparés). Cet industriel est responsable d'apports importants (charge organique et graisse) dans le réseau d'assainissement, qui surchargent ponctuellement la station.

Tableau 8 : Caractéristiques de la station d'épuration d'Almont les Junies

Station d'Almont les Junies

Code AEAG et dénomination :
0512004V001 - ALMONT LES JUNIES
Mise en route : Juin 1998

Capacité : 250 EH (65 m3/j – 15 kg/j DBO5)
Procédé : Lit bactérien + lagunage de finition
Milieu récepteur : Ruisseau sans nom





Résultats d'autosurveillance (moyenne 2015-2017) :

Station de : **ALMONT LES JUNIES**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	65	32	50%
DBO5 (kg/j)	15	23	156%
DCO (kg/j)	30	48	160%
MES (kg/j)	23	33	143%

Capacité en EH	
Nominale :	250 EH
Reçu hydraulique :	217 EH
Reçu organique :	390 EH
Résiduelle (orga) :	0 EH

Conformité du traitement : oui

Le dernier bilan d'autosurveillance effectué en juin 2017 faisait apparaître une charge organique reçue de 96% du nominal et une charge hydraulique de 88 %.
Les charges importantes entrantes sur la station, en partie d'origine industrielle, contraignent le traitement.
Malgré tout, la station est conforme en performance de traitement.

Cette station, qui collecte le centre bourg d'Almont-Les Junies et la petite zone d'activités, arrive à saturation.
Sur la base des charges organiques quantifiées lors des derniers bilans d'autosurveillance, **la station n'est plus en mesure d'accepter de nouveaux raccordements.**

b. Almont-Les-Junies (Route De Flagnac)

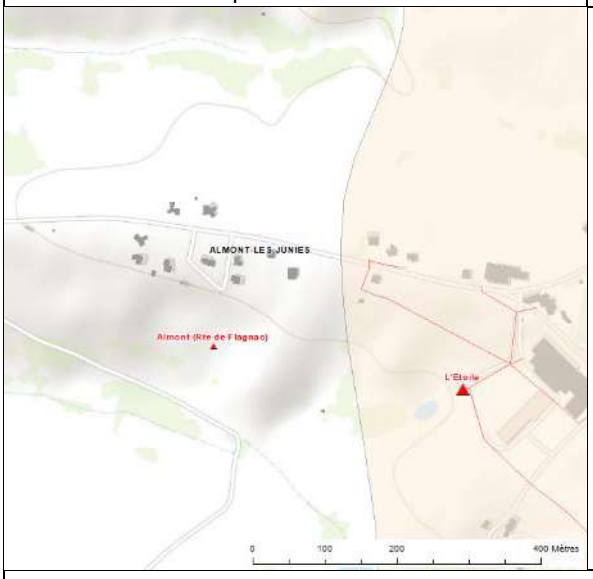
En 2016, 8 branchements ont été comptabilisés sur ce filtre à sable de 40 EH.

Tableau 9 : Caractéristiques de la station d'épuration d'Almont Les Junies (Route De Flagnac)

Almont Les Junies (Route De Flagnac)

Code AEAG et dénomination :
0512004V002 - ALMONT LES JUNIES (ROUTE DE FLAGNAC)
Mise en route : Septembre 1998

Capacité : 40 EH (5 m3/j – 2,4 kg/j DBO5)
Procédé : Filtre à sable
Milieu récepteur : Infiltration





Résultats d'autosurveillance (données SANDRE) :

Station de : **ALMONT LES JUNIES (ROUTE DE FLAGNAC)**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	5	3.0	60%
DBO5 (kg/j)	2.4	0.9	39%
DCO (kg/j)	4.8	2.3	47%
MES (kg/j)	3.6	0.9	26%

Capacité en EH	
Nominale :	40 EH
Reçu hydraulique :	20 EH
Reçu organique :	16 EH
Résiduelle (orga) :	25 EH

Conformité du traitement : **non**

Le traitement de la station n'atteint pas les objectifs de rejet réglementaires. **La station a été déclarée non conforme en 2016.**

Les observations du Schéma Directeur des Données sur l'Eau (SDDE) de l'Agence de l'eau pour cette station sont les suivantes :

> *« Construite en 1998, cette station a rapidement connu des soucis de fonctionnement lié au colmatage à proximité immédiate des drains d'infiltration (les drains restent pleins, poches d'eau…). Aucun prélèvement de rejet n'a pu être effectué. La station est entretenue du mieux possible étant donné l'absence de point d'eau, mais le filtre est complètement colmaté. Un projet de réhabilitation par transformation en filtre planté de roseaux est à l'étude.»*

Du fait de sa non-conformité, **cette station n'est pas en mesure d'accepter de nouveaux raccordements**. **Une réhabilitation doit être envisagée à court terme.**

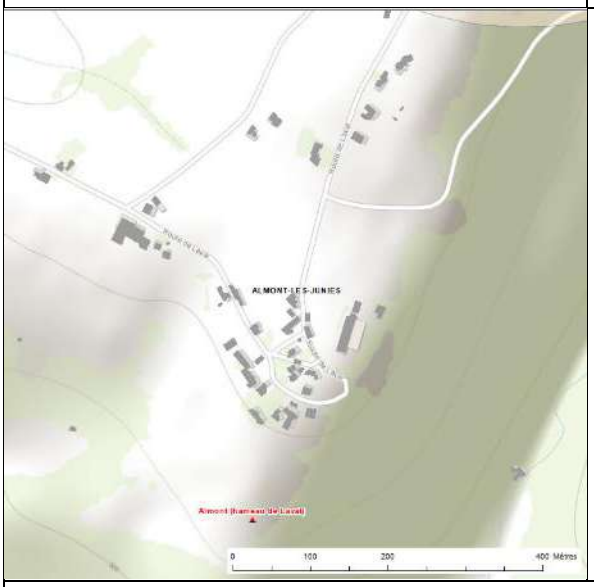
c. Almont-Les-Junies (Hameau de Laval)

En 2016, 17 branchements ont été comptabilisés sur ce filtre à sable de 40 EH.

Tableau 10 : Caractéristiques de la station d'épuration d'ALMONT LES JUNIES (HAMEAU DE LAVAL)

Almont Les Junies (Hameau de Laval)

Code AEAG et dénomination : 0512004V003 - ALMONT LES JUNIES (HAMEAU DE LAVAL) ***Mise en route*** : Octobre 2003	***Capacité :*** 50 EH (7m3/j – 3 kg/j DBO5) ***Procédé :*** Filtre à sable ***Milieu récepteur :*** Infiltration





Résultats d'autosurveillance (données SANDRE) :

Station de : **ALMONT LES JUNIES (HAMEAU DE LAVAL)**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	7	3.8	54%
DBO5 (kg/j)	3.0	1.2	39%
DCO (kg/j)	6.0	2.8	47%
MES (kg/j)	4.5	1.2	26%

Capacité en EH	
Nominale :	50 EH
Reçu hydraulique :	25 EH
Reçu organique :	19 EH
Résiduelle (orga) :	31 EH

Conformité du traitement : oui

La station est conforme en équipement et performance. Il n'y a pas de problématique particulière relevée sur cet ouvrage.

Sur la base du dernier bilan d'autosurveillance, la capacité résiduelle de la station est d'environ 30 EH, **soit entre 10 et 15 raccordements supplémentaires possibles[2].**

[2] Sur la base d'une occupation de 2 à 3 personnes par foyer.

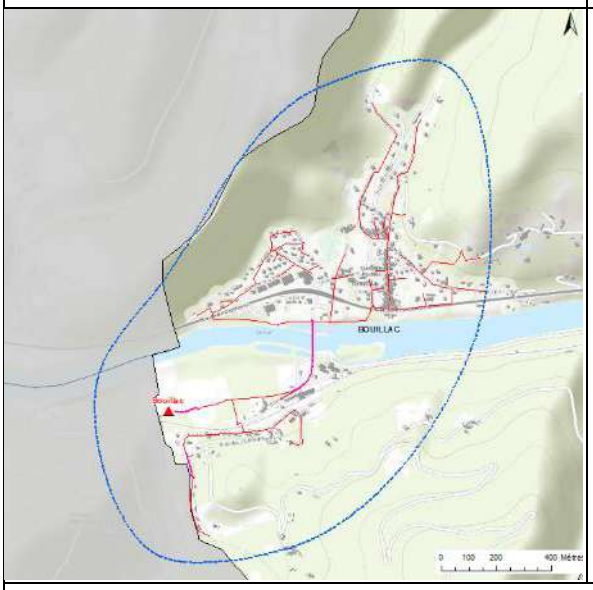
d. Bouillac

La station de type disques biologiques collecte les eaux des zones agglomérées de Bouillac et St Martin de Bouillac, ainsi que les effluents de l'entreprise MIQUEL (grossiste charcuterie).

Tableau 11 : Caractéristiques de la station d'épuration de BOUILLAC (Bourg)

BOUILLAC (Bourg)

Code AEAG et dénomination : 0512030V001 - BOUILLAC (Bourg) ***Mise en route*** : Juin 2009	***Capacité :*** 600 EH (90 m3/j – 36 kg/j DBO5) ***Procédé :*** Disques biologiques ***Milieu récepteur :*** Ruisseau de Roucayrol





Résultats d'autosurveillance (moyenne 2015 -2017) :

Station de : **BOUILLAC (Bourg)**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	90	46.8	52%
DBO5 (kg/j)	36	22.3	62%
DCO (kg/j)	72	45.0	63%
MES (kg/j)	54	18.8	35%

Capacité en EH	
Nominale :	600 EH
Reçu hydraulique :	312 EH
Reçu organique :	372 EH
Résiduelle (orga) :	228 EH

Conformité du traitement : oui

La station est conforme en équipement et performance.

La station d'épuration de Bouillac est récente (<15 ans), et reçoit une charge organique de l'ordre de 370 EH, soit une capacité résiduelle de 230 EH, ou **75 à 115 raccordements supplémentaires possibles[3].**

[3] Sur la base d'une occupation de 2 à 3 personnes par foyer.

e. Flagnac

La commune de Flagnac se découpe en deux principaux hameaux :

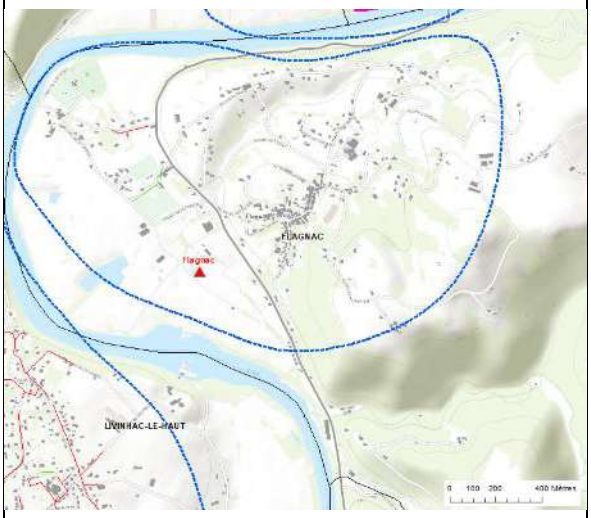
- Le bourg de Flagnac, qui compte environ 190 branchements sur sa station d'épuration communale ;
- Le hameau d'Agnac, raccordé sur le système d'assainissement de VIVIEZ.

Tableau 12 : Caractéristiques de la station d'épuration de Flagnac

FLAGNAC

Code AEAG et dénomination :
0512101V001 - FLAGNAC
Mise en route : Mai 1998

Capacité : 800 EH (120 m3/j – 48 kg/j DBO5)
Procédé : Lit bactérien + lagunage naturel
Milieu récepteur : Ruisseau sans nom vers le Lot





Résultats d'autosurveillance (moyenne 2015 - 2017) :

Station de : **FLAGNAC**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	120	49.9	42%
DBO5 (kg/j)	48	13.2	27%
DCO (kg/j)	96	30.6	32%
MES (kg/j)	72	15.5	22%

Capacité en EH	
Nominale :	800 EH
Reçu hydraulique :	333 EH
Reçu organique :	219 EH
Résiduelle (orga) :	581 EH

Conformité du traitement : oui

La station est conforme en équipement et performance.

Les observations du Schéma Directeur des Données sur l'Eau (SDDE) de l'Agence de l'eau pour cette station sont les suivantes :

> *« Malgré les travaux de renouvellement du réseau dans certains secteurs du bourg ou hameaux, le réseau draine des eaux claires parasites de nappe dans les secteurs vétustes (défaut d'étanchéité) et de branchements pluviaux.*
> *Le camping accueille jusqu'à 400 personnes en période de pointe (juillet-août).*
> *La station est globalement bien suivie et entretenue.»*

Sur la base des derniers bilans d'autosurveillance, la capacité résiduelle de la station est d'environ 580 EH, **soit entre 190 et 290 raccordements supplémentaires possibles[4].**

[4] Sur la base d'une occupation de 2 à 3 personnes par foyer.

f. Livinhac le Haut

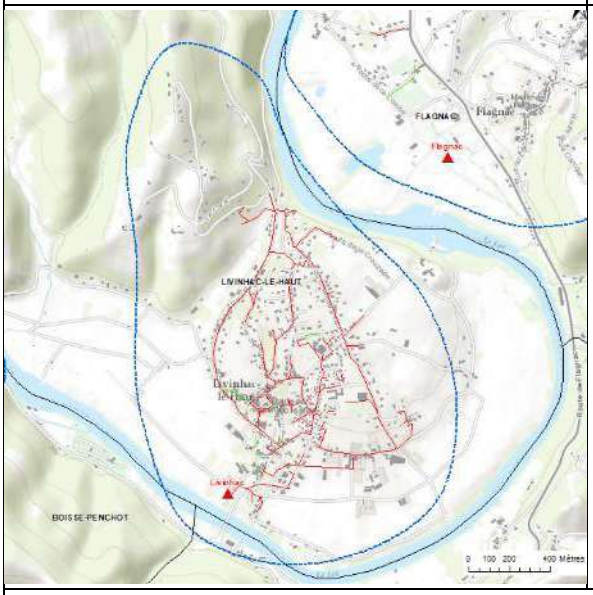
La station de type boues activées collecte l'ensemble des eaux de la zone agglomérée du bourg. Les autres hameaux du village (notamment La Roque Bouillac) sont en assainissement non collectif. Elle collecte également les effluents non domestiques de MILL' SERVICES BASSIN (blanchisserie).

Tableau 13 : Caractéristiques de la station d'épuration de LIVINHAC LE HAUT

LIVINHAC LE HAUT

Code AEAG et dénomination :
0512130V001 - LIVINHAC LE HAUT
Mise en route : Avril 1993

Capacité : 1 125 EH (224 m3/j – 67 kg/j DBO5)
Procédé : Boues activées
Milieu récepteur : Le Lot





Résultats d'autosurveillance (moyenne 2015 - 2017) :

Station de : **LIVINHAC LE HAUT**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	224	122.9	55%
DBO5 (kg/j)	67	34.9	52%
DCO (kg/j)	135	81.1	60%
MES (kg/j)	79	34.4	44%

Capacité en EH	
Nominale :	1 125 EH
Reçu hydraulique :	819 EH
Reçu organique :	582 EH
Résiduelle (orga) :	543 EH

Conformité du traitement : oui

La station est conforme en équipement et performance.

Les observations du Schéma Directeur des Données sur l'Eau (SDDE) de l'Agence de l'eau pour cette station mettent en avant la présence importante d'eaux claires parasites en entrée station et confirment que sur les derniers bilans d'autosurveillance réalisés, la station est proche de 50 % de sa charge nominale organique.

Sur la base des derniers bilans d'autosurveillance, la capacité résiduelle de la station est d'environ 540 EH, **soit entre 180 et 270 raccordements supplémentaires possibles[5].**

[5] Sur la base d'une occupation de 2 à 3 personnes par foyer.

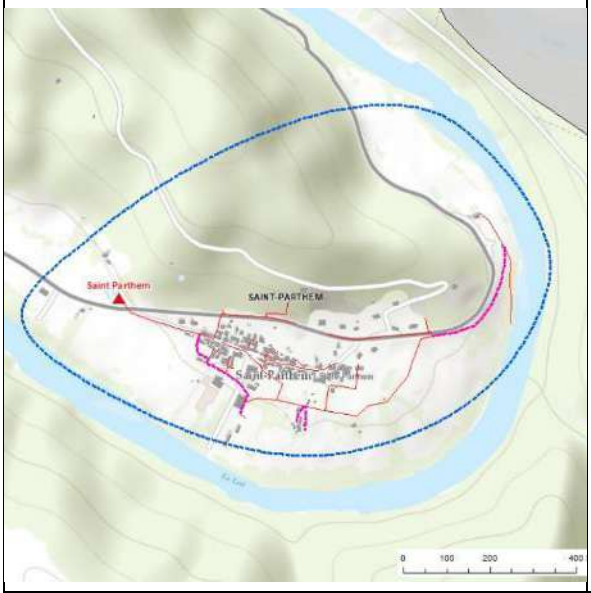
g. Saint Parthem (Bourg)

La station collecte uniquement les eaux du bourg de Saint-Parthem. Les ouvrages (réseau et STEP) ont moins de 10 ans.

Tableau 14 : Caractéristiques de la station d'épuration de SAINT PARTHEM (Bourg)

SAINT PARTHEM (Bourg)

Code AEAG et dénomination : 0512240V001 - SAINT PARTHEM (Bourg) ***Mise en route*** : Janvier 2011	***Capacité :*** 300 EH (45 m3/j – 18 kg/j DBO5) ***Procédé :*** Filtres plantés de roseaux ***Milieu récepteur :*** Le Lot





Résultats d'autosurveillance (données SANDRE) :

Station de : **SAINT PARTHEM (Bourg)**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	45	26	57%
DBO5 (kg/j)	18	13	70%
DCO (kg/j)	36	23	63%
MES (kg/j)	27	10	37%

Capacité en EH	
Nominale :	300 EH
Reçu hydraulique :	171 EH
Reçu organique :	209 EH
Résiduelle (orga) :	91 EH

Conformité du traitement : oui

En 2016, la population raccordée à la station a été estimée par la collectivité à 66 habitants permanents, 34 habitants saisonniers et 70 personnes sur le camping en période de pointe estivale.

La station est conforme en équipement et performance.

Sur la base du dernier bilan d'autosurveillance, la capacité résiduelle de la station est d'environ 90 EH, **soit entre 20 et 45 raccordements supplémentaires possibles[6].**

[6] Sur la base d'une occupation de 2 à 3 personnes par foyer.

h. Saint Parthem (Port d'Agrès)

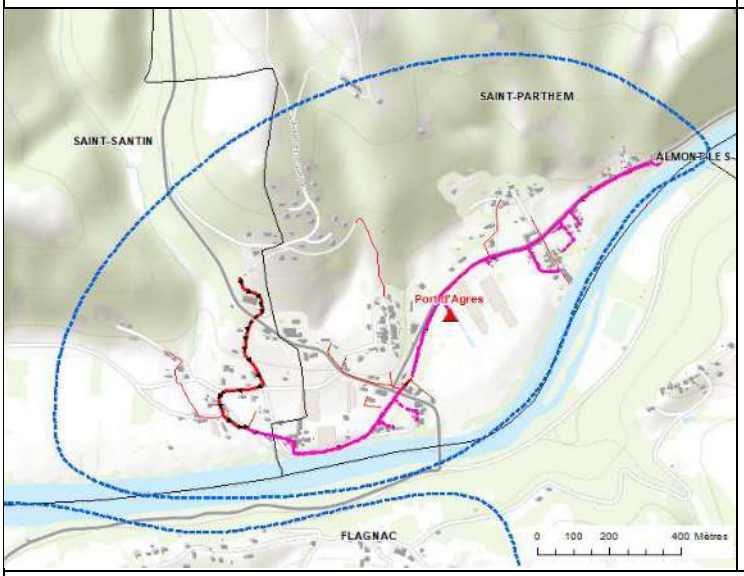
La station collecte uniquement les eaux des hameaux de Port d'Agrès (commune de Saint-Parthem) et de Vialenq (commune de Saint-Santin). Les ouvrages (réseau et STEP) ont moins de 10 ans.

Tableau 15 : Caractéristiques de la station d'épuration de SAINT PARTHEM (Port d'Agrès)

SAINT PARTHEM (Port d'Agrès)

Code AEAG et dénomination :
0512240V002 - Saint Parthem (Port d'Agrès)
Mise en route : Janvier 2011

Capacité : 390 EH (58 m3/j – 23 kg/j DBO5)
Procédé : Filtres plantés de roseaux
Milieu récepteur : Le Lot





Résultats d'autosurveillance (données SANDRE) :

Station de : **SAINT PARTHEM (Port d'Agrès)**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	58	21	37%
DBO5 (kg/j)	23	7	30%
DCO (kg/j)	47	14	31%
MES (kg/j)	35	5	15%

Capacité en EH	
Nominale :	390 EH
Reçu hydraulique :	142 EH
Reçu organique :	113 EH
Résiduelle (orga) :	277 EH

Conformité du traitement : oui

Bien que le réseau soit séparatif, les observations du Schéma Directeur des Données sur l'Eau (SDDE) de l'Agence de l'eau mettent en avant la présence importante d'eaux claires parasites en entrée station.
Le faible dénivelé sur la zone a imposé la mise en place de nombreux pompages (individuels et collectifs) pour conduire les eaux usées jusqu'à la station d'épuration.

La station est conforme en équipement et performance.

Sur la base du dernier bilan d'autosurveillance, la capacité résiduelle de la station est d'environ 270 EH, **soit entre 90 et 135 raccordements supplémentaires possibles[7].**

[7] Sur la base d'une occupation de 2 à 3 personnes par foyer.

i. Saint Santin (St Julien de Piganiol)

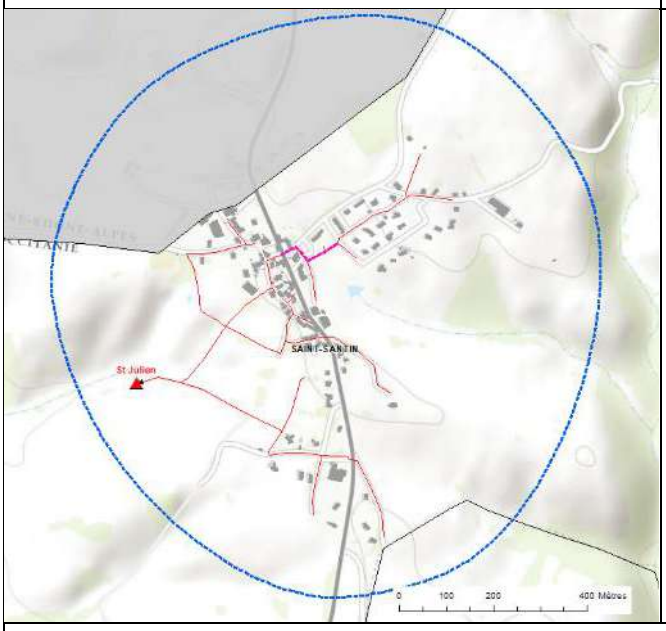
La station collecte les eaux du hameau de Saint-Julien de Piganiol (vieux centre et lotissement) sur la comme de Saint-Santin. Les ouvrages (réseau et STEP) ont moins de 10 ans. À noter qu'un restaurant est raccordé au système, ce qui entraine la présence de graisse dans les ouvrages.

Tableau 16 : Caractéristiques de la station d'épuration de SAINT SANTIN (St Julien de Piganiol)

SAINT SANTIN (St Julien de Piganiol)

Code AEAG et dénomination :
0512246V001 - SAINT SANTIN (St Julien de Piganiol)
Mise en route : Janvier 2010

Capacité : 175 EH (27 m3/j – 11 kg/j DBO5)
Procédé : Filtres plantés de roseaux
Milieu récepteur : Ruisseau sans nom





Résultats d'autosurveillance (données SANDRE) :

Station de : **SAINT SANTIN (St Julien de Piganiol)**

CHARGES ENTRANTES	Nominal	Dernier bilan	% de charge reçue
Volume (m3/j)	27	13	49%
DBO5 (kg/j)	11	4	37%
DCO (kg/j)	21	10	47%
MES (kg/j)	16	4	26%

Capacité en EH	
Nominale :	175 EH
Reçu hydraulique :	88 EH
Reçu organique :	68 EH
Résiduelle (orga) :	107 EH

Conformité du traitement : oui

La station est conforme en équipement et performance.

La station d'épuration est récente (<10 ans), et reçoit une charge de l'ordre de 70 EH, soit une capacité résiduelle d'environ 105 EH, ou **35 à 50 raccordements supplémentaires possibles[8].**

[8] Sur la base d'une occupation de 2 à 3 personnes par foyer.

j. Saint Santin de Maurs (St Santin de Maurs et d'Aveyron)

La station d'épuration de Saint-Santin-de-Maurs (Cantal) se trouve **hors compétence de Decazeville Communauté**. Elle collecte néanmoins les eaux usées de la commune de Saint-Santin (bourg de Saint-Santin), située sur le territoire d'étude.

Cette station est de type lagunage naturel de 400 EH (60 m3/j – 24 kg/j DBO5). Elle est gérée par la commune de Saint-Santin-de-Maurs.

Sur la base du dernier bilan d'autosurveillance, les charges entrantes représentent 50% de la capacité hydraulique nominale, mais 20% de la capacité organique.
La capacité résiduelle de la station est d'environ 320 EH, **soit entre 105 et 50 raccordements supplémentaires possibles**[9], à répartir entre les deux communes raccordées.

[9] Sur la base d'une occupation de 2 à 3 personnes par foyer.

4 État des lieux de l'assainissement autonome

4.1 Inventaire des ouvrages

Le diagnostic et le contrôle de l'assainissement non collectif sur le territoire sont assurés par le SPANC. Jusqu'au 1er janvier 2018, chaque ancienne communauté de communes disposait de son propre service.

Lors du diagnostic du patrimoine réalisé en 2015/2016, **2 280 foyers** disposant d'un assainissement autonome ont été référencés, dont **1 534** sur l'ancienne CCDA et **746** sur l'ancienne CCVL :

Communes		Installations ANC
CCBDA	Aubin	414
	Cransac	177
	Firmi	393
	Viviez	41
	Decazeville	509
CCVL	Bouillac	35
	Boisse-Penchot	45
	Livinhac-le-Haut	138
	Flagnac	163
	Almont-les-Junies	107
	Saint-Parthem	96
	Saint-Santin	162
TOTAL		**2 280**

Tableau 17: Installations ANC par commune

À noter que les données des installations présentes sur la CCVL sont basées sur une estimation réalisée dans le cadre de l'étude de transfert des compétences.

Un diagnostic complet des installations d'assainissement autonome a été réalisé sur les 5 communes de l'ex-CCDA entre 2012 et 2013. Le bilan de ce diagnostic montre que seulement **5% des installations inspectées obtiennent un avis acceptable**, et 52% un avis acceptable avec réserves. Au total, 42% (538 installations) présentent un avis non acceptable, c'est-à-dire qu'une pollution du milieu naturel et/ou des problèmes de salubrité publique ont été identifiés.
Suite à ces diagnostics, plus de 80 installations ont fait l'objet d'une demande de réhabilitation.

Nous ne disposons pas de données quant à l'état des assainissements autonomes sur l'ancienne CCVL. Le pourcentage de conformité des installations sur ce territoire rural doit être proche sinon inférieur à celui du bassin Decazeville-Aubin.

4.2 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Nous ne disposons d'aucun document relatif à l'aptitude des sols à l'assainissement sur le territoire d'étude.

Pour chaque habitation, il sera nécessaire de réaliser une étude de sol à la parcelle permettant de définir la filière d'assainissement non collectif à mettre en place.

Le paragraphe suivant permet pour chaque secteur d'évaluer les facteurs localement contraignants pour l'assainissement non collectif.

5 Contraintes et potentiels par secteur

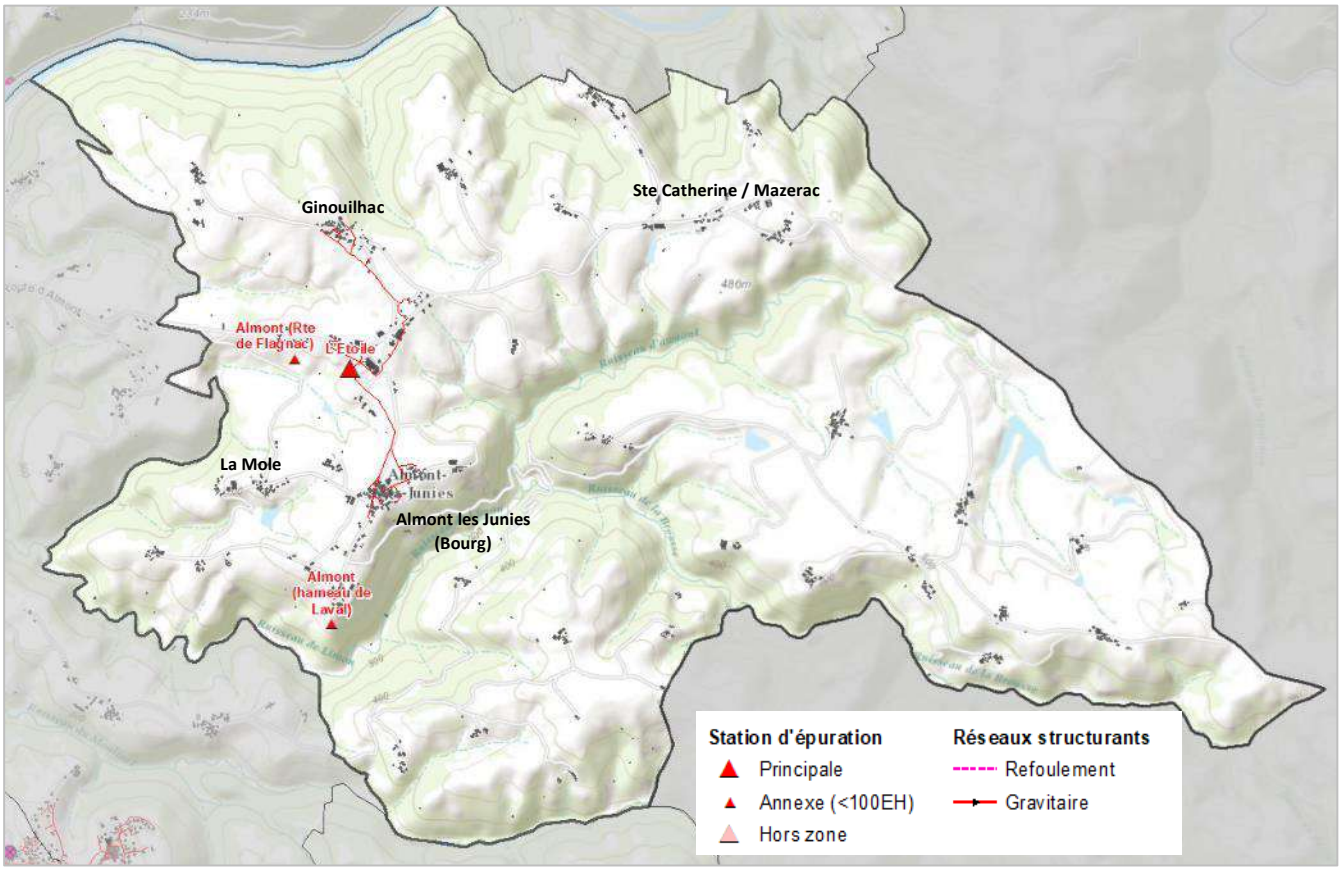
5.1 Vallée du Lot

5.1.1 Almont-les-Junies

La commune compte 3 installations de traitement des eaux (une station principale et deux filtres à sable secondaires). Sur ces 3 ouvrages, 2 arrivent à saturation et posent des problèmes de traitement et d'exploitation :

- La station d'épuration principale du bourg, dite « L'étoile » (qui reçoit également les eaux de l'établissement Carrier) arrive à sa charge nominale,
- Le filtre à sable du lotissement de la route de Flagnac est non conforme en performance.

Figure 9 : Système d'assainissement de Bouillac



a. Traitements de l'Etoile et de la Route de Flagnac

Le réseau d'assainissement de la station d'épuration dite de « L'étoile » dessert le centre bourg d'Almont-les-Junies, la zone d'activité de l'Etoile où se trouve l'établissement Carrier, et le hameau de Ginouilhac.

Le système de traitement de la Route de Flagnac, qui dessert 8 branchements, se trouve à proximité : les deux ouvrages de traitement se trouvent à 300 m à vol d'oiseau.

Ces deux ouvrages ont 20 ans, et posent des problèmes de performances et de capacité. Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer la solution la plus adaptée pour la mise en conformité des ouvrages et pour répondre aux besoins à long terme de ces zones.

b. Route de Laval et hameau de Laval

Les eaux usées du hameau de Laval sont traitées sur un filtre à sable. Cet ouvrage assure un traitement conforme et, d'après les données d'autosurveillance, pourrait accueillir une dizaine de raccordements supplémentaires.

La route de Laval relie le bourg d'Almont-les-Junies au hameau de Laval. Le long de cette route, 8 habitations (de type pavillonnaire) sont présentes et raccordées à la microstation. À court terme, ce secteur pourrait être ouvert à l'urbanisation.

Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à la zone ouverte à l'urbanisation, et la capacité de l'ouvrage d'assainissement à accepter de nouveaux raccordements.

c. Autres lieux-dits

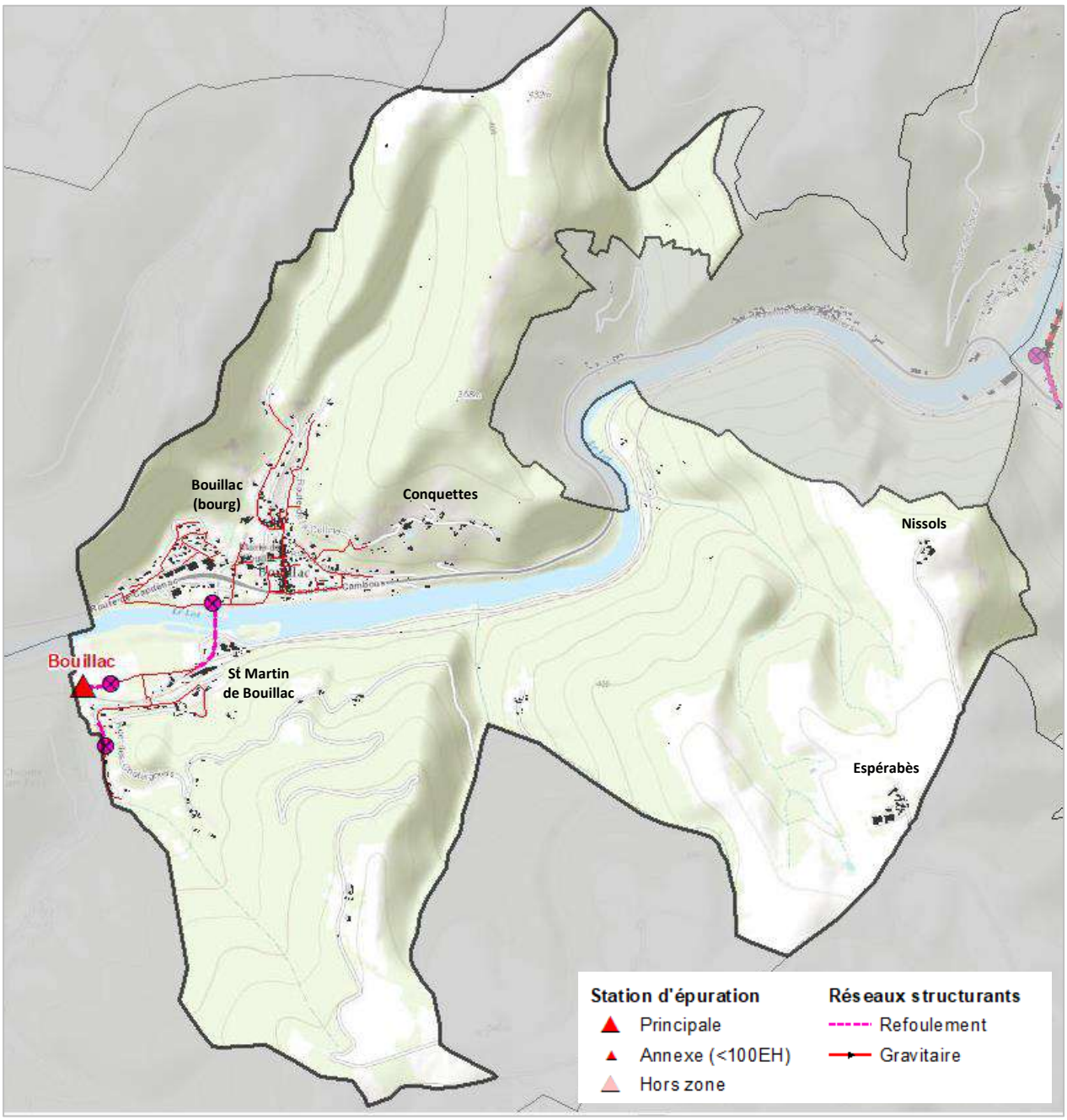
La commune compte plusieurs lieux-dits regroupant quelques habitations (La Mole, Sainte-Catherine et Mazerac, Le Fau, la Borie, Mazac, l'Hom, Aumont, Les Clémenties, …). Ces écarts sont composés pour la plupart de granges et de bâtiments de ferme. Ils sont dispersés sur le territoire communal, loin des zones assainies de manière collective.
Les habitations disposent de suffisamment de terrain pour adapter leur système d'assainissement autonome à la réglementation.

Sur ces secteurs, l'assainissement autonome reste à privilégier. Les installations individuelles doivent être conformes à la réglementation et adaptées au type de sol.

5.1.3 Bouillac

La zone agglomérée du centre Bouillac est desservie dans sa quasi-totalité par le réseau d'assainissement collectif.
La station de traitement fonctionne correctement et peut accepter une centaine de raccordements supplémentaires.

Figure 10 : Système d'assainissement de Bouillac



a. Lieu-dit Conquettes

Le lieu-dit « Conquettes » se trouve à l'est du bourg de Bouillac, en rive droite du Lot. Il compte une quinzaine de maisons dispersées le long de la route de Conquettes. Bien que disposant de grandes parcelles, les habitations se trouvent sur un secteur avec des pentes localement fortes pouvant contraindre l'assainissement autonome.

La tête du réseau d'assainissement collectif se trouve à une centaine de mètres en bas de la route. L'extension du réseau d'assainissement collectif à cette zone pourrait être envisageable.

Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à cette zone.

b. Autres lieux-dits

La commune compte plusieurs lieux-dits regroupant quelques habitations (Espérablès, Nissols, Malaret, Couttes, Viazac, Le Cloup, …). Ces écarts sont composés pour la plupart de granges et de bâtiments de ferme. Ils sont dispersés sur le territoire communal, loin des zones assainies de manière collective.
Les habitations disposent de suffisamment de terrain pour adapter leur système d'assainissement autonome à la réglementation. Il n'y a pas de contraintes de pente fortes sur ces lieux-dits.

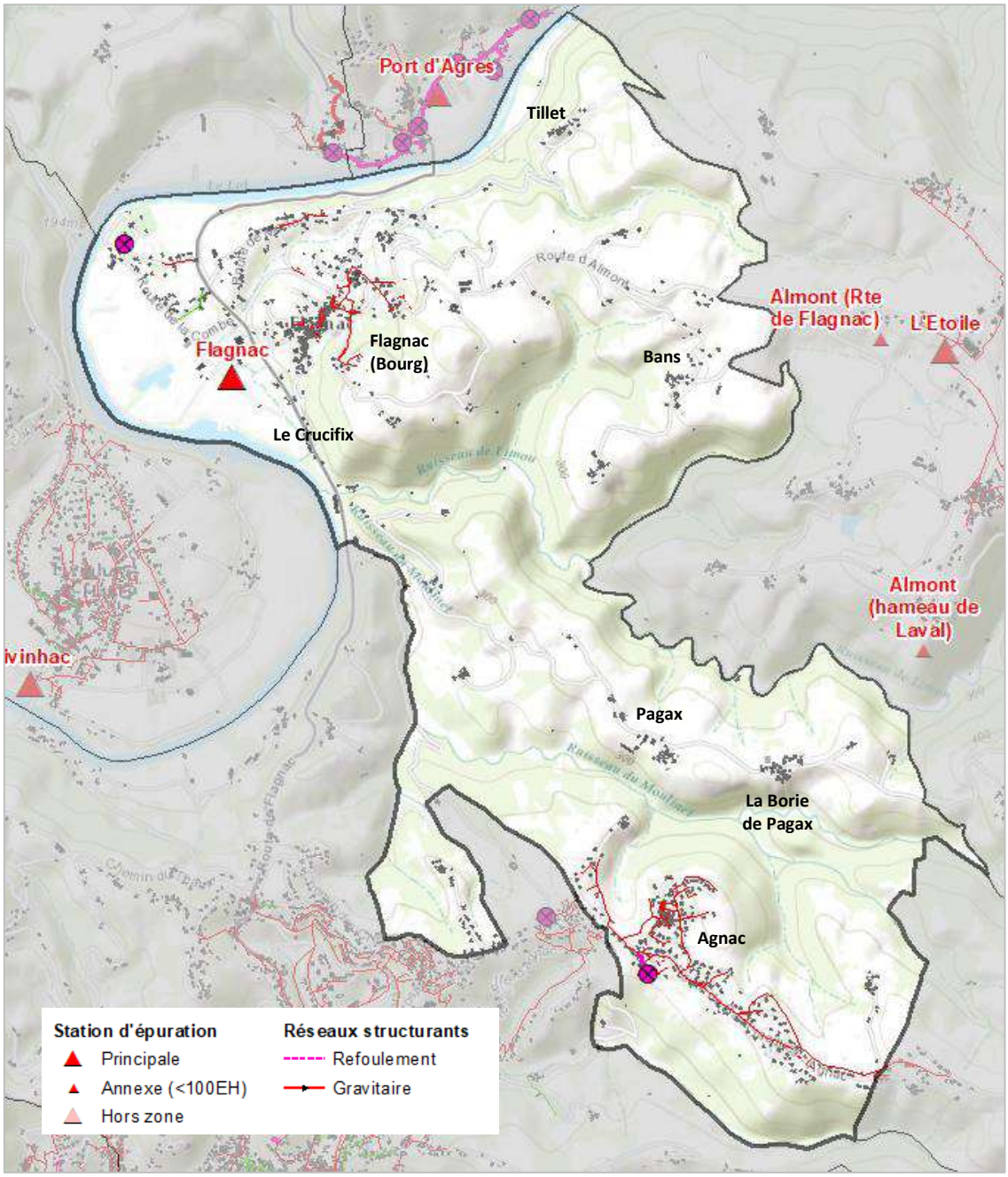
Sur ces secteurs, l'assainissement autonome reste à privilégier. Les installations individuelles doivent être conformes à la réglementation et adaptées au type de sol.

5.1.4 Flagnac

La commune de Flagnac se découpe en deux zones d'assainissement :

- Au nord, le bourg de Flagnac vers la station communale,
- Au sud, le hameau d'Agnac, vers la station de Viviez

Figure 11 : Système d'assainissement de Flagnac



a. Bourg de Flagnac

La station du bourg est conforme en équipement et en performance, et peut encore recevoir le double de raccordement, soit d'après les derniers bilans d'autosurveillance entre 190 et 290 raccordements supplémentaires.
Le centre bourg de Flagnac est déjà largement desservi par le réseau d'assainissement collectif. Des extensions ponctuelles pourront compléter localement la desserte.

b. Bourg d'Agnac

Le hameau d'Agnac et la route de Saint-Jacques (D580) sont assainis dans leur totalité.
Les zones ouvertes à l'urbanisation dans le cadre de la révision du PLUih pourront être raccordées au réseau existant, vers la station d'épuration de Viviez.

c. Pagax, La Borie de Pagax

Les hameaux de Pagax et de la Borie de Pagax comptent quelques dizaines d'habitations, dont certaines regroupées disposant de peu ou pas de terrain.
Ces hameaux sont assez éloignés des zones assainies de la commune. Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à cette zone.

d. Le Crucifix

Le Lieu-dit du Crucifix regroupe une dizaine de maisons disposées le long de la route départementale D963. Des problèmes d'assainissement ont été signalés sur cette zone. Les habitations disposent de peu de terrain, et plusieurs assainissements autonomes ne sont pas conformes (rejets directs au milieu).

Ce hameau se trouve à environ 500m au sud du bourg de Flagnac. Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à cette zone.

e. Autres lieux-dits

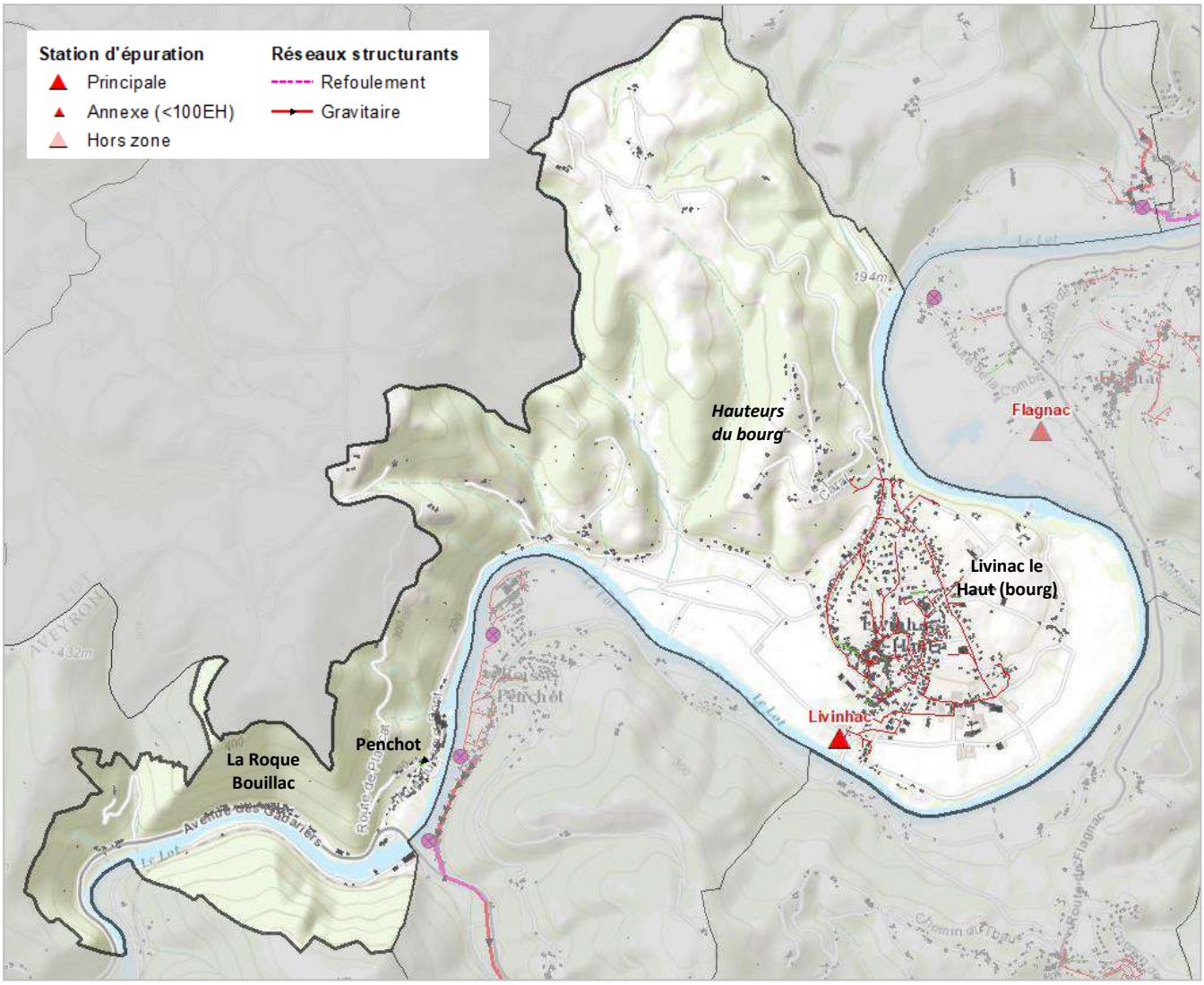
La commune compte plusieurs lieux-dits regroupant quelques habitations (Tillet, Bans, Laviale, …). Ils sont dispersés sur le territoire communal, loin des zones assainies de manière collective.
Les habitations disposent de suffisamment de terrain pour adapter leur système d'assainissement autonome à la réglementation.

Sur ces secteurs, l'assainissement autonome reste à privilégier. Les installations individuelles doivent être conformes à la réglementation et adaptées au type de sol.

5.1.5 Livinhac-le-Haut

L'ensemble du bourg de Livinhac-le-Haut est desservi par le réseau d'assainissement collectif, vers la station communale. La station de traitement fonctionne correctement, à environ 50% de sa capacité. D'après les derniers bilans d'autosurveillance, elle pourrait accepter 180 à 270 raccordements supplémentaires.

Figure 12 : Système d'assainissement de Livinhac-le-haut



a. Hauteurs du bourg

Sur les hauteurs au nord-ouest du bourg (Le Thabor, Puech del Soyt, Perols, …), l'habitat est dispersé, de type pavillonnaire, avec de belles surfaces parcellaires. Cette zone pourrait s'ouvrir à l'urbanisation à long terme.

Les habitations existantes disposent d'installations majoritairement conformes. Il n'y a pas de contrainte forte pour l'ANC.

b. Penchot

Le hameau de Penchot se situe face au bourg de Boisse-Penchot, sur l'autre rive du Lot. Il présente un habitat regroupé, constitué de petits terrains bâtis de maisons traditionnelles. Une partie des habitations se situe en zone inondable.

Cette configuration peut présenter des contraintes locales pour la mise en place de système d'assainissement autonome (manque de place, remontée de nappe, …). Actuellement, les rejets d'assainissement autonome se font directement dans le réseau d'eaux pluviales.

Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à cette zone.

c. La Roque Bouillac

Le hameau de Bouillac présente un habitat dense, encaissé entre le Lot et les reliefs. Cette zone présente des contraintes fortes pour l'assainissement autonome. Les habitations ne disposent d'aucun foncier disponible pour la mise en place d'installations individuelles conformes. Aujourd'hui, la plupart des rejets d'eaux usées se font directement dans le Lot, avec peu ou pas de traitement.

Une étude doit être réalisée pour la mise en conformité de l'assainissement du hameau.

d. Autres lieux-dits

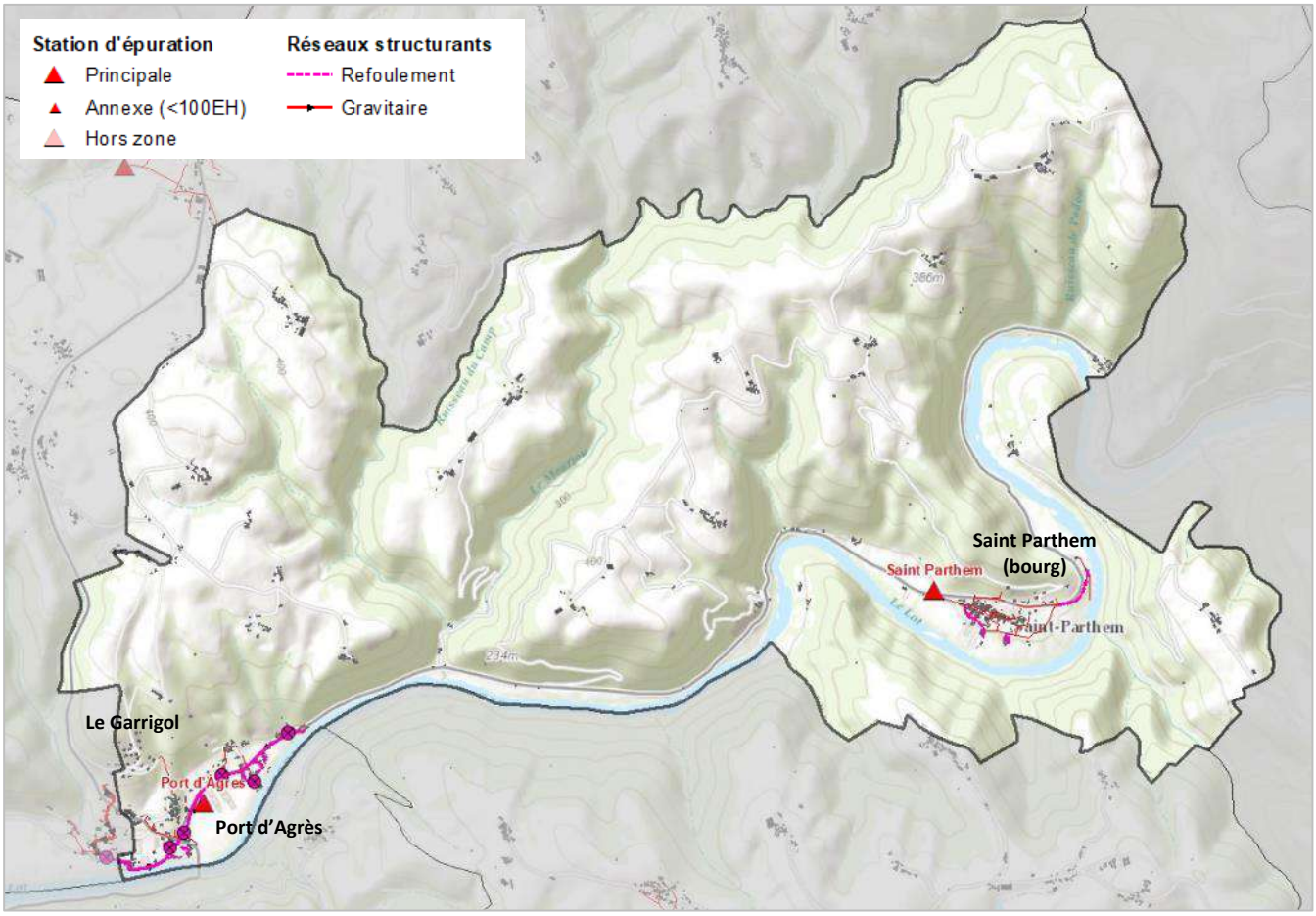
La commune compte plusieurs lieux-dits regroupant quelques habitations (Le Four Haut et bas, Le Poux, …). Ces écarts sont composés pour la plupart de granges et de bâtiments de ferme. Ils sont dispersés sur le territoire communal, loin des zones assainies de manière collective.
Les habitations disposent de suffisamment de terrain pour adapter leur système d'assainissement autonome à la réglementation.

Sur ces secteurs, l'assainissement autonome reste à privilégier. Les installations individuelles doivent être conformes à la réglementation et adaptées au type de sol.

5.2.1 Saint-Parthem

La commune de Saint-Parthem compte deux hameaux principaux, assainis chacun par leur propre système collectif. Les installations collectives sont récentes (moins de 10 ans), et en mesure d'accepter de nouveaux raccordements.

Figure 13 : Système d'assainissement de Livinhac-le-haut



a. Bourg de Saint-Parthem

Le hameau de Saint-Parthem est desservi dans sa totalité par le réseau d'assainissement collectif. La révision du PLUih prévoit l'urbanisation à long terme des hauteurs du bourg, au-dessus du cimetière. Compte tenu de la proximité du réseau d'assainissement collectif et de la marge de traitement sur la station existante, un raccordement de cette zone à l'assainissement collectif est envisageable.

Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à cette zone, notamment compte tenu de sa topographie.

b. Port d'Agrès - Lotissement le Garrigol

Le hameau de Port d'Agrès est desservi dans sa totalité par le réseau d'assainissement collectif, y compris le lotissement du Garrigol.
En fonction de l'urbanisation future de la commune, des extensions ponctuelles du réseau pourront être effectuées.

c. Autres lieux-dits

La commune compte plusieurs lieux-dits regroupant quelques habitations (Altasserre, Carrègues, Greffeuille, …). Ces écarts sont composés pour la plupart de granges et de bâtiments de ferme. Ils sont dispersés sur le territoire communal, loin des zones assainies de manière collective.

Les habitations disposent de suffisamment de terrain pour adapter leur système d'assainissement autonome à la réglementation.

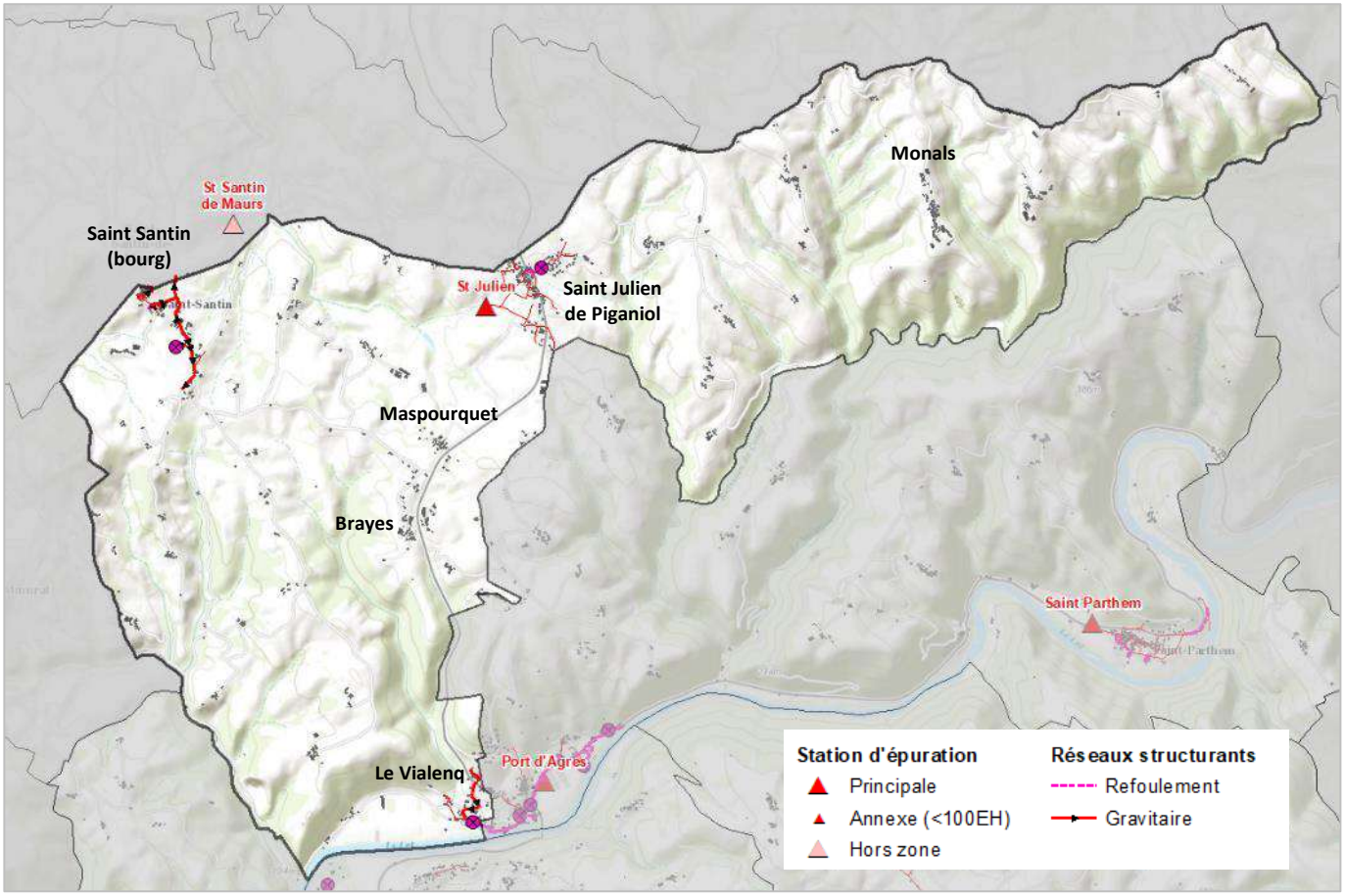
Sur ces secteurs, l'assainissement autonome reste à privilégier. Les installations individuelles doivent être conformes à la réglementation et adaptées au type de sol

5.2.2 Saint-Santin

La commune de Saint-Santin est composée d'un rassemblement de hameaux dispersés. Trois de ces hameaux sont déjà desservis par l'assainissement collectif :

- Saint-Santin (bourg), raccordé sur la station de Saint-Santin de Maurs (hors compétence de l'intercommunalité),
- Le Vialenq, raccordé sur la station de Port d'Agrès,
- Saint-Julien de Piganiol, raccordé sur la station communale.

Les deux stations situées sur le territoire de Decazeville Communauté sont récentes, en mesure d'accepter de nouveaux raccordements.



a. Hameaux assainis (Saint-Santin, Le Vialenq, Saint-Julien)

Sur les trois hameaux en assainissement collectif, l'ensemble des habitations actuelles est desservi par le réseau.
Sur ces secteurs, le PLUih prévoit quelques zones ouvertes à l'urbanisation. Ces zones se situent à proximité des réseaux d'assainissement collectif, mais dans certains cas, leur desserte peut être contrainte par la topographie.

Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à ces zones.

b. Autres lieux-dits

La commune compte plusieurs lieux-dits regroupant quelques habitations (Brayes, Maspourquet, Monals, Le Verdier, Piganiol, la Rouquayrie, …). Ces écarts sont composés pour la plupart de granges et de bâtiments de ferme. Ils sont dispersés sur le territoire communal, loin des zones assainies de manière collective.

Les habitations disposent de suffisamment de terrain pour adapter leur système d'assainissement autonome à la réglementation. Il n'y a pas de contraintes de pente fortes sur ces lieux-dits.

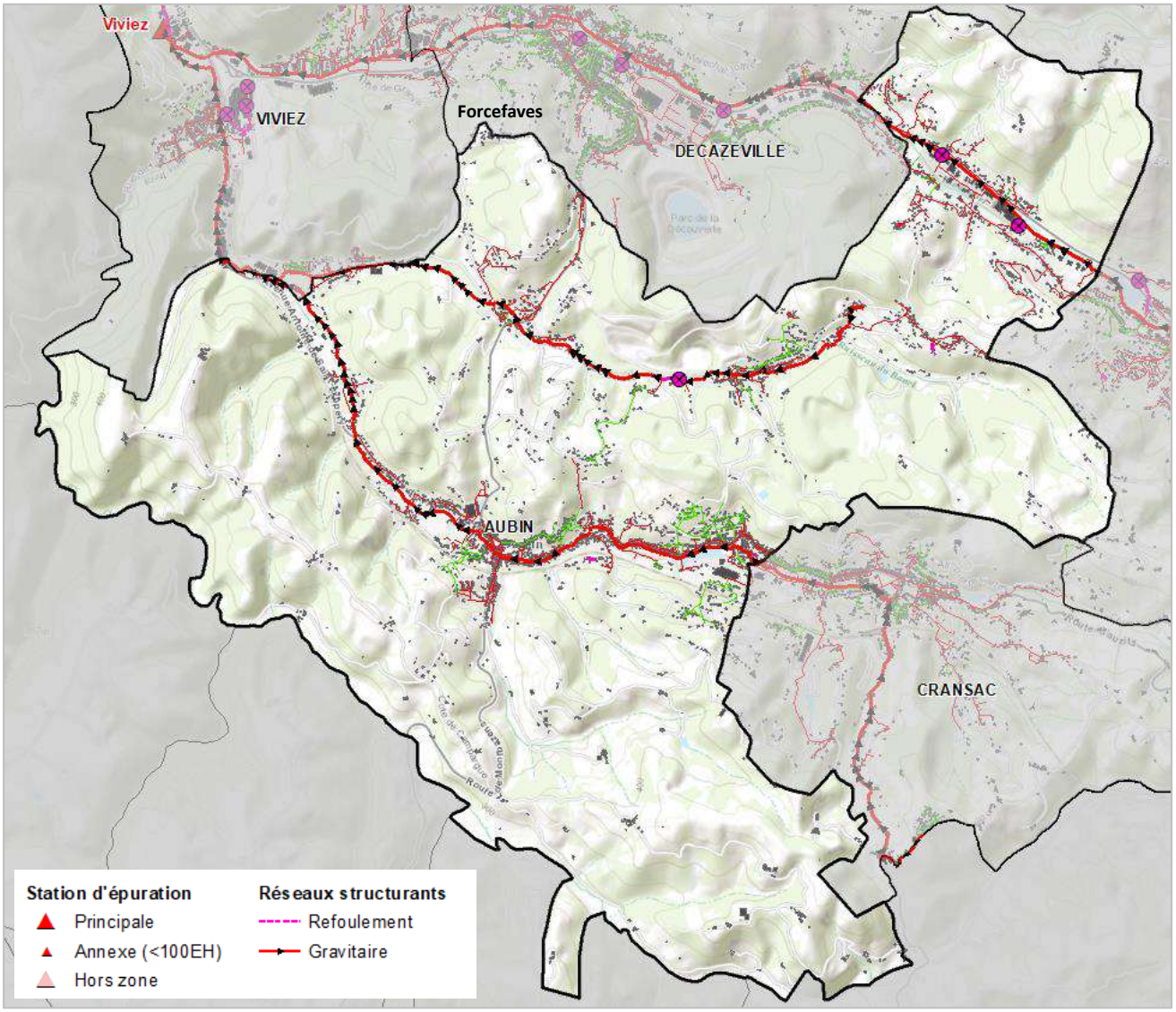
Sur ces secteurs, l'assainissement autonome reste à privilégier. Les installations individuelles doivent être conformes à la réglementation et adaptées au type de sol.

5.3 Système de VIVIEZ

5.3.1 Aubin

Les trois vallées (Riou Mort, Banel, Enne) qui composent la commune et regroupent la majorité des habitations sont assainies collectivement. Les eaux usées sont renvoyées vers la station intercommunale de Viviez.

Figure 14 : Système d'assainissement d'Aubin



a. Zones agglomérées

L'ensemble des zones denses pouvant présenter des contraintes pour l'assainissement autonome est desservi par le réseau collectif. Sur le reste de la commune, les habitations dispersées disposent du terrain nécessaire pour adapter leur système de traitement individuel aux contraintes locales.

En fonction de l'urbanisation future de la commune, des extensions ponctuelles du réseau pourront être effectuées.

b. Lieu-dit Forcefaves

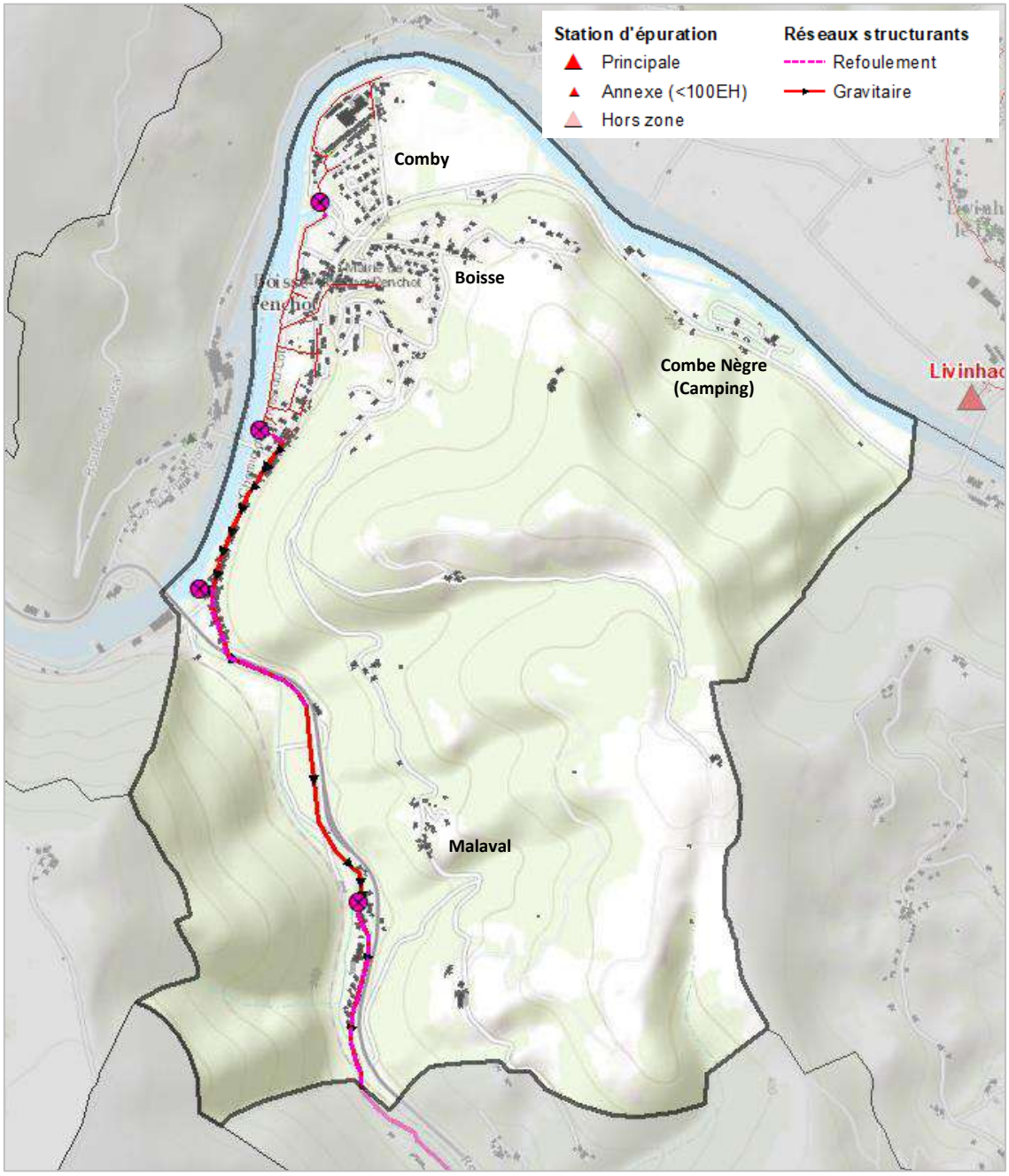
Le petit hameau de Forcefaves se trouve à cheval sur les communes d'Aubin et de Decazeville. Sur cette zone, les systèmes d'assainissement collectif sont majoritairement non conformes , mais sans contraintes majeures. L'habitat regroupé compte une vingtaine d'habitations.

Compte tenu de la non-conformité générale des ANC et de la proximité du réseau d'assainissement collectif, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à cette zone.

5.3.2 Boisse-Penchot

La zone agglomérée de Boisse-Penchot est en partie desservie par le réseau d'assainissement collectif. Les eaux usées sont renvoyées par plusieurs PR vers la station intercommunale de Viviez.

Figure 15 : Système d'assainissement de Boisse-Penchot



a. Bourg de Boisse-Penchot

Au sud du territoire, l'ensemble des zones denses pouvant présenter des contraintes pour l'assainissement autonome est desservi par le réseau collectif. Les habitations dispersées disposent du terrain nécessaire pour adapter leur système de traitement individuel aux contraintes locales.
Des réhabilitations du réseau sont à prévoir, notamment sur les secteurs de Boisse et de Comby.

En fonction de l'urbanisation future de la commune, des extensions ponctuelles du réseau pourront être effectuées (zone AU « Le Claux »).

b. Hauteurs du village

Le réseau d'assainissement dessert les zones basses du village, sur la rive du Lot et du Riou Mort. C'est en effet la zone où l'habitat est le plus dense, avec des contraintes fortes d'espaces pour l'assainissement autonome.
Sur les hauteurs du village (Les Placattes, Boudet, Beauregard, …) l'habitat est dispersé. Les habitations disposent de suffisamment de terrain pour adapter leur système d'assainissement autonome à la réglementation.

c. Camping de Combe Nègre

Le camping de Combe Nègre dispose d'un système d'assainissement autonome déclaré non conforme. Le camping est situé au bord du Lot, éloigné du centre bourg.

Un comparatif technico-économique devra déterminer les possibilités pour la mise en conformité de l'assainissement sur ce secteur.

d. Autres lieux-dits

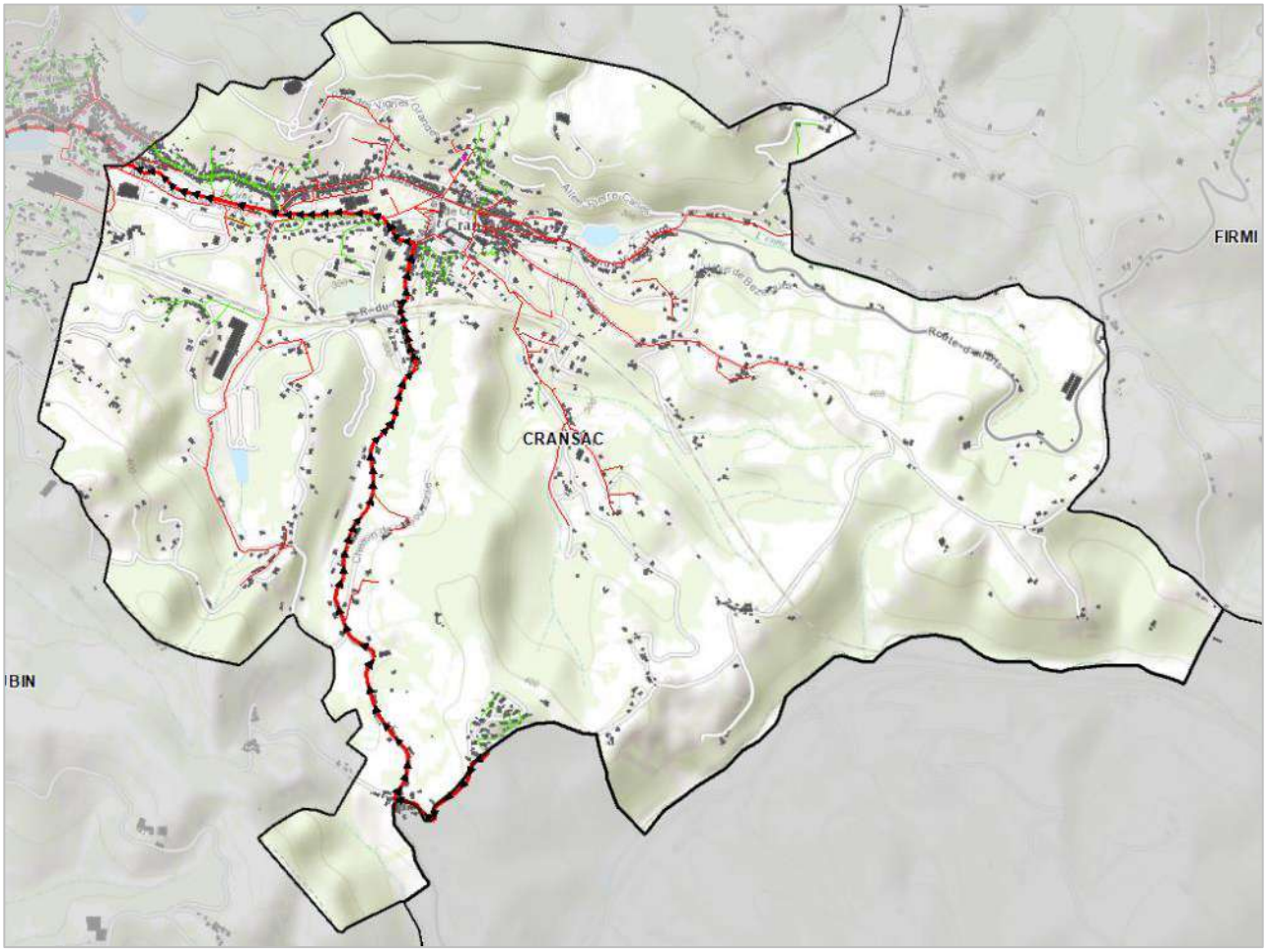
La commune compte plusieurs lieux-dits regroupant quelques habitations (Cassagnes, Ligal, Malaval, …). Ces écarts sont composés pour la plupart de granges et de bâtiments de ferme. Ils sont dispersés sur le territoire communal, loin des zones assainies de manière collective.
Les habitations disposent de suffisamment de terrain pour adapter leur système d'assainissement autonome à la réglementation. Il n'y a pas de contraintes de pente fortes sur ces lieux-dits.

Sur ces secteurs, l'assainissement autonome reste à privilégier. Les installations individuelles doivent être conformes à la réglementation et adaptées au type de sol.

5.3.3 Cransac

Tout le centre-ville ainsi qu'une grande partie des écarts de Cransac sont raccordés à l'assainissement collectif, vers la station intercommunale de Viviez.

Figure 16 : Système d'assainissement de Cransac



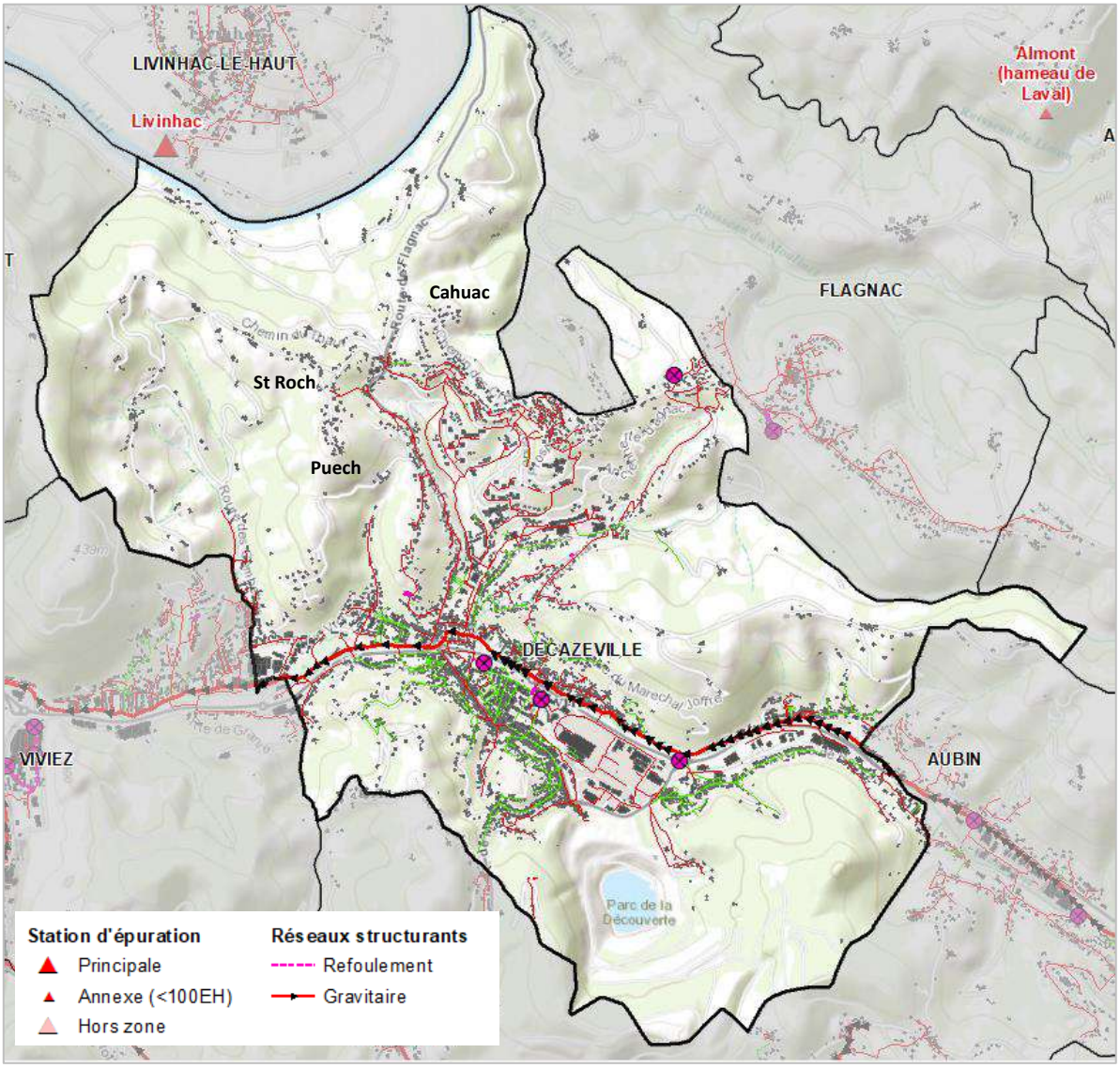
L'ensemble des zones denses pouvant présenter des contraintes pour l'assainissement autonome est desservi par le réseau collectif. Sur le reste de la commune, les habitations dispersées disposent du terrain nécessaire pour adapter leur système de traitement individuel aux contraintes locales.

En fonction de l'urbanisation future de la commune, des extensions ponctuelles du réseau pourront être effectuées.

5.3.4 Decazeville

Tout le centre-ville ainsi qu'une grande partie des écarts de Decazeville sont raccordés à l'assainissement collectif, vers la station intercommunale de Viviez.

Figure 17 : Système d'assainissement de Decazeville



a. Sud du Riou Mort

Au sud du territoire, l'ensemble des zones denses pouvant présenter des contraintes pour l'assainissement autonome est desservi par le réseau collectif. Les habitations dispersées disposent du terrain nécessaire pour adapter leur système de traitement individuel aux contraintes locales.

En fonction de l'urbanisation future de la commune, des extensions ponctuelles du réseau pourront être effectuées.

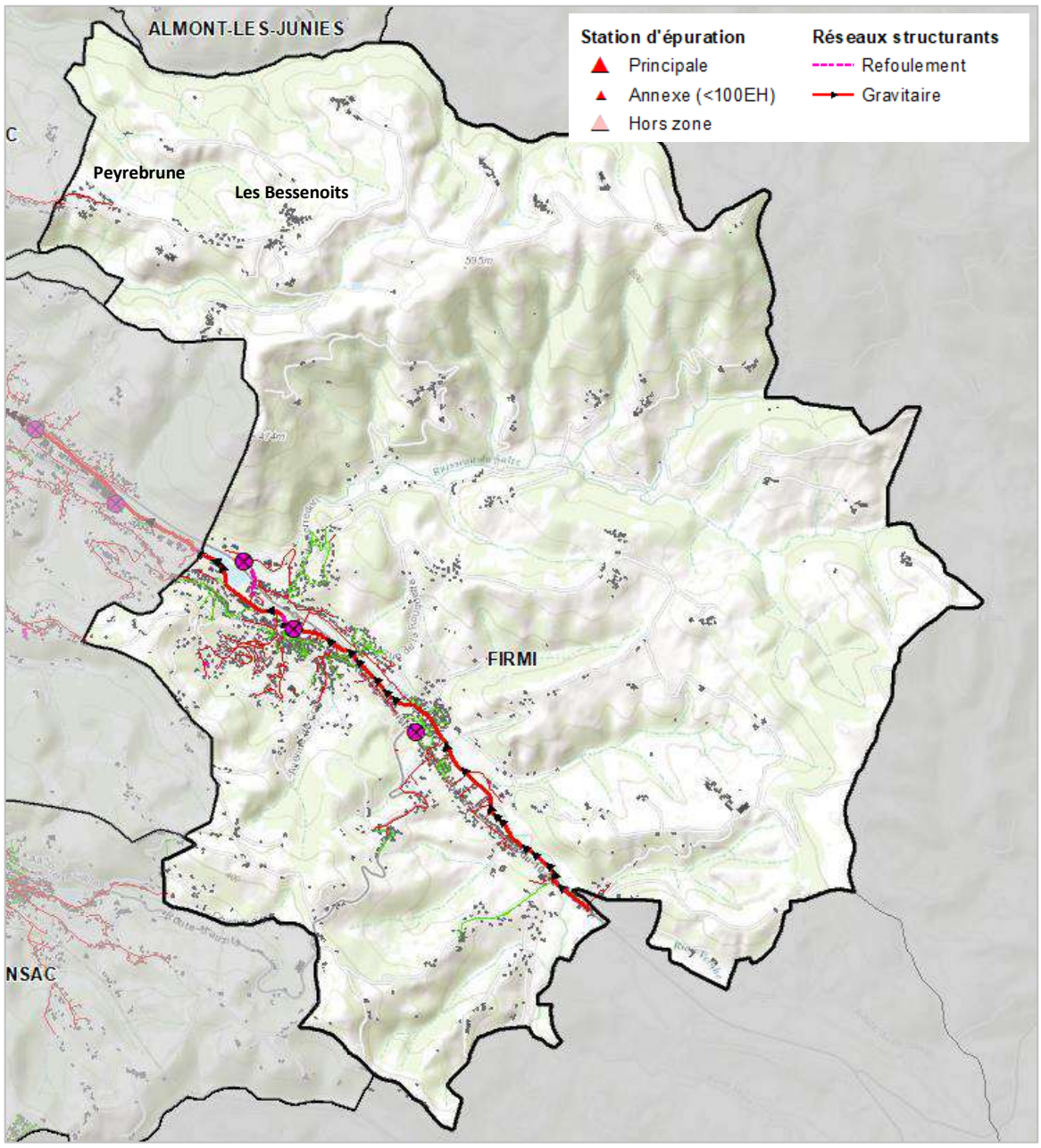
b. Nord du Riou Mort

Au nord du territoire, la majorité du territoire est desservie par le réseau collectif. Les secteurs des Estaques, Le Puech, St Roch et Cauhac restent en assainissement autonome.
Sur ces secteurs de nombreuses non-conformités ont été relevées sur les systèmes d'ANC. Compte tenu de la proximité du réseau d'assainissement collectif, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à cette zone.

5.3.5 Firmi

L'ensemble des zones agglomérées du centre-ville et de la vallée du Riou Mort sont raccordées à l'assainissement collectif, vers la station intercommunale de Viviez.
Au nord de la commune, une dizaine d'habitations du lieu-dit Peyrebrune sont raccordées sur le réseau en amont d'Agnac et de Decazeville.

Figure 18 : Système d'assainissement de Firmi



a. Vallée du Riou Mort

Au sud du territoire, l'ensemble des zones denses pouvant présenter des contraintes pour l'assainissement autonome est desservi par le réseau collectif. Les habitations dispersées disposent du terrain nécessaire pour adapter leur système de traitement individuel aux contraintes locales.

En fonction de l'urbanisation future de la commune, des extensions ponctuelles du réseau pourront être effectuées.

b. Hameau de la Bessenoits

Le hameau de la Bessenoits est composé d'un rassemblement de quelques dizaines d'habitations. Sa configuration dense rend la mise aux normes des assainissements individuels complexe. La plupart des installations autonomes sont non conformes.

Dans le cadre de la révision du PLUiH, ce hameau a été identifié comme susceptible d'être ouvert à l'urbanisation à long terme.

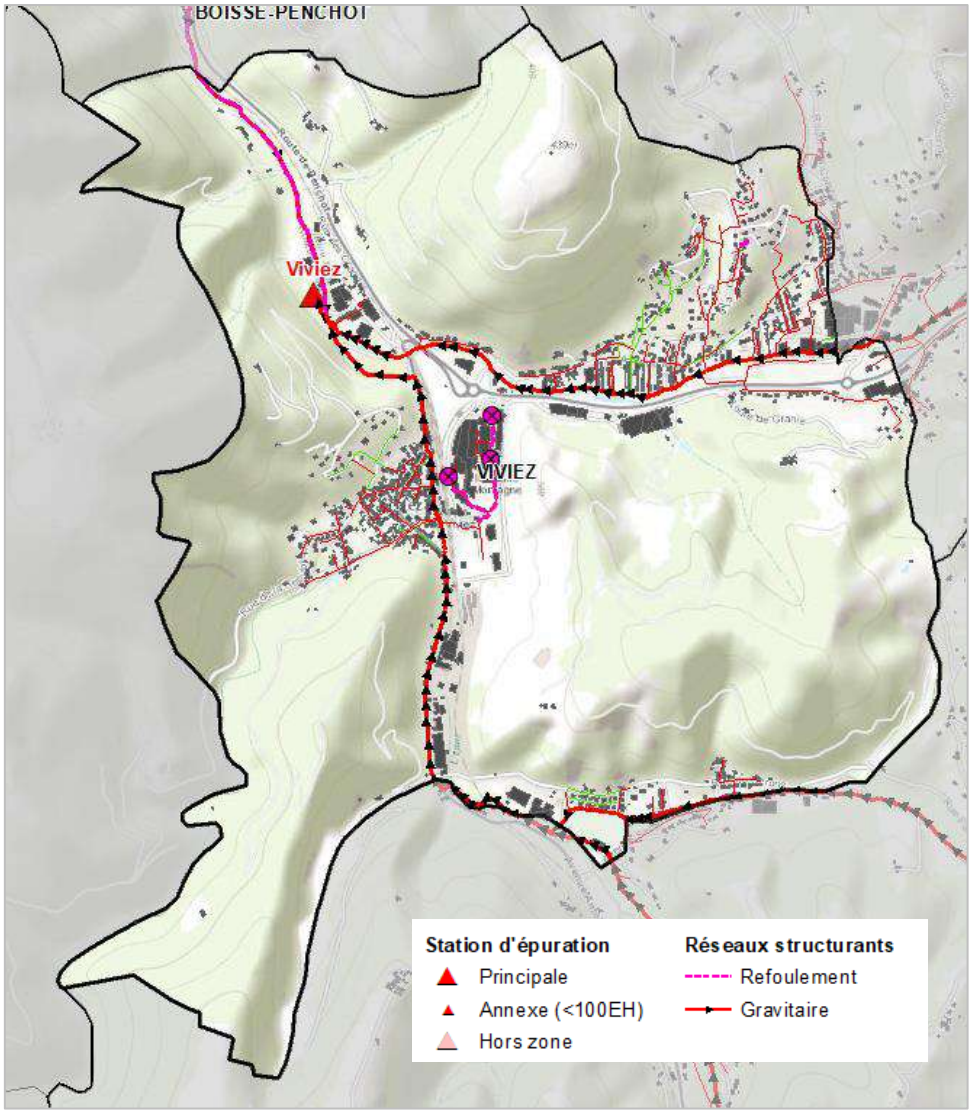
La tête du réseau d'assainissement collectif du système de VIVIEZ se trouve à environ 1,5 km du hameau.

Dans la suite de l'étude, un comparatif technico-économique devra déterminer le type d'assainissement le plus adapté à cette zone.

5.3.6 Viviez

La quasi-totalité des habitations de la commune est raccordée à l'assainissement collectif, vers la station intercommunale de Viviez.

Figure 19 : Système d'assainissement de Viviez



L'ensemble des zones denses pouvant présenter des contraintes pour l'assainissement autonome est desservi par le réseau collectif. Sur le reste de la commune, les habitations dispersées disposent du terrain nécessaire pour adapter leur système de traitement individuel aux contraintes locales.

En fonction de l'urbanisation future de la commune, des extensions ponctuelles du réseau pourront être effectuées.

6 Conclusion

Les ouvrages d'assainissement collectif sur les communes d'études sont globalement fonctionnels, en mesure d'accepter le potentiel de développement des communes.
Seule la commune d'Almont-les-Junies présente des ouvrages qui posent problème, et doit faire l'objet d'une réflexion globale pour la réhabilitation de son assainissement collectif.

Au niveau de l'assainissement autonome, même si de nombreuses installations sont déclarées non conformes (comme sur la plupart des territoires), des possibilités de mise en conformité existent.
Seuls quelques hameaux sont concernés par des contraintes fortes, qui limitent les possibilités de mise aux normes des systèmes non collectifs. Pour ces secteurs, la mise en place de solutions collectives ou de proximité doit être étudiée.

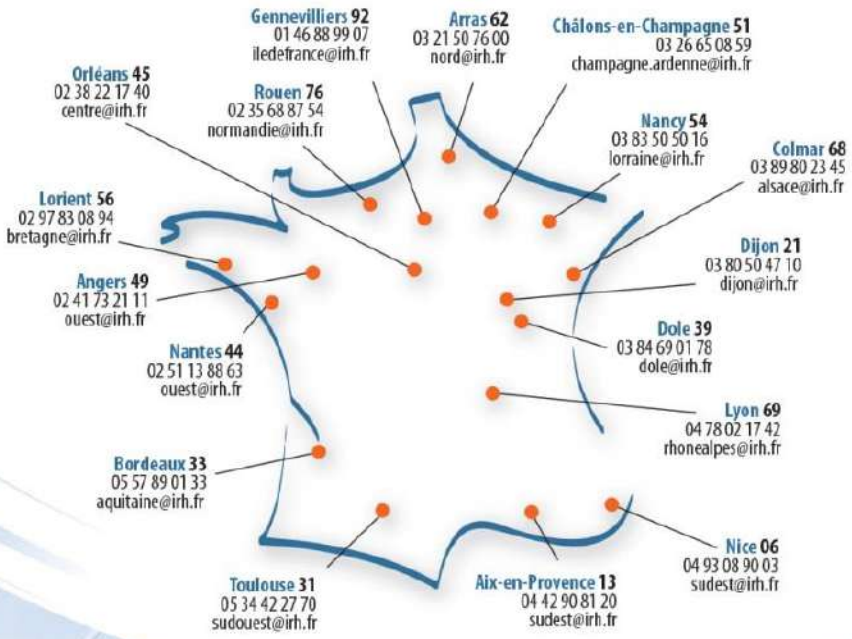
Enfin, pour les secteurs à urbaniser, lorsque ceux-ci sont proches de réseau existant, en fonction des opérations prévus et selon la capacité des ouvrages de traitements, un raccordement à l'assainissement collectif sera à privilégier.

Acteur majeur dans les domaines de l'eau, l'air, les déchets et plus récemment l'énergie, IRH Ingénieur Conseil, société du Groupe IRH Environnement, développe depuis plus de 60 ans son savoir-faire en étude, ingénierie et maîtrise d'œuvre environnementale.

Près de 300 spécialistes, chimistes, hydrogéologues, hydrauliciens, automaticiens, agronomes, biologistes, génie-civilistes, répartis sur 18 sites en France, sont à la disposition de nos clients industriels et acteurs publics.

L'indépendance et l'engagement qualité d'IRH Ingénieur Conseil vous garantissent une impartialité et une fiabilité totale :

IRH Ingénieur Conseil est également agréé par le Ministère de l'Ecologie pour effectuer des prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, et par le Ministère du Travail pour procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.



IRH Ingénieur Conseil
14-30 rue Alexandre Bât. C
92635 Gennevilliers Cedex
Tél. : +33 (0)1 46 88 99 00
Fax : +33 (0)1 46 88 99 11
www.groupeirhenvironnement.com